



NOUVEAU RECUEIL

DE

TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de commerce, de limites, d'échange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connaissance des relations étrangères

des Puissances et états

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

Depuis 1808 *jusqu'à présent.*

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus éstimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS.



TOME IV.

1808 — 1819 *inclusiv.*

À GOTTINGUE,

DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1820.


LIBRARY
APR 22 1976
UNIVERSITY OF TORONTO

PRÉFACE.

Le préſent IVeme volume du nouveau recueil renferme des ſupplémens aux trois volumes précédens depuis 1808 et la continuation jusqu'à l'année 1819 et incluſivement le recès général de Francfort du 20 Juillet qui ſert de complément à l'acte du congrès de Vienne et aux negotiations de Paris.

Peu après que l'impreſſion du IIIeme volume étoit terminée la bienveillance de pluſieurs perſonnes qui s'intereſſent au ſuccès de cet ouvrage m'a procuré divers traités, omis à regret dans les volumes précédens, et dont quelques uns n'ont été publiés qu'imparfaitement jusqu'ici. D'ailleurs j'ai donné dans le préſent volume pluſieurs pièces déjà antérieurement publiées mais qui avaient échappé à mes recherches.

Toute fois je ne me diſſimule pas combien de lacunes reſtent encore à couvrir pour que le préſent ouvrage puiſſe paſſer pour médiocrement complet, ſans encore parler d'articles ſéparés et

ſecréts

ſecréts que je n'aurais pas même été autoriſé à publier avant que l'intention des puiſſances contractantes ne le permette. Il eſt des articles ſéparés que les circonſtances engagent à tenir d'abord ſecréts et quand celles-ci changent et que leur publication pourrait paraitre indifferente, le déſir de ſatisfaire la curioſité du public n'eſt pas un motif aſſés fort pour s'écarter unilateralement d'un engagement pris, ou pour ſe tenir reciproquement quitte de la promeſſe une fois donnée; ſouvent ces articles après avoir été mis en execution n'ont plus d'intérêt pour les cabinets. De ce genre ſemblent être au moins pluſieurs des articles ſecrèts ajoutés au premier traité de Paris du 30 Mai 1814. Les trois premiers ne ſont connus que ſommairement *) le 4ème rélatif

*) Par le 1er article la France promet de reconnaitre le partage que les alliés feraient des contrées conquiſes ou cedées.

Le 2d article promet au Roi de Sardaigne un accroiſſement de territoire par la réunion des Etats de Gènes, avec ſtipulation que le port de Gènes ſerait libre; le tout ſous la reſerve des puiſſances alliées de conclure à cet égard un arrangement avec le Roi de Sardaigne.

Le 3e article eſt en partie rélatif à la libre navigation du Rhin et de l'Eſcaut. (Voyés ſur ces trois articles SCHOELL hiſt. abrégée T. X. p. 524.)

rèlatif à la banque de Hambourg a été publié *), le 5[eme] rélatif aux renonciations du gouvernement françaises a cessé d'être secrèt **). Mais la totalité de ces articles est restée renfermée dans les cabinets.

Les procès verbaux tenus dans les conférences ne semblent également pas être primitivement destinés pour le public, non obstant qu'ils soient d'un grand secours pour l'étude de l'histoire et pour l'intelligence des traités qui les ont suivis.

Divers procès verbaux des ministres des 8 puissances signataires du traité de Paris, réunis au congrès de Vienne et qui ont été dressés depuis le 30 Oct. 1814 jusqu'au 12 Mai 1815 ont

*) *Il est de la teneur suivante:* Le gouvernement français ayant offert par l'article secrèt de la convention du 23 Avril (N. R. T. I. p. 706) de faire rechercher et d'employer tous ses efforts pour retrouver les fonds de la banque de Hambourg, promet d'ordonner les perquisitions les plus sevères pour deconvrir les dits fonds et de poursuivre tous ceux qui pourraient en être détenteurs.

**) *Il est de la teneur suivante:* La renonciation du gouvernement français contenue dans l'art. XVIII. s'étend nommément à toutes les reclamations qu'il pourrait former contre les Puissances alliées à titre de dotations, de donations, de revenus, de la légion d'honneur, de senatoreries, de pensions et autres charges de cette nature.

ont été publiés par Mr. KLUBER dans ses actes du congrès T. II. VIII. p. 84-120. T. VII. p. 145 etc.

Une partie seulement des procès verbaux de Paris de 1815 a été publiée, et ceux d'entre eux qu'une publication antérieure m'autorisait à donner, ont été insérés dans le 2d volume du nouveau recueil.

J'ai cru devoir en user de même par rapport aux Conférences d'Aix la Chapelle, en ne donnant que ce qu'il était dans l'intention des puissances de faire parvenir à la connaissance du public. Le reproche de l'imperfection d'un ouvrage est moins sensible que celui d'une indiscretion.

Comme dès le commencement de mon recueil j'y ai fait entrer aussi les conventions sur l'abolition du droit d'aubaine et de celui de détraction j'ai cru devoir insérer dans le présent volume ceux qui ont eu lieu depuis 1808, en tant qu'ils n'avaient pas encore été donnés dans les 3 premiers volumes; on les trouve p. 39-68. En rapprochant ces traités, leur similitude m'a souvent mis à même d'abréger par le moyen de renvois. Je dois pourtant m'accuser de l'omission de la déclaration Prussienne du 25 Oct. 1817 portant que dans le rapport avec la Suisse l'abolition du droit de détraction déjà stipulée par la convention de 1812 (Suppl. T. V. p. 404) a

été

été étendue mutuellement à toutes les possessions actuelles de la Prusse et de la Suisse *).

J'ai

*) Cette declaration se trouve dans *Gesetzsammlung für die Preussischen Staaten* 1818. n. 1. p. 1; elle est de la teneur suivante:

Die Königl. Preussische Regierung und die Schweizerische Eidgenossenschaft sind mit einander übereingekommen und erklären hiermit: dass gegenseitig der Abschoss bey Erb- und Vermächtnissfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königlich Preussischen Staaten in die Schweiz, und aus der Schweiz in die Königlich Preussischen Staaten erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiscus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonial-Gerichten zustehe, aufhören soll, und dass die dieserhalb im Jahre 1812 zwischen S. M. dem Könige von Preussen und der Schweizerischen Eidgenossenschaft abgeschlossene Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige resp. Königlich Preussische und zur Schweizerischen Eidgenossenschaft gehörige Lande Anwendung finden soll, dass mithin in allen denjenigen, innerhalb der resp. Königlich Preussischen und zu der Schweizerischen Eidgenossenschaft gehörigen Landen, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtniss- und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den anderen Staat in Gemässheit jener Uebereinkunft verfahren werden soll.

Gegen-

J'ai hésité si je devais faire entrer aussi dans le présent volume les cartels et les conventions d'étappes, dont surtout la Prusse a conclu un grand nombre depuis 1815. Cependant comme plusieurs d'entre eux ont été conclus en execution des stipulations de l'acte du Congrès de Vienne ou des traités qui lui servent d'annexes, j'ai cru devoir donner en entier les plus importans, en supprimant plusieurs autres, ou en les citant avec renvoi. On les trouve p. 282–379.

Je n'ai point pu donner en entier le traité signé entre l'Espagne et les États-Unis d'Amerique en 1818 sur la cession des Florides, vu que la ratification de la part de l'Espagne manque encore. Celle de la part des États-Unis a eu lieu en Févr. 1819 et alors ce gouvernement en a fait insérer dans les journaux Américains la sui-

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplarien von dem Königlich Preussischen Ministerium und von Seiten der Schweizerischen Eidgenossenschaft vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Urkundlich ist diese Erklärung mit dem Königlichen Insiegel bedruckt, und von mir, dem Staatscanzler, unterzeichnet worden.

Berlin den 25. October 1817.

(L. S.) C. *Fürst* v. Hardenberg.

ſuivante esquiſſe qu'on peut donc conſiderer comme officielle. (v. Journal de Francfort 1819. n. 44. 93. 122.)

Art. I. Les Florides ſont cédées en entier aux États-Unis. La ceſſion comprend tout le territoire Eſpagnol à l'eſt du Miſſiſſipi, et les îles adjacentes qui dépendent de ces provinces.

Art. II. La limite occidentale commence à l'embouchure de la Sabine, s'étend vers le nord le long de la rive occidentale de la dite rivière, jusqu'au 22e degré de latitude; de là dans une ligne plein nord, jusqu'à ce qu'elle traverſe le Rio Roxo, ou la rivière Rouge; puis le long du Rio Roxo, jusqu'au 100e degré de longitude oueſt de Londres, et au 32e de Washington; de là dans une ligne plein nord à la rivière de l'Anathas, jusqu'à ſa ſource latitude 42; puis ſur cette parallèle de latitude jusqu'à la mer du Sud. On s'en eſt référé dans le traité à la dernière carte de Melish, édition du 1 Janvier 1818; vous n'aurés pas de peine à ſuivre la ligne.

Art. III. Le 24 Janvier 1818 eſt le jour fixé pour règler la validité des ceſſions faites par les autorités eſpagnoles. Toutes celles qui ſont antérieures à ce jour ſont déclarées valides par le traité, et toutes celles d'une date ſubſéquente ſont nulles.

Art. IV.

Art. IV. Les États-Unis et l'Espagne renoncent mutuellement à toutes reclamations pour cause de pertes soit nationales soit particulières, antérieurement à la signature du traité.

Art. V. Les États-Unis se chargent du payement des reclamations de leurs citoyens jusqu'à la concurrence de 85 millions de dollars; la vérification en sera faite par des commissaires nommes par le président.

*Art. VI. L'ancien traité *) rélatif aux limites et à la navigation demeurera en force, à l'exception des changemens y apportés par les dispositions du présent traité.*

Art. VII. Pendant l'espace de 12 années, les vaisseaux espagnols auront une préference, à l'exclusion de ceux de toute autre nation, dans les ports de Pensacola et de St. Augustin.

Signé par Don Onis de la part de l'Espagne et par M. Monroe de la part des Etats-Unis.

La table chronologique et alphabétique jointe au présent volume facilitera les moyens de completter par elle les tables générales jointes au IIIeme volume afin d'épargner la peine d'une double recherche dans deux volumes differens.

À Francfort ce 20 Septembre 1819.

*) Sans doute celui du 27 Octobre 1795, qu'on trouve dans m. Recueil T. VI. p. 561.

ERRATA.

ERRATA.

Du Tome III. du nouveau recueil.

Pag. 1	ligne 5. (d'embas)	au lieu de :	Majeſty's	liſés :	Majeſty
2	— 1.	—	betreated	—	be treated
4	— 16	—	proſecudet	—	proſecuted
5	n. I. l. 8.	—	ſed	—	ſet
6	ligne 17	—	proſecudet	—	proſecuted
8	— 3 (d'embs)	—	in	—	is
18	art. XXI. l. 4.	—	effecteés	—	effectées
—	art. XXIII. l. 1.	après	Empereur	ajoutés	d'Autriche
19	art. 11. ligne 2.	au lieu de	patente	liſés :	patent
21	inſcript. — 5.	—	de Bade	—	du Bain.
—	texte ligne 14.	—	etablie	—	établi
26	ligne 17.	—	leur	—	leurs
28	ligne 4. (d'embas)	—	departemunt	—	departement
31	ligne dernière	—	cedées	—	cedée
74	art. 8. ligne 3.	après	Amorbach	ajoutés :	et Heubach
—	art. V. ligne 1.	au lieu de :	c'engage	liſés :	s'engage
76	art. VIII. ligne 14.	—	Korſtheim	—	Koſtheim
—	— IX. ligne 4.	—	Août	—	Avril
77	ligne 3. (d'embas)	—	autoriſés	—	autorités
81	art. XXII. ligne 14.	—	regardée	—	regardé
—	ligne 3. (d'embas)	—	Keſſois	—	Heſſois
84	ligne 6. (d'embas)	—	Neyvelt	—	Nyevelt
86	art. IX. ligne 2.	—	aven	—	avec
91	texte ligne 7.	—	rendant	—	rendent
94	ligne 2. (d'embas)	—	en conſentée	—	et conſentie
114	ligne 8. (d'embas)	—	cononicas	—	canonicas

Pag. 116	ligne 1.	au lieu de :	Majeſtus	liſés :	Majeſtas
118	ligne 5 (d'embas)	—	Parochiala	—	Parochialis
122	ligne 16.	rayés le ſecond vel			
124	art. XVI. l. 3.	au lieu de :	obrogata	—	abrogata
140	ligne dernière	—	Fizarro	—	Pizarro
145	ligne 7. (d'embas)	—	es	—	er
173	ligne 5. (d'embas)	—	caſſirenden	—	ceſſirenden
176	texte ligne 6.	—	Kriegsange-legenh.	—	Kreisangelegen-heiten
187	ligne 2. (d'embas)	—	des	—	de
189	art. X. ligne 2.	—	reſervée	—	reſervés
191	ligne 9. (d'embas)	—	Leureſement	—	heureuſement
217	ligne 3.	—	qui	—	que
227	inſcr. ligne 5.	—	privé	—	privée
236	art. V. ligne 1.	—	dispoible	—	disponible
243	ligne 3.	—	tenues	—	tenus
263	art. X. ligne 2.	—	Geiſtlicher	—	Geiſtlichen
268	art. I. ligne 5.	—	carrving	—	carrying
270	art. V. ligne 1.	—	marehant	—	merchant
272	art. VIII. ligne 10.	—	Algarine	—	Algerine
287	inſcr. ligne 6.	—	ſignée	—	ſignées
310	n 2. ligne 7.	—	Muffting	—	Muffling
329	l. 5. (d'embas)	—	auf	—	auch
347	l 2 (d'embas) *rayés les mots :* der Fortifications ausſchlieſſend				
350	ligne 9.	au lieu de :	des	liſés :	das
379	ligne 12.	—	bn	—	an
390	art. XXVI. l. 5.	—	Meuenkirchen	—	Neuenkirchen
394	art. XXXIV l. 4.	—	Partonatrechte	—	Patronatrechte
399	art. IV. ligne 13.	—	jodoch	—	jedoch
655	art. VI. ligne 6.	—	Lauenburgiſchen	—	Lüneburgiſchen

Erreurs dans la table chronologique.

1772 6 Mai après K. 11. 309. ajoutés: b. II. 37.

1777 27 Avr. liſés: 27 Août (même faute à corriger dans la tab. alph. ſous Hollande et Waldek).

1779 18 Juin liſés: 15 Juin (même faute à corriger dans la tab. alphab. ſous France).

1780

1780 9 Juil. au lieu de: b. III. 191. lisés: b. III. 189 (même faute à corriger sous Russie)

1781 13 Janv. au lieu de b. III. 245 lisés: b. III. 153 (même faute à corriger dans la tab. alphab. sous Hollande)

—— 1 Juin au lieu de b. III. 242 lisés: b. III. 342.

1782 après Janv. ajoutés

9 Mai Extrait du concordat entre le S. Siège et la Lombardie Autrichienne b. III. 388 (même omission à ajouter dans la table alphab. sous *Autriche* et sous *Pape*)

—— à la fin ajoutés:

12 Déc. Ord. *de* l'Emp. d'Autr. sur la police des mers dans les Pays-Bas. b. III. 297.

1784 24 Fevr. au lieu de b. III. 725. lisés: b. III. 720.

1786 Mars au lieu de b. II. 215 lisés: b. II. 211.

1793 25 Mars — V. 144. — V. 114.

—— 8 Oct. lisés: 5 Oct.

1795 17 Mai au lieu de: VI. 203 lisés: VI. 503.

1798 17 Oct. au lieu de: VII. 279. lisés: VII. 229. (même faute à corriger dans la table alphab. sous *Autriche* et *Suisse*)

1800 5 Janv. l'allegation des art. 14. 15 et 16. doit être supprimée et placée sous 1801. 29 Août; (même changement à faire dans la table alphab. sous France et Hollande).

1802 Août au lieu de S. III. 630 lisés: S. III. 360.

1803 3 Avr. doit être placé sous 1801.

1803 6 Avr. après Congresses ajoutés: H. X. p. 183.

1806 13 Jan. au lieu de S. IV. 391 lisés: S. IV. 291.

1816 31 Dec. L'allegation VI. 353. n'est pas celle de mon recueil mais celle des: State papers.

1807 10 Oct. L'allegation S. IV. 463 lisés: S. IV. 468.

1808 17 Sept. —— S. V. 13. lisés: S. V. 139.

1809 16 Mars lisés 1810 16 Mars et corrigés la même faute sous France et Hollande.

1809 25 Mai au lieu de France et Westphalie lisés: Saxe et Westphalie; corrigés la même faute dans la table chron. alphab. sous ces puissances.

1810 14 Jan. au lieu de S. V. 285. lisés: S. V. 235.

—— 13 Dec. — S. V. 376. — S. V. 346.

1813

1813 6 Juil. au lieu de: S. V. 571. liſés: S. V. 573.
—— Nov. — S. V. 638. — S. V. 632.
1815 28 Mai — S. VI. 310. — S. VI. 315.
—— 8 Juin l. 3. avant la parenthèſe mettés en marge S. VI. 353 et 369. La parenthèſe qui ſuit embraſſe toutes les allégations des deux pages ſuivantes qui auraient du être imprimées en caractères italiques et ne ſont que des allégations d'autres ouvrages; elle ne ſe termine qu'avant l'Acte final du congrès.
—— 10 Juin. Convention etc. *ajoutés l'allegation* (*qui manque*) S. VI. 459.

NB. La plupart de ces fautes ne ſe trouvent pas dans la table alphabétique. Par contre on doit corriger dans celleci ce qui ſuit:

Sous *Amérique* après 1805 Mars on doit inſcrire de 1806 le traité du 31 Dec. avec l'Angl.

I.

Traité de commerce entre le Royaume d'Italie et celui de Bavière, signé à Milan le 2 Janvier 1808).* 1808 2. Janv.

(Copie manuscrite mais sûre).

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, et S. M. le Roi de Bavière également animés du désir de faire jouir leurs peuples du Royaume d'Italie et du Royaume de Bavière des avantages, dont les rendent susceptibles la position des états respectifs et les rapports de bon voisinage et d'amitié, qui existent entre eux, ont résolu de régler par un traité les bases et les objets les plus essentiels de leurs relations commerciales. A cet effet ils ont nommé: savoir. — S. M. l'Emp. des Français, Roi d'Italie et Protecteur de la Confédération du Rhin, S. Exc. M. Joseph Prina, Grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne de fer, Grand-Aigle de la légion d'honneur, Son Ministre des finances d'Italie etc. — S. M. le Roi de Bavière, S. Exc. Ms. Maximilian Joseph Baron de Montgelas, Grand-Croix de l'ordre de St. Hubert, Grand Cordon de la Légion d'honneur, Grand-Croix de l'ordre de St. Jean de Jérusalem, Son Ministre d'Etat et des conférences au Département des affaires étrangères. — Lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs respectifs, sont convenus, sauf l'approbation de leurs Souveraines des articles suivans:

Art.

*) Ce traité n'a pas été ratifié; mais il n'est pas sans intérêt d'en connoître les stipulations projettées.

1808 Tranſit par la Baviere. Art. I. Les productions et marchandiſes, qui ſeront introduites du Royaume d'Italie dans celui de Bavière en tranſit avec deſtination pour d'autres états, ou qui viendront des autres états en tranſit par le Royaume de Bavière, avec deſtination pour le Royaume d'Italie, ne ſeront aſſujetties dans le Royaume de Bavière qu'au payement de la moitié du droit de tranſit.

Tranſit par l'Italie. Art. II. Et réciproquement les productions et marchandiſes, qui ſeront introduites du Royaume de Bavière dans le Royaume d'Italie, en tranſit avec deſtination pour d'autres états, ou qui viendront de l'étranger en tranſit par le Royaume d'Italie avec deſtination pour la Bavière, ne ſeront aſſujetties dans le Royaume d'Italie qu'au payement de la moitié du Tarif de tranſit général, annexé au Tarif général italien du 22 Decbr. 1803.

Tranſit pour Veniſe. Art. III. Les marchandiſes venant du port franc de Veniſe en tranſit par le Royaume d'Italie, avec deſtination pour la Bavière, comme auſſi les marchandiſes venant de la Bavière et dirigées à l'étranger par la voye du port franc de Veniſe, ſeront exemptées dans le Royaume d'Italie de tout payement de droit de tranſit.

Exception. Art. IV. Ne ſeront admiſes à jouir des avantages des articles 2. 3. les marchandiſes étrangères venant de la Mer adriatique, qui emprunteraient le territoire Italien, pour paſſer outre, ſans toucher au Port franc de Veniſe.

Bâtimens étrangers. Art. V. Pourra auſſi le Gouvernement Italien, pour favoriſer les transports, qui ſeraient faits par les bàtimens nationaux, faire des exceptions à la règle ci-deſſus, en impoſant un droit plus fort à ce qui ſera importé par le Port franc de Veniſe par des Bâtimens étrangers.

Terme de ces arrangemens. Art. VI. Ce qui a été ci-deſſus établi pour les marchandiſes venant du Port franc de Veniſe, ou qui y ſeraient adreſſées, aura lieu jusqu' à la miſe en activité du dit Port, pour les marchandiſes venant de la Douane actuelle de la dite Ville, ou qui y ſeraient aſſujetties.

Bléds. Art. VII. Dans tout le temps il ſera permis d'exporter du Royaume d'Italie pour la Bavière des blés de

de toute espèce moyennant le payement de la moitié 1808
du droit actuel d'exportation, et au cas que ce droit d'exportation ou de tranſit des blés ſerait augmenté par une diſpoſition générale, la dite augmentation ne pourra être appliquée qu'à l'excedant de la conſommation de la partie du Tyrol, qui eſt dans l'uſage de s'approviſionner de blé dans les marchés du Royaume d'Italie. La quantité néceſſaire de la dite conſommation ſera déclarée et réglée par les deux Gouvernemens dans une meſure abondante en raiſon de la population.

Art. VIII. Le Royaume d'Italie accordera à la Bavière préférablement à d'autres états étrangers l'exportation du fer, Zinc ou Colamine, Cuivre, ſi cependant c'eſt pour la partie des dits produits, que le Gouvernement Italien reconnaitrait compatible avec des beſoins intérieurs de l'état, dans ce cas le droit d'exportation ſera à la moitié de celui, etabli par le Tarif actuel; il ſera même reduit pour le Zinc au tiers du droit, porté par le dit Tarif. Exportation de mineraux.

Art. IX. La Bavière de Son côté laiſſera libre en tous temps l'exportation pour le Royaume d'Italie, des boeufs, brebis et moutons, Chevaux et beſtiaux de toute eſpèce, ainſi que du bois tant de chauffage que de conſtruction et du charbon, ſans aucune reſtriction et moyennant le payement d'un droit unique, qui ne pourra dans tous le cas et temps excéder les meſures ſuivantes: Beſtiaux

Fagots 1½ pour cent de la valeur bois mou de chauffage	2	pourCent
bois dur	3	
bois mou de conſtruction de toute longueur et groſſeur	7	
bois dur de C. de t. l. et gr.	9	
les beſtiaux de toute espèce	1	

Sont exceptés les boeufs, vaches et chevaux, qui payeront — 1½ pour Cent.

Art. X. La quantité de vin, que la Valteline était en uſage d'importer annuellement dans la Vallée de l'Inn ſupérieur, continuera à y être importée en payant les droits d'entrée, réglés par le tarif du Tyrol du 14. Août 1786. La dite quantité ſera déterminée Vins.

1808 en prenant pour base le terme moyen de neuf années, écoulées depuis 1786, jusqu'au commencement du 1796.

Les vins, que les pays ci-devant Vénitiens étaient dans l'usage d'importer dans Primiero, Pusteria, Valle de Ledro et Indicarie, en vertu des actes rappellés dans le dit Tarif du 14. Août 1786. continueront à y être importés dans la quantité déterminée par le dit acte, moyennant le payement des droits réglés par le même Tarif.

Il sera libre à l'administration des douanes Bavaroises de prendre des précautions convenables pour prevenir tout abus à cet égard.

Autres marchandises. ART. XI. Les autres productions et marchandises venant des deux Royaumes, ainsi que toutes celles, qui viendraient de l'étranger en transit pour les deux Etats, et qui ne sont, ou ne seront pas prohibées par une loi générale y entreront librement moyennant le payement des droits, qui sont et seront établis par les tarifs respectifs.

Magazinage. ART. XII. Les productions et marchandises venant de l'un des deux Royaumes à l'autre, tant pour y être consommées, que pour passer à l'étranger, ne payeront que la moitié des droits de garde et de magazinage, qui sont ou pourront être établis dans les deux Etats pour les marchandises venant d'autres pays.

Cas du passage par des états tiers. ART. XIII. Les dispositions ci-dessus auront aussi lieu dans les cas, que les marchandises et productions ne seraient importées directement de l'un des deux Etats dans l'autre, mais qu'elles dussent, pour y arriver, toucher à quelque point le territoire étranger, sauf les précautions à prendre pour prévenir les substitutions fraudulenses.

Commun directes. ART. XIV. Les deux Gouvernemens se concerteront et prendront les mesures qu'ils jugeront les plus convenables, pour que les communications entre les deux Royaumes soyent autant que possible les plus directes.

Traitement comme les plus favorisés. ART. XV. Aucun privilége d'importation, d'exportation et transit, ne pourra être maintenu ni accordé dans l'un des deux états à l'avantage d'un Etat étranger, sans le rendre commun à l'autre Royaume pour la même quantité de marchandises et produc-

1808

ductions, aucune exemption ou diminution des droits ne pourra de même être maintenue ni accordée dans l'un des deux Royaumes à l'avantage d'un Etat étranger au préjudice des facilités et préférences établis dans le préſent traité à l'avantage de l'un des deux Etats contractans. Ne ſeront point cenſées compriſes dans le préſent article les diſpoſitions particulières ſur le commerce régulier, qui ont, ou pourraient avoir lieu entre l'Empire Français et le Royaume d'Italie.

Exception pour les ſels tabacs etc.

Art. XVI. Les diſpoſitions du préſent Traité, concernant l'exportation et le tranſit entre les deux Etats, ne ſeront pas applicables aux ſels, aux tabacs, aux poudres et ſalpètres, ni généralement à tout autre article, qui conſtituerait une branche des droits privatifs, reſervés au Gouvernement et là deſſus on s'en tiendra réſpectivement aux réglemens généraux des deux états.

Marchand. anglaiſes.

Art. XVII. La défenſe de l'importation ou du tranſit des marchandiſes provenant directement ou indirectement des fabriques ou du commerce de l'Angleterre, ſera maintenu dans les deux Etats jusqu'à ce qu'il ſoit autrement pourvu en ſuite des diſpoſitions de S. M. l'Emp. des Français, etc. etc.

Faveur des fabriques en Bavière.

Art. XVIII. Et comme afin de ſe garantir d'avantage contre toute importation frauduleuſe des marchandiſes anglaiſes, il eſt établi par le règlement du Royaume d'Italie, que les marchandiſes d'une qualité determinée doivent ètre reputées Anglaiſes, quelque ſoit leur origine, à moins qu'elles en viennent de France, S. M. l'Empereur, pour donner à S. M. le Roi de Bavière un temoignage ſpéciel de l'intérèt qu'elle prend à la prospérité du commerce de ſes Etats, conſent à ce que les marchandiſes de la dite qualité, provenant des fabriques du Royaume de Bavière, ſoyent admiſſibles dans le Royaume d'Italie, comme ſi elles venaient de France, à la charge du payement des droits de Douane et de l'exécution rigoureuſe des formes et des meſures, qui ſont, et ſeront établis à l'effet de juſtifier l'origine des dites marchandiſes.

Empêchement de fraude.

Art. XIX. Les mèmes précautions ſeront priſes et obſervées à la rigueur dans les deux Etats à l'effet d'empècher, que ſous le prétexte du tranſit de marchandiſes, venant des Etats amis ou neutres, il ne ſoit point commis d'abus ou préjudice de la défenſe des

1808 des marchandifes Anglaifes, ainfi que pour empêcher toute fubftitution des marchandifes étrangères à celles des deux Royaumes, qui fe trouvent fpécialement favorifées par les ftipulations du préfent traité.

Droit unique. ART. XX. Pour l'importation, l'exportation et le tranfit, on ne pourra exiger en général dans les deux Etats qu'au droit unique à la frontière refpective.

Ce droit fera unique et uniforme pour chaque cathégorie des marchandifes et productions, et comme le droit de tranfit pour le Royaume de Bavière eft fur le point d'être réglé en raifon des diftances, il eft convenu, que même dans la diftance la plus forte la moitié du droit, auquel feront affujetties les productions et marchandifes venant du Royaume d'Italie, ou qui y feraient adreffées, ne pourra excéder le montant du droit général de tranfit, fixé par le Tarif actuel du Royaume d'Italie refpectivement dans chacune de ces claffes.

La même difpofition aura lieu dans le Royaume d'Italie en faveur des productions et marchandifes, venant du Royaume de Bavière, ou qui y feraient adreffées.

Gabelles intermédiaires. ART. XXI. Les gabelles intermédiaires entre les provinces et diftricts intérieurs des Etats, comme auffi tous les droits privatifs ou priviléges de recevoir, transporter, d'expédier et vendre les marchandifes et productions de l'un à l'autre état, quelque foit la nature, l'origine et la dénomination des dites gabelles et droits, s'il en fubfifte encore, feront indiftinctement abolis et fupprimés à la charge du Gouvernement territorial.

Péages de terre et d'eau. ART. XXII. Pourront néanmoins les transports des marchandifes être affujettis dans les deux états au payement des droits de péage de terre et d'eau, mais ces droits, foit qu'ils appartiennent au Gouvernement, ou aux Communes, feront les plus modérés poffible et doivent être combinés entre les deux Gouvernemens de manière à garder une proportion exacte entre les deux Etats, calculée d'après les diftances et la dépenfe néceffaire pour l'entretien des chemins, ponts et canaux. Les bureaux de perception des dits droits feront les moins nombreux que poffible, et à

moins

moins que des considérations majeures ne s'y oppo- 1808
sent, les payemens des dits droits seront réunis dans un payement et bureau unique de perception.

Art. XXIII. Les deux Gouvernemens s'engagent à faire réparer, améliorer et entretenir en bon état les voyes de terre et d'eau, qui seront jugées les plus propres à rendre les communications commerciales entre les deux états faciles, courtes et sûres dans toutes les saisons de l'an autant que possible. Entretien des voyes.

Art. XXIV. Les dispositions du précédent article seront particulièrement appliquées: Spécialemant.

1. à la route, qui du pays de Vicence, en passant par Schio, tombe sur Roveredo, et en attendant que cette route soit achevée, on reparera convenablement la route attachée de Bassano à Trente.
2. à la grande route de poste de Verona à Trente.
3. à une nouvelle, qui, en passant par la Valteline, gagnera la frontière du Tyrol.
4. à la navigation de l'Adige.
5. aux chemins, qui se réunissent de part et d'autre aux voyes de terre et d'eau ci-dessus mentionnées dans chacun des deux Etats.

Le tout est toujours dans la vue d'y faciliter les transports et communications tant à l'intérieur que pour l'étranger.

Art. XXV. Toutes les provinces, qui actuellement font ou feront partie du Royaume d'Italie, et du Royaume de Bavière, sont et seront comprises dans le présent traité. Etendue du traité.

Art. XXVI. Les sujets du Roi d'Italie jouiront dans le Royaume de Bavière et réciproquement les sujets de Bavière jouiront dans le Royaume d'Italie relativement aux successions, acquisitions et contràts de tous les droits, dont jouissent les sujets respectifs dans leur pays. Egalité avec les sujets quant aux succession etc.

Art. XXVII. L'interprétation, à la quelle pourrait donner lieu quelqu'un des articles du présent traité, comme aussi les arrangements ultérieurs, qui pourroient se rendre nécessaires en conséquence des variations de confins, ou de réglement des douanes, tant dans l'intérieur que dans l'étranger limitrophe, Interpretation.

seront

1808 feront réglés d'après les principes du préfent traité, qui font déclarés être la plus grande faveur à donner aux importations et exportations réciproques des productions et marchandifes originales des deux Etats, et l'exclufion de toute concurrence des états et ports étrangers, préjudiciable au commerce de tranfit des Etats contractans.

Terme de 10 ans. ART. XXVIII. Les deux Gouvernemens exécuteront et feront exécuter les difpofitions du préfent traité de bonne foi pour le terme de dix ans, à commencer du 1er jour de Janvier 1808. Ce terme échu le traité fera cenfé prolongé de cinq ans à cinq ans, à moins qu'il n'y ait déclaration contraire de l'une de deux parties.

Ratification. ART. XXIX. Le préfent traité fera foumis à l'approbation et ratification de S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie et Protecteur de la confédération du Rhin, et de S. M. le Roi de Bavière, et aura fon exécution 25. jours au plus tard après l'échange des ratifications, qui aura lieu à Milan.

Fait double à Milan le deuxième jour du mois de Janvier 1808.

(L. S.) J. PRINA.

(L. S.) MONTGELAS.

Articles féparés.

Tabacs. ART. I. Les bureaux des douanes fur les confins Bavarois ne pourront laiffer paffer en tranfit de tabacs, tant ouvrés, qu'en feuilles, à la deftination des Cantons helvétiques, des Grifons et du Tefin, à moins que pour y arriver, ils n'euffent à emprunter néceffairement le territoire du Royaume d'Italie.

Abolition de privileges. ART. II. En exécution de l'article 21. du traité aura lieu immédiatement l'abolition du privilège Profs de Roveredo et le Dazio Caftelbarco.

Marchandifes favorifées. ART. III. Seront exceptés de la règle générale, établie par l'art. 11. du Traité, les foies et foieries de

de toute espèce, les huiles, les fruits fecs et verds, les poiffons falés, les favons, les fucres raffinés, les verres et verreries, lesquels articles jouiront en entrant dans la Bavière de la diminution du cinquième des droits portés par le nouveau Tarif, et du coté du Royaume de Bavière les couvertures de laine fine, les tapis, portés au Tarif italien fous la dénomination *Tapetti di fpalere* et *fpalera di lana, o filo et lana*, les quinquailleries ordinaires, portés au Tarif fous la cathégorie de *Afiucci ordinari* et les articles de bois ouvré, payant actuellement dix livres de Milan par quintal, lesquels jouiront, en entrant dans le Royaume d'Italie, de la diminution d' $\frac{1}{5}$ des droits fixés par le Tarif italien. 1808

Art. IV. Le préfent traité fera tenu fecret jusqu'à ce que les deux Gouvernemens le jugent convenable, ce qui n'empèchera point, qu'il ne foit exécuté fuivant fa forme et teneur. Secrèt.

Art. V. Les préfents articles féparés feront cenfés faire partie du Traité principal, et auront la même force et valeur, que s'ils y étaient inférés mot-à-mot. Valeur des artt. fepp.

En foi de quoi les fousfignés Miniftres plénipotentiaires y ont appofé leur fignature et cachet de leurs armes.

(L. S.) Prina.

(L. S.) Montgelas.

2.

1808 *Actes d'acceſſion à la confédération du Rhin de la part des Ducs de Mecklenbourg-Strelitz, de Mecklenbourg-Schwerin, et de Oldenbourg* 1808 *).

I.

18 Févr. *Traité entre l'Empereur des Français et le Duc de Mecklenbourg-Strelitz portant acceſſion de celui-ci à la confédération du Rhin; ſigné à Paris le* 18. *Février* 1808.

(Winkopp *rheiniſcher Bund.* 6r Band p. 320-322).

Sa Majeſté l'Empereur des Français, Roi de l'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin et Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Mecklenbourg Strelitz voulant régler ce qui concerne l'admiſſion de Sa dite Alteſſe dans la confédération du Rhin, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, ſavoir: S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Mrs. Jean Baptiſte Nompère de Champagny, Miniſtre des rélations extérieures, Grand-aigle de la légion d'honneur, Commandeur de l'ordre de la couronne de fer, Grand-croix de l'ordre de la fidélité de Bade et de St. Joſeph de Würzbourg. Et S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Strelitz, Msr. Jean Comte de Schlitz, Son Envoyé extraordinaire et Miniſtre plénipotentiaire, Grand-Doyen du Chapitre de Colberg; leſquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs reſpectifs, ſont convenus de ce qui ſuit.

Art,

*) Tous les actes d'acceſſion à la confédération du Rhin ſignés 1806 et 1807 ſe trouvent dans le 4eme volume des ſupplémens; pour completter ces actes j'inſère ici les trois derniers, qui ſont de l'an 1808 et qui m'ont échappés lors de la rédaction du 5eme volume des ſupplémens, où ils auraient dû entrer d'après la date de leur ſignature.

Art. I. S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Strelitz accede au traité de confédération et d'alliance conclu à Paris le douze Juillet mil huit cent six, et par cette accession, il entre dans tous les droits et dans toutes les obligations de la confédération et de l'alliance, de la même manière que s'il eût été partie contractante au dit traité. 1808 Acces-sion.

Art. II. S. A. S. siégera dans le collège des Princes. Son rang dans ce collège sera reglé par la diète. Siége à la diète.

Art. III. Il ne pourra, sans le consentement préalable de la confédération du Rhin être dans aucun cas et pour quelque raison que ce puisse être, donné passage, par les états de S. A. S., à aucunes troupes a aucun corps ou détachement de troupes d'aucune puissance étrangère à la confédération. Passage de troupes.

Art. IV. L'exercice du culte catholique sera dans toutes les possessions de S. A. S., pleinement assimilés à l'exercice du culte luthérien, et les sujets des deux religions jouiront, sans restriction, des mêmes droits civils et politiques, sans cependant déroger à la possession et jouissance actuelle des biens des églises. Culte Catholique.

Art. V. Le contingent du Duché de Mecklenbourg-Strelitz, pour le cas de guerre, sera de quatre cent hommes d'infanterie. Contingent.

Art. VI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le delai de cinq semaines. Ratification.

Fait double à Paris le dix-huit Fevrier, mil-huit-cent-huit.

(L. S.) F. B. *Nompère* Champagny.
(L. S.) I. *Comte* de Schlitz.

2.

Traité entre l'Empereur des Français et le Duc de Mecklenbourg-Schwerin portant accession de celui-ci à la confédération du Rhin, signé à Paris le 22. Mars 1808. 22. Mars

(Winkopp *rheinischer Bund.* 8r Band p. 158-160.)

Napoléon par la grace de Dieu et les Constitutions Empereur des Français, Roi d'Italie et Protec-
teur

1808 *teur de la confédération du Rhin: ayant vu et examiné le traité conclu arrêté et figné à Paris le 22. Mars 1808. par Mr. Champagny, Notre minifre des rélations extérieures, grand-cordon de la légion d'honneur etc. en vertu des pleins pouvoirs, que Nous lui avons conférés à cet effet avec Mr. le Baron de Boffet, Maréchal de la Cour, et Envoyé extraordinaire de S. A. S. le Duc de Mecklenbourg Schwerin, également muni de pleins-pouvoirs, duquel traité la teneur fuit.*

Sa Majefté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin et Son Alteffe Sérénilfime le Duc de Mecklenbourg-Schwerin, voulant regler ce qui concerne l'admiffion de Sa dite Alteffe dans la confédération du Rhin, ont nommé pour leurs plenipotentiares favoir:

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Mr. *Jean Baptifte Nompère de Champagny*, Miniftre des rélations exterieures, grand-aigle de la légion d'honneur, commandeur de l'ordre de la fidélité de Bade et de St. Jofeph de Würzburg;

Et S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Schwerin Mr. *Georges François de Boffet*, Son Maréchal de la Cour et fon Envoyé extraordinaire;

Lesquels, après avoir échangé leur pleins-pouvoirs refpectifs, font convenus, de ce qui fuit.

Acceffion. Art. I. S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Schwerin accède au traité de confédération et d'alliance conclu à Paris, le douze Juillet mil huit cent fix, et par cette acceffion, il entre dans tous les droits et dans toutes les obligations de la confédération et d'alliance de la même manière, que s'il eût été partie contractante au traité.

Siége à la diete. Art. II. S. A. S. fiégera dans le collège des Princes; fon rang dans le collège fera reglé par la diète.

Paffage de troupes. Art. III. Il ne pourra fans le confentement préalable de la confedération du Rhin être dans aucun cas et pour quelque raifon que ce puiffe être, donné paffage par les états de S. A. S. à aucunes troupes, à aucun corps, ou détachement de troupes d'aucune puiffance étrangère à la confédération.

Art.

Art. IV. L'exercice du culte catholique fera dans toutes les possessions de S. A. S. pleinement assimilé à l'exercice du culte luthérien et les sujets des deux religions jouiront sans restriction des mêmes droits civils et politiques, sans cependant déroger à la possession et jouissances actuelles des biens des églises. 1808 Culte catholique.

Art. V. Le Contingent du Duché de Mecklenbourg-Schwerin pour le cas de guerre sera de dix-neuf-cent hommes. Contingent.

Art. VI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le delai de six semaines. Ratification.

Fait double à Paris le vingt-deux Mars mil huit-cent-huit.

Signé: Champagny. de Bosset.

Avons approuvé et approuvons le traité ci-dessus en tous et chacun des articles, qui y sont contenus, declarons qu'il est accepté, ratifié et confirmé et promettons qu'il sera inviolablement observé, en foi de quoi Nous avons donné les présentes, signées de notre main, contre-signées et munies de notre sceau Impérial.

à Bayonne le 24. *Avril* 1808.

NAPOLÉON

Le Ministre des relations extérieur
Champagny.

Par l'Empereur
Le Ministre-Secretair d'Etat
Huguet B. Mares.

Vu par Nous Vice-Grand-Electeur, Grand-Chambellan, faisant les fonctions d'Archi-Chancelier d'Etat.

(*L. S. J.*)

3.

3.

1808 14. Oct. *Traité entre l'Empereur des Français et le Duc de Holſtein-Oldenbourg portant acceſſion de celui-ci à la confédération du Rhin, ſigné à Erfurt le 14. Octobre 1808.*

(WINKOPP *der rheiniſche Bund*, T. X. p. 150.).

Sa Majeſté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, et Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Holſtein Oldenbourg,

Voulant règler ce qui concerne l'admiſſion de Son Alteſſe Séréniſſime dans la confédération du Rhin, ont nommé pour leurs plenipotentiaires, ſavoir:

Sa Majeſté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin le Sieur Jean Baptiſte de la Bernardière, Chef de la Diviſion politique du Nord au Miniſtère des relations extérieures, membre de la légion d'honneur,

Et Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Holſtein-Oldenbourg, ſon conſeiller privé et Miniſtre Hans Detlef Br. de Hammerſtein,

Lesquels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, ſont convenus de ce qui ſuit:

Acceſſion. ART. I. Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Holſtein-Oldenbourg accède en ſa qualité de Prince régnant de Lubeck et comme adminiſtrateur régnant du Duché d'Oldenbourg au Traité de confédération et d' alliance conclu à Paris le 12. Juillet 1806, et par ſon acceſſion il entre dans tous les droits et dans toutes les obligations de l'alliance, de la même manière que s'il eût été partie contractante au dit traité.

Siége à la Diète. ART. II. Son Alteſſe ſiégera dans le Collège des Princes, et ſon rang dans ce Collège ſera determiné par la Diète.

Paſſage de troupes. ART. III. Il ne pourra ſans le conſentement préalable de la confédération du Rhin être dans aucun cas, et pour quelque raiſon que ce puiſſe être, donné paſſage par les états de Son Alteſſe Séréniſſime à aucune troupe, à aucun corps ou détachement de troupes d'aucune puiſſance étrangère à la dite confédération.

ART.

Art. IV. L'exercice du culte catholique fera dans toutes les possessions de Son Altesse Sérénissime pleinement assimilé au culte lutherien, et les sujets des deux religions y jouiront sans restrictions des mèmes droits civils et politiques, sans cependant déroger à la possession et jouissances actuelles des biens des églises. 1808 Culte catholique.

Art. V. Sa Majesté Imperiale et Royale declare, que par l'art. V. du traité de Fontainebleau *) Elle n'a entendue ceder au Roi de Hollande, que les droits de souveraineté du Comte de Bentinck, n'ayant voulu porter aucune atteinte à ceux qui pouvaient appartenir à Son Altesse Sérénissime le Duc de Oldenbourg. Interpretat. de l'art. V. du tr. de Fontainebleau.

Art. VI. Son Altesse Sérénissime, vu la position de Son Duché sur la mèr et l'étendue des côtes qu'Elle a à garder, fournira pour le cas de guerre un contingent de huit cent hommes d'infanterie. Contingent.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

Fait double à Erfurt le quatorze Octobre mil-huit-cent-huit.

(*Signé*): J. B. Bernardière.
(L. S.)
(*Signé*): H. D. Bn. de Hammerstein.
(L. S.)

3.

Substance d'un traité de subsides conclu entre S. M. Britannique et S. M. le Roi Ferdinand de Sicile, signé à Palerme le 30. Mai 1808. 30. Mai.

(*Gazette de Leyde*, 1808. N. LXV.).

L'amitié sincère et constante qui subsiste entre les deux Puissances sera maintenue.

Art. II. Les parties contractantes s'engagent à se fournir mutuellement contre la France tous les secours possibles.

Art. III. Le Roi de Sicile s'oblige à ne faire prélever aucun droit sur tous les objets d'approvision-

Art.

*) Traité de Fontainebleau du 11. Nov. 1807. entre l'Emp. des Français et le Roi d'Hollande V. Suppl. T. IV. p. 485.

1808 nement et l'armement militaire et naval, dont auraient besoin les troupes de S. M. Britannique, stationnées dans les forteresses de la Sicile, et tous les vaisseaux de guerre de S. Majesté qui se trouvent dans la méditerranée.

Art. IV. La même exemption est étendue aux vaisseaux de S. M. Britannique stationnés à l' Ile de Malte.

Art. V. Les bàtimens anglais, pris par un ennemi quelconque de l'Angleterre, ne seront point admis dans les ports de la Sicile.

Art. VI. Les ports de la Sicile seront ouverts pendant cette guerre à toutes les escadres de S. M. Britannique, et à tous bàtimens manchands anglais.

Art. VII. S. M. Britannique s'engage en revanche, à défendre, durant la présente guerre, les forteresses de Messine et d'Auguste, et d'y entretenir à ses depends un corps de troupes de 10,000 hommes, et d'augmenter leur nombre en cas de besoin. La distribution de ces troupes sera confiée entièrement aux commandans Anglais, qui exerceront sur elles la loi martiale, comme dans une garnison anglaise; S. M. Sicilienne fournira les logemens.

Art. VIII. S. M. Britannique s'engage de payer au Roi de Sicile pendant la durée de cette guerre, et à compter du 10. Septembre 1805, jour où les troupes Anglo-Russes débarquèrent à Naples, un subside annuel de 300,000 livres Sterling payable à raison de 25000 liv. Sterling par mois. A compter de la date du présent traité, les payemens seront effectués un mois d'avance. Sa Maj. Sicilienne employera ces subsides à l'entretien de sa marine et de son armée, à la défense de ses états, et à des operations contre l'ennemi commun; et il sera rendu compte, de trois en trois mois au Gouvernement Britannique, de la manière dont S. M. Sicilienne aura employé les subsides qui lui auront été payés.

Art. IX. Il sera promptement conclu un traité de commerce entre les deux parties.

Le présent traité sera ratifié avant quatre mois ou plus tôt s'il cet possible.

Fait à Palerme le 30. Mai 1808.

Signé: W. Drummond. Th. de Somma.

4.

4.

Conventions entre l'Empereur des Français, et le Roi de Saxe au ſujet des troupes du Duché de Varſovie. 1808. 1809. 1808 10. Mai

1.

Convention de Bayonne concernant la Légion de la Viſtule entre la France et la Saxe; ſignée le 10. *Mai* 1808.

(Copie manuſcrite mais ſûre).

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, étant convenu avec S. M. le Roi de Saxe, Duc de Varſovie, de prendre à ſon ſervice un corps de huit mille hommes, faiſant partie de l'armée actuelle du Duché de Varſovie, dans l'intention de diminuer les dépenſes de ce Duché, et les deux hautes parties contractantes voulant régler tout ce qui concerne l'organiſation et compoſition de ce corps et ſon admiſſion au ſervice de France, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, ſavoir:

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin,

Mr. Jean Baptiſte Nompère de Champagny, Miniſtre des relations extérieures, Grand-Aigle de la Légion d'honneur, Grand-Cordon de l'ordre de la fidélité de Bade et de celui de St. Joſeph de Würzburg, Commandeur de l'ordre de la couronne de fer

et S. M. le Roi de Saxe Duc de Varſovie

M. M. Stanislas Comte Potocki, Xavier Comte Dzialynsky et Pierre Comte Bielinski, Senateur Palatin du Duché de Varſovie, Chevalier des ordres de Pologne, officier de la Legion d'honneur,

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, ſont convenus de ce qui ſuit:

Art. I. Le Corps de huit mille hommes tiré de l'armée actuelle du Duché de Varſovie, que S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie s'engage à prendre à Son ſervice, ſera formé par trois Régimens en

1808 entiers, ayant leurs confeils d'adminiftration et organifés de manière que chaque compagnie ait un effectif de cent quarante hommes.

Art. II. Chaque regiment fera compofé de deux bataillons, chaque bataillon de neuf compagnies, dont une de grenadiers et une de voltigeurs. Il y aura de plus une compagnie d'artillerie de cent quarante hommes et une compagnie de fapeurs de deux cent.

Art. III. Auffitôt que ces troupes auront été organifées, elles feront paffées en revue par Mr. le Maréchal Davouft et dirigées fur la rive gauche de l'Oder. Après avoir paffé ce fleuve, elles feront à la charge de S. M. l'Empereur des Français et fe rendront immédiatement à Magdebourg, où leur armement fera completté.

Art. IV. Le fusdit Corps de huit mille hommes fera toujours confidéré comme faifant partie du Contingent de trente mille hommes, que S. M. le Roi de Saxe doit entretenir dans le Duché de Varfovie et fournir dans le cas d'une guerre, dans laquelle la confédération du Rhin ferait engagée.

Art. V. S. M. I. R. prend l'engagement de ne point envoyer dans les Colonies les régimens Polonois compofant ce Corps de huit mille hommes, qui entre à Son fervice.

Art. VI. Les régimens feront tenus conftamment au complet, en conféquence ils auront des depôts à Kalifch et à Pofen, pour recevoir les recrues et les diriger fur les corps, auquel elles devront appartenir.

Les recrues comprendront les cadres de quatre nouvelles compagnies, qui appartiendront au Corps, mais qui feront aux frais de S. M. le Roi de Saxe, jusqu'au moment, où elles auront paffé l'Oder; elles feront envoyées fans armes.

S. M. le Roi de Saxe s'engage à maintenir toujours au complet, jusqu'à la paix generale, le régiment des lanciers et les trois régimens compofant la légion de la Viftule.

Art. VII. Il fera dreffé contradictoirement entre des Commiffaires de S. M. l'Empereur et Roi et de S. M. le Roi de Saxe, des états de fituation de chacun des trois régimens et des deux compagnies d'artillerie et de fapeurs compofant le fusdit Corps de huit mille hommes; dans lesquels états feront fpécifiés la nature et

et la quantité des objets d'armement, d'habillement et d'équipement, qui appartiennent à chaque régiment ou compagnie. 1808

Art. VIII. A l'époque de la paix générale, ou plutôt, si les circonstances le permettent, les huit milles hommes mentionnés dans les articles précédens feront remis à la disposition de S. M. le Roi de Saxe, avec les objets d'armement et d'équipement, dont ils étaient pourvus au moment de leur entrée au service de France, et dont il aura été dressé procès-verbal, conformément à l'article précédent.

Art. IX. La présente Convention sera ratifiée le plutôt possible, et les ratifications en seront échangées à Dresde dans l'espace d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

Bayonne, le 10. Mai 1808.

(*Signé*): J. B. Nompère de Champagny.
Stanislas *Comte* Potocki.
Xavier *Comte* Dzialynski.
Pierre *Comte* Bielinski.

2.

Convention entre L. L. M. M. l'Empereur des Français etc. et Roi de Saxe sur l'augmentation de l'armee de Varsovie, signée à Varsovie le 18. Mars 1809. 1809 18. Mars

(Copie manuscrite mais sûre).

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, et S. M. le Roi de Saxe, Duc de Varsovie voulant déterminer par une Convention l'augmentation qu'ils ont jugé à propos de donner à l'armée du Duché de Varsovie, sans que le Trésor du Duché en soit chargé, ont nommé à cet effet pour leur Plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Emp. des Franç., Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Monsieur Jean François Bourgoing, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. le Roi de Saxe, Duc de Varsovie, l'un des Commandeurs de la Légion d'honneur, et S. M. le Roi de Saxe Duc de Varsovie, Monsieur Charles Comte de Bose, Son Ministre du Cabinet et Secrétaire d'Etat, dirigeant le Département des rélations extérieures, Chevalier de l'ordre de la Couronne verte,

1809 Grand-Cordon de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre de St. Hubert, Commandeur de l'ordre de l'Etoile du Nord;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs refpectifs, font convenus des articles fuivans:

Art. I. Chacun des neuf régimens qui fe trouvent préfentement dans le Duché, favoir: le premier, fecond, troifième, cinquième, fixième, huitième, dixième, onzième et douzième, feront le plutôt poffible augmentés de 45 hommes par compagnie, ce qui portera le nombre d'hommes de chaque compagnie de 95 à cent quarante, et la force de chacun de ces régimens au complet de deux mille cinq cent et foixante hommes.

Art. II. S. M. J. et R. prend dès ce moment à charge la folde, la maffe, les fubfiftances et pain de foupe de chacun des foldats dont l'armée du Duché va être augmentée d'après l'article précédent.

Art. III. S. M. J. et R. prend auffi à fa charge les frais de première mife pour l'habillement et l'équipement de chacun des dits hommes d'après l'état qui fera préfenté par le Prince Miniftre de la guerre aux Infpecteurs ou toutes autres perfonnes commifes à cet effet par S. M. J. et R.

Art. IV. Les mêmes Infpecteurs ou autres perfonnes commifes à cet effet conftateront le nombre effectif des hommes qui feront fucceffivement ajoutés par compagnie à l'armée actuelle du Duché de Varfovie, afin de pourvoir avec connoiffance de caufe au payement de la première mife de la folde, des maffes et des fubfiftances.

Art. V. S. M. J. et R. pourvoira auffitôt qu'il fera poffible aux avances indispenfablement néceffaires pour faire face aux frais dont il eft fait mention à l'article trois, bien entendu que le Prince Miniftre de la guerre du Duché fera tenu de rendre compte de l'emploi de ces avances aux perfonnes que S. M. J. et R. défignera à cet effet.

Art. VI. La préfente Convention fera ratifiée et les ratifications en feront échangées à Paris dans le délai d'un mois au plutôt fi faire fe peut.

Fait et figné à Varfovie, le Dixhuitième Mars l'an mil-huit-cent neuf.

(L. S.) Jean Francois Bourgoing.
(L. S.) Charles *Comte* Bose.

5.

5.

Convention entre l'Autriche et Bade concernant l'admiſſion des ſujets aux fondations reciproques ſignée à Vienne le 17 Sept. 1808.

1808 17. Sept.

Da ſowohl in den Kaiſerlich Königlich öſterreichiſchen, als in den Groſsherzoglich badenſchen Staaten Stiftungen beſtehen, welche für die Abkömmlinge gewiſſer benannten Familien, oder Orte und Diſtricte, durch die Errichtnngs-Urkunden beſtimmt ſind, Seine Kaiſerlich Königl. Majeſtät aber ſowohl, als Seine Königliche Hoheit der Groſsherzog zu Baden des Willens ſind, bey den eingetretenen Staats-Veränderungen die Rechte der Privaten möglichſt unverändert zu erhalten, ſo iſt von den Unterzeichneten, Namens Ihrer Allerhöchſten Höfe, einverſtändlich folgende Verabredung getroffen worden:

Die Groſsherzoglich badenſchen Unterthanen ſollen zu der Benutzung der oben bezeichneten Stiftungen der Kaiſerlich öſterreichiſchen Staaten, und die Kaiſerlich öſterreichiſchen Unterthanen zu der Benutzung der gleichfalls oben erwähnten Stiftungen der Groſsherzoglich badenſchen Staaten, ohne Unterſchied, ob die Collatur oder Präſentation dem allerhöchſten Landesherrn, oder Corporationen, oder Privaten des einen oder des andern von beyden Staaten zuſtehen, wechſelſeitig zugelaſſen werden, in ſofern ſie durch die rechtmäſsigen Stiftungstitel hierzu berufen, und die in den Stiftungsbriefen vorgeſchriebenen Bedingungen zu erfüllen im Stande ſind.

Zur Urkunde deſſen haben die beyderſeitigen Bevollmächtigten die vorliegende doppelt gefertigte Uebereinkunft unterzeichnet, mit ihrem angebornen Inſiegel verſehen, und gegen einander ausgewechſelt.

So geſchehen Wien am 17. Sept. 1808.

(L. S.) JOSEPH *Freyherr* VON HORMAYR.

(L. S.) CARL *Freyherr* VON ROSENFELS.

6.

1809 21. Avr. *Convention, between His Britannick Majesty and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal. Signed at London the 21. April 1809.*

His Royal Highness the Prince Regent of Portugal having represented to His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland the Necessity felt by the Brazilian Government of procuring by Way of Loan the Means of purchealing, in Europe, Naval. Stores and other essential Articles, as well as of fulfilling certain Engagements entered into in England in His-Royal Name: and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland wishing to facilitate to His Ally the Negociation of this Loan in England, His said Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and His Royal Hignefs the Prince Regent of Portugal, have named and chosen for Their Plenipotentiaries namely: His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland George Canning Esqr. Member of His Privy Council and His Principal Secretary of State for the Departement of foreign Affairs, and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal the Chevalier de Souza Couttinho, Member of His Council and His Envoy Extraordinary and His Minister Plenipotentiary to His Britannick Majesty; who having communicated to each other their respective Full Powers, and having found them in good and due Form have agreed upon the following Articles.

Emprunt de 600,000 Livres. ART. I. His Britannick Majesty consents to propose to His Parliament to sanction a Loan of Six Hundred Thousand Pounds Sterling, which His Royal Highness, wishes to raise in England.

Interêts et amortissement. ART. II. His Royal Highness the Prince Regent of Portugal undertakes to pay in London the Interest of this Loan at the prise at which it shall have been raised; and He likewise undertakes to provide for the

6.

Convention entre S. M. Britannique et S. A. R. le Prince Regent de Portugal, ſignée à Londres le 21. Avril 1809. 1809 21. Avr.

(Traduction privée).

Son Alteſſe Royale le Prince Regent de Portugal ayant repreſenté à Sa Majeſté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande la neceſſité qu'éprouve le Gouvernement du Brſil de ſe procurer par la voye d'emprunt les moyens neceſſaires pour faire emplette en Europe de munitions navales et autres articles eſſentiels comme auſſi pour remplir certains engagemens contractés en Angleterre en ſon nom Royal, et S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande deſirant faciliter à ſon allié la negociation de cet emprunt en Angleterre, Sa dite Majeſté le Roi du Royaume uni de la Grande Brétagne et d'Irlande et Son Alteſſe Royale le Prince Regent de Portugal ont choiſi et nommé pour leurs Plénipotentiaires, ſavoir: Sa Majeſté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande George Canning membre de Son Conſeil Privé et ſon principal ſecrétaire d'Etat pour le departement des affaires étrangères, et Son Alteſſe Royale le Prince Regent du Portugal le Chevalier de Souza Couttinho, membre de Son conſeil et Son Envoyé extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire près S. M. Britannique; lesquels après s'être communiqué reciproquement leurs Pleinpouvoirs reſpectifs et les avoir trouvés en bonne et dûe forme, ſont convenus des articles ſuivans:

Art. I. S. M. Britannique conſent à propoſer à ſon Parlement de ſanctionner un emprunt de ſix cent mille livres Sterlings que S. A. Royale deſire de contracter en Angleterre.

Art. II. S. A. Royale le Prince Regent du Portugal s'engage à payer à Londres les interêts de cet emprunt au taux auquel il aura été contracté; et s'engage pareillement à pourvoir au rembourſement ſucceſſif

1809 the gradual Liquidation of the Principal by the Eftablishment of a Sinking Fund at the Rate of five Pounds per Centum of the above mentioned Principal of Six hundred thoufand Pounds Sterling. He alfo engages, that the Payment relative to the Intereft, as well as to the Sinking Fund fhall be made every Six Months to commence from the day on which the Intereft of the Loan is to begin; and shall be continued at the fame Rate and at the fame Periods untill the total Extinction of the Sum borrowed.

Hypothèque. Art. III. In order to provide for the Payment of the Intereft and the Sum, deftined for the Sinking Fund, as well as for the gradual liquidation of the Principal His Royal Highnefs the Prince Regent of Portugal mortgages to His Britannick Majefty fuch a Portion of the Revenues of the Islands of Madeira as fhall be neceffary for the Payments of the Intereft and the Sinking Fund ftipulated in this Convention. — and by Way of additional Security. — His Royal Highnefs pledges moreover the net Produce of the Sale of Brazil Wood, to be made annually in England by the Directors of the Adminiftration of Royal Contracts eftablished in London and appointed by His Royal Highnefs; which Directors having received from His Royal Highnefs the Power and Authority of difpofing of the Effects belonging to the above mentioned Royal Contracts to the greateft Benefit of his Royal Highnefs fhall be directed and obliged to make at the Periods hereafter agreed upon the Payment of the Sum neceffary for the Intereft and Reduction of the Capital into the Hands of the Governors of the Company of the Bank of England on Account of the Lords of the Treafury. —

His Royal Highnefs undertakes to forward to England every Year the Quantity of Twenty thoufand Quintals of Brazil Wood to be fold by the faid Directors untill the Loan be entirely extinguished.

Art. IV. The before mentioned Directors of the Adminiftration of the Royal Contracts fhall give their Perfonal Bond in the Form and Terms annexed, by Virtue of which they will covenant to make the Payments above agreed upon on the 2d of April and 5th of October every Year; and not to make any Application

cessif du Capital par la formation d'un fond d'amortissement au taux de cinq pour cent du susdit capital de 600,000 Livrès Sterling. Elle s'engage de même à ce que le payement relatif aux interêts comme au fonds d'amortissement sera effectué tous les six mois à dater du jour ou l'interêt de l'emprunt commencera à courir, et qu'il sera continué au même taux et aux mêmes époques jusqu'à l'extinction totale de la Somme empruntée. 1809

Art. III. Afin de pourvoir au payement des interêts et de la somme destinée au fond d'amortissement comme au remboursement successif du capital S. A. R. le Prince Regent du Portugal hypothèque à S. M. Britannique telle portion des revenus de l'île de Madère qui sera necessaire pour les payemens des interêts et du fonds d'amortissement stipulés dans la présente convention — et par voye de sureté additionelle — S. A. Royale engage de plus le produit net de la vente de bois du Bresil à faire annuellement en Angleterre par les Directeurs de l'administration des contracts royaux établie à Londres et nommée par S. A. Royale; lesquels Directeurs, ayant reçu par son Altesse Royale le pouvoir et l'autorité de disposer des effets appartenant aux sudits Contrats royaux au plus grand avantage de S. A. Royale, seront instruits et obligés à faire aux époques ci après exprimées le payement de la somme necessaire pour les Interêts et la Reduction du Capital dans les mains des Gouverneurs de la compagnie de la banque d'Angleterre pour le compte des Lords de la trésorerie.

Son Altesse Royale s'engage à faire expedier pour l'Angleterre chaque année la quantité de 20,000 quintaux du bois du Brésil qui sera vendue par les dits directeurs jusqu'à ce que l'emprunt soit totalement éteint.

Art. IV. Les susdits Directeurs de l'administration des contrats royaux donneront leurs bons personnels dans la forme et les termes ci annexés, en vertu desquels ils conviendront de faire les Payemens ci-dessus arrêtés, le 2 Avril et 5 Octobre de chaque année, et de ne faire aucun emploi quelconque des fonds pro-

1809 tion whatsoever of the Funds proceeding from their Adminiſtration, untill the Funds neceſſary for the Payments be depoſited in the Bank of England.

Ratifications. ART. V. Theſe Articles ſhall be ratified by His Britannick Majeſty and His Royal Highneſs the Prince Regent of Portugal in the ſpace of Six Months or ſooner if poſſible.

In Faith of which We the underſigned Plenipotentiaries of His Britannick Majeſty and of His Royal Highneſs the Prince Regent of Portugal in Virtue of our reſpective Full Powers have ſigned the preſent Articles, and have cauſed the Seal of our Arms to be affixed thereto.

Done at London the 21ſt day of April 1809.

Signed: (L. S.) GEORGE CANNING.
(L. S.) Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.

Firſt Separate Article.

Rembourſement d'avances. It is underſtood that the pecuniary Advances, which have been made by His Britannick Majeſty to His Royal Highneſs the Prince Regent ſince his departure for the Brazils ſhall be made good to His Britannick Majeſty out of the ſaid Loan.

This Separate Article ſhall have the ſame Force and Effect as if it were inſerted among the other Articles ſigned on this day and ſhall be ratified at the ſame Time.

In Faith of which We the Underſigned Plenipotentiaries of His Britannick Majeſty and of His Royal Highneſs the Prince Regent of Portugal by Virtue of our reſpective Full Powers have ſigned the preſent article and have cauſed the Seal of our Arms to be affixed thereto.

Done at London the twenty firſt day of April One thouſand, Eight hundred and Nine.

Signed: (L. S.) GEORGE CANNING.
(L. S.) Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.

II.

provenant de leur administration jusqu'à ce que les fonds necessaires pour les payemens auront été déposés dans la banque d'Angleterre. 1809

Art. V. Ces articles seront ratifiés par S. M. Britannique et S. A. Royale le Prince Regent de Portugal dans l'espace de 6 mois ou plutôt s'il est possible.

En foi de quoi Nous soussignés ministres Plénipotentiaires de S. M. Britannique et de S. A. Royale le Prince Regent du Portugal, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons signé les présents articles et y avons fait apposer le cachèt de nos armes.

Fait à Londres le 21 Avril 1809.

Signé: (L. S.) George Canning.
(L. S.) Le Chevalier de Souza Couttinho.

Ier Article séparé.

Il est entendu que les avances pécuniaires que S. M. Britannique a faites à S. A. R. le Prince Regent du Portugal depuis son depart pour le Brésil seront remboursés à S. M. Britannique par le moyen du dit emprunt.

Cet article séparé aura la même force et effet que s'il était inseré parmi les autres articles signés ce jour et sera ratifié à la même époque.

En foi de quoi Nous les soussignés Plénipotentiaires de S. M. Britannique et de S. A. R. le Prince Regent du Portugal, en vertu de nos pleinspouvoirs respectifs, avons signé le présent article et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Londres le 21 Avril 1809.

Signé: (L. S.) George Canning.
(L. S.) Le Chevalier de Souza Couttinho.

II.

1809

Seconde Separate Article.

Cas de delai de payement.

It is agreed, that, in the Event, however unprobable, of Default of Payment on the Part of the Directors of the Royal Contracts, of the Sum neceſſary for the Intereſt and Sinking Fund at the ſtated Periods, this Default ſhall be made known to the Royal Council of Finance of the Island of Madeira by the ſaid Directors and then the above mentioned Council ſhall be bound to make over to the Perſon, who ſhall in that caſe be named by the Britiſh Government the Sum required for that Objet, which Sum ſhall be taken out of the Treaſury of the ſaid Island, before any other Payment whatever can be made out of the ſaid Treaſury.

The eventual Orders to this Effect ſhall be ſent by His Royal Hinghneſs the Prince Regent of Portugal to the Royal Council of Finance of the Island of Madeira at the ſame Time that the Ratification of this Treaty will be forwarded to the Brazils.

This ſeparate Article ſhall have the ſame Force and Effect as if it had been inſerted among the other Articles ſigned on this day and ſhall be ratified at the ſame Time.

In Faith of which the Underſigned Plenipotentiaries of His Britannick Majeſty and of His Royal Highneſs the Prince Regent of Portugal, by virtue of our reſpective Full Powers, have ſigned this Preſent Article, and have cauſed the Seal of our Arms to be affixed thereto.

Done at London the 21ſt day of April 1809.

(Signed:) George Canning.
(*L. S.*)

Le Chevalier de *Souza Couttinho.*
(*L. S.*)

II.

1809

IId. Article séparé.

Il est convenu que dans le cas, quoique peu probable du défaut de payement de la part des Directeurs des Contracts royaux, de la somme necessaire pour les interêts et le fonds d'amortissement aux époques determinées, ce défaut sera porté à la connaissance du conseil royal des finances de l'île de Madère par les dits Directeurs, et alors le susdit Conseil sera tenu de transmettre à la personne qui dans ce cas sera nommée par le Gouvernement Britannique, la somme requise pour cet effet, la quelle somme sera prise du trésor de la dite Ile avant qu'aucun autre Payement quelconque puisse être fait de la dite trésorerie.

Les ordres éventuels à cet effet seront envoyés par Son Altesse Royale le Prince Regent du Portugal au Conseil Royal de finance de l'île de Madère à la même époque à laquelle la ratificatiou du présent traité sera expediée pour le Brésil.

Cet article séparé aura la même force et effet que s'il était inséré parmi les autres articles signés ce jour, et sera ratifié à la même époque.

En foi de quoi les soussignés Plénipotentiaires de S. M. Britannique et de S. A. Royale le Prince Regent du Portugal, en vertu de nos Pleinspouvoirs respectifs, avons signé le présent article, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Londres le 21 Avril 1809.

(*Signé :*) GEORGE CANNING.
(L. S.)

Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.
(L. S.)

7.

1810 *Lettres patentes du Roi de Bavière en date du*
23. Juin *23 Juin 1810 portant les ceſſions de la Bavière dans le Tirol, en execution de l'art. 3. du traité avec la France du 28 Fevr. 1810 *).*

(v. *Journal de Francfort* 1810. Nr. 225.).

Nous Maximilien Joſeph, etc. à tous ceux qui les préſentes liront, ſalut etc.

Par le 3ème article du traité conclu le 28 Fevrier dernier, par notre premier Miniſtre d'Etat, Comte de Montgelas, et ratifié par Nous le 3 Mars à Strasbourg, nous avons cédé en toute Souveraineté et propriété à S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, différentes parties du Tyrol italien au choix de S. M. I. — Lesquelles parties doivent être contigues les unes aux autres, ſituées à proximité du Royaume d'Italie et des provinces illyriennes, et contenir une population de 280 à 300,000 ames;

Les commiſſaires nommés par S. M. I. et Nous pour déterminer ce territoire et en fixer les limites, ſe ſont réunis à Balzano, et par un acte, dreſſé le 7 Juin, ſont convenu de déterminer la ligne de demarcation ainſi qu'il ſuit: "Cette ligne commence aux montagnes les plus élevées ſur la frontière du pays de Salzbourg, et ſuit, en paſſant entre deux lacs, celui de Stall-Alpe et celui d'Antholz, les ſommets des autres montagnes jusqu'à l'Hornberg. Delà elle descend le long des hauteurs, qui ſéparent les eaux de la vallée d'Oſteſo de celles de la vallée de Kuhbach, vers le confluent du Graubach avec la Rienz, traverſe cette revière entre Niederndorf et Tolbach, ſuit le Graubach et les ſommets des montagnes au pied desquels ce torrent prend ſa ſource, et enſuite une direction presque parallèle au cours de la Rienz jusqu'à la ſource du Hellbach; vers ce point la ligne change de direction pour

*) Ce traité n'a pas été publié en entier; il ſe trouve par extrait Suppl. T. V. p. 251.

pour ſe joindre au-deſſus de la vallée de Stalla aux frontières d'Ampezzo. 1810

La ligne ſuit de-là les hauteurs qui ſont dans la direction des frontières d'Ampezzo par la montagne de Campo-Roſſo jusqu'à Saſſo de Stria; puis les ſommets des hautes montagnes jusqu'à Lagoiſcho, et les frontières actuelles de Buchenſtein par Ziſſaberg et Campo-Longo jusqu'à Davoiberg. Cette ligne continue le long des montagnes qui forment la frontière actuelle de la vallée de Taſſa, par le Langkofel et Blattkogel jusqu'au ſommet le plus élevé qui ſépare les eaux du ruiſſeau de Sultaria de celles du Duron, ſuit les anciennes frontières du diſtrict de Kaſtelruth, franchit les ſommets des Schöbuches et du Schlernberg, d'où elle paſſe par le Schwarzgrieſs et le Serfferbach, et joint l'Eiſack; de-là elle remonte vers le Nord le long de la rive gauche de l'Eiſach jusqu'au confluent du Rothwanderbach, et paſſant à la rive droite de ce ruiſſeau, elle le ſuit jusqu'à ſa ſource. La ligne longe enſuite les frontières actuelles depuis Stein par le Ritten jusqu'au ſommet du Schienberg, paſſe de-là au ſommet du Hörnerberg, enſuite à la rive droite du Gismauerbach, et le cotoye jusqu'à ſon confluent avec le Danzbach. Elle ſuit la frontière ſeptentrionale de Jeneſie jusqu'à Orgenkofel, puis la frontière ſeptentrionale de Molten à la ſource de l'Aſchlerbach, dont elle cotoye la rive gauche jusqu'à l'endroit où il ſe décharge dans l'Adige. De-là elle descend le long du Thalweg de ce fleuve jusqu'au confluent du ruiſſeau, qui coule entre Griſian et Firmian, en remonte la rive gauche jusqu'à ſa ſource, paſſe ſur les hauteurs qui forment la frontière entre Tiſens et Caſtelfondo, franchit le Kampenberg et le Groſs-Langenberg, ſuit les ſommets qui ſéparent la vallée d'Ulen du Nonsberg, du Val-di-Rum, du Val di-Breſem et du Val-di-Rabbi, et enfin rejoint les frontières du Royaume d'Italie."

Le 9ème article dudit traité de Paris contient en outre les diſpoſitions ſuivantes:

"Les troupes françaiſes occupant maintenant le Tyrol italien, on doit regarder le Royaume d'Italie com-

1810 comme étant déjà en possession de la partie du Tyrol qui lui est cedée."

Nous voulons en conséquence par les présentes rendre publics tous les articles ci-dessus, afin qu'on ait à s'y conformer dans les parties des cercles de l'Adige et de l'Eisack situées audelà de la ligne de démarcation ci-dessus fixée, et dont nous déclarons les habitans dégagés de leurs devoirs de sujets envers nous et liés envers leur nouveau Souverain. Persuadé que nous avons fait pour les habitaus de ces pays et des autres arrondissemens qui avant les nouveaux changemens de territoire formaient la province du Tyrol, tout ce que demandait le bien du pays et qui était compatible avec les circonstances où il se trouvoit: Nous Nous consolons de la cession de ces pays, par l'idée que leur réunion avec le royaume d'Italie sous le sceptre du puissant Empereur des Français ne sera pas moins favorable à leur prospérité; et Nous Nous livrons à l'espérance, que les habitans éclairés sur leurs véritables intérêts, et inaccessibles à toute espece de séduction, se montreront dignes des soins paternels de leur nouveau Souverain par leur fidélité et leur dévouement envers Lui.

Donné dans Notre résidence de Munich le 23 Juin de l'an 1810 de notre regne le 5ème.

MAXIMILIEN JOSEPH.

8.

8.

Acte de démarcation des frontières entre S. M. le Roi de Suède, d'une part, et S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies et l'Empire de Ruſſie, de l'autre; conclu à Tornea le 8 Novembre 1810; ratifié à Stockholm le 5 Decembre, et à Petersbourg le $\frac{5}{17}$ Decembre 1810.

1810 $\frac{8}{20}$ Nov.

(Copie privée mais ſûre).

Nous Charles, par la Grace de Dieu, Roi de Suède etc., ſavoir faiſons, qu'en conſéquence de l'article 5. du traité de paix conclu à Fredrichshamm, le 17 Septembre 1809. entre nous et S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, ayant cru, pour l'affermiſſement du bon voiſinage et de la confiance, devoir proceder ſans délai au réglement des limites entre notre Royaume d'un côté et l'Empire de Ruſſie de l'autre; et ayant rencontré des ſentimens analognes de la part de S. M. I., nous avons, ainſi que S. M. I., nommé à cet effet des commiſſaires, lesquels, en vertu de nos pleinpouvoirs reſpectifs, ont été autoriſés à arrèter, conclure et ſigner un acte de démarcation entre la Suède et la Ruſſie, ſavoir, de notre part, nos amés féaux le Sieur Guſtave Baron de Boye notre aide-de-camp-général etc., et le Sieur Pierre Adolphe Ekorn, notre vice-gouverneur du gouvernement du Nord-Bothnie etc., et S. M. l'Empereur de Ruſſie, le Sieur Pierre D'Engelmann, colonel à la Suite de S. M. I. etc., et le Sieur Paul Baron de Nicolaï, conſeiller de collège du département des affaires étrangères; lesquels commiſſaires plénipotentiaires ſe ſont rendus dans la ville de Tornea, où, après avoir échangé leur pleinspouvoirs reſpectifs, ils ont conclu, ſigné et ſcellé, le 20. du mois de Novembre dernier, un acte de démarcation dont la teneur ſuit:

Au nom de la Très-Sainte et indiviſible Trinité!

1810 S. M. le Roi de Suède et S. M. l'Empereur de toutes les Ruffies, également animés du défir d'affurer à jamais l'union et la bonne intelligence entre leurs Etats contre les moindres cas qui pourraient y porter atteinte par le voifinage immédiat des deux monarchies, ont jugé néceffaire de fixer d'une manière précife, par un acte formel de démarcation, les nouvelles limites qui doivent féparer déformais leurs Etats refpectifs d'après les ftipulations du traite conclu à Frédrichshamm le 17. Septembre 1809. A cet effet, leurs dites Majeftés ont nommé leurs commiffaires plénipotentiaires, favoir S. M. le Roi de Suède, le Sieur Guftave Baron de Boye et le Sieur Pierre Adolphe Ekorn;

Et S. M. l'Empereur de Ruffie, le Sieur Pierre Engelmann et le Sieur Paul Baron de Nicolaï, lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ayant vifité les frontières, et en ayant fait dreffer des cartes exactes, font convenus des articles fuivans.

Ligne de démarcation.

Art. I. La ligne de démarcation entre le Royaume de Suède et l'Empire de Ruffie, partant de la frontière norwègienne entre les deux montagnes Kolta-Pahta et Kecokima Pahta ou Paikas-Waara, du point où la petite rivière Radje-dohka prend fa fource dans le lac Kolta Taur; descend cette riviere à travers le lac Kuokima-Faur, jusqu'à fon embouchure dans le lac Slinen-Kilpis-Faur, puis coupant en deux ce premier lac, ainfi que le fecond Alanen-Kilpis-Jaur, et paffant de là par le lac Tafta-Jaur dans le Kongama, elle fuit le chenal de ce fleuve a travers les lacs Kjeli-Faur, Mucka Jaur, Paufu Jaur, Latina Lahti, Naimaka-Jaur, Kallotti Jaur, jusqu'au confluent de Kongama et du Latas Eno: de ce point où le Muonïa prend fon nom, la ligne continue le long de ce fleuve, et après fon embouchure dans le Tornea, elle fuit le chenal de ce dernier jusqu'au nord de la presqu'île Svenfaro: ici elle quitte le chenal, et paffant à l'oneft par le ruiffeau nommé le Naran et le Golfe de la Ville, laiffant l'île Kalfholmen à droite, elle réjoint le chenal du fleuve au fud de la ville de Tornea, le fuivant enfuite jusqu'à l'embouchure du fleuve dans la mer. De cette manière toutes les poffeffions fituées à la droite de cette ligne, appartiennent à la Suède, et celles à la gauche à la Ruffie.

Les

Les endroits de frontière du côté suèdois du nord au sud, sont: Mauro, Gunnari, Karetsuvando, Kuttanen, Muonion, Alusta, Parkajoensumi, Kuncki, Xiexiowarra Vttumusdka appartenant à la forge de Kengis, Kardis; Jarkois. Pello, forge de Svansten, Juaxauki, Marjosaari, Kuiva-Kangas, Haapakila, Matarengi; avec l'église d'Osver-Tarnea, Ruskola, Alkula, Niemis, Armassaari, Koivukyla, avec l'église de Hietanemi, Packila, Vitzaniemi, Potila, Korpokyla, Carungi avec l'église de Karl Gustaf, Kuckola, Vajackala, Mattila, Haaparanda. Les endroits du côté russe sont: Naimaka, Kellotti, l'église d'Enontekis, Palejoensun, Songa-Muodka-Muonioniska, Killangi, Kolare, Fockyalka, Pello, Mammila, Turtula, Juoxangi, Kanosaari, Marjasaari, Kauliranda, Kuiva-Kangas. Narki, Alkula, Niemis-Armassaari, Hellingsby, Korbikyla, Karungi, Kuckola, Najatkala, Kiviranda, la ville de Tornea sur la presqu'ile de Svensaroe, l'église de Neder-Tornea, Hallata et Netsaari sur l'île de Bjorkon. Depuis l'embouchure du Tornea dans la mer, la frontière se prolonge le long du golfe de Bothnie à travers le milieu du Quarken et du Alandshaf jusqu'à la mer Baltique, de manière qu'au nord du golfe les îles de Bockholm, de Saelloen, avec le port de Rentehamm, ainsi que l'île de Ostra-Sarven-Maat, et au sud les îles d'Aland et celle de Singelskaar, sont les points les plus avancés des possessions russes. 1810

Toutes les îles situées à l'est de la plus grande profondeur des lacs et du chenal ou Thalweg des trois fleuves nommés ci-dessus, appartiennent à la Russie, et celles à l'ouest de la même ligne à la Suède, à l'exception seule de la presqu'île Svensaroe, sur la quelle se trouve la ville de Tornea.

De même, depuis l'embouchure du fleuve Tornea, les îles les plus rapprochées des côtes de la Finlande et de la terre ferme d'Aland appartiennent à la Russie, et à la Suède celles qui avoisinent ses côtes.

Art. II. Les rivieres Tornea, Muonio et Konga ma faisant frontière entre les deux Etàts, il est entendu qu'elles sépareront désormais toute propriété particulière, située sur les deux rives opposées, de manière que celui qui en a la possession, sera obligé d'abondonner l'un ou l'autre côté du fleuve. Mais en considération de la situation particulière des habitans

Echange des propriétés particulières.

1810 de ces rives, les hautes parties contractantes font convenues de prolonger à leur égard jusqu'à cinq ans le terme de trois ans fixé par le Traité de Fredrichshamm, pour l'etabliffement de leurs fujets refpectifs dans l'autre pays, ou l'aliénation de leurs biens.

En attendant, la féparation de ces propriétés s'effectuera, pour la convenance commune des intéreffés, au moyen d'echanges réciproques par tout où ce mode fera applicable. Les autorités refpectives fur les lieux veilleront à ce que juftice foit faite à chacun dans ces transactions, ainfi que dans les ventes et achats de terres devenus indispenfables.

Par fuite de cette même follicitude des hautes parties contractantes pour le bien-être de leurs fujets refpectifs, la jouiffance des poffeffions fur les îles des fusdits fleuves et lacs eft à jamais affurée aux anciens propriétaires, quand même la ligne de démarcation rangerait ces îles du côte oppofé; bien entendu cependant que ce privilège ne s'étendra point fur les îles Flurinfaari, Fligarinfaari, la presqu'île Svenfar-o et les îles au fud de cette derniere, les propriétes mixtes, s'il s'en trouvait fur plufieurs îles voifines, ou fur la furface d'une grande île ifolée, devront être échangees les unes contre les autres, autant que faire fe pourra.

Les cinq années écoulées, les poffeffeurs de chaque île auront à payer conjointement une redevance annuelle de 48 copeks en cuivre, ou huit fkillings argent de banque fuédoife, en figne de reconnoiffance que le terrain dont ils ont l'ufufruit, appartient à l'autre fouverain. Ces redevances ayant été recueillies par les prépfoés des ufufruitiers, liquidation en fera faite de part et d'autre avant l'expiration des trois premiers mois de l'année.

Eglifes. ART. III. Il fera permis aux habitans des deux rives du Tornea Muozio de fréquenter leurs anciennes églifes pendant l'efpace des trois ans, à compter du jour de l'échange des ratifications du préfent acte, à la charge de pourvoir jusqu'à ce terme, comme par le paffé, à l'entretien des prêtres et des autres employes d'eglife, et pour cet effet aucun droit de douane ne fera levé fur les dîmes que ces habitans auront à remettre. Au bout de trois ans, tout rapport entre les paroiffes des deux rives ayant ceffé, ceux des fujets de l'une ou de l'autre puiffance qui auront été féparés de leurs anciennes églifes, feront dedommages, d'après un eftimé fage et rais-

raiſonnable, de ce qu'ils auront contribué ancienne- 1810
ment à l'établiſſement commun des égliſes, des maiſons de prêtres, des magaſins et maiſons de paroiſſe, y compris auſſi les maiſons de juſtice. Tous ces comptes ſeront réglés avant l'expiration du même terme.

Art. IV. Les différentes voyes de communication dont ſe ſont ſervis jusqu'à préſent les habitans des deux frontières, tant pour des objets de neceſſité que de commerce, leur ſont aſſurés pour l'avenir. Ainſi tout bâtiment ruſſe aura pleine liberté de paſſer et repaſſer par le chenal conduiſant du port de Reutehamm à la grande mer, comme tout bateau ſuédois par le bras du Tornea, qui ſépare la ville de ce nom du Continent ruſſe. De même la libre navigation dans toute l'etendue du cours des trois fleuves et de lacs précités, ſubſiſtera comme par le paſſé. Il ſera permis à tout bateau de prendre terre à la rive oppoſée auſſi ſouvent que ce ſera néceſſaire pour la ſureté de la navigation ou le halage des bateaux. Egalement il ſera loiſible aux habitans de toute la rive oppoſée de ſe ſervir du chemin de terre menant d'Osver Tornea à la ville de Tornea, à la ſeule charge de contribuer, comme auparavant, à l'entretien de ce chemin, tant qu'ils profiteront de cette liberté.

Communications libres.

Dans aucun des cas précités, les ſujets de l'une ou de l'autre puiſſance ne ſeront moleſtés. Il ne ſera levé aucun droit ſur leurs denrées ou marchandiſes pour le ſimple paſſage par les eaux ou le territoire de l'autre ſouverain. La paiſible jouiſſance des îles leur étant aſſurée par l'art, 2., il s'entend de ſoi-même que tout individu en emportera le plein produit dans telle ſaiſon qu'il voudra, ſans jamais être ſujet à aucune impoſition quelconque.

Art. V. La pèche du ſaumon dans la riviere de Tornea, telle qu'elle a été reglée par les lettres royales du 13 Sept. 1791, eſt formellement garantie pour les cent ans y énoncés, aux poſſeſſeurs actuels qui continueront à la faire en commun et à en partager le produit comme par le paſſé. Le droit annuel payable à chacune des deux couronnes, ſera proportionné à la part que ſe trouvent avoir à cette ferme leurs ſujets reſpectifs.

Pèche du ſaumon.

Les gouvernemens des provinces de Nord-Bothnie et d'Uleabourg empêcheront qu'aucune nouvelle eſtacade ne

1810 ne soit établie, sinon par un commun accord entre les intéressés, et qu'en général aucune atteinte ne soit donnée au privilège des teneurs actuels de la dite pèche. Les cent années expirées, il sera fait un nouvel arangement sur cet objet.

Pour ce qui est de l'exercice des autres pêches, il ne s'étendra désormais de l'un et de l'autre côté que jusqu'aux limites qui séparent les deux Etats.

Description topographique. Art. VI. La description topographique qui indiquera, d'après les cartes dressées, dans les moindres détails la direction des limites et l'emplacement des poteaux et autres marques de bornage, munie de la signature et du sceau des commissaires respectifs, aura même force et valeur que si elle était insérée mot à mot dans le présent acte.

Extradition de criminels. Art. VII. La tranquillité et la sureté des paisibles habitans de ces frontières, étant trop exposées par la grande facilité aux malfaiteurs de se soustraire à leurs justes punitions, en passant sur le territoire de l'autre puissance, il est convenu que tout meurtrier, brigand ou voleur qui, après avoir commis un crime dans une des paroisses limitrophes s'évadera sur le territoire étranger, sera saisi et livré à son gouvernement aussitôt que réquisition en aura été faite; mais en cas que l'accusé soit sujet de l'Etat où il se sera refugié après avoir commis le crime sur le territoire étranger, il sera jugé et puni par son propre gouvernement, avec la même rigueur que s'il s'etait rendu coupable envers celui-ci.

Ratifications. Art. VIII. Les ratifications du présent acte seront échangées dans cette ville de Tornea dans l'espace de trente jours, ou plustôt si faire se peut.

En foi de quoi les susdits Commissaires plénipotentiaires, en vertu de leurs pleins-pouvoirs, ont signé le présent acte de démarcation et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Tornea, le 20 (8) Novembre 1810.

(*Signé*): Gustave de Boye. Pierre Engelmann.
Pierr A. Ekorn. Paul *Baron* de Nicolaï.

9.

Conventions pour l'abolition du droit de detraction 1808 — 1818.

1808 10. May

A.

Conventions de l'Autriche avec divers états.

1.

Additional-Artikel zu dem, am 24. Febr. 1808, zwischen dem Oesterreichischen Kaiserstaate und dem Groſsherzogthume Würzburg abgeschlossenen Freyzügigkeitsvertrags, die gleichmäſsige Freyzügigkeit der Pensionen betreffend.

Nachdem S. K. K. Apostol. Maj., und S. K. K. Hoheit der Erzherzog Groſsherzog von Würzburg in Anbetracht des gegenseitig bestehenden engsten Bandes der Freundschaft und Verwandtschaft, dann in Ansehung der fürgewesenen Besitzesänderungen, welche auch auf das Schicksal und die Wohlfahrt vieler Einzelnen so nahen Bezug nahmen, Sich bewogen gefunden haben, die durch die Convention vom 24. Febr l. J., in Ansehung der Vermögensexportation bereits festgesetzte Freyzügigkeit, auch auf den Genuſs der Pensionen auszudehnen; so ist darüber von den unterzeichneten beiderseitigen Bevollmächtigten, Folgendes verabredet und festgesetzt worden:

Art. I. Den aus den Kaiserlich Oesterreichischen oder aus den Groſsherzoglich Würzburgischen Cassen pensionirten Dienern und Unterthanen, ohne Unterschied ihres Standes, wird auf ihr Anbringen nach ihrer Privatconvenienz freybelassen, die von dem einem Theile beziehende Pension in den Landen des andren Theils verzehren zu dürfen.

1808 Art. II. In dem Lande, in welchem ſie ihren Wohnſitz nehmen, ſind ſie wie andere Bewohner den Geſetzen und der Gerichtsbarkeit deſſelben unterworfen. Von dem Penſionsherrn können keine weitere Jurisdictions-Anſprüche auf ſie gemacht werden, als jene, welche die Sicherſtellung oder Befriedigung rechtlicher Forderungen ſeiner Unterthanen auf die Penſion zum Zwecke haben, oder durch das im Lande des Penſionsverleihers beſitzende Vermögen begründet ſind.

Art. III. Da nach Art. I. den Penſioniſten die Wahl des Wohnorts in dem einem oder andern Staate nach ihrer Privatconvenienz freybelaſſen worden iſt, ſo iſt ihnen auch geſtattet, ihren Aufenthalt nach Willkühr zu ändern, und wieder ungehindert in den Staat des Penſionsverleihers überzuziehen. Auch in dieſem Falle ſind ſie von allem Abzuge und aller Nachſteuer frey.

Art. IV. Gegenwärtige Uebereinkunft, welche als ein Zuſatz des im Eingang erwähnten, bereits ratificirten Freyzügigkeitsvertrags vom 24. Febr. d. J. zu betrachten iſt, ſoll von dem Tage ihrer Unterzeichnung an zu wirken anfangen, und wird daher unverzüglich den betreffenden Landesbehörden zur Nachachtung mitgetheilt werden.

Zu deſſen Urkunde iſt dieſelbe von den beiderſeitigen Bevollmächtigten unterzeichnet, beſiegelt und ausgewechſelt worden. So geſchehen, Würzburg den 10. May 1808.

(L. S.) (L. S.)

Johann Rudolph, *Graf* von Buol-Schauenstein. J. M. Seuffert.

2.

2.

Freyzügigkeits-Vertrag zwischen Oesterreich und Baden, geschlossen zu Wien, den 17. Sept. 1808. 1808 17. Sept.

S. K. K. Apostol. Maj., und Se. Königl. Hoheit der Grofsherzog zu Baden, haben bereits vermöge einer am 10. December 1804 ausgefertigten Convention gewisse Freyzügigkeits-Grundsätze zum Wohl Ihrer beiderseitigen Unterthanen festgesetzt, und solche auch seit dem Anfang des Jahrs 1807 auf die indessen neuerworbene Lande ausgedehnt, ohne dafs jedoch über diese Ausdehnung ein förmlicher Vertrag abgeschlossen worden.

Da nun sowohl von Seiten des K. K. Oesterreichischen als des Grofsherzoglich Badischen Hofes die Geneigtheit bezeigt worden, hierüber einen verbindlichen Freyzügigkeitsvertrag ausfertigen zu lassen; so sind hiezu beiderseits ernennt und bevollmächtigt worden:

Von Seite Sr. K. K. Apostol. Majestät, Herr Joseph Freyherr von Hormayr zu Hortenburg, Director des geheimen Staats-, Hof- und Hausarchives, und Hofsecretär im Departement der auswärtigen Angelegenheiten, und von S. K. H. dem Herrn Grofsherzog zu Baden, Herr Karl Freyherr von Rosenfels, am K. K. Hoflager akkreditirter Geschäftsträger und Grofsherzoglich Badischer Oberster. Selbe haben sich nun über den nachstehenden verbindlichen Freyzügigkeitsvertrag vereinigt:

§ 1. Zwischen sämmtlichen Kaiserl. Oesterreichischen, und sämmtlichen Grofsherzoglich Badischen Staaten, soll eine völlige Freyzügigkeit dergestalt bestehen, dafs bey keiner Vermögens-Exportation, auf welche Art solche geschehe, ein Abschofs oder Abfahrtgeld, oder Nachsteuer, in sofern dieselben bisher in die Landesfürstlichen Cassen geflossen sind, eingehoben werden soll.

§ 2. Die Aufhebung dieses Abfahrtsgeldes schliefst indessen weder die Erhebung der Emigrationstaxe, noch der Erbsteuer aus, welche mit den, im Oesterreichi-

1808 reichiſchen Kaiſerſtaat beſtehenden Auswanderungsgrundſätzen, und durch dieſe mit Localumſtänden und der Verfaſſung in zu genauer Verbindung ſtehet, und die ſelbſt von jedem Unterthan des Oeſterreichiſchen Kaiſerſtaats erhoben wird, der irgend eine Erbſchaft bezieht, auch ohne daſs dabey von einer Auswanderung oder Vermögens-Exportation die Frage wäre.

§ 3. Da die Freyzügigkeit ihrer Natur zufolge ſich nur auf das Vermögen bezieht, ſo bleiben dieſes Vertrags ungeachtet, die Geſetze in ihrer rechtlichen Kraft beſtehen, welche jeden Unterthan, bey Strafe der Vermögens-Confiscation auffordern, vor der Anſäſsigmachung in fremden Landen die Auswanderungs-Bewilligung ſeines Landesherrn nachzuſuchen.

§ 4. Als fernere Folge dieſes Grundſatzes wird feſtgeſetzt, daſs die Erhebung der Militär Pflichtigkeits-Redimirungs-Summe, in Fällen, wo einem Individuum die Auswanderungs-Bewilligung ertheilt wird, welches ſeiner Perſon gemäſs der Militär-Pflichtigkeit unterliegt, ohne die Jahre derſelben zurückgelegt zu haben, der Grundſätze der Freyzügigkeit ungeachtet, Statt finden können, weil dieſe Gabe nicht in Beziehung auf das Vermögen geleiſtet wird.

§ 5. Desgleichen bleibt es in Rückſicht der Emigrationstaxe, in Fällen der Auswanderung, bey den vorigen Beſtimmungen, wornach drey Procente des Vermögens erhoben werden, als eine auf die Perſon des Auswandernden Bezug habende Abgabe, und da die Erhebung der Erbſteuer aus Rechtsgrundſätzen hervorgeht, die mit der Nachſteuer keine Verbindung haben, ſo hat der gegenwärtige Vertrag auf die Erbſteuer keine Beziehung, ſondern den beiden vertragenden Theilen bleibt es unbenommen, hierüber von ſouveräner Macht wegen geſetzliche Beſtimmungen zu treffen.

§ 6. Das Vermögen, deſſen freye Ausführung vertragsmäſsig geſtattet wird, ſoll nach ſeinem ganzen, wahren Werth verabfolgt werden, dergeſtalt, daſs die Empfänger den ganzen reellen Betrag erhalten, wie er an dem Ort erhoben wird, wo das Vermögen gelegen, oder angefallen iſt, hierdurch ſoll jedoch der Geſetz-

Gesetzgebung beiderseitiger Regierungen über die Art, und Geldsorte, in welchem Vermögen überhaupt in das Ausland verbracht werden darf, keineswegs vorgegriffen seyn. 1808

§ 7. Obgleich vermöge dieses Vertrags alle Abzüge, die in die landesherrlichen Cassen fliessen, aufhören, so soll doch denjenigen Ständen und Corporationen, und andern, die zur Erhebung der Nachsteuer berechtigt sind, dadurch nichts an ihren Befugnissen benommen seyn.

§ 8. Da die gegenwärtige Convention nicht als ein neuer Vertrag, sondern als eine Erneuerung und Erweiterung des bereits unterm 20. December 1804 abgeschlossenen Freyzügigkeits-Vertrags, und der im Anfange des Jahres 1807 erfolgten Ausdehnung angesehen werden soll, so hat dieselbe auch nicht auf die vor ihrer Abfassung und Ratification eingetretenen Fälle, in sofern sie unter der frühern Uebereinkunft begriffen waren, zurückzuwirken.

§ 9. Bey der Anwendung dieses Vertrags ist nicht der Tag in Betracht zu nehmen, an welchem das in Frage stehende Vermögen durch Erbschaft, oder sonst angefallen ist, sondern derjenige, an welchem es exportirt worden ist.

§ 10. Die unmittelbare Genehmigung dieses Staatsvertrags soll sowohl bey Sr. K. K. Maj. von Oesterreich, als Sr. K. H. dem Grossherzog zu Baden, alsbald nachgesucht werden.

Zur Bestätigung dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtigen doppelt gefertigten Staatsvertrag eigenhändig unterzeichnet, besiegelt, und gegen einander ausgewechselt.

So geschehen zu Wien, am 17. Sept. 1808.

(L. S.)	(L. S.)
Joseph,	Carl,
Freyherr von Hormayr.	*Freyherr von Rosenfels.*

B.

B.

1811 *Conventions de la Pruſſe *) avec divers états*
4 Juin. 1811 — 1817.

I.

Conventions entre la Pruſſe et la Baviere
1811 — 1817.

a.

Uebereinkunft wegen Aufhebung des Abſchoſſes zwiſchen den Königl. Preuſsiſchen und Königl. Bayerſchen Staaten, vom 4. *Juny* 1811.

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſs. Staaten.* 1811. pag. 248. 249.)

Am 23ſten May 1805 iſt zwiſchen den reſpectiven Regierungen der Preuſsiſchen und Bayeriſchen Staaten, eine

*) La Pruſſe a ſignée dans les tems plus recents une multitude de traites pour l'abolition du droit de détraction. Pluſieurs de ceuxci ont déja été donnés plus haut, tel que celui de

			Suppl.	pag.
1790	16 Dec.	avec le Danemarc	II.	169
1810	11 Nov.	— — Duché de Varſovie	V.	318
1811	6 Août et 2 Déc.	avec la France	V.	391
— —	30 Déc.	avec Bade	V.	401
1812	10 Fevr.	— Saxe Cobourg	V.	403
— —	3 Mars	— la Suiſſe	V.	404
— —	8 Avr.	— — m. de Naſſau	V.	406
— —	— —	— Anhalt Bernb.	V.	407
— —	5 Juin	— l'Italie	V.	399
— —	12 —	— Anhalt Deſſau	V.	408

Mais comme ſurtout ceux ſignés depuis 1811 ſont presque exactement de la même teneur je crois qu'il ſeroit inutile de les inſerer ici tous en entier et je me borne à en inſerer ici quelques uns en renvoyant quant aux autres à ceux avec lesquels ils ont le plus de ſimilitude ou avec lesquels en partie ils conviennent (*mutatis mutandis*) de mot à mot Les conventions ſignées depuis l'abolition du droit de detraction entre les Etats d'allemagne par l'acte de la confédération germanique de 1815, n'ont principalement pour but que d'étendre cette abolition, même aux provinces Pruſſiennes non compriſes dans la confédération.

eine Convention wegen gegenſeitiger Aufhebung des Abſchoſſes und Abfahrtgeldes geſchloſſen worden. Dieſe Convention erklären jetzt beide gedachte Regierungen gegenſeitig in nachſtehender Art anwendbar auf den reſpectiven gegenwärtigen Länderbeſtand beider Reiche, nämlich dahin für anwendbar, daſs 1811

Art. I. bey keinem Vermögensausgang, aus den Königl Preuſsiſchen Landen in die K. Bayeriſchen Lande, oder aus dieſen in jene, es mag ſich ſolcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbſchaft, oder Legat, oder Brautſchatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abſchoſs (gabella hereditaria), oder Abfahrtgeld (cenſus emigrationis), erhoben werden ſoll.

Art. II. Daſs die vorſtehend beſtimmte Freyzügigkeit, ſich ſowohl auf denjenigen Abſchoſs und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Caſſen flieſsen würden, als auf denjenigen Abſchoſs und auf dasjenige Abfahrtsgeld erſtrecken ſoll, welche in die Caſſen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöſter, Gotteshäuſer, Patrimonialgerichte und Corporationen flieſsen würden.

Die Rittergutsbeſitzer in den beiderſeitigen reſpectiven Königl. Preuſsiſchen und Königl Bayeriſchen Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen, bey Exportationen in die gegenſeitigen vorbenannten Lande, weder Abſchoſs noch Abfahrtsgeld fordern noch nehmen.

Zur Erfüllung dieſer gegenwärtigen Feſtſetzung ſollen die obgedachten Rittergutsbeſitzer und Privatberechtigten, von den beiderſeitigen reſpectiven Regierungen angehalten werden. Wenn aber dennoch und wider alles Erwarten, Rittergutsbeſitzer oder Privatberechtigte, auf einer von beiden Seiten, hiezu nicht angehalten werden könnten, ſo verſteht es ſich von ſelbſt, daſs wider ſolche Rittergutsbeſitzer und Privatberechtigte, in Anſehung deſſen, was in ihre Gerichtsbezirke, aus dem andern Staate, eingeführt wird, die Retorſion ſtatt finden ſoll.

Art. III. Daſs die Beſtimmungen der obſtehenden Artikel I. und II. ſich auf alle am 23ſten May 1805 pendent

1811 pendent geweſene und etwa noch nicht abgemachte Fälle, imgleichen auf alle ſeit jenem Tage vorgekommenen noch unabgemachte, ſo wie überhaupt auf alle jetzt pendente, und auf alle künftige Fälle, erſtrekken ſollen.

Art. IV. Daſs die Freyzügigkeit, welche im obigen 1ſten, 2ten und 3ten Artikel beſtimmt iſt, ſich nur auf das Vermögen beziehen ſoll. Es bleiben demnach, dieſes Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preuſsiſchen, und diejenigen Königl. Bayeriſchen Geſetze in ihrer Kraft beſtehen, welche die Perſon des Auswandernden, ſeine perſönliche Pflichten, ſeine Verpflichtungen zum Kriegsdienſte betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswanderung, um die Bewilligung derſelben, ſeinen Landesherrn, der vorgeſchriebenen Ordnung gemäſs, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieſer Materie der Geſetze, über die Pflicht zu Kriegsdienſten, und über die perſönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Anſehung der Geſetzgebung, in den reſpectiven Staaten beſchränkt.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majeſtät des Königs von Preuſsen und Seiner Majeſtät des Königs von Bayern zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, ſoll nach erfolgter gegenſeitiger Auswechſelung, Kraft und Wirkſamkeit in den geſammten Königl. Preuſsiſchen und Königl. Bayeriſchen Staaten haben.

Berlin, am 4ten Juny 1811.

(L. S.) *Königl. Preuſsiſcher wirklich Geheimer Staats- und Kabinets-Miniſter, und Chef des Miniſterii der auswärtigen Angelegenheiten.*

(gez.) A. *Graf von der* Goltz.

b.

b.

Erklärung vom 12ten Februar 1817, wegen Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes zwischen den Königl. Preufs. und Königl. Bayerschen Landen. 1817 12 Févr.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preufs. Staaten* 1817. pag. 31. [Nro. 405])

Die Königl. Preussische Regierung und die Königl. Bayerische Regierung sind mit einander dahin übereingekommen und erklären hiermit, dass gegenseitig der Abschoss bey Erb und Vermächtnissfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen nach den Königl. Bayerischen Landen und aus diesen in jene erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiskus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehe, aufhören soll, und dass die dieserhalb den $\frac{4}{26}$ Juny 1811 zwischen der Königlich Preussischen und der Königl. Bayerischen Regierung abgeschlossenen Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische und Königl. Bayerische Staaten Anwendung finden; dass mithin in allen denjenigen innerhalb der beiden resp. Lande jetzt anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtnifs- und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den andern Staat in Gemässheit jener Uebereinkunft verfahren werden soll.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplarien von dem Königl. Preussischen und Königl. Bayerischen Ministerio vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 12ten Februar 1817.

Der Staatskanzler,
C. *Fürst v.* Hardenberg.

c.

c.

1817 3 Juin. *Verordnung wegen Zürückgabe der dieſſeits deponirten Nachſteuer-Beträge an die Intereſſenten in den Königl. Bayerſchen Landen. Vom 3. Juny 1817.*

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſs. Staaten* 1817. pag. 146. [Nro. 426.])

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preuſsen u. ſ. w.

Nachdem bereits laut der Erklärung vom 12. Febr. d. J. die Anwendung des zwiſchen Preuſsen und Bayern beſtehenden Freyzügigkeitsvertrages auf den gegenwärtigen Umfang beider Staaten ausgedehnt worden iſt; finden Wir Uns in Gemäſsheit einer weiteren mit Seiner Königlich Bayerſchen Majeſtät getroffenen Uebereinkunſt bewogen, zu verordnen, daſs alle etwa bis dahin in Unſeren älteren und neueren Provinzen ad depoſitum genommene Nachſteuer-Beträge der ſich darum meldenden Intereſſenten aus den alten und neuen Königl. Bayerſchen Beſitzungen ohne Weiteres zurückgegeben werden ſollen, wornach ſämmtliche betreffende Behörden in den älteren und neueren Beſtandtheilen Unſerer Staaten ſich ſchuldigſt zu achten haben.

Urkundlich unter Unſerer eigenhändigen Unterſchrift und beygedrucktem Königlichen Inſiegel.

Gegeben Berlin, den 3. Juny 1817.

(L. S.) FRIEDRICH WILHELM.

C. *Fürſt* v. Hardenberg.

2.

2.

Convention entre la Prusse et Mecklenbourg Schwerin 1811.

1811 16 Oct.

Convention wegen wechselseitiger Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes zwischen den Königlich Preussischen Staaten und den Herzoglich Mecklenburg-Schwerinschen Landen, vom 16. *Oct.* 1811.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten* 1811. pag. 350 — 351.)

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen u. s. w. Urkunden und bekennen hiermit für Uns und Unsere Nachfolger, dass Wir mit Seiner Durchlaucht dem Herzoge von Mecklenburg-Schwerin wegen gegenseitiger Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes Uns vereinbaret haben, dergestalt, dass

Art. I. bey keinem Vermögens-Ausgang aus den Königl. Preussischen Landen in die Herzogl. Mecklenburg-Schwerinschen Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden soll.

Art. II. Dass die vorstehend bestimmte Freyzügigkeit sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Cassen fliessen würden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken soll, welche in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fliessen würden.

Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen respectiven Königl. Preussischen und Herzogl. Mecklenburg-Schwerinschen Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der ge-

 genwär-

1811 genwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bey Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschoss noch Abfahrtsgeld fordern, noch nehmen.

Zur Erfüllung dieser gegenwärtigen Festsetzung sollen die obgedachten Rittergutsbesitzer und Privatberechtigten von den beiderseitigen resp. Regierungen angehalten werden.

Art. III. Dass die Bestimmungen der obenstehenden Art. I. und II. sich auf alle seit dem 1sten März 1811 entstandenen Auswanderungs- oder Vererbungsfälle, und auf alle künftige Fälle erstrecken sollen.

Art. IV. Dass die Freyzügigkeit, welche in obigen 1sten, 2ten und 3ten Artikeln bestimmt worden ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preussischen und diejenigen Herzogl. Mecklenburg-Schwerinschen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönliche Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäss, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zu Kriegsdiensten und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung, in den respectiven Staaten beschränkt.

Urkundlich unter Unserer eigenhändigen Unterschrift und beygedrucktem Königl. Insiegel.

Gegeben Berlin, den 16. October 1811.

(L. S.) (*gez.*) FRIEDRICH WILHELM.

v. Hardenberg. Goltz.

3.

3.

Conventions entre la Prusse et Mecklenbourg-Strelitz 1811. 1817.

1811
6 Août.

a.

Uebereinkunft wegen Aufhebung des Abschosses zwischen den Königlich Preussischen und Herzoglich Mecklenburg - Strelitzischen Landen, vom 6ten August 1811.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten* 1811. pag. 250. 251.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Herzogl. Mecklenburg - Strelitzischen dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld aufzuheben, so erklären jetzt beide gedachte Regierungen, dass

Art. I. bey keinem Vermögensausgang aus den Königl. Preussischen Landen in die Herzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschoss (gabella hereditaria), oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden soll.

Art. II. Dass die vorstehend bestimmte Freyzügigkeit sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Cassen fliessen würden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken soll, welche in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fliessen würden.

Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen respectiven Königl. Preussischen und Herzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der ge-

 genwär-

1811 genwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bey Exportationen in die gegenſeitigen vorbenannten Lande weder Abſchoſs noch Abfahrtsgeld fordern, noch nehmen.

Art. III. Daſs die Beſtimmungen der obſtehenden Art. 1 und 2. ſich auf alle jetzo pendente, und auf alle künftige Fälle erſtrecken ſollen.

Art. IV. Daſs die Freyzügigkeit, welche im obigen 1ſten, 2ten und 3ten Art. beſtimmt iſt, ſich nur auf das Vermögen beziehen ſoll.

Es bleiben demnach, dieſes Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preuſsiſchen und diejenigen Herzogl. Mecklenburg-Strelitziſchen Geſetze in ihrer Kraft beſtehen, welche die Perſon des Auswandernden, ſeine perſönliche Pflichten, ſeine Verpflichtungen zum Kriegsdienſte betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derſelben ſeinen Landesherrn, der vorgeſchriebenen Ordnung gemäſs, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieſer Materie der Geſetze über die Pflicht zu Kriegsdienſten und über die perſönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Anſehung der Geſetzgebung, in den reſpectiven Staaten beſchränkt.

Gegenwärtige im Namen Seiner Majeſtät des Königs von Preuſsen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Mecklenburg-Strelitz, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, ſoll nach erfolgter gegenſeitiger Auswechſelung, Kraft und Wirkſamkeit in den geſammten Königl. Preuſsiſchen und Herzogl. Mecklenburg-Strelitziſchen Landen haben.

So geſchehen Berlin, den 6ten Auguſt 1811.

Der Staatskanzler,

(L. S.) (*ſign.*) *v.* Hardenberg.

b.

b.

Erklärung wegen Ausdehnung der zwischen der Königl. Preussischen und Grossherzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Regierung bestehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche gegenseitige Lande. Vom 17ten May 1817. 1817 17 Mai.

(*Gesetzsamml. f. d. Kön. Preuss. Staaten* 1817. p. 145.)

Da die Königl. Preussische Regierung mit der Grossherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Regierung dahin übereingekommen ist, dass gegenseitig der Abschoss bey Erb- und Vermächtnissfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen Landen nach den Grossherzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Landen, und aus diesen in jene, erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fisko oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehe, aufhören soll; so erklären jetzt beide gedachte Regierungen, dass die gedachte zwischen ihnen resp. am 17ten July und 6ten August 1811 abgeschlossene Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige resp. zum deutschen Bunde gehörige und zu demselben nicht gehörige Königl. Preussische Staaten ausgedehnt seyn, und dass in allen denjenigen, innerhalb der Königl. Preussischen Staaten, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtniss- und Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung nach den Grossherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen, und in allen denjenigen, in den Grossherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Fällen, wo die Verabfolgung aus diesen Landen nach den Königl. Preussischen Staaten geschiehet, in Gemässheit der gegenwärtigen Uebereinkunft verfahren werden soll.

Gegenwärtige, im Namen Sr. M. des Königs von Preussen und Sr. Kön. H. des Herrn Grossherzogs von Mecklenburg-Strelitz, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Aus-

1817 Auswechselung, Kraft ünd Wirksamkeit in gesammten Königl. Preussischen und Grossherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen haben.

So geschehen Berlin, den 17. May 1817.

Der Staatskanzler,
C. *Fürst v.* HARDENBERG.

4.

1816 *Convention entre la Prusse et Anhalt-Dessau* 1816.

23 Déc.

Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1811 *zwischen der Königl. Preuss. Regierung und der Herzoglich Anhalt-Dessauischen Regierung bestehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft, auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische und Herzoglich Anhalt-Dessauische Lande. Vom* 23. *December* 1816.

(*Gesetzsamml. f. d. K. Preuss. Staaten* 1817. pag. 14.)

Die Königl. Preussische Regierung und die Herzogl. Anhalt-Dessauische Regierung sind mit einander dahin übereingekommen, und erklären hiermit:

Dass gegenseitig der Abschoss bey Erb- und Vermächtnissfällen und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen nach den Herzogl. Anhalt-Dessauischen Landen, und aus diesen in jene, erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiskus oder dem Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehe, aufhören soll, und dass die dieserhalb im Jahre 1811 *), zwischen der Königl. Preussischen und der Herzogl. Anhalt-Dessauischen Regierung abgeschlossene Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische und Herzogl. Anhalt-Dessauische Lande Anwendung finden, dass mithin in allen denjenigen, innerhalb der resp. Königl. und Herzoglichen Lande

*) v. Suppl. T. V. pag. 408.

Lande jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtnifs- und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den andern Staat, in Gemäfsheit jener Uebereinkunft verfahren werden soll. 1816

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplaren von dem Königl. Preufsischen Ministerium und von der Herzogl. Anhalt-Dessauischen Landesregierung vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 23. December 1816.

Der Staatskanzler,
C. *Fürst v.* Hardenberg.

5.

Conventions entre la Prusse et Anhalt-Köthen 1811. 1817. 1811 20 Nov.

a.

Verordnung in Betreff der Erbschafts- und Vermögens-Exportationen aus den Preufsischen Provinzen in das Herzogthum Köthen. Vom 20. *Nov.* 1811.

(*Gesetzsamml. f. d. K. Preufs. Staaten* 1811. p. 371. 372.)

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preufsen u. s. w. Thun kund und fügen hiermit zu wissen: Da zufolge des von Seiner Durchlaucht dem Herzoge von Anhalt-Köthen unter dem 28. May 1811 erlassenen Publikandi das Abzugsrecht gegen Unterthanen, welche aus dem Herzogthum Anhalt-Köthen in andere Staaten auswandern, hinführo nur alsdann statt finden soll, wenn in diesen Staaten von Unterthanen, die in das gedachte Herzogthum ziehen, ein Abzug begehrt wird, folglich das Abzugsrecht in dem Herzogthum Anhalt-Köthen künftig nur per modum retorsionis ausgeübt werden soll; und da nach einer ausdrücklichen Erklärung des Herzogl. Anhalt-Köthen-schen

1811 ſchen Staatsraths vom 30ſten October d. J. unter dem in jenem Publikando enthaltenen allgemeinen Ausdruck: Abzug, ſowohl der Cenſus emigrationis als die Gabella hereditaria zu verſtehen iſt, ſo wollen und verordnen Wir hiermit:

Art. I. daſs bey keinem Vermögensausgang aus Unſern Staaten in die Herzogl. Anhalt-Köthenſchen Lande, es mag ſich ſolcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbſchaft, oder Legat, oder Brautſchatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abſchoſs (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (cenſus emigrationis) erhoben werden ſoll.

Art. II. Daſs die vorſtehend beſtimmte Freyzügigkeit ſich ſowohl auf denjenigen Abſchoſs und auf dasjenige Abfahrtsgeld welches in die landesherrlichen Caſſen flieſsen würden, als auf denjenigen Abſchoſs und auf dasjenige Abfahrtsgeld erſtrecken ſoll, welche in die Caſſen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöſter, Gotteshäuſer, Patrimonialgerichte und Corporationen flieſsen würden. Die Rittergutsbeſitzer in Unſern Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in Unſern Landen, der gegenwärtigen Verordnung untergeordnet, und dürfen bey Exportationen in die Herzogl. Anhalt-Köthenſche Lande, weder Abſchoſs noch Abfahrtsgeld fordern, noch nehmen.

Art. III. Daſs die Beſtimmungen der obſtehenden Artikel 1 und 2. ſich auf alle jetzo pendente und auf alle künftige Fälle erſtrecken ſollen.

Art. IV. Daſs die Freyzügigkeit, welche in obigen 1ſten, 2ten und 3ten Artikeln beſtimmt iſt, ſich nur auf das Vermögen beziehen ſoll.

Es bleiben demnach dieſer Anordnung ungeachtet, diejenigen dieſſeitigen Geſetze in ihrer Kraft beſtehen, welche die Perſon des Auswandernden, ſeine perſönliche Pflichten, ſeine Verpflichtungen zum Kriegsdienſte betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derſelben ſeinen Landesherrn, der vorgeſchriebenen Ordnung gemäſs, zu bitten.

Wir befehlen, daſs gegenwärtige Verordnung öffentlich bekannt gemacht, und daſs von Unſern Behörden nach ſolcher genau verfahren werde.

Urkund-

Urkundlich unter Unſerer höchſteigenhändigen Unterſchrift und beygedrucktem Königlichen Inſiegel. 1811

Gegeben Berlin, den 20ſten November 1811.

(L. S.) (*gez.*) FRIEDRICH WILHELM.
v. HARDENBERG. GOLTZ.

b.

Erklärung wegen Ausdehnung der ſeit 1811 zwiſchen der Königl. Preuſsiſchen und Herzogl. Anhalt-Köthenſchen Regierung beſtehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf ſämmtliche Königl. Preuſsiſche und Herzogl. Anhalt-Köthenſche Lande. Vom 28ſten September 1817. 1817 28 Sept.

(*Geſetzſamml. f. d. K. Preuſs. Staaten* 1817. pag. 298.)

Demnach die Königl. Preuſsiſche Regierung mit der Herzogl. Anhalt-Köthenſchen Regierung dahin übereingekommen iſt, daſs gegenſeitig der Abſchoſs bey Erb- und Vermächtniſsfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preuſsiſchen Landen nach den Anhalt-Köthenſchen Landen, und aus dieſen in jene erlaubt ſind, ohne Unterſchied, ob die Erhebung dem Fiskus, oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zuſtehe, aufhören ſoll; ſo erklären jetzt beide genannte Regiernngen: daſs die gedachte zwiſchen ihnen abgeſchloſſene Freyzügigkeits-Uebereinkunft vom 20ſten November 1811 auf ſämmtliche jetzige zum deutſchen Bunde gehörige und zu demſelben nicht gehörige Preuſsiſche Provinzen ausgedehnt ſey, und daſs in allen denjenigen innerhalb der Königl. Preuſsiſchen Staaten jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbſchafts-, Vermächtniſs- und Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung nach den Herzogl. Köthenſchen Landen, und in allen dergleichen Fällen, wo die Verabfolgung aus dieſen nach jenen geſchieht, in ſofern unter den erwähnten, jetzt etwa anhängigen Erbſchafts-, Vermächtniſs- und Vermö-

1817 Vermögens-Exportationsfällen nur ſolche verſtanden werden, in welchen der Abſchoſs noch nicht wirklich bezahlt worden iſt, in Gemäſsheit der gegenwärtigen Uebereinkunft verfahren werden ſoll.

Die gegenwärtige, im Namen Sr. M. des Königs von Preuſsen und Sr. Hochfürſtl. Durchl. zu Anhalt-Deſſau, als Regierungs-Vormund des Herzogthums Köthen, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, ſoll, nach erfolgter gegenſeitiger Auswechſelung, Kraft und Wirkſamkeit haben in den geſammten Königl. Preuſsiſchen und Herzogl. Köthenſchen Landen.

So geſchehen Pyrmont, den 28. Sept. 1717.

(L. S.) *Der Staatskanzler*,
C. *Fürſt v.* Hardenberg.

6.

1815 *Convention entre la Pruſſe et Anhalt-Bernbourg* 1815.
23 Mai.

Verordnung wegen Ausdehnung der ſeit 1811 *mit der Herzogl. Anhalt-Bernburgiſchen Regierung beſtehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunſt auf ſämmtliche jetzige Preuſsiſche Staaten. Vom* 23. *May* 1815.

(*Geſetzſamml. ſ. d. Kön. Preuſs. Staaten* 1815. pag. 83.)

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preuſsen u. ſ. w. Thun kund und fügen hiermit zu wiſſen: da Wir mit des Herrn Herzogs zu Anhalt-Bernburg Liebden dahin übereingekommen ſind, daſs gegenſeitig der Abſchoſs bey Erb- und Vermächtniſsfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preuſsiſchen Landen nach den Herzogl. Anhalt-Bernburgiſchen Landen, und aus dieſen in jene erlaubt ſind, ohne Unterſchied, ob die Erhebung dem Fiskus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zuſtehe, ceſſiren ſoll, auch das, in der am 8ten

8ten April 1812 *) publicirten Verordnung, über abſchoſsfreye Verabfolgung der in die Herzogl. Anhalt-Bernburgiſche Lande zu exportirenden Gelder, ausgenommene Amt Hoym und die Patrimonialgerichte zu Hecklingen, Hohenerxleben, Rathmannsdorf und Schlewipp-Gröna in die gegenwärtige Uebereinkunft mit begriffen ſeyn ſollen, welche Uebereinkunft dagegen auf ſämmtliche jetzige Königl. Preuſsiſche Staaten ausgedehnt ſeyn ſoll; ſo wollen und verordnen Wir, daſs in allen denjenigen, innerhalb Unſerer Staaten, jetzt etwan vorhandenen und künftig vorkommenden Erbſchafts-, Vermächtniſs- und Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung nach den Herzogl. Anhalt-Bernburgiſchen Landen geſchiehet, in Gemäſsheit jener Uebereinkunft verfahren werde. 1815

Wir befehlen, daſs gegenwärtige Verordnung zu ſämmtlicher Behörden und zu aller Unſerer Unterthanen genauen Nachachtung öffentlich bekannt gemacht werde.

Urkundlich unter Unſerer eigenhändigen Unterſchrift und beygedrucktem Königl. Inſiegel.

Gegeben zu Wien, den 23. May 1815.

(L. S.) FRIEDRICH WILHELM.

7.

Convention entre la Pruſſe et Saxe-Gotha 1814. 1814

Erklärung wegen der zwiſchen der Königl. Preuſsiſchen und der Herzogl. Sachſen-Gothaiſchen und Altenburgiſchen Regierung verabredeten Freyzügigkeit. Vom 27. Novbr. 1814. 27 Nov.

(*Geſetzſamml. f. d. K. Preuſs. Staaten* 1814. p. 141. 142.)

Nachdem die Königl. Preuſsiſche Regierung mit dem Herzogl. Sachſen-Gothaiſchen und Altenburgiſchen Gouvernement dahin übereingekommen iſt, gegenſeitig den Abſchoſs und das Abfahrtsgeld aufzuheben; ſo erklären jetzt beide gedachte Regierungen, daſs:

Art.

*) v. Suppl. T. V. pag. 407.

1814 Art. I. bey keinem Vermögensausgang aus den Königl. Preuſsiſchen Landen in die Herzogl. Sachſen-Gothaiſche und Altenburgiſche Lande, oder aus dieſen in jene, es mag ſich ſolcher Ausgang durch Auswanderung oder Erbſchaft, oder Legat, oder Brautſchatz, oder Schenkung oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abſchoſs (gabella hereditaria) oder Abfahrtgeld (cenſus emigrationis) erhoben werden ſoll.

Art. II. Daſs die vorſtehend beſtimmte Freyzügigkeit, ſich ſowohl auf denjenigen Abſchoſs, und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Caſſen flieſsen würden, als auf denjenigen Abſchoſs und auf dasjenige Abfahrtsgeld erſtrecken ſoll, welche in die Caſſen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöſter, Gotteshäuſer, Patrimonialgerichte und Corporationen flieſsen würden. Die Rittergutsbeſitzer in den beiderſeitigen reſp. Königl. Preuſsiſchen und Herzogl. Sachſen - Gothaiſchen und Altenburgiſchen Landen, werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bey Exportationen in die gegenſeitigen vorbenannten Lande, weder Abſchoſs noch Abfahrtgeld fordern noch nehmen.

Art. III. Daſs die Beſtimmungen der oben ſtehenden Art. 1 und 2. ſich auf alle jetzo pendente und auf alle künftige Fälle erſtrecken ſollen.

Art. IV. Daſs die Freyzügigkeit, welche im obigen 1ſten, 2ten und 3ten Artikel beſtimmt iſt, ſich nur auf das Vermögen beziehen ſoll.

Es bleiben demnach, dieſes Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preuſsiſchen, und diejenigen Herzogl. Sachſen - Gothaiſchen und Altenburgiſchen Geſetze in ihrer Kraft beſtehen, welche die Perſon des Auswandernden, ſeine perſönliche Pflichten, ſeine Verpflichtungen zum Kriegsdienſte betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derſelben, ſeinen Landesherrn, der vorgeſchriebenen Ordnung gemäſs, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieſer Materie der Geſetze, über die Pflicht zum Kriegsdienſte und über die perſönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regie-

Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung in den respectiven Staaten beschränkt. 1814

Gegenwärtige, im Namen Sr. Maj. des Königs von Preussen und Sr. Durchl. des Herzogs von Sachsen-Gotha zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten Königl. Preussischen und Herzogl. Sachsen-Gothaischen und Altenburgischen Landen haben.

Wien, den 27sten November 1814.

Der Staatskanzler,
C. *Fürst v.* HARDENBERG.

8.

Convention entre la Prusse et Saxe-Weimar 1816. 1816

Erklärung wegen Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes zwischen sämmtlichen Königl. Preussischen und Grossherzogl. Sachsen-Weimarschen Landen. Vom 23. December 1816. 23 Déc.

(*Gesetzsamml. f. d. K. Preuss. Staaten* 1817. p. 13. 14.)

(*Convient de mot à mot avec la précédente du 27. Nov.* 1814 *avec Gotha.*)

9.

Convention entre la Prusse et Saxe-Cobourg. 6 Oct.

Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1812 *zwischen der Königl. Preussischen und der Herzogl. Sachsen-Coburgischen Regierung bestehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische und Herzogl. Sachsen-Coburgische Lande. Vom 6. October* 1816.

(*Gesetzsamml. f. d. K. Pr. Staaten* 1817. p. 10.)

Da die Königl. Preussische Regierung mit der Herzogl. Sachsen-Coburgischen Regierung dahin übereingekom-

1816 gekommen ist *), dafs gegenseitig der Abschofs bey Erb- und Vermächtnifsfällen und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preufsischen Landen nach den Herzogl. Sachsen-Coburgischen Landen und aus diesen in jene erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fisko oder Privatberechtigten, Communen, oder Patrimonialgerichten zustehe, aufhören soll; so erklären jetzt beide gedachte Regierungen, dafs die gedachte, zwischen ihnen am 10ten Februar 1812 abgeschlossene Freyzügigkeits-Uebereinkunft, auch auf sämmtliche jetzige, zum deutschen Bunde gehörige, und zu demselben nicht gehörige Königl. Preufsischen Staaten ausgedehnt seyn, und dafs in allen denjenigen innerhalb der Königlich Preufsischen Staaten jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtnifs- und Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung nach den Herzogl. Sachsen-Coburgischen Landen, und in allen dergleichen Fällen, wo die Verabfolgung aus diesen nach jenen geschieht, in Gemäfsheit der gegenwärtigen Uebereinkunft verfahren werden soll.

Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preufsen und Sr. Durchl. des Herrn Herzogs zu Sachsen-Coburg, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in gesammten Königl. Preufsischen und Herzogl. Sachsen-Coburgischen Landen haben. Berlin, den 6. October 1816.

Der Staatskanzler,

C. *Fürst v.* HARDENBERG.

10.

1817 3 Mai. *Convention entre la Prusse et Saxe-Hildbourghausen, signée du 3 Mai 1817.*

(*Cette convention convient de mot à mot avec cette du 27 Nov. 1814 avec Saxe-Gotha placée ci-dessus n. 8.*)

*) Conv. du 10 Févr. 1812. Suppl. T. V. pag. 403.

11.

II.

Convention entre la Prusse et le Hannovre 1816. 1816

16 Sept.

Erklärung wegen Aufhebung des Abschosses und Abzuges zwischen sämmtlichen Königl. Preussischen und Königl. Hannöversch. Landen. Vom 16. *Sept.* 1816.

(*Gesetzsamml. f. d. Königl. Pr. Staaten* 1817. p. 9. 10.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Königl. Hannöverschen dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld allgemein und gänzlich aufzuheben; so erklären beide gedachte Regierungen, dass

Art. I. bey keinem Vermögensausgang aus sämmtlichen Königl. Preussischen Landen in die Königl. Hannöverschen Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden soll.

Art. II. Dass die vorstehend bestimmte Freyzügigkeit sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welches in die landesherrlichen Cassen fliessen würde, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken soll, welches in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fliessen würde.

Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen resp. Königl. Preussischen und Königl. Hannöverschen Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bey Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschoss noch Abfahrtsgeld fordern, noch nehmen.

Art. III. Dass die Bestimmungen der obstehenden Artikel 1 und 2. sich auf alle jetzo pendente und auf alle künftige Fälle erstrecken sollen.

Art.

1816 Art. IV. Dass die Freyzügigkeit, welche im obigen 1sten, 2ten und 3ten Artikel bestimmt ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Gesetze in beiderseitigen Staaten in ihrer Kraft bestehen, welche des Auswandernden persönliche Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und wird auch für die Zukunft keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung über die Pflicht zu Kriegsdiensten, beschränkt.

Gegenwärtige, im Namen Sr. M. des Königs von Preussen und Sr. M. des Königs von Hannover, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten Königl. Preussischen und Königl. Hannöverschen Landen haben.

Berlin, den 16ten September 1816.

Der Staatskanzler,
C. *Fürst v.* Hardenberg.

12.

31 Oct. *Convention entre la Prusse et Nassau* 1816.

Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1812 *zwischen der Königl. Preussischen und Herzogl. Nassauischen Regierung bestehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische und Herzogl. Nassauische Länder. Vom* 31. *Oct.* 1816.

(*Gesetzsamml. f. d. Kön. Pr. Staaten* 1817. pag. 11.)

Die Königl. Preussische Regierung und die Herzogl. Nassauische Regierung sind mit einander dahin übereingekommen und erklären hiermit: dass gegenseitig der Abschoss bey Erb- und Vermächtnissfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen nach den

den Herzogl. Naſſauiſchen Landen, und aus dieſen in jene erlaubt ſind, ohne Unterſchied, ob die Erhebung dem Fiskus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zuſtehen, aufhören ſoll, und daſs die dieſerhalb im Jahre 1812 *) zwiſchen der Königl. Preuſsiſchen Regierung und der Herzogl. Naſſauiſchen Regierung abgeſchloſſenen Uebereinkunft, auf ſämmtliche jetzige Königl. Preuſsiſche und Herzogl. Naſſauiſche Lande Anwendung finden, daſs mithin in allen denjenigen, innerhalb der reſp. Königl. und Herzogl. Lande, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbſchafts-, Vermächtniſs-, und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den andern Staat, in Gemäſsheit jener Uebereinkunft verfahren werden ſoll. 1816

Gegenwärtige Erklärung ſoll, nachdem ſie in gleichlautenden Exemplarien, von dem reſp. Königl. Preuſsiſchen und Herzogl. Naſſauiſchen Miniſterium vollzogen und ausgewechſelt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderſeitigen Staaten Kraft und Wirkſamkeit erhalten.

Berlin, den 31ſten October 1816.

Der Staatskanzler,
C. *Fürſt v.* Hardenberg.

13.

Convention entre la Pruſſe et Waldeck, du 22 Déc. 1816.

22 Déc.

(*Cette convention convient de mot à mot avec celle du* 27 *Nov.* 1814 *avec Saxe-Gotha placée ci-deſſus ſous n.* 8.)

*) Conv. du 8 Avr. 1812. Suppl. T. V. p. 406.

14.

1817 *Conv. entre la Prusse et le Roi de Saxe* 1817.
17 Mai.

Erklärung wegen Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes zwischen sämmtlichen Königl. Preussischen und Königl. Sächsischen Landen. Vom 17. *May* 1817. *)

(*Gesetzs. f. d. K. Pr. Staaten* 1817. pag. 132.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Königl. Sächsischen Regierung dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld zwischen sämmtlichen beiderseitigen Staaten, und daher auch in Absicht der nicht zu Deutschland gehörigen, den Stipulationen des Artikels 18. der deutschen Bundesacte nicht unterworfenen Königl. Preussischen Lande aufzuheben; so erklären gedachte beide Regierungen Folgendes:

Art. I. Bey keinem Vermögensausgang aus den beiderseitigen Landen, es mag sich solcher durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, soll ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden.

Art. II. Diese Freyzügigkeit erstreckt sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen und öffentlichen Cassen fliessen, als auch auf denjenigen Abschoss und dasjenige Abfahrtsgeld, welche die Patrimonial- und Municipal-Obrigkeiten, die Stifter, Klöster, Gotteshäuser, und andere Corporationen zu erheben haben würden.

Atr. III. Die Bestimmungen des obstehenden Artikels 1 und 2. finden auf alle jetzt anhängige und auf alle künftige Fälle volle Anwendung.

Art.

*) Cette convention ne differe de celle du 27 Nov. 1814 avec Saxe-Gotha et d'autres de la même teneur qu'en ce que à l'art. 2. il n'est pas fait expressement mention du droit perçu par la noblesse sur ses terres.

Art. IV. Unerachtet dieser stipulirten auf das Vermögen sich beziehenden Freyzügigkeit verbleiben zwar die persönlichen Verpflichtungen des Auswandernden, und insbesondere die Verpflichtungen zum Militärdienste, so weit sie in beiderseitigen Landen gesetzlich bestehen, und künftig annoch bestimmt werden möchten, bey Kräften; es soll dabey jedoch die in dem 13ten Artikel des Wiener Tractates vom 18ten May 1815 den beiderseitigen Unterthanen zugesicherte Auswanderungsfreyheit nicht beschränkt werden. 1817

Art. V. Von der gegenwärtigen Uebereinkunft bleiben ausgeschlossen, die nicht zum alleinigen Nachtheile derjenigen, welche Vermögen oder Erbschaften aus dem Lande ausführen, sondern überhaupt und allgemein auf jedes Vermögen oder jede Erbschaft im Lande zu milden Zwecken oder sonst in beiderseitigen Staaten bestehenden oder noch einzuführenden Abgaben und Taxen.

Art. VI. Gegenwärtige, im Namen Sr. Maj. des Königs von Preussen und Sr. Maj. des Königs von Sachsen zweymal gleichlautend ausgefertigte und von den resp. Ministerien unterzeichnete Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 17. May 1817.

Der Staatskanzler,
C. *Fürst v.* Hardenberg.

15.

Declaration au sujet de la convention entre la Prusse et la France 1817. 15 Sept.

Allerhöchste Declaration vom 15. Sept. 1817, *betreffend die Freyzügigkeits-Uebereinkunft zwischen Preussen und Frankreich.*

(*Gesetzs. f. d. K. Pr. Staaten* 1817. p. 297. [Nr. 445.])

Da in Frankreich kein Abfahrtsgeld von dem Vermögen der auswandernden Unterthanen erhoben wird,

 und

1817 und das französische Gouvernement neuerdings erklärt hat, dass es die Ausübung des Abschossrechts gegen Preussische Unterthanen nicht zulassen würde, indem es die frühere Abschoss-Uebereinkunft vom Jahre 1811 *) als anwendbar auf den jetzigen diesseitigen Länderbestand ansehe; so will Ich, dass die Reciprocität genau beobachtet, und in Meinen sämmtlichen Staaten weder Abschoss noch Abfahrtsgeld gegen Frankreich genommen werde. Ich überlasse Ihnen die weitere diesfällige Verfügung.

Münster, den 15. September 1817.

FRIEDRICH WILHELM.

An
den Staatskanzler Herrn Fürsten
von Hardenberg.

16.

3 Juin. *Déclaration entre la Prusse et le Roi des Pays-bas.*

1817.

Déclaration à cause de l'abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'émigration entre le Gouvernement Prussien et celui des Pays-bas.
Du 3 Juin 1817.

(*Gesetzs. f. d. K. Pr. Staaten.* 1817. Nr. 149.)

Quoique l'abolition réciproque du droit de detraction (gabella hereditaria) et de l'impôt d'émigration (census emigrationis) existe depuis long-tems entre la Prusse et la Hollande, le Gouvernement Prussien et celui des Pays-Bas ont résolu de conclure touchant cet objet une convention formelle, avec extension sur les Pays respectifs, nouvellement acquis, et déclarent par les présentes ce qui suit:

Art

*) v. Décl. du 6 Août et 2 Déc. 1811. Suppl. T. V. p. 39[illegible]

Art. I. Il ne doit être levé lors de l'exportation de biens, argens ou effets quelconques hors des Etats Prussiens dans les Etats de S. M. le Roi des Pays-bas, au hors de ces derniers dans les Etats Prussiens, soit que cette exportation provienne d'émigration, de succession, legs, dot, donation ou d'autres titres quelconques, aucun droit de d traction (gabella hereditaria) ni impôt d'emigration (census emigrationis) de manière que les personnes intéressées à ces translations de biens ne seront assujetties à d'autres impositions ou taxes, qu'à celles, qui soit à raison de droit de succession, de vente ou mutation de propriéte quelconque seront acquittées par le habitans de la Prusse ou des Pays-bas mêmes, d'après les lois, règlemens et ordonnances existans ou à émaner dans la suite. 1817

Art. II. Cette exécution s'etend non seulement sur les droits de détraction et l'impôt d'émigration susmentionnés, à verser dans les caisses du Souverain; mais aussi sur ceux à verser dans les caisses des villes, bourgs, communes, abbayes, couvens, fondations pieuses, jurisdictions patrimoniales et corporations. Les propriétaires de terres seigneuriales dans les deux Etats respectifs sont en conséquence soumis, ainsi que tous les autres particuliers dans les dits Etats à la présente convention, et ne peuvent exiger ni lever aucuns droits susmentionnés sur les biens, argens, ou effets quelconques à exporter des Etats respectifs.

Art. III. L'exécution des droits susdits, dont il est parlé aux articles I et II. a trait aux bien, argens et effets quelconques, mais les lois respectives émanées dans les Etats de S. M. le Roi de Prusse, et dans ceux de S. M. le Roi des Pays bas, touchant la personne de l'individu émigrant, ses devoirs personels, sa sujetion au service militaire, lois par les lesquelles il est enjoint à tout sujet, qui souhaite d'émigrer d'en demander la permission à son Souverain, suivant l'ordre établi, seront maintenus en pleine vigueur, non obstant la presente Convention.

A l'égard du service militaire et des autres devoirs personels de l'emigrant, aucun des deux Gouvernements n'est restreint par la présente Convention dans le maintien de l'exercice de ses lois et ordonnances, ni dans sa future legislation sur ces objets.

Art.

1817 Art. IV. La présente Déclaration, expédiée en double et de même teneur, signée par les Ministres respectifs, au nom de S. M. le Roi de Prusse et de S. M. le Roi des Pays-bas sera échangée mutuellement et il sera enjoint aux autorités respectives dans les deux Etats de s'y conformer et de veiller à l'exécution de cette Convention.

Fait à Berlin, le 5 Juin 1817.

(L. S.) *Le Prince* de Hardenberg.

10.

1811 9 Sept. *Convention entre S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et S. A. R. le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwerin sur la cession d'une rente constituée sur l'Octroi du Rhin; signée à Giessen le 9 Sept.* 1811.

(D'après une copie tirée des archives.)

Da Seine Herzogliche Durchlaucht zu Mecklenburg Schwerin den Wunsch zu erkennen gegeben haben, die Ihnen durch den §. 9. des Reichs-Deputationshauptschlusses vom Jahr 1803 zustehende Octroi-Rente zu verkaufen, und hierzu von Höchstdenselben Ihr Legations-Rath und accreditirter Geschäftsträger am Grosherzoglich Frankfurtischen Hofe Christian Gottlieb Gumpelzhaimer mit Vollmacht versehen worden ist: Seine Königliche Hoheit der Grosherzog von Hessen sich hierauf zum Ankaufe dieser Rente bereit erklärt und hierwegen Ihren Geheimen Rath und Hofkammer-Director Heinrich Freyherrn von Münch zu Bellinghausen zum Bevollmächtigten ernannt haben, so sind beide Bevollmächtigte nach vorhergegangener Auswechslung ihrer Vollmachten über nachstehende Kaufcontracts-Puncte übereingekommen.

Cession de la rente. Art. I. Seine Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin cediren Seiner Königl. Hoheit, dem Herrn

Herrn Groſsherzog von Heſſen auf die vollkommenſte und rechtsbeſtändigſte Weiſe die Ihnen durch den §. 9. des Reichs Deputations-Hauptſchluſſes vom Jahre 1803 zuſtehende Octroi - und ſpäterhin in Kraft des Pariſer Staatsvertrags vom 19. Febr. 1810 wegen Errichtung des Groſsherzogthums Frankfurt Art. 6. auf die Domainen von Hanau und Fuld überwieſene Rente, von jährlichen 10,000 Fl. im 24 Fl. Fuſs, ſammt den davon ſeit 1803 zu fordern habenden Rückſtänden, welche am 1ſten Decbr. d. J. als dem jedesmaligen geſetzmäſsigen Zahlungstermin dieſer Rente, 80,000 Fl. ausmachen. Seine Herzogliche Durchlaucht übertragen und geben andurch Seiner Königlichen Hoheit feyerlichſt alle Ihre Rechte und Anſprüche auf dieſe Rente und deren Rückſtände, ſo wie auf die Ihnen dafür conſtituirte Specialhypothek, damit Seine Königl. Hoheit dieſelbe als Ihr Eigenthum erheben, genieſsen und nach Gefallen gebrauchen, auch ſich in ſo weit es vonnöthen, an die dafür conſtituirte Hypothek halten mögen, und werden eine förmliche Ceſſions Urkunde hierwegen Seiner Königl. Hoheit ſogleich nach ausgewechſelten Ratificationen zuſtellen laſſen. 1811

Art. II. Da Seine Königl. Hoheit der Groſsherzog von Frankfurt ſich unterm 12. April 1811 gegen Seine Herzogliche Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin erkläret haben, eine Ceſſion dieſer Rente auf einen andern Inhaber anzuerkennen, ſo werden nur gedachte Seine Herzogl. Durchlaucht von dieſer geſchehenen Abtretung dem Frankfurter Hofe ſogleich nach ausgewechſelten Ratificationen die miniſterielle Eröffnung machen laſſen, damit in Zukunft Se. Königl Hoheit der Groſsherzog von Heſſen von demſelben als nunmehriger Eigenthümer dieſer Rente betrachtet und angeſehen werde, und die hierwegen zu leiſtenden Zahlungen nur an Seine Königl. Hoheit geſchehen. Seine Herzogl. Durchlaucht werden bey dieſer Anzeige zugleich die ſchon von Sr. Königl. Hoheit, dem Herrn Groſsherzog von Frankfurt in Gemäſsheit Ihrer Erklärung vom 1ſten Decbr. v. J. erhaltenen drey monatlichen Vorſchüſſe, d. i. $\frac{3}{12}$tel der halben Rente, oder 1250 Fl. zurückbezahlen laſſen.

Notificat au G. D. de Francfort.

Art. III. Seine Königl. Hoheit der Groſsherzog von Heſſen übernehmen dieſe Rente und deren Rückſtände,

Prix de la rente.

1811 stände, so wie die Ansprüche auf die dafür constituirte Hypothek nunmehr, als ihr Eigenthum und verpflichten sich dagegen Seiner Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin

a) für die Rente, die Summe von Einmalhundert sechs und sechzig Tausend sechshundert sechs und sechzig Gulden und vierzig Kreuzer im 24 Fl. Fuss, in baarem Gelde auf folgende Weise zu bezahlen.

Diese Summe wird in den nächsten acht auf einander folgenden Jahren, jedes Jahr mit $\frac{1}{8}$tel an Se. Herzogliche Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin bezahlet, und zugleich im ersten Jahre ganz, und in den folgenden, so viel stets davon noch übrig ist, mit sechs vom Hundert in gleich baarer klingender Münze verzinset. Hiernach werden in den acht Jahren alljährlich 20833 Fl. 20 Kr. am Capital und die Zinsen jederzeit auf folgende Weise und zu gleicher Zeit bezahlet:

a) im ersten Jahre	10000 Fl.
b) im zweyten —	8750 —
c) im dritten —	7500 —
d) im vierten —	6250 —
e) im fünften —	5000 —
f) im sechsten —	3750 —
g) im siebenten —	2500 —
h) im achten —	1250 —

Anticipation. Art. IV. Es wird sich jedoch Grossherzoglich Hessischer Seits vorbehalten, obige Capital Rückzahlungen auch früher, und allenfalls halbjährig, zu leisten, wo alsdann immer noch so viel, als noch rückstehet, bey der nächsten Zahlung verzinset wird.

Hypotheque. Art. V. Zur Sicherheit für den im III. Artikel stipulirten Kaufschilling werden Se. Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin zweyhundert vierzig Stück Grossherzogl. Hessischer, jede zu 1000 Fl. lautender, bey Banquier Rothschild in Frankfurt a. M. im Jahre 1805 negocirter, mit $4\frac{1}{2}$ vom Hundert verzinslicher Obligationen, sammt Coupons deponirt und davon bey jedesmaliger Rückzahlung eines ganzen Zieles oder Achtels der Capitals-Summe, dreyssig Stück retradirt.

Lieu de payement. Art. VI. Alle diese Zahlungen und Rückgaben von Obligationen geschehen zu Frankfurt a. M. durch und an die Grossherzogl. Acquisitions-Casse, welche ein für allemal auf die bestimmten Ziele dazu angewiesen wird.

Art.

1811

Art. VII. Der erste Zahlungs-Termin, nach dem sich alle übrigen richten, ist Ein Jahr nach ausgewechselten Ratificationen dieses Vertrags und geschiehet an den, oder die, welche Se. Herzogl Durchlaucht von Mecklenburg-Schwerin dazu bevollmächtigen werden. La date.

Art. VIII. Sollten wider Verhoffen ausserordentliche Umstände eintreten, die es Sr. Königl. Hoheit dem Grossherzoge durchaus unmöglich machten, einen oder den andern Zahlungs-Termin einzuhalten, und hierüber nicht eine anderweite Vereinbarung zu Stande kommen, so soll Sr. Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin, drey Monate nach solchen erschienenen Zahlungs-Terminen das Recht zustehen, sich an die deponirten Obligationen so viel dazu nach dem jedesmaligen Cours erforderlich ist, zu halten und sich dadurch zu rembourliren, ohne auf irgend eine Weise dafür in Ansprache genommen werden zu können, so wie überhaupt Seine Königl. Hoheit den Herrn Herzog jederzeit für die stipulirte Summe schadlos zu halten versprechen. Cas de retard.

Art. IX. Was nun *b*, die gleichfalls in dieser Abtretung mitbegriffenen Rückstände dieser Rente ad 80000 Fl. betrifft, so machen Se. Königl. Hoheit der Grossherzog von Hessen, sich anheischig für dieselben sogleich, nach erfolgten Ratifications-Auswechselungen, die Summe von zwanzigtausend Gulden und zwar 10000 Fl. sogleich baar und 10000 Fl. in einer in zwey Monaten nachher zahlbaren Anweisung auf ein Frankfurter Wechselhaus, an Se. Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin ausbezahlen zu lassen. Arriérés.

Art. X. Die Ratificationen dieses Vertrags sollen längstens binnen drey Monaten und wo möglich noch früher in Giessen oder an einem andern, von den beiden Bevollmächtigten noch zu bestimmenden Orte, ausgewechselt werden. Ratifications.

Art. XI. Gleich bey erfolgter Auswechslung der Ratificationen werden Grossherzogl. Hessischer Seits dem Herzoglichen Legations-Rath Gumpelzhaimer die Art. V. stipulirte 240 Stück Obligationen und die Art. IX. erwähnten 20000 Fl. übergeben, und Exécution.

1811 Item. Art. XII. Herzogl. Mecklenburgischer Seits die Art. I. berührte Cessions-Urkunde ausgehändiget werden.

So geschehen Giessen, den 9ten Sept. 1811.

Heinr. *Freyherr v.* Münch *zu Bellinghausen,* *Grossherzogl. Hessischer Geheimer Rath u Hof Cammer-Director der Provinz Hessen als Grossherzogl. Hessischer Bevollmächtigter.* (L. S.)

Christian Gottlieb Gumpelzhaimer, *Herzoglich Mecklenburg-Schwerinscher Legations-Rath u. an dem Hofe des Grossherzogs v. Frankf. accreditirter Geschäftsträger als Bevollmächtigter.* (L. S.)

II.

19 Nov. ## *Convention entre l'Autriche et la Saxe sur l'administration exclusive des salines de Wieliczka, signée à Vienne le 19 Nov. 1811.*

(D'après l'imprimé de Vienne de l'Imprimerie d'état.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich haben mit Seiner Majestät dem Könige von Sachsen, Herzog von Warschau, in Betreff der Alleinverwaltung der Salinen von Wieliczka nachfolgenden Staatsvertrag abgeschlossen:

Administrat. technique. Art. I. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, übernehmen in Folge beiderseitigen Einverständnisses, die technisch-öconomische Alleinverwaltung des gemeinschaftlichen Salzwerks zu Wieliczka, unter nachstehenden Bedingungen, auf acht auf einander folgende Jahre, nämlich: vom ersten Februar eintausend achthundert und zwölf, bis letzten Januar eintausend achthundert und zwanzig.

Minimum annuel. Art. II. Allerhöchstgedacht Seine Kaiserliche Majestät machen Sich für die Dauerzeit dieser Alleinverwaltung verbindlich, Seiner Majestät dem Könige von Sachsen für das Herzogthum Warschau auf die Ihnen gebührende Hälfte der Steinsalz-Erzeugung von Wieliczka

liczka ein jährliches Minimum von viermal hundert 1811
funfzigtauſend Centner Wiener Gewicht, und zwar: vom erſten November eintauſend achthundert und zwölf angefangen, auf jedes der darauf folgenden Jahre, bis erſten April zweymal hunderttauſend Centner, bis den vier und zwanzigſten Junius einmal hundert fünf und zwanzigtauſend Centner, und bis vier und zwanzigſten October einmal hundert fünf und zwanzigtauſend Centner; auf die erſten drey Vierteljahre des gegenwärtigen Vertrags aber, das iſt: vom erſten Februar bis Ende October eintauſend achthundert und zwölf, die erſte Rate bis funfzehnten April mit achtzigtauſend Centner, die zweyte Rate bis vier und zwanzigſten Junius einmal hundert fünf und zwanzigtauſend Centner, und die dritte Rate bis vier und zwanzigſten October mit einmal hundert fünf und zwanzigtauſend Centner, ſo wie endlich im letzten Jahre des Vertrags auf die Rate vom erſten November eintauſend achthundert und neunzehn, bis letzten Januar eintauſend achthundert und zwanzig mit einmalhundert zwanzigtauſend Centner, abzugeben.

Dafern die Erzeugung in einem Jahre nicht bis auf neunmal hundert tauſend Centner ausfallen ſollte, ſo kann zwar der zur Ergänzung der obigen Quantität mangelnde Betrag, jedoch nur bis auf die Summe von zwanzigtauſend Centner, mit Samborer Sudſalz, gegen Bezahlung in dem Preis, welcher durch den nachfolgenden Artikel XVII. feſtgeſetzt wird, ergänzt, auf keinen Fall aber an Wieliczker Steinſalz weniger als viermal hundert dreyſsigtauſend Centner, nach dem Verhältniſs der oben ſtipulirten Raten, jährlich abgegeben werden, und wenn zur Ergänzung dieſer Summe Seine Majeſtät der Kaiſer von Oeſterreich einen Theil der Ihnen gebührenden Hälfte der Erzeugung vorſchuſsweiſe zu verwenden genöthiget würden; ſo ſind Sie berechtiget, Sich für die vorgeſchoſſene Quantität von der nächſtfolgenden Salz-Ausförderung (jedoch unbeſchadet der für das Herzogthum Warſchau ſtipulirten Raten) in Natura und nach dem Inhalte des bey den dieſsfälligen commiſſariſchen Verhandlungen zu Wien aufgenommenen X. Protokolls § 4. zu entſchädigen.

Das Steinſalz-Minimum ſoll zur einen Hälfte in Fäſſern gepackt, und zur anderen theils in Balvanen, theils

1811 theils in Formalsteinen, in Ansehung der Gattungen aber das Ganze, nach dem Verhältniss der Erzeugung und einer beiderseitigen gleichen Theilung in Szybiker und Grünsalz bestehen.

Uebrigens werden Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich die zweckdienlichen Mittel anwenden lassen, damit die Steinsalz-Erzeugung so hoch als möglich ausfalle.

In Hinsicht auf die Uebergabe und Abfuhr des auf das Herzogthum Warschau fallenden Salzantheils, haben sich der Königlich-Sächsische Salinen-Commissär und der Kaiserl. Oesterreichische Niederlags-Inspector im ununterbrochenen Einverständnisse zu erhalten; in dem Falle jedoch, dass das Herzogthum Warschau das stipulirte Salzquantum in den bestimmten Terminen nicht abnehmen und verführen lassen sollte, ungeachtet dasselbe auf den Werksniederlagen zur Abgabe vorräthig ist, soll dieser Verzug der Kaiserlich-Oesterreichischen Alleinverwaltung nicht zur Last fallen.

Exploitation à la fin de l'année. Art. III. Am Schlusse jedes Rechnungsjahres, welches mit ersten November anfängt, und mit letzten October sich endet, im Jahre eintausend achthundert und zwanzig aber mit Ende Januar, werden die sämmtlichen in der Grube vorhandenen commerzialmäfsigen Steinsalz-Vorräthe zu Tage gefördert, und der nach der Berichtigung der dritten und letzten Lieferungs-Rate an das Herzogthum Warschau, wie auch der rückständigen Oesterreichischen Forderung wegen des etwa geleisteten Vorschusses sich ergebende Ueberschuss, zu gleichen Hälften, zwischen beiden hohen contrahirenden Mächten, definitive getheilt.

Zu dieser Ausförderung soll am vier und zwanzigsten October jedes Jahrs geschritten, und die neue Erzeugung bis zum Jahre eintausend achthundert und neunzehn einschlüssig, vom fünf und zwanzigsten October angefangen, für das nächst folgende Jahr verrechnet werden; im letzten Jahre des gegenwärtigen Vertrags aber, nämlich: eintausend achthundert und zwanzig, soll die Ausförderung und der vollständige Abschluss mit Ende Januar geschehen.

Der von einem Abgangs Termin zum andern bey der ununterbrochen fortlaufenden Salzförderung sich erge-

ergebende Ueberſchuſs wird zwar ebenfalls zur Hälfte getheilt, jedoch als eine à Conto Abgabe für die nächſt folgende Termins-Rate angenommen. 1811

Am vier und zwanzigſten October jedes Jahrs und reſpective mit Ende Jannar eintauſend achthundert und zwanzig ſollen auch die obertagigen Salzniederlagen gehörig liquidirt, und der als Lager Schwindung, oder wegen des Kehr- und Fuſsſalzes ausfallende Abgang mit einem gleichen aus der Grube zu befördernden Betrag ſogleich erſetzt, das Kehr- und Fuſsſalz aber entweder zur Benutzung an das Sudwerk abgegeben, oder wieder in die Grube verſenkt werden.

ART. IV. Seine Majeſtät der Kaiſer von Oeſterreich verpflichten Sich zur Benutzung aus den Wieliczker Gruben, im gemeinſchaftlichen Gebiethe von Wieliczka, ein Salz-Sudwerk auf gemeinſchaftliche Koſten herſtellen, und dieſen Bau dermaſsen befördern zu laſſen, daſs die Verſiedung noch im Jahre eintauſend achthundert und dreyzehn anfangen könne. Saunerie.

Ueber dieſen Bau ſoll eine beſondere Caſſe und Rechnung geführt werden, und die dieſsfällige beiderſeitige Geldeinlage vom erſten Jannar eintauſend achthundert und zwölf angefangen, nach dem Uebereinkommen des XXVIII. gemeinſchaftlichen Commiſſions-Protocolls geſchehen.

Seine Majeſtät der Kaiſer von Oeſterreich überlaſſen die auf Ihren Antheil ausfallende Hälfte dieſes Sudſalzes nebſt dem Pfannenkern an Seine Majeſtät dem König von Sachſen für das Herzogthum Warſchau, gegen jedesmalige baare Bezahlung desſelben in dem Preiſe, welcher durch den XVII. Artikel für das ſogenannte Samborer Sudſalz feſtgeſetzt werden wird.

Seine Majeſtät der König von Sachſen verbinden Sich dagegen, die zu dem Betriebe dieſes Salz Sudwerks nothwendigen Steinkohlen in der erforderlichen Eigenſchaft und Menge, den Jaworzner Kohlen Koretz gegen Bezahlung von vier pohlniſchen Gulden Warſchauer Währung, ingleichen auf den Fall, daſs das Sudſalz von Seiten des Herzogthums Warſchau in Fäſſern abgenommen werden ſollte, das ganze Fäſſer-Materiale aus dem Herzogthum Warſchau zu dem Salz-Sudwerk zu Wieliczka herbeiliefern zu laſſen.

Für

1811 Für diese Sud-Salzfässer, welche im Gewicht einhundert und vierzig Wiener Pfund in sich fassen, soll jedoch aus der gemeinschaftlichen Casse nicht mehr als zwei Drittel desjenigen Betrags vergütet werden, als auf welchen eine ganze Steinsalz-Tonne zu fünfhundert sechszig Pfund Salz zu stehen kommt, und aus der gemeinschaftlichen Casse wirklich vergütet wird.

Fraix de procréation etc. Art. V. Seine Majestät der König von Sachsen verpflichten Sich die Procreations- oder Betriebs-, Unterhaltungs- und General-Kosten der Wieliczker Salinen nach den sämmtlichen Ausgabs-Rubriken, wie sie in den jetzigen Quartals-Extracten aufgeführt worden, so wie auch die Sudsalz-Erzeugungs- und alle anderen Auslagen, welche nach dem gemeinschaftlichen Einverständnisse aus der Salinen-Verlagscasse angewiesen werden, zur Hälfte zu tragen.

Die beiderseitige Geldeinlage in diese gemeinschaftliche Casse wird bey dem Anfange der Alleinverwaltung für das Jahr eintausend achthundert und zwölf bis Ende October, nach einem von dem Uebergabs- und respective Uebernahms-Commissären zu entwerfenden Präliminar-System, mit einem ausfallenden Betrage auf zwei Monate, und nach Verlauf des ersten Monats und so weiter, jedesmal mit einem einmonatlichen Betrage vorschußweise von beiden hohen Mächten, in gleichen Antheilen geleistet; die Beträge der monatlichen Einlagen in der Folge aber, werden von einer im Anfange des Monats December jedes Jahrs nach Wieliczka zu delegirenden gemeinschaftlichen Revisions-Commission bestimmt.

Nach dieser Bestimmung soll die Einlage mit ersten des darauf folgenden Monats Januar von beiden Theilen berichtiget, bis dahin aber, nämlich: bis Ende December, die Zahlung nach der bestehenden alten Repartition geleistet, und wenn während dem Jahre ausserordentliche neue Auslagen von Dringlichkeit vorkommen, zu welchen die currenten Ratenzahlungen nicht hinreichen, so soll in solchen speciellen Fällen von Seiten der Salinen-Administration, und den Königlich Sächsischen Commissären bey ihren respectiven Behörden ohne Verzug die nöthige Einleitung getroffen werden, damit die erforderlichen neuen ausserordentlichen Zuschüsse angewiesen werden.

Die

Die Einlage geſchieht in öſterreichiſchen Banco-zetteln und Kupfermünze, und ſobald dieſe auſser Cours kommen, in öſterreichiſchen Einlöſungsſcheinen und Scheidemünze. 1811

Auf den Fall, daſs Seine Majeſtät der Kaiſer von Oeſterreich für das Herzogthum Warſchau auf die monatlich repartirten Verlagsbeyträge zur gemeinſchaftlichen Caſſe Vorſchüſſe leiſten ſollten, machen Seine Majeſtät der König von Sachſen Sich verbindlich, für dieſe vorgeſchoſſenen Beträge, ſobald ſie eine volle monatliche Einlage ausmachen, eine auf ihren Werth kommende Salz-Quantität, den Centner zu vierzehn pohlniſchen Gulden gerechnet, in Wieliczka zurück zu laſſen, den geleiſteten Vorſchuſs mit ſechs vom Hundert zu verzinſen, und ſobald dieſe rückſtändigen Gelder den Betrag einer dreimonatlichen Einlage erreichen, die auf dieſen Betrag zurückgelaſſene Salzquantität, oder in ſo fern dieſe zur Berichtigung der Oeſterreichiſchen Forderung nicht hinreichend ſeyn ſollte; auch eine angemeſſene gröſsere Quantität, von der currenten Erzeugung von Ihrem Salinen Commiſſär, und dem Kaiſerlich Oeſterreichiſchen Salzverſchleiſs Director zu Wieliczka an die Meiſtbiethenden verkaufen, und mit der Kaufsſumme die Forderung Seiner Majeſtät des Kaiſers von Oeſterreich berichtigen zu laſſen.

Art. VI. Die Kaiſerlich Oeſterreichiſche Adminiſtration wird befugt, zur Herbeiſchaffung des zum Salinen Bedarf nöthigen Fäſſer-Materials und Bauholzes aus der Salinencaſſe, von Zeit zu Zeit, die dem Bedürfniſs angemeſſenen Geldvorſchüſſe zu leiſten, worüber zu Ende des Jahres ordentliche Rechnung zu legen, und nach vorgegangener buchhalteriſcher Cenſur derſelben von der Adminiſtration die Verausgabung und Rechnungsrichtigkeit einzuleiten ſeyn wird. Futaille bois.

Seine Majeſtät der König von Sachſen behalten Sich vor, daſs ſowohl das Fäſſer-Materiale, als das Stamm Bau- und Schnittholz, welches aus den Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Cameralforſten an die Salinen zu Wieliczka abgegeben wird, in Anſehung der Wald oder Stammtaxe nicht höher, als nach den feſtgeſetzten allgemeinen Tarifspreiſen, angerechnet werde.

Art.

1811

Denomination de l'administration.

Art. VII. Die Administration, welcher von Seiner Majeſtät dem Kaiſer von Oeſterreich die Oberleitung der gemeinſchaftlichen Salzwerke zu Wieliczka anvertraut wird, führt während der Alleinverwaltung den Titel: "kaiſerlich Königlich Oeſterreichiſche Administration des Kaiſerlich Königlich - Oeſterreichiſchen und Königlich - Sächſiſchen gemeinſchaftlichen Salzwerks zu Wieliczka," und wird von Seiner Majeſtät dem Kaiſer von Oeſterreich nach demjenigen Dienſt- und Beſoldungs - Status ernannt und verpflichtet, über welchen man vermöge des XI. Commiſſions-Protocolls bereits unterm ꝛc. März laufenden Jahrs gemeinſchaftlich übereingekommen iſt.

Gages.

Art. VIII. Die Löhne der Salinen - Arbeiter werden von der Salinen - Adminiſtration nach den von Zeit zu Zeit ſtattfindenden Verhältniſſen, und mit Rückſicht auf die, nach Inhalt des XV. Commiſſions - Protocolls vom 14. Mai dieſes Jahres getroffene gemeinſchaftliche Uebereinkunft regulirt.

Emploi de militaires.

Art. IX. Bei dem Mangel hinreichender gemeiner Salinen - Arbeiter, ſoll Seiner Majeſtät dem Kaiſer von Oeſterreich frey ſtehen, die zum ſchwunghafteſten Betrieb der Salzwerke erforderliche Mannſchaft durch Militär zu erſetzen, und zu dem Ende während der Alleinverwaltung, und ſo lange jener Mangel nicht erſetzt worden iſt, einige hundert Mann unter der Bedingung nach Wieliczka zu ziehen, und daſelbſt auf gemeinſchaftliche Koſten unterzubringen, daſs der gemeine Mann unbewaffnet ſey, und nur ſo viel Unter- und Oberofficiere beygegeben werden, als zur Erhaltung der Diſciplin dieſer Mannſchaft nothwendig iſt.

Dieſen Officieren ſoll jedoch weder auf die öffentlichen Civil - noch militäriſchen Anſtalten ein Einfluſs geſtattet ſeyn, ſondern nur die Aufſicht auf die ihnen untergeordnete Mannſchaft, nach militäriſchem Gebrauch, jedoch dermaſsen zuſtehen, daſs ein ſolcher militäriſcher Bergarbeiter nach Maaſs ſeines Verbrechens ohne Einmengung der Local - Militär - Garniſon, oder Civiljurisdiction, an das Regiment zur ordentlichen Aburtheilung geſchickt werden kann.

Seine Majeſtät der König von Sachſen verpflichten Sich zu verfügen, daſs die Deſerteurs von dieſer zur Bergarbeit zu Wieliczka commandirten Militärmannſchaft

ſchaft jedes Mal ſogleich ausgeliefert werden. Die dabey zu beobachtenden Modalitäten ſollen durch gemeinſchaftliches Einvernehmen näher beſtimmt werden. 1811

Uebrigens vereinigen Sich die beiderſeitigen höchſten contrahirenden Theile dahin, daſs weder die bey den Wieliczker Salinen ſich ſchon jetzt befindenden Arbeiter, ſowohl aus den K. K. Oeſterreichiſchen Staaten, als auch aus dem Herzogthume Warſchau zurückberufen, noch jene, die in der Folge dazu übertreten wollen, daran gehindert werden. Jedoch ſollen aus beiderſeitigen Staaten keine andere Arbeiter neu angenommen werden, als ſolche, die mit einem Paſſe verſehen ſind.

Art. X. Von Seiner Majeſtät dem Könige von Sachſen wird der Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Salinen-Adminiſtration zu Wieliczka ein Commiſſär geſetzt, mit der Befugniſs, allen Sitzungen, ämtlichen Deliberationen, Verhandlungen und Grubenbefahrungen beyzuwohnen, von Allem unbeſchränkte Einſicht zu nehmen, die Quartalsrechnungs-Extracte, den Jahresrechnungs-Hauptabſchluſs, welche mit den für die Kaiſerlich-Oeſterreichiſche Regierung ausgefertigten gleich ſeyn müſſen, zu empfangen, Auskünfte zu fordern, und ohne daſs ihm jedoch eine einſeitige Anordnung zuſteht, und ohne den Fortgang des Werkbetriebes, welcher der Adminiſtration allein gebühret, zu hindern, Mängel und Gebrechen zu rügen, und über Verbeſſerungen mündlich oder ſchriftlich bey der Salinen-Adminiſtration Vortrag und Vorſtellung zu machen. Commiſſaire Saxon.

Uebrigens ſoll die beſondere Zuſtimmung dieſes Königlich-Sächſiſchen Commiſſärs nur zu neuen gegenwärtig nicht exiſtirenden Tagſchachtbauen eingehohlt werden.

Der Commiſſär hat ſeinen Sitz in der Adminiſtration nach dem Vorſteher derſelben, wohnt im Schloſſe, wird aber von Seite des Herzogthums Warſchau beſoldet.

Auch ſteht ihm frey, zu ſeinem Gebrauche und auf Koſten des Herzogthums Warſchau, ſo viel Aushülfsbeamte zu halten, als zu ſeinem Wirkungskreis erforderlich ſeyn werden; letztere ſollen ſich jedoch auf

1811 auf keine Weise in die Kaiserlich-Oesterreichischen ämtlichen Dispositionen einmengen.

Observations. Art. XI. Die von dem Königlich-Sächsischen Commissär bey der Kaiserlich Oesterreichischen Alleinverwaltung gemachten Erinnerungen und Vorstellungen, sind von der Salinen Administration jedes Mal in gemeinschaftliche Ueberlegung zu nehmen, und entweder entsprechende Remedur zu treffen, oder hierüber Bericht an ihre höhere Behörde zu erstatten, welche diese Vorschläge, wenn sie für nützlich und annehmbar befunden werden, zur Ausführung bringen zu lassen, oder die dagegen obwaltenden Gründe bekannt zu machen hat.

Sollten die letzteren Seiner Majestät dem Könige von Sachsen nicht zur Beruhigung gereichen, so sollen auf Verlangen Höchstgedacht Seiner Majestät von beiden hohen Souverainen sachverständige Commissäre nach Wieliczka delegirt werden, welche die streitigen Puncte näher untersuchen, würdigen, und entweder einen gemeinschaftlichen Beschluss zur Ausführung fassen, oder mit gemeinschaftlichem Berichte ihre verschiedenen Meinungen der endlichen Entschliessung der beiden höchsten Höfe unterziehen.

Im ersteren Falle soll die Ausführung nach Maassgabe der Vollmachten durch den Kaiserlich Oesterreichischen Commissär an Ort und Stelle sogleich angeordnet werden.

Contrôle. Art. XII. Seine Majestät der König von Sachsen bestellen und verpflichten zur Controlle der Salzförderung bey jeder Schachtniederlage einen zweyten Verwalter, welcher zwar aus der gemeinschaftlichen Casse besoldet wird, jedoch dem Königlich Sächsischen Commissär untergeordnet und verantwortlich ist.

Uebrigens soll die Controlle auf die in dem XI. Protocoll der commissärischen Verhandlungen ddo. 30. März 1811. §. 4. lit. d. ausführlich vorgeschriebene Art Statt finden.

Commission de revision. Art. XIII. Nach Verlauf eines jeden Rechnungsjahres wird im Monat December von beiden hohen Souverainen eine zusammengesetzte gemeinschaftliche Revisions-Commission nach Wieliczka delegirt, welche in Gemässheit des IX. gemeinschaftlichen Commissions-

miſſions-Protocolls vom 23. Februar 1811 ad §§. 15 und 16 das geſammte gemeinſchaftliche Rechnungs- und Caſſeweſen der Salinen, nebſt den Inventarien, für das verfloſſene Jahr zu revidiren, und nach buchhalteriſcher Ordnung zu erledigen, den Zuſtand des Werks, das Präliminarſyſtem der Salzerzeugung, und die Verbeſſerungs-Vorſchläge der Salinen-Adminiſtration für das künftige Jahr zu prüfen, und über alle Gegenſtände ihrer Verhandlungen einen gemeinſchaftlichen Bericht mit ihrem Gutachten an ihre höchſten Vollmachtgeber einzuſenden hat, worauf ſich dieſe nöthigen Falls in gegenſeitiges Einvernehmen ſetzen, und gemeinſchaftliche Entſchlieſsung faſſen werden. 1811

Für die verfloſſene Zeit der gemeinſchaftlichen Verwaltung, bis zum Eintritt der Kaiſerlich Oeſterreichiſchen Alleinverwaltung, werden obige Geſchäfte durch die Commiſſäre verrichtet, welche zur Uebergabe und reſpective Uebernahme nach Wieliczka abgeordnet werden.

Art. XIV. Seine Majeſtät der König von Sachſen behalten Sich vor, die Wieliczker Werke, ſo oft es Ihnen gefällig ſeyn wird, und auf Ihre Koſten, auſserdem noch durch beſondere abgeſendete Commiſſäre befahren, und von dem Zuſtande des Werks Einſicht nehmen zu laſſen. Inſpectionen.

Dieſen Commiſſären ſoll die Salinen-Adminiſtration alle erforderlichen Auskünfte ertheilen.

Art. XV. Zu der Stelle des gemeinſchaftlich aufzuſtellenden Gouverneurs zu Wieliczka ſollen, für die Dauer des gegenwärtigen Vertrags, von Seiner Majeſtät dem Könige von Sachſen drey Individuen in Vorſchlag gebracht, und aus dieſen von Seiner Majeſtät dem Kaiſer von Oeſterreich der Gouverneur gewählt werden. Gouverneur.

Seiner Majeſtät dem Kaiſer von Oeſterreich ſteht jedoch zu, auf den Fall Ihrer Unzufriedenheit mit dem ämtlichen Betragen des Gouverneurs, nach Verlauf der erſten Hälfte des Zeitraums der Kaiſerlich Oeſterreichiſchen Alleinverwaltung, auf deſſen Abberufung einzuſchreiten, und für die übrige Dauerzeit aus den anderweiten Vorſchlägen Seiner Majeſtät des Königs von Sachſen, einen andern Gouverneur zu wäh-

1811 wählen, auch sowohl für die erste als zweyte Wahl, in so fern gegen die vorgeschlagenen drey Individuen Bedenken eintreten, noch einen zweyten Terna-Vorschlag zu verlangen.

Préemtion. ART. XVI. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich räumen Seiner Majestät dem Könige von Sachsen bey dem Verkaufe des entbehrlichen Bochnier und Wieliczker Steinsalzes, gegen Bezahlung des von anderen Käufern angebotenen gleichen Preises, den Vorzug ein. Jedoch soll auf die dem Königlich-Sächsischen Commissar zu Wieliczka diessfalls zu machende Eröffnung, vom Tage des Empfangs, längstens binnen drey Wochen, die entscheidende Erklärung abgegeben werden.

Prix du sel de Sambor. ART. XVII. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich überlassen an Seine Majestät den König von Sachsen, für das Herzogthum Warschau, jährlich die Summe von siebenzigtausend Schatzfässern, oder acht und neunzigtausend Centner Samborer Sudsalz, um den moderirten Preis von zwey Gulden fünf und vierzig Kreuzer, in Zwanzigkreuzerstücken, Ducaten oder Thalern, nach dem Conventionsfuss, für ein Schatzfass à hundert und vierzig Wiener Pfund.

Diese Salzquantität soll jährlich in drey Terminen, und zwar zum Frühjahrswasser bis Ende April, mit dreyssigtausend Schatzfässern, und zur Benutzung der Sommer- und Herbstfluth, als zweiten und dritten Termin, jedes Mal mit zwanzigtausend Schatzfässern, von denen zunächst dem Saanflusse liegenden Cockturen, abgegeben, und von Seite des Herzogthums auf eigene Kosten verführet werden.

Seine Majestät der König von Sachsen verbinden Sich dagegen, den ganzen Geldbetrag dieses Salzes jährlich zu drey gleichen Raten in drey Terminen, als in den Monaten Februar, August und November, entweder an die Kaiserlich Oesterreichische Salzverschleiss-casse zu Wieliczka, oder unmittelbar an eine Kaiserlich-Oesterreichische Casse zu Wien in oben gemeldeten Münzsorten bezahlen zu lassen.

Die diessfällige Bestellung soll von Seite des Herzogthums im Monate November jeden Jahrs für das nächstfolgende bey der vorgenannten Verschleiss Direction

rection geſchehen, und das Herzogthum in dieſem Falle auch gehalten ſeyn, das Salz abzunehmen, und die feſtgeſetzten Ratenzahlungen zu leiſten. Dafern die Ratenzahlungen in obbeſtimmten Terminen nicht geleiſtet würden, bleibt Seiner Majeſtät dem Kaiſer von Oeſterreich unbenommen, dieſes Salz nicht über die Gränze ausführen zu laſſen. 1811

Art. XVIII. Für die bey der gemeinſchaftlichen Beſitznahme der Wieliczker Salzwerke vorgefundenen, und durch freundſchaftliche Uebereinkunft zu gleichen Theilen getheilten commerzialmäſsigen Salzvoräthe verpflichten ſich Seine Majeſtät der König von Sachſen, die Erzeugungskoſten der auf Ihren Antheil kommenden Hälfte mit vierzig fünfachtel Kreuzer in Bancozetteln, per Centner, dem Kaiſerlich Oeſterreichiſchen Aerarium in dem beſtimmten Termine zu vergüten, ſo wie auch Seiner Majeſtät dem Kaiſer von Oeſterreich zur Entſchädigung für die von Ihnen getilgten Privatanſprüche auf jene Salzvorräthe, von dem nach dem obigen III. Artikel beiden Theilen gemeinſchaftlich zukommenden Ueberſchuſs, welcher ſich künftig bey der Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Alleinverwaltung der Wieliczker Salinen über das ſtipulirte Minimum der jährlichen Salzerzeugung ergeben wird, und deſſen Erzeugungskoſten aus der gemeinſchaftlichen Caſſe beſtritten werden, vor deſſen Theilung ein Quantum von dreyſsigtauſend Centner unentgeldlich zu überlaſſen. Provi-ſions.

Art. XIX. Seine Majeſtät der König von Sachſen verbinden ſich auf die Dauer der Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Alleinverwaltung, das durch den Podgorzer Rayon tranſitirende Kaiſerlich Oeſterreichiſche Salz keiner anderen Entrichtung, als der gewöhnlichen allgemeinen Wegmauth zu unterziehen. Tranſit.

Art. XX. In ſo fern ein oder der andere Artikel des gegenwärtigen Vertrags von Seite Seiner Majeſtät des Kaiſers von Oeſterreich unerfüllt bleiben ſollte; ſo ſoll, je nachdem die Nichterfüllung in der erſten, oder in der zweiten Hälfte des Jahres eintritt mit Ausgang des laufenden oder reſpective des nächſtfolgengenden Jahres die Alleinverwaltung, und mit dieſer alle auf ſelbe gegründeten in dem gegenwärtigen Vertrag gegenſeitig übernommenen Verbindlichkeiten aufhören, Cas de non accompliſſement.

1811 hören, und an deren Statt die gemeinschaftliche Verwaltung nach der Organisation beginnen, die beide hohe Souveraine durch zu delegirende Commissäre, unter Beobachtung einer vollkommenen, und in Ansehung der Wahl und Bestellung des Administrations-Personals stattfindenden Gleichheit zu beschliessen und einzuführen für gut finden werden.

Cas fortuit d'interruption.

Art. XXI. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich sind aber von der für ein jährlich abzugebendes Steinsalz-Minimum übernommenen Haftung entbunden, wenn die Salzerzeugung und Förderung ohne Verschulden der Administration durch ausserordentliche Zufälle (casus fortuiti majores) in's Stocken geräth.

Diese Entbindung währt jedoch nur so lange, als die Salzförderung wirklich gestört ist, auf welchen Zeitraum lediglich das möglichst erzeugt werdende Salz zu gleichen Theilen getheilt wird.

Terme de l'accomplissement.

Art. XXII. Die Uebergabe der Alleinverwaltung an Seine Majestät den Kaiser von Oesterreich soll am ersten Februar eintausend achthundert und zwölf Statt finden.

Mit ihr erlischt das zeither bestandene Provisorium vom sechsten December eintausend achthundert und neun, und mit Eintritt der Alleinverwaltung werden die bey den Salinen und den verschiedenen Manipulations-Abtheilungen zeither angestellten Königlich-Sächsischen und Herzoglich Warschauischen controllirenden Beamten und Wagdiener abgerufen, in so weit sie nicht wieder bey der neuen Einrichtung angestellt werden.

Zur ordentlichen Uebergabe und respective Uebernahme sollen von beiden Seiten Commissäre ernannt werden, welche die in den Gruben vorfindigen commerzialmäſsigen Salzvorräthe ausfördern lassen, und zwischen beide Mächte theilen. Auch sollen über alle andere zum Werksbetrieb gehörige Vorräthe an Materialien, Naturalien, Geräthschaften, Utensilien etc. ohne Ausnahme, welche als ein gemeinschaftliches Eigenthum anzusehen sind, genaue Inventarien unter gemeinschaftlicher Ausfertigung aufgenommen, die gemeinschaftliche Verlagscasse gehörig liquidiret, so wie auch alle Passiv- und Activrückstände bis Ende Januar ein-

1811

eintauſend achthundert und zwölf erforſcht und berichtiget werden.

Uebrigens ſollen alle Voracten, Karten und Rechnungsſtüche, welche Bezug auf die vormals beſtandene oberämtliche Leitung des Salinenwerks zu Bochnia, und die vormaligen Verſchleiſsniederlagen haben, von jenen, die das Wieliczker Salinenwerk betreffen, unter Aufſicht des Königlich Sächſiſchen Commiſsärs abgeſondert, und erſtere mit einem ordentlichen Verzeichniſſe dem Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Commiſſär zur weiteren Dispoſition übergeben werden.

Art. XXIII. Schlieſslich kommen beide hohe contrahirende Theile überein, daſs, wenn während der Dauer der Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Alleinverwaltung bey der Ausführung eines oder des andern der vorſtehenden Vertrags-Artikel Zweifel oder Anſtände ſich ergeben, diejenigen Protocolle, welche bey den zur Abſchlieſsung gegenwärtigen Vertrags zu Wien zwiſchen Ihren beiderſeitigen Bevollmächtigten Statt gehabten commiſſairiſchen Verhandlungen aufgenommen worden ſind, zur näheren Erläuterung und Richtſchnur dienen, und angenommen werden ſollen. Interpretation.

Wien den neunzehnten des Monats November im Jahre eintauſend achthundert und eilf.

Franz Anton *Ritter v.* Kranzberg.

Thad. Peithner *Ritter v.* Lichtenfels.

Joseph *Graf v.* Luba.

Sigm. August Wolfgang *v.* Herder.

Ferdinand Ferner *edler v.* Ferenberg.

12.

12.

1812 *Convention entre la France et les Cantons de*
28 Mars. *la confédération Suiſſe, ſignée à Bern le* 28 *Mars* 1812. *en remplacement de la Capitulation militaire conclue en* 1803 *).

(*Gazette du Gr. Duché de Francfort.* 1812. N. 95.)

Principales ſtipulations.

La France prend à Sa ſolde 4 régimens Suiſſes formant en totalité 12000 hommes, non compris l'état-major. Chaque régiment conſiſte en 3 bataillons de guerre, un demi-bataillon de depôt et une compagnie d'artillerie. Les bataillons ſont compoſés de 6 compagnies de 140 hommes chacune, dont une compagnie de grenadiers, une de voltigeurs et 4 de fuſiliers. L'organiſation des régimens, bataillons et compagnies eſt la même que celle des troupes Françaiſes; ils jouisſent de la même ſolde et des mêmes avantages que ces troupes.

Les officiers mis hors d'activité par la réduction des troupes ſuiſſes de 16,000 hommes à 12000 conſervent leur rang et leurs appointemens jusqu'à ce qu'ils ſoyent replacés. Les recrues doivent être priſes parmi les hommes de l'âge de 20 à 40 ans, et avoir 5 pieds 2 pouces, à l'exception des voltigeurs qui ne devront avoir que 4 pieds 9 pouces. La durée de l'engagement eſt de 4 ans. La confédération Suiſſe s'engage à fournir tous les ans pour l'entretien des régimens, 2000 hommes de nouvelles recrues; en temps de guerre en Italie ou en Allemagne, elle en livrera 1000 de plus. Elle s'oblige en autre à remplacer les déſerteurs à ſes frais. Lorsqu'il n'y aura plus de troupes ſuiſſes au ſervice d'autres puiſſances (celles qui y ſont doivent être rappellées) la confédération ne ſera tenue au remplacement des déſerteurs que pendant les deux premières années de leur ſervice. La France paye 130 Francs d'en-

*) v. *Supplémens* T. III. p. 576.

d'engagement pour chaque recrue; les régences des Cantons pourront employer au recrutement les officiers qui se trouvent en Suisse avec permission. Le service des troupes Suisses est borné à l'Europe et aux isles qui en font partie. On pourra au moyen d'arrangemens favorables qui auront lieu dans la suite, prendre des compagnies de grenadiers pour la garde impériale. 1812

La place de colonel-général des troupes Suisses est conservée; on nommera en outre deux généraux de brigade: Les troupes Suisses continueront de jouir de leur juridiction particulière. La disposition qui accorde aux Suisses 20 places à l'ecole polytechnique est maintenue. La nouvelle capitulation militaire est conclue pour 25 ans, et les ratifications doivent être échangées à Paris au plus tard 20 jours après la signature de cette convention.

13.

Traité de paix et d'amitié perpétuelle, conclu entre l'empire de Russie et celui de Perse, le 12 *Octobre* 1813, *dans le camp Russe, sur la rivière de Seiwa dans le Gulistan, par les plénipotentiaires nommés à cet effet par les deux parties, et qui a été confirmé le* 15 *Septembre* 1814. *à Tiflis par les plénipotentiaires respectifs, au moyen de l'échange des ratifications des deux monarques.* 1813 12 Oct.

(*Journal de Francfort.* 1818. Nr. 273. 274.)

a.

S. M. I. très-haut et très-puissant prince, Empereur et autocrateur de toutes les Russies, et S. M. le Padischach, dominateur et souverain de la Perse, désirant sincerement, par amour pour leurs sujets respectifs, met-

1813 mettre fin aux maux de la guerre ſi affligeans pour leur coeur, et rétablir ſur un fondement ſolide une paix ſure et les relations d'amitie et de bon voiſinage, qui ont ſubſiſté dès les tems anciens entre les empires ruſſe et perſan, ont jugé à propos de nommer pour cet acte juſte et bienfaiſant leurs plénipotentiaires, ſavoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies: S. Exc. Nicolas Rtiſchtſchew ſon lieutenant général, commandant en chef des troupes de Gruſinie et de la ligne du Caucaſe, commandant de la flottille de la mer Caspienne, chevalier des ordres de S. Alexander Newsky, de St. Anne 1ère claſſe, des St. George 4e claſſe, et propriétaire d'un ſabre d'or portant cette inſcription: pour la bravoure.

S. M. le Schach de Perſe: ſon miniſtre diſtingué et très-honoré Mirza Abdoul Haſſan Chan, qui a éte envoyé extraordinaire près les cours de Turquie et d'Angleterre, choiſi entre tous les généraux perſans, le miniſtre le plus affidé de ſon ſouverain, conſeiller des affaires privées de la haute cour de Perſe, descendant d'une famille de Viſir, Chan de la 2e claſſe à la cour de Perſe, et poſſédant les marques les plus diſtinguées de faveur qui conſiſtent en un poignard et un ſabre ornés de diamans, des vètemens et Schawls garnis de diamans, ainſi qu'un harnois dans le même genre.

En conſéquence, nous, les plénipotentiaires ci-deſſus nous nous ſommes réunis ſur le territoire Karabag dans le Guliſtan près la rivière de Seiwa, et après avoir échangé nos pleinspouvoirs, et examiné mûrement tout ce qui avoit rapport à l'affermiſſement de la paix et des relations d'amitié à conclure au nom de nos deux grands monarques, nous avons réglé et confirmé pour toujours les articles ſuivans:

Paix perpétuelle.

Art. I. Les hoſtilités et la mésintelligence qui ont eu lieu jusqu'ici entre les empires ruſſe et perſan ceſſent dès à préſent par ce traité, et il y aura à perpétuité paix, amitié et bonne intelligense entre S. M. l'autocrateur de toutes les Ruſſies, et S. M. le Schach de Perſe, leurs héritiers et ſucceſſeurs, et leurs gouvernemens reſpectifs.

Ligne de limites.

Art. II. Comme il a déjà été réglé mutuellement par des conferences préliminaires entre les deux hautes

tes puiſſances que la paix ſera conclue ſur le pied du *ſtatus quo préſent*, ſavoir que chaque partie reſtera en poſſeſſion des pays, Chanats et territoires qui ſe trouvent maintenant entièrement en ſon pouvoir, la ligne ſuivante formera dès à preſent et pour l'avenir la frontière entre l'Empire Ruſſe et celui de Perſe. 1813

Cette ligne*) commence près la forèt Odina-Baſara, traverſe en droite ligne le deſert Maganais, jusqu'à la digue d'Edibuluk près la rivière Arax, de là en montant le long de l'Arax jusqu'à l'endroit où la petite rivière Kapanaktſchaja y entre, et plus loin à la droite de la petite rivière Kapanaktſchaja jusqu'à la crête des montagnes de Migrin, et continue à s'étendre de là par les limites des Chanats Karabag et Nachitschewan ſur la crète de montagnes de Alegas, jusqu'à la forêt Daraleges, où ſe touchent les limites des Chanats de Karabag, Nachitschewan, Erivan et d'une partie du cercle d'Eliſabethpol, (lequel appartenait autrefois au Channat de Ganſchin); en ſuite de là par la limite qui ſépare le Chanat d'Eriwan, des terres du cercle d'Eliſabethpol comme de celui de Schamſchadit et de Kaſach jusqu'à la forêt de Eſchok-Meidan et de là ſur les crêtes des montagnes en ſuivant à droite le cours de la petite rivière et de la route de Gimſatſchiman le long de la crète de la montagne de Bambak jusqu'au coin de la limite de Schuragel; de cet angle enfin jusqu'à la hauteur du mont glacial d'Alages, et de là le long de la crète des montagnes par la frontière de Schuragel, entre Maſtaras et Artik jusqu'à la petite rivière de Arpatſchaja. Au reſte, comme le territoire de Taliſchin a paſſé pendant la guerre tantòt ſous le pouvoir de l'une tantôt ſous celui de l'autre Puiſſance, les limites de ce Chanat du côté de Sinſel et Ardawil feront, pour plus de certitude, réglées après la ſignature et la ratification du préſent traité par des commiſſaires reciproquement nommés d'un accord commun, lesquels commiſſaires dreſſeront, ſous la direction des commandans en chef des deux parties une deſcription fidèle et détaillée des territoires et habitations, comme auſſi des rivières, montagnes, lacs et forêts

*) Ce qui ſuit jusqu'à la fin de l'art. 2. manque dans le Journal de Francfort de 1818, mais a été ajouté dans celui de 1819.

1813 forêts qui ſe trouvent jusqu'à l'époque préſente dans la poſſeſſion effective de l'une des deux parties; et alors il ſera tiré une ligne de délimitation du Chanat de Talüſchin ſur la baſe de l'état de poſſeſſion actuel, de ſorte que chaque partie reſte en poſſeſſion de ſon territoire. De la même manière, ſi dans les limites ci-deſſus tracées la ligne dépaſſeroit en quelque point la poſſeſſion actuelle de l'une ou de l'autre des deux parties, chaque partie obtiendra après examen des commiſſaires des deux hautes Puiſſances une indemnité proportionelle ſur la baſe de l'état de poſſeſſion actuelle.

Chanats cédés à la Ruſſie. Art. III. S. M. le Schach, afin de prouver à S. M. l'Empereur de Ruſſie la ſincérité de ſes intentions, reconnoît ſolennellement, tant pour lui que pour ſes ſucceſſeurs au trône de Perſe, que les Chanats (gouvernemens) ci-deſſous appartiennent en propre à l'empire ruſſe: le Chanat de Karabag et de Gaus-Chin, qui ſont maintenant réunis en une province ſur le nom d'Eliſabethpol, ainſi que les Chanats de Schekin, Schirwan, Derbent, Kubin, Bakin et Taliſchin avec les terres dépendantes qui ſe trouvent maintenant au pouvoir de la Ruſſie; en outre tout le Dagheſtan, la Gruſinie avec la province de Schuragel, Imirezie, Guriel, Mingrélie et Abchaſie, de même que tous les territoires et fonds de terre qui ſont ſitués entre la frontière qui vient d'être déterminée et la ligne du Caucaſe, avec les pays et les peuplades qui confinent à cette dernière et à la mer Caspienne.

Secours. Art. IV. S. M. l'Empereur de Ruſſie, en témoignage de ſes ſentimens pour S. M. le Schach de Perſe, et pour lui prouver ſon déſir ſincère de voir l'autocratie et l'autorité ſouveraine établies ſur une baſe ſolide dans l'empire perſan, voiſin de la Ruſſie, s'engage ſolennellement pour lui et ſes ſucceſſeurs, à prêter, en cas de beſoin, ſecours à celui des fils du Schach de Perſe, qu'il nommera héritier de l'empire Perſan, afin qu'aucun ennemi étranger ne puiſſe ſe mêler des affaires de la Perſe, et que la cour de Perſe ſoit fortifiée par l'appui de la cour de Ruſſie. Du reſte, s'il s'élevoit des différends entre les fils du Schah ſur les affaires de l'empire perſan, la Ruſſie n'y prendra point part avant que le Schach régnant ne réclame ſon intervention.

Art.

ART. V. Les vaiſſeaux marchands ruſſes auront, comme antérieurement, le droit de naviguer le long des côtes de la mer Caspienne et d'y aborder. En cas de naufrage, les perſans leurs donneront amicalement du ſecours. Les bâtimens de commerce perſans auront auſſi comme auparavant le même droit de cabotage le long des côtes de la mer Caspienne et d'aborder ſur le rivage ruſſe; et en cas de naufrage, les ruſſes leur donneront toute l'aſſiſtance néceſſaire. Quant aux vaiſſeaux de guerre, comme, avant la guerre, ainſi que durant la paix et dans tous les temps, le pavillon ruſſe a ſeul flôtté ſur la mer Caspienne, il aura auſſi maintenant ſous ce rapport le même droit excluſif qu'auparavant, de manière qu'outre la puiſſance ruſſe aucune autre ne puiſſe arborer un pavillon militaire ſur la mer Caspienne. 1813 Navigation.

ART. VI. Tous les priſonniers au pouvoir des deux parties, ſoit priſonniers de guerre, ſoit habitans enlevés à leurs foyers, qu'ils ſoient chrétiens ou de toute autre religion, ſeront rendus trois mois après la concluſion et la ſignature du préſent traité, et il ſera pourvu à leur entretien et frais de voyage jusqu'à Karaklis. Priſonniers.

ART. VII. Outre les articles ci-deſſus, L. M. l'Empereur de Ruſſie et le Schach de Perſe ſont convenus que les miniſtres reſpectifs des deux cours, qui, en cas de beſoin, auront été envoyés dans les réſidences de L. M. ſeront reçus conformément à leur rang et à l'importance des miſſions dont ils ſeront chargés. Les agens ou conſuls accrédités, ſuivant l'ancien uſage, par L. M. dans les villes où elles le jugeront néceſſaire pour la protection du commerce, et qui ne pourront avoir plus de 10 perſonnes à leur ſuite, ſeront conſidérés et honorés d'une manière conforme à leur rang en qualité de fonctionnaires accrédités; il ſera donné des ordres, pour que non-ſeulement ils ne ſoient point inſultés, mais encore pour que dans le cas où les ſujets reſpectifs des deux puiſſances auroient quelques plaintes à faire, on procède, d'après leurs repréſentations, de la manière la plus impartiale, pour qu'il ſoit fait réparation entière à l'offenſé. Miniſtres.

ART. VIII. Quant à ce qui concerne les relations commerciales entre les ſujets de L. M. qui ſont munis de certificats de leur gouvernement ou des comman- Commerce.

dans

1813 dans de frontières, qui atteſtent qu'ils ſont réellement négocians et ſujets ruſſes ou perſans, il leur ſera permis de ſe rendre librement par terre et par mer dans le états des deux puiſſances contractantes, d'y demeurer, pour faire le commerce, auſſi longtems qu'ils les jugeront à propos, et de s'en retourner également ſans éprouver de rétard. Ils pourront vendre et échanger les marchandiſes importées de Ruſſie en Perſe, et réciproquement. En cas de décès d'un ſujet ruſſe venu en Perſe ou domicilié dans cet état, ſa fortune et les biens, tant meubles qu' immeubles, étant conſidérés comme des biens appartenant à des ſujets d'une puiſſance amie, les premiers ſeront délivrés ſans délai et ſans recèlement, contre quittance, ſuivant les lois, à leurs aſſocies ou à leurs parens; il ſera permis à ceux-ci de vendre les premiers à qui bon leur ſemblera, à leur gré et à leur plus grand avantage, ainſi que cela ſe pratique dans tous les états civiliſés, quelle que ſoit la puiſſance dont dépendent les intereſſés.

Droits. Art. IX. Il ne ſera pas levé plus de 5 pour Cent de droits ſur les marchandiſes introduites par des négocians ruſſes dans les villes ou les ports de Perſe, et ce droit ne ſera perçu qu'une fois. La même choſe aura lieu par réciprocité en Ruſſie à l'égard des perſans.

Ventes et achats. Art. X. A l'arrivée des marchandiſes ſur les côtes, dans les ports, ou dans les villes frontières des deux parties contractantes, il ſera accordé toute la liberté poſſible aux marchands reſpectifs pour vendre ou échanger leurs marchandiſes, ou pour en acheter d'autres, ſans qu'ils ſoient aſtreints à demander à cet effet une permiſſion aux directeurs des douanes ou aux revendeurs (*Vorkäufern*), leur devoir étant de veiller à ce que le commerce ait ſon libre cours.

Publication; ratification. Art. XI. Après la ſignature de ce traité, les plénipotentiaires des deux puiſſances en donneront reſpectivement ſans délai connoiſſance par tout où il appartiendra, et expédieront un ordre pour faire ceſſer par tout ſur le champ les hoſtilités.

Le préſent traité de paix perpétuelle, en deux exemplaires ſemblables, accompagnes d'une traduction en langue perſane, ſigné par les plénipotentiaires ci-deſſus des deux puiſſances, muni de leurs cachets et mutuellement échangé, ſera confirmé par l'Empereur de

de Ruſſie et le Schach de Perſe, et ratifié ſolennellement par la ſignature de L. M. Les exemplaires ratifiés ſeront envoyés dans l'intervalle de trois mois par les deux cours à leur plénipotentiaires. 1813

Fait dans le camp ruſſe ſur le territoire de Karabag en Guliſtan ſur la rivière Seiwa, l'an de J. C. 1813 le 12 Octobre, et ſuivant le calendrier perſan, l'an 1228, le 29 du mois Schawal.

Le plénipotentiaire et commandant général en Gruſinie,	*Le plénipotentiaire du célèbre empire perſan,*
NICOLAS RTISCHTSCHEW.	MIRZA ABDUL HASSAN CHAN.

b.

Ukaſe de S. M. l'Empereur portant publication du précedent traité avec la Perſe, en date du 16 Juil. 1818. 1818 16 Juil.

(*Journal de Francfort.* 1808. Nr. 260.)

Alexandre prémier etc.

La paix avec la Perſe a aſſuré la tranquillité aux frontières orientales de notre Empire; elle a été conclue dans une circonſtance déciſive, dans le même tems où la nouvelle deſtinée de l'Europe a été fixée, et l'unanimité des ſentimens couronnée par la victoire.

Depuis cette memorable époque, les nations jouiſſent des bienfaits de la paix générale; les liens de l'amitié contractée entre la Perſe et la Ruſſie ſe ſont de plus en plus reſſerrés dans l'eſpace des quatre dernières années; ils ſont maintenant entretenus des deux côtés par de ſolennelles ambaſſades et appuyés ſur une baſe inébranlable.

En annonçant à nos fidèles ſujets cet heureux évènement, qui offre déjà les avantages d'une parfaite harmonie et d'une tranquillité conſtante, nous avons ordonné de publier le traité même, conclu avec la Perſe à Guliſtan le 12 Octobre 1813.

Donné à St. Pétersbourg, le 16 Juillet 1818.

ALEXANDRE.

14.

14.

1813 *Traités entre l'Autriche (et ſes alliés) et le*
2 Nov. *Grand Duc de Heſſe pour l'admiſſion de celui-ci à la grande alliance.* 1813.

a.

Convention militaire entre l'Autriche et le G. D. de Heſſe ſignée à Dörnigheim le 2 Nov. 1813.

(Copie manuſcrite mais ſûre.)

Seine Königliche Hoheit der Groſsherzog von Heſſen erachten der Wohlfahrt Ihrer Unterthanen gemäſs, Sich von der Rheiniſchen Conföderation zu trennen, und der heiligen Sache der coallirten Allerhöchſten Mächte beyzutreten. In Folge dieſes iſt zwiſchen Seiner Excellenz dem Kaiſerlich-Königlich-Oeſterreichiſchen Herrn Feldmarſchall Lieutenant und Commandirenden des vereinigten Oeſterreichiſch-Baieriſchen Armee-Corps, Herrn Grafen von Fresnel, und zwiſchen dem Groſsherzogl. Herrn Hofmarſchall und Geheimen Rath Freiherrn Du Thil nachfolgende Militär-Convention geſchloſſen worden, welche bei den unverzüglich mit den verbündeten Allerhöchſten Mächten abzuſchlieſsenden Definitiv-Tractaten zur Baſis dienen ſoll.

Art. I. Se. Königliche Hoheit machen Sich anheiſchich in der kürzeſt möglichen Zeit alle disponiblen Truppen in Ihren Staaten zu dem verbündeten Oeſterreichiſchen-Baieriſchen Armee-Corps ſtoſsen zu laſſen.

Art. II. Verbinden Sich Se. Königliche Hoheit, dieſe Truppen nach Möglichkeit der in Ihro Gewalt ſtehenden Mittel zu vermehren, und die Zahl und Gattung der in der Folge zu ſtellenden in dem Definitiv-Tractate beſtimmt auszudrücken.

Art. III. Dieſe Truppen werden ſtets einen integrirenden Theil der verbündeten Armee ausmachen, und in dieſer Hinſicht, ſo wie die der übrigen Allerhöchſten Alliirten verpflegt und behandelt werden.

Gegen-

Gegenwärtige Militär-Convention wurde zu diesem Ende von den Eingangsgenannten Bevollmächtigten in doppelter Fertigung mit ihrer Unterschrift und ihren Siegeln verfehen. Gefchehen zu Dörnigheim am 2ten November 1813. 1813

Freyherr DU THIL
Hofmarfchall und Geheimer Rath. (L. S.)

Graf von FRESNEL
Feldmarfchall-Lieutenant.
(L. S.)

b.

Traité entre S. M. l'Empereur d'Autriche (et in fimili S. M. l'Empereur de Ruffie et i. s. S M. le Roi de Pruffe) et S. A. S. le Grand Duc de Heffe pour l'admiffion de celui-ci à la grande alliance, figné en trois inftrumens féparés, à Francfort fur Main le 23. Nov. 1813. 23 Nov.

(Copie manufcrite mais fûre.)

Au nom de la très fainte et indivifible Trinité.

Sa Majefté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, animé ainfi que tous fes Auguftes Alliés du defir de rallier les Souverains de l'Allemagne à la Caufe commune et de les faire participer aux bienfaits de l'indépendance de leur patrie, admèt pour fa part à la grande Alliance Son Alteffe Royale le Grand Duc de Heffe.

Pour determiner les conditions de cette admiffion, Sa Majefté Imperiale a nommé et donné fes pleinspouvoirs au Sieur François, Baron de Binder de Kriegelftein, Grand-Croix de l'ordre du mérite civil de Wurtemberg;

Et Son Alteffe Royale le Grand-Duc de Heffe ayant nommé de fon coté et muni de fes pleinspouvoirs le Sieur Guillaume Charles du Bos, Baron du Thil, Maréchal de la Cour, Confeiller privé et Chambellan de Sa dite Alteffe Royale, les Plénipotentiaires refpectifs font convenus et ont arrêté les articles fuivants:

1813 Renonciation à la confédération du Rhin. ART. I. Son Alteſſe Royale le Grand-Duc de Heſſe rénonce pour Lui et Ses ſucceſſeurs à la confédération du Rhin et à tous les liens, devoirs et obligations, qui en réſultent pour Eux.

Soutien de la cauſe commune. ART. II. Son Alteſſe Royale s'engage au contraire à ſoutenir la Cauſe de l'indépendance de l'Allemagne par tous les moyens en ſon pouvoir.

Secours. ART. III. Les ſecours que Son Alteſſe Royale ſera tenue de fournir à la cauſe commune, ſont ſpécifiés dans un inſtrument ſéparé, qui doit être enviſagé, comme partie intégrante du préſent Traité.

Garantie. ART. IV. Sa Majeſté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, garantit à Son Alteſſe Royale le Grand-Duc de Heſſe Sa Souveraineté et Ses poſſeſſions. Par contre Son Alteſſe Royale s'engage à ſe conformer à cet égard et en général aux arrangements qu'exigera l'ordre des choſes, qui ſera définitivement établi pour le maintien de l'indépendance de l'Allemagne.

ART. V. Le préſent Traité d'alliance ſera ratifié et les ratifications en ſeront échangées dans le plus court délai poſſible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſigné et y ont appoſé le Cachet de leurs armes.

Fait à Francfort ſur le Mein, le vingt-trois Novembre l'an de Grâce mil-huit-cent-treize.

(L. S.) BINDER.*)

(L. S.) CHARLES GUILLAUME
Baron du Bos DU THIL.

*) L'inſtrument avec la Ruſſie eſt ſigné de la part de cette Puiſſance par ſon miniſtre Jean D'ANSTETT, celui avec la Pruſſe par le baron de HUMBOLD.

15.

15.

Traité d'alliance entre l'Autriche et ſes alliés et les Duc et Prince de Naſſau, ſigné à Francfort ſur Main le 23 Nov. 1813. 1813 23 Nov.

a.

Inſtrument du traité avec l'Autriche.

Au nom de la très ſainte et indiviſible Trinité.

Sa Majeſté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème animé ainſi que tous ſes auguſtes alliés, du déſir de rallier les Souverains de l'Allemagne à la cauſe commune, et de les faire participer aux bienfaits de l'indépendance de leur patrie, admet pour ſa part à la grande alliance, leurs Alteſſes Séréniſſimes les Duc et Prince de Naſſau.

Pour déterminer les conditions de cette admiſſion, Sa Majeſté Impériale a nommé et donné Ses pleinspouvoirs au Sieur François Baron de Binder de Kriegelſtein, Grand-Croix de l'ordre du mérite civil de Wurtemberg; et Leur Alteſſes Séréniſſimes les Duc et Prince de Naſſau, ayant nommé de leur côté et muni de leurs pleinspouvoirs, le Sieur Frédéric Adolphe Baron de Winzingerode, Colonel à la Suite et Grand-Ecuyer de Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Naſſau; et le Sieur Charles Frédéric Ibell, Conſeiller privé actuel et référendaire intime d'Etat de Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Naſſau, les Plénipotentiaires reſpectifs ſont convenues et ont arrèté les articles ſuivans:

Art. I. Leurs Alteſſes Séréniſſimes les Duc et Prince de Naſſau renoncent pour eux et leurs ſucceſſeurs à la confédération du Rhin et à tous les liens, devoirs et obligations qui en reſultent pour Eux.

Art. II. Leurs Alteſſes Séréniſſimes s'engagent au contraire à ſoutenir la cauſe de l'indépendance de l'Allemagne par tous les moyens en leur pouvoir.

Art. III. Les ſecours que leurs Alteſſes Séréniſſimes ſeront tenues de fournir à la cauſe commune, ſont

1813 ſpecifiés dans un inſtrument ſéparé, qui doit être envisagé comme partie intégrante du préſent traité.

Art. IV. Sa Majeſté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème garantit à Leurs Alteſſes Séréniſſimes les Duc et Prince de Naſſau, leur Souveraineté et leurs poſſeſſions,

Par contre Leurs Alteſſes Séréniſſimes s'engagent à ſe conformer à cet égard et en général aux arrangemens qu'exigera l'ordre des choſes qui ſera definitivement établi pour le maintien de l'indépendance de l'Allemagne.

Art. V. Le préſent traité d'Alliance ſera ratifié et les ratifications en ſeront échangées dans le plus cours delai poſſible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſigné et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort ſur le Main le vingt trois Novembre, l'an de Grâce, mil-huit cent-treize.

Signé: (L. S.) Binder.
(L. S.) *Baron* de Wintzingeroda.
(L. S.) Charles Frédéric Ibell.

b.

Articles ſéparés et ſecrets.

Art. I. Leurs Alteſſes Séréniſſimes les Duc et Prince de Naſſau ſe préteront à toutes les ceſſions qu' éxigeront les arrangemens futurs en Allemagne, calculés pour le maintien de la force et de l'indépendance de ce pays.

Leurs Alteſſes Séréniſſimes les Duc et Prince de Naſſau s'etant déclarés prèts à reſtituer dès à préſent à la Maiſon de Naſſau Orange des poſſeſſions réunies jusqu'ici aux Leurs, Sa Majeſté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème regarde cette Déclaration comme une des conditions du préſent Traité, et elle recevra ſon effet moyennant un arrangement de famille garanti par les puiſſances alliées.

Art.

1813

Art. II. Sa Majeſté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème s'engage par contre, à s'employer à procurer à Leurs Alteſſes Séréniſſimes en retour de ces ceſſions, une indemnité compatible avec la maſſe des objets qui ſeront disponibles à l'époque de la pacification, et avec le but enoncé ci-deſſus, et la plus rapprochée des dimenſions actuëlles des Etats de Leurs Alteſſes Séréniſſimes.

Les préſens articles ſéparés et ſecrets auront la même force et valeur, comme s'ils étaient inſéres mot à mot au Traité principal de ce jour.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs ont ſigné ces articles ſéparés et ſecrets, et y ont appoſé le cachet de Leurs armes.

Fait à Francfort ſur le Mein, le vingt trois Novembre l'an de Grâce, mil-huit-cent-treize.

(L. S.) Binder.

(L. S.) *Baron* de Wintzingeroda.

(L. S.) Charles Frédéric Ibell.

c.

Pièces annexées au traité.

I.

Syſtème général de défenſe.

Art. I. Pour aſſurer l'indépendance future de l'Allemagne et pour donner plus d'unité à ſes moyens militaires, il a été convenu d'établir un ſyſtème général et proviſoire de défenſe pour tous les Etats de l'Allemagne.

Art. II. Dans ce ſyſtême ſe trouvent compris, outre les grandes Puiſſances alliées, les Etats des Princes allemands, qui ont accedé à la grande alliance pour le but de l'indépendance de l'Allemagne, enfin ceux, qui dans ce moment ſont adminiſtrés pour le bien de la cauſe publique, comme le Royaume de Saxe, le Grand Duché de Francfort etc.

Art. III. Dans tous ces pays on formera ſans délai à l'exemple de l'Autriche, de la Pruſſe et de la Bavière, des

1813 des corps de volontaires, des troupes de ligne et une Landwehr, une reserve pour celles-ci et de plus, dans les pays où cela sera nécessaire, un Landsturm.

Art. IV. Ces troupes ne pourront être composées que d'indigènes des pays respectifs.

Art. V. Le nombre des troupes de ligne, de la Landwehr et des reserves pour chaque paye sera réglé d'après le contingent que chacun d'eux a fourni à la confédération du Rhin, en doublant celui-ci de manière, que la première moitié formera les troupes de ligne qui seront fournies aussitôt et le plus promtement possibles, la seconde — la Landwehr — qui sera formé également, dans le terme le plus rapproché d'après un réglement particulier. Toutes ces troupes seront toujours maintenües au grand complet moyennant des reserves proportionnées et toutes prêtes.

Art. VI. Le Landsturm n'entrera point dans ce calcul.

Art. VII. Les troupes de ligne et la Landwehr seront tenues de combattre partout où la guerre l'exigera.

Art. VIII. Les troupes de la Landwehr joindront le plutôt possible leurs corps respectifs.

Art. IX. Le Landsturm ne servira que dans l'interieur de son pays et pour la défense de ses propres foyers.

Art. X. Toutes ces forces seront organisées en différens grands Corps.

Art. XI. Chacun de ces corps aura un Général et un Etat major particulier. Les fraix que causeront ceux-ci seront à la charge des Etats qui formeront les corps.

Art. XII. Chaque corps d'armée sera, le plus que faire se pourra, placé dans la proximité des Etats qui le fournissent et mis sous le commandement général le plus rapproché d'eux.

Art. XIII. Chaque pays pourvoira à l'habillement et à l'équippement, aussibien qu'à la solde des troupes et cela de la manière la plus prompte et la plus exacte.

Art. XIV. Aussitôt que les corps se seront formés, leur approvisionnement se fera d'après l'arrangement

con-

convenu séparement; au reste chaque Etat sera tenu à fournir les trains de transport nécessaires (*Fuhrwesen*). 1813

Art. XV. Pour eviter dès ce moment toute méprise, les troupes des Puissances alliées porteront toutes une seule et même marque distinctive (*Feldzeichen*).

Art. XVI. Les Puissances alliées nommeront sur le champ des officiers qui désigneront les points et les positions qui devront être fortifiés ou retranchés pour la défense commune de l'Allemagne et il sera procédé sans délai à leur établissement.

Art. XVII. Aucun pays ne pourra se refuser à ces établissemens; ils seront tenus de pourvoir gratis aux charrois et à la main-d'oeuvre. Les pays voisins seront obligés cependant de concourir proportionnellement à cette charge.

Art. XVIII. Pour faciliter les armemens nécessaires, les Puissances alliées sont convenues d'exploiter les fabriques d'armes et les moulins à poudre de l'Allemagne, uniquement pour cet objet et les établissemens de Suhl, Sohlingen, Herzberg, Olberhaan etc. recevront les ordres necessaires à cet effet.

Art. XIX. Afin de favoriser également l'établissement de l'Artillerie, les Puissances alliées sont convenues d'y assigner une partie de l'artillerie prise sur l'ennemi. Les chevaux et harnais seront fournis par les Etats et pays respectifs.

Toutes les armes quelconques que les Puissances alliées conquerront dans les places fortes de l'Elbe, seront également employées aux armemens de l'Allemagne.

Le présent instrument cité à l'article 3. du traité du même jour, devant être envisagé comme inseré mot à mot au dit traité, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé de même à Francfort sur le Mein le vingt trois Novembre l'an de grace mil-huit-cent-treize.

(L. S.) *Signé:* Francois *Baron* Binder de Kriegelstein.

II.

II.

1813 *Plan zu einer unter den deutschen Fürsten zu schliessenden Vereinigung zu Herbeischaffung der Kriegskosten.*

Art. I. Die deutschen Fürsten, welche dem Rheinbunde entsagt haben, verpflichten sich als Bedingung der von ihnen zu den grossen verbündeten Heeren zu stellenden Kontingente, auch noch mit ihrem Credit zu Herbeischaffung der Kriegskosten mitzuwirken, und diesen Credit bis zu dem Betrage der Brutto-Einkünfte ihrer Länder von einem Jahr auszudehnen.

Art. II. Der Betrag dieses einjährigen Einkommens wird nach den bekannten statistischen Datis angenommen, oder nach einem allgemeinen Verhältniss zu der bekannten Seelenzahl ausgemittelt.

Art. III. Um diesen Credit sofort zur Bestreitung der Kriegskosten benutzen zu können, wird über die ganze Summe desselben ohne Zeitverlust eine gemeinschaftliche Haupt-Obligation ausgestellt und vor denen dazu zu ernennenden Commissarien der hohen verbündeten Mächte, von sämmtlichen theilnehmenden Fürsten durch ihre Spezial Bevollmächtigten unterschrieben, sodann aber in die Hände der gedachten Commissarien an einem dazu zu bestimmenden Ort deponirt.

Art. IV. Die in gedachter Obligation von Seite der Fürsten zu übernehmende Zahlungs-Verbindlichkeit ist solidarisch und dahin gerichtet, die darauf zu erhebenden oder erhobenen Summen in vier und zwanzig Terminen von drei Monaten zu drei Monaten pro rata eines jeden Theilnehmers binnen sechs Jahren a dato eines Jahrs vom Tage der Ausstellung der Obligation an gerechnet, zurückzuzahlen, so dass wenn z. B. die Ausstellung am 1sten Decbr. d. J. erfolgt, der erste Termin am 1sten März 1815 und der letzte am 1sten März 1821 einfällt.

Die hohen verbündeten Mächte versehen diese Obligation mit ihrer gleichfalls solidarischen Garantie, und verpflichten sich bei dem Frieden, einen besondern

dern Artikel in dem Friedensſchluſſe einzuſchalten, 1813
wodurch wegen richtiger Zahlung der Schuld auf das beſtimmteſte vollkommene Sicherheit gegeben wird.

Art. V. Die ſämmtlichen Landes-Einkünfte der unterzeichnenden Fürſten werden zur Special-Hypothek für die Rückzahlung beſtellt, beſonders aber alle Domainen und Domanial-Einkünfte, in deren Beſitz ſie ſich befinden.

Art. VI. Vorgedachte Haupt-Obligation wird in Partial-Obligationen zu 5000, 2000, 1000, 500, 200, 100 und 50 Fl. eingetheilt, welche au porteur ſtehen und ſechs Procent Zinſen tragen, auch zu mehrerer Beglaubigung von dazu ernannten Bevollmächtigten unterzeichnet werden. Vierteljährig wird nach der Beſtimmung des §. 4. der ſechste Theil des Ganzen durch das Loos beſtimmt und nebſt den Zinſen zurückgezahlt.

Art. VII. Die alliirten Mächte verbinden ſich, diejenigen Zahlungen, zu denen ſie ſich durch die Verträge verpflichten werden, mittelſt jener Obligationen zu bezahlen.

Art. VIII. Es wird von den hohen verbündeten Mächten in einer, dem Kriegsſchauplatze nicht zu nahe liegenden Stadt eine Komité gebildet, wobei die unterſchriebenen Fürſten eigene Deputirte ernennen, und welches auf die prompte Einhaltung der Termine von Seiten der unterſchriebenen Fürſten wacht.

Der bei jedem dieſer Fürſten von Seite der verbündeten Mächte anzuſtellende Agent wird ebenfalls zu gleichem Zwecke beſonders beauftragt. Dieſe terminliche Rückzahlungen können nur in dem nach den Beſtimmungen des §. 7. in Kurs gebrachten Obligationen, oder in baarem Gelde geſchehen. Diejenigen Obligationen, welche von den Inhabern unmittelbar bei der Komité präſentirt werden, werden in baarem Gelde ausbezahlt.

Art. IX. Gegen diejenigen von den Theilnehmern, welche ihre Verbindlichkeiten nicht erfüllen, werden auf den Antrag der Komité ſofort die nöthigen Maſsregeln ergriffen.

Art. X. Alle eingelöſten Obligationen werden durch die Komité ſofort vernichtet, und die Summe nebſt den Nummern derſelben öffentlich bekannt gemacht.

Da

1813 Da die gegenwärtige in dem dritten Artikel des Vertrages vom heutigen Tage angezogene Verhandlung eben so angesehen werden soll, als wäre dieselbe dem erwähnten Vertrage von Wort zu Wort eingerückt, so haben die gegenseitigen Bevollmächtigten dieselbe auf gleiche Weise unterzeichnet.

So geschehen Frankfurt a. M. den 23. Novbr. 1813.

(L. S.) Franz, *Freyherr* Binder von Kriegelstein.

III.

Entretien des troupes.

In Ansehung der Concurrenz der der teutschen Verbündung beitretenden Staaten zur Naturalverpflegung der grofsen Armeen, welche für die Herstellung der Unabhängigkeit dieser Verbündung fechten, sind folgende Grundzüge, als den allgemeinen Ansichten entsprechend, anzunehmen.

Art. I. Die drei grofsen Mächte, nämlich Oesterreich, Rufsland und Preufsen werden zur Verpflegung ihrer Heere, den sechsmonatlichen Bedarf aus ihren Staaten nachschieben.

Art. II. Die Wasserfrachten werden von ihnen bezahlt, wenn aber die Einladung in dem Gebiete eines verbündeten Staates geschiehet, so ist dessen Regierung verpflichtet, die Gefäfse gegen die in gewöhnlichen Zeiten übliche Fracht gestellen zu lassen.

Art. III. Wo kein Wassertransport möglich ist, wird das benöthigte Fuhrwesen unentgeltlich gestellt, und zu dem Ende werden Fuhrlinien von stehenden Wagenparks angelegt.

Art. IV. Die Fütterung für das nachzutreibende Schlachtvieh wird gegen Quittung verabreicht, wenn aber Weideplätze angewiesen werden können, so geschiehet solches unentgeltlich.

Art. V. Da diese Maasregeln aber erst nach wiederaufgehender Schifffahrt und bei fahrbaren Wegen ihre volle Ausführung erhalten können; so machen die verbündeten Staaten sich anheischig, den Verpflegungs-

gungsbedarf der Armeen nach den jedesmaligen Forderungen der General-Intendantur oder in dringenden Fällen und bei Märſchen, nach denen die Corps-Commandanten, gegen Quittung zu verabreichen, und in die zu deſignirenden Magazine einzuliefern. 1813

Art. VI. Dieſe Lieferungen ſollen unmittelbar nach erfolgten durch die Quittungen belegten Liquidationen in den anderweitig beſtimmten Obligationen bezahlt werden.

Art. VII. Die Preiſe derſelben werden nach dem Durchſchnitte der in den ſechs Monaten vom 1ſten Juli bis 31ten Decbr. 1813 ſtatt gefundenen Marktpreiſen der gröſsern Städte des liefernden Staates beſtimmt. Bei den kleinern Staaten werden die des Militär-Diſtricts zu welchem ſie gehören, angenommen.

Art. VIII. Requiſitionen an Bekleidungs-Bedürfniſſen werden nur in Anſehung von Schuhen, Stiefeln und Tuch zu Beinkleidern als der häuſig eine augenblickliche Befriedigung heiſchenden Bedürfniſſe, ſtatt finden.

Art. IX. Sie können ebenfalls nur durch die General-Intendantur, oder in auſserordentlichen Fällen durch die Corps-Commandanten auf ihre Verantwortung erlaſſen werden. Die Bezahlung dafür wird nach der im §. 6. beſtimmten Art in Obligationen nach den landüblichen Preiſen geleiſtet.

Art. X. Dieſe Bezahlung findet für alle ſeit dem 1ten November c. ausgeſchriebene Naturalien- und Bekleidungsbedürfniſſe ſtatt.

Art. XI. Die Transporte ſowohl der eigenen Lieferungen als der von rückwärts ankommenden Ausſchreibungen werden als Kriegslaſt unentgeltlich geleiſtet.

Art. XII. Ein jeder der Bundesſtaaten übernimmt die eigene Verpflegung ſeines Contingents und ſichert ſolche auf ein Jahr.

Art. XIII. Zu mehrerer Bequemlichkeit und Vermeidung läſtiger Transporte wird aber die Verpflegung der Contingente, da wo ſie ſich befinden, auf Requiſition bewirkt, und für ſelbige von derjenigen groſsen Macht, mit deren Armee ſie verbunden ſind, in Obligatio-

1813 gationen - Zahlung geleistet, wogegen ein jeder Bundesstaat so viel Naturalien als die einjährige Verpflegung seines Contingents beträgt, ohne Bezahlung verabreicht.

Art. XIV. Dieses nach den Portionssätzen im voraus zu bestimmende Quantum wird daher von den Liquidationen der auf Quittungen gelieferten Verpflegung abgerechnet.

Art. XV. Die im eigenen Lande geleistete Verpflegung des Contingents und der Landwehr kommt dabei zur Berechnung, nicht aber die der Reserven.

Art. XVI. Wenn der Krieg nicht ein Jahr dauert, oder während desselben die Contingente auf feindlichem Territorium unentgeltliche Verpflegung genossen haben; so kommt von der Liquidation nur dasjenige Quantum in Abzug, welches der Zeit entspricht, binnen welcher die Verpflegung des Contingents hat bezahlt werden müssen.

Art. XVII. Die grofsen verbündeten Mächte werden sich über die von ihnen für die Contingente geleisteten Zahlungen und die dagegen ihnen zu Gute gekommene unentgeltliche Verpflegung unter sich berechnen.

Art. XVIII. Wenn auf Märschen oder in Kantonnirungen eine Etappen - Verpflegung statt findet; so wird sie nach beygehendem Tarif geleistet, es wird Quittung darüber gegeben, und die Bezahlung dafür pro Tag und Kopf auf die §. 6. gedachte Weise gewährt.

Art. XIX. Die Bestimmung des Preises erfolgt nach denen im §. 7. erwähnten Durchnitts - Sätzen.

Art. XX. Wegen der Lazarethe zur Aufnahme der Kranken und Blessirten der Bundesheere sowohl als der Gefangenen, wird ein besonderes Reglement ergehen, welches auf den Grundsatz einer Geld - Concurrenz abseiten der verbündeten Mächte und der dem Bunde beitretenden deutschen Staaten gebaut werden soll.

Art. XXI. Denen von der Hauptarmee getrennt agirenden Armeen werden besondere Verpflegungs-Rayons, die sich nach den Bewegungen der Armee richten und verändern, angewiesen werden, in welchen sie nach den obigen Bestimmungen zu verfahren haben.

Art.

Art. XXII. Die Verpflegung auf den Militärstrafsen wird nach obigen Grundfätzen bezahlt. 1813

Hauptquartier Frankfurt, den 20. Nov. 1813.

Da die gegenwärtige in dem dritten Artikel des Vertrags vom heutigen Tag angezogene Verhandlung eben fo angefehen werden foll, als wäre diefelbe dem erwähnten Vertrage von Wort zu Wort eingerückt; fo haben die gegenfeitigen Bevollmächtigten diefelbe auf gleiche Weife unterzeichnet.

Frankfurt, den 23. November 1813.

(L. S.) Franz *Freyh.* Binder von Kriegelstein.

16.

Extrait du Traité entre (S. M. l'Empereur d'Autriche) infimili S. M. l'Empereur de Ruffie, infimili S. M. le Roi de Pruffe et S. A. S. le Duc de Saxe Cobourg Saalfeld pour l'admiffion de celui-ci à l'alliance figné en trois inftrumens féparés à Francfort fur le Main le 24 Novembre 1813. 24 Nov.

(*Beantwortung der von dem Herzoglichen Haufe Sachfen Meiningen gegen Sachfen Coburg Saalfeld erlaffenen Denkfchrift die S. Coburg Eifenberg und Römhildifche Succeff. betreffend.* fol. p. 24.)

Au nom de la très fainte et indivifible Trinité.

Sa Majefté l'Empereur d'Autriche Roi de Hongrie et de Bohème (*de Ruffie, le Roi de Pruffe*) animé ainfique tous fes auguftes alliés, du defir de rallier les fouve-

1813 souverains de l'Allemagne à la cause commune, et de les faire participer aux bienfaits de l'indépendance de leur patrie admet pour sa part à la grande Alliance, son altesse sérenissime le Duc de Coburg Saalfeld etc.

Renonciation à la confed. du Rhin

ART. I. Son Altesse Sérénissime le Duc de Saxe-Coburg-Saalfeld renonce pour Lui et ses successeurs à la confédération du Rhin, et à tous les liens, devoirs et obligations qui en resultent pour Eux.

Soutien de la cause commune.

ART. II. Son Altesse Sérénissime s'engage au contraire à soutenir la cause de l'indépendance de l'Allemagne par tous les moyens en son pouvoir.

Secours

ART. III. Les secours que son Altesse Sérénissime sera tenue de fournir à la cause commune, sont spécifiés dans un instrument séparé qui doit être envisagé comme partie intégrante du présent traité.

Garantie.

ART. IV. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche (de Russie, le Roi de Prusse) garantit à son Altesse Sérénissime le Duc de Saxe-Coburg-Saalfeld sa souveraineté et ses possessions.

Par contre, son Altesse Sérénissime s'engage à se conformer à cet égard, et en général, aux arrangemens qu' exigera l'ordre des choses, qui sera defénitivement établi pour le maintien de l indpéendance de l'Allemagne.

Fait à Francfort sur le Main le 24 Novembre l'an de grâce 1813.

(L. S.) BINDER.*)

B. FISCHLER DE FREUBERG.

*) L'instrument signé avec la Russie est signé de la part de cette Puissance: JEAN D'ANSTETT, celui avec Prusse: CH. GUILL. *Baron* DE HUMBOLD.

17.

Traité préliminaire d'union et de cessions reciproques entre les branches de la maison d'Orange et de Nassau; signé à Francfort ce 26 Novembre 1813. *)

1813
26 Nov.

Nachdem durch die siegreichen Waffen der gegen Frankreich verbündeten Mächte die Auflösung der rheinischen Conföderation herbeygeführt worden, in deren Gefolge aber das herzogliche Haus Nassau der bestehenden Allianz gegen Frankreich unter den von Ihro Kaiserlichen und Königlichen Majestäten von Oestreich, Rufsland und Preufsen festgesetzten Bedingungen beygetreten ist; so ist der Zeitpunct gekommen, wo die durch überwiegende äufsere Einwirkung unterbrochene enge Vereinigung der bestehenden beiden Hauptstämme des Fürstenhauses Nassau durch neue Bande befestigt werden konnte.

Da es nun immer die Absicht Ihro Durchlauchten des Herzogs und Fürsten zu Nassau gewesen, Höchst Ihres Orts bey eintretender Zeit und Gelegenheit zur Restitution Seiner Hoheit des Prinzen von Oranien Nassau in Höchst Dero deutsche Lande und Besitzungen auf alle Weise thätig mitzuwirken, insonderheit in dem Fall, wo Seine Hoheit zum Wiederbesitz der mit dem Grofsherzogthum Berg vereinigt gewesenen alt Nassauischen Stammlande gelangen würden; so war die bey dem Abschlufs des Allianztractats mit den vorerwähnten Mächten dem herzoglichen Hause Nassau zu erkennen gegebene Absicht, das fürstliche Haus Oranien-Nassau in dem Besitz Höchst Ihro Lande restituirt zu sehen, den eigenen Wünschen und Erwartun-

*) Ce traité n'a pas été solemnellement ratifié par S. A. R. le Prince d'Orange néanmoins il a été confirmé et mis en execution par le traité posterieurement conclu le 14 Juillet 1814 lequel a déja été donné plus haut Suppl T. VI. p. 23.

1813 wartungen Ihro Herzoglichen und Hochfürstlichen Durchlauchten zu Nassau durchaus entsprechend.

Höchstdieselben haben daher Höchst Ihrem unterzeichneten dirigirenden Staatsminister Freyherrn Marschall von Bieberstein, des Grofsherzoglich-Badenschen Ordens der Treue Grofskreuz, Vollmacht und Gewalt ertheilt, mit dem zur Uebernahme des Besitzes und den hieraus resultirenden Regierungsanordnungen von Seiner Hoheit dem Prinzen von Oranien Nassau hierher abgeordneten Generalbevollmächtigten dem mit unterzeichneten Minister Freyherrn von Gagern, des Hessischen Löwens und des Grofsherzoglich-Badenschen Ordens der Treue Grofskreuz, eine Uebereinkunst zu verabreden, wornach über jene Restitution, so wie über den Besitz und die Verwaltung der in Gefolge der rheinischen Conföderations-Acte mit dem Herzogthum Nassau vereinigten Oranien Nassauischen Besitzungen solche Bestimmungen festgesetzt würden, welche eben sowohl dem Zweck der engen Wiedervereinigung des Hauses Nassau, wie die allgemein vorwaltenden, und in unterliegendem Fall insonderheit offenkundigen Absichten der gegen Frankreich alliirten Mächte auf möglichste Erhaltung der bestehenden Verwaltungs-Ordnung um militärisch-politischer Zwecke willen entsprechend seyen. Hiervon ausgehend, sind beide hier oben angeführte Bevollmächtigte über nachfolgende provisorische Artikel übereingekommen.

Art. I. Die Bande, wodurch die zwey Hauptstämme des Hauses Nassau von jeher und allermeist seit Errichtung des Nassauischen Erbvereins vom Jahre 1783 vereinigt waren, sind als wieder angeknüpft zu betrachten; doch bleibt die Revision der in besagtem Erbverein begründeten wechselseitigen Verhältnisse, Rechte und Verbindlichkeiten und der aus den eingetretenen Zeitverhältnissen hervorgehenden nothwendigen Abänderungen und Proportionen zur besondern Verhandlung und Uebereinkunft bey schicklicher Zeit und Gelegenheit ausgesetzt.

Art. II. Sobald Seine Hoheit der Prinz von Oranien-Nassau in den Besitz Höchst Dero mit dem Grofs-

Grofsherzogthum Berg vereinigt gewesenen alt Nassauischen Stammlande restituirt seyn werden, soll an Höchstdieselben das von Nassau besessene, was die Rechte des Eigenthums und der Besitzergreifung betrifft, in den vorigen Stand zurückgestellt werden. 1813

In Absicht der ferneren Vollziehung und Administration selbst aber soll das Amt Diez in seinem dermaligen Bestand samt dem ehemaligen Amt Dauborn, bestehend aus den dem Oberamt Kirberg zu Kamberg dermalen incorporirten Ortschaften Dauborn und Eufingen nebst dem Hof Gnadenthal, ferner der geographischen Lage wegen aus dem Herzoglich Nassauischen dermaligen Amt Burbach, neben dem so genannten Hickengrund, die vormals zwischen Oranien-Nassau und Sayn-Hachenburg gemeinschaftlichen Ortschaften sofort mit allen Hoheits- und Domanialrechten, Gerechtsamen, Besitzungen und Domänen abgetreten werden.

Das immittelst mit dem Amte Diez vereinigte Dorf Balduinstein samt Zubehörde verbleibt bey demselben. Eben so das dem Amte Nassau incorporirte Dorf Obernhof samt Zubehörde bey diesem.

Art. III. Um keine nachtheilige Verwickelung in den eingerichteten Comptabilitätsformen zu veranlassen, auch um für die Oranien-Nassauische Uebernahme der Renten und Gefälle in vorbesagten Aemtern und Besitzungen, so wie für die nothwendigen Anordnungen in Betreff deren künftigen Verwaltung und Verrechnung Zeit und Raum zu gewinnen, ist für den Fall einer frühern Retrocession stipulirt worden, dafs alle und jede Einnahmen bis zum Schlusse des laufenden Rechnungsjahrs d. h. bis zum 31. December 1813 dem Herzoglichen Hause Nassau verrechnet werden sollen.

Dagegen werden für das Jahr 1813 nicht allein die bisher bestandene Abgabe zur Fürstlich-Oranien-Nassauischen Casse, sondern auch der volle Betrag des Herzoglich-Nassauischer Seits bereits übernommenen Antheils von Zinsen von Oranien-Nassauischen Passiv-Capitalien und Pensionen bis zum Schlufs dieses Jahres

1813 ohne einigen Abzug aus der Herzoglich Naſſauiſchen Staatskaſſe geleiſtet.

Art. IV. Die vormals gemeinſchaftlichen Aemter und Beſitzungen Wehrheim, Kamberg ſammt Mensfelden, Kirberg und Naſſau ſammt der Vogtey Ems verbleiben, ſo viel die Adminiſtration betrifft, in ausſchlieſslichem Beſitz des herzoglichen Hauſes Naſſau bis zur dereinſtigen endlichen Auseinanderſetzung zwiſchen den beiden Hauptſtämmen des Hauſes Naſſau.

Art. V. Vom 1. Januar 1814 an, in ſo fern bis dahin die Reſtitution des fürſtlichen Hauſes Oranien-Naſſau in die hier oben im Art. II. aufgeführten Landestheile und Beſitzungen erfolgt ſeyn wird, übernimmt Hochdaſſelbe alle und jede darauf haftende Locallaſten und Ausgaben, desgleichen alle vom Herzoglichen Hauſe Naſſau bey der Auseinanderſetzung mit dem Groſsherzogthum Berg übernommene Penſionen vormals Oranien-Naſſauiſcher Diener und Angehörigen ohne Unterſchied.

Art. VI. Dagegen verpflichtet ſich das herzogliche Haus Naſſau, ſo lange ſich daſſelbe in dem ungetheilten Genuſs der im Art. IV. aufgeführten Objecte befinden wird, zur fortgeſetzten Bezahlung aller und jeder, von Oranien-Naſſauiſchen Paſſivcapitalien ratirlich übernommenen Zinſen mit Ausſchluſs des als Locallaſt zu betrachtenden Antheils der im vorhergehenden Artikel erwähnten Landestheile an den Kriegsſchulden-Capitalien bis zum Zeitpunct der vorhin gedachten endlichen und allgemeinen Ausgleichung. Die im Art. III. ebenmäſsig bereits gedachte Jahresrente ceſſirt vom ſelbigen Termin an.

Art. VII. Der Sitz des Herzoglich-Naſſauiſchon Oberappellationsgerichts verbleibt zu Diez in dem gegenwärtigen Beſtand, desgleichen die daſelbſt etablirte Zuchthausanſtalt nach ihrer ganzen dermaligen Verfaſſung und Einrichtung. Seiner Hoheit dem Prinzen von Oranien Naſſau iſt vorbehalten, dem Wirkungskreis des Oberappellationsgerichts ſämtliche in Deutſchand Höchſtdenſelben reſtituirte Lande zu untergehen, weniger nicht über die Zuchthausanſtalt zur Detention der

der von den Kriminalgerichtshöfen Seiner Hoheit verurtheilten Verbrecher zu diſponiren. Beides nach den hierüber in der Folge annoch näher zu beſtimmenden Modalitäten der Vollziehung. 1813

Art. VIII. Seiner Hoheit dem Prinzen von Oranien-Naſſau bleibt es überlaſſen, die in Herzoglich Naſſauiſche Dienſte getretenen Oranien-Naſſauiſchen Diener gutfindenden Falls zurückzurufen.

Art. IX. Seine Hoheit der Prinz von Oranien-Naſſau garantiren bis zum allgemeinen Frieden und der ſchlieſslichen Uebereinkunft über alle ſuſpendirte Fragen die Unterhaltung der Wehrlücke bey der Oranienſteiner Mühle zum Behuf der ungehinderten Lahnſchiffahrt. Höchſtdieſelben werden die Lahnſchiffahrt bey ihrer dermaligen Befreyung von Zöllen und Abgaben aller und jeder Art und Gattung bis dahin erhalten.

Art. X. Damit die Unterhaltung der die Aemter Diez und Burbach durchziehenden chauſſirten groſsen Landſtraſsen nicht gefährdet werde, ſo iſt für zweckmäſsig gehalten worden, daſs die reſpective Concurrenz der beyderſeitigen Unterthanen zu dieſer gemeinnützlichen Arbeit unter gemeinſchaftlicher Inſpection und Direction nach der beſtehenden Verfaſſung und Einrichtung vorerſt und bis zur allgemeinen nähern Ausſcheidung der wechſelſeitigen Landesverhältniſſe fortdauern ſolle.

Art. XI. Dieweilen Ihro Herzogliche und Hochfürſtliche Durchlauchten zu Naſſau ſich anheiſchig gemacht haben, für das Herzogthum Naſſau das Doppelte des vormalig rheiniſchen Bundes-Contingents an regulirten Truppen und Landwehr zur alliirten Armee einzuſtellen, ſo werden Seine Hoheit der Prinz von Oranien-Naſſau die nach Proportion der Bevölkerung hiervon auf die nach Art. II. an Höchſtdieſelbe abzutretende Landestheile fallende Rate vom Zeitpunct der geſchehenen Ceſſion an übernehmen. Damit auch die innige Vereinigung der beiderſeitigen Landes- und Staatsintereſſen in jeder auswärtigen Beziehung bethätiget reſpective gefördert werde, ſo werden die paciscirenden Naſſauiſchen Höfe gemeinſchaftlich die für

1813 die militärische Brauchbarkeit augenscheinlich grofse und wesentliche Vortheile in Gefolge mit sich führende Vereinigung der von Höchstihnen respective zur alliirten Armee zu stellenden militärischen Corps an Freywilligen, regulirten Truppen und Landwehren zu erwirken Bedacht seyn. Alles vorbehaltlich näherer Uebereinkunft, sobald über Anzahl, Waffengattung und militärische Formation der respectiven Contingente die einschlagenden Bestimmungen regulirt seyn werden.

Art. XII. Die beyderseitigen respectiven Verwaltungsbehörden und Unterthanen sollen auf die würksamste Art und Weise von den bestehenden Verhältnissen zwischen den Nassauischen Höfen nicht allein gehörig unterrichtet, sondern auch zur allenthalbigen Unterhaltung und Beförderung des hiernach errichteten und beabsichteten besten Einverständnisses ermahnt und angewiesen werden.

Art. XIII. Die respective Ratification des gegenwärtigen provisorischen Staats- und Hausvertrags soll auf dem kürzesten Wege eingeholt, und die Auswechselung der darüber ausgefertigten Urkunden, wo möglich, noch vor Ablauf des gegenwärtigen Jahres gegen einander erfolgen, demnächst aber zur allenthalbigen nähern Uebereinkunft über die daraus resultirenden respectiven Vollziehungsanordnungen besondere Commissarien mit sacherforderlichen Vollmachten und Instructionen bestellt werden.

Zu dessen Beurkundung ist der gegenwärtige Vertrag doppelr ausgefertigt, und jedes Exemplar von den Eingangs aufgeführten beiden Bevollmächtigten eigenhändig unterschrieben und besiegelt worden.

So geschehen Frankfurt a. M. den 26. Nov. 1813.

(L. S.) *Freyh.* v. Gagern.
Freyh. v. Marschall.

Zusatz.

Zusatz-Artikel. 1813

In sofern der quantitativ noch unkannte Betrag des dem Herzogthum Nassau angesonnenen und mittelst Ausfertigung von besondern Obligationen demnächst zu leistenden Beytrags zu den allgemeinen Kriegskosten mit Rücksicht auf die an Seine Hoheit den Prinzen von Oranien-Nassau zurückfallenden Landestheile ausgemittelt werden sollte; so unterliegt die ratirliche Theilnahme besagter Landestheile als eine sich von selbsten verstehende Verbindlichkeit keinem Zweifel. Die Concurrenz-Quote wird in diesem Falle nach dem nemlichen Verhältniss bestimmt werden, wornach der Beytrag des Ganzen ist regulirt worden.

Geschehen wie oben.

(L. S.) *Freyh.* v. Gagnern.
Freyh. v. Marschall.

18.

1814 *Treaty of friendſhip and alliance between His*
5 Juil. *Britannic Majeſty and His Catholic Majeſty Ferdinand VII, Signed at Madrid the 5th day of July* 1814.

(*Publiſhed by Authority London 4to en Anglois et Eſpagnol.*)

In the name of the moſt Holy Trinity.

His Majeſty the King of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland, and His Catholic Majeſty, being equally animated by a deſire to ſtrengthen and perpetuate the union and alliance which have been the principal means of re-eſtabliſhing the balance of power in Europe, and of reſtoring peace to the world, have conſtituted and appointed, that is to ſay: His Majeſty the King of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland, the Right Honourable *Sir Henry Wellesley*, one of His Majeſty's moſt honourable Privy Council, Knight Companion of the moſt honourable order of the Bath, and His Majeſty's Ambaſſador extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majeſty; and His Catholic Majeſty, *Don Joſeph Miguel de Carbajal y Vargas*, *Duke of San Carlos*, *Count of Caſtillejo and of Puerto*, Grandee of Spain of the firſt claſs, Knight of the moſt illuſtrious order of the Golden Flees, Grand croſs of the Royal and diſtinguiſhed Order of Charles III. Commander of Esparagoza de hares in the order of Alcantara, Chief Majordomo of the King, and Gentleman of His Chamber, Lieutenant general in the Royal Army, Counſellor of State, and Firſt Secretary of State and of general Dispach, who, after having exchanged their reſpective full powers, and finding them in good and due form, have agreed to and concluded the following articles:

Art. I There ſhall be in future a ſtrict and intimate alliance between His Majeſty the King of the United

18.

Traité d'amitié et d'alliance entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté Catholique Ferdinand VII. Signé à Madrid le 5 Juillet 1814.

1814
5 Juil.

(Traduction privée.)

Au nom de la tres-sainte Trinité.

Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, et Sa Majesté Catholique, animés d'un desir égal de resserrer et de perpétuer l'union et l'alliance qui ont été les moyens principaux pour retablir la balance du pouvoir en Europe et pour restituer la paix au monde, ont nommé et autorisé, savoir: Sa Maj. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande le trés-honorable Sir Henry Wellesley, *membre du trés-honorable conseil privé de Sa Majesté, chevalier du trés honorable ordre du Bain et Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté prés Sa Majesté Catholique, et S. M. Catholique Don* Joseph Michel de Carbajal y Vargas, duc de San Carlos, comte de Castillejo et de Puerta, *grand d'Espagne de la première classe, Chevalier de l'illustre ordre de la toison d'or, Grand-Croix de l'ordre royal et distingué de Charles III. Commandeur de Esparagoza de Lares de l'ordre d'Alcantara, Majordome en chef du Roi et Gentilhomme de Sa chambre. Lieutenant général à l'armée Royale, Conseiller d'Etat et premier Secrétaire d'Etat et du dispacho général; lesquels après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans:*

Art. I. *Il y aura à l'avenir une alliance étroite et intime entre S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-Bré-*

1814 United Kingdom of Great Britain and Ireland and His Catholic Majeſty, their heirs and ſucceſſors; and in conſequence of this intimate union, the High Contracting Parties ſhal endeavour to forward, by all poſſible means, their reſpective intereſts.

His Britannic Majeſty and His Catholic Majeſty declare, however, that in drawing cloſer the ties ſo happily ſubſiſting between them, their object is by no means to injure any other State.

Art. II. The preſent alliance ſhall in no way derogate from the treaties and alliances which the High Contracting Parties may have with other powers, it being underſtood that the ſaid treaties are not contrary to the friendſhip and good underſtanding, which it is the object of the preſent Treaty to cement and perpetuate.

Art. III. It having been agreed by the Treaty ſigned at London on the 14th day of January 1809, to proceed to the negociation of a treaty of Commerce between Great Britain and Spain, as ſoon as it ſhould be practicable ſo to do, and the two High Contracting parties deſiring mutually to protect and extend the commerce between their reſpective ſubjects, promiſe to proceed withoud delay to the formation of a definitive arrangement of commerce.

Art. IV. In the event of the commerce of the Spaniſh American poſſeſſion being opened to Foreign nations, His Catholic Majeſty promiſes, that Great Britain ſhall be admitted to trade with thoſe poſſeſſions as the moſt favoured nation.

Art. V. The preſent treaty ſhall be ratified, and the ratifications ſhall be exchanged within forty days, or ſooner if poſſible.

In witneſs whereof we the underſigned Plenipotentiaries have ſigned, in virtue of our reſpective full powers, the preſent Treaty of Friendſhip and Alliance, and have ſealed it with the ſeals of our arms.

Done in Madrid this fifth day of July one thouſand eight hundred and fourteen.

(L. S.) H. Wellesley *).

Three

*) Le document eſpagnol eſt ſigné:
Miguel *Duque de San Carlos.*

Brétagne et d'Irlande et S. M. Catholique, leurs heritiers et successeurs; et en consequence de cette union intime, les Hautes Parties contractantes tacheront d'avancer par tous les moyens possibles leurs interêts mutuels. 1814

S. M. Britannique et S. M. Catholique declarent toutefois, qu'en resserrant les liens qui subsistent si heureusement entre eux ils n'ont aucunement en vue de porter préjudice à aucun autre Etat.

Art. II. *La presente alliance ne dérogera en aucune manière aux traités et alliances que les Hautes Parties contractantes peuvent avoir contractés avec d'autres Puissances, bien entendu que les dits traités ne sont pas contraires à l'amitié et à la bonne harmonie que le present traité a en vue de cimenter et de perpétuer.*

Art. III. *Etant convenu par le traité signé à Londres le 14 de Janvier 1809 de proceder à la negociation d'un traité de commerce entre la Grande-Brétagne et l'Espagne aussitôt qu'il sera possible de l'effectuer, et les deux hautes parties contractantes desirant mutuellement de protèger et d'étendre le commerce entre leurs sujets respectifs, elles se promettent de procéder sans délai à la formation d'un arrangement definitif de commerce.*

Art. IV. *En cas que le commerce avec les possessions Espagnoles en Amèrique fut ouvert à des nations étrangères, Sa Majesté Catholique promet que la Grande-Brétagne sera admise à commercer avec ces possessions comme la nation la plus favorisée.*

Art. V. *Le present traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quarante jours, ou plustôt s'il est possible.*

En foi de quoi nous soussignés Plénipotentiaires avons signé en vertu de nos pleinpouvoirs le present traité d'amitié et d'alliance, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Madrid le cinq du mois de Juillet mil huit cent quatorze.

(*L. S.*) *H.* Wellesley *).

Il

*) L'instrument espagnol est signé:

Miguel *Duque de San Carlos.*

1814 *Three additional articles to the treaty of Friendſhip and alliance between His Majeſty and His Catholic Majeſty Ferdinand the ſeventh, ſigned at Madrid Auguſt* 28. 1814.

Art. I. It is agreed that, pending the negociation of a new treaty of commerce, Great Britain ſhall be admitted to trade with Spain upon the ſame conditions as thoſe which exiſted previously to the year 1796. All the Treaties of commerce which at that period ſubſiſted between the two nations, being hereby ratified and confirmed.

Art. II. His Catholic Majeſty, concurring in the fulleſt manner, in the ſentiments of His Britannic Majeſty, with reſpect to the injuſtice and inhumanity of the traffic of Slaves, will take into conſideration, with the deliberation which the ſtate of his poſſeſſions in America demands, the means of acting in conformity with thoſe ſentiments. His Catholic Majeſty promiſes, moreover, to prohibit His ſubjects from engaging in the ſlave trade, for the purpoſe of ſupplying any islands or poſſeſſions excepting thoſe appertaining to Spain, and to prevent likewiſe, by effectual meaſures and regulations, the protection of the Spaniſh flag being given to foreigners, who may engage in this traffic, whether ſubjects of His Britannic Majeſty or of any other State or Power.

Art. III. His Britannic Majeſty being anxious that the troubles and diſturbances, which unfortunately prevail in the dominions of His Catholic Majeſty in America, ſhould return to their obedience to their lawful Sovereign, engages to take the moſt effectual meaſures for preventing His ſubjects from fourniſhing arms, ammunitions, or any other warlike articles to the revolted in America.

The preſent additional Articles ſhall form an integral part of the treaty of friendſhip and alliance ſigned the 5th day of July, and ſhall have the ſame force and vali-

1814

Trois articles additionnels au traité d'amitié et d'alliance entre S. M. Britannique et S. M. Catholique Ferdinand VII, ſignés à Madrid le 28 Août 1814.

Art. I. Il eſt convenu que durant la negociation d'un nouveau traité de commerce, la Grande-Brétagne ſera admiſe au commerce avec l'Eſpagne ſous les mêmes conditions que celles qui ont exiſté avant l'année 1796. Tous les traités de commerce qui à cette époque ſubſiſtaient entre les deux nations étant ratifiés et confirmés par le preſent acte.

Art. II. Sa Majeſté Catholique concourrant pleinement aux ſentimens de Sa Majeſté Britannique au ſujet de l'injuſtice et de l'inhumanité de la traite des eſclaves prendra en conſideration avec la maturité que l'état de ſes poſſeſſions en Amerique exige, les moyens pour agir en conformité de ces ſentimens. Sa Majeſté Catholique promet en outre de defendre à ſes ſujets de s'intereſſer au commerce d'eſclaves tendant à en fournir d'autres iles ou poſſeſſions que celles appartenant à l'Eſpagne, et de prevenir également par des meſures et réglemens efficaces que la protection du pavillon Eſpagnol ne ſoit accordée à des etrangers qui pourraient s'engager dans ce commerce; qu'ils ſoient ſujets de S. M. Britannique ou de tel autre Etat ou Puiſſance.

Art. III. Sa Majeſté Britannique deſirant vivement que les troubles et diſcordes qui ſe ſont malheureuſement élevés dans les dominations de S. M. Catholique en Amèrique viennent à ceſſer entierement et que les ſujets de ces provinces rentrent ſous l'obeiſſance envers leur ſouverain legitime, s'engage à prendre les meſures les plus efficaces pour empêcher ſes ſujets à fournir des armes, munitions ou autre article de guerre quelconque aux inſurgens en Amérique.

Les preſents articles additionnels formeront une partie intégrante du traité d'amitié et de commerce ſigné le 5 Juillet, et auront la même force et valeur comme

1814 validity, as if they were inſerted word for word, and ſhall be ratified within forty days, or ſooner, if poſſible.

In witneſs whereof, we the underſigned Plenipotentiaries, in virtue of our reſpective full powers, have ſigned the preſent additional Articles, and have ſealed them with the ſeals of our arms.

Done at Madrid this twenty eight day of Auguſt one thouſand eight hundred and fourteen.

(L. S.) H. Wellesley *).

*) L'inſtrument eſpagnol des articles ſéparés eſt ſigné: Miguel *Duque de San Carlos.*

comme s'ils y étaient inſerés mot pour mot, et ſeront ratifiés dans l'eſpace de quarante jours, ou plustôt s'il eſt poſſible. 1814

En foi de quoi nous les ſouſſignés Plénipotentiaires, en vertu de nos pleinpouvoirs reſpectifs avons ſigné les preſents articles additionnels, et les avons ſcellés du cachet de nos armes.

Fait à Madrid le vingt et huit Août mil huit cent quatorze.

(*L. S.*) *H. Wellesley* *).

*) L'inſtrument Eſpagnol de ces articles ſéparés eſt ſigné: Miguel *Duque de San Carlos.*

19.

*Pacte de famille entre le Roi Ferdinand VII. d'Eſpagne et ſon pêre Charles IV en forme de declaration ſignée par ce dernier à Rome le 14 Janv. 1815, acceptée par ſon fils *) et dont les ratifications ont été échangées le 4 Mars ſuivant.* 1815 14 Janv.

(Schoell Vol. X. pag. 331. art. I. p. 333.)

Art. I. La ceſſion de la couronne d'Eſpagne en faveur de mon fils bien-aimé lui impoſe, ainſi qu'à ſes ſucceſſeurs, l'obligation de m'allouer une ſomme qui ſoit analogue au rang élevé où la Providence m'a placé. L'ex-

*) D'après Schoell l. c. l'acceptation du Roi d'Eſpagne a eue lieu ſous la modification que le Roi Charles ne ſe fixeroit pas dans un pays où ſe trouveroit Bonaparte ou Murat.

1815 L'expérience m'a prouvé que la somme qui, depuis mon départ d'Espagne, m'a été envoyée pour moi et ma famille, est insuffisante. Le malheureux état de la nation et les difficultés contre lesquelles mon fils bien-aimé a à lutter me sont bien connus; mais je suis aussi convaincu que rien ne feroit plus de peine à son bon coeur, que si ses augustes parens étoient obligés de se passer de commodités auxquelles leur rang élevé et leur âge avancé peuvent prétendre, et auxquelles son propre honneur et celui de la nation sont intéressés; enfin, que le bien-être de celle-ci et celui de mon bien-aimé fils puissent s'accorder avec ma satisfaction, je propose qu'on m'accorde dorénavant douze millions de réaux par an payables d'avance en douze termes, de mois en mois. Si néanmoins mon fils ne pouvoit pas payer actuellement les quatre millions qui font la différence entre les huit qui m'ont été assignés et les douze que je désire, la nation les acquittera aussitôt que sa situation le lui permettra.

Art. II. Depuis le temps où les armes victorieuses de l'Espagne commencèrent à chasser l'usurpateur, jusqu'à l'époque où mon fils m'assigna huit millions de réaux, j'étois privé de tout secours. Pendant cette période, j'ai contracté une dette de six millions de réaux que mon fils et ses successeurs doivent, pour ma décharge, reconnoître pour la leur, afin de me dédommager des sommes que, pendant le dit temps, ils étoient obligés de me payer. En conséquence, mon fils et ses successeurs s'obligent à payer dans trois ans l'arriéré de six millions de réaux, afin que je puisse m'arranger avec mes créanciers, ou bien mon fils se chargera de cette dette et traitera lui-même avec mes créanciers pour le payement.

Art. III. Si mon épouse me survivoit, rien ne peut être plus sacré pour mon bien-aimé fils que de fournir à sa bonne mère les moyens de subsistance conformes à son rang élevé et à la dignité du souverain de l'Espagne, son fils. L'attachement pour ma bien-aimée épouse et les obligations de lui assurer une existence agreable, m'imposent le devoir de fixer son douaire avant que dieu m'appelle à lui. En conséquence, mon fils et ses successeurs assureront à la reine, mon épouse, une somme annuelle de huit millions de réaux payable d'avance de mois en mois.

Art.

Art. IV. Mon bien-aimé fils, l'infant don Francisco de Paula que Dieu a placé au rang qu'il occupe, est, comme tel, fondé à demander les sommes dont ses frères et oncles jouissent actuellement. En supposant que son frère chéri ne voudra pas le priver de ces prétentions, il s'engagera, pour lui et ses successeurs, de lui faire à l'avenir parvenir la somme que reçoivent les infans d'Espagne. 1815

Art. V. Si je voulois me transporter en Espagne, il me sera libre de choisir pour séjour la province ou la ville dont je jugerai le climat le plus convenable à ma constitution physique, à mon âge avancé et à mes habitudes. Mais comme dans ce moment je ne trouve pas convenable de retourner en Espagne, il me sera libre de choisir le lieu de mon séjour.

Art. VI. Les titres de roi et les prérogatives royales dont moi et mon épouse jouissons notre vie durant étant sacrés, et afin que les honneurs et distinctions qui nous sont dus, nous soient accordés l'a où nous nous fixerons, notre bien-aimé fils et ses successeurs s'engagent à porter le souverain dans les états duquel nous vivrons, à ce que les droits, priviléges et distinctions dus à notre rang et à notre naissance auguste nous soient accordés.

Art. VII. Lorsque ces articles auront été examinés et approuvés par mon fils, ils seront ratifiés.

Fait à Rome, le 14 Janvier 1815.

Signé: Charles.

20.

Acte d'accession de la Cour Impériale d'Autriche au traité signé entre la Prusse et la Russie à Vienne le 3 Mai 1815 (placé plus haut Suppl. T. VI. 236.) 4 Mai

(*Gesetzsammlung für die K. Preufs. Staaten* 1815. p. 158. en fr. et all.)

Sa Majesté Impériale et royale Apostolique ayant été amicalement invitée par S. M. le Roi de Prusse à acceder

1815 ceder au traité conclu à Vienne le 3de Mai de l'an de grâce 1815 entre Sa dite Majeſté et Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies, dont le contenu, inſèré ici mot à mot eſt de la teneur ſuivante:

(ſuit le traité avec ſes annexes.)

Sa Majeſté Impériale et Royale Apoſtolique n'ayant rien plus à coeur que de donner à Sa Majeſté le Roi de Pruſſe toutes les preuves d'amitié, qui ſont en ſon pouvoir; Elle a muni en conſéquence des Plénipouvoirs les plus amples le Sieur Clement Wenceslas Lothaire Prince de Metternich-Winnebourg-Ochſenhauſen, chevalier de la toiſon d'or, Grand-croix de l'ordre Royal de St. Etienne de Hongrie, chevalier de l'ordre de St. André de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la premiere claſſe, Grand-cordon de la légion d'honneur, chevalier de l'ordre de l'éléphant, de l'ordre ſuprême de l'Annonciade, de l'aigle noire et de l'aigle rouge, des ſeraphins, de St. Joſeph de Toscane, de St. Hubert, de l'aigle d'or de Wurtemberg, de la fidélité de Bade, de St. Jean de Jeruſalem et de pluſieurs autres, chancelier de l'ordre militaire de Marie Theréſſe, Curateur de l'academie des beaux arts, Chambellan, Conſeiller intime actuel de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, Son Miniſtre d'état, des conférences et des affaires étrangères, et Son premier Plénipotentiaire au Congrès, pour en Son nom procéder à cette acceſſion, lequel en conſéquence déclare, que Sa Majeſté Impériale et Royale Apoſtolique accède par le préſent acte au ſusdit Traité en s'engageant formellement et ſolemnellement envers Sa Majeſté Pruſſienne à remplir toutes les obligations qui y ſont contenus et qui peuvent la concerner.

En foi de quoi Nous plénipotentiaire de Sa Majeſté Impériale et Royale Apoſtolique avons en vertu de nos Pleinspouvoirs ſigné le préſent acte d'acceſſion, y avons fait appoſer le cachet de nos armes et l'avons échangé contre un acte de la même teneur par lequel Sa Majeſté Pruſſienne accéde au traité conclu à Vienne le trois de Mai de l'an de grâce mil huit cent quinze entre Sa Majeſté Impériale et Royale Apoſtolique et Sa Majeſté Impériale de toutes le Ruſſies.

Fait

Fait à Vienne ce quatre de Mai de l'an de grâce Mil huit-cent-quinze. 1815

Signé:

(L. S.) *Le Prince* DE METTERNICH.

Cet acte d'accession a été ratifié par S. M. l'Empereur d'Autriche et le présent acte a été échangé contre un acte de ratification pareil de S. M. le Roi de Prusse ayant pour objet l'acte d'accession prussienne au traité conclu spécialement à Vienne le 3 Mai 1815 entre la Russie et l'Autriche (placé plus haut Suppl. T. VI. p. 225.)

21.

Convention supplémentaire à celle de Kalisch, entre la Prusse et la Russie, pour le passage des troupes russes à travers les états prussiens, signée à Vienne le 28 Mai 1815. 28 Mai

(SCHÖLL *histoire abrégée des traités.* T. XI. p. 230.)

Les circonstances ayant nécessité qu'une armée de S. M. l'empereur de toutes les Russies traverse de nouveau les états de S. M. le roi de Prusse, et cette marche devant être réglée par des stipulations conformes à l'état actuel des choses, les hautes parties contractantes ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir: S. M. le roi de Prusse, les sieurs de Schoeler, son géneral major, etc., et de Jordan, conseiller intime des ses légations, etc., et S. M. l'empereur de toutes les Russies, les sieurs Jean d'Anstett, son conseiller privé, et George de Cancrine, intendant-général de ses armées, etc., qui, munis des pleins-pouvoirs nécessaires, sont convenus des articles suivans, supplémentaires à la convention conclue sur un objet semblable, à Kalisch, le 7 Avril 1813.

ART. I. La convention de Kalisch restera en pleine force, à l'exception des changemens énoncés dans cet

1815 acte ſupplémentaire, ou des articles qui ſeroient devenus ſuperflus par le changement des circonſtances.

Art. II. L'approviſionnement des troupes et le charroi ſe régleront ſur le tarif et le réglement émané du maréchal commandant l'armée, avant ſon entrée dans les états de S. M. le roi de Pruſſe, et qui ont été acceptés par les autorités des provinces. D'après ce règlement, toutes les quittances ſeront données par portions et rations, d'après les proportions énoncées dans le tarif.

Art. III. Il ſera accordé aux troupes ruſſes une route militaire, ou, s'il le falloit, deux à travers les états de la Pruſſe, et dont on conviendra ſéparément. On les déterminera de manière à ne pas forcer les troupes à faire des détours, et en ayant égard à l'etat des chemins et aux moyens d'approviſionnement.

Art. IV. Pour épargner à la Ruſſie l'embarras d'établir ſes propres hôpitaux pour le nombre peu conſidérable de malades qui, à ce que l'on préſume, pourroient reſter dans les états de S. M. le roi de Pruſſe, ils ſeront reçus dans les hôpitaux de la Pruſſe, et traités comme les malades de l'armée pruſſienne. Il ſera délivré, pour chaque malade, un billet d'hôpital en langue ruſſe, avec la traduction en allemand, françois ou polonois, renfermant le nom du régiment, de la compagnie ou du détachement où ſe trouve un tel homme; ſon nom et prénom. Ce billet renfermera également la ſpécification de ſes effets d'armemens et d'habillement, afin qu'en cas de mort de l'individu, elle puiſſe être conſtatée et les effets rendus.

Il ſera libre de laiſſer dans chaque province des officiers ruſſes chargés de prendre et de donner des informations néceſſaires à l'égard des malades et convaleſcens.

Pour l'entretien de chaque malade, il ſera payé par jour huit gros courans de Pruſſe. Dans ces huit gros ſont compris tous les articles, comme médicamens, linge, etc., et il ne pourra être formé aucune prétention particulière à cet égard.

Art. V. Les officiers ruſſes malades ſeront pourvus de quartiers où il ſe nourriront à leurs frais. S'ils préfèrent de ſe faire ſoigner aux hôpitaux, ils y ſeront admis.

mis. Le prix de leur entretien dans les hôpitaux ſera 1815
de treize gros courant par jour.

Du moment où les ſoldats ſe trouveront en réconvaleſcence et n'auront plus beſoin de médicamens, ils ſeront répartis dans des emplacemens hors des hôpitaux, et recevront les portions ordinaires. Dès qu'ils ſeront en état de marcher, ils ſeront munis de feuilles de routes ſur leſquelles ſera marqué le jour de leur ſortie de l'hôpital. Ils ſeront réunis aux transports pruſſiens, et recevront l'entretien ſtipulé par le tarif.

Si de pareils individus avoient beſoin de chauſſures ou d'autres petits effets de vêtement, ils leur ſeront donné; ce ſera l'objet d'un payement ſéparé.

La liquidation des frais d'hôpitaux ſe fera ſur le billet d'hôpital, où ſera marqué le jour de l'entrée de l'homme à l'hôpital, celui de ſa ſortie pour entrer dans l'emplacement des convaleſcens, et la date où il aura reçu la feuille de route. La liquidation des frais d'hôpitaux pour les officiers ſe fera ſur leurs quittances.

Le montant de l'entretien des réconvaleſcens ou des militaires qui ſe ſeront abſentés de leurs corps, ſera réglé depuis la date de la feuille de route avec le commandant ruſſe qui les recevra au dépôt, et qui, lors de ſa réception, en donnera quittance au commandant du transport. Cette quittance ſe donnera ſur la feuille de route qui, rendue à l'officier pruſſien, ſervira de document à la liquidation.

Dans le cas de rechute de la part d'un convaleſcent qui devoit rentrer à l'hôpital, le nouveau billet d'hôpital ſera donné par l'officier du transport qui en fera mention ſur la feuille de route.

Si ce mode d'admiſſion par billet aux hôpitaux n'avoit pas été obſervé, ce qui n'eſt point vraiſemblable parce qu'il a été enjoint, par un réglement général, à toute la troupe d'en délivrer; ſi de même le mode de quittances, détaillé ci-deſſus, n'avoit pas été employé, faute d'avoir pu publier à temps les préſens articles ſupplémentaires, les quittances des officiers ruſſes laiſſés près des hôpitaux, et, là où elles n'auroient pas pu être données, les procès-verbaux des autorités locales, conſtateront le nombre des malades et la durée de leur ſéjour aux hôpitaux.

1815 Art. VI. Quant aux prix à payer pour les preſtations en denrées faites par les provinces de la monarchie pruſſienne, on les règlera conformément à la convention de Kaliſch, ſur les prix moyens des principaux marchés, ſans aucune addition.

Quant aux provinces qui, à l'époque du paſſage des troupes, n'auroient pas appartenu définitivement à la Pruſſe, les prix moyens ſerviront de baſe depuis la date du traité, en vertu duquel lesdites provinces auroient été réunies à la Pruſſe. Les preſtations faites antérieurement dans les provinces allemandes, ſeront payées ſur le même pied qu'aux autres pays d'Allemagne, d'après le ſyſtème établi à cet égard.

Art. VII. La liquidation des preſtations faites à cette marche aura lieu ſéparément et ſans perte de temps, par la commiſſion de liquidation de Koenigsberg. Cette règle s'appliquera de même aux marches de corps conſiderables qui pourroient encore traverſer les provinces de la Pruſſe, et qui toutefois ſeront annoncés d'avance. Les preſtations à faire ſur les chemins militaires ſeront liquidées de deux mois en deux mois, d'après les quittances des officiers, et, quant aux détachemens qui marcheront ſans officiers, d'après les feuilles de routes viſées par les commandans qui ſe trouveront de diſtance en diſtance.

Art. VIII. Le payement ſe fera après la liquidation, moitié en argent, moitié en grains transportés de Ruſſie dans les ports de Pruſſe ou ſur la frontière continentale, d'après un arrangement à l'amiable. Les payemens au comptant ſe feront au plus tard deux mois après la liquidation, et les denrées ſeront livrées auſſitôt que faire ſe pourra. Le débarquement ſera aux frais de la Pruſſe.

Art. IX. Le payement qui eſt ſtipulé au comptant ſe fera en bonnes lettres de change, ou en courant de Pruſſe. La Ruſſie cependant pourra payer en autres eſpèces, d'après les cotes de la bourſe de Berlin. Mais, pour éviter réciproquement les chances exagérées d'un cours momentané, le maximum du ducat eſt fixé à 3 écus 10 gros, et le minimum à 3 écus 4 gros; de même le maximum des frédérics d'or ou des piſtoles, à 5 ecus 16 gros, et le minimum à 5 écus 8 gros. L'écu de convention (ſpecies thaler) ſera toujours évalué à

32

32 gros courant de Pruſſe, avec 4 pour 100 de bénéfice en faveur de la Ruſſie. Les autres monnoies d'or et d'argent, qui ſeront toutefois au choix de la Ruſſie, ſeront évaluées à proportion. 1815 31 Mai.

Art. X. Cette convention ſupplémentaire ſera ratifiée auſſitôt que faire ſe pourra.

A Vienne le $\frac{16}{28}$ Mai 1815.

de Schöler d'Anstett.
de Jondan. de Canerine.

22.

Article ſéparé ajouté au traité entre le Roi de Pruſſe et les D. et Prince de Naſſau, ſigné à Vienne le 31 Mai 1815 (S. VI. p. 333.) executé le 17 Oct. 1816.

(Schöll *hiſtoire abrégée des traités.* T. XI. p. 619.)

I.

Article ſéparé.

En concluant le traité principal entre S. M. le roi de Pruſſe et LL. AA. les duc et prince de Naſſau, les ſouſſignés plénipotentiaires ont encore arrêté la convention éventuelle ſuivante. Ceſſion éventuelle.

Dans le cas où S. M. le roi de Pruſſe, par ſuite des arrangemens territoriaux qui vont être arrêtés avec la Heſſe Electorale, trouvoit moyen d'acquerir le comté inférieur de Katzenelnbogen avec le parage de Heſſe-Rothenbourg qui y eſt enclavé, S. M. s'engage à céder à LL. AA. les duc et prince de Naſſau ledit comté, avec les propriétés de l'electeur de Heſſe qui y ſont ſituées, et avec les droits de parage et les poſſeſſions de Heſſe-Rothenbourg. Par contre LL. AA. s'engagent à abandonner à S. M. la partie de la principauté de Siegen et des bailliages de Burbach et de Neunkirchen, qui leur revient en vertu du traite principal, ainſi que le bailliage naſſovien d'Atzbach, avec tous les droits

et

1815 et toutes les propriétés de la maison ducale dans ce district. Toutes les dispositions du traité principal sont applicables à cette cession éventuelle.

Cette convention particulière aura la même force obligatoire que le traité principal, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quatre semaines.

En foi de quoi les soussignés plénipotentiaires ont signé le présent article séparé, et l'ont fait munir de leurs sceaux.

Fait à Vienne le 31 Mai 1815.

Signé: *Le Prince* DE HARDENBERG.
ERNEST-FRANÇOIS-LOUIS,
Marschall de Bieberstein.

2.

1816 *Edits de S. A. S. le Duc de Nassau sur l'execution*
17 Oct. *de l'article séparé joint au traité du 31 Mai 1815 avec la Prusse, publiés en date du 17 Oct. 1816.*

(*Verordnungsblatt des Herzogthums Nassau.* No. 26. 1816.)

a.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, souveräner Herzog zu Nassau u. s. w. u. s. w.

Fügen hiermit zu wissen, daſs Wir in Gefolge des zwischen Sr. Maj. dem Könige von Preuſsen und Unsern in Gott ruhenden Regierungs-Vorfahren am 31. May v. J. abgeschlossenen Staatsvertrags und der deshalb statt gefundenen weitern Verhandlungen, Commissarien ernannt und bestellt haben, um in Unserm Namen von der an Uns abgetretenen Niedergrafschaft Catzenellnbogen sammt dem darinn befindlichen Staatseigenthum und Paragial-Rechten und Besitzungen für Uns und Unsere Nachfolger Besitz zu nehmen.

Wir geben Euch den Staatsdienern, Vasallen, Unterthanen und Einwohnern der Niedergrafschaft Catzenellnbogen von dieser Verfügung öffentliche Kenntniſs, und erwarten von Euch, daſs Ihr Uns mit gleichem Gehor-

Gehorsam und mit eben so treuer Ergebenheit werdet zugethan seyn, als Ihr gegen Eure bisherige Landesherrschaft auf rühmliche Art bewiesen habt. 1816

Wir betrachten Eure politische Vereinigung mit Unserm Herzogthum, dessen Einwohner Euch durch geographische Verbindung, durch gleiche Sitten und Gewohnheiten des Lebens und durch Bedürfnisse des wechselseitigen Verkehrs nahe angehören, als ein glückliches und günstiges Ereigniss für die öffentliche Wohlfahrt des so wieder vereinigten Landes. Ihr werdet in dieser Wiedervereinigung Euch aller der Vortheile zu erfreuen haben, welche die von Unsern Regierungsvorfahren aufgerichtete Landesverfassung den Unterthanen und Einwohnern Unsers Herzogthums gewährt. Die Regierung über Euch wird nach gleichförmigen Verwaltungs Einrichtungen und nach übereinstimmenden Gesetzen geführt werden. Unter ihrem Schutz stehet die bürgerliche Freyheit der Person und des Gewerbes, des religiösen Glaubens und der politischen Meinung, die Gleichheit der Abgaben und aller Staatsbürger vor dem Gesetz. Von den Segnungen eines dauernden Friedens beglückt, werdet Ihr mit Uns in den Wirkungen dieser Verfassung und einer derselben angemessenen Verwaltung die Vergessenheit in einer schweren Zeit überstandener Leiden finden, und die Früchte geniessen, welche das in mancherley Erfahrungen gereifte Zeitalter in Unsern feinen Forderungen und Bedürfnissen begegnenden vaterländischen Staatseinrichtungen Euch darbietet.

In dieser Gesinnung, Vertrauen und Hoffnung, versichern Wir Euch alle und jeden Einzelnen Unseres vorzüglichen und theilnehmendsten landesfürstlichen Wohlwollens.

Gegeben Biebrich, den 17. October 1816.

(L. S.) WILHELM,
Herzog zu Nassau.

vt. Ernst Franz Ludwig,
Marschall von Bieberstein.

b.

1816 *Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, souveräner Herzog zu Naſſau* u. ſ. w.

Fügen hiermit zu wiſſen, daſs Wir in Gefolge des an dem 31 May v. J. zu Wien abgeſchloſſenen Staats-Vertrags das Amt Atzbach, beſtehend aus den Ortſchaften:

Atzbach, Dorlar, Dudenhofen, Garbenheim, Ebersgöns, Hochelheim, Dornholzhauſen, Kleinrechtenbach, Groſsrechtenbach, Krofdorf, Gleiberg, Kinzenberg, Vetzberg, Lützellinden, Hörnsheim, Niedercleen, Obercleen, Odenhauſen, Salzböden, Reiskirchen, Niederwetz, Volpertshauſen, Vollnkirchen, Weidenhauſen, Wismar, Launsbach und Nauborn —

mit allen Rechten der Landeshoheit und Oberherrlichkeit, wie ſolche Uns zuſtehen, an Sr. Majeſtät den König von Preuſsen abgetreten haben.

Wir entlaſſen demnach Unſern Diener und Unterthanen in dieſem Amt, aller Uns geleiſteten Dienſt- und Unterthanen Pflichten.

Wir danken Ihnen zugleich für Ihre Uns und Unſern Regierungs-Vorfahren von jeher und unter allen Umſtänden bewieſene Treue, indem Wir die Eröffnung hinzufügen, daſs nur die Ueberzeugung dadurch das Wohl ſämmtlicher unter Unſerer Regierung vereinigten Landestheile zu befördern, Unſern in Gott ruhenden Regierungsvorfahren vermocht hat, zu dem Opfer dieſer Abtretung einzuwilligen. Wir hegen daneben zu der Gerechtigkeit und Milde des Monarchen, unter deſſen Zepter Unſere nun entlaſſene Diener und Unterthanen im Amt Atzbach künftig regiert werden ſollen, das zuverſichtliche Vertrauen, daſs ſie aller Vortheile einer väterlichen Regierung und weiſe geordneten Verwaltung gleich den älteſten Unterthanen der Krone Preuſsen ſich zu erfreuen haben werden.

Indem Wir ſie mit ihren Dienſt- und Unterthanen Pflichten an Se. Königl. Preuſsiſche Majeſtät von nun an verweiſen, werden wir niemals aufhören, ihnen unter allen Umſtänden die lebhafteſte Theilnahme an ihrem

ihrem künftigen Wohlergehen und Unser vorzügliches Wohlwollen zu bewahren. 1816

So gegeben Biebrich, den 17. October 1816.

(L. S.) WILHELM,
Herzog zu Nassau.

vt. Ernst Franz Ludwig,
Marschall von Bieberstein.

c.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, souveräner Herzog zu Nassau u. s. w.

Fügen hiermit zu wissen, dafs Wir uns, in Gefolge des am 31. May v. J. zu Wien abgeschlossenen Staats-Vertrags und des in Gemäfsheit desselben zwischen den beiderseitigen Commissarien zu Dillenburg vollzogenen Uebergabe-Recesses vom 28. July, zum Besitz und zur Administration überwiesenen vormals Oranien-Nassauischen Aemter Burbach und Neunkirchen, nebst nachstehenden Ortschaften des Fürstenthums Siegen, namentlich

1. aus dem Amt Siegen:
   Wilgersdorf, Wilnsdorf, Niederdilfen, Oberdilfen, Rinsdorf, Rädchen, Obersdorf,
2. aus dem Amt Netphen:
   Neuholz mit Beienbach, Flammersbach, Feuersbach, Brauersdorf, Obernau und
3. aus dem Amt Irmgarteichen:
   Irmgarteichen, Gernsdorf, Hainchen, Werlenbach, Lähnhof, Ober- und Niederwalpersdorf, Nenkersdorf, Griffenbach, Deutz, Salchendorf, Helgersdorf, Anzhausen und Rudersdorf,

nach Maasgabe der deshalb vorbehaltenen und nunmehr zu Stande gekommenen anderweitigen Unterhandlungen mit allen Rechten der Landeshoheit und Oberherrlichkeit an Seine Majestät den König von Preufsen zurückgegeben haben.

Indem Wir demnach gedachte Landestheile hiermit Ihrem neuen Landesherrn überweisen und übergeben, entlassen Wir zugleich Unsere Staatsdiener, Untertha-nen

1816 nen und Einwohner in denſelben aller Uns geleiſteten Dienſt- und Unterthanen-Pflichten.

Zu deſſen Urkund haben Wir gegenwärtiges Entlaſſungs Patent eigenhändig vollzogen und Unſer Cabinets-Siegel beydrucken laſſen.

Gegeben Biebrich, den 17. October 1816.

(L. S.) WILHELM,
Herzog zu Naſſau.

vt. Ernst Franz Ludwig,
Marſchall von Bieberſtein.

23.

1815 2 Juin *Procès verbal entre les commiſſaires Autrichiens et Pruſſien pour la remiſe d'un diſtrict ſur la rive droite de la Moſelle à la Pruſſe, dreſſé à Kreuznach le 28 Mai et ſigné le 2 Juin 1815.*

Protocoll, welches am 28. May 1815 über die nähern Beſtimmungen wegen der Uebergabe eines an das Königreich Preuſsen auf dem rechten Moſel-Ufer gefallenen Landesdiſtrictes aufgenommen wurde.

Gegenwärtige: von Seite der K. K. Oeſterr. und K. Bayeriſchen Landes Adminiſtration: die ſubdelegirten Herrn Uebergabs Commiſſäre: von Droſsdick, K. K. Oeſterr. Hofrath; Freyherr von Stengel, K. Bayerſcher Kreisrath; Protocollführer: der Präſidialſekretär Heinrich Amann. Von Seite des K. Preuſsiſchen General-Gouvernements: der ſubdelegirte Herr Uebernahms-Commiſſär, Freyherr von Schmitz Grollenburg, K. Pr. Uebernahms-Commiſſär.

Bey der Verhandlung über die Art der Uebergabe des an das Königreich Preuſsen fallenden Landes Diſtrictes, und der deshalb genau zu beſtimmenden gegenſei-

genſeitigen Verhältniſſe haben ſich die beiderſeitigen Commiſſäre zu folgenden Beſchlüſſen vereinigt: 1815

Art. I. Nachdem von Seite der ſubdelegirten Uebergabs-Kommiſſäre bemerkt worden war, daſs die Bezeichnung der *Gränzlinie* in dem K. Preuſsiſchen Beſitznahms-Patent vom 5. April d. J. ſo wie es die Kantone Conz und Hermeskeil betrifft, von den hierüber in dem Congreſsprotokoll enthaltenen, und zur Richtſchnur dienenden Beſtimmungen weſentlich abweiche, nur auf dieſe letztern näher zurückgeführt werden müſſe, und der K. Preuſs. ſubdelegirte Herr Uebernahms-Commiſſär dieſe Abweichungen ebenfalls nicht verkennen konnte, ſo wurde über die Beſtimmung der Grenzen beyliegende Uebereinkunft geſchloſſen *).

Art. II. In Anſehung des *Abrechnungstermins* über ſämmtliche Einnahmen und Ausgaben, erinnerte der Herr Uebernahms-Commiſſär, daſs hiezu nach den Congreſsbeſchlüſſen der 6te des laufenden Monats May beſtimmt ſey. Als aber hierauf von den Herrn Uebergabs-Commiſſären bemerkt wurde, daſs es wegen der bisher auf jeden zehnten Tag feſtgeſetzten Kaſſen-Verſements zur groſsen Erleichterung der Comptabilität dienen würde, den 10ten deſſelben Monats zum Abrechnungstermine zu beſtimmen; ſo wurde dieſer letzte Tag mit beiderſeitigem Einverſtändniſſe angenommen.

Art. III. Die *wirkliche Uebergabe* des in der oben §. 1. angeführten Uebereinkunft näher bezeichneten Landes-Diſtricts ſoll ſogleich erfolgen, und der Wechſel der Landesbehörde von dem Tage an eintreten, als die diesfälligen Bekanntmachungen in den einzelnen Gemeinden angeſchlagen ſeyn werden: doch ſoll dieſe Kundmachung in Kreuznach ſelbſt nicht vor den 1ten des nächſten Monats Juny ſtatt haben.

Art. IV. Mit dem Landes-Diſtricte ſelbſt werden auch alle gegenwärtig darin befindlichen *Militär-Verpflegungs-Magazine* (als ein Eigenthum des Landes ſelbſt, und zu dem Unterhalte der in der Gegend liegenden Truppen beſtimmt), jedoch unter dem, von den Herrn Uebergabs-Commiſſären ausdrücklich beygefügten Vorbehalte übergeben, daſs diejenigen Vorſchüſſe

*) Cette convention en date de Kreuznach le 28 Mai 1815 a déjà été donnée plus haut Suppl. T. VI. p. 315.

1815 schüsse aus den Staatskassen, durch welche die bisherige Administration den Truppen die laufende Verpflegung verschaffte, ohne diese Magazine anzugreifen und zu dem Zwecke sie für künftige Bedürfnisse aufzubewahren, derselben als Guthaben bei der übernehmenden Regierung in Rechnung zu bringen seyn, da diese Vorschüsse blos auf Rechnung beabsichtigter ausserordentlicher Auflagen, die bereits in Verordnungen des Amtsblatts angekündigt worden waren, geleistet worden seyn, und der Ersatz dafür um so gegründeter gefordert werden könne, als dadurch, dass so viele von der übergebenden Administration für verlustig erklärte Güter nicht mehr weiter veräusert worden sind, das Domainen Vermögen zum Vortheil der übernehmenden Regierung sehr vermehrt würde.

Ueber diesen Vorbehalt rücksichtlich der Vorschüsse auf die Truppenverpflegung, erklärte der Herr Uebernahms-Commissär, dass derselbe, da nach den Grundsätzen der K. Preuss. Verwaltung alle Kosten der Militär-Verpflegung vom Staate getragen würden, sich nicht ermächtigt halte, in dieser Rücksicht eine Verbindlichkeit zu übernehmen, sondern höhere Entscheidung einholen müsse. Der Herr Uebernahms-Commissär bemerkt vielmehr:

a) *dem abgetretenen Theile des Kreises Birkenfeld, seyen seine Ansprüche auf die in das Magazin daselbst gemachte Lieferungen nicht allein zu sichern, sondern auch die Rückgabe ohne Verzug zu veranstalten, indem Reserv-Magazine kein Staats-Eigenthum, sondern als ein heiliges Depositum des Landes zu betrachten seyen;*

b) *nach demselben Grundsatze seyen den Kreisen von Simmern und Koblenz die in Folge der Ausschreibung vom 2ten April in das Magazin von Bingen gemachten Lieferungen, in sofern solche noch vorhanden, unvorzüglich zurückzugeben; ferner*

c) *den abgetretenen Theilen der bisherigen Administrations-Bezirks ihre Ansprüche auf die ihnen zustehenden Zusatz-Centimes, welche in die öffentlichen Cassen geflossen oder überhaupt zur Verpflegung verwendet worden, zur künftigen Berechnung vorzubehalten, auf den Fall, dass die höhere Entscheidung über den von dem Herrn Uebernahms-Commissär nicht anerkannten Grundsatz ausschliesslicher Verbindlichkeit*

keit des Landes zur Truppen-Verpflegung zu Gunſten deſſelben entſchieden werden ſollte. 1815

d) *Da die dem Kreiſe Trier und andern zuſtehenden Summen in den Schuldentilgungsfonds zur Zahlung fremder Lieferanten verwendet worden ſeyn; ſo ſeyn für die Ruckerſtattung dieſer Vorſchüſſe die ſchleunigſten Mittel anzuwenden und dazu die Verpflichtung von den Herren Uebergabs-Commiſſären zu übernehmen; nicht minder ſey*

e) *dem Kreiſe Kaiſerslautern die Rückerſtattung jener Summen aufzugeben, für welche ein gewiſſer Axer zu Kaiſerslautern als Gläubiger jenes Kreiſes in dem Trieriſchen Bekleidungsmagazine verſchiedene Gegenſtände erſteigert habe.*

Eine gleiche Entſcheidung gebühre

f) *den an die K. Preuſs. Regierung übergehenden Theilen des Saar-Departements für die aus dem Reſerv-Magazin zu Saarbrücken nach Kaiſerslautern gebrachten und dort erſteigerten beträchtlichen Quantitäten Wein und Brandtewein.*

g) *Der Herr Uebernahms-Commiſſär trägt darauf an, daſs von der übergebenden Adminiſtration diejenigen Lazareth-Effecten, welche von Kreuznach, Simmern, St. Goar und andern Orten des an Preuſsen abgetretenen Landſtricts nach Bingen verbracht ſeyn, ohne Zeitverluſt zurückgegeben, und eben ſo*

h) *diejenigen Mobilien, welche von der Departemental-Direction von Trier nach Kreuznach verſendet worden, und Eigenthum des Landes ſeyn, zurückerſtattet werden.*

Die Herren Uebergabs-Commiſſäre erwiedern hierauf:

ad a) und b) *Die gebildeten Magazine ſeyen allerdings als ein Landeseigenthum zu betrachten, blos für die Truppen-Verpflegung beſtimmt. Auch müſſe allerdings in der Vertheilung der Magazine, ſo wie anderer Landeslaſten und der darauf gemachten Bezüge, die ſtrengſte Gleichförmigkeit beobachtet werden, weswegen die Landes Adminiſtr. Comm. von jeher die Abſicht hatte hierüber noch eine Ausgleichung im ganzen Adminiſtr.-Bezirke zu veranſtalten, und dieſer Zweck auch zu den vorzüglichſten Beſtimmungen der aufgeſtellten Kriegs-Schuldenliquidations-Commiſſion gehörte;*

1815 *gehörte; allein eben nach diesem Grundsatze müsse die Landes-Administr. Comm. auch ihre gegenseitigen Ansprüche auf die aus dem übrig bleibenden Bezirke in die Magazine des abgetretenen Landes, wie z. B. nach Trier geschehenen Lieferungen geltend machen, und erst nach einer vorgängigen allgemeinen Liquidation hierüber könne bestimmt werden, ob und wie viel man hierin noch an den abgetretenen Bezirk schuldig sey.*

Auch könne von einer Auslieferung von Magazinen an solchen Standorten wie zu Birkenfeld und Bingen für den Augenblick schon keine Rede seyn, wo sie eben jetzt für das dringende Bedürfniss des dort sich stärker anhäufenden Militärs unentbehrlich sind.

ad c. *seye der Grundsatz von der Landes-Administrations-Comm. immer anerkannt worden, dass die Zusatz-Centimen keinen reinen Bezug für die Staatskasse ausmachen können, sondern entweder zu ihrer ursprünglichen Bestimmung für den öffentlichen Dienst, oder wenn diese durch Zeitumstände aufgehört hätte, wie z. B. jene für den Schelde-Canal, auf eine andere Art blos zum Besten des Landes, und daher jetzt vor allem zur Militär-Verpflegung verwendet werden müssen. Es unterliegt daher keinem Anstande, dass bey der bevorstehenden Liquidation nach diesem Grundsatze verfahren werde.*

ad d, e und f. *Fordern die hier angebrachten speziellen Ansprüche noch nähere Erörterungen, in welche sich die Herren Uebergabscommissäre aus Abgang der bereits nach Worms gebrachten Acten, und ohne Rucksprache mit den ebenfalls schon nach Worms abgegangenen Referenten welche diese Gegenstände behandelten, gegenwärtig nicht einlassen können, worüber aber bei der bevorstehenden Liquidation die weitere Verhandlung, so wie auch*

g) *Wegen der Lazaret-Effecten gepflogen werden soll, welche letztern aber wegen ihrer gegenwärtigen wirklichen Verwendung bey Spitälern um so weniger schon jetzt sogleich zurückgestellt werden konnten, als sie nach den neuesten Anordnungen des Armee-Commando's zur Errichtung russischer Spitäler gebraucht werden müssen.*

ad h) *Die zum Theile sehr kostbare Mobiliar-Einrichtung der Präfectur zu Trier sey zwar allerdings als*

als ein Departemental-Eigenthum zu betrachten, allein da dieſelben zum Gebrauche der oberſten Verwaltungsbehörde des Departements ſchon urſprünglich beſtimmt war, ſo hätten von dem Augenblicke an, als die Departemental-Verwaltung im Orte Trier aufgehoben, und unmittelbar zur Landes-Adminiſt. Commiſſion gezogen worden war, jene Mobilien ſämmtlich zum Gebrauch der Landes-Adminiſt. Comm. hierher gebracht werden können. Man habe ſich jedoch begnügt, nur einige wenige unbedeutende Effecten für das dringendſte Bedürfniſs hierher zu ziehen, welche gegenwärtig blos aus perſönlicher Rückſicht dem Herrn Uebernahms-Commiſſär, nebſt einigen andern der Adminiſtration gehörigen Meubles zur Erleichterung des unmittelbaren Antritts ſeiner Geſchäftsführung überlaſſen werden. Allein die Landes-Adminiſtrations-Commiſſion ſehe ſich eben durch die hier gemachte Anforderung genöthigt, ſich noch den Anſpruch auf den ihr gebührenden verhältniſsmäſsigen Antheil ſämmtlicher Mobiliar-Einrichtung zu Trier vorzubehalten, in welcher Abſicht ſie der baldigen Mittheilung eines genauen Inventariums ſammt Abſchätzung derſelben entgegenſehe. 1815

Art. V. Die Herren Uebergabs-Commiſſäre trugen zwar darauf an, daſs das in den zu übergebenden Bezirke bei den Domainen-Beamten zum Verkaufe auf Verrechnung noch vorhandene Stempelpapier zur Verhütung von Unterſchleifen noch vor der Uebergabe des Bezirks zurückgezogen werden ſoll. Als aber der Herr Uebernahms-Commiſſär erinnerte, daſs dieſe Maaſsregel Stockung im Dienſte hervorbringen dürfte, vereinigte man ſich dahin, daſs dieſe Vorräthe noch ſo lange bey den Domainen-Beamten zum Gebrauche gelaſſen werden ſollten, bis dieſe mit dem Stempelpapier der übernehmenden Regierung verſehen ſeyn würden; wogegen der Herr Uebernahms-Commiſſär ſich verbindlich macht, die ſchleunigſte Herbeyſchaffung dieſer neuen Vorräthe zu veranſtalten, um, wenn dieſes geſchehen ſeyn wird, die Ueberreſte ſammt genauen Rechnungen über alles Verkaufte der K. K. Oeſter. und K. Bayeriſchen Adminiſtration zu überliefern.

Art. VI. In Anſehung der Uebergabe von Acten wurde als allgemeiner, wechſelſeitig geltender Grund-

ſatz

1815 satz angenommen, dass dieselben in der Regel derjenigen Administration zufallen sollen, in deren Bezirke die Behörden, zu deren Registratur sie gehören, ihren Sitz haben. Es versteht sich hierbey jedoch von selbst, dass der Sitz der Landes-Administrations-Commission und der zu ihr unmittelbar gehörigen Central-Behörden schon jetzt in dieser Rücksicht als ausser dem abzutretenden Landesdistricte gelegen zu betrachten ist.

Von jeder der beiden Administrationen sollen aber alle diejenigen Akten, welche ganz allein den jenseitigen Bezirk betreffen, sobald als möglich ausgeschieden, und dahin abgeschieden, und dahin abgegeben, von denjenigen aber, die sich nur zum Theil auf den jenseitigen Bezirk beziehen, an die Behörden desselben Abschriften oder Auszüge auf Kosten des verlangenden Theils ausgefertigt werden. Der Herr Uebernahms-Commissär wird sich überdies dahin verwenden, dass von dem Herrn General-Gouvernements-Commissär von Sack in Koblenz rücksichtlich seines Administrationsbezirks gleiche Grundsätze über die Theilung der Akten beobachtet, vor allem aber die der K. K. Oesterr. und K. Bayerschen Landes-Administration so nöthigen bisher ohne Erfolg reclamirten Forstakten des ehemaligen Departements vom Donnersberg ausgeliefert werden möchten.

Art. VII. In Ansehung der *finanziellen* Verhälthältnisse kam man über folgende Bestimmungen überein:

1. Alle direkten oder indirekten Einkünfte des übergebenen Districtes, welche bis zum 10ten d. M. einschliesslich verfallen sind, stehen der K. K. Oesterr. und K. Bayerschen Landes-Administration zu, und machen, sofern sie von derselben nicht schon bezogen wurden, ein Guthaben bey der nachfolgenden Regierung aus. Alle solche Einkünfte aber, die erst nach dem genannten Tage verfallen waren, gehören der K. Preussischen Regierung, und sind derselben, sofern sie von der gedachten Administrations-Commission bezogen wurden, zu verrechnen. Auf gleiche Weise fallen alle bis zum 10ten d. M. einschliesslich verfallenen Ausgaben für den öffentlichen Dienst jenes Landesdistricts der gegenwärtig übergeben — die später verfallenen der übernehmenden Administration zur Last.

2.

2. Um den bey mehreren Staatsausgaben zu besorgenden Zweifeln, ob und in wiefern sie den übergebenen Landes-District angehen, zu begegnen, wurde ausgemacht: 1815

a) in Betreff der vorhandenen Pensionisten liegt die Auszahlung der Pensionen derjenigen Administration ob, in deren Bezirke die Pensionisten zur Zeit der Landesübergabe ihren gesetzlichen Wohnsitz haben.

b) Die Auslagen für die in den Strafhäusern zu Trier verwahrten Gefangenen bestreitet bey den Inländern diejenige der beiden Administrationen, in deren Bezirk der Geburtsort des Gefangenen liegt, bey Ausländern eben jene, in deren Bezirk das Kreisgericht gelegen ist, welches die Untersuchung führte, und die Verurtheilung veranlasste. Eben so bestreitet

c) die Auslagen für die Pfleglinge des Armenhauses in Trier diejenige der beiden Administrationen, in deren Bezirk der Geburtsort des Pfleglings liegt. Die Ausländer werden von der K. Preufs. Regierung übernommen, da auf gleiche Weise die K. K. Oesterr. und K. Bayersche Landes-Administration jene in Frankenthal übernommen hat.

d) Von der Gensdarmerie geht an die K. Preufs. Regierung diejenige Mannschaft über, deren Brigaden in ihren Bezirke liegen, von der Landwehr aber die Officiere jener Bataillons, deren Rekrutirungsbezirke bisher in dem nun übergebenen Landes-Distrikte gelegen waren, nämlich die Offiziere jener beiden Bataillons deren Escadrons gegenwärtig in St. Goar und Oberwesel ihren Standpunkt haben.

Der Herr Uebernahms-Commissär bemerkte hierbei, dafs dagegen die K. Preufsische Regierung auch die in Kreuznach und Worms gewesenen, oder noch befindlichen Effecten um so mehr auszuliefern wären, als dieselben aus dem Bekleidungs-Magazine von Trier entnommen, ein Eigenthum des Saar-Departements seyen.

Die Herren Uebergabs-Commissäre äufserten hierauf:

dafs man die der Landwehr gehörigen Effecten, welche von den Bataillonen in dem Magazine zu Trier deponirt worden sind, denselben, so weit es die Land-

1815 *wehr in dem abgetretenen Bezirke betrifft, ohne Anstand zurückgeben werde; diese Zurückgabe sich aber keineswegs auch auf andere im Magazine zu Trier gewesene Militär-Effecten erstrecken könne, welche ihre Bestimmung für die regulirten Truppen der allürten Mächte selbst hatten, und als ein bewegliches Staatseigenthum ganz der vorigen Administration zugefallen sind. Sollte aber Königl. Preuss. Seits diese Anforderung dennoch weiter verfolgt werden wollen; so hätte die Erörterung derselben ebenfalls bey der bevorstehenden Liquidations-Commission zu geschehen.*

e) Die Beyträge zu den Besoldungen derjenigen Beamten, deren Amtsbezirke durch die §. 1. erwähnte Grenzlinie durchschnitten werden, sollen, so lange sie in gemeinschaftlichen Diensten bleiben, nach dem Verhältnisse der Seelenzahl des Wirkungskreises dieser Beamten geleistet werden.

3. Um für die Zukunft jeden Anlaſs zu Collisionen zu vermeiden, wird, so bald als möglich, eine völlige Absonderung der Behörden, in allen Zweigen der Verwaltung, so wie auch in Rücksicht der öffentlichen Anstalten eingeleitet werden. Bey den zu diesem Zwecke nöthig werdenden Reductionen derjenigen Beamten, deren Amtsbezirke durch eine solche Absonderung kleiner werden, übernimmt die reduzirten derjenige Theil, in dessen Bezirke diese Behörden bisher ihren Sitz hatten. Da jedoch die Reduction der beiden Administrationen vorzüglich die in dem jenseitigen Bezirke gebürtigen Individuen treffen dürfte; so wird auf dieselben von der Administration des Geburtsorts die möglichste Rücksicht genommen werden.

Diese Absonderung wird jedoch nicht eintreten:

a) bey dem Bisthum Trier, da eine Abänderung der auf Bestimmungen des päbstlichen Hofes beruhende Diöcesen-Eintheilung ohne vorläufige Rücksprache mit Letzterem nicht thunlich wäre.

b) Bey dem Hypothekenbewahrer des Kreises Trier und jenem des Kreises Birkenfeld rücksichtlich der vor der Landesübergabe geschehenen Inscriptionen;

c) bey den Strafhäusern zu Trier, so lange nicht in dem der K. K. Oesterreichischen und K. Bayerschen Lan-

Landes-Administration verbleibenden Bezirke hinreichende ähnliche Anstalten vorhanden sind, und zwar um so mehr, als die letztern erst kürzlich durch neuen Bau bedeutende Summen darauf verwendet hat. 1815

d) Endlich bey allen milden Stiftungen, Holzberechtigungen oder was immer für andere Gerechtsame von Gemeinden und Rechten der Privaten überhaupt, deren Aufrechthaltung, wenn sie sich auch in den jenseitigen Bezirk erstrecken, wechselseitig garantirt wird.

Der Herr Uebernahms-Commissär trägt hierbey darauf an, dass

a) *namentlich die Litteralien der Kirchenschaffnerey Meisenheim hierunter begriffen seyn, und wenn sie sich in den Händen von der K. Preuss. Regierung fremden Beamten befinden, baldigst ausgeliefert werden sollen;*

b) *es sollen ebenfalls hierunter begriffen seyn, die von den hiesigen Salinen in dem Banne der Gemeinde Sitters im Canton Obermoschel befindlichen Steinkohlengruben.*

Die Herren Uebernahms-Commissäre erwiedern hierauf:

ad a) *unterliege es gar keinem Anstande ganz in Gemässheit der über die Aktenausfolgung angenommenen allgemeinen Grundsätze auch Akten über die Kirchenschaffnerey zu Meisenheim in so weit sich dergleichen zur Ausfolgung geeignete vorfinden, herauszugeben.*

ad b) *Da die Steinkohlengruben bey Sitters im Canton Obermoschel ausser dem abgetretenen Bezirke liegen, so müssen sie auch als eine zu dem übrig bleibenden Administrationsbezirke gehörige Domaine betrachtet werden, und wenn sie auch bisher der hiesigen Saline von der Staatsverwaltung zur Benutzung zugewiesen waren, so könne diese bisherige wirkliche Disposition der Staatsverwaltung doch keineswegs aus dem Gesichtspunkte einer Privatstiftung betrachtet, und daraus eine Untrennbarkeit der Steinkohlengrube von der Saline hergeleitet werden, weil hier keine gegen Privaten oder das Publikum überhaupt eingegangene Verpflichtung, sondern blos eine willkührliche Verbindung bestanden habe, welche von der Staats-*

1815 *verwaltung jeden Augenblick wieder aufgelöſst werden konnte, und nun durch die Theilung des Landes auch von ſelbſt aufgelöſst ſeyn. Jedoch iſt man bereit, auch dieſen Gegenſtand noch bey der bevorſtehenden Liquidation in Verhandlung zu nehmen.*

4. Die Abrechnung zwiſchen den beiden Adminiſtrationen über die durch die Landesübergabe wechſelſeitig entſtehenden Guthabungen ſoll durch eine, aus Abgeordneten beider Theile zuſammengeſetzte Commiſſion ſo ſchleunig als möglich in Richtigkeit gebracht werden.

Der Herr Uebernahms-Commiſſär bemerkte, daſs dabey die Vergütung derjenigen Salzquantitäten beſonders zu berückſichtigen wäre, welche in die Reſerv-Magazine der unter der Verwaltung der gemeinſchaftlichen Commiſſion bleibenden Landen verführt, und auf den Canon des Monats Juli zu berechnen ausgeſetzt worden ſey.

Hierauf erwiederten die Herren Uebergabs-Commiſſäre:
daſs die Erörterungen über dieſe Anforderungen auf ähnliche Art, wie die oben erwähnten Anſprüche des abgetretenen Bezirks an den Beybehaltenen, der bevorſtehenden weitern Liquidations-Commiſſion vorbehalten bleiben müſſen.

5. Um die Abrechnung mit dem vormaligen General-Gouverneur des Mittelrheins Herrn Staatsrath Gruner über die von ihm zurückgelaſſenen Activ- und Paſſiv-Rückſtände, welche in der Folge noch eintreten dürfte, nicht zu erſchweren, wird die übernehmende Adminiſtration die Erhebungen über den eigentlichen Betrag jener Rückſtände ganz nach der deshalb unterm 16ten Auguſt v. J. erlaſſenen Vorſchrift fortſetzen und über alle auf dieſe Rückſtände geſchehenden Einnahmen und Ausgaben auf die bisher eingeführte Art eigene Vormerkung und Rechnung führen, ſeiner Zeit aber dieſe Rechnungen zum Behuf der endlichen Auseinanderſetzung dieſes Geſchäfts der gedachten Landes-Adminiſtrations-Commiſſion mittheilen.

In ſo fern jedoch unter dieſen ältern Rückſtänden, auch ſolche vorkommen, welche nach ihrer urſprüng-
lichen

lichen Ausſchreibung oder mehrmaligen Widmung 1815
nicht für die Staatscaſſe, ſondern zur Deckung von Landesſchulden beſtimmt ſind, daher nicht zur Abrechnung mit dem vorigen General-Gouvernement oder den hohen Alliirten, ſondern zur Verrechnung an das Land gehören, ſo wird die Berichtigung dieſes Geſchäfts ganz der K. Preuſs. Regierung mit Vorbehalt der Anſprüche, welche nach einer von der K. K. Oeſterr. und K. Bayerſchen Landes-Adminiſtration noch aufzuſtellenden Berechnung darauf wechſelſeitig gemacht werden können, überlaſſen.

Abgeſchloſſen Kreuznach, den 2ten Juni 1815.

Unterſchrieben:

WILHELM DROSSDICK
K. K. Hofrath.

CARL *Freyh.* v. STENGEL.
K. Bayerſ. Kreisrath.
(L. S.) (L. S.)

Freyherr VON SCHMITZ GROLLENBURG.
(L. S.)

Fid. Prot. unterſchrieben:
HEINR. AMANN.

Für die Abſchrift:
der Canzley-Inſpector
GERLACH m. p.

24.

Traité conclu à Vienne le 7 Juin 1815 entre S. M. le Roi de Pruſſe d'une part, et S. M. le Roi de Suède et de Norwège d'autre part. 7 Juin.

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſs. Staaten* 1817. Anhang pag. 39.)

Au nom de la très ſainte et indiviſible Trinité.

Sa Majeſté le Roi de Pruſſe ayant obtenu la ceſſion des droits et titres que le traité conclu à Kiel le 14 Janvier 1814 avait donnés à S. M. le Roi de Danemarc ſur la Poméranie Suédoiſe, y compris l'île de Rügen, et Sa Majeſté étant entrée à la ſuite de cette ceſſion, en négociation avec S. M. le Roi de Suède et de Nor-

1815 Norwège, ſur le même objet et ſur la remiſe effective de la dite province, les deux ſouverains, animés du déſir de terminer par ce moyen les différends qui ſe ſont élevés à la ſuite du traité de Kiel, ont réſolu de conclure un traité pour cet effet ſous la médiation de S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, que Sa Majeſté Impériale leur avait offerte pour contribuer au rétabliſſement de la tranquillité du Nord et du repos général de l'Europe, et Leurs dites Majeſtés ayant accepté cette médiation, Elles ont nommé en conſéquence pour Leurs Plénipotentiaires, ſavoir:

S. M. le Roi de Pruſſe, le Prince de Hardenberg, Son Chancelier d'Etat etc., ſon premier plénipotentiaire au congrès de Vienne, et le Sieur Charles Guillaume Baron de Humboldt, Miniſtre d'Etat etc., ſon ſecond plénipotentiaire au congrès de Vienne: et S. M. le Roi de Suède et de Norwège, le comte Axel de Loewenhielm, etc., Son Miniſtre plénipotentiaire au congrès de Vienne; lesquels Plénipotentiaires après avoir échangé leurs pleinspouvoirs en bonne et due forme, ſont convenus des articles ſuivans:

Ceſſion de la Poméranie.

Art. I. S. M. le Roi de Suède et de Norwège, cède à toute perpétuité pour Lui et Ses Succeſſeurs au trône de Suède, d'après l'ordre de ſucceſſion du 26 Septembre 1810, à S. M. le Roi de Pruſſe et ſes ſucceſſeurs au trône, le Duché de Poméranie et la Principauté de Rügen, avec toutes ſes dépendances, îles, forterelles, villes et païs.

Artillerie à délivrer.

Art. II. S. M. le Roi de Suède et de Norwège s'engage à délivrer à S. M. le Roi de Pruſſe, avec la fortereſſe de Stralſund et les autres points fortifiés en Poméranie et dans l'île de Rügen, l'artillerie et les effets militaires qui y appartiennent, ainſi que S. M. en avait pris l'engagement envers S. M. le Roi de Danemarc par l'article 24. du traité de Kiel. S. M. Suédoiſe et Norwègienne fera délivrer en outre à S. M. Pruſſienne 200 pièces de canon de défenſe et ſix chaloupes canonières pour la défenſe maritime.

Dettes.

Art. III. La dette publique contractée par la Chambre Royale de Poméranie reſte à la charge de S. M. le Roi de Pruſſe comme Souverain de la Poméranie, et Sa dite Majeſté prend ſur Elle les ſtipulations faites à cet égard pour l'acquit de cette dette; ſont exceptées toutes

toutes dettes qui précédemment à la charge de la Chambre royale de Poméranie, auraient été transférées en dette Suédoise, du consentement des Etats du Royaume de Suède. 1815

Art. IV. Les donations en domaines faites par S. M. le Roi de Suède et de Norwège et qui se montent à une somme annuelle de 43,000 Rixdalers courant de Poméranie seront rendues à S. M. le Roi de Prusse par S. M. le Roi de Suède et de Norwège qui se charge de bonifier les donataires. Donations en domaines.

Quant aux autres domaines de la couronne en Poméranie, et dans l'île de Rügen, ils seront remis à S. M. le Roi de Prusse dans l'état où ils se trouvent au moment de la signature du présent traité.

Art. V. S. M. le Roi de Prusse s'engage à payer à S. M. le Roi de Suède et de Norwège pour la cession du Duché de Poméranie et de la Principauté de Rügen la somme de trois millions cinq-cent-mille Rixdalers courant de Prusse. Cette somme sera payée aux termes et conditions qui seront fixées plus spécialement entre les commissaires de S. M. le Roi de Prusse et ceux de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, lesquels se réuniront à cet effet à Berlin, immédiatement après la signature du présent traité. Somme à payer par la Prusse.

Art. VI. La remise du Duché de Poméranie et de la Principauté de Rügen à S. M. le Roi de Prusse aura lieu un mois après l'échange des ratifications du présent traité. Epoque de la remise.

Art. VII. S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi de Suède et de Norwège nommeront, chacun de Son côté, des commissaires munis de pleinspouvoirs nécessaires pour effectuer la remise du Duché de Poméranie et de la Principauté de Rügen, conformément à la teneur du présent traité. Commissaires.

Art. VIII. S. M. le Roi de Prusse s'engage de la manière la plus solemnelle à assurer aux habitans de la Poméranie Suédoise et de l'île de Rügen avec leurs dépendances, leurs droits, libertés et priviléges, tels qu'ils existent maintenant et ont été déterminés dans les années 1810 et 1811. Droits des sujets.

Art. IX. S. M. le Roi de Prusse s'engage à maintenir les établissemens pieux, et notamment l'Academie Etablissements pieux.

de

1815 de Greiffswalde, dans leur état actuel, en les laiſſant jouir de tous leurs biens-fonds, capitaux et revenus actuels.

Commerce de l'Angleterre. Art. X. S. M. le Roi de Pruſſe s'engage à maintenir le commerce de l'Angleterre dans toutes les faveurs et prérogatives qui lui ont été accordées par le traité de Stockholm du 3 Mars 1813, et qui lui ont été confirmées dans le traité de Kiel du 14 Janvier 1814.

Commerce avec la Suède. Art. XI. Comme les habitans du Duché de Poméranie et de la Principauté de Rügen ſe trouvent, par une longue réunion avec le Royaume de Suède, dans des rapports intimes de commerce et de beſoins réciproques avec les ſujets de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, également importans pour le bonheur de l'un et de l'autre païs, S. M. le Roi de Suède et de Norwège ſont convenus de laiſſer ſubſiſter le commerce entre les Etats de S. M. le Roi de Suède et de Norwège d'un côté, et le Duché de Poméranie et la Principauté de Rügen de l'autre, pendant le terme de vingt-cinq ans à dater de la ſignature du préſent traité, dans le même état où il ſe trouve en ce moment, et de n'y faire ni d'un côté ni de l'autre aucuns changemens tendant à le ſoumettre à de nouveaux droits, impoſitions ou réglemens y contraires.

Dettes des ſujets. Art. XII. Toute dette publique ou particulière contractée par des Poméraniens en Suède, et vice verſâ par des ſujets ſuédois en Poméranie, ſera acquittée aux conditions et aux termes ſtipulés.

Liberté d'émigration. Art. XIII. Les Suédois qui ſe trouvent actuellement en Poméranie et dans l'île de Rügen, et les habitans de la Poméranie et de l'île de Rügen qui ſe trouvent en Suède, auront pleine liberté de rétourner dans leur patrie, et de diſpoſer ſelon leur bon plaiſir de leurs propriétés, meubles et immeubles, ſans en payer la moindre contribution, péage ou autre droit. Les ſujets des hautes parties contractantes auront pleine liberté pendant les premières ſix années à dater de l'échange des ratifications du préſent traité, de changer à volonté leur domicile, et ne ſeront tenus qu'à vendre ou à louer dans ce délai leurs propriétés à un ſujet de la Puiſſance qu'ils veulent quitter. Les biens de ceux qui, après l'expiration de ce délai, n'auront pas ſatisfait à cette diſpoſition, ſeront publiquement vendus à l'en-

l'enchère et par l'antorité publique, et le provenu ſera remis au propriétaire. Pendant ces ſix années il ſera libre à chacun de faire tel uſage qu'il jugera convenable de ſa propriété, la jouiſſance entière lui en étant formellement garantie. Les propriétaires et leurs agents pourront auſſi librement voyager d'un Etat dans l'autre pour régler leurs affaires et ſtipuler leurs droits, comme ſujets de l'une et de l'autre Puiſſance. 1815

Art. XIV. Les archives, documens, et autres papiers publics ou particuliers, appartenans aux domaines, les plans et cartes des forterelles, villes et païs qui par le préſent traité ſont cédés à S. M. le Roi de Pruſſe, y compris les cartes et papiers qui appartiennent au bureau d'arpentage, ſeront remis aux Commiſſaires de S. M. le Roi de Pruſſe par ceux de S. M. le Roi de Suède et de Norwège dans l'espace de ſix mois, ou, ſi cela n'eſt pas poſſible, au plustard dans celui d'une année, après la remiſe des païs mêmes. Archives.

Art. XV. Les appointemens des fonctionnaires publics dans le Duché de Poméranie et dans la Principauté de Rügen ſont à la charge de S. M. le Roi de Pruſſe, à dater du jour de la remiſe de ces provinces. Les penſionnaires conſerveront ſans retard ou diminution les penſions qui leur ont été accordées par leur Gouvernement actuel. Appointements; penſions

Art. XVI. Le cours des poſtes ſera conſervé de la même manière où il ſe trouve au moment de la ſignature du préſent traité, ſur le pied de la plus parfaite réciprocité entre les deux hautes parties contractantes. Poſtes.

Art. XVII. Les hautes parties contractantes inviteront S. M. l'Empreur de toutes les Ruſſies et Sa M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, à donner leur adhéſion aux différentes ſtipulations contenues dans le préſent traité, ainſi qu'aux déclarations réciproques des plénipotentiares de S. M. le Roi de Suède et de Norwège et de S. M. le Roi de Danemarc, telles qu'elles ſe trouveut annexées au préſent traité. Adhéſion de laGr.Br. et de la Pruſſe.

Art. XVIII. Le préſent traité ſera ratifié, et les ratifications ſeront échangées à Berlin dans l'espace de ſix ſemaines à dater de ce jour, ou plutôt s'il eſt poſſible. Ratifications.

En

1815 En foi de quoi les plénipotentiaires refpectifs ont figné le préfent traité et y ont appofé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne le 7 Juin, l'an de grâce 1815.

(L. S.) *Le Prince* DE HARDENBERG.
(L. S.) *Le Baron* DE HUMBOLDT.
(L. S.) *Le Comte* CHARLES AXEL DE LÖWENHIELM.

Nous premier Plénipotentiaire de Sa Majefté l'Empereur de toutes les Ruffies au Congrès de Vienne, ayant fervi de médiateur dans les arrangemens arrêtés entre les cours de Suède et de Pruffe, déclarons que le traité figné aujourdhui entre S. M. le Roi de Suède et de Norwège et S. M. le Roi de Pruffe, avec les deux déclarations féparées Danoife et Suèdoife, et qui en font partie, de même qu'avec toutes les claufes, conditions et ftipulations qui y font contenues, a été conclu par la médiation de S. M. l'Empereur de toutes les Ruffies. En foi de quoi Nous avons, en vertu de Nos pleinspouvoirs généraux et en Notre qualité de premier Plénipotentiaire de Sa dite Majefté au Congrès de Vienne, figné les préfentes et y avons fait appofer le cachet de Nos armes.

Fait à Vienne le 7 Juin, l'an de grâce 1815.

(L. S.) *Le Prince* DE RASOUMOFFSKY.

Article féparé et fecret.

Sa Majefté le Roi de Pruffe, défirant de contribuer autant qu'il dépend de Lui, à applanir entièrement les différends qui fe font élevés à la fuite du traité conclu à Kiel le 14 Janvier 1814. entre S. M. le Roi de Suède et de Norwège, et S. M. le Roi de Danemarc, a obtenu de la cour de Danemarc et a fait remettre au Plénipotentiaire de S. M. Suèdoife, une déclaration fignée par les Plénipotentiaires de S. M. Danoife, de la teneur fuivante:

"S. M. Danoife déclare de la manière la plus formelle: qu'en conféquence d'un accord fait avec S. M. le Roi de Pruffe, Elle renonce par rapport à la Suède, à toutes prétentions ou réclamations fondées fur la non exécution de l'article 7. du traité de paix du 14 Janvier 1814; qu'elle dégage S. M. le Roi de Suède et de Norwège

wège de l'obligation de Lui payer les 600,000 Rixdalers de banque de Suède, encore dûs ſur un million de Rixdalers de banque de Suède ſtipulé en ſa faveur, et qu'Elle regardera déſormais le traité de Kiel comme ayant ſa pleine et entière vigueur en toute ſa teneur et en toutes ſes conditions et clauſes non changées ou modifiées par la préſente déclaration." 1815

"La préſente déclaration des Plénipotentiaires de Danemarc faite au nom de leur auguſte Souverain, ſera ratifiée par S. M. Danoiſe, et cette ratification ſera remiſe dans le terme de ſix ſemaines au Miniſtère de S. M. le Roi de Pruſſe, pour être échangée contre la ratification de S. M. Suédoiſe, d'une déclaration analogue faite en date d'aujourd'hui par le Plénipotentiaire de ce Souverain."

"En foi de quoi les Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Danemarc ont ſigné la préſente déclaration et y ont appoſé le cachet de leurs armes."

"Fait à Vienne le 7 Juin 1815."

Signés:

(L. S.) *Le Comte* CHR. BERNSTORFF.

(L. S.) *Le Comte* JOACH. BERNSTORFF.

Sa Majeſté le Roi de Suède et de Norwège a fait remettre de Son côté à la cour de Pruſſe, pour être délivrée par Elle aux Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Danemarc une déclaration formelle ſignée par Son plénipotentiaire, de la teneur ſuivante:

"S. M. le Roi de Suède et de Norwège déclare de la manière la plus formelle qu'en conſéquence d'un accord fait avec S. M. le Roi de Pruſſe, Elle renonce, par rapport au traité de paix ſigné entre la Suède et le Danemarc le 14 Janvier 1814, à toutes prétentions ou réclamations fondées ſur des faits ou événemens poſtérieurs à la concluſion de cette paix, et notamment pour cauſe de la non-exécution de l'article 15. du dit traité, et que Sa Majeſté regardera déſormais le ſusdit traité comme ayant ſa pleine et entière vigueur dans toute ſa teneur et en toutes ſes conditions et clauſes, non changées ou modifiées par la préſente déclaration."

"Cette déclaration du Plénipotentiaire de Suède, faite au nom de Son auguſte Souverain, ſera ratifiée par S,

1815 S. M. Suédoiſe et Norwégienne, et cette ratification ſera remiſe dans le terme de ſix ſemaines au Miniſtère de S. M. le Roi de Pruſſe, pour être échangée contre la ratification de S. M. Danoiſe d'une déclaration analogue faite en date d'aujourd'hui par les Plénipotentiaires de ce Souverain."

"En foi de quoi le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède et de Norwège a ſigné la préſente déclaration, et y a apposé le cachet de ſes armes."

"Fait à Vienne le 7 Juin 1815."

Signé:

(L. S.) *Le Comte* CHARLES AXEL DE LÖWENHIELM.

Le préſent article ſéparé et ſecret aura la même force et valeur, que s'il était inſéré textuellement dans le traité. Il ſera ratifié et les ratifications en ſeront échangées dans l'espace de ſix ſemaines.

Fait à Vienne le 7 Juin, l'an de grâce 1815.

(L. S.) *Le Prince* DE HARDENBERG.
(L. S.) *Le Baron* DE HUMBOLDT.
(L. S.) *Le Comte* CHARLES AXEL DE LÖWENHIELM.

25.

13 Oct. *Extrait du procès verbal des miniſtres des cinq puiſſances ſur les baſes des arrangemens pecuniaires; à Paris le* 13 *Octobre* 1815.

(SCHÖLL Hiſtoire abrégée des Traités de Paix. vol. XI. pag. 473.)

ART. I. Les arrangemens pécuniaires entre la France et les puiſſances alliées ſe feront d'après le principe, que dans les trois premières années, à dater du 1er decembre 1815, la France ne payera pas au-delà de 270 millions par an.

ART. II. Sur ces 270 millions, la ſomme annuelle de 140 millions ſera employée au payement ſucceſſif de l'indemnité pécuniaire, dont, par ce moyen, la totalité

totalité se trouvera acquittée en cinq ans; et celle de 130 millions à l'entretien de l'armée d'occupation, avec les conditions et réserves spécifiées dans les articles suivans. 1815

Art. III. Quoique la France ait pris l'engagement général de se charger de tout ce qui compose l'entretien complet de l'armée d'occupation, les puissances, pour la soulager autant que possible ont l'intention d'opérer, si les circonstances le permettent, une réduction progressive d'année en année dans le nombre des troupes destinées à l'occupation militaire, et de rétablir, par cette mesure, le niveau entre les 130 millions à fournir par la France, et les frais réels de l'entretien de leur armée, lesquels, d'après des calculs admis de toutes parts, monteront à 150 millions.

Art. IV. Si la situation intérieure de la France ne permettoit pas aux puissances de réaliser cette réduction, la France seroit obligée de leur rembourser le déficit entre les 130 millions à fournir par elle, et les frais réels de l'entretien des troupes. Ce déficit ne s'élèvera pas au-delà de 20 millions par an.

Art. V. Comme on est d'accord que la somme totale à payer par la France dans les trois premières années ne doit pas excéder 270 millions, le remboursement du déficit, lequel, dans les suppositions les plus défavorables, ne s'élèvera pas au-dessus de 100 millions, se fera dans les quatrième et cinquième années; ou, si le gouvernement François ne se croyoit pas en état de depasser pour cet objet le payement annuel de 270 millions, ledit remboursement sera remis à la sixième année, sauf, à régler les garanties nécessaires pour assurer ce remboursement.

Art. VI. Si, au bout de trois ans, la situation des choses est telle, que les puissances ne se trouvent pas dans le cas de prolonger l'occupation militaire par les motifs politiques, cette occupation sera réduite à une échelle proportionnée aux sommes qui resteront encore à acquitter sur l'indemnité pecuniaire, et la France pourra la faire cesser entièrement, en acquittant le restant de l'indemnité, soit en valeurs réelles, soit par des arrangemens qui seroient jugés par les alliés l'équivalent du payement effectif.

Art.

1815 Art. VII. Les cours alliées remettront au gouvernement François les chefs des réclamations rentrant dans les articles non exécutés du traité de 1814, et le gouvernement François fera ses proportions sur les moyens de parvenir le plus tôt possible à la liquidation definitive et au remboursement effectif des sommes réclamées.

(On convint, dans la même conférence, qu'on accéléreront autant que possible l'évacuation du territoire François, qu'on nommeroit des commissaires chargés de régler ma marche d'après ce principe, et de proposer un terme pour l'évocuation finale du royaume, sauf le corps d'occupation temporaire. [S.])

26.

16 Oct. *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Landgrave de Hesse Rothenbourg, signé à Cassel le 16 Oct. 1815.*

(Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten. Anhang 1818. pag. 6<. 66.)

Im Namen der hochheiligen und untheilbaren Dreyeinigkeit.

Nachdem Seine Majestät der König von Preussen und Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, um in die Folge der Verhandlungen des Wiener Congresses nöthig befundenen Ausgleichungen im nördlichen Deutschlande durch eine freundschaftliche Uebereinkunft über angemessene Territorial-Veränderungen zu erleichtern, durch Bevollmächtigte in besondre Tractaten getreten sind, und über deren endliches Resultat unter dem heutigen Dato einen förmlichen Territorial-Austausch-Vertrag in 30 Artikeln abgeschlossen haben, und nicht allein der Beitritt zu diesem Tractat von Seiten Sr. Durchl. des Landgrafen von Hessen-Rothenburg, nach den mit dem Kurhause Hessen bestehenden Hausverträgen für nothwendig, sondern eine eigene und besondere Uebereinkunft zwischen Seiner Maje-

Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Durchl. dem Herrn Landgrafen von Hessen-Rothenburg, wegen der von Hochdemselben abzutretenden eigenthümlichen Rechte, Besitzungen und Nutzungen, und des dafür zu leistenden Ersatzes für erforderlich gehalten worden ist; so haben S. M. der König von Preussen und S. D. der Landgraf von Hessen-Rothenburg Bevollmächtigte ernannt, um alles was hierauf Bezug hat, zu verabreden, abzuschliessen und zu unterzeichnen, nämlich: S. M. der König von Preussen, den Herrn Präsidenten Conrad Siegmund von Hänlein, Ihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an den Hessischen und Nassauischen Höfen, Ritter des Königl. Preussischen rothen Adler-Ordens und des eisernen Kreuzes, wie auch Ritter des Kurfürstl. Hessischen Ordens vom goldenen Löwen; 1815

und Se. Durchl. der Landgraf von Hessen-Rothenburg den Herrn Geheimen Rath Carl Wilhelm Göffel; welche, nachdem sie gegenseitig ihre Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden und gegen einander ausgewechselt haben, über nachstehende Artikel übereingekommen sind.

Cession de la part du Land-grave.

ART. I. S. Durchl. der Landgraf zu Hessen-Rheinfels-Rothenburg treten dem, zwischen Sr. M. dem Könige von Preussen und Sr. K. H. dem Kurfürsten von Hessen unterm heutigen Dato geschlossenen, hier abschriftlich beigehefteten Vertrage bey, genehmigen insbesondere, was in demselben Ihr Interesse und Ihre Rechte betrifft, und verpflichten Sich zugleich, diejenigen Rechte, Besitzungen und Nutzungen, welche Ihnen an der Niedergrafschaft Katzenellenbogen, der Herrschaft Plesse nebst dem Kloster Höckelheim und dem Amte Neuengleichen zustehen, in Folge der, Art. 2. des gedachten Vertrags, enthaltenen Stipulationen an des Königs von Preussen Maj. abzutreten.

Sie behalten Sich jedoch ausdrücklich vor, dass aus diesem Vertrage niemals irgend eine Schmälerung Ihrer hausvertragsmässigen Rechte hergeleitet, und insbesondere dieselben in Rücksicht der Rothenburger Quart, und der mit gleicher Berechtigung an Sie übergehenden Entschädigung vollständig aufrecht erhalten werden sollen.

ART.

1815

Renonciation au titre.

Art. II. Sr. Durchl. der Landgraf von Hessen-Rothenburg wollen ferner dem bisher geführten Titel von Rheinfels, da diese Besitzung jetzt durch die Wiener Congrefs-Akte in Königl. Preufsischen Besitz übergegangen ist, und nunmehr in den Staaten S. M. des Königs von Preufsen liegt, hiermit ausdrücklich und feierlich entsagen.

Garanté de la part de la Prusse

Art. III. S. M. der König von Preufsen, welche überhaupt Sr. Durchl. im ungekränkten Besitz Ihrer Hausvertragmäfsigen Rechte und Einkünfte erhalten zu sehen wünschen, leisten dagegen insbesondere Gewähr, für die durch erwähnten Vertrag Sr. Durchl. bestimmten Entschädigungen, und wollen noch aufserdem zu Vervollständigung des Ersatzes und zu Bezeigung Ihrer Theilnahme an dem Interesse Sr. Durchl., dieselben, binnen Jahresfrist in den Besitz einer Herrschaft von zwanzig tausend Thalern reinen Einkommens, nach wirthschaftlichen Anschlägen, setzen. Diese Herrschaft soll in Seiner Majestät Staaten liegen, und unter Ihrer Landeshoheit von Sr. Durchl. als freies Allodium erb- und eigenthümlich mit allen den Ehrenrechten besessen werden, welche den begünstigsten Grundbesitzern der Provinz, worin sie gelegen ist, zustehen, oder überdies noch, innerhalb der Landesverfassungsmäfsigen Grenzen von Sr. M. derselben beigelegt werden möchten. Seine Durchl. werden darüber sowohl unter Lebendigen als von Todeswegen, als über ein persönliches Eigenthum, nach den Landesgesetzen verfügen können. Sie wird frei von ingrossirten Schulden und in wirthschaftlicher Verfassung übergeben.

Garantie à obtenir par la confédération.

Art. IV. S. M. der König von Preufsen versprechen überdies, S. D. den Landgrafen bey denjenigen Verhandlungen zu unterstützen, welche Sie auf dem Bundestage im verfassungsmäfsigen Wege anwenden möchten, um von dem Deutschen Bunde eine ähnliche Gewähr für die Fortdauer Ihrer Hausvertragsmäfsigen Stellung zu erhalten, als diejenige war, welche die Deutsche Reichsverfassung für dieselbe enthielt. Auch wollen S. M. der König Sich für die Erfüllung der subsidiarischen Verbindlichkeiten der Rheinschifffahrtsoktroi, in Rücksicht der darauf angewiesenen rückständigen Renten S. D. kräftigst verwenden.

Art.

Art. V. Dieser Vertrag soll ratificirt, und die Ratification binnen vier Wochen oder eher, wenn es seyn kann, ausgewechselt werden. 1815 Ratification.

Zu Urkunde dessen, haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit dem Siegel ihrer Wappen versehen.

So geschehen Cassel, den sechszehnten October des Jahres eintausend achthundert und funfzehn.

(L. S.) Conrad Siegmund von Hänlein. (L. S.) Carl Wilhelm Gössel.

27.

Actes relatifs à la formation actuelle de la confédération Suisse depuis 1814 *) *jusqu'en* 1816.

I.

Pacte féderal des 19 *cantons de la Suisse signé à Zurich le* 8 *Sept.* 1814. 1814 8 Sept.

(*Manuel du droit public de la Suisse*. pag. 3—23. fr. et all.)

Bundes-Vertrag zwischen den neunzehn Cantonen der Schweiz.

Art. I. Die neunzehn souveränen Cantone der Schweiz, als Zürich, Bern, Luzern, Uri, Schwyz, Unter-

*) Les actes de 1813 depuis que la diète extraordinaire réunie à Zurich avait tentée de proclamer la neutralité Suisse le 18 Novembre 1813 se trouvent dans Schöll *recueil d. pieces officielles T. II. p.* 1. *et suiv.*; et la convention du 29 Déc. 1813 entre les cantons formant la confédération Helvètique a déjà été donnée plus haut Supplément T. V. (ou nouveau recueil T. I.) p. 659. Le pacte federal du 8 Sept. 1814 a aussi deja été donné Supplément T. VI. (nouveau recueil T. II.) p. 69. mais dans une traduction françaîse inserée dans le moniteur ce qui m'engage à le faire suivre ici en langue originale allemande.

1814 Unterwalden, ob und nid dem Wald, Glarus, Zug, Freiburg, Solothurn, Baſel, Schafhauſen, Appenzell beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Teſſin und Waadt, vereinigen ſich durch den gegenwärtigen Bund zur Behauptung ihrer Freyheit, Unabhängigkeit und Sicherheit gegen alle Angriffe fremder Mächte, und zur Handhabung der Ruhe und Ordnung im Innern. Sie gewährleiſten ſich gegenſeitig ihre Verfaſſungen, ſo wie dieſelben von den oberſten Behörden jedes Cantons, in Uebereinſtimmung mit den Grundſätzen des Bundesvertrags, werden angenommen worden ſeyn. Sie gewährleiſten ſich gegenſeitig ihr Gebiet.

Art. II. Zu Handhabung dieſer Gewährleiſtung und zu Behauptung der Neutralität der Schweiz wird aus der waffenfähigen Mannſchaft eines jeden Cantons, nach dem Verhältniſs von 2 Mann auf 100 Seelen Bevölkerung, ein Contingent gebildet. Die Truppen werden von den Cantonen geliefert, wie folgt: Bern 4584 Mann; Zürich 3858 M.; Waadt 2964; St. Gallen 2630; Aargau 2410; Graubünden 2000; Teſſin 1804; Luzern 1734; Thurgau 1670; Freiburg 1240; Appenzell 972; Solothurn 904; Baſel 818; Schwyz 602; Glarus 482; Schafhauſen 466; Unterwalden 382; Zug 250; Uri 236. Zuſammen 30,006 Mann.

Dieſe Scala iſt auf ein Jahr feſtgeſetzt, und ſoll von der Tagſatzung des Jahrs 1815 durchgeſehen und nach obigem Grundſatze berichtigt werden.

Art. III. Die Geldbeyträge, zu Beſtreitung der Kriegskoſten und anderer Ausgaben des Bundes, werden von den Cantonen nach folgendem Verhältniſs entrichtet: Bern 91,695 Fr.; Zürich 77,153; Waadt 59,273; St. Gallen 39,451; Aargau 52,212; Graubünden 12,000; Teſſin 18,039; Luzern 26,016; Thurgau 25,052; Freiburg 18,591; Appenzell 9728; Solothurn 18,097; Baſel 20,450; Schwyz 3012; Glarus 4823; Schaffhauſen 9327; Unterwalden 1907; Zug 2497; Uri 1184. Zuſammen 490,507 Fr.

Dieſe Vertheilung der Geldbeyträge iſt ebenfalls für ein Jahr gültig, und ſoll durch die Tagſatzung vom Jahr 1815 durchgeſehen, und mit Rückſicht auf die Beſchwerden einiger Cantone berichtigt werden. Eine ähnliche Reviſion ſoll ſpäterhin, wie für die Mannſchafts-

ſchafts-Contingente, von zwanzig zu zwanzig Jahren ſtatt haben. 1814

Zu Beſtreitung der Kriegskoſten ſoll überdies eine gemeineidsgenöſſiſche Kriegs-Caſſe errichtet werden, deren Gehalt bis auf den Betrag eines doppelten Geldcontingents anwachſen ſoll.

Die Kriegscaſſe ſoll ausſchlieſslich nur zu Militär-Koſten bey eidsgenöſſiſchen Auszügen angewendet, und in ſich ergebenden Fällen die eine Hälfte der Ausgaben durch Einziehung eines Geldcontingents nach der Scala beſtritten, und die andere Hälfte aus der Kriegscaſſe bezahlt werden.

Zu Bildung dieſer Kriegscaſſe ſoll, eine Eingangsgebühr auf Waaren gelegt werden, die nicht zu den nothwendigſten Bedürfniſſen gehören.

Dieſe Gebühren werden die Grenz-Cantone beziehen, und der Tagſatzung alljährlich darüber Rechnung ablegen.

Der Tagſatzung wird überlaſſen, ſowohl den Tarif dieſer Eingangsgebühr feſtzuſetzen, als auch die Art der Rechnungsführung darüber, und die Maasnahmen zur Verwahrung der bezogenen Gelder zu beſtimmen.

Art. IV. Im Fall äuſserer oder innerer Gefahr hat jeder Canton das Recht, die Mitſtände zu getreuem Aufſehen aufzufordern. Wenn in einem Canton Unruhen ausbrechen, ſo mag die Regierung andere Cantone zur Hülfe mahnen, doch ſoll ſogleich das Vorort davon benachrichtigt werden; bey fortdauernder Gefahr wird die Tagſatzung, auf Anſuchen der Regierung die weitern Maasregeln treffen.

Im Fall einer plötzlichen Gefahr von Auſsen mag zwar der bedrohte Canton andere Cantone zur Hülfe mahnen, doch ſoll ſogleich das Vorort davon in Kenntniſs geſetzt werden; dieſem liegt ob, die Tagſatzung zu verſammeln, welcher alle Verfügungen zur Sicherheit der Eidsgenoſſenſchaft zuſtehen.

Der oder die gemahnten Cantone haben die Pflicht dem Mahnenden Hülfe zu leiſten.

Im Fall äuſserer Gefahr werden die Koſten von der Eidsgenoſſenſchaft getragen; bey innern Unruhen liegen dieſelben auf dem mahnenden Canton, es wäre denn Sache, daſs die Tagſatzung, wegen beſondern Umſtänden, eine andere Beſtimmung treffen würde.

1814 Art. V. Alle Anſprüche und Streitigkeiten zwiſchen den Cantonen über Gegenſtände, die nicht durch den Bundesvertrag gewährleiſtet ſind, werden an das eidsgenöſſiſche Recht gewieſen. Der Gang und die Form dieſer Rechtshandlung ſind folgendermaſsen feſtgeſetzt:

Jeder der zwey ſtreitenden Cantone wählt aus den Magiſtratsperſonen anderer Cantone zwey, oder, wenn die Cantone darüber einig fallen, einen Schiedsrichter.

Wenn die Streitſache zwiſchen mehr als zwey Cantonen obwaltet, ſo wird die beſtimmte Zahl von jeder Parthey gewählt.

Dieſe Schiedsrichter vereint trachten den Streit in der Minne und auf dem Pfad der Vermittelung beyzulegen. Kann dieſes nicht erreicht werden, ſo wählen die Schiedsrichter einen Obmann aus den Magiſtratsperſonen eines in der Sache unpartheyiſchen Cantons, und aus welchem nicht bereits einer der Schiedsrichter gezogen iſt.

Sollten die Schiedsrichter über die Wahl des Obmanns beharrlich verfallen, und einer der Cantone darüber Beſchwerde führen, ſo wird der Obmann von der Tagſatzung geſetzt, wobey aber die im Streit ſtehenden Cantone kein Stimmrecht haben; der Obmann und die Schiedsrichter verſuchen nochmals, den Streit durch Vermittelung auszugleichen, oder entſcheiden, im Fall allſeitiger Uebergabe, durch Compromiſsſpruch; geſchiehet aber keines von beiden, ſo ſprechen ſie über die Streitſache nach den Rechten endlich ab.

Der Spruch kann nicht weiter gezogen werden, und wird erforderlichen Falls durch Verfügung der Tagſatzung in Vollziehung geſetzt.

Zu gleicher Zeit mit der Hauptſache ſoll auch über die Koſten, beſtehend in den Auslagen der Schiedsrichter und des Obmanns, entſchieden werden.

Die nach obigen Beſtimmungen gewählten Schiedsrichter und Obmänner werden von ihren Regierungen des Eides für ihren Canton, in der obwaltenden Streitſache, entlaſſen.

Bey allen vorfallenden Streitigkeiten ſollen die betreffenden Cantone ſich jeder gewaltſamen Maasregel oder ſogar Bewaffnung enthalten, den in dieſem Artikel feſtgeſetzten Rechtspfad genau befolgen, und dem Spruch in allen Theilen Statt thun.

Art.

1814

Art. VI. Es sollen unter den einzelnen Cantonen keine dem allgemeinen Bund oder den Rechten anderer Cantone nachtheilige Verbindungen geschlossen werden.

Art. VII. Die Eidsgenossenschaft huldigt dem Grundsatz, dass so wie es, nach Anmerkung der neunzehn Cantone, keine Unterthanenbande mehr in der Schweiz giebt, so könne auch der Genuss der politischen Rechte nie das ausschliessliche Privilegium einer Classe der Cantonsbürger seyn.

Art. VIII. Die Tagsatzung besorgt, nach den Vorschriften des Bundesvertrags, die ihr von den souveränen Ständen übertragenen Angelegenheiten des Bundes.

Sie besteht aus den Gesandten der neunzehn Cantone, welche nach ihren Instructionen stimmen. Jeder Canton hat eine Stimme, welche von einem Gesandten eröffnet wird. Sie versammelt sich in der Hauptstadt des jeweiligen Vororts, ordentlicher Weise alle Jahre am ersten Montag im Heumonat; ausserordentlicher Weise, wenn das Vorort dieselbe ausschreibt, oder auf das Begehren von fünf Cantonen.

Der im Amt stehende Bürgermeister oder Schultheiss des Vororts führt den Vorsitz.

Die Tagsatzung erklärt Krieg und schliesst Frieden; sie allein errichtet Bündnisse mit auswärtigen Staaten; doch sind für diese wichtigen Verhandlungen drey Viertheile der Cantonsstimmen erforderlich. In allen übrigen Verfügungen, die durch den gegenwärtigen Bund der Tagsatzung übertragen sind, entscheidet die absolute Mehrheit.

Handelsverträge mit auswärtigen Staaten werden von der Tagsatzung geschlossen.

Militärcapitulationen und Verträge über ökonomische und Polizeygegenstände mögen von einzelnen Cantonen mit auswärtigen Staaten geschlossen werden. Sie sollen aber weder dem Bundes-Verein, noch bestehenden Bündnissen, nach verfassungsmässigen Rechten anderer Cantone zuwider seyn, und zu diesem Ende zur Kenntniss der Tagsatzung gebracht werden.

Eidsgenössische Gesandte, wenn deren Abordnung nothwendig erachtet wird, werden von der Tagsatzung ernannt und abberufen.

Die

1814 Die Tagſatzung trifft alle erforderliche Maasregeln für die äuſsere und innere Sicherheit der Eidsgenoſſenſchaft. Sie beſtimmt die Organiſation der Contingentstruppen, verfügt über derſelben Aufſtellung und Gebrauch, ernennt den General, den Generalſtaab und die eidsgenöſſiſchen Oberſten. Sie ordnet, im Einverſtändniſs mit den Cantonsregierungen, die Aufſicht über die Bildung und Ausrüſtung des Militär-Contingents an.

Art. IX. Bey auſserordentlichen Umſtänden, und wenn ſie nicht fortdauernd verſammelt bleiben kann, hat die Tagſatzung die Befugniſs, dem Vorort beſondere Vollmachten zu ertheilen. Sie kann auch derjenigen Behörde des Vororts, welche mit der eidsgenöſſiſchen Geſchäftsführung beauftragt iſt, zu Beſorgung wichtiger Bundesangelegenheiten, eidsgenöſſiſche Repräſentanten beiordnen; in beiden Fällen ſind zwei Drittheile der Stimmen erforderlich.

Die eidsgenöſſiſchen Repräſentanten werden von den Cantonen gewählt, welche hierfür unter ſich in folgenden ſechs Claſſen wechſeln.

Den erſten eidsgenöſſiſchen Repräſentant geben abwechſelnd die zwei Directorialorte, die nicht im Amt ſtehen; den zweiten Uri, Schwyz, Unterwalden; den dritten Glarus, Zug, Appenzell, Schafhauſen; den vierten Freiburg, Baſel, Solothurn; den fünften Graubünden, St. Gallen, Aargau; den ſechsten Waadt, Thurgau, Teſſin.

Die Tagſatzung ertheilt den eidsgenöſſiſchen Repräſentanten die erforderlichen Inſtructionen, und beſtimmt die Dauer ihrer Verrichtungen. In jedem Fall hören letztere mit dem Wiederzuſammentritt der Tagſatzung auf. Die eidsgenöſſiſchen Repräſentanten werden aus der Bundescaſſe entſchädigt.

Art. X. Die Leitung der Bundesangelegenheiten, wenn die Tagſatzung nicht verſammelt iſt, wird einem Vorort, mit den bis zum Jahr 1798. ausgeübten Befugniſſen, übertragen.

Das Vorort, wechſelt unter den Cantonen Zürich, Bern und Luzern je zu zwei Jahren um, welche Kehrordnung mit dem 1ten Januar 1815 ihren Anfang nimmt. Dem Vorort iſt eine eidsgenöſſiſche Canzlei beigeordnet; die-

dieselbe besteht aus einem Canzler und einem Staats- 1814
schreiber, die von der Tagsatzung gewählt werden.

Art. XI. Für Lebensmittel, Landeserzeugnisse und Kaufmannswaaren ist der freie Kauf, und für diese Gegenstände, so wie auch für das Vieh, die ungehinderte Aus- und Durchfuhr von einem Canton zum anderen gesichert, mit Vorbehalt der erforderlichen Polizey-Verfügungen gegen Wucher und schädlichen Verkauf.

Diese Polizei-Verfügungen sollen nur für die eigenen Cantonsbürger und die Einwohner anderer Cantone gleich bestimmt werden.

Die dermalen bestehenden, von der Tagsatzung genehmigten Zölle, Weg- und Brückengelder verbleiben in ihrem Bestand. Es können aber ohne Genehmigung der Tagsatzung weder neue errichtet, noch die bestehenden erhöht, noch ihr Bezug, wenn er auf bestimmte Jahre beschränkt war, verlängert werden.

Die Abzugsrechte von Canton zu Canton sind abgeschafft.

Art. XII. Der Fortbestand der Klöster und Kapitel, und die Sicherheit ihres Eigenthums, so weit es von den Cantonsregierungen abhängt, sind gewährleistet; ihr Vermögen ist gleich anderm Privatgut den Steuern und Abgaben unterworfen.

Art. XIII. Die helvetische Nationalschuld, deren Betrag den 4ten November 1804. auf drei Millionen, einmalhundert achtzehntausend, dreihundert und sechs und dreissig Franken festgesetzt worden, bleibt anerkannt.

Art. XIV. Alle eidsgenössische Concordate und Verkommnisse seit dem Jahr 1803, die den Grundsätzen des gegenwärtigen Bundes nicht entgegen sind, verbleiben in ihrem bisherigen Bestand; die Sammlung der in dem gleichen Zeitraum erlassenen Tagsatzungsbeschlüsse soll der Tagsatzung des Jahrs 1815 zur Revision vorgelegt werden, und diese wird entscheiden, welcher von denselben ferner verbindlich seyn soll.

Art. XV. Sowohl gegenwärtiger Bundesvertrag, als auch die Cantonal-Verfassungen, sollen in das eidsgenössische Archiv niedergelegt werden.

Das

1814 Dafs obftehender Bundesvertrag von der grofsen Mehrheit der eidsgenöffifchen Stände den 8ten Herbftmonat 1814 förmlich angenommen und ratificirt worden fey, bezeugen in Zürich unter Beidruckung des bisherigen eidsgenöffifchen Siegels

Der Amtsbürgermeifter des Cantons Zürich, Präfident der eidsgenöffifchen Tagfatzung,

Unterzeichnet: Reinhard.

Der Canzler der Eidsgenoffenfchaft,

Unterzeichnet: Mousson.

2.

1815 7 Avril. *Actes de réunion des Cantons de Neufchatel de Genève et du Valais à la confédération Suiffe* 1815.

a.

Aufnahmsurkunde des Cantons Neuenburg.

(*Droit public de la Suiffe.* T. I. p. 24-26.)

Auszug aus dem Protocoll der eidsgenöffifchen Tagfatzung vom 7ten April 1815.

Wir die Gefandten der Cantone der Schweiz, auf der eidsgenöffifchen Tagfatzung in Zürich aufserordentlich verfammelt, thun kund und zu wiffen hiermit:

Dafs, nachdem die Tagfatzung der fchweizerifchen Eidsgenoffenfchaft bereits unterm 12ten Herbftmonat 1814 befchloffen hat, in das Begehren des fouverainen Staats Neuenburg einzuwilligen, und denfelben als Canton in den Schweizerbund aufzunehmen, Wir es für angemeffen erachtet haben, diefe endliche Vereinigung nicht länger aufzufchieben, welche für beide Theile gleich vortheilhaft und geeignet ift, die feit Jahrhunderten gegenfeitig beftandenen freundfchaftlichen Verhältniffe durch eine völlige Gemeinfchaft der Schickfale und Interellen immer mehr zu befeftigen.

Zu

Zu dem Ende haben Wir ernannt und mit den erforderlichen Vollmachten versehen die Herren —, und der sauveraine Stand Neuenburg die Herren —, welche hierauf denjenigen Vereinigungspunct abgeschlossen haben, dessen Inhalt hier folgt: 1815

ART. I. Der souveraine Staat Neuenburg wird als Canton in die schweizerische Eidsgenossenschaft aufgenommen. Diese Aufnahme findet unter der ausdrücklichen Bedingung statt, dass die Erfüllung aller Verpflichtungen, welche dem Stand Neuenburg als Glied der Eidsgenossenschaft obliegen, die Theilnahme dieses Standes an der Berathung der allgemeinen Angelegenheiten der Schweiz, die Ratification und Vollziehung der Beschlüsse der Tagsatzung, ausschliesslich die in Neuenburg residirende Regierung betreffen werden, ohne dass dafür eine weitere Sanction oder Genehmigung erforderlich sey.

ART. II. Der Canton Neuenburg tritt allen Bestimmungen des Bundesvertrags bey, den er gleich den übrigen Ständen der Schweiz zu beschwören hat.

ART. III. Er liefert sein Contingent zur eidsgenössischen Armee, in dem für alle andern Stände angenommenen Verhältniss von zwei Mann auf hundert Seelen der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maasstabe auf funfzigtausend Seelen das Contingent tausend Mann betragen soll.

ART. IV. Sein Geldcontingent, nach dem gleichen Verhältniss wie jenes der Stände Basel und Genf berechnet, ist auf fünf und zwanzigtausend Schweizer-Franken festgesetzt. Durch diese Bestimmung und durch jene im vorhergehenden Artikel soll indess der durch den dritten Artikel des Bundesvertrags vorbehaltenen Revision der Beyträge an Mannschaft und Geld nicht vorgegriffen seyn.

ART. V. Der Staat Neuenburg ist der ein und zwanzigste Canton der Schweiz; er nimmt seinen Rang in der Tagsatzung unmittelbar nach der Republik Wallis.

ART. VI. Die gegenwärtige Vereinigungsurkunde, welche von den Commissarien der Tagsatzung unterzeichnet worden, soll allsogleich den eidsgenössischen Ständen und der Regierung von Neuenburg zur Ratification vorgelegt werden; so bald diese erfolgt, wird die Vereinigung vollendet, und definitiv auf ewige Zeiten beschlossen seyn.

b.

b.

1815 7 Avril.

Aufnahmsurkunde des Cantons Genf.

(*Droit public de la Suisse.* T. I. p. 26-28.)

Auszug aus dem Protocoll der eidsgenöſſiſchen Tagſatzung vom 7ten April 1815.

Wir die Geſandten der Cantone der Schweiz, auf der eidsgenöſſiſchen Tagſatzung in Zürich auſserordentlich verſammelt, thun kund und zu wiſſen hiermit:

Daſs, nachdem die Tagſatzung der ſchweizeriſchen Eidsgenoſſenſchaft bereits unterm 12ten Herbſtmonat 1814. beſchloſſen hat, in das Begehren der Stadt und Republik Genf einzuwilligen, und dieſelbe als Canton in den Schweizerbund aufzunehmen, Wir es für angemeſſen erachtet haben, dieſe endliche Vereinigung nicht länger aufzuſchieben, welche für beide Theile gleich vortheilhaft und geeignet iſt, die ſeit Jahrhunderten gegenſeitig beſtandenen freundſchaftlichen Verhältniſſe durch eine völlige Gemeinſchaft der Schickſale und Intereſſen immer mehr zu befeſtigen.

Zu dem Ende haben Wir ernannt und mit den erforderlichen Vollmachten verſehen die Herren — —, und die Republik Genf die Herren — —, welche hierauf denjenigen Vereinigungsact abgeſchloſſen haben, deſſen Inhalt hier folgt:

Art. I. Die Republik Genf wird als Canton in die ſchweizeriſche Eidsgenoſſenſchaft aufgenommen. Sie nimmt ihren Rang nach Neuenberg, und iſt der zwei und zwanzigſte Canton der Schweiz.

Art. II. Der Canton Genf tritt allen Beſtimmungen des Bundesvertrags bey, und wird dieſen Vertrag gleich allen andern Ständen der Schweiz beſchwören helfen.

Art. III. Er ſtellt ſein Contingent zur eidsgenöſſiſchen Armee in dem für alle übrige Stände angenommenen Verhältniſs von zwei Mann auf hundert Seelen der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maasſtab auf dreiſsigtauſend Seelen das Contingent ſechshundert Mann betragen ſoll.

Art.

Art. IV. Sein Geldcontingent, nach dem gleichen Verhältnifs der Cantone Bafel und Neuenburg berechnet, ift auf funfzehntaufend Schweizer Franken berechnet. 1815

Art. V. Im Fall der Canton Genf eine Gebietserweiterung erhalten follte, fo wird fein Mannfchafts- und Geldbeitrag in gleichem Verhältnifs erhöht werden. Durch diefe Beftimmung und jene der beiden vorhergehenden Artikel foll indefs der durch den dritten Artikel des Bundesvertrags vorbehaltenen Revifion der Beiträge an Mannfchaft und Geld nicht vorgegriffen feyn.

Art. VI. Die gegenwärtige Vereinigungsurkunde, welche von den Commiffarien der Tagfatzung unterzeichnet worden, foll allfogleich den eidsgenöffifchen Ständen und der Regierung von Genf zur Ratification vorgelegt werden; fobald diefe erfolgt ift, wird die Vereinigung vollendet und definitiv auf ewige Zeiten befchloffen feyn.

c.

Aufnahmsurkunde des Cantons Wallis. 17 Juin.

(*Droit public de la Suiffe.* T. I. pag. 28. 29.)

Auszug aus dem Protocoll der eidsgenöffifchen Tagfatzung vom 17ten Brachmonat 1815.

Da die Tagfatzung der fchweizerifchen Eidsgenosfenfchaft bereits unterm 12ten Herbftmonat 1814. befchloffen hat, in das Begehren der Republik Wallis einzuwilligen und diefelbe als Canton in den Schweizerbund aufzunehmen, und für nothwendig erachtet, diefe endliche Vereinigung nicht länger aufzufchieben, welche für beide Theile gleich vortheilhaft und geeignet ift, die feit Jahrhunderten gegenfeitig beftandenen freundfchaftlichen Verhältniffe durch eine völlige Gemeinfchaft der Schickfale und Intereffen immer mehr zu befeftigen: fo haben die beiderfeitigen Bevollmächtigten, nämlich im Namen der Tagfatzung der fchweizerifchen Eidsgenoffenfchaft die Herren — —, und im Namen

1815 Namen der Republik Wallis die Herren — —, denjenigen Vereinigungspunkt abgeschlossen und unterzeichnet, dessen Inhalt hier folgt:

Art. I. Die Republik Wallis wird als Canton in die schweizerische Eidsgenossenschaft aufgenommen; sie nimmt ihren Rang nach dem Canton Waadt, und ist der zwanzigste Stand der Schweiz.

Art. II. Der Canton Wallis tritt allen Bestimmungen des Bundesvertrags bey, und wird denselben gleich andern Ständen der Schweiz beschwören helfen.

Art. III. Er stellt sein Contingent zur eidsgenössischen Armee, in dem für alle übrige Stände angenommenen Verhältnisse von zwei Mann auf hundert Seelen der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maasstab auf vier und sechszigtausend Seelen das Contingent zwölfhundert und achtzig Mann betragen soll.

Art. IV. In Rücksicht der beschränkten ökonomischen Lage des Walliser Volkes und des vielfachen Unglücks, welches im Jahr 1798 und seither dasselbe getroffen hat, willigt die schweizerische Eidsgenossenschaft ein, dass sein Geldcontingent nach einem Mittelfuss zwischen der ersten und zweiten Classe berechnet und auf 9600 Schweizer-Franken bestimmt werde. Diese Begünstigung ist indess auf den Zeitraum von zwanzig Jahren beschränkt, und die Tagsatzung setzt die ausdrüchliche Bedingung fest, dass der Canton Wallis mit gedoppeltem Eifer und Anstrengung auf die Bewaffnung und Ausrüstung seines Mannschaftscontingents hinarbeite, damit dasselbe jederzeit vollständig zur eidsgenössischen Armee berufen werden könne.

Art. V. Durch die Ratification des gegenwärtigen Acts soll die Vereinigung vollendet und definitiv auf ewige Zeiten abgeschlossen seyn.

3.

Acte de confédération entre les 22 Cantons Helvétiques, ſigne le 7 Août 1815.

1815
7 Août.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 3-20. *Handbuch des ſchweizeriſchen Staatsr.* B. II. p. 3. (fr. et all.)

a.

Bundesvertrag zwiſchen den zwey und zwanzig Cantonen der Schweiz.

Im Namen Gottes des Allmächtigen.

Ligue et garantie.

Art. I. Die zwei und zwanzig ſouveränen Cantone der Schweiz, als: Zürich, Bern, Luzern, Ury, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Freyburg, Solothurn, Baſel, Schafhauſen, Appenzell, beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Teſſin, Waadt, Wallis, Neuenburg und Genf; vereinigen ſich durch den gegenwärtigen Bund, zur Behauptung ihrer Freyheit, Unabhängigkeit und Sicherheit, gegen alle Angriffe fremder Mächte und zur Handhabung der Ruhe und Ordnung im Innern. Sie gewährleiſten ſich gegenſeitig ihre Verfaſſungen; ſo wie dieſelben, von den oberſten Behörden ihres Cantons, in Uebereinſtimmung mit den Grundſätzen des Bundesvertrags, werden angenommen worden ſeyn. Sie gewährleiſten ſich gegenſeitig ihr Gebiet.

Contingens.

Art. II. Zur Handhabung dieſer Gewährleiſtung und zur Behauptung der Neutralität der Schweiz, wird, aus der waffenfähigen Mannſchaft eines jeden Cantons, nach den Verhältniſſen, von zwei Mann auf hundert Seelen Bevölkerung, ein Contingent gebildet. Die Truppen werden von den Cantonen geliefert, wie folgt: Zürich 3858 Mann, Bern 4584, Luzern 1734, Ury 236, Schwyz 602, Unterwalden 382, Glarus 482, Zug 250, Freyburg 1240, Solothurn 904, Baſel 818, Schafhauſen 466, Appenzell 972, St. Gallen 2630, Graubünden 2000, Aargau 2410, Thurgau 1670, Teſſin 1804, Waadt 2964, Wallis 1280, Neuenburg 1000, Genf 600; Totalſumme 32,886 Mann.

Dieſe

1815 Diese, vorläufig angenommene, Scala soll, von der nächst bevorstehenden Tagsatzung durchgesehen, und, nach obigem Grundsatze, berichtiget werden.

Contingens en argent. ART. III. Die Geldbeiträge, zu Bestreitung der Kriegskosten und anderer Ausgaben des Bundes, werden von den Cantonen nach folgenden Verhältnissen entrichtet: Zürich 77,153 Franken, Bern 91,695, Luzern 26,016, Uri 1184, Schwyz 3012, Unterwalden 1907, Glarus 4823, Zug 2497, Freyburg 18,591, Solothurn 18,097, Basel 20,450, Schafhausen 9327, Appenzell 9728, St. Gallen 39,451, Graubünden 12000, Aargau 52,212, Thurgau 23,052, Tessin 18,039, Waadt 59,273, Wallis 9600, Neuenburg 25,000, Genf 15,000, Total 540,107 Franken.

Diese Vertheilung der Geldbeiträge soll ebenfalls durch die nächstbevorstehende ordentliche Tagsatzung durchgesehen, und, mit Rücksicht auf die Beschwerden einiger Cantone berichtiget werden. Eine ähnliche Revision soll späterhin, wie für die Mannschaftscontingenter, von zwanzig zu zwanzig Jahren, Statt haben.

Zur Bestreitung der Kriegskosten soll überdies eine gemeineidsgenossische Kriegscasse errichtet werden; deren Gehalt, bis auf den Betrag eines doppelten Geldcontingents, anwachsen soll. Diese Kriegscasse soll ausschliesslich nur zu Militärkosten, bey eidsgenossischen Auszügen angewendet, und in sich ergebenden Fällen die eine Hälfte der Ausgaben durch Einziehung eines Geldcontingents, nach der Scala bestritten, und die andere Hälfte aus der Kriegscasse bezahlt werden.

Zu Bildung dieser Kriegscasse soll ein Eingangsgebühr auf Waaren gelegt werden, die nicht zu den nothwendigsten Bedürfnissen gehören. Diese Gebühren werden die Grenzcantone beziehen, und der Tagsatzung alljährlich darüber Rechnung ablegen. Der Tagsatzung wird überlassen, sowohl den Tarif dieser Eingangsgebühren festzusetzen, als auch die Art der Rechnungsführung darüber, und die Maasnahme zur Verwahrung der bezogenen Gelder, zu bestimmen.

Cas de dangers. ART. IV Im Fall äusserer oder innerer Gefahr, hat jeder Canton das Recht, die Mitstände zu getreuem Aufsehen aufzufordern. Wenn in einem Canton Unruhen

ruhen ausbrechen, so mag die Regierung andere Cantone zur Hülfe mahnen; doch soll sogleich das Vorort davon benachrichtiget werden; bey fortdauernder Gefahr wird die Tagsatzung, auf Ansuchen der Regierung, die weitern Maasregeln treffen. 1815

Im Fall einer plötzlichen Gefahr von aufsen, mag zwar der bedrohete Canton andere Cantone zur Hülfe mahnen; doch soll sogleich das Vorort davon in Kenntnifs gesetzt werden; diesem liegt ob, die Tagsatzung zu versammeln, welcher alle Verfügungen zur Sicherheit der Eidsgenossenschaft zustehen. Der, oder die gemahnten Cantone, haben die Pflicht, dem Mahnenden Hülfe zu leisten.

Im Fall äufserer Gefahr, werden die Kosten von der Eidsgenossenschaft getragen; bey innern Unruhen liegen dieselben auf dem mahnenden Canton; es wäre denn Sache, dafs die Tagsatzung wegen besondern Umständen eine andere Bestimmung treffen würde.

Art. V. Alle Ansprüche und Streitigkeiten zwischen den Cantonen, über Gegenstände, die nicht durch den Bundesvertrag gewährleistet sind, werden an das eidsgenöffische Recht gewiesen. Der Gang und die Form dieser Rechtshandlung sind folgendermafsen festgesetzt. Juge. ment d. preten- tions et disputes

Jeder der zwei streitenden Cantone, wählt aus den Magistratspersonen anderer Cantone zwei, oder, wenn die Cantone darüber einig fallen, einen Schiedsrichter. Wenn die Streitsache zwischen mehr als zwei Cantonen obwaltet, so wird die bestimmte Zahl von jeder Parthey gewählt. Diese Schiedsrichter vereint, trachten den Streit in der Minne und auf dem Pfade der Vermittelung beyzulegen. Kann dieses nicht erreicht werden, so wählen die Schiedsrichter einen Obmann aus den Magistratspersonen, eines in der Sache unpartheyischen Cantons, und aus welchem nicht bereits einer der Schiedsrichter gezogen ist. Sollten die Schiedsrichter sich über die Wahl des Obmanns nicht vereinigen können, und einer der Cantone darüber Beschwerde führen; so wird der Obmann von der Tagsatzung gesetzt, wobey aber die im Streit stehenden Cantone kein Stimmrecht haben; der Obmann und die Schiedsrichter versuchen nochmals, den Streit durch Vermittelung auszugleichen, oder entscheiden, im

1815 im Fall allſeitiger Uebergabe durch Compromiſsſpruch; geſchieht aber keines von beiden, ſo ſprechen ſie über die Streitſache nach den Rechten endlich ab. Der Spruch kann nicht weiter gezogen werden, und wird, erforderlichen Falls, durch Verfügung der Tagſatzung in Vollziehung geſetzt.

Zu gleicher Zeit mit der Hauptſache, ſoll auch über die Koſten, beſtehend in den Auslagen der Schiedsrichter und des Obmanns, entſchieden werden.

Die nach obigen Beſtimmungen gewählten Schiedsrichter und Obmänner, werden von ihren Regierungen des Eides für ihren Canton, in der obwaltenden Streitſache, entlaſſen.

Bey allen vorfallenden Streitigkeiten, ſollen die betreffenden Cantone ſich jeder gewaltſamen Maasregel, oder ſogar Bewaffnung, enthalten; den in dieſem Artikel feſtgeſetzten Rechtspfad genau befolgen, und dem Spruch in allen Theilen Statt thun.

Ligues particulières.

Art. VI. Es ſollen unter den einzelnen Cantonen keine dem allgemeinen Bunde, oder den Rechten anderer Cantone nachtheilige Verbindungen geſchloſſen werden.

Droits politiques.

Art. VII. Die Eidsgenoſſenſchaft huldigt dem Grundſatze: daſs, ſo wie es nach Anerkennung der zwei und zwanzig Cantone, keine Unterthanenbande mehr in der Schweiz gibt; ſo könne auch der Genuſs der politiſchen Rechte, nie das ausſchlieſsliche Privilegium einer Claſſe der Cantonsbürger ſeyn.

Diète; ſa compétence.

Art. VIII. Die Tagſatzung beſorgt nach den Vorſchriften des Bundesvertrags, die ihr von den ſouveränen Ständen übertragenen Angelegenheiten des Bundes. Sie beſteht aus den Geſandten der zwei und zwanzig Cantonen, welche nach ihren Inſtructionen ſtimmen. Jeder Canton hat eine Stimme, welche von einem Geſandten eröffnet wird. Sie verſammeln ſich in der Hauptſtadt des jeweiligen Vororts, ordentlicher Weiſe alle Jahr am erſten Montag im Heumonat, auſserordentlicher Weiſe, wenn das Vorort dieſelbe ausſchreibt, oder auf das Begehren von fünf Cantonen. Der im Amte ſtehende Bürgermeiſter oder Schultheis des Vororts führt den Vorſitz.

Die Tagſatzung erklärt Krieg und ſchlieſst Frieden, ſie allein errichtet Bündniſſe mit auswärtigen Staaten;

doch

doch ſind für dieſe wichtigen Handlungen drei Viertheile der Cantonsſtimmen erforderlich. In allen übrigen Verfügungen, die durch den gegenwärtigen Bund der Tagſatzung übertragen ſind, entſcheidet die abſolute Mehrheit. 1815

Militärkapitulationen und Verträge über ökonomiſche und Polizeigegenſtände, mögen von einzelnen Cantonen mit auswärtigen Staaten geſchloſſen werden. Sie ſollen aber weder dem Bundesvereine, noch beſtehenden Bündniſſen, noch verfaſſungsmäſsigen Rechten anderer Cantone zuwider ſeyn, und zu dieſem Ende zur Kenntniſs der Tagſatzung gebracht werden.

Eidsgenoſſiſche Geſandten, wenn deren Abordnung nothwendig erachtet wird, werden von der Tagſatzung ernannt und abberufen.

Die Tagſatzung trifft alle erforderliche Maaſsregeln für die äuſsere und innere Sicherheit der Eidsgenoſſenſchaft. Sie beſtimmt die Organiſation der Contingentstruppen; verfügt über derſelben Aufſtellung und Gebrauch, ernennt den General, den Generalſtab und die eidsgenoſſiſchen Oberſten. Sie ordnet im Einverſtändniſſe mit den Cantonregierungen, die Aufſicht über die Bildung und Ausrüſtung des Militärcontingents.

Art. IX. Bey auſserordentlichen Umſtänden, und wenn ſie nicht fortdauernd verſammelt bleiben kann, hat die Tagſatzung die Befugniſs, dem Vorort beſondere Vollmachten zu ertheilen. Sie kann auch derjenigen Behörde des Vororts, welche mit der eidsgenöſſiſchen Geſchäftsführung beauftragt iſt, zu Beſorgung wichtiger Bundesangelegenheiten, eidsgenoſſiſche Repräſentanten beiordnen; in beiden Fällen ſind zwei Drittheile der Stimmen erforderlich. Repréſentans.

Die eidsgenoſſiſchen Repräſentanten geben abwechſelnd die zwei Directorialorte, die nicht im Amte ſtehen. Den zweiten Uri, Schwyz, Unterwalden. Den dritten Glarus, Zug, Appenzell, Schafhauſen. Den vierten Freyburg, Baſel, Solothurn, Wallis. Den fünften Graubünden, St. Gallen, Aargau, Neuenburg. Den ſechsten Waadt, Turgau, Teſſin, Genf.

Die Tagſatzung ertheilt den eidsgenoſſiſchen Repräſentanten die erforderlichen Inſtructionen, und beſtimmt die Dauer ihrer Verrichtungen. In jedem Falle hören letztere, mit dem Wiederzuſammentritt der Tag-

1815 ſatzung auf. Die eidsgenoſſiſchen Repräſentanten werden aus der Bundescaſſe entſchädigt.

Préſidence. ART. X. Die Leitung der Bundesangelegenheiten, wenn die Tagſatzung nicht verſammelt iſt, wird einem Vororte, mit den bis zum Jahre 1798 ausgeübten Befugniſſen übertragen.

Das Vorort wechſelt unter den Cantonen Zürich, Bern und Luzern, je zu zwei Jahren um, welche Kehrordnung mit dem 1ten Januar 1815, ihren Anfang genommen hat.

Dem Vorort iſt eine eidsgenoſſiſche Canzley beygeordnet; dieſelbe beſteht aus einem Canzler und einem Staatsſchreiber, die von der Tagſatzung gewählt werden.

Liberté du commerce interieur; douanes d. d. detraction ART. XI. Für Lebensmittel, Landeserzeugniſſe und Kaufmannswaaren, iſt der freye Kauf, und für dieſe Gegenſtände, ſo wie auch für das Vieh, die ungehinderte Aus- und Durchfuhr von einem Canton zum andern geſichert; mit Vorbehalt der erforderlichen Polizeiverfügungen gegen Wucher und ſchädlichen Verkauf. Dieſe Polizeiverfügungen ſollen für die eigenen Cantonsbürger und die Einwohner anderer Cantone, gleich beſtimmt werden.

Die dermalen beſtehenden von der Tagſatzung genehmigten Zölle, Wege- und Brückengelder verbleiben in ihrem Beſtand. Es können aber ohne Genehmigung der Tagſatzung, weder neue errichtet, noch die beſtehenden erhöhet, noch ihr Bezug, wenn er auf beſtimmte Jahre beſchränkt war, verlängert werden.

Die Abzugsrechte, von Canton zu Canton, ſind abgeſchafft.

Couvens et chapitres. ART. XII. Der Fortbeſtand der Klöſter und Kapitel, und die Sicherheit ihres Eigenthums, ſo weit es von den Cantonsregierungen abhängt, ſind gewährleiſtet; ihr Vermögen iſt gleich anderm Privatgute den Steuern und Abgaben unterworfen.

Dette helvétique. ART. XIII. Die Helvetiſche Nationalſchuld, deren Betrag den 1ten November 1804 auf drei Millionen einmalhundert achtzehn tauſend dreihundert ſechs und dreiſsig Franken feſtgeſetzt worden, bleibt anerkannt.

Concordats. ART. XIV. Alle eidsgenoſſiſche Concordate und Vorkommiſſe, ſeit dem Jahre 1803, die den Grundſätzen des gegenwärtigen Bundes nicht entgegen ſind, verblei-

bleiben in ihrem bisherigen Beſtande, die Sammlung der in dem Zeitraum erlaſſenen Tagſatzungsbeſchlüſſe, ſoll der Tagſatzung des Jahres 1816 zur Reviſion vorgelegt werden, und dieſe wird entſcheiden, welche von denſelben ferner verbindlich ſeyn ſollen. 1815

ART. XV. Sowohl gegenwärtiger Bundesvertrag, als auch die Cantonalverfaſſung, ſollen in das eidsgenoſſiſche Archiv niedergelegt werden. Serment

Die zwei und zwanzig Cantone conſtituiren ſich als ſchweizeriſche Eidsgenoſſenſchaft, ſie erklären: daſs ſie frei und ungezwungen in dieſen Bund treten, denſelben im Glücke wie im Unglücke, als Brüder und Eidsgenoſſen getreulich halten; inſonders aber, daſs ſie von nun an, alle daraus entſtehende Pflichten und Verbindlichkeiten gegenſeitig erfüllen wollen, und damit eine, für das Wohl des geſammten Vaterlandes ſo wichtige Handlung, nach der Sitte der Väter eine heilige Gewährſchaft erhalte, ſo iſt die Bundesurkunde nicht allein durch die bevollmächtigten Geſandten eines jeden Standes unterzeichnet, und mit dem neuen Bundesſiegel verſehen, ſondern noch durch einen theuern Eid zu Gott dem Allmächtigen, feierlich bekräftiget worden.

So geſchehen, unterſchrieben und beſiegelt durch die genannten Herren Geſandten und Legationsräthe der eidsgenoſſiſchen Stände in Zürich, den ſiebenten Auguſt, im Jahre nach Chriſti Geburt, eintauſend achthundert und funfzehn. (7 Auguſt 1815.)

Im Namen des Standes Zürich:

DAVID VON WYSS, Burgermeiſter.
PAUL USTERI, Staatsrath.
HS. IAKOB PESTALUTZ, Staatsrath.

Im Namen der Stadt und Republik Bern:

NIKOL. FRIEDR. V. MULINEN, Schultheiſs.
J. R. VON STURLER.
RUDOLPH STETTLER.

Im Namen der Stadt und Republik Luzern:

VINZENS VON RÜTTIMANN, Schultheiſs.
PFEYFFER VON HEIDEGG, Legationsrath.

Im Namen des Cantons Uri:

DOM. EPP, Landammann und Landshauptmann.
CARL FLORIAN LUSSER, Landſchreiber.

1815 Im Namen des Cantons Schwyz:

F. Y. WEBER, regierend. Landammann.
JOACHIM SCHMIDT, Landammann.

Im Namen des Cantons Unterwalden, ob dem Wald, (als anerkannten eidsgenoſſiſchen Standes):

J. IGNAZ STOLMANN, Landammann.

Im Namen des Cantons Glarus:

NIKOLAUS HEER, Landammann.
KARL BURGER, Alt-Landammann und Landes-Stadthalter.

Im Namen des Cantons Zug:

JOSEPH ANTON HESS, Alt-Ammann.
G. I. SIDLER, Stadthalter.

Im Namen der Stadt und Republik Freyburg:

AUGUSTIN GASSER, Staatsrath.
TOBIE DE GOTTRAU, membre du grand Conſeil.

Im Namen der Republik Solothurn:

PETER VON GLUTZ-RUCHTI, Schultheiſs.
V. GLUTZ VON BLOTZHEIM, Appellationsr.

Im Namen des Cantons Baſel:

J. HEINR. WIELAND, F. U. D., Bürgerm.
JOH. JAKOB MINDER, Staatsrath.

Im Namen des Cantons Schafhauſen:

B. PFISTER, Bürgermeiſter.
J. ULR. V. WALDKIRCH, des kleinen Raths.

Im Namen des Cantons Appenzell beider Rhoden:

ZELLWEGER, Landammann.
J. P. FÄSSLER, Landshauptmann.

Im Namen des Cantons St. Gallen:

ZOLLIKOFER, Landammann.
J. P. REUTTI, Regierungsrath.

Im Namen des Cantons Graubünden:

G. GENGEL.

Im

1815

Im Namen des Cantons Aargau:

Joh. Karl Fetzer, Bürgermeister.
Franz Ludewig Hürner, Appell. Rath.

Im Namen des Cantons Thurgau:

Johannes Moreli, Landammann.
Joseph Anderwert, Landammann.

Im Namen des Cantons Tessin:

Andrea Caglioni, Consigliere di Stato.
G. B. Maggi, Landammanno.

Im Namen des Cantons Waadt:

Jules Muret, Conseiller d'état.
François Clavel, Conseiller d'état.

Im Namen der Republik und des Cantons Wallis:

Caspar Eugen Stockalper,
Alt Landshauptmann von Wallis.
Michael Dufour, Grand Juge.

Im Namen des Cantons Neuenburg:

De Rougemont, Procureur Général et Président du Conseil d'état.
Le Comte Louis de Pourtalls, Conseiller d'états.
F. Aug. de Montmollin, Cons. d'état.

Im Namen der Republik und des Cantons Genf:

Joseph Des Arts, Syndic, Député du Canton de Genève.
Jean Pierre Schmidtmeyer, Cons. d'etat et député du Canton de Genève.

b.

Der den Gesandschaften der eidsgenossischen Stände zur Beschwörung des Bundes, am 7ten Aug. 1815 vorgelegte Eid.

Wir, die Gesandten der zwei und zwanzig souveränen Stände der Eidsgenossenschaft, im Namen und als Bevollmächtigte, der Bürgermeister, Schultheissen, Land-

1815 Landammänner, Häupter, Landeshauptmanne, Staatsräthe, Syndicis, kleinen und groſsen Räthe und ganzen Gemeinden, der hohen Stände, Zürich, Bern, Lucern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Freyburg, Solothurn, Baſel, Schafhauſen, Appenzell, beider Rhoten, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Teſſin, Waadt, Wallis, Neuenburg und Genf, — ſchwören:

"Den Bund der Eidsgenoſſen, laut Inhalt der ſo eben verleſenen Urkunde, vom 7ten Auguſt 1815, wahr und ſtets zu halten, und dafür Leib und Leben, Gut und Blut hinzugeben; die Wohlfarth und den Nutzen des geſammten Vaterlandes und jedes einzelnen Standes, nach beſten Kräften zu fördern, und deren Schaden abzuwenden; im Glück und Unglück, als Brüder und Eidsgenoſſen mit einander zu leben, und Alles zu leiſten, was Pflicht und Ehre von treuen Bundesgenoſſen fordert."

Worauf die Geſandtſchaften mit lauter und vernehmbarer Stimme, die Worte nachgeſprochen haben:

"Was der, ſo eben vorgeleſene Eid enthält, das wird mein hoher Stand, der mich hierher geſandt, halten und vollziehen, getreulich und ohne Gefährde; das betheure ich bey Gott dem Allmächtigen; ſo wahr mir ſeine Gnade helfen möge (und alle Heiligen)."

Daſs dieſes alſo geſchehen ſey, bezeugen die Beamten der eidgenöſſiſchen Canzley mit ihren Siegeln und Unterſchriften, den 7ten Auguſt 1815.

M. Mousson, *Canzler der Eidsgenoſſenſchaft.*
Oberſt Fridelin Joseph von Hauser, *Staatsſchreiber.*
Heinrich Hottinger, *eidsgenoſſiſcher Staatshauptmann, Canzleyſubſtitut bey der auſserordentlichen Tagſatzung.*

(Bundesſiegel.)

c.

Verbalproceſs, für die Wiederaufnahme von Niedwalden in den Bund, vom 30. Auguſt 1815. *)

Nachdem Landammann, Landrath und gemeine Landleute, von Unterwalden nid dem Walde, durch einen ein-

*) Ce procès verbal a été annexé à l'original du Pacte fédéral.

einmüthigen Beschluss vom 24ten August 1815, dem neuen Bundesvertrag, unter den zwei und zwanzig Ständen der Schweiz beigetreten sind, und die hochgeachteten Herren, Landammann Ludewig Kaiser und Landammann Stanislaus Akkermann, zu ihren Deputirten auf die eidsgenossische Tagsatzung ernannt haben, welche auch wirklich in Zürich erschienen sind, um die Aufnahme ihres Standes in den Bund, und für sie als Gesandte Niedwaldens, den Zutritt in der Tagsatzung zu begehren; — so hat die eidsgenossische Tagsatzung solches einmüthig genehmigt, und Niedwalden als Stand der Eidsgenossenschaft und als Theil des Cantons Unterwalden wieder auf- und angenommen, mit den nämlichen Vortheilen und Verpflichtungen, und unter den gleichen Verhältnissen, welche durch den Bundesvertrag für alle eidsgenossische Stände festgesetzt sind. 1815

In Folge dessen, haben die obbenannten Gesandten des Cantons Unterwalden ind dem Wald, gegenwärtiges Originalinstrument des neuen Bundesvertrags eigenhändig unterzeichnet, mit ihren Familienwappen besiegelt, und auf die gleiche Art beschworen, wie es alle eidsgenossische Gesandtschaften, am 7ten August, gethan haben.

Also geschehen in Zürich, den dreissigsten des Monats August, im Jahre nach Christi Geburt, eintausend achthundert und funfzehn. (30. August 1815.).

Ludewig Kaiser, *Landammann.*
Stanislaus Akkermann, *Landammann.*

Wir, der Bürgermeister des Cantons Zürich, Präsident der eidsgenossischen Tagsatzung, und Wir der Canzler und der Staatsschreiber der Eidsgenossenschaft, im Namen und Auftrag der eidsgenossischen Tagsatzung beurkunden, durch unsere Unterschriften und Siegel, diese Verhandlung, wodurch Unterwalden ind dem Wald, als Stand der Eidsgenossenschaft und als Theil des Cantons Unterwalden, in den Bund aufgenommen ist.

Datum ut supra.

Der Bürgermeister der Cantons Zürich, Präsident der eidsgenossischen Tagsatzung.

David von Wyss.

Der Canzler und der Staatsschreiber der Eidsgenossenschaft.

Mousson. von Hausser.

4.

4.

1815 *Acte d'accession de la Suisse aux actes du*
12Août. *Congrès du 29 Mars 1815, signé le 12 Août 1815.*

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 20-23.)

Schweizerische Beytrittsurkunde, zu den Verhandlungen des Wiener Congresses, vom 29 März 1815.

Nachdem die, auf dem Congresse vereinigten, Mächte, der eidsgenossischen Tagsatzung durch ihre in Zürich residirende Minister zwey Originalacten haben zustellen lassen, welche von dem Congresse, in der Sitzung von 29. März 1815, genehmigt, und unterzeichnet worden sind; wovon der erste, betitelt Protocoll, einige Theile des savoyischen Gebiets, die Se. Maj. der König von Sardinien, an die Verfügung der hohen verbündeten Mächte gestellt hat, dem Canton Genf einverleibt; der zweyte, als Anhang zum ersten, einerseits die Bestimmung enthält, die Provinzen Chablais und Faucigny und das, nordwärts von Ugine gelegene, Sr. Königl. sardinischen Maj. zugehörige Gebiet, an der, von sämmtlichen Mächten gewährleisteten, Neutralität der Schweiz, dergestalt Theil nehmen zu lassen, dass jedesmal, wenn die benachbarten Mächte sich in offenbarem oder nahe bevorstehendem Kriegszustand befinden, die Königl. sardinischen Truppen sich aus gedachten Provinzen zurückziehen, und ihren Weg nöthigenfalls durch das Wallis nehmen können, und dass keine andere bewaffnete Truppen, von welcher Macht es sey, weder Durchmarsch noch Aufenthalt daselbst nehmen sollen, diejenigen Truppen allein ausgenommen, welche die schweizerische Eidsgenossenschaft dahin zu verlegen für gut finden wird; anderseits den Antrag, denen aus den Staaten Sr. Königl. sardinischen Maj. und aus den Freyhafen von Genua kommenden, Waaren, für diejenigen Waaren, zu bewilligen, welche als Transitogut, durch den zwischen beiden Cantonen gelegenen Theil des Chablais, passiren würden; —

So

So beschliesst die Tagsatzung, in Folge der Zustimmung der Regierungen der Republiken Wallis und Genf, zu den, in obbenannten Acten festgesetzten, Bedingungen, und Kraft erhaltener Vollmacht der eidsgenossischen Stände, welche, in gedachten Verfügungen des Congresses, nur Beweise des Wohlwollens der hohen Mächte gegen die Schweiz erkennen, sich dahin zu erklären: 1815

1. Der Act des Wiener Congresses, vom 20. März 1815, betitelt: Protocoll, wird von der schweizerischen Eidsgenossenschaft, mit Dank angenommen, und das darin bezeichnete Gebiet, als Bestandtheil des Cantons Genfs, unter die, im ersten Artikel des Bundesvertrags ausgesprochene, eidsgenossischen Gewährleistung gestellt.

2. In Rüchsicht auf die, von sämmtlichen Mächten, durch den zweyten Act, oder Anhang zum obbenannten Protocoll, ebenfalls von 29. März zugesicherte immerwährende Neutralität, der Provinzen Chablais und Faucigny, wird die Schweiz, im eintretenden Fall, und wenn die Nothwendigkeit es erfordert, den Durchpass für den Rückzug der Königl. sardinischen Truppen, aus diesen Provinzen, gestatten; und wenn ferner die Eidsgenossenschaft (so wie der Congresact) sie hierzu befähigt, es demzumal für angemessem erachten sollte, selber Truppen dahin zu verlegen, auf solche Art und Weise, und unter den Bedingungen, welche durch besondere Vorkommnisse festzusetzen wären; so verspricht sie ebenfalls: dass diese momemtane militärische Besatzung, für die, im Namen Sr. Königl. sardinischen Maj. in gedachten Provinzen eingeführte Verwaltung ganz ohne Präjudiz seyn solle.

3. Die Schweiz bewilligt die, durch den zweyten Artikel des nämlichen Acts vorbehaltene, Befreyung von Transitogebühren, für diejenigen Waaren, welche aus den Staaten Sr. Maj. des Königs von Sardinien kommend, auf der Simplonstrasse, durch das Wallis und den Canton Genf gehen; mit dem ausdrücklichen Vorbehalte jedoch: dass, unter dieser Benennung, die Strassen - Brücken - und Barrierengelder nicht verstanden werden, und dass für die weitern, auf diesen Gegenstand Bezug habenden, Anordnungen besondere Con-

1815 Conventionen, zwischen Sr. Königl. Maj. und den betreffenden Cantonen, Statt finden sollen.

4. Gegenwärtige Beytrittsurkunde, zu den Verhandlungen des Congresses, vom 29. März 1815, soll den, in der Schweiz residirenden, Ministern der erlauchten verbündeten Höfe, zugestellt werden.

Urkundlich dessen ist Gegenwärtiges unterzeichnet und besiegelt worden, zu Zürich, am 12. August 1815.

Namens der Tagsatzung der Eidsgenossenschaft.

Der Bürgermeister des Cantons Zürich, Präsident der Tagsatzung
von Wyss.

Der Canzler der Eidsgenossenschaft.
Mousson.

5.

20 Nov. *Déclaration *) des Puissances signée a Paris le vingt Novembre 1815 et portant reconnaissance et garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire.*

(Vienne, de l'Imprimerie Impériale et Royale de cour et d'état.)

L'accession de la Suisse à la déclaration donnée à Vienne, le vingt Mars Mil huit cent quinze, par les Puissances signataires du traité de Paris, ayant été dûment notifiée aux Ministres des Cours Impériales et Royales, par l'acte de la Diète helvétique du vingt sept Mai suivant, rien ne s'opposait à ce que l'acte de la reconnaissance et de la garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse dans ses nouvelles frontières fût fait conformément à la déclaration susdite. Mais les Puis-

*) Cette déclaration a déja été donnée plus haut S. VI. 740, mais sur une copie non officielle, et sans le procès verbal annexé à la présente.

Puiſſances ont jugé convenable de ſuſpendre jusqu'à ce jour, la ſignature de cet acte, à cauſe des changemens que les événemens de la guerre, et les arrangemens qui devaient en être la ſuite, pouvaient apporter aux limites de la Suiſſe, et des modifications qui pouvaient auſſi en réſulter dans les diſpoſitions relatives au territoire aſſocié au bienfait de la neutralité du corps helvétique. 1815

Ces changemens ſe trouvant déterminés par les ſtipulations du traité de Paris de ce jour, les Puiſſances ſignataires de la déclaration de Vienne du vingt Mars font, par le préſent acte, une reconnaiſſance formelle et authentique de la neutralité perpétuelle de la Suiſſe, et elles lui garantiſſent l'intégrité et l'inviolabilité de ſon territoire dans ſes nouvelles limites, telles qu'elles ſont fixées, tant par l'acte du Congrès de Vienne, que par le traité de Paris de ce jour, et telles qu'elles le ſeront ultérieurement, conformément à la diſpoſition du protocole du trois Novembre ci-joint en extrait, qui ſtipule en faveur du corps helvétique un nouvel accroiſſement de territoire à prendre ſur la Savoie, pour arrondir et déſenclaver le canton de Genève.

Les Puiſſances reconnaiſſent et garantiſſent également la neutralité des parties de la Savoie déſignées par l'acte du Congrès de Vienne du vingt Mai Mil huit cent quinze, et par le traité de Paris de ce jour, comme devant jouir de la neutralité de la Suiſſe, de la même manière que ſi elles appartenaient à celle-ci.

Les Puiſſances ſignataires de la déclaration du vingt Mars reconnaiſſent authentiquement, par le préſent acte, que la neutralité et l'inviolabilité de la Suiſſe, et ſon indépendance de toute influence étrangère ſont dans les vrais intérèts de la politique de l'Europe entière.

Elles déclarent qu'aucune induction défavorable aux droits de la Suiſſe, relativement à ſa neutralité, et à l'inviolabilité de ſon territoire, ne peut ni ne doit être tirée des événemes qui ont amené le paſſage des troupes alliées ſur une partie du ſol helvétique. Ce paſſage, librement conſenti par les cantons, dans la convention du vingt Mai, a été le réſultat néceſſaire de l'adhéſion franche de la Suiſſe aux principes manifeſtés

1815 festés par les Puissances signataires du traité d'alliance du vingt cinq Mars.

Les Puissances se plaisent à reconnaître que la conduite de la Suisse dans cette circonstance d'épreuve, a montré qu'Elle savait faire de grands sacrifices au bien général et au soutien d'une cause que toutes les Puissances de l'Europe ont defendue; et qu'enfin la Suisse était digne d'obtenir les avantages qui lui sont assurés, soit par les dispositions du Congrès de Vienne, soit par le traité de Paris de ce jour, soit par le present acte auquel toutes les Puissances de l'Europe sont invitées à accéder.

En foi de quoi la présente déclaration a été faite et signée à Paris le vingt Novembre de l'an de Grace Mil huit cent quinze.

Suivent les signatures dans l'ordre alphabétique des Cours:

Autriche . . . . . { *Metternich.* *Wessenberg.*

France . . . . . { *Richelieu.*

Grande-Bretagne { *Castlereagh.* *Wellington.*

Portugal . . . . . { *Le Comte de Palmella.* *B. Joaquim Lobo da Silveira.*

Prusse . . . . . . { *Le Prince de Hardenberg.* *Le Baron de Humboldt.*

Russie . . . . . . { *Le Prince de Rasoumoffsky.* *Le Comte Capo d'Istria.*

Extrait

Extrait du Protocole des Plenipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, en date du trois Novembre Mil huit cent quinze. 1815

La neutralité de la Suisse sera étendue au territoire qui se trouve au Nord d'une ligne à tirer depuis Ugine, y compris cette ville, au Midi du lac d'Annecy et de là au lac de Bourget jusqu'au Rhône, de la même manière qu'elle à eté étendue aux provinces de Chablais et de Faucigny par l'article quatre vingt douze de l'acte final du Congrès de Vienne.

Pour faire participer Sa Majesté le Roi de Sardaigne dans une juste proportion aux avantages qui résultent des arrangemens présens avec la France, il est convenu que la partie de la Savoie qui était restée à la France en vertu du traite de Paris du trente Mai Mil huit cent quatorze sera réunie aux états de sadite Majesté à l'exception de la commune de St. Julien qui sera remise au canton de Genève.

Les cabinets des Cours réunies emploiront leurs bons offices pour disposer Sa Majesté Sarde à céder au canton de Genève les communes des Chesne, Thonex et quelques autres nécessaires pour désenclaver le territoire Suisse de Jussy contre la rétrocession de la part du canton de Genève, du territoire situé entre la route d'Evron et le lac, qui avait été cédé par Sa Majesté Sarde dans l'acte du 29 Mars 1815.

Le Gouvernement français ayant consenti à reculer ses lignes de Douanes des frontières de la Suisse du côté du Jura, les cabinets des Cours réunies emploiront leurs bons offices pour engager Sa Majesté Sarde à les faire reculer également du côte de la Savoie au moins au delà d'une lieue de la frontière Suisse et en dehors des Voirons de Salève et des Monts de Sion et de Wuache.

6.

1815
14 Nov.

6.

Actes de réunion de l'ancien évêché de Bâle aux Cantons de Berne et de Bâle 1815, 1816.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 145-160.)

a.

Vereinigungsurkunde des ehemaligen Bisthums Basel mit dem Canton Bern.

In Folge der am 20ten März 1815 unterzeichneten Erklärung des Congresses zu Wien, durch welche die daselbst zur Vervollständigung des Friedenstractats von Paris, vom 30ten May 1814, versammelten hohen verbündeten Mächte festgesetzt haben: dass die Länder, die das Bisthum Basel, nebst der Stadt und dem Territorium von Biel, bildeten, mit alleiniger Ausnahme eines, dem Canton Basel einverleibten Bezirks und eines kleinen Stükkes eingeschlossenen Landes, das mit voller Landeshoheit dem Fürstenthum Neuenburg übergeben ward, in Zukunft einen Bestandtheil des Cantons Bern ausmachen sollen, mit der ferneren Verfügung: dass die betreffenden Vereinigungsurkunden, den in genannter Erklärung bestimmten Grundsätzen gemäss, durch Commissionen errichtet werden sollen, die aus einer gleichen Anzahl von Abgeordneten beider interessirten Theile gebildet seyen, da denn diejenigen für das Bisthum Basel, durch den Directorialcanton aus den angesehensten Bürgern des Landes ernannt werden sollen.

Vermöge der Beytrittsacte der Tagsatzung der schweizerischen Eidsgenossenschaft zu Zürich vom 27ten May 1815, auf welchem die wirkliche Uebergabe des Bisthums Basel, durch das Generalgouvernement der hohen verbündeten Mächte, in die Hände der schweizerischen Eidsgenossenschaft Statt fand, haben einerseits die hochwohlgebohrnen gnädigen Herren, Schultheiss und kleiner Rath der Stadt und Republik Bern, dazu mit Vollmachten des souveränen Rathes versehen, zu Commissarien für den Canton Bern ernannt, die Herren

ren Abraham Friedrich von Mutach Staatsrath und Canzler der Academie; David Rudolph von Fellenberg, Staatsrath, Präſident des oberſten Ehegerichtes, Karl Rudolph von Kirchberger von Roll, geweſener Staatsrath, Oberamtmann zu Interlacken; Emanuel Ludwig von Ougspurger des ſouverainen Rathes, und geweſener Oberamtmann zu Nydau; Karl Ludwig von Haller, des ſouveränen Raths und Profeſſor der Staatswiſſenſchaften; Albrecht Friedrich von May, von Schadau, des ſouverainen Rathes, Lehencommiſſarius. 1815

Anderſeits hat der Directorialcanton Zürich zu Deputirten für das Bisthum Baſel ernannt: die Herren Urſan Joſeph Conrad Freyherrn von Billieux, Stadthalter des Generalcommiſſariats der Eidsgenoſſenſchaft im Bisthum Baſel, geweſener Stabsofficier in den Garden Sr. allerheiligſten Maj. von Frankreich; Peter Joſeph Gerlach Arnoux, Meier der Stadt Pruntrut und Rath am Gerichte dieſer Stadt; Anton von Grandvillers, Meier der Stadt Delsberg, ſchweizeriſcher Obriſtlieutenant, Ritter des Militärordens des heiligen Ludewigs; Jakob Gobat, geweſener Meier Notar zu Cremine, Friedensrichter und Präſident des erſtinſtanzlichen Gerichts des Diſtricts Münſterthal; Johann Heinrich Belreichard, Meier und Notar zu Courtlary, geweſener Hauptmann in Königl. Preuſsiſchen Dienſten; Jakob Georg Chiſeln, Präſident des Rathes der Stadt Nunenſtadt; Friedrich Heilmann, von Biel, Mitglied der vom groſsen und kleinen Rathe dieſer Stadt ernannten Regierungscommiſſion.

Nachdem nun dieſelben ſich, am 3ten November 1815 in Biel verſammelt haben, um die Vereinigungsurkunde, zwiſchen dem Cantone Bern und dem Bisthume Baſel abzuſchlieſsen, ſo ſind ſie von gleicher Geſinnung belebt, die Vereinigung beider Länder, in ein gemeinſames Vaterland auf feſte Grundlagen zu ſtützen, und zur wechſelſeitigen Zufriedenheit zu bewerkſtelligen, in weitere Entwickelung der, in der Erklärung des Wiener Congreſſes beſtimmten Grundſätze, unter Vorbehalt der Ratification, über folgende Artikel übereingekommen:

Art. I. Die römiſch-katholiſche Religion wird gewährleiſtet, und in ihrem jetzigen Zuſtande gehandhabt, und in allen Gemeinden des Bisthums Baſel, wo Religion catholique.

1815 wo sie gegenwärtig besteht, als öffentlicher Gottesdienst frey ausgeübt werden. Der Diöcesanbischof und die Pfarrer werden ungestört ihrer ganzen geistlichen Gerichtsbarkeit, nach den allgemein angenommenen staatsrechtlichen Verhältnissen zwischen der geistlichen und weltlichen Macht geniessen; sie werden ebenfalls ohne Hindernisse ihre Amtsverrichtungen erfüllen; namentlich der Bischof seine bischöflichen Visitationen und alle Katholischen ihre Religionshandlungen. Doch sollen die Acten der geistlichen Gerichtsbarkeit dem Gutheissen der Regierung, nach darüber festzusetzenden Formen unterworfen seyn.

Es wird eine Officialität im katholischen Theile des Bisthums seyn; deren Attribute die nämlichen seyn werden, wie in den übrigen katholischen Cantonen der Diöcese von Basel. Die Grundsätze und die Verrichtungen dieser Officialität werden in der Folge durch Uebereinkunft zwischen der bischöflichen Behörde und der Regierung von Bern bestimmt werden.

Evêché ART. II. Auf den Fall, dass durch künftige Verfügungen ein Bisthum Basel beibehalten würde, verpflichtet sich der Canton Bern, im Verhältniss der übrigen Länder, die in Zukunft unter der geistlichen Verwaltung des Bischofs stehen werden, zu den für die Erhaltung dieses Prälaten, seines Kapitels und seines Seminariums, nöthige Summen beyzutragen.

Etablissemens religieux. ART. III. Die Anstalten für den Religionsunterrich sollen fortbestehen, unterhalten und verwaltet werden; auf die nämliche Weise, wie es bis dahin geschehen; namentlich die Pfarrschulen und die Collegien zu Pruntrut und Delsberg. Die ihnen zugehörigen, nicht verkauften Liegenschaften, und die noch vorhandenen Capitalien werden ihnen zurückgegeben werden.

Fonds de fabrique. ART. IV. Die Regierung von Bern sichert den katholischen Gemeinden das Eigenthum und die Verwaltung ihrer noch existirenden Kirchengüter (Fonds de fabrique) zu, die sie entweder bereits besitzen oder wieder erhalten könnten. Ihr Ertrag soll zu den Ausgaben für den Gottesdienst, so wie zur Erbauung, zum Unterhalt und zur Verzierung der Tempel verwendet werden Die Verschenkungen und Vergabungen, zu Gunsten derselben wird man anerkennen und respectiren.

ART.

1815

ART. V. Die Kirchspiele, von denen der Regierung von Bern ein genaues Verzeichnifs wird zugestellt werden, sollen ihren gegenwärtigen Umfang behalten, und ohne Zustimmung der bischöflichen Behörde, darin keine Veränderung vorgenommen werden können. Auch sollen zu ihrer Besorgung eben so viele Pfarrer angestellt werden, als es Kirchspiele gibt. Paroisses.

ART. VI. In den Gemeinden, welche die gedachte Kirchhören bilden, sollen sich die Lehrer und Professoren der öffentlichen Schulen zu der katholischen Religion bekennen. Die Pfarrer werden durch den Bischof ernannt, und der Regierung vorgestellt, welche sie in den Besitz ihres weltlichen Benificiums setzen wird. Sie sollen auch aus den, im Canton verbürgerten Geistlichen genommen werden; es sey denn, dafs keine hinreichende Anzahl von Priestern, welche die Eigenschaft besitzen, vorhanden wäre. Ecclésiastiques.

ART. VII. Da die Regierung von Bern gesinnt ist, das Schicksal der katholischen Pfarrer zu verbessern; so erklärt sie: dafs von den drei ersten Monaten, nach der Uebergabe des Landes angerechnet, das von der Regierung zu beziehende Gehalt der genannten Pfarrer, auf das Minimum von achthundert, und auf das Maximum von zwölfhundert französischen Franken bestimmt werden wird, je nach der Wichtigkeit der Pfarreyen, oder nach der Schwierigkeit ihrer Besorgung und ohne Inbegriff der Zulage, die den Cantonalpfarrern zukommt. Vermittelst dessen sollen die Kirchgemeinden von den Beschwerden befreyt seyn, denen sie in dieser Rücksicht unter der französischen Verfassung unterworfen waren. Hingegen werden sie ihren Pfarrern ein Pfarrhaus, einen Garten und das nöthige Holz zur Feuerung liefern. Die Unterhaltung der Pfarrhäuser wird noch ferner den Gemeinden obliegen, die bisher dazu verbunden waren. Die Regierung verpflichtet sich aber, denjenigen, deren Mittel als unzureichend erfunden würden, zu Hülfe zu kommen. Allfällige Vergabungen und Schenkungen, um die Pfarren aufs neue auszusteuern, werden anerkannt und respectirt werden; doch unter der Oberaufsicht der Regierung. Amélioration des Cures.

ART. VIII. Wenn aus Mangel einer hinreichenden Anzahl von Priestern, ein Pfarrer genöthigt wäre, Deux cures.

1815 zwei Pfarren zu besorgen; so wird er, außer dem Gehalte, welches er genießt, noch die Hälfte desjenigen beziehen, das der erledigten Pfarre beygelegt ist.

Pension de l'evêque de Bâle.

ART. IX. Der Canton Bern verpflichtet sich förmlich: dem ehemaligen Fürstbischofe von Basel, von dem Zeitpuncte der Vereinigung des Bisthums, mit dem Canton Bern anzunehmen, seinen verhältnißmäßigen Beytrag zur Summe der zwölftausend Reichsgulden zu bezahlen; welche durch die Erklärung des Wiener Congresses, als Vermehrung der lebenslänglichen Pension des genannten Fürstbischof, so wie zum Unterhalt der Domherren des ehemaligen Stifts von Basel bestimmt worden sind.

Reformés.

ART. X. In den Bezirken des Bisthums Basel, die sich zur reformirten Religion bekennen, wird die Geistlichkeit unter den gleichen Gesetzen, wie diejenige des Cantons Bern stehen. Die Pfarrer werden nach einem Progressystem, welches dem, für die Pfarrer des Cantons Bern eingeführten, ähnlich ist, besoldet werden, daß sowohl für den Betrag der Besoldung, als in Rücksicht des Ranges und der Beförderung zur Richtschnur dienen wird. Diese Verbesserung der Pfarrbesoldungen, soll drei Monath nach der Uebergabe des Bisthums an den Canton Bern ihren Anfang nehmen. Von diesem nämlichen Zeitpunct an, werden die Supplementarbesoldungen, welche die Pfarrer von ihren Gemeinden, als Gegenwerth der, zum Vortheile der letztern veräußerten Kirchengüter beziehen, für Rechnung des Kirchenfonds in die Staatscasse fließen; es sey denn, daß die genannten Gemeinden dem Staate die gedachten veräußerten Kirchengüter restituirten.

Die reformirten Pfarrer des Bisthums, werden unter dem Präsidium eines Decans, eine besondere Classe bilden.

Curés reformés.

ART. XI. Die Pfarrer im reformirten Theile werden auf gleiche Weise, wie im Canton Bern, durch die Regierung, auf den Vorschlag des Kirchenraths und nach Vorschrift der Gesetze ernannt werden.

Education d. reformés.

ART. XII. Die Regierung von Bern wird auf Mittel bedacht seyn, die Studien der jüngern Geistlichen des Bisthums Basel, die sich zur reformirten Religion bekennen, zu erleichtern, und diejenigen, die ihre Stu-

Studien in Bern machen, werden gleich den Geiſtlichen des Cantons, an den durch die Regierung errichteten, Alumnaten und andern academiſchen Beneficien Theil haben. 1815

Art. XIII. Die gegenwärtig exiſtirenden Wiedertäufer und ihre Nachkommen, werden des Schutzes der Geſetze genieſsen, und ihr Cultus wird geduldet werden, unter dem Vorbehalte: daſs ſie zur Regelmäſsigkeit der bürgerlichen Ordnung innerhalb einer, von der Regierung zu beſtimmenden Zeit ihre Ehen und die Geburt ihrer Kinder, in die öffentlichen Rödel einſchreiben laſſen; daſs ihre Handgelübde, in Rückſicht der geſetzlichen Kraft, die Stelle des Eides vertreten, und im Fall von Widerhandlung den nämlichen Folgen unterworfen ſeyn ſoll, und endlich, daſs ſie zwar, gleich den übrigen Cantonsangehörigen, zum Dienſte der Auszüger und der Landwehr verpflichtet ſeyn ſollen, hingegen aber ſich, nach darüber beſtehenden Landesordnungen, erſetzen laſſen können. Anabaptiſtes.

Art. XIV. Die Aufhebung der franzöſiſchen Geſetzgebung in denjenigen Theilen des Bisthums, wo ſie noch beſteht, wird als Grundſatz angenommen; der Zeitpunct dieſer Aufhebung wird aber durch die Regierung beſtimmt werden. Die während der Dauer dieſer Geſetzgebung nach ihren Vorſchriften geſchloſſenen Transactionen ſollen rechtskräftig verbleiben. Es wird durch die Regierung eine Commiſſion von Rechtsgelehrten ernannt werden, um eine, auf die Rechte und Gewohnheiten des Landes, und auf die Berneriſchen Geſetze als Subſidiarrechte gegründete Sammlung von Verordnungen zu veranſtalten; die dem ſouveränen Rathe zur Genehmigung vorgelegt werden ſoll. Lois françaiſes abolies.

Art. XV. Der franzöſiſche Criminalcodex und derjenige über den Criminalproceſs werden vom Tage der Uebergabe des Landes an den Canton Bern an, abgeſchafft. Man wird an ihrer Stelle die Criminalproceſsform und den Criminalcodex einführen, die bey den Gerichten von Bern in Uebung ſind. Code criminel

Art. XVI. Das Bisthum Baſel wird in Oberämter eingetheilt werden; deren Anzahl, Umfang und Amtsſitze durch die Regierung beſtimmt werden. Jeder Amtsbezirk ſoll ſeine Local- und untergeordneten Behörden haben, wie die des Cantons Bern, und nach Diviſion de l'évêché en baillages.

 den

1815 den durch die Verordnung vom 20ten Juny 1803 aufgestellten Grundsätzen.

Droit de bourgoisie. ART. XVII. Da die Ausübung der politischen Rechte durch die Bürgerrechte bedingt ist; so werden die letztern hergestellt. Die Befugniss, zur Aufnahme in dieselben, und die Bestimmung der daherigen Bedingungen, wird den Städten und Gemeinden zugesichert; auf gleiche Weise, wie solches im Canton Bern besteht. Doch behält sich die Regierung vor, über die bürgerliche Existenz derjenigen Fremden zu verfügen, die unter der französischen Verfassung, Eigenthum erworben haben.

Municipalités. ART. XVIII. In Uebereinstimmung mit der Erklärung des souveränen Rathes, vom 1sten Sept. 1815, können die Städte und Gemeinden des Bisthums ihre ehemaligen Municipal- oder Gemeinverfassungen wieder herstellen, und auch die in ihren Rathen erledigten Stellen ergänzen oder neu besetzen. Sie sollen ihre ehemaligen Rechte, Freyheiten und Gewohnheiten geniessen, in so fern dieselben mit den allgemeinen Einrichtungen des Cantons verträglich sind. Das Eigenthum und die Verwaltung ihres unbeweglichen Vermögens, ihrer Einkünfte und Localanstalten, wird ihnen zugesichert; jedoch unter der conservatorischen Oberaufsicht der Regierung.

Egalité de droits avec Berne. ART. XIX. Die Einwohner des Bisthums Basel sollen ohne Unterschied der Religion, der gleichen politischen Rechte theilhaftig seyn, deren die Einwohner des Cantons Bern gegenwärtig geniessen, oder in Zukunft geniessen mögen. Sie sollen in dem festgesetzten Verhältnisse an den Stellen im souveränen Rath und andern Theil haben, so wie die Verfassung des Cantons, und namentlich die urkundliche Erklärung des souveränen Rathes, vom 21ten Sept. 1815, es mit sich bringt, welche anmit auch für die Einwohner des Bisthums geltend erklärt wird. Diejenigen der letztern, die sowohl in dem Bernschen als in dem Baselschen Antheile des Bisthums, Bürgerrechte besitzen, sollen ihre politischen Rechte nur an dem Orte ihres gewöhnlichen Aufenthalts ausüben können.

Bienne. ART. XX. Die künftigen Verhältnisse zwischen dem Stande Bern und der Stadt Biel, sind in Folge des Ar-

Artikels IV. §. 1. der Erklärung des Wiener Congresses festgesetzt und bestimmt worden, wie folgt: 1815

1. die Stadt Biel, und die drei Dorfschaften Bözingen, Läubringen und Vingels, sollen zusammen nur eine Pfarrgemeinde ausmachen.

2. Die Stadt Biel wird wieder in alle ihre Municipalrechte eingesetzt; in sofern sie auf die Herstellung ihrer eigenen Magistratur, auf das Eigenthum und die Verwaltung ihres beweglichen und unbeweglichen Vermögens, ihrer Stiftungen, Spitäler und Schulden Bezug haben. Streitigkeiten, die sich in Betreff der Ausübung dieser Municipalrechte, zwischen der Stadtregierung und den Bürgern erheben könnten, sollen, durch den kleinen Rath von Bern entschieden werden.

3. In Sachen der administrativen und correctionellen Polizei wird die Stadt Biel die Attributionen der ersten Instanz haben, und unmittelbar unter der obersten Instanz stehen.

4. Für Civilsachen soll in der Stadt Biel ein besonderes erstinstanzliches Gericht eingeführt werden, unter dem Vorsitze desjenigen der benachbarten Oberamtmänner, den die Regierung dafür bestimmen wird. Es soll aus vier Beysitzern bestehen, die von der Regierung bezahlt, und aus den Einwohnern der Stadt Biel und ihrer Kirchengemeinde gewählt werden. Der Oberamtmann wird aus denjenigen Beysitzern, die zugleich Mitglieder des Staatsraths sind, einen Stadthalter ernennen, vor welchem die Processe instruirt werden sollen, und dem überdiess alle Verrichtungen eines Friedensrichters in seinem Gerichtsbezirke, welcher die Pfarrgemeinde ist, zukommen. Die Verrichtungen und die Competenz des Gerichts sollen die nämlichen, wie die eines Amtsgerichts seyn; die Competenz des Friedensrichters ist die der Oberamtmänner, in Civilsachen.

5. Für das Criminalwesen, stehen die Einwohner der Stadt Biel unter dem Oberamte, dem ihr Bezirk beygegeben wird.

6. Die Stadt Biel wird, für ihre Kirchengemeinde, ein Chorgericht haben, das von dem obersten Ehegericht, in Bern, abhängig ist; und dessen Attribute die nämlichen seyn sollen, wie die, der erstinstanzlichen Chorgerichte.

7.

1815 7. Die Verwaltung der Waifenfachen gehört vor den Rath der Stadt Biel; Streitigkeiten darüber werden vor ihr Civilgericht gebracht.

8. In Rückficht ihrer Verhältniffe zur Regierung, foll die Stadt Biel unmittelbar vom kleinen Rath in Bern abhängig feyn; und es wird ihr das Vorrecht ertheilt, unmittelbar und ohne Dazwifchenkunft einer andern Behörde, mit demfelben zu correspondiren.

9. Die Stadtfatzung von Biel wird, als Gefetzbuch, für diefe Stadt und ihre Pfarrgemeinde, gehandhabt. Als Subfidiarrecht werden die Bernifchen Gefetze gelten.

10. Die Regierung von Bern beftätigt der Stadt Biel ihr Ohmgeldrecht, ihren Zoll, und das Recht zu Beziehung eines Hinterfäfsgeldes, in deren Befitze fie fich befindet, und verpflichtet fich, diefelbe für den Salzhandel zu entfchädigen, welcher der Regierung zugehören foll. Indeffen werden die dortigen Salzhütten Bürgern von Biel gegeben werden.

11. In allen, hier nicht beftimmten, Fällen, wird die Stadt Biel, die, im Canton Bern beftehenden, Gefetze und Verordnungen befolgen.

12. Weil die Eintheilung des Bisthums Bafel in Amtsbezirke, noch nicht feftgefetzt ift; fo behält fich die Regierung die Befugnifs vor, in Betreff des Civilgerichts, Modificationen anzuordnen, im Fall die Stadt Biel der Hauptort eines Amtsbezirks werden follte. Doch follen, durch diefe Modificationen, in keinem Falle, die Bürger von Biel, in Civilfachen, von einem erftinftanzlichen Richter abhängig gemacht werden können, der fich aufserhalb ihrer Stadt befindet.

Biens nationaux tiefs.

Art. XXI. Der Verkauf der Nationalgüter wird gehandhabt, und die Lehengefälle und Zehnten follen nicht wieder hergeftellt werden.

Preftations des communes de Bâle.

Art. XXII. Die Städte und Gemeinden, des Bisthums Bafel, follen dem Staate keine andern Leiftungen zu machen haben, als diejenigen, denen die übrigen Städte und Gemeinden, des Cantons Bern, unterworfen find; oder die fich auf Titel und Verpflichtungen gründen, welche, fchon vor der franzöfifchen Herrfchaft, beftanden. Alle übrigen follen abgefchafft werden.

Art.

1815

Contribution foncière

Art. XXIII. Die Grundsteuer, welche, als Ersatz der Zehnten und Domanialeinkünfte, des ehemaligen Fürst-Bischofs, eingeführt ward, soll beybehalten werden; doch wird man sie erst, nach einer vorzunehmenden Berichtigung, definitiv festsetzen. Die Regierung behält sich die Befugniss vor, dasjenige, was sie allfällig zu wenig abwerfen möchte, durch eine andere Abgabe, zu vervollständigen; übrigens erklärt sie: dass das Bisthum, im Ganzen, nicht ein mehreres, zu den allgemeinen Verwaltungskosten des Staats, beyzutragen haben wird, als, nach einem billigen Verhältnisse, gegen den alten Canton.

Die, unter französischer Herrschaft eingeführten, indirecten Abgaben sollen abgeschafft, und, durch die Regalien und diejenigen indirecten Abgaben, ersetzt werden, die im Canton Bern bestehen, oder in Zukunft eingeführt werden könnten. Die Abschaffung der erstern, und die Einführung der letztern, soll von dem Zeitpuncte Statt haben, da die Bernische Finanzverwaltung, im Bisthum eingeführt seyn wird; und dieses soll, im Laufe des Jahres 1816, geschehen.

Proprietes de l'ancien gouvernement.

Art. XXIV. Die Gebäude, Domanialwaldungen, rückständigen Zahlungen und anderes Eigenthum, der vorhergehenden Regierungen, das noch im Bisthum Basel vorhanden seyn könnte, wird, zu Handen der Regierung von Bern vorbehalten.

Liberté d'émigrer et d'entrer au service.

Art. XXV. Die Einwohner des Bisthums sollen die Freyheit haben, in Civil- oder Militärdienste fremder Mächte zu treten, mit ihrem Vermögen aus dem Cantone zu ziehen, und wieder, nach freyem Willen, in denselben zurückzukommen. Alles, nach den, im Cantone Bern bestehenden, Gesetzen und Uebungen.

Da nun die, hier oben stehenden, Artikel, mit den Verfügungen übereinstimmen, die, durch den Wiener Recess, als Richtschnur, für die, zwischen der Regierung von Bern und dem Bisthume Basel, einzuführenden Verhältnisse festgesetzt worden sind, und die beiderseitigen Commissarien ihren Auftrag erfüllt zu haben glauben; so haben sie die gegenwärtige, in zwey Doppeln ausgefertigte, Vereinigungsurkunde unterschrieben.

Also

1815 Alfo gefchehen und abgefchloffen, in Biel, am vierzehnten Wintermonat des Jahres ein taufend acht hundert und funfzehn. 1815.

Signé: Abraham Frédéric de Mutach.
David Rodolphe de Fellenberg.
Charles Rodolphe de Kirchberger de Rolle.
Amédé de Jenner.
Emanuel Louis d'Ougspurger.
Charles Louis de Haller.
Albert Frédéric de May.

Ratification. Wir Schultheifs, klein und grofse Räthe der Stadt und Republik Bern, thun kund hiermit: demnach uns, auf dem heutigen Tage, die vorftehende, zwifchen unfern Commiffarien, und den, von dem Directorialcantone Zürich, für das Bisthum Bafel, ernannten Deputirten, in Biel, am 14. November 1815, unter Vorbehalt unferer Ratification, abgefchloffene Vereinigungsurkunde, des ehemaligen Bisthums Bafel mit dem Canton Bern, vorgelegt worden, und wird darauf hin, nach einer reifen Berathung, diefelbe unfern Gefinnungen entfprechend gefunden;

So haben wir gedachte Vereinigungsurkunde, in ihrem ganzen Inhalt, angenommen und gut geheifsen; wie wir denn diefelbe anmit, in befter und kräftigfter Form, genehmigen, ratificiren und erklären, dafs folche, in allen ihren Theilen, treu gehandhabt und erfüllt werden foll.

Zu Urkund deffen ift gegenwärtige Ratification mit unferm Standesinfiegel verwahrt, und fowohl von unferm, fürgeliebten Ehrenhaupte, dem Herrn Amtsfchultheifsen, als von unferm geliebten Staatscanzler unterzeichnet worden.

Gegeben, in unferer grofsen Rathsverfammlung, den drey und zwanzigften November des Jahrs ein taufend achthundert und funfzehn. 1815.

(L. S.) *Der Amtsfchultheifs*
R. von Wattewyl.

Der Staatscanzler
Thormann.

b.

b.

Acte de réunion du district de Birseck au Canton de Bâle, signé le 7 Novembre et ratifie le 6 Déc. 1815. 1815 7 Nov. 6 Decb.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 160 — 165.)

Vereinigungsurkunde des Bezirks Birseck, mit dem Canton Basel.

Demnach die, auf dem Congresse zu Wien versammelt gewesenen, hohen Mächte, durch Höchstderselben Erklärung vom 20. März 1815, geruhet haben, zu bestimmen: dass ein, in derselben bezeichneter Theil, des ehemaligen Bisthums Basel einverleibt, und dass die Vereinigungsurkunde, in Gemässheit der, in gedachter Erklärung ausgesprochenen Grundsätze, durch gegenseitige Commissarien, errichtet werden solle; als haben sie von Seiten der Regierung des hohen Standes Basel, zu dem Ende, ernannten Herrn Deputirten, als:

M. H. Herr, Staatsrath und Oberst Stehlin; Appellationsrath Baroche; Bezirksstatthalter Gysendörffer; in gemeinschaftlicher Verbindung, mit den, nach Anleitung der Congreserklärung, von dem hohen Vorort Zürich, aus den angesehensten Bürgern, der zu vereinigenden Gemeinden, erwählten Commissarien, nämlich:

Herr Jakob Hölschy, Meier in Arlesheim; Joseph Hofmeyer, Alt-Friedensrichter zu Pfeffingen; Peter Hügin, gewesener Meier in Oberweiler; nach gepflogener sorgfältiger Berathung, in getreuer Anwendung der, in dem Congresentscheid enthaltenen, Stipulationen, über die künftigen Verhältnisse dieses Landestheils, nnd in erforderlicher Berücksichtigung der Cantonalverfassung, folgende Vereinigungsurkunde mit voller Uebereinstimmung errichtet und abgeschlossen.

Die ehemals Fürst-Bischöflichen Baselschen Gemeinden Arlesheim, Reinach, Aesch, Pfeffingen, Ettingen, Terweiler, Oberweiler, Allschwiler und Schönenbuch, werden, in Kraft des dritten Artikels der Wie-

1815 Wiener Congreſserklärung, vom 20. März d. J. unter nachſtehenden Beſtimmungen, dem Canton Baſel einverleibt:

Art. I. Dieſe Gemeinden werden einen beſondern Bezirk bilden; welcher der ſechſte des Cantons iſt, und die Benennung: Bezirk Birseck führt. Sein Hauptort iſt Arlesheim.

Art. II. Der Bezirk Birseck wird, nach einer, ſo viel als möglich, nach der Volkszahl berechneten, Eintheilung, in vier Wahlzünfte, abgetheilt; nämlich
Erſte Zunft: Arlesheim und Steinach.
Zweyte Zunft: Aeſch, Pfeffingen und Ettingen.
Dritte Zunft: Terweiler und Oberweiler.
Vierte Zunft: Allſchwiler und Schönenbuch.

Art. III. Jede, dieſer vier Wahlzünfte, gibt, nach Anleitung der Cantonalverfaſſung, aus ihrer Mitte, als Repräſentanten, ein unmittelbares Mitglied, in den groſsen Rath. Für die, mittelbar von der höchſten Behörde ſelbſt zu beſetzenden, Stellen, im groſsen Rathe, concurriren die bürgerlichen Einwohner dieſes Bezirks, im Sinne und nach Vorſchrift der Cantonsverfaſſung, mit den übrigen Bürgern der Landbezirke; ſo wie denſelben auch der Genuſs aller bürgerlichen und politiſchen Rechte, welche die Einwohner der alten Beſtandtheile des Cantons Baſel genieſsen und werden genieſsen können, zugeſichert wird.

Art. IV. Der Bezirk Birseck erhält einen beſondern Stadthalter, und einen Bezirksſchreiber. Die Gemeindsverwaltungen werden auf die gleiche Art eingerichtet, wie in den übrigen Gemeinden des Cantons.

Für den Bezirk Birseck wird ein erſtinſtanzliches Civilgericht aufgeſtellt; deſſen Mitglieder aus der Bürgerſchaft dieſes Bezirks, von der Regierung, zu erwählen ſind; das Geſetz wird die Organiſation derſelben, des nähern, beſtimmen. Von dieſem Civilgerichte geht der Recurs, wie von den übrigen Gerichten des Cantons, an das Appellationsgericht.

Art. V. Die, im Jahr 1813 erneuerte Landesverordnung, ſo wie alle übrigen beſtehenden Geſetze und Verordnungen des Cantons Baſel, ſollen auch im Bezirke Birseck eingeführt, und von dem, ſeiner Zeit zu beſtimmenden und bekannt zu machenden Zeitpunct an,

an, in demſelben in Ausübung gebracht; auch in Zukunft alle, im Allgemeinen zu erlaſſenden Geſetze und Verfügungen, in dieſem Landestheil, ebenfalls vollzogen werden. 1815

Die Bewohner dieſes Bezirks ſind auch, gleich den übrigen Burgern des Cantons, der geſetzlichen Milizpflichtigkeit, und der beſtehenden und künftig feſtzuſetzenden Militärorganiſation unterworfen.

Art. VI. Dieſen, mit dem Canton Baſel vereinigten Gemeinden des Bezirks Birseck, wird die freye Ausübung der römiſch-katholiſchen Religion, gewährleiſtet.

Das Kirchen-, Schul und Armenweſen ſteht unter der Aufſicht und Leitung der Regierung; reinkirchliche und religiöſe Gegenſtände bleiben, unter der Befugniſs der reſpectiven biſchöflichen Autorität, deren Verfügungen jedoch dem Viſa der Regierung unterworfen ſind.

Da, in dem Canton Baſel, ein, aus dem Ertrag der Zehnten und ähnlichen Gefälle gebildeter, Fond, beſteht, aus welchem die Ausgaben für das Kirchen-, Schul- und Armenweſen beſtritten werden; in dem Bezirk Birseck aber die Zehnten abgeſchafft ſind, und nicht wieder hergeſtellt werden können; ſo ſollen alle, für das Kirchen-, Schul- und Armenweſen dieſes Bezirks, erforderlichen Gelder, aus der, daſelbſt eingeführten Grundſteuer, aus welcher zu dieſem Behuf ein Fond gebildet wird, enthoben werden.

Alle, in dieſem Bezirk noch vorhandenen, Güter, welche den Kirchen-, Schul und Armenſtiftungen angehören, bleiben demſelben zugeſichert. Ueber die Art der Verwaltung dieſer Fonds, und die dabey erforderliche Aufſicht und Leitung der Regierung, wird, durch ein beſonderes Geſetz, verfügt werden.

Für eine verhältniſsmäſsige, und ihrem Stande angemeſſene, Verbeſſerung der Beſoldung, der Kirchen- und Schullehrer, ſoll, von der Regierung, aus den hierzu gewidmeten Fonds, geſorgt werden.

Art. VII. Die Gemeinden des Bezirks Birseck ſind, mit Ausnahme des Zehntens und aller von Feudalrechten herrührenden Gefällen (welche nicht hergeſtellt wer-

1815 werden ſollen), allen, in dem Cantone Baſel beſtehenden oder noch zu beſtimmenden, Abgaben und Laſten, wie die übrigen Cantonsgemeinden, unterworfen: bis ſolche aber eingeführt werden können, ſollen die, dermahlen bey ihnen beſtehenden, Abgaben bezogen werden. Die Bodenzinſe ſoll, den Geſetzen gemäſs entrichtet, oder loſgekauft werden. Hingegen bleibt der Verkauf der Nationaldomänen, als gültig anerkannt.

Die, durch Einverleibung dieſer Gemeinden, in Folge des Wiener Congreſsentſcheides, dem Canton Baſel zufallenden, Laſten, ſollen ausſchlieſslich, von den Gemeinden des Bezirks Birseck, getragen werden; hingegen ſollen dieſelben, wegen der alten helvetiſchen Schuld, zu keinem Beytrag angehalten werden.

Deſſen zur Beſtätigung iſt gegenwärtige, unter Vorbehalt der Ratification der höchſten Behörden des Cantons Baſel abgeſchloſſene, Vereinigungsurkunde alſo ausgefertiget, und von den beiderſeitigen Herrn Commiſſarien, nebſt dem Staatsſchreiber des Standes Baſels (welcher das daherige Conferenzprotocoll geführt hat), eigenhändig unterſchrieben worden.

So geſchehen in Baſel, den 7ten November 1815.

Unterzeichnet:

Hölschy. Stehlin, *des Raths.*
Hofmeier. E. Baroche, *Appellationsrath.*
P. Hügin. Gysendörffer, *Bezirksſtatthalter.*
T. Braun, *Stadtſchreiber.*

Wir Bürgermeiſter, klein und groſse Räthe, des Cantons Baſel, urkunden hiermit: daſs wir die, zwiſchen den gegenſeitigen Commiſſarien, über die Vereinigung der, laut dem Wiener Congreſsentſcheide, vom 20. März, d. J. dem Stand Baſel, einverleibten Gemeinden, des ehemaligen Biſthums Baſels, unterm 7. Wintermonat des laufenden Jahres errichtete, Vereinigungsurkunde, in allen Theilen ratificirt und genehmiget haben.

Deſſen zu Gezeugniſs haben wir gegenwärtige Ratificationsurkunde dem Originale beygeſetzt; mit unſerm gröſsern Standes - Inſiegel, der Unterſchrift unſers Amtsbür-

bürgermeifters, Ihro Weisheit, Herrn Johann Heinrich Wieland. F. U. D. und unfers fürgeliebten Staatsfchreibers verwahren laffen. 1815

Gegeben, in unferer grofsen Rathsverfammlung, den 6. December 1815.

(L. S.) *Der Amtsbürgermeifter,*
WIELAND.
Der Staatsfchreiber,
BRAUN.

C.

Ratification des actes de réunion de l'ancien évêché de Bâle aux Cantons de Berne et de Bâle. 1816 18 Mai.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 166 — 168.)

Eidsgenoffifche Ratificationsurkunde, der Vereinigungsurkunden, des ehemaligen Bisthums Bafel, mit den Cantonen Bern und Bafel.

Wir Bürgermeifter und kleine Räthe, des eidsgenoffifchen Standes und Vororts Zürich, thun kund und zu wiffen hiermit: Nachdem, gemäfs der im vierten Artikel. der Erklärung des Wiener Congreffes, vom 20. März 1815, enthaltenen Beftimmung: dafs die, zwifchen den Abgeordneten des Cantons Bern (Bafel) und den Deputirten, des, diefem Stande zufallenden Theils der Bifchöflich-Bafelfchen Lande, abzufchliefsende Vereinigungsurkunde, von der fchweizerifchen Eidsgenoffenfchaft, gewährleiftet werden folle, — obftehen (für Bern) den 14. Nov. 1815 errichtete, und von Schultheifs, kleinen und grofsen Räthen der Stadt und Republik Bern, am 23. des nämlichen Monats und Jahrs, ratificirte Uebereinkunft (für Bafel den 7. Nov. 1815 errichtete, von Bürgermeifter, klein und grofsen Räthen des Cantons Bafels am fechsten Chriftmonat, des nämlichen Jahres, ratificirte) Uebereinkunft, durch unfer Kreisfchreiben vom 7. Decbr. 1815, fämmtlichen eidsgenoffifchen Ständen mitgetheilt worden; und nachdem hierauf, von Seiten diefer Stände, Uns

1816 Uns die amtliche, im eidsgenossischen Archiv aufbewahrte, schriftliche Anzeige, nämlich von Bürgermeister, klein und grofsen Räthen, des Standes Zürich, unterm 15. Decbr. 1815; Schultheifs und Rath, der Stadt und Republik Bern, unterm 15. Decbr. 1815; Schultheifs und Rath, der Stadt und Republik Luzern, unterm 11. Decbr. 1815; Landammann und Landrath des Cantons Unterwalden, ob dem Wald, vom 15. Dec. 1815; Landammann und Landrath des Cantons Unterwalden, ind dem Wald, unterm 18. Dec. 1815; Landammann und dreyfacher Landrath des Cantons Zug, unterm 13. May 1816; Schultheifs und Staatsrath der Stadt und Republik Freyburg, unterm 11. Dec. 1815; Schultheifs, klein und grofsen Räthen der Republik Solothurn, unterm 21. Dec. 1815; Bürgermeister und Rath des Cantons Basel, unterm 16. Dec. 1815; Bürgermeister und Rath der Stadt und des Cantons Schafhausen, unterm 11. Dec. 1815; Landammann und Rath des Cantons Appenzell Aufser-Rhoden, unterm 10. Febr. 1816; Landammann und Rath des Cantons Appenzell Innern-Rhoden, unterm 9. May 1816; Landammann und kleiner Rath des Cantons St. Gallen, unterm 15. Dec. 1815; Präsident und Rath des Cantons Graubünden, unterm 21. Dec. 1815; Bürgermeister und Rath des Cantos Aargau, unterm 27. Dec. 1815; Landammann und Rath des Cantons Thurgau, unterm 30. Dec. 1815; Landammann und Staatsrath des Cantons Tessin, unterm 15. Apr. 1816; Landamman und Staatsrath des Cantons Waadt, unter 31. Jannar 1816; Landshauptmann und Staatsrath der Republik und des Cantons Wallis, unterm 9. Januar 1816; Gouverneur und Staatsrath des Fürstenthums und Cantons Neuenburg, unterm 12. Dec. 1815; Syndik und Räthen der Republik und des Cantons Genf, unterm 16. Januar 1816, zugekommen ist: dafs sie befagte Vereinigungsurkunde, in allen ihren Theilen, genehmigen, und unter gemeineidsgenössische Garantie nehmen wollen: so erklären Wir nunmehr, als wirklicher eidsgenössischer Vorort, durch gegenwärtigen feyerlichen Act: dafs diesem einmüthigen Willen und Entschlusse, der zwey und zwanzig Stände zu Folge, obige Vereinigungsurkunde, von der schweizerischen Eidsgenossenschaft ratificirt und gewährleistet sey; und dafs die darin benannten (für Bern) Landschaften (für Basel) Dorfschaften, als integrirender

grirender Theil des Standes Bern (Basel), und der Schweiz, unter die, im ersten Artikel des eidsgenossischen Bundesvertrags ausgesprochene, Garantie genommen werden. 1816

Dessen zu fester Urkunde, das gegenwärtige Ratifications - und Gewährleistungsinstrument, mit dem schweizerischen Bundesinsiegel versehen, und von Unserm Amtsbürgermeister und dem eidsgenössischen Kanzler unterzeichnet worden ist.

Zürich, den 18. May 1816.

Der Amtsbürgerm. des Cantons und Vororts Zürich.
Unterz. REINHARD.

Der Canzler der Eidsgenossenschaft.
Unterz. MOUSSON.

7.

Compromissspruch, betreffend die Anstände zwischen den Ständen Uri und Tessin, in Betreff der Liviner Zölle. 1816 15 Août

(*Droit public de la Suisse.* T. II. p. 214 — 216.)

Kund und zu wissen sey hiermit:

Nachdem zwischen den hohen Ständen Uri und Tessin ein Anstand sich erhoben hatte über die Frage: ob bey alljährlicher Berechnung des halben Zollertrags im Liviner Thale, welcher laut § 4. im 6sten Art. des Wiener Congressschlusses über die schweizerischen Angelegenheiten vom 20. März 1815 dem Canton Uri zukommt, theils gewisse Strassenunterhaltungskosten, theils die Perceptions - und Bezugkosten in Abzug gebracht werden können, und nachdem die Ehrengesandten beider Cantone Uri und Tessin die Entscheidung dieser Streitfrage, durch Compromissspruch, bestimmt, und förmlich von derjenigen Commission verlangt haben, welcher die eidsgenössische Tagsatzung unterm

1816 unterm 18. Heumonat 1815 die Aufficht über die Vollziehung aller Beftimmungen des oberwähnten 6ften Art. im Wiener Congrefsfchlufs, und namentlich in Bezug auf den Liviner Zoll, den fchiedsrichterlichen Entfcheid obwaltender Schwierigkeiten, im Fall beidfeitiger Uebergabe, anvertraut und aufgetragen hat; fo wurden von Endesunterzeichneten, als der anerkannt competenten Behörde, die von den Ehrengefandtfchaften der betreffenden zwey löblichen Stände in contradictorio ausführlich vorgetragene Gründe und Gegengründe angehört, reiflich erwogen, und nachher folgender Compromifsfpruch ausgefällt:

Es müffe zu Beurtheilung des fich erhobenen Anftandes in Bezug auf den Liviner Zoll-Ertrag, mit Beyfeitfetzung aller frühern politifchen und Zollverhältniffe, als rechtliches Fundament einzig der 6fte Art. in dem Wiener Congrefsfchlufs, und befonders der § 4. deffelben betrachtet und angenommen werden, welcher alfo lautet:

"Der Canton Teffin wird dem Canton Uri jährlich die Hälfte des Zoll-Ertrags im Liviner Thal bezahlen."

Art. I. In Folge diefes Artikels können und follen bey jährlicher Berechnung des an den löblichen Stand Uri zu entrichtenden halben Zoll Ertrags im Liviner Thal keinerley Strafsenunterhaltungskoften in Abzug gebracht werden.

Art. II. Hingegen darf ohne Abbruch der im WienerCongrefsfchlufs enthaltenen wörtlichen Beftimmung, der Natur der Sache und der Billigkeit gemäfs, von diefem löbl. Canton Uri alljährlich zukommenden Zoll-Ertrag ein mäfsiger Abzug für die Perceptions- oder Bezugkoften ftatt finden, welcher jedoch, damit in keinem Fall das gerechte Maas überfchritten werde, niemals mehr als funfzehn vom Hundert des Brutto-Zoll-Ertrags betragen foll.

Art. III. Damit aber jeder weitern Mifshelligkeit für alle Zukunft gründlich vorgebogen fey, wird beiden hohen Ständen Uri und Teffin beliebt und beftens empfohlen, fich über ein nach obigen Grundfätzen auszumittelndes jährliches Fixum für die betreffende Zoll-Ertrags-Hälfte, oder einen diesfälligen förmlichen Ankauf, fo bald möglich einzuverftehen.

Deffen

Deſſen zu Bezeugniſs und Bekräftigung iſt gegenwärtiger Compromiſsſpruch in gehöriger Form unterzeichnet und beſiegelt worden. 1816

Zürich, den 15. Auguſt 1816.

Unterz.: David von Wyss,
Bürgermeiſter des Standes Zürich.

Vincenz von Rüttimann,
Schultheiſs der Stadt und Republik Luzern.

B. Pfister,
Bürgermeiſter von Schafhauſen.

8.

1816 *Acte de remise des communes cédées du pays*
20 Août *de Gex, au canton de Genève.*

(*Droit public de la Suisse.* T. II. p. 208 — 212.)

Nous le Bourgmestre du Canton de Zurich Président, et les Députés des XXII. Etats confédérés réunis en Diète génerale à Zurich, faisons savoir par les présentes:

Les hautes Puissances alliées et S. M. T. C. ayant, par l'article premier §. 3. du Traité signé à Paris le vingtième Novembre de l'an mil huit cent et quinze, cédé à la Confédération helvétique, pour être réunie au Canton de Genève,

"la partie du pays de Gex bornée à l'Est par le lac Léman, au Midi par le territoire du Canton de Genève, au Nord par celui du Canton de Vaud, et à l'Ouest par le cours de la Versoix, et par une ligne qui renferme les communes de Collex, Bossy et Meyrin, en laissant la commune de Ferney à la France."

Et ce territoire ayant été réuni par les Commissaires Sa Majesté trés-chrétienne à la Suisse, ainsi qu'il conste par le procès-verbal signé à Gex le quatrième de Juillet mil huit cent et seize: Nous, au nom et de la part de nos hauts Commettans les Gouvernemens des Cantons de la Confédération Suisse, voulant répondre aux vues bien-veillantes des hautes Puissances signataires du susdit Traité, faisons par les présentes cession pleine, entière et perpétuelle du territoire ci-dessus désigné à nos très chers Alliés et Confédérés de la République et du Canton de Genève, sans autre réserve que celle de la délimitation definitive, laquelle, en vertu du paragraphe sixième du même article du susdit Traité, doit être réglée avec la France; pour ce dit territoire être possédé par la République de Genève en toute propriété et souveraineté, selon les dispositions du pacte féderal, qui régit les Cantons de la Confédération Suisse. En conséquence et par l'effet de la présente cession la réunion dudit pays et de ses habitans à la République et au Canton de Genève étant effectuée

et

8.

Uebergabsurkunde der der Schweiz abgetretenen Gemeinden der Landschaft Gex an den Canton Genf vom 20ten August 1816. 1816 20 Août

(Manuel *du droit public de la Suisse.* Tom. II. pag. 210-213.)

Wir, der Bürgermeister des Cantons Zürich, Präsident, und die Abgeordneten der zwey und zwanzig verbündeten Stände, zur gemeineidsgenössischen Tagsatzung in Zürich versammelt, thun kund hiermit:

Nachdem die hohen verbündeten Mächte und Seine allerchristlichste Majestät, durch den dritten Abschnitt des ersten Artikels des zu Paris am zwanzigsten Wintermonats des Jahres eintausend achthundert unf funfzehn, dem schweizerischen Bundesstaat, um mit dem Conton Genf vereinigt zu werden, abgetreten haben:

"Denjenigen Theil der Landschaft Gex, welcher östlich von dem Genfer See, südlich vom Gebiete des Cantons Genf, nördlich durch den Canton Waadt und westlich durch den Lauf der Versoix und eine Linie, welche die Gemeinden Colley, Bossy und Meyrin einschliesst, die Gemeinde Ferney aber bei Frankreich läst, begrenzt wird;"

Und nachdem dieses Gebiet durch die Commissarien Seiner allerchristlichen Majestät der Schweiz übergeben worden, wie solches aus dem zu Gex am vierten Heumonat des Jahrs achtzehnhundert und sechszehn unterzeichneten Verbalprozesses erhellt, So erklären Wir, im Namen und aus Auftrag Unsrer hohen Committenten, der Regierungen der Cantone der schweizerischen Eidsgenossenschaft, um den wohlwollenden Absichten der hohen Mächte, welche den obgedachten Vertrag unterzeichnet haben, zu entsprechen, dass wir durch gegenwärtige Urkunde das obbezeichnete Landesgebiet unsern fürgeliebten Eids- und Bundesgenossen der Republik und des Cantons Genf, gänzlich, völlig und auf alle Zukunft abtreten, ohne andern Vorbehalt, ausser demjenigen der endlichen Ausmarkung, welche in Kraft des sechsten Abschnitts des nämlichen Artikels obangeführten Vertrags mit Frankreich statt finden soll; in der Meinung, dass

1816 et conſommée, le Gouvernement de la dite République aura ſeul le droit d'y exercer l'autorité législative, administrative et judiciaire, d'y établir les fonctionnaires publics qu'il jugera néceſſaires, de ſe faire prêter ferment de fidélité et obéiſſance, en un mot de poſſéder et gouverner ce pays, avec la même plénitude de pouvoirs, qui lui appartient ſur l'ancien territoire du Canton; la Confédération Suiſſe prend formellement ſous ſa garantie telle qu'elle eſt énoncée à l'article prémier du pacte fédéral, les communes dont la République de Genève fait l'acquiſition, dans les limites ci-deſſus indiquées, et déclare qu'elle les enviſage déſormais comme partie intégrante et inaliénable du territoire Suiſſe.

Nous ordonnons à Monſieur le Conſeiller d'Etat Louis Micheli, notre commiſſaire fédéral pour la priſe de poſſeſſion de cette partie de l'ancien pays de Gex, d'en faire immédiatement la remiſe à la République de Genève, et de ceſſer toutes fonctions qu'il y exerçoit de notre part.

En ſigne que telle eſt notre réſolution unanime, et la volonté de nos hauts commettans, les préſentes ont été ſignées par notre Préſident le Seigneur Bourgmeſtre en charge du Canton de Zurich, par notre Chancelier, et munies du grand ſceau de la Confédération à Zurich le vingtième du mois d'Aouſt de l'an de grace mil huit cent et ſeize (20. Aouſt 1816).

Le Bourgmeſtre du Canton de Zurich,
Préſident de la Diète,
Signé: Reinhard.

Le Chancelier de la Confédération,
Signé: Mousson.

daſs obgedachtes Gebiet von der Republik Genf, mit allen Eigenthums- und Souveränitätsrechten, nach den Verfügungen des Bundesvertrags zwiſchen den Cantonen der ſchweizeriſchen Eidsgenoſſenſchaft möge beſeſſen werden. Demzufolge dann, und nachdem in Kraft gegenwärtiger Uebergabe die Vereinigung der obgenannten Landſchaft und ihrer Einwohner mit der Republik und dem Canton Genf bewerkſtelligt und vollzogen iſt, die Regierung genannter Republik einzig berechtigt iſt, daſelbſt geſetzgebende, adminiſtrative und richterliche Gewalt auszuüben, die erforderlich erachteten Beamten aufzuſtellen, ſich den Eid der Treue und des Gehorſams ſchwören zu laſſen, mit einem Wort, dieſe Landſchaft zu beſitzen und zu regieren mit der gleichen Machtvollkommenheit, die ihr über das alte Gebiet des Cantons zuſteht; die ſchweizeriſche Eidsgenoſſenſchaft nimmt die Gemeinden, welche der Republik Genf übergeben werden, in den obbemerkten Grenzen förmlich unter ihre Gewährleiſtung, wie dieſe im erſten Artikel des Bundes-Vertrags ausgeſprochen iſt, und erklärt, daſs ſie dieſelben von nun an als integrirenden und unveräuſserlicher Theil des Schweizergebiets betrachtet. 1816

Wir ertheilen dem Herrn Staatsrath Ludwig Michely Unſerm Bundes-Commiſſär für die Beſitznahme dieſes Theils der vormaligen Landſchaft Gex, den Befehl, ſolchen unverzüglich an die Republik Genf zu übergeben, und alle Verrichtungen, die er bisher aus unſerer Vollmacht ausübte, einzuſtellen.

Zum Beweiſe, daſs dieſes unſer einmüthiger Entſchluſs und der Wille Unſerer hohen Committenten iſt, ward gegenwärtige Urkunde durch Unſern Präſidenten, den Herrn Amtsbürgermeiſter des Cantons Zürich, ſowohl als durch Unſern Canzler unterzeichnet und mit dem groſsen Siegel der Eidsgenoſſenſchaft beſiegelt, zu Zürich am zwanzigſten Tag des Monats Auguſt, im Jahre der Gnade eintauſend achthundert und ſechszehn.

Der Bürgerm. des Cantons Zürich, Präſ. d. Tagſatzung,
Unterzeichnet: Reinhard.

Der Canzler der Eidsgenoſſenſchaft,
Unterzeichnet: Mousson.

28.

1816 16 Mars

Traité entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne, la Confédération Suisse et le Canton de Genève.

(*Droit public de la Suisse.* T. II. p. 162 — 196.)

Au nom de la très-sainte et indivisible trinité.

S. M. le Roi de Sardaigne, en considération du vif intérêt, que les Puissances signataires du Traité de Paris du 30. May 1814 avoient témoigné, pour que le canton de Genève obtint quelques facilités, soit dans le but de désenclaver une partie de ses possessions, soit quant à ses communications avec la Suisse, ayant consenti par le Protocole du congrès de Vienne du 29 Mars 1815 à mettre à la disposition de ces mêmes Puissances une partie de la Savoie y designée, pour être réunie à Genève, et afin de donner à ce canton une marque particulière de Sa bienveillance, ayant également consenti aux stipulations contenues dans les articles 5 et 6. du même protocole.

Les quatre grandes Puissances alliées ayant ensuite arrêté dans le protocole signé par leurs Ministres plénipotentiaires à Paris le 3 Novembre, que la partie de la Savoie occupée par la France, seroit restituée à S. M. sauf la commune de St. Julien, qui seroit cédée à Genève, et s'étant en outre engagées à interposer leurs bons offices pour disposer S. M. à céder au Canton de Genève, Chesnes, Thonex et quelques autres communes nécessaires pour désenclaver le territoire Suisse de Jussy contre la retrocession des communes du Littoral, situées entre la route d'Evian et le lac, comme aussi pourque la ligne des douanes fut éloignée au moins d'une lieue de la frontière suisse et au-delà des montagnes indiquées audit protocole; enfin, ces mêmes Puissances ayant arrêté les mesures générales qui étendent à une partie de la Savoie les avantages de la Neutralité perpétuelle de la Suisse.

S.

S. M. le Roi de Sardaigne d'une part, voulant 1816
donner à ſes auguſtes Alliés de nouvelles preuves de ſes ſentimens envers Eux, à la confédération Suiſſe en général, et au Canton de Genève en particulier, des témoignages de ſes diſpoſitions amicales.

Et d'autre part S. E. le Bourgmeſtre Préſident et le Conſeil d'Etat du Canton de Zuric, Directoire fédéral, au nom de la confédération Suiſſe, empreſſés de reſſerrer avec Sa dite Majeſté les liens et les rapports, qui ſont dans les intérèts des deux Etats, et de conſolider les relations de bon voiſinage, qui les uniſſent, ont réſolu de nommer des Plénipotentiaires pour régler, ſoit les objets relatifs à la délimitation du territoire cédé par le protocole du 29 Mars (ſur lesquels objets des conférences avoient déjà eu lieu à Chesne) ſoit les arrangemens relatifs aux nouvelles ceſſions et à l'éloignement des douanes, comme auſſi ce qui concerne la Neutralité de certaines parties de la Savoie, les diſpoſitions de tranſit et de commerce, et enfin tout ce qui peut intéreſſer réciproquement les deux Etats, et pourvoir à leurs convenances mutuelles.

A ces fins ils ont nommé, ſavoir:

S. M. le Roi de Sardaigne Meſſieurs: le chevalier Louis de Montiglio, Avocat-fiscal-général de S. M. au Sénat de Savoie, et le chévalier Louis Provagna de Colegnio, conſeiller d'Etat de S. M. et commiſſaire général des confins de ſes états;

Et la Confédération Suiſſe et le Canton de Genève Mr. le Conſeiller d'Etat Charles Pictet de Rochemont;

Lesquels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs annexés au préſent traité, et les avoir trouvés en bonne et dûe forme, prenant pour baſe de leur travail le principe de la convenance réciproque et des avantages reſpectifs d'adminiſtration des deux gouvernemens; déſirant que S. M. ait un chef-lieu commodément ſitué pour les communes reſtantes de la province de Carouge, et qu'Elle conſerve ſur ſon propre territoire des communications faciles entre la Baſſe-Savoie et le Chablais, ſont convenus de ce qui ſuit:

Art. I. Le territoire cédé par S. M. le Roi de Sardaigne pour être réuni au canton de Genève, ſoit en vertu des actes du congrès de Vienne du 29 Mars, ſoit (Limite du territoire cédé.)

en

1816 en vertu des dispoſitions du protocole des Puiſſances alliées du 3 Novembre ſuivant, et du Traité de ce jour, eſt limité par le Rhône à partir de l'ancienne frontière près de St. George jusqu'aux confins de l'ancien territoire genevois, à l'Oueſt d'Aire-la ville; de là par une ligne ſuivant ce même ancien territoire, juſqu'à la rivière de la Loire; remontant cette rivière jusqu'au chemin qui de la Perrie ſe rend à Soral, lequel reſtera ainſi que le chemin en entier ſur Genève; puis par une ligne droite, tirée ſur l'angle ſaillant de la commune de Bernex, à l'Oueſt de Norcier. De cet angle la limite ſe dirigera par la ligne la plus courte à l'angle méridional de la commune de Bernex ſur l'aire, laiſſant Norcier et Thurene ſur Savoie. De ce point elle prendra la ligne la plus courte pour atteindre la commune de Compezière, ſuivra le confin de cette commune à l'Eſt de St. Julien, jusqu'au ruiſſeau de l'Arande, qui coule entre Ternier et Bardonnex; remontera ce ruiſſeau jusqu'à la grande route d'Annecy à Carouge; ſuivra cette route jusqu'à l'embranchement du chemin qui mène directement à Colonges, à 155 toiſes de Savoie avant d'arriver à la Croix de Roſon; atteindra par ce chemin le ruiſſeau jusqu'à ſon confluent avec celui qui deſcend du hameau de la Combe, au delà d'Evordes, en laiſſant néanmoins toutes les maiſons du dit Evordes ſur Genève; puis du ruiſſeau de la Combe prendra la route qui ſe dirige ſous Boſſey, ſous Crevin et au-deſſus de Veyrier. De l'interſection de cette route à l'Eſt et près de Veyrier avec celle qui, de Carouge, tend à Etrembières, la limite ſera marquée par la ligne la plus courte pour arriver à l'Arve, à deux toiſes au-deſſus de la priſe d'eau du biez du moulin de Sierne. De là elle ſuivra le Thalweg de cette rivière jusque vis-à-vis de l'embouchure du Foron; remontera le Foron jusqu'au de là de Cormière, au point qui ſera indiqué par la ligne la plus courte, tirée de la jonction de la route de Carra avec le Chemin, qui, du Nord de Puplinge tend au Nord de Ville-le-grand; ſuivra la dite ligne et ce dernier chemin vers l'Eſt, en le donnant à Genève; puis la route qui remonte parallélement au Foron jusqu'à l'endroit où elle ſe trouve en contact avec le territoire de Juſſy. De ce point la ligne reprendra l'ancienne limite, jusqu'à ſa rencontre avec le chemin tendant de Gy à Foncenex, et ſuivra ledit chemin

min vers le Nord, jusqu'à la ſortie du village de Gy, 1816
laiſſant ledit chemin ſur Genève. La limite ſe dirigera enſuite en ligne droite ſur le village de Veigy, de manière à laiſſer toutes les maiſons du village ſur Savoie; puis en ligne droite au point où l'Hermance coupe la grande route du Simplon. Elle ſuivra enfin l'Hermance jusqu'au lac; lequel bornera le nouveau territoire au Nord-Oueſt: bien entendu que la propriété du lac jusqu'au milieu de ſa largeur, à partir d'Hermance jusqu'à Vezenaz, eſt acquiſe au Canton de Genève, et qu'il en ſera de même des portions du cours du Rhône, qui, ayant fait jusqu'ici frontière entre les deux Etats, appartenoient à S. M., que tous les chemins indiqués, et que tous les enclos fermés de murs ou de haies, attenans aux maiſons des villages et hameaux, qui ſe trouveroient placés près de la nouvelle frontière, appartiendront à l'état dans lequel eſt ſitué le village ou hameau; la ligne marquant les confins des Etats ne pourra être rapprochée à plus de deux toiſes des maiſons ou des enclos y attenans, et fermés de murs ou de haies. Quant aux rivières et ruiſſeaux, qui, d'après les changemens de limites réſultans du Traité de ce jour, déterminent la nouvelle frontière, le milieu de leur cours ſervira de limite, en exceptant le Forum, lequel appartiendra en entier à S. M. et dont le paſſage ne ſera aſſujetti à aucun droit.

Art. II. Les Puiſſances contractantes renoncent à tout droit de ſouveraineté, et autres qui peuvent leur appartenir dans les pays réciproquement cédés; notamment S. M. au territoire ſitué entre la route d'Evian, le lac et la rivière d'Hermance; la Confédération Suiſſe et le Canton de Genève, à la portion de la commune de St. Julien, où le chef-lieu eſt ſitué: le tout conformément à la délimitation fixée par l'article précédent. Renonciations reciproques.

Tous les titres, terriers et documens, concernant les pays cédés, ſeront remis de part et d'autre le plûtôt que faire ſe pourra.

Art. III. Pour entrer dans le ſens du protocole, relativement aux douanes, en conciliant néanmoins autant qu'il eſt poſſible, ſes diſpoſitions avec les interèts de S. M., la ligne de douane dans le voiſinage de Genève et du lac paſſera, à partir du Rhône, par Cologny, Valeiry, Cheney, le Luiſet, le Chable, le Sopey, Douanes.

1816 Sopey, le Viaifon, Etrembiéres, Annemaffe, Ville-le-grand, le long du cours du Foron jusqu'à Machilly, puis Duvaine et Colongette jusqu'au lac, et le long du lac jusqu'à Reillerie, pour reprendre enfuite et continuer la frontière actuelle par le pofte le plus voifin de St. Gingulph: bien entendu que, dans la ligne déterminée il fera libre à S. M. de faire les changemens et les difpofitions qui lui conviendront le mieux pour le nombre et le placement de ces bureaux. Aucun fervice ne pourra être fait ni fur le lac, ni dans la zône, qui fépare du territoire de Genève la ligne ci-deffus indiquée: il fera néanmoins loifible, en tout tems, aux autorités adminiftratives de S. M., de prendre les mefures qu'elles jugeront convenables contre les depôts et le ftationnement des marchandifes dans la dite zône, afin d'empêcher toute contrebande qui pourroit en réfulter. Le Gouvernement de Genève de fon côté, voulant feconder les vues de S. M. à cet égard, prendra les précautions néceffaires pour que la contrebande ne puiffe être favorifée par les habitans du Canton.

Entrées

Art. IV. La fortie de toutes les denrées du Duché de Savoie, deftinées à la confommation de la ville de Genève et du Canton, fera libre en tout tems, et ne pourra être affujettie à aucun droit, fauf les mefures générales d'adminiftration, par lesquelles S. M. jugeroit à propos, en cas de difette, d'en défendre l'exportation de fes Etats de Savoie et de Piémont.

Tranfit.

Art. V. Les marchandifes et denrées, qui, en venant des Etats de S. M. et du port-franc de Gènes, traverferoient la route dite du Simplon dans toute fon étendue par le Valais et l'état de Genève, étant exemptes de droit de tranfit, en vertu de l'art. 2. de l'Acte du Congrès de Vienne du 29 Mars 1815, le total des droits relatifs à l'entretien de la route, foit dans le Valais, foit dans le Chablais, foit dans le Canton de Genève, tant par la route de St. Julien, que par celle de Meyrin, fous quelque dénomination qu'on les défigne, fera fixé par une convention particulière, dans une jufte proportion avec les dépenfes qui réfultent des difficultés locales, et ne pourra être augmenté que d'accord entre les Gouvernemens refpectifs. Les dits Gouvernemens s'engagent, à n'accorder aucune exemption

tion ni diminution de ces droits à d'autres Puiſſances, ſans les rendre immédiatement communes aux parties contractantes. 1816

Art. VI. Les denrées et marchandiſes venant des Etats de S. M. et déclarées à l'entrée du Valais devoir paſſer en tranſit, payeront néanmoins le droit, comme ſi elles devoient être conſommées dans le pays; mais le montant de ce droit ſera reſtitué à la ſortie du Valais, pourvû que l'identité des marchandiſes ſoit conſtatée par la vérification des plombs ou autres marques d'uſage appoſés à leur entrée, et qu'il ne ſe ſoit pas écoulé plus de ſix ſemaines, ſauf à obtenir en cas d'empêchement, un plus long délai, lequel ſera accordé gratuitement. Les mêmes formalites ſeront obſervées à l'entrée et à la ſortie du Canton de Genève. Les plombs ou autres marques appoſées dans le Valais, pour conſtater l'identité des marchandiſes en tranſit ſeront reconnus et admis dans le Canton de Genève, et enfin les denrées et marchandiſes venant du Valais par le Chablais et deſtinées pour Genève et réciproquement, jouiront ſur les terres de S. M. des mêmes exemptions et ſeront aſſujetties aux mêmes formalités. Les fraix des marques appoſées aux marchandiſes ne pourront dépaſſer le coût réel des plombs ou autres matières y employées. Item.

Art. VII. Le Protocole du Congrès de Vienne du 29 Mars 1815. accepté par l'Acte de la Diéte de la confédération ſuiſſe, en date du 12 Aoûſt ſuivant, ayant ſtipulé comme une des conditions de la ceſſion du territoire en faveur du Canton de Genève: Chablais et Faucigny.

"Que les provinces du Chablais et du Faucigny et tout le territoire au Nord d'Ugine, appartenant à S. M. feroient partie de la Neutralité de la Suiſſe, garantie par toutes les Puiſſances," ainſi qu'il eſt expliqué à l'article 1. dudit protocole.

Le directoire fédéral ayant déclaré par ſa note officielle du 1 Novembre au Miniſtre de S. M. "que la confédération ſuiſſe a accepté les actes du Congràs de Vienne du 29 Mars, dans leur entier, ſelon leur teneur littérale, et ſans aucune réſerve, en ſorte que la différence des mots, qui peut ſe trouver entre l'acte ſusdit de la Diète et le protocole du Congrès, ne doit nullement être enviſagée comme une reſtriction ou comme

1816 comme une déviation du ſens précis de ce dernier;" et la même note officielle ayant ajouté: "de ces explications il réſulte que la Suiſſe ne fait au ſujet de l'admiſſion des provinces de Chablais, de Faucigny et du territoire au Nord d'Ugine, dans ſon ſyſtême de Neutralité, aucune diſtinction ou réſerve qui tende à affaiblir ou modifier les diſpoſitions enoncees dans les actes du Congrès de Vienne du 29 Mars."

Le Traité de Paris du 20 Novembre 1815 ayant étendu de la même manière cette Neutralité de la Suiſſe à une autre partie du territoire de S. M. et enfin l'Acte du même jour portant reconnoiſſance et garantie de la Neutralité perpétuelle de la Suiſſe et de l'inviolabilité de ſon territoire, contenant l'article ſuivant: "Les Puiſſances reconnoiſſent et garantiſſent également la Neutralité des parties de la Savoie deſignées par l'Acte du Congrès de Vienne du 29 Mars 1815 et par le Traité de ce jour, comme devant jouir de la Neutralité de la ſuiſſe de la même manière, que ſi elles appartenoient à celle-ci."

Ces diverſes déclarations et ſtipulations, que la Suiſſe reconnoit et accepte, et auxquelles S. M. accède de la manière la plus formelle, feront règle entre les deux Etats.

Communications libres.

Art. VIII. Les communications commerciales entre les provinces de Savoie, au travers de l'Etat de Genève, feront libres en tous tems, ſauf les meſures de police, auxquelles les ſujets de S. M. feront aſtreints comme les Genèvois eux-mêmes.

Emigration.

Art. IX. Il ſera libre en tout tems aux ſujets de S. M. réunis au Canton de Genève, de vendre les propriétés par eux poſſédées dans ledit Canton et de ſe retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choiſir.

Droits acquis.

Art. X. Les droits acquis aux ſujets de S. M. en vertu des lois en vigueur jusqu'au moment de la remiſe du territoire ſeront reſpectés par la nouvelle législation, et les actes et contrats paſſés, ainſi que les jugemens rendus d'après les dites lois, ne pourront être attaqués que par les voies ouvertes, en vertu de ces mêmes lois, ſauf ce qui concerne la compétence et les formes de procédure établies pour les tribunaux genevois.

Protocole du 29 Mars 1815.

Art. XI. Les diſpoſitions des protocoles de Vienne du 29 Mars 1815 en faveur du pays cédé par S. M. pour

pour être réuni à l'Etat de Genève, feront communes aux territoires, dont le dit Etat acquiert la propriété conformément au protocole du 3 Novbr. fuivant et à la délimitation fixée par le Traité de ce jour. 1816

Art. XII. Sur tous les objets auxquels il a été pourvu par le protocole de Vienne du 29 Mars 1815 les lois éventuelles de la Constitution de Genève ne feront pas applicables. Et attendu que le dit protocole a arrêté, art. 3. paragraphe 1. "que la réligion catholique fera maintenue et protégée de la même manière, qu'elle l'eft maintenant dans toutes les communes cédées par S. M. le Roi de Sardaigne, qui feront réunies au Canton de Genève," il eft convenu, que les lois et ufages en vigueur au 29 Mars 1815 relativement à la réligion catholique dans tout le territoire cédé, feront maintenues, fauf qu'il en foit réglé autrement par l'autorité du St. Siège. En exécution du paragraphe 6. du dit article 3., lequel a arrêté, que le Curé de l'églife catholique de Genève fera logé et doté convenablement, cet objet eft réglé conformément à la ftipulation contenue dans l'acte privé en date de ce jour. Religion catholique.

Art. XIII. Le Gouvernement de Genève, voulant montrer les fentimens, dont il eft animé envers les habitans des communes cédées et fon défir de pourvoir convenablement aux établiffemens de charité et d'inftruction publique, confent à ce que les prix non payés des biens des communes vendues fous l'adminiftration Françoife, et les créances obtenues à ce titre par lesdites communes foient perçus par elles et employés à leur profit; que les établiffemens de charité et d'inftruction publique, exiftans confervent leurs fonds et les avantages dont ils étoient en poffeffion; enfin il pourvoira à ce que les dits établiffemens ne puiffent à aucun égard fe trouver en fouffrance par le fait de la préfente ceffion de territoire. Etabliffemens de charité.

Art. XIV. Les propriétaires de biens-fonds, dont les propriétés font coupées par la préfente délimitation, de manière que leurs habitations ou bâtimens de fermes fe trouvent fur le territoire d'un Etat, et leurs pièces de terre fur l'autre, jouiront pour l'exploitation de leurs biens de la même liberté, que fi leurs propriétés étoient réunies fur le même territoire. Ils Propriétés coupées.

ne

1816 ne pourront, à raiſon des dites propriétés être aſſujettis à de plus fortes charges, que s'ils appartenoient à l'Etat où elles ſont ſituées, et le principe des deux Gouvernemens ſera celui d'une protection ſpéciale pour les dits propriétaires, ainſi que d'un parfait accord dans les meſures de ſûreté et de police.

Contrib. foncières.

Art. XV. Les contributions foncières des fonds dits de l'ancien dénombrement ne ſeront point portées audeſſus du taxe où elles ſe trouvoient le 29 Mars 1815, tant qu'ils reſteront entre les mains des Genevois; et les biens-fonds appartenant actuellement à des Genevois, ſur le revers ſeptentrional de Salève, entre Veyrier et la limite occidentale de la commune de Colonges-Archamp, avec les pâturages qui en dépendent, pourront être vendus en tout tems à des Genevois. Les propriétaires genevois du bas de Salève, ſoit ſur Savoie, ſoit ſur Genève, qui jouiſſent des eaux dérivant de la montagne, et qui, d'après les diſpoſitions des conſtitutions générales, auroient beſoin de conceſſions du Roi, pour conſerver cette jouiſſance, ſeront traités à cet égard, comme les ſujets de S. M. ſauf les droits des tiers.

D. de detraction.

Art. XVI. Tous droits d'aubaine, de détraction et autres de même nature relatifs aux ſucceſſions, qui ſe trouveroient en vigueur dans les Etats de S. M. à l'égard des Cantons ſuiſſes et réciproquement, ſeront abolis à dater du jour de l'échange des ratifications du préſent Traité.

Propriétes proches des frontieres.

Art. XVII. Les propriétaires ſuiſſes de biens-fonds ſitués à une diſtance moindre de deux milles de Piémont des frontières fixées par le préſent Traité, et dont les titres ſont antérieurs au 3 Novbr. 1815, ne ſeront point inquiétés à raiſon des diſpoſitions contenues à cet égard dans les conſtitutions générales de S. M., à la charge par eux de ſe conformer aux dites conſtitutions, en cas de transmiſſion de ces biens autrement que par voie de ſucceſſion.

Contributions.

Art. XVIII. A dater du 1 Avril prochain les contributions des territoires reſpectivement cédés appartiendront à l'Etat, qui doit entrer en poſſeſſion. Le compte en ſera réglé et ſoldé dans le mois qui ſuivra la remiſe des territoires, déduction faite des frais d'adminiſtration jusqu'à la dite remiſe.

Art.

1816

ART. XIX. Les dettes, qui au terme des articles 21. 26. et 30 du Traité de Paris du 30 Mai 1814 et du Traité du 20 Novembre 1815 ſe trouvent à la charge du Gouvernement de S. M. dans le territoire cédé à Genève par le préſent Traité, ſeront à la charge du Gouvernement genevois, à dater du 1 Avr. prochain.

Dettes.

ART. XX. S. M. nommera deux Commiſſaires pour régler et terminer dans le plus bref délai, avec deux Commiſſaires, nommés par le Canton de Genève, la liquidation des dettes actives et paſſives, qui concernent, ſoit l'ancien département du Leman, ſoit les rapports qui ont exiſté entre les deux Etats. Le Gouvernement François ſera invité à intervenir dans cette liquidation, pour les intérêts collectifs dudit ancien département.

Commiſſions.

Les titres, régiſtres et autres pièces des anciennes autorités adminiſtratives et judiciaires, et des différentes régies dudit département, dépoſés à Genève et qui concernent les habitans et les communes du territoire de S. M. ſeront reſtitués aux deux Commiſſaires royaux, et quant aux pièces qui intéreſſent tout le département ou l'ancien arrondiſſement de la Sous-Prefecture de Genève, S. M. conſent qu' après qu'il en aura été dreſſé inventaire, elles reſtent pendant cinq ans à dater de ce jour, dans la dite ville ſous la garde et la reſponſabilité de deux depoſitaires nommées l'un par S. M. et l'autre par le Gouvernement de Genève. A l'expiration de ce terme les deux Gouvernemens aviſeront de concert à la convenance de continuer, de modifier, ou de ſupprimer cet établiſſement. Les ſujets de S. M. auront un libre accès à ces dépôts, et les expéditions par eux demandés, ou qu'il y auroit lieu de produire par devant les tribunaux et autres autorités du Roi, ne pourront être delivrées et certifiées conformes, que par le dépoſitaire royal, lequel en percevra les droits pour le compte de S. M.

ART. XXI. L'établiſſement des bureaux de douanes ſur la nouvelle ligne entrainant des dépenſes pour le Roi et la délimitation fixée par l'art. 1. exigeant la conſtruction ou l'amélioration de pluſieurs points de la route de communication entre la Baſſe-Savoie et le Chablais, une ſomme de cent mille livres de Piémont ſera miſe par le Canton de Genève à la dispo-

Frais de bureaux de douanes

po-

1816 position de S. M. Cette somme sera payable à St. Julien dans les six mois qui suivront la signature du présent Traité.

Délimitation. Art. XXII. Deux Commissaires seront immédiatement nommés, l'un par S. M. le Roi de Sardaigne et l'autre par la confédération suisse et le Canton de Genève, pour procéder à l'exécution de la délimitation ci-dessus, de manière qu'elle soit achevée avant l'échange des ratifications. Les Commissaires dresseront un procès-verbal de leur opération et y joindront un plan topographique, par eux signé, de la délimitation totale, avec l'indication des communes; les dites pièces faites à triple original, seront annexées au présent Traité.

Anciens traités. Art. XXIII. Les dispositions des anciens Traités, et notamment de celui du 3 Juin 1754, auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent Traité, sont confirmées.

Ratifications. Art. XXIV. Le présent Traité sera ratifié par S. M. et par la confédération suisse et le Canton de Genève, et les ratifications en seront échangées dans le délai de trois mois, ou plûtôt si faire se peut; aussitôt après l'échange des ratifications la remise des territoires aura lieu réciproquement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé et apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin le seize du mois de Mars de l'an de grâce 1816.

(*Signé:*) Montoglio.
Provagne de Colegno.
Pictet de Rochenont.

29.

Sentence arbitrale de la commiſſion établie à Vienne en conſequence de l'art. de l'acte du congrès de Vienne pour juger les reclamations des princes et états créanciers de rentes établies ſur l'octroi du Rhin par le recès de Deputation du 25 Fevr. 1803; prononcée à Vienne le 26 Mars 1816. 1816 26 Mars.

(*Klüber Staatsarchiv.* T. 1. p. 545.)

Rechtsſpruch der Commiſſion; datirt Wien den 26ten März 1816.

Von der K. K., auf Erſuchen der am Rheinufer Länder beſitzenden teutſchen Höfe niedergeſetzten Commiſſion, wird dem Herrn Fürſten Carl von Löwenſtein-Wertheim, dem Herrn Grafen Chriſtian Friedrich von Stollberg Wernigerode, als Senior des Geſammthauſes Stollberg, der Fürſtlich-Iſenburgiſchen Fideicommiſs-Adminiſtration, der in den Gräſlich-Leiningiſchen Angelegenheiten angeordneten Groſsherzoglich-Badiſchen oberhofgerichtlichen Debit-Commiſſion, und den Herren Grafen Friedrich und Auguſt von Leiningen Weſterburg älterer und jüngerer Linie, die abſchriftliche Mittheilung der von den Königl. Preuſsiſchen, Groſsherzoglich-Badiſchen und Groſsherzoglich-Heſſiſchen Geſandten und dem Herzogl. und Fürſtl. Naſſauiſchen Geſchäftsträger, unterm 18. Januar, 29. Februar und 24. d. M. eingebrachten Erklärungen zur Nachricht verwilliget, die Communication der neuen eingerichteten Vollmachten der Fürſtl.-Iſenburgiſchen Fideicommiſs-Adminiſtration, und der in den Gräſl.-Leiningenſchen angeordneten Groſsherzogl.-Badiſchen oberhofgerichtlichen Debit-Commiſſion verordnet, die Sache nunmehr von Amtswegen für beſchloſſen in contumaciam angenommen, und mit Präcluſion aller derer, die etwa

1816 der in Frage stehenden, in dem Reichs-Deputations-Hauptschluss vom 25. Febr. 1803, auf den Rhein Schiffahrt Octroi direct angewiesenen immerwährenden Renten halber, an die an besagten Octroi Theil nehmenden teutschen Höfe Forderungen zu haben vermeinen möchten, solche aber nicht in Gemäsheit der unterm 17. Julius v. J. ausgegangenen Ladung bei dieser Commission angemeldet haben, — allem An- und Vorbringen und der Sache wohl erwogenen Umständen nach — zu Recht erkannt: dass

Art. I. Die am Rheinufer Länder besitzenden, am Rhein-Schiffahrt Octroi Theil nehmenden deutschen Höfe, nicht allein die in dem Reichs-Deputations-Hauptschluss vom 25. Febr. 1803. §§ 17, 19 und 20, den Herren Fürsten und Grafen von Stollberg, der Frau Fürstin von Isenburg Gräfin Parkstein, den Herren Grafen von Leiningen Güntersblum und Heidesheim, nachhin Billigheim und Neidenau, und dem Herrn Grafen von Leiningen Westerburg jüngerer Linie, auf den Rheinschifffahrt Octroi direct angewiesenen, vom 1. Januar 1814 an, laufende immerwährende Renten im jährlichen Gesammtbetrage von 65,000 Gulden, — vorbehaltlich deren Ablösung gegen ein Capital zu $2\frac{1}{2}$ Procent, oder mittelst einer jeden andern zwischen den interessirten Theilen beliebten Uebereinkunft, — fortwährend verabfolgen zu lassen; sondern auch nachstehende, bis zum 31. December 1813 davon erwachsene, Rückstände:

a) Die dem Gesammthause Stollberg, nach Abzug der in den Jahren 1811 und 1813, von dem Herrn Fürsten Primas darauf bezahlten 15,000 Fl. vom 1. December 1802 bis letzten December 1813, annoch gebührenden 317,500 Fl.;

b) Die dem Herrn Fürsten Carl August von Isenburg, im Folge des am 28. Januar 1805 mit seiner Frau Mutter der Frau Fürstin von Isenburg Gräfin Parkstein errichteten Familien-Vertrags, für jene Zeit gebührenden 254,916 Fl. 40 Kr.;

c) Die den Herren Grafen von Leiningen-Billigheim und Neidenau für besagte Zeit gebührenden 66,500 Fl.;

d) Und die dem Herrn Grafen August von Leiningen-Westerburg jüngerer Linie, nach Maasgabe der von ihm producirten Berechnung, für gedachte Zeit annoch gebührenden 6,001 Fl.;

aus

aus dem Ertrag des Rhein Schifffahrt Octroi — immaſsen derſelbe jener Rückſtände halber, gleichwie in Anſehung der laufenden Renten, mit der darauf geſetzlich ruhenden Hypothekarlaſt behaftet geblieben, — in Gemäſsheit der in §§ 4 und 5 des 28. Artikels der die Rheinſchifffahrt betreffenden Verabredungen enthaltenen eventuellen Uebereinkunft — wofern ſie nicht nach der ſich allda vorbehaltenen Wahl, beſagte Rückſtände, nach der Analogie § 30. des Reichs-Deputations Hauptſchluſſes von 1803, in 2½ procentige (mit den in den §§ 17, 19 und 20 dem Geſammthauſe Stollberg, der Frau Fürſtin von Iſenburg Gräfin Parkſtein, den Herren Grafen von Leiningen Billigheim und Neidenau, und dem Herrn Grafen von Leiningen Weſterburg jüngerer Linie, angewieſenen immerwährenden Renten, zu entrichtende) gleichwie dieſe, auf der Rhein Schifffahrt Octroi haftende, additionelle Renten zu verwandeln gemeint ſeyn ſollten — in zehn unmittelbar auf einander folgenden Jahren, mittelſt jährlicher Tilgung des zehnten Theils einer jeden der vorbenannten Rückſtand-Summen, abzuführen, weniger nicht wegen den von dem Herrn Grafen Friedrich von Leiningen Weſterburg älterer Linie begehrten 6000 Fl., falls derſelbe darzuthun vermag, daſs dieſe Summe bei der Ceſſion an Frankreich ausdrücklich ausgenommen worden, die geheimen Räthe Feder und Stephani zu Wertheim, — jedoch mit Abzug der eingeſtandenermaſsen in den Jahren 1811 und 1815 erhobenen 1500 Fl., wofern dieſe Zahlungen nach der eben beſagten Ceſſion geſchehen ſeyn ſollten, nach Maasgabe der vorgedachten eventuellen Uebereinkunft zu befriedigen, den Rechten nach verbunden, dem zu Folge dann Allerhöchſt- und Höchſtdieſelben, der in Gemäſsheit dieſes Rechtsſpruchs zu verfügenden, der vorgedachten Uebereinkunft zu Folge halbjährig zu leiſtenden Zahlungen halber, das Erforderliche zu erlaſſen von ſelbſt geneigt ſeyn werden. So viel aber 1816

Art. II. die eventuellen Anſprüche des Herrn Fürſten Carl von Löwenſtein Wertheim, auf die im §. 14 des Reichs-Deputations Hauptſchluſſes von 1803, auf den Rhein Schifffahrts-Octroi angewieſene immerwährende Rente, und die davon aufgelaufenen Rückſtände, in ſofern ſolche nicht von Frankreich erhoben worden, anlangt, nachdem Entſcheidungen über

 viel-

1816 vielleicht in Zukunft möglich werdende Ansprüche, die gesetzlichen Grenzen richterlicher Gewalt überschreiten, diese Commission sich nicht ermächtigt halten könne, das unterm 4ten Sept. v. J. bei ihr angebrachte, mit der Nachsuchung einer unstatthaften Provisionalverfügung begleitete Begehren, ihrer Entscheidung zu unterziehen, sondern besagtem Herrn Fürsten vorbehalte, die aus einem, auf erhobene Klage Sr. Königl. Hoheit des Herrn Kurfürsten zu Hessen wider das Fürstliche Haus Löwenstein ergehenden rechtskräftigen Erkenntnisse erwachsen mögenden Forderungen zu seiner Zeit wider die Grofsherzoglich-Badische und Herzoglich- und Fürstlich-Nassauische Höfe, und in so fern er sich mit den Erklärungen des Königl. Preufsischen und Grofsherzoglich Hessischen Hofes zu beruhigen nicht gemeint seyn sollte, auch wider letztgedachte Höfe, in foro competenti rechtlicher Ordnung nach ein- und auszuführen; und was endlich

Art. III. die von der Grofsherzoglich-Hessischen Gesandtschaft unterm 18ten Januar wiederholt nachgesuchte Anerkennung der ursprünglichen Liquidität der im §. 9. des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom 25ten Februar 1803, dem damaligen Herzoglichen Hause Mecklenburg-Schwerin angewiesenen, im Jahr 1811 dem Grofsherzoglich-Hessischen Hofe cedirten, und von diesem im Jahr 1812 in eine mit Frankreich vorgewesene Unterhandlung und Abrechnung mit aufgenommenen immerwährenden Renten betrifft, des Herrn Grofsherzogs zu Hessen Königliche Hoheit auf den Commissions-Beschlufs vom 23ten October vorigen Jahrs verwiesen werden.

Von Rechtswegen.

Wien den 26ten März 1816.

C. Fr. von Pufendorf,
vormaliger Kaiserlicher Reichshofrath, m. p.
A. K. Fr. Bartenstein,
vormaliger Kaiserlicher Reichshofrath, m. p.
F. C. Fr. von Gärtner,
vormaliger Kaiserlicher Reichshofrath, m. p.
C. F. C Stadermacher,
K. K. Hofrath, m. p.
F. J. v. Breuning,
K. K. Hofrath, m. p.

30.

30.

Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Prinze de Schwarzbourg-Sondershausen pour régler leurs rapports respectifs, signé le 15 Juin 1816.

1816
15 Juin.

(*Gesetzsammlung für die Preussischen Staaten.* Anfang 1818. p. 71-74.)

Seine Königl. Majestät von Preussen, welche in Folge des 15ten, 18ten und 118ten Artikels der am 9ten Junius 1815 auf dem Congresse zu Wien abgeschlossenen Acte in alle diejenigen Rechte getreten sind, die bis dahin der Krone Sachsen gegen das Fürstliche Haus Schwarzburg und dessen Besitzungen zugestanden, und Se. Durchl. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen beiderseits geneigt, Ihre Verhältnisse einfacher und bestimmter als bisher zu ordnen, haben zu diesem Zwecke Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

S. M. der König von Preussen, den wirklichen Geheimen Legationsrath, Sectionschef, Ritter mehrerer Orden, Herrn Johann Ludwig von Jordan, und den Geheimen Legationsrath und Ritter mehrerer Orden, Herrn Johann Gottfried Hoffmann; und S. Durchl. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen den Geheimen Rath, Canzler und Consistorial-Präsidenten Ludwig Wilhelm Adolph von Weise, und den Vice-Kammer-Präsidenten und Kammerjunker Carl Friedrich Wilhelm von Weise, welche, nach Auswechselung ihrer in guter Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel sich vereinigt haben.

Art. I. Se. Durchl. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen leisten für immer Verzicht zu Gunsten S. M. des Königs von Preussen:

Renonciations de la part de Sondershausen.

1. auf alle lehnsherrliche Rechte und Einkünfte, welche Sie bisher allein oder in Gemeinschaft in dem Umfang des Preussischen Staates, so wie er nach Abschluss des gegenwärtigen Tractats begrenzt seyn wird, besessen, erhoben, oder sonst behauptet haben, wie auch

1816 auch auf alle Ansprüche, welche Ihnen etwa auf die Salzquellen zu Artern zustehen möchten. Das Privateigenthum an Waldungen, Wiesen und andern Grundstücken, welche S. Durchl. der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen an verschiedenen Orten der Preussischen Staaten besitzen, wird jedoch nicht hiermit abgetreten, sondern bleibt Fürstliches Eigenthum unter Preussischer Hoheit mit Befreiung von ordentlichen Grundsteuern, so weit dieselbe bis hierher statt gefunden hat.

2. Auf die Landeshoheit und alle von derselben abhängenden Rechte und Einkünfte in den Amte Bodungen, den Gerichten Allersberg und Hainröden und der Ortschaft Utlerode; die Cameralgüter und Forsten im Amte Bodungen, sind in dieser Verzichtleistung nicht begriffen, und werden vielmehr nebst den davon abhängenden Domanialrechten und Nutzungen von Sr. Durchl. unter Preussischer Hoheit, und mit den Eigenschaften besessen werden, welche den am meisten privilegirten Allodial-Rittergütern in der Graffschaft Hohenstein, Preussischen Antheils, in der Regel zustehen, auch bleibt denselben die Befreiung von ordentlichen Grundsteuern in dem Maasse, in welchem sie bisher statt gefunden, ferner besonders vorbehalten.

3. Auf die Ortschaft Bruchstädt, mit allen Hoheits-, Eigenthums- und andern Rechten.

4. Auf alle Rechte und Einkünfte, die Ihnen in der Ortschaft Bothenheiligen und deren Zubehör zustehen.

S. M. der König von Preussen werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hierdurch zu Ihren Gunsten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit eben den Befugnissen und Verbindlichkeiten besitzen, womit sich dieselben zur Zeit im Besitze Sr. Durchl. des Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen befinden, und es kann und soll namentlich hierdurch den Rechten des Hauses Stollberg nichts entzogen werden.

Rénonciations de la part de la Prusse

Art. II. S. M. der König von Preussen verzichten dagegen zu Gunsten Sr. Durchl. des Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen:

1.

1. Auf alle Landeshoheits-, Oberherrlichkeits- und Lehnsrechte und Einkünfte, welche Sie bisher über das Amt Ebeleben, jedoch mit Ausnahme der Ortschaft Bothenheiligen und deren Zubehör, die sogenannten Recefsherrschaften, die der Gemeinde Wiedermut gehörige Holzung, Stockei genannt, und überhaupt in dem Umfange des Gebiets Sr. Durchl., so wie es nach Abschlufs dieses Tractats begrenzt seyn wird, besessen, erhoben, oder sonst behauptet haben; die Recefsgelder und die Jagd in der Stockei sind namentlich hierunter begriffen. 1816

2. Auf die Landeshoheits-, Lehns- und Eigenthumsrechte und Einkünfte, welche Sie in den Ortschaften Grofs-Furra und Beudeleben besitzen.

3. Auf das Eigenthum und die Einkünfte des in dem Schwarzburgischen Dorfe Alkersleben belegenen, zu der Erfurthschen Domainenverwaltung gehörigen Guts, und der innerhalb der Sondershäusischen Grenze gelegenen Besitzungen und Gefälle der vormaligen Probstei Gellingen, wie auch auf diejenigen Gefälle und Einkünfte, welche Ihr Collecturhof zu Nordhausen, das eingezogene Domstift und der Frauenberg ebendaselbst in denjenigen Ortschaften erheben, welche nach Abschlufs dieses Tractats unter der Landeshoheit Sr. Durchl. stehen werden. Auch soll die Steuerfreiheit der Fürstlichen Domaine zu Gerterode, so wie sie vor dem Tilsiter Frieden bestand, wieder hergestellt werden.

Se. Durchl. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hiermit zu Ihren Gunsten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit eben den Befugnissen und Verbindlichkeiten besitzen, womit sich dieselben zur Zeit im Besitze S. M. des Königs von Preufsen befinden, und es kann und soll namentlich auch hierdurch den Rechten des Hauses Stollberg nichts entzogen werden.

Art. III. Die Uebergabe der gegenseitig Artikel 1 und 2. abgetretenen Besitzungen, Rechte und Einkünfte geschieht am 1. Julius des gegenwärtigen Jahrs. Alle Vortheile und alle Lasten laufen von diesem Tage an, und mit Einschlufs desselben für Rechnung des neuen Inhabers. Alle früher fällige, aber bei den Einfassen noch rückständigen Gefälle, Abgaben, Dienste

Execution réciproque.

1816 ste und Leistungen aller Art, verbleiben dem neuen Besitzer, welcher gehalten ist, dagegen auch alle rückständige laufende Ausgaben zu übernehmen, ohne dafs über beides irgend eine Nachrechnung statt finden könnte. Die auf die abgetretenen Besitzungen, Rechte und Einkünfte Bezug habenden Registraturen und Papiere aller Art, sollen in der möglichst kürzesten Zeit, spätestens bis zum 1sten October laufenden Jahres übergeben werden.

Dettes; corporations

Art. IV. Mit den abgetretenen Districten und Ortschaften gehen blos die Localschulden und Lasten über. Sie treten ganz aufser Verbindung mit den Provinzen, Kreisen oder Aemtern, wovon sie gegenwärtig getrennt werden, und es können von beiden Seiten keine Nachforderungen wegen vormals gemeinschaftlichen Vermögens oder gemeinschaftlicher Schulden von den Provinzial-, Kreis- und Aemtercassen an die abgetretenen Districte und Ortschaften oder umgekehrt, erhoben werden. Seine Maj. der König von Preussen und S. D. der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen übernehmen jeder an Ihrem Theile diejenigen Stände, Behörden, Corporationen und Communen vollständig und nach aller Billigkeit zu entschädigen, welche durch diese Bestimmung erweislich verletzt seyn möchten. Milden und frommen Stiftungen verbleiben auf beiden Seiten die bisher bezogenen Gefälle und Einkünfte, und soll darin durch gegenwärtige gegenseitige Abtretung nichts verändert werden.

Officiers civils; pensionaires.

Art. V. Von beiden Seiten geht blos die Localdienerschaft an den neuen Landesherrn über; von den Pensionärs im Civil blos Unteroffizianten, im Militär blos solche Personen, die nicht Oberoffiziers-Rang haben und deren fester Wohnsitz eine der übergehenden Ortschaften ist. Sie verbleiben ungekränkt im Besitze ihrer bisherigen Rechte und Einkünfte. Sr. D. dem Fürsten wird frei stehen, bei denjenigen Oeconomie-Verwaltungen und Untergerichten, die Sie nach Artikel 1. Nr. 2. künftig unter Preufsischer Hoheit besitzen werden, auch in Ihrem Gebiet geborne oder naturalisirte Personen anzustellen, wenn sie sonst die allgemeinen gesetzlichen Eigenschaften zu Verwaltung ihres Dienstes haben. Militärs aller Grade, welche in den abgetretenen Districten und Ortschaften geboren sind,

find, sollen, wenn sie ihre Dienste bei dem bisherigen Landesherrn nicht fortsetzen wollen, auf ihr Ansuchen bis zu Ende des laufenden Jahres 1816 verabschiedet und in ihre Heimath entlassen werden. 1816

Art. VI. Da hiernach die Verhältnisse, in welchen Seine Durchl. der Fürst vormals gegen die Krone Sachsen, und in Folge derselben letztlich gegen den Preufsischen Staat standen, erst mit dem 1. Julius d. J. aufhören, so werden Sie die etwa noch rückständigen Recefsgelder, und etwa von Ihnen eingehobenen, aber recefsmäfsig Preufsen zuständigen Steuern und Abgaben bis zu gedachtem Termine annoch an die Regierungs-Hauptcasse zu Merseburg abtragen lassen. Das Quantum dieser Rückstände soll sofort von in Berlin zusammentretenden Commissarien berechnet, und der gedachten Casse eine Anweisung, wie viel sie überhaupt noch zu fordern hat, zugestellt werden. Die Zahlung wird dergestalt erfolgen, dafs binnen Jahresfrist alles berichtigt seyn wird. Arriérés

Art. VII. S. D. der Fürst verpflichten sich, denjenigen Maafsregeln für Ihre Lande beyzutreten, welche wegen des gemeinschaftlichen militärischen Interesse der Gegenden zwischen der Saale und Werre in gemeinsamer Uebereinkunft mit den daselbst angesessenen Mitgliedern des deutschen Bundes überhaupt beschlossen werden möchten. Sie werden dagegen auch Antheil an derjenigen Auseinandersetzung nehmen, welche über die gemeinschaftlichen Verwendungen der Norddeutschen Fürsten, wegen der kriegerischen Ereignisse in den Jahren 1805 und 1806 erfolgen wird. Arrangemens militaires.

Art. VIII. S. M. der König und S. Durchl. der Fürst versichern einander gegenseitig die freye und unbeschwerte Durchfuhr der Militäreffecten, des Salzes, des Getraides, aller Brennmaterialien, des Zimmerholzes, des Kalkes und aller Steine, wie auch der Erzeugnisse Ihrer Berg- und Hüttenwerke. Diese Durchfuhr kann jedoch nur auf offener Landstrafse und unter Beobachtung der allgemeinen finanziellen und polizeilichen Vorschriften, zu welchen letzteren auch die Erlegung blofser Wege- und Brückengelder gehört, erfolgen. Libre transit.

Art.

1816

Droit de reversion.

Art. IX. Sr. M. dem Könige von Preußen verbleibt nach Abgang aller zur Lehnsfolge nach der bisherigen Verfassung berechtigten, das Heimfallsrecht in demselben Maafse ausdrücklich vorbehalten, in welchem es vor Abschlufs des gegenwärtigen Tractats bestanden hat.

Consentement au traité avec Rudolstadt.

Art. X. S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen verpflichtet Sich, die agnatische Einwilligung für Sich und Ihre Nachfolger zu demjenigen Staatsvertrage zu ertheilen, welcher gleichzeitig zwischen S. M. dem Könige von Preufsen und S. D. dem Fürsten zu Schwarzburg-Rudolstadt zu gleichem Zwecke abgeschlossen werden soll. Dieser Staatsvertrag wird defshalb Ihren Bevollmächtigten gleich nach erfolgter Unterzeichnung mitgetheilt werden, und die Einwilligung wird hierauf noch vor Auswechselung der Ratificationen erfolgen.

Ratification.

Art. XI. Gegenwärtiger Tractat wird von S. M. dem Könige, und S. D. dem Fürsten ratificirt, und die Ratificationen binnen vierzehn Tagen nach der Unterzeichnung ausgewechselt werden.

Des zu Urkund haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtigen Staatsvertrag unterzeichnet und mit Ihren Wappen besiegelt.

Berlin, den 15. Junius 1816.

(L. S.) Johann Ludwig von Jordan. (L. S.) Ludwig Wilhelm Adolph v. Weise.

(L. S.) Johann Gottfried Hoffmann. (L. S.) Carl Friedrich Wilhelm v. Weise.

Separat-Artikel.

Expectatives feodales

Art. I. S. M. der König von Preufsen, und S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen, sichern sich gegenseitig die Genehmigung derjenigen Lehnsexspectanzen zu, welche von Ihnen vor Unterzeichnung des untenbenannten Tractats auf durch denselben abgetretene Gegenstände ertheilt worden seyn möchten.

Jurisdiction; droits constitutionnels.

Art. II. Den vormaligen Recefsherrschaften und denjenigen Districten, Ortschaften und Personen, welche in

in Folge dieses Tractats, aus Königlich-Preussischer Landeshoheit unter Fürstlich-Schwarzburgischer Landeshoheit übergehen, behalten beide paciscirende Theile vorläufig noch die oberste und letzte Instanz in Civil- und Criminalfällen bey den Königlichen Preussischen Obergerichten auf so lange vor, bis ein nach Artikel 12. der deutschen Bundesacte vom 8. Junius 18.. gebildeter oberster Gerichtshof auch für die Fürstlich-Schwarzburgischen Länder eingerichtet und in Thätigkeit getreten seyn wird, worauf alsdann dieses interimistische Verhältniss gänzlich aufhören, und die Gerichtsbarkeit in letzter Instanz ohne Ausnahme an gedachten Gerichtshof übergehen wird. S. K. M. bestimmen zu dieser interimistischen Instanz Ihr geheimes Obertribunal, und werden denselben desshalb Auftrag machen. Auch versprechen S. D. der Fürst ausdrücklich, den von Ihnen durch gegenwärtigen Tractat neu erworbenen Unterthanen, bey der für Ihren Staat in Gemässheit des 13. Artikels der Bundesacte zu errichtenden ständischen Verfassung, Befugnisse beyzulegen, welche wesentlich, der verschiedenen Lage gemäss, denjenigen gleichgeltend sind, die sie, wenn sie Preussische Unterthanen geblieben wären, in Rücksicht der ständischen Verfassung erhalten haben würden. 1816

Diese Artikel sollen ratificirt auch so angesehen werden, als ob sie Wort für Wort, dem heute zwischen S. M. dem Könige von Preussen und S. D. dem Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen, wegen einfacherer und bestimmterer Anordnung der zwischen Ihnen bisher bestandenen Verhältnisse abgeschlossenen Tractate einverbleibt wären.

Des zu Urkund haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die Separat-Artikel unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

Berlin, den 15. Junius 1816.

(L. S.) Johann Ludwig von Jordan. (L. S.) Ludwig Wilhelm Adolph v. Weise.

(L. S.) Johann Gottfried Hoffmann. (L. S.) Carl Friedrich Wilhelm v. Weise.

31.

31.

1816 19 Juin. *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Prince de Schwarzbourg-Rudolstadt pour régler leurs rapports respectifs; signé le 19 Juin 1816.*

(*Gesetzsammlung für die K. Preussischen Staaten.* Anfang 1818. p. 74-77.)

S. M. der König von Preussen, welche in Folge des 15ten, 18ten und 118ten Artikels der am 9. Junius 1815. auf dem Congresse zu Wien abgeschlossenen Acte, in alle diejenigen Rechte getreten sind, die bis dahin der Krone Sachsen gegen das Fürstliche Haus Schwarzburg und dessen Besitzungen zustanden, und S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt, beiderseits geneigt Ihre Verhältnisse einfacher und bestimmter als bisher zu ordnen, haben zu diesem Zwecke Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine M. der König von Preussen, den wirklichen geheimen Legationsrath, Sectionschef und Ritter mehrerer Orden, Herrn Johann Ludwig von Jordan, und den geheimen Legationsrath und Ritter mehrerer Orden, Herrn Johann Gottfried Hoffmann; und

S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt, den Kanzler und Consistorialpräsidenten, Grosskreuz des Grossherzoglich-Badenschen Ordens der Treue, Herrn Freyherrn von Ketelhodt;

Welche, nach Auswechselung ihrer in guter Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel sich vereinigt haben.

Renonciation d. l. part de Schwarzburg-Rudolst.

Art. I. S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt, leisten für immer Verzicht zu Gunsten Seiner M. des Königs von Preussen:

1. Auf alle lehnherrlichen Rechte und Einkünfte, welche Sie bisher allein oder in Gemeinschaft in dem Umfange des Preussischen Staats, so wie er nach Abschluss des gegenwärtigen Tractats begrenzt seyn wird, besessen, erhoben oder sonst behauptet haben; wie

wie auf alle Anſprüche, welche Ihnen etwa auf die Salzquellen zu Artern zuſtehen möchten, und auf diejenigen Geld- und Naturaliengefälle, welche Ihre Kammer bisher aus den Aemtern Sachſenburg, Artern, Sangerhauſen und Roſsla bezogen hat. Das Privat-Eigenthum an Waldungen, Wieſen und anderen Grundſtücken, welches S. D. der Fürſt zu Schwarzburg-Rudolſtadt an verſchiedenen Orten der Preuſsiſchen Staaten, z. B. bey Uftrungen, Breitungen, Etzleben oder in anderen Orten beſitzen, wird jedoch hiermit nicht abgetreten, ſondern bleibt Fürſtliches Eigenthum unter Preuſsiſcher Hoheit, mit Befreyung von ordentlichen Grundſteuern, ſoweit dieſelbe bisher Statt gefunden hat. 1816

2. Auf die Ortſchaften Wohlkramshauſen, mit allen Hoheits-, Eigenthums- und anderen Rechten. Die in der Wohlkramshauſer Flur gelegenen, zu dem Fürſtlichen Vorwerke Strausberg gehörigen Wieſen ſind ein Privat-Eigenthum, auf welches die Beſtimmungen unter Nr. 1. dieſes Artikels Anwendung finden. Das in der Strausberger Flur gelegene Vorwerk Kirchberg bleibt unter Schwarzburgiſcher Hoheit.

S. M. der König von Preuſsen werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hierdurch zu Ihren Gunſten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit eben den Befugniſſen und Verbindlichkeiten beſitzen, womit ſich dieſelben zur Zeit im Beſitze S. D. des Fürſten zu Schwarzburg-Rudolſtadt befinden, und es kann und ſoll namentlich hierdurch den Rechten des Hauſes Stollberg nichts entzogen werden.

Renonciations d. l. p. de la Pruſſe.

Art. II. S. M. der König von Preuſsen verzichten dagegen zu Gunſten S. D. des Fürſten zu Schwarzburg-Rudolſtadt:

1. Auf alle Oberherrlichkeits-, Lehn- und andere Gerechtſame und Einkünfte, welche Sie bisher in den ſogenannten Receſsherrſchaften oder ſonſt in dem Umfange des Gebiets S. D., ſo wie es, nach Abſchluſs dieſes Tractats begrenzt ſeyn wird, beſeſſen, erhoben oder ſonſt behauptet haben. — Dieſer Verzicht bezieht ſich jedoch nicht auf die Aemter Heringen und Kelbra, welche vielmehr in ihren, bis zum Jahre 1806 Receſs- und Obſervanzmäſsig beſtandenen Verhältniſſen bleiben.

2.

1816 2. Auf die Landeshoheits-, Lehns- und Eigenthumsrechte und Einkünfte, welche zu der Probstei Göllingen gehören, und deren Gegenstand innerhalb der Rudolstädtischen Grenzen liegt; desgleichen auf die Landeshoheitlichen und anderen Rechte, über die der Fürstlich-Schwarzburgischen Rentkammer gehörigen Holzungen, der Hostienberg und das Feuerthal genannt, wie auch über die Fürstlich-Schwarzburgischen, in Günzerode wohnhaften Unterthanen zugehörigen, im Jahre 1810. in dem Bilsingslebner Steuer-Katafter nachträglich verzeichneten Grundstücken von Nr. 3574. bis 3853, worüber das Amt Sachsenburg die Gerichtsbarkeit theils ausgeübt, theils in Anspruch genommen hat.

3. Auf diejenigen Gefälle und Einkünfte, welche ihr Collecturhof zu Nordhausen, das eingezogene Stift Crucis ebendaselbst und das Klosteramt zu Dientenborn in denjenigen Ortschaften erheben, welche nach Abschlufs dieses Tractats unter der Landeshoheit S. D. stehen werden; wie auch auf die in dem Fürstlichen Gebiete, und zwar im Dorfe Ringleben gelegene, zu der Deutschen Ordenskommende Griffstät gehörige Hufe Land und die mit deren Besitz verbundenen Einkünfte und Gefälle.

S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hiermit zu Ihren Gunsten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit eben den Befugnissen und Verbindlichkeiten besitzen, womit Sich dieselben zur Zeit im Besitze S. M. des Königs von Preufsen befinden, und es kann und soll namentlich auch hierdurch den Rechten des Hauses Stollberg nichts entzogen werden.

Execution réciproque.

Art. III. Die Uebergabe der gegenseitig, Artikel 1. und 2. abgetretenen Besitzungen, Rechte und Einkünfte geschieht am 1sten Julius des gegenwärtigen Jahres. Alle Vortheile und alle Lasten laufen von diesem Tage an und mit Einschlufs desselben für Rechnung des neuen Inhabers. Alle früher fällige, aber bey den Einfallen noch rückständige Gefälle, Abgaben, Dienste und Leistungen aller Art verbleiben dem neuen Besitzer, welcher gehalten ist, dagegen auch alle rückständige laufende Ausgaben zu übernehmen, ohne dafs über beides irgend eine Nachrech-

rechnung Statt finden könnte. Die auf die abgetretenen Besitzungen, Rechte und Einkünfte Bezug habenden Registraturen und Papiere aller Art, sollen in der möglichst kürzesten Zeit, spätestens bis zum 1. October des laufenden Jahrs übergeben werden. 1816

Art. IV. Mit den abgetretenen Districten und Ortschaften gehen bloss die Localschulden und Lasten über. Sie treten ganz ausser Verbindung mit den Provinzen, Kreisen oder Aemtern, wovon sie gegenwärtig getrennt werden, und es können von beiden Seiten keine Nachforderungen wegen vormals gemeinschaftlichen Vermögens, gemeinschaftlicher Schulden oder Provinzial-, Kreis- und Aemterkassen an die abgetretenen Districte und Ortschaften, oder umgekehrt erhoben werden. Dettes; Corporations.

S. M. der König von Preussen und S. D. der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt übernehmen Jeder an Ihrem Theile, diejenigen Stände, Behörden, Corporationen und Communen vollständig und nach aller Billigkeit zu entschädigen, welche durch diese Bestimmung erweislich verletzt seyn möchten. Milden und frommen Stiftungen verbleiben auf beiden Seiten die bisher bezogenen Gefälle und Einkünfte, und soll darin durch gegenwärtige gegenseitige Abtretungen nichts verändert werden.

Art. V. Die in den, nach gegenwärtigem Vertrage, abgetretenen Ortschaften vorhandenen herrschaftlichen Diener, verbleiben in ungekränktem Besitze ihrer bisherigen Rechte und Einkünfte. Auch soll kein Eingeborner derselben verpflichtet werden, Dienste bey dem vormaligen Landesherrn wider seinen Willen länger als bis zum Ende des laufenden Jahrs fortzusetzen. Officiers civils.

Art. VI. S. D. werden die rückständigen Recessgelder bis zum 1. Julius l. J. bezahlen lassen, da von diesem Termine ab erst die Verpflichtung zu Zahlung derselben, nach Artikel 2. Nr. 1. aufhört. Arriérés

Art. VII. S. D. der Fürst verpflichten Sich, denjenigen Maasregeln für Ihre Lande beyzutreten, welche wegen des gemeinschaftlichen militärischen Interesse der Gegenden zwischen der Saale und Werra, in gemeinsamer Uebereinkunft mit den daselbst angesessenen Mitgliedern des Deutschen Bundes überhaupt beschlossen Arrangemens militaires.

1816 sen werden möchten. Sie werden dagegen auch Antheil an derjenigen Auseinandersetzung nehmen, welche über die gemeinschaftlichen Verwendungen der Norddeutschen Fürsten wegen der kriegerischen Ereignisse in den Jahren 1805 und 1806. erfolgen wird.

Libre transit. ART. VIII. S. M. der König und S. D. der Fürst versichern einander gegenseitig die freye und unbeschwerte Durchfuhr der Militäreffecten, des Salzes, des Getraides, aller Brennmaterialien, des Zimmerholzes, des Kalks und aller Steine, wie auch der Erzengnisse ihrer Berg- und Hüttenwerke. Diese Durchfuhr kann jedoch nur auf offener Landstrafse und unter Beobachtung der allgemeinen finanziellen und polizeylichen Vorschriften, zu welchen letzteren auch die Erlegung bloſser Wege- und Brückengelder gehört, erfolgen.

Droit de reversion. ART. IX. S. M. dem Könige von Preufsen verbleibt, nach Abgang aller zur Lehnsfolge, nach der bisherigen Verfassung. Berechtigten, das Heimfallsrecht in demselben Maaſse ausdrücklich vorbehalten, in welchem es vor Abschluſs des gegenwärtigen Tractats bestanden hat.

Consentement au traite avec Sondershausen. ART. X. S. D. der Fürst zu Schwarzburg Rudolstadt verpflichten Sich, die agnatische Einwilligung für Sich und Ihre Nachfolger zu demjenigen Staatsvertrage zu ertheilen, welcher gleichzeitig zwischen S. M. der König von Preufsen, und S. D. dem Fursten zu Schwarzburg-Sondershausen, zu gleichem Zwecke abgeschlossen wird. Dieser Staatsvertrag wird deshalb Ihren Bevollmächtigten gleich nach erfolgter Unterzeichnung mitgetheilt werden, und die Einwilligung wird hierauf noch vor Auswechselung der Ratificationen erfolgen.

Ratification. ART. XI. Gegenwärtiger Tractat wird von S. M. dem Könige und S. D. dem Fürsten ratificirt, und die Ratificationen binnen vierzehn Tagen nach der Unterzeichnung ausgewechselt werden.

Des zu Urkund haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtigen Staatsvertrag unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

Geschehen zu Berlin, den 19. Juni 1816.

(L. S.) JOH. LUDWIG v. JORDAN. (L. S.) FRIED. WILH. *Freyh.* v. KETELHODT.

(L. S.) JOH. GOTTFRIED HOFFMANN.

32.

Convention entre les commissaires d'Autriche et de Prusse au sujet de la cession à la Prusse d'une partie de l'anain Departement de la Saar, en execution de l'art 51. de l'acte du Congrès de Vienne et de l'art. 6. du Protocole du 3 Nov. 1815, signée à Worms le 1 Juillet 1816. 1816 1 Juill.

(Copie manuscrite sûre.)

Nachdem in Gemäfsheit des Art. 6. der zu Paris am 3. November 1815. zwischen den alliirten Mächten hinsichtlich der Territorial-Ausgleichungen getroffenen Uebereinkunft, die vermöge des Art. 51. der Congrefs-Acte Sr. K. K. Majestät zugewiesenen Landes-Bezirke im ehemaligen Saar-Departement nun an die Krone Preufsen übergehen sollen, und wegen deren Uebernahme zwischen den von den beiderseitigen Höfen in Beziehung auf die noch vorzunehmenden Territorial-Ausgleichungen bevollmächtigten Commissarien und Ministern dem K. K. Oesterr. Hrn. geheimen Rath Freyherrn von Wessenberg und dem Königl. Preufsischen Hrn. Staatsminister Freyherrn von Humboldt bereits eine vorläufige Uebereinkunft mit Festsetzung einiger allgemeinen Bestimmungen zu Frankfurt am 28. Juni abgeschlossen worden ist; so sind um diese Uebergabe und Uebernahme insbesondere in Ansehung der im ehemaligen Saar-Departement gelegenen Bezirke nun wirklich zu vollführen und deshalb die erforderlichen näheren Bestimmungen zu treffen, die hierzu ernannten Commissarien, nämlich von Seiten des Königl. Preufsischen Hofes der Director der Königlichen Regierung zum Coblenz 1sten Abtheilung, Ritter des rothen Adler-Ordens 3ter Classe, Freyherr von Schmitz-Grollenburg als Uebernahms-Commissär und von Seiten des Kaiserl. Oesterr. Hofes der K. K. wirkliche Hofrath und Commandeur des Königl. Baierschen Civil-Verdienst-Ordens Wilhelm von Drostdick als Uebergabs-

1816 Commissär heute am 1. Juli 1816. zusammengetreten und nach Auswechselung ihrer beiderseitigen Vollmachten, von welchen vidimirte Abschriften zu den Acten genommen worden, hat der K. K. Oesterr. Hr. Uebergabs-Commissär erklärt, dass er Kraft seiner Vollmacht die im Art. 6. der zu Paris am 3. Novemb. 181‹ zwischen den alliirten Mächten hinsichtlich der Territorial-Ausgleichungen getroffene Uebereinkunft Sr. K. K. Majestät zugewiesenen Landesbezirke im ehemaligen Saar-Departement nämlich die Cantone Saarburg, Merzig, Wadern, Tholey, Ottweiler, den von Frankreich im Jahr 1814 abgetretenen Theil des Cantons Lohbach, die Reste der Cantone Lonz (einschliesslich die ehemals zum Wälder-Departement gehörenden Parzellen auf dem rechten Mosel-Ufer) Hermeskeil und Birkenfeld, so wie der Cantone Baumholder und Grumbach, letzterer mit Ausnahme der Ortschaften Eschenau und St. Julia, ferner den Canton St. Wendel mit Ausnahme der Ortschaften Saal. Niederkirchen, Bubach, Marth, Hof und Osterbrücken, endlich die vorher zum Canton Cusel gehörigen Ortschaften Schwarzerden, Reichweiler, Pfeffelbach, Ruthweiler, Burge und Thal Lichtenberg mit allen Rechten und Gerechtsamen in derselben Art und in demselben Umfang, wie solche von Sr. K. K. O. Maj. bisher besessen waren, ohne allen Vorbehalt an den Königl. Preussisch. Herrn Uebergabs-Commissär hiermit förmlich übergeben und überlassen, daher auch nunmehr im Namen Sr. Maj. des Kaisers alle Staats-Diener und Unterthanen der übergebenen Länder aller gegen den bisherigen Souverän gehabten Pflichten entbinde und entlasse.

Hierauf hat der Königl. Preussische Hr. Uebernahms-Commissär erklärt, dass er Kraft seiner Vollmacht die ihm übergebenen Länder, so wie sie ihm übergeben worden sind, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preussen übernehmen und selbe, so wie deren Einwohner als nunmehr von Sr. Maj. dem König von Preussen mit voller Souveränität übergegangen, ·kenne.

Beide Commissarien haben hierauf sogleich hierüber öffentliche Kundmachungen erlassen, und zur Anschlagung an alle Gemeinden ausgesendet, womit

also

alſo dem Art. 6. der Pariſer Convention vom 3. Nov. 1815. nunmehr gänzlich Genüge geleiſtet worden iſt. 1816

Da jedoch mit dieſer im Allgemeinen und in der erſten Weſenheit bereits wirklich vollzogenen Uebergabe noch mehrere zu treffende beſondern Verfügungen in einem engen Zuſammenhange ſtehen, und die hierüber am 20. Juni in Anſehung der im ehemaligen Saar-Departement zu übergebenden Bezirke geſchloſſene vorläufige Uebereinkunft mehrere genauere Beſtimmungen erfordert, ſo haben die beyden Commiſſarien noch folgende Puncte näher beſprochen und darüber im gemeinſchaftlichen Einverſtändniſſe Beſchlüſſe gefaſst.

Art. I. Alle in den übergebenen Bezirken vom 1. May 1816. an, erwachſenen Landes-Einkünfte fallen ganz der Krone Preuſsen zu, dagegen behält der Herr Uebergabs-Commiſſär ſeinem Allerhöchſten Hofe alle Anſprüche auf die Landes-Einkünfte von der früheren Periode bis 30 April d. J. bevor. Revenus depuis le 1 Mai 1816.

Art. II. Die in der Oeſterr. Central-Caſſe vorhandenen Gelder aus den Kreiſen Ottweiler und Birkenfeld verbleiben auch in ſofern ſie von Einkünften, die ſeit dem 1. May d. J. erwachſen ſind, herrühren, der Oeſterreichiſchen Regierung auf Abſchlag der einzubringenden Rückſtände gegen weitere Verrechnung und gegen die Verbindlichkeit daraus noch die unberichtigten Beſoldungen und Penſionen vom 2ten Quartal d. J. zu bezahlen. Die vorhandenen Reſte des Kriegsfonds aber ſollen, da dieſe Gelder eigentlich dem Lande als ein zur Bezahlung der Landes-Kriegs-Schulden beſtimmter Fonds gewidmet waren, unter die Kreiſe Ottweiler und Birkenfeld nach dem Maaſsſtabe der von dieſen Kreiſen hiezu in Gemäſsheit der in der Verordnung vom 4. Decbr. 1815. Amtsblatt Nr. 54. feſtgeſetzten von denſelben geleiſteten Beyträge vertheilt und den Kreis-Caſſen zugeſendet werden, jedoch unbeſchadet der Anſprüche auf Rückerſatz, welche der Oeſterr. Hof auf die auch aus der Staats-Caſſe hiezu gemachten Vorſchüſſe haben könnte. Es wird hierüber von Oeſterreichiſcher Seite die Anweiſung der an die hieſige Central-Caſſe zur dienſtfälligen Zahlung an die Kreis-Caſſen von Ottweiler und Birkenfeld ſogleich erlaſſen. Caiſſe centrale d'Autr.

1816 Art. III. Die in den übergebenen Bezirken am 30. April noch unverkauft gebliebenen Staatsvorräthe an Bergwerks-Producten und Holz, von letzterem jedoch insofern es sich noch am Stamm befindet, nur jenes, welches in den genehmigten Hauungs-Vorschlägen zum heurigen Verkaufe bereits bestimmt war, wenn ein solches noch vorhanden seyn sollte, verbleiben der Oesterr. Regierung, welche die Befugniss hat, während drey Monaten, also bis 1. October d. J. die ihr von den Einkünften der abgetretenen Landes-Bezirke zukommenden Vorräthe aller Art, insofern sie Staats und kein Communal Eigenthum sind, zu verkaufen, oder frey von allen Abgaben ausführen zu lassen. Es sollen von Königl. Preuss. Seite, binnen 14 Tage genaue Ausweise über den Stand jener Vorräthe am 30. April und die Veränderung mit selben seitdem eingetreten ist, aufgenommen und der Oesterreichischen Commission mitgetheilt werden. Auch werden diese Vorräthe der Königlich Preussischen Regierung als eine Guthabung des Oesterr. Hofs gegen einen billigen Anschlag nach dem Werth, welche selbe nach dem Maasstabe der letzten Verkäufe haben, und nach Abzug von 10 pr. Ct. für Regiekosten überlassen, worüber man sich vorbehält, noch bis Ende Jul. ein besonderes Uebereinkommen zu treffen. Sollte diess Uebereinkommen bis dahin aber nicht zu Stande gebracht werden, so sollen die dem Oesterr. Hofe zum Verkauf oder zur freyen Ausfuhr verstatteten 3 Monate vom 1. Aug. an, also bis 1. Novbr. gerechnet werden, und den Oesterr. Commissarien in dieser Hinsicht alle zur weitern Disposition mit diesen Vorräthen nothwendigen amtlichen Einwirkungen verstattet seyn.

Produits non vendus.

Art. IV. Die von den in den übergebenen Bezirken verkauften, aber noch nicht bezahlter Hölzer, vorhandenen Holzwechsel, werden von Oesterr. Seite nach einem darüber aufzunehmenden besondern Protocoll dem Königl. Preuss. Hofe übergeben, welcher sich dagegen verbindet, den ganzen Betrag derselben dem Kaiserl. Oesterr. Hofe bey den weiter bevorstehenden Liquidationen zu Gute zu nehmen.

Bois.

Art. V. Dem Kaiserl. Oesterr. Hofe bleiben für die früheren Perioden vor dem 1. May d. J. ausser den gebührenden Rückständen, welche an Steuern oder

Arrièrés reservés à l'Autr.

oder Domanial Gefällen bey einzelnen Parteyen, noch aushaften, oder welche von zurückgebliebenen Staats-Vorräthen herrühren, auch noch weitere Ansprüche bevor: 1816

a) Auf die Wiedererstattung von Vorschüssen, welche auf Rechnung des Landes, oder des nachfolgenden Landesherrn aus der Staats-Casse und dem Staats-Vermögen überhaupt gemacht wurden.

b) Auf Guthabungen von auswärtigen Regierungen, die erst später eingebracht worden, als z. B. bey der Liquidation mit Frankreich und den Liquidationen mit andern Regierungen und Hofen für genossene Truppen-Verpflegung.

Arriérés pour compte de la Prusse.

Art. VI. Nach geschehener Uebergabe hat die in den übergebenen Bezirken eintretenden K. Preuss. Regierung ausser den seit dem 1. May neu erwachsenen Einkünften, auch die aus der früheren Periode vor dem 1. May nach rückständigen Gelder zu beziehen, so wie die rückständigen Ausgaben für Rechnung von Oesterreich aus diesen einzunehmenden Rückständen zu berichtigen. Die K. Preuss. Regierung verbindet sich, die Beytreibung aller Rückstände, insofern nicht einige derselben durch wirklichen Zahlungs-Unfähigkeit der Parteyen uneinbringlich wären, so wie die Verrechnung darüber gegen die Kaiserl. Oesterr. Regierung binnen 3 Monaten nach geschehener Uebergabe, also bis zum 1. Octobr. zu beendigen, wogegen sich die Oesterr. Regierung verpflichtet, alle, die seit dem 16. Juni 1814 erlaufenen, aber noch nicht befriedigten Verwaltungs-Auslagen ebenfalls innerhalb 3 Monaten, binnen welcher selbe auch angefordert werden müssen, festzustellen, und zu vergüten. Diese Verpflichtung der K. K. Oesterr. Regierung hat sich auch auf rückständige Ausgaben von der Zeit der franz. Regierung, zu erstrecken, insofern die dafür nach französ. Gesetzen zugewiesenen Fonds von der Oesterr. Regierung ganz oder zum Theil wirklich bezogen worden sind und es solche Forderungen betrifft, wegen welcher nach den mit Frankreich bestehenden Staats-Verträgen von den Jahren 1814 und 1815. keine Reclamationen gegen Frankreich mehr statt finden.

Arriérés communs.

Art. VII. Da nach der geschehenen Uebergabe ohnehin eine solche Absonderung der finanziellen Verwaltung

1816 waltung eintrit, dafs die neue K. Preufs. Verwaltung der übergebenen Bezirke in ihre Caffen nur das, was von ihrem Gebiete an laufenden Ertrage oder an Rückftand eingeht, bezieht, fo wird es nur in Anfehung jener Ausgaben die früher den übrigen damit vereinigt gewefenen Landesbezirken am linken Rheinufer gemeinfchaftlich waren, und fo lange fie zum Theil auch noch ferner gemeinfchaftlich bleiben, nothwendig den Maafsftab der Beytrags-Pflicht jeden Theils feftzufetzen. In diefer Abficht vereinigten fich die beiden Commiffarien zu folgenden Grundfätzen:

a) Bey Befoldungen von Beamten eines in nur mehr verfchiedenen Gebieten fich erftreckenden Bezirkes wäre die Quote nach dem Verhältnifs der Seelenzahl der Bezirkstheile zu bemeffen.

b) bey Penfioniften hätte ihr dermaliger Wohnfitz zu entfcheiden,

c) die Verköftigung der Gefangenen in den Strafhäufern träfe für Eingeborne aus dem bisherigen Adminiftrations Bezirke jene Macht, welcher der Geburts-Ort zufällt, für Ausländer jene Macht, in deren Gebiet fich das Tribunal befindet, welches die Unterfuchung gepflogen und die Abtheilung veranlafst hat.

Dettes de la guerre. Art. VIII. Die Liquidation des gefammten Kriegs-Schuldwefens, wozu auch die Vollendung der Magazin-Rechnungen gehört, für die ganze frühere Periode der gemeinfchaftlichen Adminiftration, foll in Gemäfsheit der zwifchen Oefterreich und Bayern getroffenen Uebereinkunft vom 1. May binnen längftens 3 Monaten vom 1. May an gerechnet, fowohl in Abficht auf Berichtigung von unbezahlten Poften, auf nachträgliche Gleichftellung einzelner Bezirke des ehemaligen gemeinfchaftlichen Adminiftrations Bezirks unter fich, und auf Rückerfatz für Vorfchüffe aus der Staats-Caffe vollendet werden. Zu diefem Behufe wird es der K. Preufs. Regierung freyftehen, zu der diefsfälligen bereits aufgeftellten Liquidations-Commiffion einen Commiffär abzuordnen, fo wie überhaupt die künftigen Verhältniffe diefer Commisfion und die Art der gänzlichen Beendigung ihres Gefchäfts, wenn diefe in dem feftgefetzten Termin bis Ende Jul. nicht mehr möglich werden follte, mit den

den Königl. Bayerſchen und Groſsherzogl. Heſſiſchen 1816
Höfen näher zu reguliren. Vor der Hand bleibt dieſe Commiſſion aber in ihrer bisherigen Form als eine gemeinſchaftliche Behörde auch bey den nun eintretenden Landes-Adminiſtrationen gleich untergeordnet.

Art. IX. Nachdem der Herr Uebernahms-Commiſſär in Anſehung der noch zu berichtigenden ältern Kriegsſchulden, insbeſondere bemerkt, daſs jene Lieferanten aus dem Saar-Departement, welche von den ehemaligen Oeſterr. und Bayriſchen gemeinſchaftlichen Landes-Adminiſtration mit Anweiſungen auf verfallene Domainen-Kaufſchillinge befriedigt worden ſind, ſo wird auf geäuſsertes Verlangen die Zuſicherungen Oeſterr. Seite gegeben. im Falle nicht doch durch weitere Rückſprache mit der Königl. Preuſs. Regierung eine Anerkennung jener Anweiſungen noch erwirkt werden ſollte, ſich zu verwenden, daſs im Wege der aufgeſtellten gemeinſchaftlichen Liquidations-Commiſſion die Bezahlung jener Lieferanten erwirkt werde.

Créances de fournisseurs.

Art. X. Alle am 1. May d. J. in den abgetretenen Landes-Bezirken angeſtellt geweſenen oder ſeitdem auf damals beſtandenen Dienſt-Plätze angeſtellten Beamten ſo wie die vom ehemaligen Kreis-Gericht zu Cuſel jenem zu St. Wendel zugetheilten Individuen übernimmt die K. Preuſs. Regierung. Die Central-Diener insbeſondere, welche theils am 1. May ſchon beſtanden haben, theils ſeitdem auf erledigte Plätze angeſtellt worden ſind, und zu welchen auch die Offiziere der ehemaligen Mittel Rheinl. Landwehr zu nehmen ſind, werden von K. Preuſs. Seite in Gemäſsheit der im Art. 11. die Uebereinkunft vom 1. May zwiſchen Oeſterreich und Bayern getroffenen Beſtimmung dergeſtalt, daſs bey einer Vertheilung derſelben das Verhältniſs des directen Steuer-Ertrags als der feſtteſte Maaſsſtaab gelten ſoll, um ſo mehr übernommen, als ſich aus der mit Bayern deshalb früher gepflogenen Verhandlung zeigt, daſs von Bayerſcher Seits bereits ein ungleich gröſserer Theil übernommen worden iſt, als dieſes Verhältniſs eigentlich mit ſich gebracht hätte. Nach dieſem Verhältniſſe wurde von den gegenwärtigen Centralbeamten $\frac{6}{21}$ den Königlich Preuſs. und $\frac{15}{21}$ den Groſsherzogl. Heſſiſchen

Employes.

1816 schen Hof treffen und es werden von den in der Beylage verzeichneten Central-Dienern hienach die in der 2ten Colonne aufgeführten Individuen von K. Preuſs. Seite übernommen. Auch fallen alle von Frankreich übernommenen Pensionisten, welche in den abgetretenen Bezirken ihren bisherigen Wohnsitz hatten, nunmehr der Königl. Preuſs. Regierung zur Last.

Archives.

Art. XI. Alle wegen der Uebergabe von Acten und zugehörigen Carten, Planen und Documenten in dem §. 14. der Uebereinkunft vom 1. May zwischen Oesterreich und Bayern von *a.* bis *d.* getroffenen Bestimmungen, welche also lauten:

a) Die Registraturen der untergeordneten bloſsen Local- und Bezirks-Behörden, verbleiben ganz jener Landes-Administration, in deren Gebiet der gröſste Theil des Bezirks dieser Behörden fällt, welche jedoch daraus in Beziehung auf davon abgerissenen Theile der Landes-Administration der letzteren die Special-Acten ganz zu verabfolgen, von den General-Acten aber die Einsicht und die Verfertigung von Abschriften oder Auszüge zu verstatten hat.

b) Die Registraturen der Central-Behörden, deren Wirkungskreis sich bisher auf das ganze nunmehr getheilte Land erstreckte, und zwar die Registraturen, welche die gemeinschaftliche Administration, sowohl hier in Worms als zum Theil auch in Frankenthal hatte, ferner die Registraturen aller ihr zugehörigen Central-Behörden nämlich: der Steuer- und Domainen-Directionen, des Ober-Forst-Amts, der Bergwerks-Inspection, der General-Casse, der Kriegsschulden, Liquidations-Commission, des Militär-Rechnungs-Bureau's, der Commission zur Liquidation der Forderungen an Frankreich, des Gensd'armerie-Commandanten, des Landwehr-Central-Ausschusses, des Appellations-Gerichts, der administrativen Justiz-Commission, des General-Consistoriums, der Schul-Inspection und des Medicinal-Collegiums, müssen, in sofern die künftigen hiesigen Landesherrn nicht etwa die Kriegsschulden-Liquidations-Commission gemeinschaftlich fortbestehen lassen wollen, nach den bereits erlassenen Anordnungen, so geschieden werden, daſs die Special-

cial-Acten für einzelne Orte oder Bezirke nach den die Gebieten, in welche der ganze bisherige Administrations-Bezirk zerfällt, abgesondert, die ihrer Natur nach untrennbaren General-Acten aber noch beysammen gelassen werden. 1816

c) Sobald die weiteren Landes-Uebergaben wirklich eintreten, somit die Oesterreichische Landes-Administration aufhört, und die K. Baiersche sich auf ihren eigentlichen Sitz nach Speyer begiebt, so werden die Letztern ausser den ihr Gebiet betreffenden und schon jetzt gleich aus folgenden Special-Acten in der Rücksicht, dass ihr der grösste Theil des hiesigen Landes zugefallen ist, und durch eine einstweilig blosse Deponirung und Verschliessung der Acten, der Geschäftsgang zu sehr gehemmt würde, denn auch die General-Acten nach der provisorischen Ausscheidung übergeben werden; jedoch bleibt den übrigen zwei noch in den Besitz von Landestheilen tretenden Regierungen von Preussen und Hessen-Darmstadt nicht nur der Mitgebrauch der General-Acten, die Einsicht derselben und die Verfertigung von Abschriften und Auszügen, sondern selbst eine weitere Revision und definitive Berichtigung der Acten-Ausscheidung durch ein aus Abgeordneten aller drei Höfe gebildeten Commission vorbehalten, welche binnen 3 Monaten nach den geschehenen Uebergaben der Länder ihre Arbeiten vollenden muss.

d) In der Erwartung, dass auch die andern zwei noch in den Landes-Besitz tretenden Höfe es vielleicht in ihrem Interesse finden dürften, die niedergesetzte Liquidations-Commission wegen Tilgung und Ausgleichung der Kriegsschulden, wie auch das mit der Vollendung der Magazin-Rechnungen, noch beschäftigte Militär-Rechnungs-Bureau gemeinschaftlich für den ganzen ehemaligen Administrations Bezirk noch ferner fortbestehen, und diese Central-Behörden ihren Sitz in Speyer nehmen zu lassen, wo auch die übrigen General-Acten vor der Hand sich hinterlegt befinden, werden dieser Commission auch die Special-Acten der übrigen noch zu übergebenden Landestheile provisorisch und unter dem Vorbehalt der Rechte der übrigen

zwei

1816 zwei Höfe für den Fall einer andern Disposition beygelassen,

werde auch von K. Preuss. Seite unter dem Vorbehalte des weiteren Einverständnisses mit dem Grossherzoglich Hessischen Hofe durchaus angenommen. Die bey der Oesterreich. Landes - Administration zu Worms seit dem ersten May ohnehin auch bereits für die der Krone Preussen zufallenden Bezirke abgesondert von jenen, die dem Grossherzogl. Hessischen Hofe zugedacht sind, geführten Protocolle und hinterlegten Acten werden sogleich dem K. Preuss. Herrn Uebernahms - Commissär übergeben.

Renseignemens à fournir.

Art. XII. Den Commissarien, welche von Kaiserl. Oesterr. Seite in hiesigen Landen noch wegen der Berichtigung aller Ansprüche und Forderungen die sich aus der früheren Verwaltung ergeben, zurückbleiben, wird der freye Zutritt zu den Registraturen und die Benutzung der übergebenen Acten auch zum eigenen Gebrauche, die Einholung von Auskünften von den Beamten der abgetretenen Bezirke, auf Verlangen auch die Mittheilung der Acten von fortlaufenden Verhandlungen, über die Berichtigung von Gegenständen der frühern Administration besonders in Ansehung der Arbeiten der Commissionen über das Kriegsschulden-Wesen und über die Forderungen an Frankreich zugestanden, und werden ihnen alle Aufklärungen und Unterstützungen, die sie deshalb verlangen, von der Königl. Preuss. Regierung verschafft werden.

Procès verbal du 2 Juin 1815.

Art. XIII. Die, wegen der vorigjährigen Uebergabe eines Landesbezirks an die Krone Preussen in dem zu Kreuznach am 2ten Juni v. J. abgeschlossenen Protocolle getroffenen Bestimmungen sollen, inso weit sie nicht durch gegenwärtige Uebereinkunft abgeändert worden sind, in voller Kraft verbleiben.

Ueber diese ganze Verhandlung wurde das gegenwärtige Protocoll aufgenommen, und von beider Theilen in vier gleichlautenden Exemplaren, deren zwei zum eigenen weitern Amts - Gebrauch der leiden Commissarien und zwei zur Einsendung an ihre beiderseitigen Höfe bestimmt sind, unterzeichnet.

Geschehen Worms, den ersten July 1816.

(*Gez.*) (L. S.) Schmitz - Grollenburg.
(L. S.) von Drossdick.

33.

Traité de commerce entre la Suède et les Etats Unis d'Amérique, signé à Stockholm le 4 Sept. 1816 ratifié le 24 Juillet 1818. 1816 4 Sept.

(*Journal de Francfort.* 1818. Nr. 305. 306. 311. 312.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi de Suède et de Norwège, et les Etats-Unis d'Amerique, également animés du désir sincère de maintenir et consolider les rations d'amitié et de commerce qui ont subsisté jusqu'ici entre les deux états, et étant convaincus qu'on ne sauroit mieux remplir cet objet qu'en établissant réciproquement le commerce entre les deux états sur la base salide de principes libéraux et équitables, également avantageux aux deux pays, ont nommé pour cet effet des plenipotentiaires, et les ont munis des pouvoirs nécessaires pour traiter et conclure en leur nom, savoir: S. M. le Roi de Suède et de Norwège, S. Exc. Mer. le comte Laurent d'Engeström, son ministre-d'état et des affaires étrangères, chancelier de l'université de Lund, chevalier-commandeur des ordres du Roi, chevalier de l'ordre du Roi Charles XIII., grand-croix des ordres de Saint-Etienne de Hongrie, de la Légion-d'Honneur de France, de l'Aigle-Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse; et Mer. le comte Adolphe George de Mörner, son conseiller-d'état, commandeur de l'ordre de l'Etoile-Polaire; et le président des Etats-Unis, M. Jonathan Russel, citoyen des dits Etats-Unis, et actuellement leur ministre plénipotentiaire, lesquels, après avoir produit et échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les pays de la domination de S. M. le Roi de Suède et de Norwège et des Etats-Unis d'Amérique. Les habitans de l'un des deux pays pourront avec toute sûreté pour leurs personnes, vaisseaux et cargaisons, aborder librement dans les ports, places et rivières du territoire de l'autre, partout où l'entrée est — Liberté de commerce.

1816 eſt permiſe aux vaiſſeaux des nations les plus favoriſées. Ils pourront s'y arrêter et réſider dans quelque partie que ce ſoit des dites territoires. Ils pourront y louer et occuper des maiſons et magaſins pour leur commerce, et généralement les négocians et trafiquans de chacune des deux nations jouiront chez l'autre de la plus entière ſécurité et protection pour les affaires de leur négoce, étant ſeulement tenus à ſe conformer aux lois et ordonnances des deux pays reſpectifs.

Droits; prohibitions. ART. II. Il ne ſera point impoſé de plus forts ou autres droits, impôts ou charges quelconques ſur l'impartation dans les états de S. M. le Roi de Suède et de Norwège des productions du ſol au des manufactures des Etats-Unis, ne ſur l'impartation dans les Etats-Unis des productions du ſol au des manufactures des pays de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, que ceux auxquels ſeroient aſſujétis les mêmes articles dans chacun des deux pays reſpectifs, ſi ces denrées étoient le produit du ſol au des manufactures de tout autre pays. Le même principe ſera auſſi obſervé pour l'exportation; en ſorte que, dans chacun des deux pays reſpectifs, les articles qui ſeront exportés pour l'autre ne pourront être chargés d'aucun droit, impôt ou charge quelconque plus fort ou autre que ceux auxquels ſeroient aſſujétis les mêmes articles, s'ils étoient exportés pour tout autre pays quelconque.

Il ne ſera non plus impoſé aucune prohibition ni ſur l'exportation ni ſur l'importation d'aucun article provenant du ſol ou des manufactures des pays de S. M. le Roi de Suède et de Norwège ou des Etats-Unis, dans ou hors des dits Etats-Unis, qui ne s'étende également à toutes les autres nations.

Les vaiſſeaux ſuédois ou norwègiens arrivant ſur leur leſt, ou important dans les Etats-Unis des produits du ſol ou de l'induſtrie nationale desdits états, ne ſeront tenus à payer, ni pour les vaiſſeaux, ni pour les cargaiſons, aucuns droits, impôts ou charges quelconques plus forts ou autres que ceux que paieroient dans le même cas les vaiſſeaux des Etats-Unis; et, vice verſa, les vaiſſeaux des Etats-Unis qui arrivent ſur leur leſt ou qui importent dans les états de la domination de S. M. le Roi de Suède et de Norwège des productions du ſol ou de l'induſtrie de ces pays, ne

ne payeront, ni pour les vaiſſeaux, ni pour les cargaiſons, aucuns droits, impôts ou charges quelconques autres ou plus forts que ceux qui ſeroient payés ſi ces mêmes étoient transportées par des vaiſſeaux ſuédois ou norwégiens reſpectivement. 1816

Ce qui eſt ſtatué ci-deſſus s'éntendra auſſi à la colonie ſuédoiſe de Saint-Barthélemy, tout par rapport aux droits et avantages dont les vaiſſeaux des Etats-Unis jouiront dans ſes ports que par rapport à ceux dont les vaiſſeaux de la colonie jouiront dans les ports des Etats-Unis, bien entendu que les propriétaires ſoient colons établis et naturaliſés à Saint-Barthélemy, et qu'ils y aient fait naturaliſer leurs vaiſſeaux.

Productions des Indes.

Art. III. S. M. le Roi de Suède et de Norwège conſent, que tous les articles, qui ſont le produit du ſol ou des manufactures des Indes occidentales, et dont l'entrée eſt permiſe dans des vaiſſeaux ſuédois ou norwègiens, ſoit que les marchandiſes viennent directement ou indirectement des dites Indes, puiſſent auſſi être importés dans ſes états, par des vaiſſeaux des Etats-Unis, et qu'alors il ne ſera payé, ni pour les cargaiſons, de droits, impôts ou charges quelconques, plus forts ou autres que ceux qui ſeroient payés par des vaiſſeaux ſuédois et norwègiens dans le même cas, avec une addition ſeulement de dix pour cent ſur les dits droits, impôts ou charges, et pas davantage.

Pour éviter tout méſentendu à cet égard, il eſt expreſſément déclaré que la dénomination d'Indes occidentales doit être priſe dans le ſens le plus étendu en y comprenant toute cette partie du monde, ſoit isle ou terre ferme, qui de tout tems a été appelée Indes occidentales, en oppoſition avec cette autre partie du monde, appelée Indes orientales.

Productions de la Baltique

Art. IV. De leur côté, les Etats-Unis d'Amérique conſentent à ce que tous les articles qui ſont les produits du ſol ou des manufactures qui bordent ou environnent la mer Baltique, et dont l'entrée eſt permiſe dans les pays des Etats-Unis, ſoit que ces denrées viennent directement ou indirectement de la Baltique, puiſſent auſſi être importés de même dans les Etats-Unis, par des vaiſſeaux ſuédois ou norwégiens, et que, alors il ne ſera payé, ni pour les dits vaiſſeaux, ni pour les cargaiſons, de droits, impôts ou charges

1816 charges quelconques plus forts, ou autres que ceux qui ſeroient payés par des vaiſſeaux des Etats-Unis, dans le même cas, avec une addition de 10 pour cent ſur les dits droits, impôts ou charges, et pas davantage.

Afin de prévenir toute incertitude à l'égard des droits, impôts ou charges quelconques que devroit payer un vaiſſeau appartenant aux citoyens ou ſujets de l'une des parties contractantes et arrivant dans les parts de l'autre avec une cargaiſon qui conſiſteroit en partie des produits du ſol ou des manufactures du pays auquel le vaiſſeau appartiendroit, et en partie de quelques autres marchandiſes dont l'importation eſt permiſe au dit vaiſſeau par les articles précédens, il eſt convenu, qu'en cas d'une cargaiſon ainſi mêlée, le dit vaiſſeau paiera toujours les droits, impôts ou charges ſuivant la nature de cette partie de la cargaiſon qui eſt ſujette aux plus gros droits, tout comme ſi le vaiſſeau n'eût apparté que cette ſeule eſpèce de marchandiſes.

Conſuls ART. V. Les hautes parties contractantes s'accordent mutuellement la faculté d'entretenir dans les parts et places de commerce l'un de l'autre, des conſuls, vice-conſuls, ou agens de commerce, qui jouiront de toute la protection et aſſiſtance néceſſaire pour remplir dûment leurs fonctions; mais il eſt ici expreſſément déclaré que, dans le cas d'une conduite illégale ou impropre envers les lois où le gouvernement du pays auquel il eſt envoyé, le conſul, vice-conſul ou agent, pourra ou être puni conformément aux lois, ou être uni hors de fonctions, ou renvoyé par le gouvernement offenſé, celui-ci, en donnant les raiſons à l'autre, bien entendu cependant que les archives et documens relatifs aux affaires du conſulat, ſeront à l'abri de toute recherche et devront être ſoigneuſement conſervés, étant mis ſous le ſcellé du dit conſul et de l'autorité de l'endroit où il aura réſidé.

Les conſuls ou leurs ſuppléans auront le droit comme tels de ſervir de juges et arbitres dans les différens qui pourroient s'élever entre les capitaines et les équipages des vaiſſeaux de la nation dont les affaires ſont confiées à leurs ſoins. Les gouvernemens reſpectifs n'auront le droit de ſe mêler de ces ſortes d'affaires, qu'en tant que la conduite des équipages

ou du capitaine troubleroit l'ordre et la tranquillité dans le pays où le vaiſſeau ſe trouve, ou que le conſul du lieu ſe verroit obligé d'appeler l'intervention et l'appui du pouvoir exécutif, pour faire reſpecter ou maintenir ſa déciſion; bien entendu que cette eſpèce de jugement ou d'arbitrage ne s'auroit pourtant priver les parties contendantes du droit qu'elles ont, à leur retour, de recourir aux autorités judiciaires de leur patrie. 1816

Art. VI. Afin de prévenir toute dispute ou incertitude, à l'égard de ce qui devra être réputé comme étant le produit du ſol ou des manufactures des parties contractantes, reſpectivement il eſt convenu, que ce qui aura été déſigné ou ſpécifié comme tel, dans l'expédition que le chef ou l'intendant de la douane aura d'année aux vaiſſeaux qui ſortiront des parts européens des états de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, ſera reconnu et admis comme tel dans les Etats-Unis; et que, de même, ce que le chef ou collecteur de la douane, dans les ports des Etats-Unis, aura déſigné et ſpécifié comme étant le produit du ſol ou des manufactures des Etats-Unis, ſera admis et reconnu comme tel dans les états de S. M. le Roi de Suède et de Norwège. Preuve de la qualité des productions.

La ſpécification ou déſignation d'année par le chef de la douane dans les colonies de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, et certifiée par le gouverneur de la colonie d'où l'exportation aura été faite, ſera regardée comme preuve ſuffiſante de l'origine des articles ainſi ſpécifiés ou déſignés, pour qu'ils ſoient admis à ce titre dans les ports des Etats-Unis.

Art. VIII. Les citoyens ou ſujets de l'une des parties contractantes, arrivant avec leurs vaiſſeaux à l'une des côtes appartenantes à l'autre, mais ne voulant par entrer dans le port, ou après y être entrés, ne voulant par décharges quelque partie de la cargaiſon, ou déranger quelque choſe du chargement, auront la liberté de partir et de pourſuivre leur voyage, ſans être en quelque ſorte moleſtés, ou obligés de rendre compte du contenu de la cargaiſon, et ſans payer d'autrer droits, impôts au charges quelconques pour les vaiſſeaux ou la cargaiſon que le droits de pilotage, quand on s'eſt ſervi d'un pilote, et ceux Tranſit.

pour

1816 pour le quayage ou pour l'entretien des fanaux, là où ces mêmes droits sont perçus sur les nationaux, dans le même cas. Bien entendu, cependant, que lorsque des vaisseaux appartenans aux citoyens ou sujets de l'une des parties contractantes, se trouveroient dans l'enceinte de la jurisdiction de l'autre, ils se conformeront aux réglemens et ordonnances concernant la navigation et les places ou ports dans lesquels on peut aborder, qui sont en vigueur à l'égard des nations les plus favorisées, et il sera permis aux officiers de douane dans les districts desquels lesdits vaisseaux se trouvent, de les visiter, de rester à bord, et de prendre telles précautions qui peuvent être nécessaires pour prevenir tout commerce illicite, pendant que les mêmes vaisseaux restent dans l'enceinte de cette même jurisdiction.

Décharge partielle.

Art. VIII. Il est convenu, que les vaisseaux de l'une des parties contractantes, étant entrés dans les ports de l'autre, ils pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison, selon que le capitaine ou propriétaire le désire, et qu'ils pourront s'en aller librement avec le reste de la cargaison, sans payer de droits; impôts ou charges quelconques, que pour la partie qui aura été mise à terre et qui sera marquée et biffée sur la liste ou le manifeste contenant l'enumération des effets que le vaisseau aura dû apporter; laquelle liste devra toujours être présentée en entier à la douane du lieu où le vaisseau aura abordé. Il ne sera rien payé pour la partie de la cargaison que le vaisseau aura emportée, et avec laquelle il pourra continuer sa route pour un ou plusieurs ports du même pays, dans lesquels l'entrée est permise aux vaisseaux des nations les plus favorisées, et y disposer du reste de sa cargaison, en payant les droits qui y sont attachés, ou bien, il pourra s'en aller avec la cargaison qui lui reste, pour les parts de quelque autre pays.

Il est cependant entendu, que les droits, charges ou impôts quelconques, qui sont payables pour le vaisseau même, doivent être acquittés dans le premier port où il rompt le chargement et en décharge une partie, et qu'aucuns droits ou impositions pareils ne seront demandes de nouveau, dans les ports du même pays,

pays, où le dit vaiſſeau pourroit vouloir entrer après, à moins que les nationaux ne ſoient ſujets à quelques droits ultérieurs, pour le même cas. 1816

Art. IX. Les citoyens et ſujets de l'une des parties contractantes jouiront dans les ports de l'autre, tant pour leurs vaiſſeaux que pour leurs marchandiſes, de tous les droits et facilités d'entrepôt dont jouiſſent les nations les plus favoriſées, dans les même ports. D. d'entrepôt.

Art. X. Au cas que quelque vaiſſeau appartenant à l'un des deux états, ou à leurs citoyens et ſujets, aura échoué, fait naufrage ou ſouffert quelque autre dommage ſur les côtes de la domination de l'une des deux parties contractantes, il ſera donné toute aide et aſſiſtance aux perſonnes naufragées ou qui ſe trouvent en danger, et il leur ſera accordé des paſſeports pour aſſurer leur retour dans leur patrie. Les navires et marchandiſes naufragés, ou leur provenu ſi les effets ont été vendus, étant réclamés dans l'an et jour, par les propriétaires ou leurs ayant cauſe, ſeront reſtitués en payant les mêmes frais du ſauvement, conformément aux lois et coutumes des deux nations, que paieroient les nationaux dans le même cas. Les gouvernemens reſpectifs veilleront à ce que les compagnies qui ſont ou qui pourront être inſtituées pour ſauver les perſonnes et effets naufragés, ne ſe permettent point de vexations ou actes arbitraires. Naufrages.

Art. XI. Il eſt convenu que les vaiſſeaux qui arrivent directement des Etats-Unis à un port de la domination de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, ou des pays de ſadite Majeſté en Europe à un part des Etats-Unis, et qui ſont pourvus d'un certificat de ſanté donné par l'officier compétent à cet égard, du port d'où le vaiſſeau eſt ſorti, et aſſurant qu'aucune maladie maligne ou contagieuſe n'exiſtoit dans ce port, ne ſeront ſoumis à aucune autre quarantaine que celle qui ſera néceſſaire pour la viſite de l'officier de ſanté du port où le vaiſſeau eſt arrivé, après laquelle il ſera permis au vaiſſeau d'entrer immédiatement et de décharger ſa cargaiſon, bien entendu toujours qu'il n'y ait en perſonne à bord du vaiſſeau, qui ſe ſoit trouvé attaquée pendant le voyage d'une maladie maligne ou contagieuſe, et que la contrée d'où vient le vaiſſeau ne ſoit pas à cette époque ſi géné- Certificats de ſanté.

1816 généralement régardée comme infectée ou fuſpecte, qu'on ait été obligé de donner auparavant une ordonnance par laquelle tous les vaiſſeaux qui viendroient de ce pays feroient regardés comme fuſpects et foumis à la quarantaine.

Traité de 1783. Art. XII. Le traité d'amitié et de commerce conclu à Paris, en 1783, par les plénipotentiaires de S. M. le Roi de Suède et des Etats-Unis, eſt renouvelé et mis en vigueur, par le préſent traité, pour tout ce qui eſt contenu dans les articles 2. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 21. 22. 23. et 25. dudit traité, ainſi que les articles ſéparés 1. 2. 4. et 5. qui furent ſignés le même jour par les mêmes plénipotentiaires, et les articles déſignés feront regardés comme ayant force et vigueur, tout comme s'ils étoient ici inſérés mot à mot, bien entendu que les ſtipulations contenues dans les articles précifes, feront toujours cenſées ne rien changer aux conventions précédemment, conclues avec d'autres nations amies et alliées.

Entrée dans un port bloqué. Art. XIII. Vu l'éloignement des pays reſpectifs des deux hautes parties contractantes et l'incertitude qui en réſulte ſur les divers évènemens qui peuvent avoir lieu, il eſt convenu qu'un bâtiment marchand, appartenant à l'une des parties contractantes et fe trouvant deſtiné pour un port, qui feroit ſuppoſé bloqué, au moment du départ de ce bâtiment, ne fera cependant pas capturé et condamné, pour avoir eſſayé une première fois d'entrer dans ledit port, à moins qu'il ne puiſſe être prouvé que ledit bâtiment ait pû et dû apprendre en route que l'état de blocus de la place en queſtion continuoit; mais les bâtimens, qui, après avoir été renvoyés une fois, eſſayeroient, pendant le même voyage, d'entrer une ſeconde fois dans le même ennemi, durant la continuation du blocus, fe trouveront alors ſujets à être détenus et condamnés.

Durée et ratification. Art. XIV. Le préſent traité, dès qu'il aura été ratifié par S. M. le Roi de Suède et de Norwège, et par le préſident des Etats-Unis, par et avec l'avis et le conſentement du Sénat, reſtera en vigueur et fera obligatoire pour S. M. le Roi de Suède et de Norwège et les Etats-Unis, pendant l'eſpace de huit (8) ans, à

à compter de l'échange des ratifications, et celles-ci feront échangées dans huit mois, après la figuature de ce traité, et plutôt fi faire fe peut. 1816

En foi de quoi les plénipotentiaires refpectifs ont figné le préfent traité, et y ont appofé le cachet de leurs armes.

Fait à Stockholm, le 4 Sept. l'an de grâce 1816.

Le Comte D'ENGESTRÖM, JON. RUSSEL.
Le Comte A. G. DE MÖRNER.

La ratification de la Suède, en date du 24 Juillet 1818. porte que: "Comme les Etats-Unis ont cru, d'après des motifs importans, ne pas devoir ratifier les 3. 4. et 6. Articles de ce traité, et que de fon côté, S. M. a trouvé que les articles ne pouvoient, fans préjudicier aux intérèts de fes fidèles fujets, ne pas faire partie des ftipulations du traité, les dits articles feront adoptés à l'inftar des autres et déclarés valables."

34.

Tractat zwifchen Sr. M. dem König von Preufsen, und Sr. Königl. Hoheit dem Grofsherzog von Mecklenburg-Strelitz, gefchloffen zu Frankfurt den 18. September 1816. 18 Sept.

(*Gefetzfammlung für die K. Preufsifchen Staaten.* Anfang 1818. p. 111-113.)

Im Namen der Allerheiligften und untheilbaren Dreyeinigkeit.

Da S. M. der König von Preufsen in Gefolge der zu Paris unter den verbündeten Mächten gepflogenen Verhandlungen, bey der an Allerhöchftdiefelben von S. M. dem Kaifer von Oefterreich gefchehenen Abtretung derjenigen Diftricte im ehemaligen Saar-Departement, welche Sr. Kaiferl. Königl. Apoftolifchen Majeftät durch den Artikel 51. der zu Wien am 9. Junius

1816 1815. geschlossenen Congress-Acte zugefallen waren, die Verbindlichkeit übernommen haben, die Ansprüche zu befriedigen, welche Sr. K. H. dem Großherzog von Mecklenburg-Strelitz nach den Artikeln 49. und 50. der gedachten Congress-Acte auf ein Gebiet von einer Bevölkerung von 10,000 Seelen auf dem linken Rheinufer zustehen, und Se. K. M. den Wunsch hegen, Sich dieser Verpflichtung zu entledigen, die wirkliche Uebergabe der dazu, wie nachfolgt, bestimmten Territorien aus gleichfalls im folgenden enthaltenen Gründen zur Zeit aber nicht angemessen erscheint, so haben S. K. M. und S. K. H. in der Absicht in der Zwischenzeit alle Rechte zu sichern und festzustellen, einen besondern Vertrag hierüber einzugehen beschlossen, und zu diesem Ende Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

S. M. der König von Preußen, den Freiherrn Carl Wilhelm von Humboldt, Ihro Staatsminister, Kammerherrn, Ritter des rothen Adlerordens, und des Preußischen eisernen Kreuzes erster Classe, Großkreuz des Kaiserl. Oesterreichischen Leopolds-, des Russischen St. Annen-, des Königl. Dänischen Dannebrog-Ordens, des Ordens des Verdienstes der Baierschen Krone, des Großherzogl. Badischen Ordens der Treue, und des Großherzogl. Sachsen-Weimarischen Falken-Ordens;

Und S. K. H. der Großherzog von Mecklenburg-Strelitz, den Freiherrn August von Oertzen, Ihro Staatsminister, Ritter des rothen Adlerordens erster Classe;

Welche beide Bevollmächtigte nach Auswechselung ihrer in gehöriger Gültigkeit und Richtigkeit befundenen Vollmachten, nachstehende Artikel mit einander verabredet und festgesetzt haben.

Cessions par la Prusse.

Art. I. S. M. der König von Preußen treten an Se. Königl. Hoheit den Großherzog von Mecklenburg-Strelitz die ehemaligen Cantone Cronenburg, Reifferscheid und Schleyden, jedoch den erstern mit Ausnahme der Gemeinden Steffler und Schuler, den letztern mit Ausnahme der Gemeinde Wolfsseiffen als diejenigen Districte ab, welche nach der diesem Vertrage angeschlossenen Designation, die erforderliche Einwohnerzahl enthalten. Dieses Gebiet wird von Sr. K. H.

K. H. Ihren Erben und Nachfolgern in vollem Eigenthum und mit allen Landeshoheitsrechten besessen werden. Da jedoch dasselbe ringsum vom Königl. Preussischen Gebiete umgeben ist, und daher Lokalverhältnisse nothwendig machen können, bey der Bestimmung der Grenzen desselben etwas auf einer Seite abzunehmen, oder auf einer andern hinzuzusetzen; so behalten S. K. M. Sich ausdrücklich bey der wirklichen Ueberweisung diese nähere Ausmittelung und Ausgleichung, jedoch dergestalt vor, dass die zugesicherte Seelenzahl unverändert und der Zusammenhang des Gebiets ungetrennt bleibe. 1816

Art. II. S. K. H. der Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz nehmen diese Abtretung an, und erklären hiermit förmlich, dass S. M. der König durch dieselbe, der gegen die durch die Artikel 49. und 50. der Congress-Acte und die Pariser Verhandlungen übernommenen Verbindlichkeit vollkommen Genüge leisten. Auch soll diese Abtretung, so wie solche durch den gegenwärtigen Vertrag geschieht, dieselbe Wirkung und Gültigkeit haben, als wenn dieselbe ausdrücklich in dem Recesse, welchem die hier zur Ausgleichung der Territorial-Angelegenheiten versammleten Bevollmächtigten I. I. M. M. des Königs von Preussen, der Kaiser von Russland und Oesterreich und des Königs von Grossbritannien abschliessen werden, aufgeführt und darin aufgenommen wäre. Agnition de la p. du G. D.

Art. III. Da Se. K. H. der Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz, weil die im Artikel 1. bezeichneten Territorien völlig von Ihren alten Landen getrennt und weit davon entfernt sind, ein anderes angemesseneres und vortheilhafteres Abkommen zu treffen wünschen, und S. M. der König von Preussen auch Ihrerseits da dieses Gebiet schon zu Ihren Staaten gehört und auch künftig völlig davon umschlossen bleibe, diesem Wunsch beytreten, und daher beide Theile desshalb eine anderweitige Vereinbarung zu schliessen geneigt sind, so wird die Ueberweisung des im Artikel 1. genannten Gebiets an S. K. H. bis auf sechs Monate, längstens bis auf ein Jahr von dem Tage der Unterschrift der gegenwärtigen Uebereinkunft an, hinausgesetzt; S. K. H. leisten auf das Recht, solche innerhalb dieses Jahres fordern zu können, Verzicht; Nouvel arrangement reservé.

S. M.

1816 S. M. der König hingegen versprechen, dieselbe nach Ablauf desselben, sogleich geschehen zu lassen, als S. K. H. darauf antragen werden. Bis zur wirklichen Ueberweisung verbleibt das mehrgedachte Gebiet lediglich und unverrückt, und so wie es sich jetzt dabey befindet, bey der Preussischen Monarchie, als alleiniges Eigenthum S. M. des Königs und Ihrer Landeshoheit unterworfen, so dass die im Artikel 1. paciscirte Abtretung bis dahin nur als eine eventuelle anzusehen ist.

Revenus. Art. IV. Dagegen versprechen S. M. der König Sr. K. H. dem Grosherzoge, von dem 1. Mai 1816 an, als an welchem Tage S. K. M. in den Genuss derjenigen Theile des Saar-Departemens gekommen sind, mit welcher die aus den Artikeln 49. und 50. der Congress-Acte fliessende Verbindlichkeit verknüpft ist, die reinen nach Abzug der Ausgabe übrig bleibenden Einkünfte zu gewähren und dieselben Sr. K. H. bey der Ueberweisung des Gebiets auszahlen zu lassen. Sollte in Gemässheit des Artikel 3. ein anderes Abkommen getroffen werden, so wird man sich über die Art der Vergütigung dieser entgangenen Einkünfte besonders gegenseitig verstehen. Für die Gewährung der Sr. K. H. für die Zeit vor dem 1. May 1816. von dem K. K. Oesterreichischen und Königl. Baierischen Hofe zustehenden Einkünfte, versprechen S. M. der König Sich nicht nur auf das Kräftigste zu verwenden, sondern auch dafür Sorge zu tragen, dass S. K. H. auf jeden Fall hierin den andern im Artikel 49. der Wiener Congress-Acte genannten Fürsten gleich gestellt werden.

Commerce, etappes. Art. V. Auf den Fall, dass die im Artikel 1. ausbedungene Abtretung zur Vollziehung kommen sollte, versprechen beide hohe paciscirende Theile im Voraus Sich nach liberalen Grundsätzen und zum Vortheil der beiderseitigen Unterthanen über diejenigen gegenseitigen Bestimmungen zu verstehen, welche der Handelsverkehr, der Truppendurchzug und der enge, jetzt zwischen den, in diesem Fall alsdann getrennten Gebieten bestehende Verband nothwendig und rathsam machen dürften.

Ratifications. Art. VI. Gegenwärtiger Vertrag, welchen beide Theile als nicht zu öffentlicher Kundwerdung geeignet ansehen

anſehen wollen, ſoll ratificirt werden, und die Auswechſelung der Ratificationen binnen ſechs Wochen vom Tage der Unterzeichnung an in Berlin geſchehen. 1816

Zu Urkund deſſen haben beide Bevollmächtigte den gegenwärtigen Vertrag eigenhändig unterzeichnet und mit ihren Wappen beſiegelt.

Geſchehen zu Frankfurt am Main den 18. Sept. 1816.

(L. S.) Wilhelm *Freiherr* von Humboldt. (L. S.) August von Oertzen.

Deſignation

des von S. M. dem Könige von Preuſsen an S. K. H. den Groſsherzog von Mecklenburg-Strelitz eventuell abgetretenen Gebiets.

1. den Canton Reiſſenſcheid mit .	3,620	Einwohnern
2. den Canton Schleyden mit Ausnahme der Gemeinde Wolffeiſſen mit	3,917	—
3. den Canton Cronnaburg mit Ausnahme der Gemeinde Steffler und Schuler mit	2,795	—
Summa	10,332	Einwohner

35.

Extrait du jugement prononcé en date du 16 *Oct.* 1816. *par une commiſſion nommée par les gouvernemens français et des Pays-Bas au mois de Juin* 1816, *au ſujet des interêts des dettes de la Hollande* *). 16 Oct.

"Les intérêts de la dette d'Hollande qui n'auroient pas été acquittés pour les ſemeſtres de Mars et de Septem-

*) Cette commiſſion a été compoſée de 7 membres, dont 2 nommés par le gouvernement français (baron Basquier et Brière de Surgy) 2 nommés par le Roi des Pays-Bas (général Fagel et de Bye) 2 neutres déſignés l'un par la France le marquis de Caſtel cicula ambaſſadeur des Deux-Siciles près la Cour de France l'autre par

1816 Septembre 1813 doivent être payés par le Gouvernement des Pays-Bas, et le rembourſement que le Gouvernement des Pays-Bas ſera dans le cas de faire à la France des inſcriptions de dettes des pays réunis à ſa couronne et détachés de la France peut être exigible ſans deduction des rentes de la dette d'Hollande arrièrés ſur les échéances de 1813."

36.

8 Nov. *Traité ſupplémentaire entre S. M. le Roi de Pruſſe et S. M. le Roi des Pays-Bas, ſignée le 8 Nov.* 1816.

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſs. Staaten.* Anfang 1818. p. 128-137.)

Im Namen der heiligen und untheilbaren Dreieinigkeit!

Da S. M. der König von Preuſsen und S. M. der König der Niederlande, Groſsherzog von Luxemburg, in gemeinſchaftlicher Uebereinſtimmung mit I. I. M. M. dem Kaiſer von Oeſterreich, dem Könige des vereinigten Königreichs von Groſsbritannien und Irland und dem Kaiſer aller Reuſſen, in Erwägung, daſs S. M. der König der Niederlande in ſeiner doppelten Eigenſchaft als König und als Groſsherzog handelt, den Wunſch gehegt haben, den Artikeln und Stipulationen, welche im Pariſer Friedenstractat vom zwanzigſten November

par le Roi des Pays-Bas (le général de Waltersdorff miniſtre de Danemarc à Paris) et un comme ſurarbitre déſigné par les deux commiſſaires neutres (le Marquis de Marialva ambaſſadeur d'Eſpagne). Le jugement a été prononcé le 16 Octobre 1816 à la majorité de 4 voix contre 3 ſur la queſtion agitee dans la liquidation entre les Pays Bas et la France laquelle des deux Puiſſances aura à acquiter les intérêts de la dette d'Hollande pour les Semeſtres du 22 Mars et 22 Septembre non acquités lorsque les autorités françaiſes quittèrent la Hollande au mois de Novembre 1813.

vember eintausend achthundert und funfzehn nicht 1816
allein das Königreich der Niederlande, sondern auch das Grofsherzogthum Luxemburg betreffen, durch einen besondern Tractat Folge zu geben; und da I. I. M. M. Willens sind, diese Stipulationen auf alles dasjenige anzuwenden, was Ihr gegenseitiges Interesse betrifft, und die davon herrührenden Ausgleichungen zu befestigen, so haben Sie zu diesem Behuf zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

S. M. der König von Preufsen, den Herrn Carl Wilhelm Freyherrn von Humboldt, Ihren Staats-Minister und Cammerherrn Ritter des Königl. Preufsischen grofsen rothen Adler- und eisernen Kreuzes-Ordens erster Classe, Grofskreuz des Oesterreichischen Leopolds-, Russischen St. Annen-, Dänischen Dannebrog-, Baierschen Kronen-Ordens, des Badenschen Ordens der Treue, und des Sachsen-Weimarschen weifsen Falken-Ordens,

Und S. M. der König der Niederlande, Grofsherzog von Luxemburg, den Herrn Hans Christoph Ernest Freyherrn von Gagern, Ihren aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Deutschen Bundestage und bei der freien Stadt Frankfurt, Commandeur des Königl. Belgischen Löwen-Ordens, Grofskreuz des Hessischen Löwen-Ordens, des Badischen Ordens der Treue, und des Sachsen-Weimarschen weifsen Falken-Ordens;

Welche nach Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, nachstehende Artikel abgeschlossen, unterzeichnet und festgesetzt haben.

Limites entre les Pays-Bas et la France.

Art. I. S. M. der König der Niederlande, Grofsherzog von Luxemburg, werden für Sich, Ihre Descendenten und Nachfolger mit vollem Eigenthum, und in voller Landeshoheit und Oberherrlichkeit alle Districte besitzen, welche im Jahre eintausend siebenhundert und neunzig einen Theil des ehemaligen Belgiens, des Bisthums Lüttich und des Herzogthums Bouillon ausgemacht hatten, und durch den am zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn zu Paris abgeschlossenen Tractat, den alliirten Mächten von Frankreich abgetreten worden sind, so wie alle durch denselben Tractat abgetretenen, mit den Plätzen

1816 Plätzen Philippeville und Marienburg enclavirten Gebiete. Als eine Folge dieser Anordnung bleiben die Grenzen der Königlich-Niederländischen und Grofsherzoglich-Luxemburgischen Staaten, und die Grenzen Frankreichs, von der Nordsee an gerechnet, so wie sie durch den Pariser Tractat vom dreifsigsten May, eintausend achthundert und vierzehn bis Quiévrain gegenüber festgesetzt worden sind. Von Quiévrain aus folgt die Scheidelinie den ehemaligen äufsern Grenzen Belgiens, des ehemaligen Bifsthums Lüttich und des Herzogthums Bouillon bis Villers ohnweit Oval, so wie diese Grenzen im Jahre eintausend siebenhundert und neunzig bestanden, mit Inbegriff der Totalität dieser Länder und besonders der Plätze und Gebiete Philippeville und Marienburg, in Gemäfsheit der Stipulationen des ersten Artikels des besagten Tractats vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn, und ohne anders die Königlich-Niederländisch- und Grofsherzoglich Luxemburgischen Grenzen abzuändern, welche so wie sie durch den Wiener Tractat vom ein und dreifsigsten Mai eintausend achthundert und funfzehn festgesetzt worden sind, beibehalten werden sollen. In allen übrigen Puncten wird dieser Wiener Tractat völlig bestätigt.

Indemnités pecuniaires.

Art. II. Da ein Theil der Geld-Entschädigungen, welche Seine Allerchristliche Majestät durch den vierten Artikel des Pariser Tractats vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn zu zahlen übernommen haben, kraft der zwischen den alliirten Mächten zu Paris getroffenen Ausgleichungen, bestimmt ist, die Vertheidigungs-Linie der Frankreich angrenzenden Staaten zu verstärken, so erhält S. M. der König der Niederlande, Grofsherzog von Luxemburg zu diesem Behuf die Summe von sechszig Millionen Franken.

S. M. der König der Niederlande, Grofsherzog von Luxemburg verpflichten Sich, diese Summe auf die zur Vertheidigung der Grenzen Ihrer Staaten nöthigen Werke zu verwenden, und zwar in Gemäfsheit des zwischen den Verbündetnn, im Conferenz-Protocoll Ihrer Minister vom ein und zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn, angenommenen Systems und der deshalb getroffenen Uebereinkunft.

kunft. Besagtes Protocoll ist dem gegenwärtigen Tractat beigefügt worden, und soll dieselbe Kraft und Gültigkeit haben, als wenn es darin wörtlich mit aufgeführt wäre. 1816

Art. III. Da S. M. der König der Niederlande, Großherzog von Luxemburg, die Vortheile mit gutem Rechte anerkennen, welche sowohl für den Zuwachs als für die Vertheidigungsmittel Ihres Gebiets aus den vorhergehenden Anordnungen entspringen, so entsagen Sie, gegen die im vierten Artikel des Pariser Tractats vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn stipulirten Summen, dem Antheil, auf den Sie vermöge eines Entschädigungsrechts Ansprüche machen könnten, und welcher durch das Conferenz-Protocoll vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn auf die Total-Summe von ein und zwanzig Millionen zweihundert vier und sechszig tausend achthundert zwei und dreißig Franken zwei und zwanzig und eine halbe Centime festgesetzt worden ist. S. M. stimmt dem Grundsatz bey, daß dieser Antheil dazu diene, die Oesterreichischen und Preußischen Entschädigungen zu vervollständigen, und in gleiche Theile unter beiden Mächten getheilt werden.

Renonciation à la participation à d'autres sommes.

Art. IV. Da der dritte Artikel des zu Wien, am ein und zwanzigsten Mai eintausend achthundert und funfzehn abgeschlossenen Tractats, und der sieben und sechszigste Artikel der Wiener Congreß-Acte bestimmt haben, daß die Festung Luxemburg als deutsche Bundesfestung betrachtet werden sollte, so wird diese Bestimmung durch gegenwärtige Convention aufrecht gehalten und ausdrüchlich bestätigt.

Garnison de Luxembourg.

Inzwischen, da S. M. der König von Preußen und S. M. der König der Niederlande, in der Eigenschaft als Großherzog von Luxemburg, willens sind, die übrigen Bestimmungen besagter Artikel den durch den Pariser Tractat vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn vorgefallenen Veränderungen anzueignen und für die vereinigte Vertheidigung Ihrer respectiven Staaten auf die wirksamste Art und Weise Sorge zu tragen; so sind I. I. M. M. übereingekommen, in der Festung Luxemburg eine gemeinschaftliche Besatzung zu halten, ohne daß

diese

1816 diese, blos und allein in militärischer Beziehung, getroffenen Uebereinkunft der landesherrlichen Rechten S. M. des Königs der Niederlande, Grofsherzogs von Luxemburg auf die Stadt und Festung Luxemburg im geringsten Abbruch thun könne.

Gouverneur; commandant garnison de Luxembourg.

Art. V. S. M. der König der Niederlande, Grofsherzog von Luxemburg, treten S. M. dem König von Preufsen das Recht ab, den Gouverneur und Commandanten dieses Platzes zu ernennen. Sie bewilligen, dafs sowohl die Besatzung überhaupt als jede Waffengattung insbesondere in drei Viertheilen aus Preufsischen und in einem Viertheil aus Niederländischen Truppen bestehe, und entsagen also dem durch den sieben und sechszigsten Artikel der Wiener Congrefs-Acte Ihnen zugesicherten ErnennungsRechte.

Diese Truppen werden auf Kosten ihrer respectiven Regierungen besoldet und ausgerüstet. Eben so soll es mit ihrer Verpflegung gehalten werden, wann die Festung nicht in Belagerungszustand erklärt ist. In diesem Fall soll sich die Besatzung aus den Festungs-Magazinen verpflegen und ihr Proviant soll nach den im vierzehnten Artikel festgesetzten Grundsätzen ergänzt werden.

Souveraineté reservée

Art. VI. Da das landesherrliche Recht in seiner ganzen Fülle S. M. dem König der Niederlande, Grofsherzoge von Luxemburg als auch in dem ganzen übrigen Grofsherzogthum zusteht, so verbleibt die Justiz-Verwaltung, die Erhebung der Auflagen und Abgaben jeder Art, so wie jeder andre Zweig der Civilverwaltung ausschliefslich in den Händen der Beamten S. M., und der Gouverneur und Commandant, sollen ihnen, nöthigen Falls, Hülfe und Beistand leisten.

Andrer Seits wird dem Gouverneur alle nöthige Macht und Gewalt ertheilt, um in Gemäfsheit der ihm auferlegten Verantwortlichkeit die freye und unabhängige Ausübung seiner Amts-Verrichtungen zu sichern. Die Civil- und Orts-Obrigkeiten sollen in allem, was die Vertheidigung des Platzes betrifft, ihm untergeordnet seyn.

Um indessen allem Streit zwischen der Militär- und Civil-Behörde vorzubeugen, werden S. M. der König der Niederlande, Grofsherzog von Luxemburg, einen Special-

Special-Commiſſarium ernennen, welcher zwiſchen dem Gouverneur und den Civil-Behörden als Mittelsmann dienen, und in den Polizei-Angelegenheiten, ſo fern ſie mit den Militär-Verhältniſſen und der Vertheidigung des Platzes verbunden ſind, die Anweiſungen vom beſagten Gouverneur erhalten ſoll. 1816

Der Gouverneur kann ſeiner Seits zu demſelben Behuf, und ſtets in den ſo eben angezeigten Grenzen jemanden wählen und abordnen; und dieſe beiden Beamten ſollen eine gemiſchte Commiſſion bilden.

Aber im Fall eines Krieges, oder wenn eine oder die andere beider Monarchien, der Preuſsiſchen oder der Niederländiſchen, mit einem Kriege bedroht, und die Feſtung in Belagerungsſtand erklärt würde, ſoll die Macht des Gouverneurs unumſchränkt ſeyn, und keine andere Grenzen kennen, als die Vorſicht, das Herkommen, und das Völkerrecht.

Wenn endlich der deutſche Bundestag etwa entſcheiden ſollte, daſs die Bundes-Feſtungs-Gouverneurs und Commandanten der Feſtung Luxemburg den Eid nach der von dem Bundestage entworfenen Formel leiſten.

Art. VII. Die Stärke der Luxemburgiſchen Bürgergarde ſoll in Gemäſsheit des Königl. Niederländiſchen Geſetzes vom acht und zwanzigſten Juni Ein Tauſend acht hundert und funfzehn, nach Abſchätzung der Total Bevölkerung der Stadt, im Verhältniſſe von drey zu hundert ſtehen, und ſie kann in keinem Fall, und unter keinerley Benennung, dieſe Zahl überſchreiten. Sie ſoll nur dann die Wache beziehen, wenn keine Militär-Beſatzung in dem Orte liegt; wann ſie aber nicht aufgefordert wird, zur Vertheidigung der Feſtung hülfreiche Hand zu leiſten, ſoll ihr Dienſt, vorzüglich bey Feuersbrünſten, ſich auf die Erhaltung der öffentlichen Ruhe, und auf Sicherſtellung der Beſitzungen ihrer Mitbürger beſchränken. Jedesmal daſs ſie einen ſolchen oder jeden anderen Militärdienſt verrichten muſs, ſoll ſie den Befehlen des Feſtungs-Gouverneurs unterworfen ſeyn, und ſie kann, ohne deſſen Einwilligung, ſich weder zu den Militär-Uebungen noch zum wirklichen Dienſt verſammeln. Da der Platz Luxemburg eine deutſche Bundes-Feſtung iſt, ſo wollen die hohen contrahirenden

Garde bourgeoiſe.

1816 den Theile alle Anordnungen und Verfügungen noch vorläufig ausſetzen, welche die Bundes-Verſammlung für die Bürger-Garden in allen Bundes-Feſtungen, es ſey überhaupt oder insbeſondere in Bezug auf den von ihr zu verlangenden Eid, treffen möchte.

Cas de guerre.

ART. VIII. Im eintretenden Kriegesfalle, oder im Falle eines nahe bevorſtehenden Krieges, erfordert die Pflicht und Verantwortlichkeit des Gouverneurs, daſs er, für die zu treffenden Militär-Verfügungen, auſserhalb der Feſtung dieſelbe Macht und Gewalt ausübe, mit welcher er im Innern des Platzes verſehen iſt. Sollte er es in Friedenszeiten für nöthig halten, Patrouillen anzuordnen oder Vorpoſten auszuſtellen, ſo dürfen dieſe Truppen nicht das geringſte requiriren, noch den Einwohnern zur Laſt fallen.

Garniſon en tems de paix.

ART. IX. Die Feſtungs-Beſatzung, die unmittelbar unter den Befehlen des Gouverneurs zu ſtehen kommt, ſoll in Friedenszeiten aus ſechs tauſend Mann beſtehen. Indeſſen ſind S. M. der König von Preuſsen und S. M. der König der Niederlande, Groſsherzog von Luxemburg, übereingekommen, für jetzt, und ſo lange die alliirten Truppen einen Theil Frankreichs beſetzt halten, Sich blos und allein auf vier tauſend Mann zu beſchränken, wovon drey tauſend von Preuſsen und eintauſend von den Niederlanden geſtellt werden.

Commandant d'artillerie et du genie; commiſſion mixte.

ART. X. S. M. der König der Niederlande, Groſsherzog von Luxemburg, bewilligen, daſs der Artillerie-Commandant und der Commandant des Ingenieur-Corps in der Feſtung Luxemburg von Preuſsen ernennt werden, jedoch mit dem Vorbehalte, daſs Sie Ihrer Seits zwey Offiziere von derſelben Waffen-Gattung ernennen werden, welche S. M. beſonders verantwortlich bleiben. Die Befugniſſe dieſer vier Officiere ſind folgende:

Der Artillerie-Commandant hat die freye Dispoſition über das Materiale. Er verfügt deſſen Vertheilung in Friedens- und deſſen Gebrauch in Kriegszeiten; nur verſteht ſich, daſs kein Stück von der Feſtung abgenommen werden darf. Es liegt ihm ebenfalls ob, darauf zu ſehen, daſs das Materiale und die Munitionen in dem durch den Tractat ſtipulirten Zuſtande ſich befinden.

Der

Der Niederländische Artillerie-Offizier wacht über die Erhaltung und Unterhaltung des Materials. Da die Anzahl der Feuerschlünde, der Zustand der Lasseten und aller zum Material gehörigen Gegenstände, so wie die Quantität der Munitionen, nach den Bestimmungen gegenwärtiger Convention festgesetzt werden sollen, so soll das darüber aufgenommene Verzeichniss jenen beiden Offizieren zur Norm dienen. Der in Niederländischen Diensten stehende Offizier soll, von denen auf Befehl des Artillerie-Commandanten aus dem Zeughause und aus dem Magazin abzuliefernden Gegenständen, Nachweisungen und Verzeichnisse erhalten, und über dieselben Gegenstände die Controlle führen. 1816

Der in Niederländischen Diensten stehende Commandant des Ingenieur-Corps und der Ingenieur, theilen beide die Pflicht, auf Erhaltung der Werke zu sehen, und verabreden gemeinschaftlich, die nöthig befundenen Reparaturen und neuen Bauten. Sind aber diese Arbeiten einmal bestellt, so entwirft der Commandant des Ingenieur-Corps allein den umständlichen Plan dazu, und leitet die Ausführung. Wird indessen die in den Niederlanden übliche Verfahrungsart, nämlich der Zuschlag der öffentlichen Arbeiten an den Mindestfordernden, nicht angenommen, so muss der Niederländische Ingenieur bey den mit den Unternehmern oder den Arbeitern abzuschliessenden Verträgen mit zugezogen werden.

Alle etwa entstehende Streitigkeiten sollen, unter der Leitung des Gouverneurs, durch eine gemischte Commission entschieden werden.

Diese auf die Reparaturen und die fortlaufende Unterhaltung der Werke sich beziehenden Verfügungen, sollen den Bestimmungen des dreyzehnten Artikels nicht den geringsten Abbruch thun, da diese lediglich auf einen ersten Plan der Festungswerke überhaupt, und auf die Aufsicht über diese Arbeiten, nach ihrer Vollendung, Bezug haben.

Culte de la garnison.

Art. XI. Der Preussische Theil der Besatzung soll die freye Ausübung des Gottesdienstes geniessen, und die Stadt ihm auf Verlangen des Gouverneurs ein dazu schickliches Local anweisen.

Art.

1816 Art. XII. Da die hohen contrahirenden Theile für nöthig gehalten haben, den Feſtungs-Gouverneur in Stand zu ſetzen, nach Erforderung der Umſtände die Beſatzung ohnverzüglich zu verſtärken, ſo ſoll in den der Feſtung zunächſt liegenden Bezirken beider Monarchien eine Landmiliz von acht tauſend Mann gebildet werden, nämlich ſechs tauſend für Preuſsen und zwey tauſend für die Niederlande, damit der Gouverneur in jedem Augenblick darüber verfügen könne. Dieſe Miliz ſoll von beiden Seiten aus ſtreitbaren, geübten und wohlbewaffneten Leuten beſtehen.

Milice pour renfort.

Die von den Niederlanden zu ſtellenden zwei tauſend Mann, ſollen der Dispoſition des Militär-Gouverneurs der Feſtung Luxemburg unmittelbar überlaſſen werden, ſobald der in Niederländiſchen Dienſten ſtehende, in dem Groſsherzogthum Luxemburg commandirende General von ihm deshalb requirirt worden. Gedachter General ſoll mit der eventuellen Ordre dieſe Maasregeln zu bewerkſtelligen jederzeit verſehen ſeyn.

Retabliſſement des fortifications.

Art. XIII. Man wird ſich unverzüglich mit der gänzlichen und vollkommenen Wiederherſtellung der Feſtungswerke beſchäftigen. Die Preuſsiſche und die Niederländiſche Regierungen verpflichten ſich, ſelbige innerhalb der Friſt zu beendigen, welche im Pariſer Tractat vom zwanzigſten November ein tauſend achthundert und funfzehn, für die Beſetzung eines Theils Frankreichs durch die allirte Armee angenommen worden iſt. Nach dieſer Wiederherſtellung ſoll ein regelmäſsiger Plan entworfen werden, um die Unterhaltung der Feſtungswerke zu ſichern. Die nach dieſem Plan beſchloſſenen und von beiden Regierungen genehmigten Arbeiten, ſollen unter der Leitung des Gouverneurs mit Zuziehung eines Commiſſärs S. M. des Königs der Niederlande, Groſsherzogs von Luxemburg, ausgeführt werden.

Die zu dieſen Arbeiten nöthigen Gelder ſollen einer unter der Leitung des Gouverneurs geſtellten gemiſchten Commiſſion ausgehändiget werden. Dieſelbe Commiſſion ſoll gleichmäſsig über die auf beſagte Arbeiten verwendeten Summen quittiren, und dieſe Arbeiten ſollen bey jedem jährlichen Rechnungs Abſchluſs von einem Preuſsiſchen und von einem Niederländiſchen Offizier revidirt werden.

Art.

1816

Art. XIV. Die zur Verpflegung und für die Lazarathe erforderliche Verproviantirung des Platzes muſs für zehn tauſend Mann und auf ein Jahr geſichert werden. Aber um dieſe Laſt durch Theilung, und mit Rückſicht auf die Beſetzungszeit eines Theils Frankreichs zu erleichtern, wird man ſich vor der Hand darauf einſchränken, eine Verproviantirung für ſechs tauſend Mann zu ſichern. In jedem Jahre wird die Verproviantirung für tauſend Mann erhöhet, ſo daſs nach Verlauf von vier Jahren ſelbige für zehn tauſend Mann vollſtändig ſeyn wird. Approvisionnement.

Die Verſorgung mit Munitionsgegenſtänden jeder Art, ſoll der Gröſse des Platzes, und der Stärke der Beſatzung in Kriegszeiten angemeſſen ſeyn.

Art. XV. Damit der Feſtungsdienſt durch den Mangel an den nöthigen Fonds niemals unterbrochen werden könne, ſoll ein jährlich zu erlegender Dotationsfond errichtet, darüber eine genaue Verrechnung gehalten, und am Ende eines jedes Jahrs beiden Regierungen Rechenſchaft abgelegt werden. Dieſer Fond dient zugleich zur Gehaltszahlung derjenigen Beamten, welche, wie z. B. die Magazin- und Wall-Inſpectoren und andre, eigentlich nicht zur Beſatzung, ſondern zur Feſtung ſelbſt gehören; imgleichen zur Beſtreitung der Büreaukoſten und ähnlichen andern Ausgaben. Fond de dotation

Art. XVI. Da der Platz Luxemburg eine deutſche Bundesfeſtung iſt, und folglich den Preuſsiſchen und Niederländiſchen Regierungen nicht die Verbindlichkeit zugemuthet werden kann, ſie zur allgemeinen Vertheidigung ausſchlieſslich auf ihre Koſten zu unterhalten, ſo wird die Entſcheidung der Frage, ihren Unterhalt betreffend, unter den in den vorhergehenden Artikeln ſpecificirten Modificationen den Verhandlungen des Bundestages ausdrücklich vorbehalten. Concours aux frais par la confed. germ.

Art. XVII. Der reſp. Zolldienſt darf nicht durch Truppendurchzüge geſtört oder unterbrochen werden. Die Equipirungs- und Montirungsſtücke, ſo wie die übrigen der Preuſsiſchen Beſatzung der Feſtung Luxemburg nöthigen oder den durchziehenden Truppen zugehörigen Gegenſtände ſollen von aller Ein- und Ausfuhr-Abgabe frey ſeyn; es muſs aber durch die competenten Behörden gehörig beglaubigt werden, daſs Exemtion de douanes

1816 sie besagtem Gebrauch gewidmet sind oder dass sie das Eigenthum gedachter Truppen ausmachen.

Franchise de port.

Art. XVIII. Der Preussische Theil der Besatzung soll auf den Trierschen und Sarrebrückschen Postruten die Portofreyheit geniessen. Was die Sperrgelder auf den Grossherzoglich - Luxemburgischen Heerstrassen betrifft, so sollen bey den Barrièren, welche dem Staat gehören, und nicht Communal- oder Privat-Eigenthum sind, die Militärpersonen von der Preussischen Besatzung dieselben Vortheile geniessen als die Niederländischen, und in einer Entfernung von vier Meilen um den Platz, wenn sie sich in Uniform zeigen, immer so angesehen werden, als wären sie im Dienst.

Etappes.

Art. XIX. Die hohen contrahirenden Theile behalten sich vor, unverzüglich und spätestens in dreimonathlicher Frist, vom Tage der Ratification gegenwärtigen Tractats an gerechnet, über die Militärstrassen in ihren resp. Staaten eine Separat-Convention abzuschliessen. Unterdessen bewilligen sie provisorisch, dass die nach Luxemburg gehenden oder von dieser Festung kommenden Preussischen Truppen, imgleichen diejenigen Truppen, welche zu dem in Frankreich stationirten Armee-Corps gehören, oder zu demselben bestimmt sind, der von Grevemachern aus nach Luxemburg und von dort nach den Französischen Grenzen gegenwärtig bestehenden Militärstrasse sich bedienen, und dass die für die Bataillone im Solde des Königreichs der Niederlande bestimmten Schweizerischen und Deutschen Recruten die Strasse von Coblenz nach Lüttich und Mastricht einschlagen. Alles dasjenige, was auf die Preise und auf die Bezahlung der diesen Truppen zu leistenden Lieferungen Bezug hat, soll die Anwendung der Bestimmungen und Bedingungen der künftigen Convention erhalten, und selbige eine zurückwirkende Kraft in dieser Hinsicht haben.

Confirmation des traités.

Art. XX. Der mit S. M. dem Könige der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, zu Wien am ein und dreyssigsten Mai Ein Tausend achthundert und funfzehn abgeschlossene Tractat, imgleichen alle das Interesse S. M. betreffende oder mit Ihnen stipulirte Artikel der Wiener Congress-Acte vom neunten Juni Ein Tausend achthundert und funfzehn, werden in allen

allen den Puncten und in allen den Beſtimmungen, welche durch gegenwärtige Convention nicht ausdrücklich abgeändert worden ſind, beſtätiget. 1816

Art. XXI. Gegenwärtige Convention ſoll ratificirt, und die Ratifications-Urkunden innerhalb zweier Monaten, oder früher, wenn es geſchehen kann, ausgewechſelt werden. Ratification.

Zu deſſen Urkund haben die reſp. Bevollmächtigten ſelbige unterzeichnet und mit ihrem Wappenſiegel verſehen.

Geſchehen zu Frankfurt am Main, den achten November, im Jahre Chriſti Ein Tauſend achthundert ſechszehn.

(L. S.) *Baron* von Humboldt.

(L. S.) *Baron* von Gagern.

37.

Acte de réunion des royaumes de Naple et de Sicile, ſignée le 12 Déc. 1815. 12 Déc.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 273-282.)

Vereinigungsacte.

Ferdinand I., von Gottes Gnaden König des Königreichs beider Sicilien etc.

Indem der Wiener Congreſs, in der feierlichen Acte, welcher Europa die Wiederherſtellung der Gerechtigkeit und des Friedens verdankt, die Rechtmäſsigkeit unſerer Krone beſtätigend, Uns und Unſerer Erben und Nachfolger, als König des Königreichs beider Sicilien anerkannt, So wollen Wir nach erfolgter Ratification dieſer Acte, von allen Mächten, ſolche, in ſo weit ſie Uns betrifft, völlig in Wirkſamkeit ſetzen, und haben beſchloſſen, durch ein immerwährendes Staatsgeſetz, folgende Verfügungen anzuordnen und feſtzuſetzen:

Art. I. Unſere ſämmtlichen Königlichen Staaten, dieſſeits und jenſeits der Meerenge, ſollen das Königreich beider Sicilien ausmachen. Réunion des deux royaumes.

 Art.

1816

Titre. Art. II. Der Titel, welchen Wir, von dem Zeitpuncte der Bekanntmachung des gegenwärtigen Gesetzes an, annehmen, ist folgender: Ferdinand I., von Gottes Gnaden König des Reichs beider Sicilien, von Jerusalem etc., Infant von Spanien, Herzog von Parma, Piacenza, Castro etc. Gross-Erbprinz von Toscana etc.

Expedition des actes. Art. III. Alle Acten, welche von Uns ausgehen, oder, in Unserm Königlichen Namen, von dem Staatsbeamten in Unserm Königreiche beider Sicilien ausgefertigt werden, sollen im Eingange, den im nachstehenden Artikel ausgesprochenen Titel führen.

Nouveaux plein-pouvoirs p. l. ministres et agens. Art. IV. Die in den Händen Unserer Bothschafter, Minister und andern Agenten, bey den auswärtigen Mächten befindlichen Vollmachten und Patente sollen unverzüglich zurückgenommen, und zugleich gegen andere, nach Inhalt des zweiten Artikels auszufertigende, ausgewechselt werden.

Succession. Art. V. Die Thronfolge im Königreich beider Sicilisn, bleibt auf ewige Zeiten, durch das am 6ten October 1759 zu Neapel promulgirte Gesetz, Unsers erlauchten Vaters Carls III. regulirt.

Chancellerie royale. Art. VI. Wir errichten eine allgemeine Canzley des Königreichs beider Sicilien; welche sich stets am Ort Unsrer gewöhnlichen Residenz befinden, und worin einer Unsrer Minister-Staatssecretäre, mit dem Titel: Minister-Canzler des Königreichs beider Sicilien, den Vorsitz führen wird.

Ses attributs. Art. VII. In dieser allgemeinen Canzley wird das Protocoll über alle von Uns erlassenen Gesetze und Decrete, geführt; und werden diese Gesetze und Decrete selbst darin aufbewahrt werden.

Ministre Chancellier. Art. VIII. Der Minister-Canzler wird allen Unsern Gesetzen und Decreten Unser Königliches Insiegel beifügen, und Unsere Unterschrift in denselben vidimiren und contrasigniren. Derselbe ist mit Absendung aller Unsrer Gesetze und Decrete an sämmtlich-bestehenden Behörden im Königreiche beider Sicilien beauftragt, und hat für deren Bekanntmachung und Sammlung zu sorgen.

Conseil de Chancellier. Art. IX. Ausserdem soll sich in dieser allgemeinen Canzley, ein Rath, zur Erörterung und Vorbereitung

tung der wichtigen Staatsgeschäfte, bevor sie von Unsern Ministern, zu Unsrer allerhöchsten Entscheidung, in Unsern Staatsrath gebracht werden, befinden, und den Namen: Oberster Canzleyrath führen. Der Minister-Canzler ist Präsident desselben. 1816

Art. X. Ein besonderes Gesetz wird die innere Organisation der allgemeinen Canzley bestimmen, und die Attribute des Minister-Canzlers, und des obersten Canzleyrathes festsetzen. Wir wollen und befehlen: daſs dieses Unser, von Uns unterzeichnetes, von Unserm Rathe und Minister-Staatssecretär in Gnaden- und Justizsachen vidimirtes, mit Unserm grofsen Insiegel versehenes, von Unserm Rathe und Minister-Staatssecretär-Canzler contrasignirtes, und in Unsrer allgemeinen Canzley des Königreichs beider Sicilien registrirtes und aufbewahrtes Gesetz, im ganzen Umfange des besagten Königreichs mit den gewöhnlichen Feierlichkeiten, durch die betreffenden Behörden bekannt gemacht werde; welche ein Protocoll darüber aufzunehmen und die Vollziehung desselben zu sichern haben. Organisation.

Unser Minister-Canzler des Königreichs beider Sicilien, ist besonders beauftragt, für Bekanntmachung desselben zu sorgen.

Caserta, den 12ten Decbr. 1816.

Unterzeichnet: FERDINAND.

Der Minister-Staatssecretär in Gnaden- und Justizsachen.

Marchese Tomasi.

Der Minister-Staatssecretär-Canzler.

Tomaso di Somma.

Organisationsacte.

Ferdinand I. von Gottes Gnaden König des Königreichs beider Sicilien etc.

Indem Wir, die von Uns und den Monarchen, Unsern erlauchten Vorfahren, Unsern vielgeliebten Sicilianern verliehenen Privilegien, mit der Einheit der

1816 der politischen Institution, vereinbaren wollen, welche das öffentliche Recht Unsers Königreichs beider Sicilien bilden sollen; so haben Wir, durch gegenwärtiges Gesetz sanctionirt und sanctioniren was folgt:

Art. I. Sämmtliche Civil- und geistliche Aemter und Stellen Siciliens, jenseits der Meerenge, sollen nach dem Inhalte der Capitularien, der Monarchen, Unserer Vorfahren, ausschliessend und Sicilianern verliehen werden; ohne dass die übrigen Unterthanen Unsrer Königlichen Staaten, diesseits der Meerenge, jemahls darauf Anspruch machen können; gleichwie die Sicilianer, auf die Civil- und geistlichen Aemter und Stellen, in obgedachten Unsern andern Königlichen Staaten, keinen Anspruch zu machen haben. Unter erwähnten ausschliessenden Rechten, zu Gunsten der Sicilianer begreifen wir auch das Erzbisthum von Palermo; obwohl dasselbe in dem grossen, von Unserm erlauchten Vater, Carl III. demselben ertheilten Privilegium dem allerhöchsten Gutbefinden vorbehalten war.

Art. II. Unsre Unterthanen von Sicilien, jenseits der Meerenge, sollen, in Verhältniss der Bevölkerung dieser Insel, zu allen grossen Staatsämtern, Unsers Königreichs beider Sicilien zugelassen werden. Da diese den vierten Theil der gesammten Bevölkerung aller Unsrer Königlichen Staaten ausmacht; so soll Unser Staatsrath zum vierten Theil aus Sicilianern, und für die übrigen drei Theile aus Unterthanen Unserer andern Königlichen Staaten, bestehen. Dasselbe Verhältniss soll auch in Hinsicht der Aemter Unsrer Minister und Staatssecretäre, der obersten Aemter Unsers Königlichen Hofes und der Stellen Unsrer Repräsentanten und Agenten bey auswärtigen Mächten, beobachtet werden.

Art. III. Anstatt der zwei Sicilianischen Consultatoren, welche nach Verwilligung Unsers erlauchten Vaters, Mitglieder der vormaligen Giunta von Sicilien waren, soll immer eine, dem im vorhergehenden Artikel angedeuteten Verhältnisse angemessene Zahl von Sicilianischen Räthen, in dem obersten Canzleyrathe des Königreichs beider Sicilien sich befinden.

Art. IV. Die Stellen Unsrer Land- und Seemacht, und die Unsers Königlichen Hauses, sollen ohne Unterschied,

terſchied, allen Unſern Unterthanen, aus was immer für einem Unſrer Königl. Staaten verliehen werden. 1816

Art. V. Die Regierung des ganzen Königreichs beider Sicilien, wird ſtets bey Uns verbleiben. Wenn wir in Sicilien reſidiren, werden wir in Unſern Staaten, diesſeits der Meerenge, einen Königlichen Prinzen Unſrer Familie, oder eine andere vornehme Perſon, welche Wir aus Unſern Unterthanen erwählen, als Unſern Statthalter laſſen. Iſt es ein Königlicher Prinz, ſo ſoll er einen Unſrer Staatsminiſter bey ſich haben; welcher die Correſpondenz mit den bey Uns befindlichen Miniſterien und Staatsſecretariaten führen, und auſserdem noch zwei oder mehrere Directoren bey ſich haben wird; welche in denjenigen Abtheilungen beſagter Miniſterien und Staatsſecretariate, den Vorſitz führen ſollen, die Wir zur Localregierung jenes Theils Unſrer Königlichen Staaten, an Ort und Stelle zu laſſen, für nothwendig erachten werden. Iſt es kein Königlicher Prinz, ſo ſoll der Statthalter ſelbſt mit dem Character eines Miniſters und Staatsſecretärs bekleidet ſeyn; ſelbſt mit den bey Uns befindlichen Miniſterien und Staatsſecretariaten correſpondiren, und obbemeldete zwei oder mehrere Directoren, zu dem erwähnten Zwecke bey ſich haben.

Art. VI. Wenn Wir in Unſern Staaten diesſeits der Meerenge reſidiren, ſo ſoll auf gleiche Weiſe ein Königlicher Prinz Unſerer Familie, oder eine andere vornehme Perſon, welche Wir aus Unſern Unterthanen erwählen, als Unſer Statthalter in Sicilien ſich befinden. Iſt es ein Königlicher Prinz, ſo ſoll er gleichfalls einen Unſrer Staatsminiſter bey ſich haben, welcher die Correſpondenz mit den bey Uns befindlichen Miniſterien und Staatsſecretariaten führen, und auſserdem noch zwei, oder mehrere Directoren bey ſich haben wird; welche in denjenigen Abtheilungen beſagter Miniſterien und Staatsſecretariate den Vorſitz führen ſollen, die Wir in Sicilien zurück zu laſſen für nöthig erachten werden. Iſt es kein Königlicher Prinz, ſo ſoll der Statthalter von Sicilien ſelbſt, mit dem Character eines Miniſters und Staatsſecretärs bekleidet ſeyn; ſelbſt mit den bey Uns befindlichen Miniſterien und Staatsſecretariaten correſpondirenden, und

1816 und obbemeldete zwei oder mehrere Directoren, zu dem erwähnten Zwecke bey ſich haben.

Art. VII. Gedachte Directoren ſollen, ſowohl im erſten als im zweyten Fall, aus Unſern Unterthanen, von was immer für einem Theil Unſerer Königlichen Staaten, gewählt werden; ſo wie es, in Hinſicht auf Sicilien, für die ehemaligen Aemter des Konſultators, des Konſervators und des Secretärs der Regierung, feſt geſetzt war; an deren Stelle eigentlich obgedachte Directoren treten.

Art. VIII. Die Rechtsſachen der Sicilianer werden fortwährend, auch in letzter Appelationsinſtanz, von den ſicilianiſchen Gerichten entſchieden werden. Demzufolge, ſoll, in Sicilien ein oberſter Juſtizhof errichtet werden; welcher über alle Gerichtsſtellen dieſer Inſel erhaben, und von der oberſten Juſtizſtelle, Unſrer Staaten dieſſeits der Meerenge, unabhängig iſt; ſo wie letztere von jenem in Sicilien unabhängig ſeyn wird, wenn Wir Uns auf dieſer Inſel aufhalten. Die Organiſation, dieſer beiden oberſten Gerichtshöfe ſoll, durch ein beſonderes Geſetz, beſtimmt werden.

Art. IX. Die Abſchaffung des Fundalismus, in Sicilien, iſt beybehalten; ſo wie auch in Unſern andern Staaten, dieſſeits der Meerenge.

Art. X. Der Antheil Siciliens, an den permanenten Staatsausgaben wird jedes Jahr von Uns beſtimmt und vertheilt werden; kann aber jährlich die Summe von 1,847,687 Unzen und 20 Tari, wie ſie, als actives Einkommen von Sicilien, im Jahr 1813, vom Parlament feſtgeſetzt wurde, nicht überſteigen. Eine gröſsere Summe, welche ſie auch immer ſey, kann, ohne Bewilligung des Parlaments, nicht auferlegt werden.

Art. XI. Von vorbeſagtem Antheile, ſollen jährlich nicht weniger, als 150,000 Unzen, zum Voraus abgezogen, und zu Bezahlung der unverzinslichen Schulden, und der Zinsrückſtände der verzinslichen Schulden von Sicilien, verwandt werden. Bis die gänzliche Tilgung erfolgt iſt, bleibt jährlich dieſelbe Summe, als Amortiſationsfond der Sicilianiſchen Staatsſchuld, beſtimmt.

Art.

Art. XII. So lange, bis das allgemeine Syſtem der Civil - Juſtizadminiſtration, Unſers Königreichs beider Sicilien, promulgirt ſeyn wird, ſollen alle Juſtiz - und Adminiſtrationsgeſchäfte denſelben Gang, wie bisher, fortgehen. 1816

Wir wollen und befehlen, daſs dieſes Unſer, von Uns unterzeichnetes, von Unſerm Rathe und Miniſter Staatsſecretär, in Gnaden - und Juſtizſachen, vidimirtes, mit Unſerm groſsen Inſiegel verſehenes, von Unſerm Rath und Miniſter - Staatsſecretär - Kanzler kontraſignirtes, und in Unſerer allgemeinen Kanzeley, des Königreichs beider Sicilien regiſtrirtes und aufbewahrtes Geſetz, im ganzen Umfange des beſagten Königreichs, mit den gewöhnlichen Feyerlichkeiten, durch die betreffenden Behörden, bekannt gemacht werde; welche ein Protocoll darüber aufzunehmen und die Vollziehung deſſelben zu ſichern haben.

Unſer Miniſter - Kanzler, des Königreichs beider Sicilien, iſt beſonders beauftragt, für Bekanntmachung deſſelben zu ſorgen.

Caſerta, den 12ten Dec. 1816.

(*Unterz.*) FERDINAND.

Der Miniſter - Staatsſecretär, in Gnadenſachen,

Marchese Tomasi.

Der Miniſter - Staatsſecretär - Kanzler,

Tomaso di Somma.

38.

1808 26 Apr. Cartels et Conventions diverſes pour l'extradition des deſerteurs et l'arreſtation des vagabonds 1808 — 1818 *).

I.

Convention entre l'Autriche et la Ruſſie pour l'extradition des deſerteurs.

Kaiſerlich Oeſterreichiſches Edict enthaltend die zwiſchen Ruſsland und Oeſterreich, zu Wien den 26ten April 1808, *geſchloſſene Kartel-Convention* **).

Zwiſchen S. K. K. Apoſtl. Maj. und S. M. dem Kaiſer und Selbſtherrſcher aller Reuſſen iſt folgender Staatsvertrag zu Stande gekommen.

Wir Franz der Erſte, von Gottes Gnaden, Kaiſer von Oeſterreich, König zu Jeruſalem, zu Ungarn, Böhmen, Dalmazien, Kroazien, Sclavonien, Galizien und Lodomerien; Erzherzog zu Oeſterreich; Herzog zu Lothringen, zu Salzburg, zu Würzburg und in Franken; Groſsherzog zu Krakau; Groſsfürſt in Siebenbürgen; Herzog zu Steyern, Kärnthen und Krain, Ober- und Niederſchleſien; Fürſt zu Berchtoldsgaden und Mergentheim; gefürſteter Graf zu Habsburg etc.

Da wir mit S. M. dem Kaiſer aller Reuſſen, zur Befeſtigung des zwiſchen beiden Kaiſerhöfen glücklich beſtehenden Freundſchafts-Verbandes und guten Einvernehmens, und um der ſchädlichen Deſertion von beiderſeitigen Truppen möglichſt vorzubeugen, eine gemein-

*) Pluſieurs conventions de ce genre ont déjà été données dans les volumes précedens

1808 7 Mai Conv. entre l'Autr. et la Ruſſie, extrait imparfait S. V. p. 74.
1808 21 Oct. Conv. entre la Ruſſie et la Saxe S. V. p. 153.
1809. 25 Mai. Conv. entre la Saxe et la Weſtphalie S. V. p. 189.
1810. 6 Nov. Conv. entre le G. D. de Heſſe et la Weſtphalie S. V. p. 304.
1811. 14 Mai. Conv. ent. la Pr. et le Weſtph. ſ l'extr. d Vagab. S. V p. 388.
1812 10 Mai Conv. entre la France et la Pruſſe ſ. l. deſerteurs. S. V. p. 434.

**) La ſubſtance de cet édit a déjà été donnée Suppl. T. V. p. 74.

gemeinschaftliche Uebereinkunft zur wechselseitigen Auslieferung der Deserteurs getroffen haben; so ist unser Wille, dass die darüber abgeschlossene Kartels-Convention zur allgemeinen Kenntniss gelange, und durch gegenwärtiges Edict die wechselseitig eingegangenen Verbindlichkeiten in nachstehenden Paragraphen Unsern Unterthanen zur genauesten Befolgung bekannt gemacht werden. 1808

§. 1. Alle Unsere Civil- und Militär-Gouverneurs, besonders aber die Commandanten der längs Unsern Grenzen aufgestellten Militärposten werden angewiesen, mit der sorgfältigsten Aufmerksamkeit darüber zu wachen, dass kein Deserteur von den Armeen Ihrer Russisch-Kaiserl. Majestät die Grenze überschreiten, noch in den diesseitigen Staaten Schutz und Zuflucht finden könne.

§. 2. Diesemzufolge soll jede Militärperson ohne einige Ausnahme, sie sey von der Infanterie, Kavallerie oder Artillerie, vom Fuhrwesen oder von irgend einer andern Militär-Branche der Kaiserl. Russischen Armeen, welche Unser Gebiet betreten, oder sich auf demselben befinden würde, ohne mit einem Passe in guter und gehöriger Form versehen zu seyn, auf der Stelle arretirt werden, und deren Auslieferung mit Waffen, Pferden, Kleidung, Rüstungsstücken, oder was man sonst bey ihr finden, oder sie anderwärts in Verwahrung gegeben haben könnte, auch dann folgen, wenn ein solcher Deserteur nicht eigends reklamirt werden sollte. Wäre ein solches Individuum früher von den Truppen eines andern Souverains oder eines andern Staates, mit welchem Wir Kartel haben, entwichen, so ist dieser Deserteur nichts destoweniger derjenigen Armee zurückzustellen, von welcher er zuletzt entwichen ist.

§. 3. Sollte es sich, ungeachtet dieser Vorsichtsmaassregeln ereignen, dass es einem solchen Deserteur gelänge, sich heimlich in Unsere Staaten einzuschleichen, oder der Wachsamkeit Unserer Vorgesetzten durch Verkleidung, oder durch Vorweisung falscher Pässe zu hintergehen, und selbst wenn er sich an einem Orte, in einer Stadt oder einem Dorfe Unseres Gebiets ansässig gemacht hätte, soll derselbe nichts destoweniger zurückgegeben und ausgeliefert werden, sobald

1808 fobald er erkannt oder durch die Commandanten Sr. Ruff. Kaif. Maj. reklamirt wird.

§. 4. Von diefer Zurückftellung find ausgenommen, die Deferteurs von der Armee Sr. Ruffifch. Kaif. Maj., welche in Unferen Staaten geboren find, indem zwifchen den beiden Mächten die gegenfeitige Uebereinkunft getroffen worden ift, dafs keine derfelben verbunden feyn foll, Ihre eigenen Unterthanen auszuliefern, welche, nachdem fie bey den Truppen der anderen Macht gedient haben, durch Entweichung in das Gebiet ihres natürlichen Souverains zurückkehren würden.

§. 5. Da Wir ferner mit S. M. dem Kaifer aller Reuffen übereingekommen find, die Verpflegung eines Deferteurs von dem Augenblicke feiner Verhaftung an bis zu jenem der Zurückftellung, auf täglich 4 Kreutzer (4 Kopecken) nebft dem Brod, oder 4 Kreutzer (4 Kopecken) ftatt des Brodes feftzufetzen, und für ein Pferd täglich 6 Pfund Haber, und 10 Pfund Heu Oefterreichifchen Gewichts, nebft dem nöthigen Streuftroh auszumeffen; fo ift der diesfällige Koftenbetrag in gangbarer Münze zu bezahlen, für die Naturalien aber der laufende Marktpreis der, dem Orte, wo der Deferteur ausgeliefert wird, zunächft liegenden Stadt anzunehmen. Die Zahlung diefer Unkoften hat bey Uebergabe des Deferteurs und des Pferdes zu gefchehen. Da Deferteurs keine gefetzliche Schulden machen können, fo kann auch von deren Bezahlung nie die Rede feyn.

§. 6. Es wird weiters demjenigen, welcher einen Deferteur anzeigt, oder einbringt, gegenfeitig eine Belohnung in Gelde (Kaglia) zugeftanden, nämlich: 12 Gulden oder 7 Rubeln, 20 Kopecken für einen Mann zu Fufs, und 18 Gulden oder 10 Rubeln, 80 Kopecken für einen Kavalleriften mit dem Pferde, indem man auf eine feftbeftimmte Art den Rubel zu hundert Kreuzer Oefterreichifcher Währung annimmt, wohlverftanden, dafs die Koften der Fütterung und des Transports in diefe Summe mit eingerechnet werden müffen. Aufser den Verpflegungskoften und der Kaglia kann unter keinem Vorwande etwas verlangt werden, und in dem Falle, dafs der Deferteur aus Unwiffenheit fchon bey den Truppen jener Macht, welche

welche ihn zurückzuſtellen hat, in Dienſte genommen worden wäre, ſollen nur jene Kleidungsſtücke zurückbehalten werden, welche man ihm gegeben hat. Alles übrige wird ſo, wie der Deſerteur, demjenigen Corps, dem er angehört, oder denjenigen, welche zu deſſen Uebernahme abgeſchickt ſind, in Gemäſsheit des 9ten §. zurückgeſtellt. Sollten ſich über den genauen Verhalt einer, bey der Requiſition des Deſerteurs, angegebenen Thatſache Zweifel ergeben, ſo ſollen dieſe keineswegs zum Vorwande dienen, um die Zurückſtellung des Deſerteurs zu verweigern; ſondern um allem Irrthum vorzubeugen, iſt von den Militär- oder Civilbehörden ein Protocoll aufzunehmen, ſolches mit dem Deſerteur zugleich einzuſchicken, und eine Abſchrift davon der betreffenden Behörde Sr. M. aller Reuſsen zuzuſenden. 1803

§. 7. Hätte ſeit ſeiner Entweichung ein Deſerteur in dem Lande, wohin er ſich flüchtete, ein Verbrechen begangen, oder daran Theil genommen, ſo iſt er nichts deſto weniger jener Macht zurückzuſtellen, welcher er angehört. Dieſe wird nach geſchehener Mittheilung aller auf ſein Verbrechen Bezug nehmenden Acten, ihn nach den Geſetzen aburtheilen und beſtrafen laſſen, zugleich aber den Urtheilsſpruch dahin, wo das Verbrechen begangen worden, zur Kenntniſs mittheilen.

§. 8. Ein jedes Detaſchement, welches zum Nachſetzen eines Deſerteurs abgeſchickt wird, hat auf den Grenzen anzuhalten, dergeſtalt, daſs von dem Augenblicke an, wo er ſolche überſchritten hat, derſelbe nur durch einen oder zwei Mann, welche mit Paſs oder Cartouche verſehen ſeyn müſſen, bis zum nächſten Ort verfolgt werden könne, und die daſelbſt befindliche Militär- oder Civil-Behörde zu requiriren, die ſodann ſchuldig iſt, auf der Stelle Aſſiſtenz zu leiſten, um den in Frage ſtehenden Deſerteur zu entdecken, oder zu verhaften. Wird derſelbe wirklich an dem, durch die Parthei, von welcher er deſertirt iſt, angezeigtem Orte arretirt, und nicht durch einen Unſerer Unterthanen eingebracht, ſo findet die Belohnung in Golde (Kaglia) nicht ſtatt.

§. 9. Tritt der Fall einer ſolchen Auslieferung ein, ſo hat der dieſſeitige Truppen-Commandant des

der

1808 der Grenze zunächst befindlichen Postens jenen des nächsten Kaiserl. Russ. Grenz-Postens davon zu benachrichtigen. Ist man über den Tag und die Stunde, wo die Auslieferung vor sich gehen soll, übereingekommen, so werden die Deserteurs durch eine Abtheilung unserer Truppen, auf der an der Grenze bestimmten Punkt, wo sich an demselben Tage und zu derselben Stunde auch das zur Uebernahme beauftragte Truppen-Detaschement Sr. Russ. Kais. Maj. eingefunden haben wird, gebracht, und letzterem gegen gehörige Bescheinigung übergeben. Der Commandant Unsers Postens stellt seinerseits dem Commandanten des Kaiserl. Russ. Postens eine Quittung über die erfolgte Bezahlung der durch vorstehenden 5. und 6. §. festgesetzten Kosten und Auslagen aus.

§. 10. Gleicherweise verordnen Wir, dass die Dienstleute der Offiziers, welche nach einem begangenen Verbrechen in Unserer Armee Dienste nehmen, oder auf Unser Gebiet entweichen würden, auf Belangen arretirt und gegen Vergütung der in dem 5ten §. rücksichtlich der Soldaten bestimmten Verpflegungskosten ausgeliefert werden solle.

§. 11. Ein jeder Offizier Unserer Armeen, welcher sich beigehen lassen würde, entweder durch List oder Gewalt ein zu dem Kaiserl. Russ. Militär-Dienste gehöriges Individuum zur Desertion zu verleiten, oder anzuwerben, soll mit zwey monatlichem Arreste bestraft werden.

§. 12. Eben so soll auch ein jeder Offizier, welcher zur Verhehlung eines Russischen Deserteurs beitragen, seine Entweichung befördern, oder ihn in weiter abwärts liegende Provinzen verschaffen sollte, mit einem Arreste von zwey Monaten bestraft werden. Jedes andere Individuum, welcher sich desselben Vergehens schuldig macht, wird nach seinem Stande, entweder zu einer körperlichen oder zu einer Geldstrafe verurtheilt.

§. 13. Allen Unsern Unterthanen ist es untersagt, von Russischen Deserteurs irgend etwas von Kleidungs- oder Rüstungsstücken, Pferden, Waffen, u. d. gl. zu kaufen. Diese Effecten sind überall, wo man sie findet, als gestohlenes Gut wegzunehmen, und dem Regiment zurückzustellen, von welchem der Deserteur

entwichen

entwichen ist. Derjenige, welcher sie gekauft hat, kann auf keine Entschädigung Anspruch machen, und wenn sie nicht in Natur wieder gefunden werden, so hat der Käufer den Werth derselben in gangbarer Münze zu erstatten, in jedem Falle aber auch noch wegen Uebertretung des gegenwärtigen Verbothes einer Strafe zu unterliegen. 1808

§. 14. Und da Se. M. der Kaiser aller Reussen mit Uns übereingekommen sind, zu gleicher Zeit in allen ihren Staaten ein Edict gleichen Inhalts publiciren zu lassen; so befehlen Wir Unsern Civil-Gouverneurs und Militär-Commandanten, gegenwärtiges Edict überall, wo es vonnöthen ist, publiciren und anschlagen zu lassen, damit niemand sich diessfalls mit Unwissenheit entschuldigen könne. Gleicher Weise befehlen Wir Unsern Militär- und Civil-Beamten, und anderen Vorgesetzten, darauf zu halten, damit dasselbe nach seinem vollen Umfange und Inhalte vollzogen und befolgt werde.

Gegeben in Unserer Kaiserl. Residenzstadt Wien, den 26ten April 1808. Unserer Regierung im siebzehnten Jahre.

FRANZ.

Erzherzog KARL,
Generalissimus.

2.

Convention pour l'extradition des déserteurs conclue le 9 Mars 1812. entre les Grand-Ducs de Würzbourg et de Bade. 1812 22 Fevr. / 9 Mars.

(Copie manuscrite mais sûre.)

Nous Ferdinand etc. Savoir faisons que nous avons jugé à propos de conclure avec S. A. R. le Grand-Duc de Bade, afin de favoriser le service militaire dans les deux Grands-Duchés, et de reserrer les liens de bon voisinage entre les deux souverains, le cartel suivant pour l'extradition réciproque des déserteurs et des conscrits:

ART.

1812 Art. I. Tous les militaires ſans exception et ſans différence d'armes, qui déſerteront des troupes de l'un des deux ſouverains, pour entrer dans le pays et les troupes de l'autre, lors même que celles-ci ſont hors de leur pays, ne ſeront ni reçus au ſervice militaire de ce ſouverain ni recelés par ſes ſujets, ni renvoyés du pays; mais ils ſeront auſſitôt arrètés, ſans attendre aucune réclamation, et livrés avec leurs chevaux, leurs uniformes, leurs armes et autres objets d'équipement. Les déſerteurs ſeuls, qui ſeront reconnus juridiquement pour ſujets de l'état dans lequel ils ont paſſé, ne ſeront point livrés. Mais dans ce cas même, on rendra ſans retenue ceux des objets ci-deſſus qu'ils auront importés avec eux, ou à leur défaut la valeur des dits objets priſe ſur les biens qu'ils pourront avoir. Cette extradition ne pourra néanmoins ſe faire gratuitement, ſi le déſerteur n'a rien; mais dans ce cas, les frais de fourrage, de transport, et autres ſeront rembourſés par le ſouverain auquel les chevaux, et les effets militaires ſeront livrés. Le déſerteur doit être conſidéré comme ſujet du ſouverain dans le pays duquel, ſuivant les regiſtres eccleſiaſtiques ou civils, il eſt né, ou a été élevé dès ſon enfance, ou s'il y a été naturaliſé ſoit perſonnellement, ſoit avec le chef de ſa famille qui s'y ſeroit établi, avant ſon entrée ou ſervice militaire de l'autre puiſſance.

Art. II. Sont comprès parmi les déſerteurs qui doivent être livrés ſans réclamation préalable avec les chevaux et les effets qu'ils ont enlevés, non ſeulement les militaires qui ſont ſous les armes, mais encore tous les individus qui ſont attachés à l'armee par ſerment ou par devoir, ainſi que les ſoldats attachés à l'artillerie ou aux charrois.

Art. III. Sur une réclamation préalable, on livrera aux régimens ou aux autorités les domeſtiques d'officiers, qui ſe ſeroient enfuis, ainſi que les chevaux et les effets qu'ils auroient pris avec eux.

Art. IV. Si un ſoldat déſerte des troupes d'un des ſouverains contractans pour prendre du ſervice chez un troiſième ſouverain, et que de là il paſſe dans le pays ou au ſervice de l'autre ſouverain contractant, il faut examiner ſi ce dernier a un cartel d'échange avec le troiſième ſouverain. Dans ce cas, le déſerteur doit

doit être livré au fouverain du pays d'où il a déferté en dernier lieu; fi au contraire il n'y a pas de cartel, il fera, en vertu de la préfente convention, livré à celui des fouverains contractans dont il a abandonné le fervice. 1812

Art. V. Toutes les autorités civiles et militaires, particulièrement celles des frontières des deux états, font tenues d'examiner avec attention tout militaire qui cherche à s'y gliffer; en cas de foupçon qu'il ait déferté des troupes de l'autre fouverain, de l'arrêter et fi, d'après l'information, le foupçon fe trouve fondé, de le livrer auffitôt à la plus prochaine autorité civile ou militaire avec les chevaux et les effets qu'il a pris avec lui. Si malgré toutes ces mefures, un déferteur à l'aide d'un déguifement ou de faux paffeports parvient cependant à s'introduire dans l'un des deux états, on doit l'arrêter et le livrer auffitôt qu'il fera découvert ou réclamé.

Art. VI. Celui qui oferait cacher un déferteur ou lui prêter fecours, et qui en ferait convaincu, doit, fuivant les circonftances, être emprifonné ou condamné à quelqu' autre peine plus févère. Tout officier qui enrôlerait fciemment un déferteur ou le cacherait, doit non-feulement être tenu de le livrer à fes frais, mais il fera en outre traduit devant un tribunal et puni, fuivant l'occurence de la perte de la place. Tous ceux qui, dans l'un ou l'autre pays, auraient acheté d'un déferteur des chevaux, des armes, uniformes, équipages etc. font tenus de les rendre fans aucun dedommagement au corps dont le déferteur fait partie. Si ces effets n'exiftent plus en nature celui qui les a achetés non feulement eft tenu d'en payer la véritable valeur en argent; mais dans le cas où il ferait convaincu de les acheter fciemment d'un déferteur, il fera puni févèrement.

Art. VII. Tout fujet qui livrera un déferteur, recevra une gratification de 5 florins du Rhin pour un homme fans cheval, 10 fl. pour un homme avec un cheval, et 4 fl. pour le cheval dans le cas où le déferteur aurait réuffi à s'échapper en abandonnant fon cheval.

Art. VIII. Du jour où un déferteur aura été arrêté jusqu'à celui où il fera livré, fon entretien fera de 9 kr. par jour, et celui de fon cheval de 6 livres d'avoine, 8 de foin et 3 de paille. Le prix du fourrage

1812 fera réglé d'après le marché de l'endroit où le déferteur eft gardé, et on fera un compte exact de tous les frais.

Art. IX: Celui des deux fouverains qui recevra le déferteur devra rembourfer les frais d'entretien ainfi que la gratification promife, au plus tard dans l'intervalle de 15 jours. L'extradition aura lieu même dans le cas où ce rembourfement ne pourrait pas être exécuté ponctuellement, à moins que d'autres motifs ne s'y oppofent. On donnera à la partie qui livrera le déferteur un reçu tant pour la perfonne du déferteur que pour fes effets; il en fera de même de la partie qui recevra le déferteur, par rapport au rembourfement des frais.

Art. X. Il fera accordé 24 Kreuzer par jour pour chaque perfonne néceffaire au transport du déferteur. Outre ces frais et ceux mentionnés dans l'article précédent, on ne pourra rien exiger de plus fous quelque prétexte que ce foit dans aucun cas, même dans celui où le déferteur ayant été par méprife incorporé dans les troupes du fouverain qu'il à livré, aurait reçu de l'argent à titre d'engagement, ou fous toute autre dénomination.

Art. XI. La pourfuite du déferteur dans le pays de l'un des deux fouverains ne pourra avoir lieu fans une réquifition préalable ou fans la publication légale de fon fignalement. Mais fur la préfentation de l'une ou l'autre de ces pièces, les magiftrats feront obligés de prèter leur fecours pour l'arreftation du déferteur demandé de vive voix ou par écrit. Dans le cas où un détachement pourfuivrait un ou plufieurs déferteurs, lorsqu'il arrivera à la frontière commune des deux états, il ne la paffera point tout entier, mais il enverra feulement un ou deux hommes, muni de paffeports ou d'ordres militaires, à la pourfuite du déferteur dans les états de l'autre fouverain, ceux-ci ne pourront cependant jamais l'arrèter, mais ils s'adrefferont à la garnifon ou au magiftrat du lieu.

Art. XII. Quant aux déferteurs qui depuis leur évafion fe feront rendus coupables ou complices d'un délit, il eft réglé par les préfentes que les informations fur cet objet fe feront dans le pays où le crime aura été commis, et où il doit être puni d'après les lois qui y font en vigueur. Si un déferteur a commis

dans

dans les états de l'autre fouverain un crime capital, 1812
tel que meurtre, rapine etc., ou tout autre crime qui doit être puni de mort ou de réclufion à vie, alors l'extradition n'aura pas lieu. Mais fi fon crime eft d'un autre genre moins grave, il fera livré après avoir fubi la peine qu'il a encourue, et il n'y aura pas lieu au rembourfement des frais de fon entretien pour le temps qu'auront duré l'information et fon emprifonnement. Dans tous les cas, lorsque le déferteur fera foumis à une information de cette nature, on en inftruira auffitôt fon fouverain, et quand par la fuite fon extradition aura lieu, les actes de la procédure feront remis ou en original ou par extraits légalifés, afin que l'on puiffe juger fi le déferteur eft encore propre au fervice militaire ou non. Dans les deux cas, les chevaux et autres objets que le déferteur pourrait avoir avec lui, feront auffitôt livrés.

Art. XIII. Quant à ce qui concerne les fujets des deux parties contractantes, qui lors de la conclufion du préfent traité fe trouveraient au fervice militaire de l'un des deux fouverains, les individus en état de fervir auront le choix ou de refter à ce fervice ou de retourner dans leur patrie moyennant une indemnité réciproque pour les uniformes et équipemens auxquels ils n'auront point acquis de droits. Ils feront obligés de faire leur déclaration à cet égard dans l'intervalle de deux mois, à compter de la publication de la préfente convention. On fera à ceux qui rentreront dans leur patrie la déduction du temps qu'ils ont fervi chez l'autre puiffance fur le nombre d'années qu'ils doivent fervir dans leur pays. Ceux qui voudront retourner dans leur patrie, recevront leur congé fans aucune difficulté; ceux qui préféreront refter au fervice où ils fe trouvent actuellement, feront foumis relativement à la durée de leur engagement, aux lois de l'état dans lequel ils fervent.

Art. XIV. Tous les fujets ou domiciliés tenus au fervice militaire par la confcription ou toute autre loi, lesquels après la préfente convention voudraient paffer dans les états de l'autre fouverain ou être enrôlés dans fes troupes, non-feulement ne feront point reçus; mais ils feront auffitôt livrés, même fans attendre aucune réclamation, aux autorités civiles et

T 2 militai-

1812 militaires compétentes, et l'on ſuivra à cet égard les meſures preſcrites par la préſente convention pour les déſerteurs. Les deux ſouverains s'engagent mutuellement à n'accorder aux réfractaires ci-deſſus aucun aſile dans leurs états, mais à enjoindre ſtrictement à toutes les autorités que cela concerne de faire rechercher et arrèter ces individus, de faire droit le plus promptement poſſible à toutes les réclamations qui ſeront faites à leur ſujet, et de faire punir convenablement les autorités coupables de négligence à cet égard, ainſi que le ſujet qui cacheraient chez eux les hommes réclamés ou qui favoriſeraient leur fuite.

Art. XV. La préſente convention ſera miſe à exécution à compter du 1er Avril de cette année.

Art. XVI. Il ſera libre aux deux ſouverains de rénoncer à ce cartel, mais alors ils ſe préviendraient réciproquement un an d'avance.

Art. XVII. Cette convention ſera auſſitôt publiée dans les feuilles officielles, lue en préſence des regimens, et il ſera enjoint à toutes les autorités civiles et militaires de s'y conformer avec la plus grande exactitude.

Deux exemplaires conformes du cartel ſeront ſignés et ſcellés par les deux ſouverains.

Donné à Wurzbourg, le 22 Fevrier 1812.

FERDINAND.

3.

Conventions de cartel pour l'extradition des deserteurs entre la Prusse et diverses puissances et états 1816 — 1818 *).

1816
25 Mai.

a.

Convention de cartel, conclue entre la Prusse et la Russie, le 25 Mai 1816; ratifiée le 8 Août 1816.

(*Gesetzsammlung für die K. Preussischen Staaten.* 1817. p. 209 - 228.)

Nous Fréderic Guillaume III, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse etc.

Savoir faisons par les présentes: qu'étant convenu avec S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, de faire cesser les abus et les inconvéniens auxquels la désertion des soldats de Nos armées respectives a souvent donné lieu, Nous avons nommé pour discuter, arrèter et signer les conditions d'une Convention de cartel, Notre Chancelier d'Etat, le Prince de Hardenberg etc. et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, ayant nommé dans le même but le Sr. David Alopeus, Son conseiller privé etc., les dits Plénipotentiaires duement légitimés ayant arrèté et signé la Convention de cartel, dont la teneur suit ci-après mot à mot:

S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, animés d'un égal desir de se donner réciproquement des preuves de l'amitié intime qui les unit, sont convenus de faire cesser les abus et les inconvéniens auxquels la désertion des soldats

*) Nombre d'articles de ces conventions conviennent de mot à mot; je me borne donc à donner en entier le cartel avec la Russie et celui avec la Saxe; ce dernier semblant avoir servi de modèle aux conventions subsequentes je me contente d'inserer les articles dans lesquels celles-ci different, en renvoyant quant aux autres à celle avec la Saxe.

1816 soldats de leurs armées respectives a souvent donné lieu et de conclure pour cet effet une Convention de cartel.

En conséquence, les hautes parties contractantes ont muni de leurs plein-pouvoirs, S. M. le Roi de Prusse, le Prince de Hardenberg, Son Chancelier d'Etat, Chevalier des grands ordres de l'aigle noir, de l'aigle rouge, de celui de St. Jean de Jérusalem, et de la croix de fer de Prusse; de ceux de St. André, de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la première classe de Russie; grand-croix de l'ordre royal de St. Etienne de Hongrie, grand-cordon de la légion d'honneur, grand croix de l'ordre de St. Charles d'Espagne, de l'ordre suprême de l'Annonciade de Sardaigne et de celui de St. Hubert de Bavière, Chevalier de l'ordre des Séraphins de Suède, de celui de l'éléphant de Danemarc, de l'aigle d'or de Wurtemberg, de celui du faucon de Saxe-Weimar et de plusieurs autres; et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le Sieur David d'Alopeus, Son conseiller privé, Chambellan actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Cour de Berlin, Chevalier des ordres de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne, de la première classe, grand-croix de celui de St. Vladimir de la seconde classe, et grand-cordon de l'ordre royal de la légion d'honneur; lesquels plénipotentiaires, après avoir échangé leurs plein-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Dès la signature de la présente Convention, les ordres seront donnés aux autorités militaires et civiles dans les provinces limitrophes, de restituer tous les individus qui déserteront des armées respectives des deux Souverains. Ils seront arrêtés et restitués avec les chevaux, les selles, les armes, les habillemens, et tels autres effets qu'ils auront sur eux ou qu'ils auroient été dans le cas d'emporter. Cette stipulation s'étend à l'armée du Royaume de Pologne, à laquelle seront appliqués tous les articles de la présente Convention.

Au nombre des individus qui sont au service militaire de S. M. le Roi de Prusse, et dont l'arrestation et la restitution est stipulée par le présent article, seront comptés tous ceux qui appartiennent au premier et

et au ſecond ban (*Aufgebot*) de la Landwehr, tant officiers que ſous-officiers et ſoldats, ſoit à pied, ſoit à cheval. 1816

Si S. M. impériale et royale juge convenable, d'établir à l'avenir dans ſes provinces de Ruſſie ou de Pologne des levées de cette nature, les individus qui en feront partie, ſeront compris alors, comme ceux de la Landwehr, dans les ſtipulations du préſent cartel.

L'arreſtation et la reſtitution ne pourra être appliquée aux individus qui ſeroient natifs d'une province appartenant à l'état dans lequel ils ſe ſeroient rendus, et qui par conſéquent ne feroient que retourner dans leur patrie; néanmoins les chevaux de ces individus, ainſi que les ſelles, les armes, les habillemens et tels autres effets qu'ils auroient ſur eux, ou qu'ils auroient été dans le cas d'emporter, n'en ſeront pas moins reſtitués à celle des hautes parties contractantes dont ils auront quitté les drapeaux.

Art. II. Les individus dont la déſertion a eu lieu pendant que le dernier cartel étoit en vigueur (c'eſt-à-dire avant le 17 Janvier de l'année courante) ceux qui ont déſerté depuis, ou ceux enfin qui pourroient encore déſerter jusqu'à l'échange des ratifications de la préſente convention, ſeront également réſtitués, néanmoins ſous la réſerve ſtipulée à l'art. 1. concernant les indigènes rentrés dans leurs foyers: et les Etats reſpectifs accorderont réciproquement aux dits déſerteurs une amniſtie générale.

Art. III. Les individus originaires des provinces du ci-devant Duché de Varſovie, qui ſont actuellement dans l'une des armées reſpectives, ſeront réciproquement remis à l'armée de l'état, dans lequel d'après les ſtipulations du traité du $\frac{\text{3 Mai}}{\text{21 Avril}}$ 1815 ſe trouve le lieu de leur origine. Cette meſure ne ſera exécutée cependant que de leur propre gré, et tous les officiers et ſoldats, qui à la ſignature de la préſente Convention ſe trouvent être au ſervice de l'une des hautes parties contractantes, quoique natifs des provinces acquiſes par l'autre, auront la faculté d'y reſter ſans qu'ils puiſſent être inquiétés en aucune manière.

Art.

1816 Art. IV. Les sujets mixtes qui ont fait la déclaration de leur domicile, soit expressément, soit tacitement, selon la teneur de l'article 11. du Traité de Vienne du $\frac{3\text{ Mai}}{21\text{ Avril}}$ 1815, et qui après cette déclaration sont entrés au service militaire d'un des états respectifs, tel qu'il est déterminé à l'article 1. par engagement volontaire, ou bien en suite d'une obligation légale, perdent, comme de raison, le droit mentionné à l'article 12. du Traité de Vienne, d'après lequel ils peuvent, pendant l'espace de huit années, à compter du jour de la ratification du dit Traité, choisir à volonté un autre Souverain. Ce droit leur est toutefois conservé dès qu'ils ont obtenu une démission dans les formes avant l'expiration du dit terme de huit années.

Art. V. Comme il pourroit arriver qu'un déserteur avant la désertion du service de l'une ou de l'autre des parties contractantes, eût déserté des troupes d'un autre Souverain ou d'un autre état avec lequel l'une des hautes parties contractantes eût conclu un cartel, le déserteur n'en sera pas moins réstitué à l'armée de laquelle il aura déserté en dernier lieu.

Art. VI. Il sera défendu aux Généraux et officiers respectifs, et en général aux autorités militaires et civiles d'enrôler ou de recevoir les déserteurs de l'autre partie contractante. Ceux qui se présentent pour se faire enrôler, doivent être examinés soigneusement, et dès que, soit par leurs réponses, soit aux indices extérieurs de leurs habillemens, armes, ou autres quelconques, ils sont reconnus déserteurs, ils seront arrêtés d'abord et sans qu'on en attende la réquisition. La même chose aura lieu s'ils arrivent sans demander d'être enrôlés, mais qu'ils ne soient point munis d'un passeport ou cartouche en bonne et dûe forme. Dès qu'ils auront été arrêtés, il en sera donné avis au chef de la garnison la plus proche, ou au défaut d'une autorité militaire voisine, à l'autorité civile la plus à portée, afin que le déserteur soit conduit jusqu'à la frontière qui sépare les deux états, et que là-même il soit reítitué et remis à ceux qui seront chargés de le recevoir.

Art.

Art. VII. Au cas que le déſerteur échappe à la connoiſſance des autorités militaires et civiles du pays reſpectif où il ſe ſera refugié, la recherche, l'arreſtation et la reſtitution s'en fera par les autorités de ce même pays, et de la manière déterminée à l'article 6. à la première réquiſition qui en ſera faite par les autorités militaires ou civiles, du pays d'où il a déſerté; de manière toutefois que cette réquiſition ſe faſſe au plus tard dans le terme de deux ans à compter du jour de la déſertion. Ce terme de deux ans écoulé, le déſerteur ne pourra plus être réclamé. 1816

Art. VIII. La réquiſition pourra être adreſſée à l'autorité militaire ou civile la plus proche. Les autorités militaires rendront les déſerteurs qui ſe ſeront préſentés pour être enrôlés, et les autorités civiles ceux qui ne ſe ſeront pas préſentés à cet effet. Les autorités civiles pruſſiennes prendront là-deſſus les ordres des régences. On tiendra la main réciproquement à ce qu'il ſoit promptement et loyalement ſatisfait aux réquiſitions ſusmentionnées. Afin que la reſtitution des déſerteurs puiſſe ſe faire avec ordre et exactitude, on déterminera de part et d'autre, des garniſons ou des places frontières, dans lesquels on délivrera les déſerteurs, ſelon que ces places ſeront le plus à portée.

Art. IX. S'il s'élevoit des doutes ſur l'exactitude de tel ſait énoncé dans la réquiſition par laquelle un déſerteur eſt réclamé, on ne pourra pars s'en prèvaloir pour refuſer, la reſtitution du déſerteur; le ſeul eas excepté où un déſerteur prétendroit appartenir à l'état où il s'eſt rendu, dans lequel cas les faits doivent avant tout être conſtatés. Mais afin que toute erreur ſoit prévenue, les autorités militaires ou civiles dresſeront un procès-verbal dont on accompagnera le déſerteur: la copie en ſera envoyée ſans délai à la régence de S M. Pruſſienne, de même qu'à celle du gouvernement de S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, du reſſort desquelles ſe trouvera être une telle affaire.

Art. X. Les autorités militaires ou civiles reſpectives ſoit dans les villes, ſoit à la compagne, ne laiſſeront paſſer ni ſous-officier, ni ſoldat, à pied ou à cheval, ou de quel corps de troupes reſpectives qu'il puiſſe être, à moins qu'il ne ſoit muni d'un paſſeport

1816 paſſeport ou cartouche du chef ou commandeur du régiment, du bataillon ou de la compagnie dont il ſe dit être. Au défaut d'un tel paſſeport, l'individu qui devroit en être muni, ſera arrèté, et mis en ſûreté, ainſi que ſes pièces d'habillement, armes, chevaux et effets quelconques, qu'il pourroit avoir ſur lui, ou avoir emportés. L'autorité militaire ou civile la plus à-portée, en ſera avertie ſur-le-champ, et il ſera procédé enſuite d'après la teneur de la préſente convention.

Art. XI. La reſtitution des déſerteurs étant ainſi convenue, toute violation du territoire reſpectif ſera ſoigneuſement évitée et ſévèrement défendue de part et d'autre, auſſi bien que tout enrôlement des déſerteurs ou ſujets reſpectifs.

Ceux qui violent le territoire de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, s'ils ſont ſaiſis dans les pays où ils s'en ſont rendus coupables, ſeront punis là même ſelon les loix. Mais ſi par la fuite ils ſe ſont ſouſtraits à la dite punition, ils ſeront punis d'après les lois, dans le pays de leur Souverain.

S'il s'élève des doutes ſur le fait ou ſur les circonſtances particulières du fait, il ſera établi une commiſſion bilatérale à diriger par les Commiſſaires de la partie léſée. La ſentence de cette Commiſſion, confirmée par les deux Souverains, ſera exécutée ſans délai.

Art. XII. Pour tout déſerteur, les frais d'entretien ſeront acquittés, à raiſon d'un florin et demi de Pologne par jour, et de deux metzes d'avoine, ainſi que de huit livres de foin par jour avec la paille néceſſaire, pour le cheval du deſerteur. Ces fourrages ſeront payés d'après les taux que fournira chaque fois le prix courant du marché de la ville la plus proche. Le payement de ces frais ſe fera lors de la reddition du déſerteur et du cheval, et ces frais ne pourront dans aucun cas être augmentés. Pour donner à cette détermination toute l'efficacité poſſible, les hautes parties contractantes s'engagent de faire dépoſer une ſomme d'argent chez les autorités établies d'après l'Article 8. dans les garniſons ou places frontières, pour y recevoir les déſerteurs. Les frais d'entretien, ainſi que la rémuneration dont il eſt queſtion à l'article 13. ſeront payés ſans aucune difficulté, ſur le compte qui, ſimultanément

tanément avec la réstitution du déserteur, en sera 1816
présenté par l'autorité publique chargée de cette restitution. Si l'on trouvoit ce compte défectueux, ce qui toutefois ne pourra guères avoir lieu, vû la détermination précise du taux des frais d'entretien et de la rémunération, de pareilles réclamations ne seront examinées qu'après que le payement aura été provisoirement effectué.

Les déserteurs ne pouvant contracter des dettes légitimes, il ne sera pas question de la part de l'état requérant, du payement de pareilles dettes. La restitution du déserteur se fera au plus tard huit jours après son arrestation, et celle-ci aura lieu dés qu'on l'aura découvert.

Art. XIII. Il sera accordé une recompense pécuniaire à celui qui aura dénoncé ou amèné un déserteur de la part de celle des hautes parties contractantes, à laquelle la restitution se fera, savoir d'un ducat et demi d'Hollande pour un homme à pied, et de deux ducats et demi pour un cavalier avec le cheval.

Art. XIV. Ceux qui dans le pays de l'un des deux Souverains commettent un délit criminel, ou qui sont accusés ou prévenus d'en avoir commis un, et qui ensuite prennent la fuite, et se rendent dans le pays de l'autre Souverain, seront réstitués de part et d'autre à la première réquisition, laquelle aura lieu de la manière indiquée ci dessous à l'article 15.

L'état ou la condition du coupable accusé ou prévenu ne changera rien à cette disposition, et il sera restitué de quel état ou de quelle condition qu'il soit, noble, habitant d'une ville ou de la campagne, libre, serf, militaire ou civil.

Mais si le dit criminel ou prévenu est sujet du Souverain dans le pays duquel il s'est rendu par sa fuite, après avoir commis un délit criminel dans le pays de l'autre Souverain, sa restitution n'aura pas lieu, mais le Souverain dont il est sujet, fera administrer contre lui bonne et prompte justice. Si cependant un individu quelconque a été arrèté dans le pays où il a commis un délit criminel ou un excès quelconque, et ce pour avoir commis le dit délit criminel ou excès, le Souverain du pays où l'arrestation s'est faite, fera administrer justice contre lui, et lui fera infliger la peine

1816 peine qu'il a encourue, quand même un tel individu feroit fujet de l'autre Souverain.

Art. XV. Les réquifitions à l'effet de la reftitution d'après l'art. 14. feront adreffées refpectivement aux régences de S. M. le Roi de Pruffe, et aux gouverneurs militaires et civils de S. M. l'Empereur de toutes les Ruffies, Roi de Pologne, et non pas aux autorités inférieures, ou aux juftices. L'autorité ainfi requife ordonnera la reftitution, fi le cas y eft qualifié d'après l'article 14. Elle fe fera de manière que de la part de la puiffance requife, main-forte foit prêtée pour le transport de l'individu jusqu'à la frontière, et qu'à cette frontière même le dit individu foit remis à ceux qui y feront envoyés de la part de la puiffance requérante. Si à tel ou tel indice la qualification d'un individu à la reftitution d'après les principes de l'article 14. eft reconnue, même fans réquifition, il fera arrêté par ordre des autorités militaires et civiles refpectives, et avis en fera donné à l'effet de fa reftitution.

Art. XVI. A compter du jour de l'arreftation d'un criminel ou prévenu qualifié d'après l'art. 14. il fera payé par jour pour fon entretien un florin et demi, et deux florins par jour pour frais de détention. Ces frais feront payés lors de la reddition du criminel ou prévenu, et celle-ci fera accélérée autant que poffible.

Art. XVII. Ni les déferteurs, ni les criminels ou prévenus ne pourront de la part du Souverain qui les réclame, être pourfuivis dans le pays de l'autre Souverain, foit par quelque acte de violence ou d'autorité propre, ou clandeftinement. Il eft en conféquent défendu qu'un détachement militaire ou civil, quel qu'il foit, ou quelque émiffaire fecret, paffent la frontière des deux états.

Toute violation de territoire pareille fera fuivie de l'arreftation et de la punition des coupables, là-même où cette violation aura été commife.

Si de la part de la puiffance réclamante la pourfuite d'un déferteur ou de plufieurs déferteurs, ou bien d'un ou de plufieurs criminels ou prévenus, a été ordonnée, foit au moyen d'un détachement militaire ou civil, ou de quelque autre manière que ce foit, cette pourfuite ne doit s'étendre que jusqu'à la frontière

frontière qui ſépare les deux états. C'eſt à ce point qu'il faut que le détachement s'arrête, et un ſeul homme paſſera la frontière. Celui-ci s'abſtiendra de tout acte de violence ou d'autorité propre, et s'adreſſera à l'autorité militaire ou civile la plus proche, ſe légitimera en produiſant les lettres réquiſitoires de ſes ſupérieurs, et propoſera la réclamation. Un tel individu ſera accueilli avec les égards reçus, et il ſera procédé en conſéquence de la préſente Convention. 1816

Art. XVIII. Il eſt défendu de part et d'autre de recéler un déſerteur, ou bien un criminel ou prévenu, ou de le faire paſſer dans quelque contrée, province, ou garniſon éloignée, pour le ſouſtraire à la réclamation.

Des peines de part et d'autre ſeront décernées contre les individus prévenus de ce genre de délit, et les autorités des deux gouvernemens auront ſoin de s'informer réciproquement pour leur mutuelle ſatisfaction, qu'il a été fait juſtice des contrevenans aux préſentes diſpoſitions. L'intérêt et l'équité des deux gouvernemens, ainſi que les lois qu'ils ont adoptées, indiquent dans ce cas, que la peine doit être proportionnée à la nature du délit et aux circonſtances particulières qui peuvent l'aggraver ou l'atténuer.

Art. XIX. Il eſt défendu de part et d'autre d'acheter les chevaux, les ſelles, les armes et les habillemens d'un déſerteur, ainſi que les effets quelconques qu'il a emportés. Il eſt de même défendu d'acheter les effets quelconques emportés par un criminel ou prévenu.

Tout ce qui a été acheté de cette manière ſera rendu gratis par l'acheteur, qui en reſtituera le prix au cas que les chevaux, ſelles, armes, habillemens et effets ſusdits ne ſe trouvent plus chez lui.

L'acheteur ſera encore ſoumis à une peine proportionnée ſuivant les lois du pays.

Art. XX. Si la reſtitution d'un déſerteur, d'un criminel ou d'un prévenu ne ſe fait point dans un cas, où d'après cette convention elle devroit ſe faire, et que le dit individu, enrôlé contre la teneur de cette Convention ou non enrôlé, retourne par déſertion ou par fuite dans le pays auquel il auroit dû être reſtitué, le Souverain du pays n'eſt pas tenu de le rendre.

Art.

1816 Art. XXI. Les hautes parties contractantes s'engagent d'empêcher que les vagabonds ou criminels qui devront être expulſés de leurs états, paſſent dans ceux de la puiſſance co-ſignataire de la préſente Convention, à moins que ces individus ne ſoient nés, ou n'ayent eu leur dernier domicile dans les dits états. Mais même dans ces deux cas la régence la plus proche des états reſpectifs en ſera prévenu avant l'expulſion; elle indiquera l'endroit où la rémiſe d'un tel individu devra s'effectuer, et cette remiſe devra être accompagnée des pièces juſtificatives ſur le lieu de naiſſance ou le dernier domicile de l'individu qu'on voudra transporter.

On ne pourra pas liquider de frais à l'occaſion d'un tel transport, parce qu'il n'aura pas eu lieu à la ſuite d'une réquiſition préalable.

Art. XXII. Il s'étend de ſoi-même, et il eſt expreſſément ſtipulé par le préſent article, que cette Convention n'aura point d'effet rétroactif.

Les déſerteurs qui ont déſerté avant le terme fixé par le prémier article de la préſente convention, et ceux auxquels ne s'appliqueroient pas les exceptions mentionnees dans les articles ſuivans, ne ſeront pas rendus. Quant aux criminels ou prévenus qui, d'après les principes établis à l'article quatorzième ſeroient ſoumis à la réclamation et à la réſtitution, en tant que le délit criminel dont ils ſe ſont rendus coupables, ou dont ils ſont accuſés ou prévenus, eût été commis après le terme fixé à l'article premier de cette Convention, la reſtitution s'en fera de part et d'autre, quand même le dit délit criminel et leur fuite auroient eu lieu avant le dit terme.

Au reſte, tous les différens qui pourroient avoir exiſté ou exiſter entre les hautes parties contractantes au ſujet de la déſertion ou de l'enrôlement jusqu'à l'époque de la ſignature de la préſente Convention, ſont par cette convention même terminés et annulés.

Art. XXIII. La durée de la préſente Convention eſt fixée à douze ans.

Art. XXIV. La teneur de cette Convention ſera publiée dans les deux états et dans les armées reſpectives des deux Souverains, d'abord après l'échange des ratifications; afin que perſonne n'en ignore le contenu,

contenu, et qu'à compter des termes exprimés, elle ſoit ſuivie et exécutée ponctuellement dans tous les articles. 1816

Les gouverneurs et commandans des provinces limitrophes, les officiers-généraux et autres, les autorités militaires et civiles reſpectives, les régences et leurs ſubordonnés feront inſtruits des ſtipulations de la préſente convention. Ils auront l'injonction de veiller à ſon exécution fidèle, et de lui donner à cet effet la plus grande publicité dans leurs gouvernemens et dans les provinces confiées à leur ſurveillance reſpective; à quoi ſervent entr'autres les publications annuelles inſerées dans les gazettes des réſidences et dans les feuilles officielles des provinces.

Art. XXV. Les ratifications de cette Convention feront échangées ici à Berlin dans l'eſpace de ſix ſemaines, ou plutôt, ſi faire ſe peut.

En foi de quoi nous les Plénipotentiaires reſpectifs l'avons ſignée, et y avons appoſé le ſçeau de nos armes.

Fait à Berlin, le 25 de Mai 1816.

(L. S.) *Le Prince* de Hardenberg.
(L. S.) d'Alopeus.

Nous, après avoir lu et examiné cet acte, l'avons trouvé en tous ſes points et articles conforme à Notre volonté, en conſéquence de quoi Nous l'avons accepté, approuvé, confirmé et ratifié, comme Nous l'acceptons, l'approuvons, le confirmons et le ratifions par les préſentes, pour Nous et pour Nos ſucceſſeurs, promettant en foi et parole de Roi d'accomplir et d'obſerver ſcrupuleuſement la dite Convention de cartel dans tous ſes points, ſans y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu par d'autres, de quelque manière que ce ſoit ou puiſſe être.

En foi de quoi Nous avons ſigné ces préſentes de Notre main et y avons fait appoſer Notre ſçeau royal.

Fait à Berlin, le huitième Août de l'an de grâce, mil-huit-cent-ſeize et de Notre règne le dix-neuvième.

(L. S.) *FRÉDERIC GUILLAUME.*
Le Prince de Hardenberg.

Articles

1817

Articles additionnels

en date du $\frac{5 \text{ Avril}}{24 \text{ Mars}}$, *ratifiés le* 16 *Avril* 1817, *à la Convention de cartel signée entre la Prusse et la Russie en date de Berlin le* $\frac{13}{25}$ *Mai* 1816.

Nous Fréderic Guillaume III., par la grâce de Dieu, Roi de Prusse etc.
savoir faisons par les présentes:

Ayant de concert avec S. M. l'Empereur de toutes les Russies jugé à propos de modifier plusieurs articles de la Convention de cartel conclue entre la Prusse et la Russie, en date de Berlin le $\frac{13}{25}$ Mai 1816, et les plénipotentiaires qui ont signé la dite Convention ayant pour cet effet conclu et signé en date de Berlin le $\frac{\text{cinq Avril}}{\text{vingt-quatre Mars}}$ de cette année, les cinq articles additionnels, dont la teneur suit mot-à-mot.

S. M. le Roi de Prusse, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ayant résolu, après la ratification de la Convention de cartel du $\frac{13}{25}$ Mai, mil-huit-cent-seize, de modifier les articles onze, douze et seize dont l'application pourroit amener des difficultés, contraires à leurs intentions mutuelles, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des Articles additionnels suivans, relatifs à l'enquête des délits de violation de territoire et aux frais d'entretien des déserteurs, et qui par conséquent seront substitués aux articles susmentionnés.

Art. I. Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, chargé de l'information des délits militaires.

Art. II. Le dit tribunal examinera le fait, entendra les témoins, et aménera les actes au point que la sentence puisse être prononcée. Ces actes seront transmis ensuite au Général-en-chef des troupes dont dépend le coupable, aux fins de faire prononcer la sentence conformement aux lois de chaque pays. La sentence sera communiquée au tribunal chargé de l'information, qui la publiera au prévenu, retenu par lui aux arrêts jusqu'à cette epoque.

Selon la teneur de cette sentence le prévenu sera de suite mis en liberté, ou délivré à l'autorité de l'autre

l'autre état, la plus voiſine, pour lui faire ſubir la peine infligée. 1816

Art. III. L'information du procès aura lieu ſans interruption et devra être accélérée le plus que poſſible. Si le tribunal chargé de prononcer la ſentence, demande auparavant des éclairciſſemens ultérieurs, ces éclairciſſemens ſeront fournis à la réquiſition du dit tribunal par l'autorité chargée de l'information du délit.

Art. IV. Au lieu du prix fixé dans l'article douze de la Convention de cartel, il a été convenu que les frais d'entretien pour tout déſerteur ſeront acquittés à raiſon de deux gros courant de Pruſſe, ou quinze gros de Pologne. Les autres déterminations reſtent telles qu'elles ont été ſtipulées dans le dit article.

Art. V. Ce compter du jour de l'arreſtation d'un criminel ou prévenu qualifié d'après l'article quatorze, il ſera payé par jour pour ſon entretien deux gros courant de Pruſſe, ou quinze gros de Pologne, et trois gros courant de Pruſſe, ou vingt-deux gros et demi de Pologne, pour jour pour frais de détention. — Ces frais ſeront payés lors de la reddition du criminel ou prévenu. Cet article eſt ſubſtitué à l'article ſeize de la Convention de cartel.

Ces articles additionnels auront la même force et valeur que s'ils étoient inſérés mot-à mot dans la Convention de cartel, et les autorités reſpectives des deux Gouvernemens s'y conformeront exactement.

Ils ſeront de plus annexés à la dite Convention et ratifiés ſéparément, et les ratifications en ſeront échangées dans ſix ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires les ont ſignés en double expédition et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le $\frac{\text{cinq Avril}}{\text{vingt-quatre Mars}}$ 1817.

(L. S.) *Le Prince* de Hardenberg.
(L. S.) d'Alopeus.

Nous, après avoir lu et examiné ces dits articles additionnels, les avons trouvés en tout point conformes à Notre volonté; en conſéquence de quoi Nous les avons acceptés, approuvés, confirmés et ratifiés,

 comme

1816 comme Nous les acceptons, approuvons, confirmons et ratifions par les présentes, pour Nous et Nos successeurs, promettant en foi et parole de Roi, d'observer scrupuleusement les dits articles additionnels, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu par d'autres, de quelque manière que ce soit, ou puisse être.

En foi de quoi Nous avons signé ces présentes de Notre main et y avons fait apposer Notre sceau royal.

Fait à Berlin le seize Avril, l'an de grâce mil-huit-cent-dix-sept et de Notre règne le vingtième.

(L. S.) *FRÉDERIC GUILLAUME.*

Le Prince DE HARDENBERG.

b.

1817 18 Avr. *Cartel-Convention zwischen Preussen und Sachsen, vom 18ten April 1817; ratificirt am 3ten May dieses Jahres.*

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* 1817. p. 125-131.)

Nachdem I. I. K. K. M. M. von Preussen und von Sachsen, zu mehrerer Beförderung des zwischen beiden Staaten bestehenden nachbarlichen Vernehmens, eine Convention, wegen gegenseitiger Auslieferung der beiderseitigen Deserteurs und sonst austretenden militärpflichtigen Mannschaft zu errichten beschlossen haben, so sind zu dem Ende mit Auftrag versehen und ausdrücklich bevollmächtiget worden: von S. M. dem Könige von Preussen Allerhöchstdessen Geheimer Staatsrath und Cammerherr, auch ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister am Königlich-Sächsischen Hofe, Johann Christian Magnus Freyherr von Oelssen, Ritter des St. Johanniter-Ordens, und von S. M. dem König von Sachsen Allerhöchstdessen Cabinets-Minister und Staatssecretär, Dettlev Graf von Einsiedel, Ritter des Ordens der Rautenkrone, Grosskreuz des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst-, dann des Königl. Ungarischen St. Stephans-Ordens:

Welche,

Welche, nach Auswechfelung ihrer Vollmachten, nachftehende Vertragspuncte, unter Vorbehalt beiderfeitiger Allerhöchften Ratification abgefchloffen haben. 1817

Art. I. Alle in Zukunft, und zwar vom Tage der Publication gegenwärtiger Convention, nach vorausgegangener Ratification angerechnet, von den Armeen der beiden hohen contrahirenden Theile, unmittelbar oder mittelbar in des andern Lande, oder zu deffen Truppen, wenn diefe auch aufserhalb ihres Vaterlandes fich befinden follten, defertirenden Militärperfonen follen gegenfeitig ausgeliefert werden. Extradition d. déferteurs.

Art. II. Als Deferteurs werden, ohne Unterfchied des Grades oder der Waffe, alle diejenigen angefehen, welche zu irgend einer Abtheilung des ftehenden Heeres oder der bewaffneten Landesmacht, nach den gefetzlichen Beftimmungen eines jeden der beiden Staaten gehören, und derfelben mit Eid und Pflicht verwandt find, mit Inbegriff der bei der Artillerie oder fonftigem Fuhrwefen angeftellten Knechte. Définition d. déferteurs.

Art. III. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein Deferteur der hohen contrahirenden Mächte früher fchon von einer andern Macht defertirt wäre, fo wird dennoch, felbft wenn mit der letztern ebenfalls Auslieferungsverträge beftänden, die Auslieferung ftets an diejenige der hohen contrahirenden Mächte erfolgen, deren Dienfte er zuletzt verlaffen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Souverains zu denen eines dritten, und von diefem wiederum in die Lande des andern paciscirenden Souverains, oder fonft zu deffen Truppen, defertirt; fo kommt es darauf an, ob letzterer Souverain mit jenem dritten ein Cartel hat. Ift diefes der Fall, fo wird der Deferteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen ift; im entgegengefetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Souverain, deffen Dienfte er zuerft verlaffen hat, ausgeliefert. Déferteurs du fervice d'autres P.

Art. IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deferteurs zu verweigern, anerkannt: Exceptions pour le refus d'extrad.

a) Wenn der Deferteur aus den Staaten des jenfeitigen hohen Souverains, fo wie fie durch die neueften Verträge begrenzt find, gebürtig ift, und alfo vermittelft der Defertion nur in feine Heimath zurückkehrt.

 b) Wenn

1817 *b*) Wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchem er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten, entweder im Original oder auszugsweise, und in beglaubten Abschriften, übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militärdienst geeignet sey oder nicht.

Schulden oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staat, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

Equipages. ART. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auf die Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur- und Montirungsstücke, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen worden sind; und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird.

Lieux par l'extrad. ART. VI. Um durch die möglichste Regelmäßsigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, werden beide hohe contrahirenden Theile wegen bestimmter, an ihren Grenzen belegenen gegenseitigen Ablieferungsorte (wozu solche Städte gewählt werden sollen, in welchen sich Garnison befindet) übereinkommen, an welchen eine gegenseitig bekannt zu machende Behörde mit der Empfangsnahme der Deserteurs und sofortigen Bezahlung aller in den nachfolgenden Artikeln 10. und 12. stipulirten Kosten beauftragt seyn wird.

Sans attendre la requisition. ART. VII. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militär- oder Civilbehörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird derselbe, nebst den etwa bey sich habenden Effecten, Pferden, Waffen etc. sofort, unter Beifügung eines aufzunehmenden Protocolls, an die jenseitige Behörde, im nächsten Ablieferungsorte gegen Bescheinigung übergeben.

Cas de requisition. ART. VIII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er übergetreten ist, entgangen seyn, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfalsige Requisition erfolgen,

erfolgen, felbft dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militärdienfte des gedachten Staats angeftellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wefentlicher in der Requifition angegebener Thatfachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, folche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung derfelben zwifchen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ift der Auslieferung Anftand zu geben. 1817

Art. IX. Die in vorftehenden Artikel erwähnten Requifitionen ergehen Preufsifcher Seits an die Sächfifche Landesregierung und refp. das Oberamt zu Budiffin, oder das Königliche General-Commando, und Sächfifcher Seits an die nächfte Provinzial-Regierung, oder an das General-Commando der Preufsifchen Provinz, wohin der Deferteur fich begeben. Von den Militärbehörden werden diejenigen Deferteurs, welche etwa zum Dienfte angenommen feyn follten, von den Civilbehörden aber diejenigen, bei denen dies der Fall nicht ift, ausgeliefert. Requifitions à qui adreffées.

Art. X. An Unterhaltungskoften werden der ausliefernden Macht für jeden Deferteur, vom Tage feiner Verhaftung an, bis zum Tage der Auslieferung einfchliefslich, für den Tag drei Grofchen Preufsifch Courant; für ein Pferd aber täglich fechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh, Dresdener Gewicht, den Centner zu einhundert und zehn Pfund, gut gethan. Frais de nourriture.

Die Berechnung der Futterkoften gefchieht nach den Marktpreifen des Orts, oder der nächften Stadt, wo die Arretirung gefchehen ift, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringfte Schwierigkeit, gleich bei der Auslieferung.

Art. XI. Aufser diefen Koften und der im nachfolgenden Artikel 12. bemerkten Belohnung, kann ein mehreres unter irgend einem Vorwand, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Souverains, der ihn auszuliefern hat, angeworben feyn follte, etwa wegen des Handgeldes, genoffener Löhnung, Bewachung und Fortfchaffung, oder wie es fonft Namen haben möchte, nicht gefordert werden. Nuls autres rembourfemens.

Art. XII. Dem Unterthan, welcher einen Deferteur einliefert, foll eine Gratification von fünf Thaler Gratifications.

Preufsifch

1817 Preufsifch Courant für einen Mann ohne Pferd, und von zehen Thaler Preufsifch Courant für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem ausliefernden Theile vorgefchoffen und fofort bei der Auslieferung wieder erftattet werden. In Rückficht anderer ausgetretenen Militärpflichtigen, die nicht nach Art. II. in die Claffe der eigentlichen Deferteurs gehören, fällt diefes Cartelgeld weg.

Quittance. Art. XIII. Ueber den Empfang der Art. 10 und 12. gedachten Koften- und Gratificationserftattung hat die ausliefernde Behörde zu quittiren. Des etwa nicht fofort auszumittelnden Betrags der zu erftattenden Unkoften halber, ift aber die Auslieferung des Deferteurs, wenn derfelben fonft kein Bedenken entgegen fteht, nicht aufzuhalten.

Arrestations. Art. XIV. Allen Behörden, befonders den Grenzbehörden, wird es ftrenge zur Pflicht gemacht werden, auf die jenfeitigen Deferteurs ein wachfames Auge zu haben, und daher einen jeden, aus deffen Ausfagen, Kleidung, Waffen oder andern Anzeichen, fich ergiebt, dafs er ein folcher Deferteur fey, fogleich, ohne erft eine Requifition deshalb abzuwarten, unter Auffìcht zu ftellen, oder nach Umftänden zu verhaften.

Extradition des obligés au service. Art. XV. Alle, nach der Verfaffung der beiderfeitigen Staaten, Referve- oder Landwehr- und überhaupt militärpflichtige Unterthanen, welche fich, von Zeit der Publication diefer Convention an, in die Lande des andern Souverains oder zu deffen Truppen begeben, find auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es foll mit diefer Auslieferung im Uebrigen, fowohl in Hinficht der dabei zu beobachtenden Form, als auch wegen der zu erftattenden Verpflegungskoften, eben fo gehalten werden, wie es wegen der Auslieferung militärifcher Deferteurs in diefer Convention beftimmt ift.

Bei allen folchen Auslieferungen aber, welche von der Obrigkeit auf jenfeitige Requifition bewirkt werden, wird ein Cartelgeld nicht entrichtet.

Renvoi de ceux soupçonnés. Art. XVI. Diejenigen Individuen, welche nach den Gefetzen eines jeden der paciscirenden Staaten im militärpflichtigen Alter find, und bei Ueberfchreitung der gegenfeitigen Grenzen, ohne eine hinreichende Legitimation vorzeigen zu können, den Verdacht auf

fich

ſich ziehen, daſs ſie ſich der Militärpflicht gegen ihren Staat entziehen wollen, ſollen ſofort zurückgewieſen, und dergleichen Perſonen weder Aufenthalt noch Zuflucht in dem jenſeitigen Staate geſtattet werden. 1817

Art. XVII. Den beiderſeitigen Behörden und Unterthanen wird ſtrenge unterſagt werden, Deſerteurs oder ſolche Militärpflichtige, die ihre desfallſige Befreiung nicht hinlänglich nachweiſen können, zu Kriegsdienſten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieſelben, um ſie etwanigen Reclamationen zu entziehen, in entferntern Gegenden zu befördern. Auch ſoll es nicht geſtattet werden, daſs von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der hohen Souverains angeworben werden. Engagemens défendus.

Art. XVIII. Wer ſich der wiſſentlichen Verhehlung eines Deſerteurs oder Militärpflichtigen und der Beförderung der Flucht deſſelben ſchuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnisſtrafe belegt. Peine des fauteurs.

Art. XIX. Gleichmäſsig wird es den Unterthanen beider hohen contrahirenden Mächte unterſagt werden, von einem jenſeitigen Deſerteur Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur- und Montirungsſtücke zu kaufen oder ſonſt an ſich zu bringen. Der Uebertreter dieſes Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an ſich gebrachten Gegenſtände, ohne den mindeſten Erſatz, oder zu Erſtattung des Werths angehalten, ſondern noch überdem mit willkührlicher Geld- oder Gefängnisſtrafe belegt werden, wenn bewieſen wird, daſs er wiſſentlich von einem Deſerteur etwas gekauft oder an ſich gebracht hat. Défenſe d'achat d'equipemens.

Art. XX. Indem auf dieſe Art eine regelmäſsige Auslieferung der gegenſeitigen Deſerteurs und Militärpflichtigten eingeleitet iſt, wird jede eigenmächtige Verfolgung eines Deſerteurs auf jenſeitigem Gebiete, als eine Verletzung des letztern ſtreng unterſagt und ſorgfältig vermieden werden. Wer ſich dieſes Vergehens ſchuldig macht, wird, wenn er dabey betroffen wird, ſogleich verhaftet, und zur geſetzlichen Beſtrafung an ſeine Regierung abgeliefert werden. Pourſuite de fait défendue.

Art. XXI. Als eine Gebietsverletzung iſt jedoch nicht anzuſehen, wenn von einem Commando, welches Limitation.

1817 ches einen oder mehrere Deserteurs bis an die Grenze verfolgt, ein Commandirter in das jenseitige Gebiet gesandt wird, um der nächsten Ortsobrigkeit die Desertion zu melden.

Diese Obrigkeit muss vielmehr, wenn der Deserteur sich in ihrem Bereiche befindet, denselben sofort verhaften; und wird in diesem Falle, wie überhaupt jedesmal, wenn ein Deserteur von der Obrigkeit verhaftet wird, kein Cartelgeld gezahlt. Der Commandirte darf sich aber keineswegs an dem Deserteur vergreifen, widrigenfalls er nach Artikel 20. zu behandeln ist.

Enrôlemens forcés ou clandestines.

Art. XXII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung im jenseitigen Territorio, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion, oder anderer Unterthanen zum Austreten mit Verletzung ihrer Militärpflicht, ist streng untersagt. Wer eines solchen Beginnens wegen in dem Staate, wo er sich dessen schuldig gemacht, ergriffen wird, ist der gesetzlichen Bestrafung desselben unterworfen. Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seinem Vaterlande aus auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird auf desfallsige Requisition in seinem Vaterlande zur Untersuchung und nachdrücklichen Strafe gezogen werden.

Nul effet rétroactif

Art. XXIII. Diejenigen, welche vor Bekanntmachung dieser Convention von den Truppen der einen der hohen contrahirenden Mächte desertirt sind, und entweder bei der Armee des andern Souverains Militärdienste genommen haben, oder sich, ohne dergleichen wiederum ergriffen zu haben, in dessen Landen aufhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen.

Option accordée à ceux qui sont au service.

Art. XXIV. Den Landeskindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militärdienst des andern Souverains sich befinden, soll die Wahl freistehen, entweder in ihren Geburtsort zurückzukehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen einem Jahre nach Publication gegenwärtiger Convention diesfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden.

Bei

Bei freiwilligen Capitulanten treten diese Bestimmungen erst nach Ablauf der Capitulation ein. 1817

Art. XXV. Gegenwärtige Convention, deren Ratification binnen drei Wochen umgewechselt werden soll, wird von den hohen contrahirenden Mächten, beiderseits zu gleicher Zeit, zur genauesten Befolgung publicirt werden, und ist gültig und geschlossen auf sechs Jahre, mit stillschweigender Verlängerung bis zu erfolgender Aufkündigung, welche sodann jederzeit jedem der hohen contrahirenden Theile ein Jahr voraus freisteht. Ratification.

So geschehen und unterzeichnet, Dresden den 18ten April 1817.

(L. S.) *Freyherr* von Oelssen.

(L. S.) Dettlev *Graf* von Einsiedel.

c.

Convention de cartel entre S. M. le R. de Prusse et S. A. S. de Lippe Detmold signée à Berlin le 31. Oct. 1817. 31 Oct.

(*Gesetzsammlung für die Preuss. Staaten.* 1818. N. 1. p. 2.)

Art. I. Alle in Zukunft und zwar vom Tage der Bekanntmachung der Convention an gerechnet von Unsern Königl. preussischen Armeen und den Truppen Ihro Durchlaucht desertirende Militärpersonen sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

Art. II — IX. *Conviennent de mot à mot avec les art. 2 — 9. de la convention entre la Prusse et la Saxe du* 18 *Avril* 1817.

Art. X. *Convient avec l'art.* 10. *de la convention citée si ce n'est qu'à la fin de cet article il est ajouté.*

Wenn auf die auszuliefernden Deserteurs, nach ihrer zum Zweck der Auslieferung erfolgten Verhaftung wegen Krankheit höhere Verpflegungskosten haben verwendet werden müssen; so werden diese ebenfalls sogleich bei der Auslieferung, jedoch auf den Grund einer mitzutheilenden besonderen Berechnung erstattet.

Art.

1817 Art. XI — XXIV. *Conviennent de mot à mot avec les art.* 11 — 24. *de la susdite convention.*

Art. XXV. *Convient avec l'art.* 25. *de la susdite convention si ce n'est qu'il y est ajouté:*

Wenn auf dem Bundestage jedoch allgemeine Beschlüsse gefaſst würden, welche mit den vorstehenden Bestimmungen unvereinbar sind, so wird das Bundesschluſsmäſsige Verfahren künftig an die Stelle treten.

d.

1818 *Convention du cartel entre les Gouvernemens Prus-*
11 Fevr. *siens et du Grand-Duc de Hesse, signé le* 11 *Fevr. et publiée le* 31 *Mars* 1818.

(*Gesetzsammlung für die Pr. Staaten.* 1818. *p.* 26.)

Art. I — V. *Conviennent de mot à mot avec les art.* 1 — 5. *de la convention du* 18 *Avril* 1817. *entre la Prusse et la Saxe.*

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmäſsigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, sind beide contrahirende Theile wegen bestimmter gegenseitiger Auslieferungskosten dahin übereingekommen, daſs die Groſsherzogliche Stadt und deutsche Bundesfestung Mainz auch für beide contrahirende Staaten zur Empfangnahme der Deserteurs und zu sofortiger Bezahlung aller in den folgenden Artikeln X und XII. stipulirten Kosten bestimmt, und den in Mainz sich befindenden Behörden dazu der besondere Auftrag ertheilt werden soll.

Art. VII et VIII. *Conv. de mot à mot avec les art.* 7 *et* 8. *de la dite convention.*

Art. IX. Die im vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Preuſsischer Seits an das Groſsherzogliche Ober-Kriegs-Colleg., oder an die Provinzial-Cantons-Commandeurs zu Darmstadt, Gieſsen und Worms, und Hessischer Seits an die nächste Preuſsische Provinzial-Regierung oder das nächste Königliche General-Commando der preuſsischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben. Von den Militärbehörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienste ange-

angenommen seyn sollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bei denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert. 1818

Art. X. An Unterhaltungskosten werden der ausliefernden Macht für jeden Deserteur vom Tage seiner Verhaftung an, bis zum Tage der Auslieferung einschliesslich, für den Tag drei Groschen Preussisch Courant, oder dreizehn und einen halben Kreutzer im 24 Fl. Fuss; für ein Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh, Berliner Gewicht, den Zentner zu Einhundert und zehn Pfund gut gethan.

Die Berechnung der Futterkosten geschiehet nach den Marktpreisen des Orts oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehn ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwierigkeit gleich bei der Auslieferung.

Art. XI. *Convient de mot à mot avec l'art.* 11. *de la dite convention.*

Art. XIII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von fünf Thalern Preussisch Courant, oder neun Gulden im 24 Fl. Fuss für einen Mann ohne Pferd, und von zehn Thalern Preussisch Courant oder achtzehn Gulden im 24 Fl. Fuss für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen und so fort bei der Auslieferung wieder erstattet werden. In Rücksicht anderer ausgetretener Militärpflichtigen, die nicht nach Art. 2. in die Classe der eigentlichen Deserteurs gehören, fällt dieses Cartel weg.

Art. XIII — XXV. *Conviennent (mutatis mutandis) mot à mot avec la susdite convention.*

e.

1818 *Convention de Cartel entre le gouvernement de*
16 Fevr. *Prusse et celui de Lippe Schaumburg signée le* 16 *Fevr. et publiée le* 4 *Mai* 1818.

Convient de mot à mot avec le cartel du 31 *Oct.* 1817. *entre la Prusse et Lippe Detmold, inseré ci-dessus; voyés*

Gesetzsammlung s. d. Pr. Staaten 1818. p. 42.

f.

3 Mai. *Convention de Cartel entre les gouvernemens de Prusse et du G. Duc de Mecklenbourg-Schwerin, signée à Berlin le* 3 *Mai* 1818; *publiée le* 8 *Mai* 1818.

(*Gesetzsammlung s. d. Pr. Staaten* 1818. p. 30.)

Art. I. Alle von den Truppen der beiden hohen contrahirenden Theile unmittelbar oder mittelbar in des anderen Lande oder zu dessen Truppen, wenn diese auch ausserhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, desertirende Militärpersonen sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

Art. II — VIII. *Conviennent de mot à mot avec les art.* 2 — 8. *du Cartel du* 18 *Avr.* 1817. *entre la Prusse et la Saxe.*

Art. IX. Die im vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehn von Seiten der betreffenden Preussischen Militär- oder Civil-Behörden unmittelbar an die Grosherzoglich Mecklenburg-Schwerinsche Regierung, und von Seiten der Grosherzoglichen betreffenden Behörden unmittelbar an die nächste Provinzial-Regierung, oder an das General-Commando der Preussischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben hat.

Von

Von den Militär-Behörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienste angenommen seyn sollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bey denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert. 1818

Art. X. *Convient avec l'art.* 10. *de la convention de Cartel entre la Prusse et le Hannovre du* 1 *Août* 1818. *voyés plus bas.*

Art. XI — XXIII. *Conviennent de mot à mot avec les art.* 11 — 23. *de la conv. entre la Prusse et la Saxe.*

Art. XXIV. Indem die gegenwärtige Cartel-Convention an die Stelle der zwischen den beiderseitigen Ministerien resp. unter dem 3. u. 11. August 1813. getroffenen Vereinigung wegen Auslieferung der Deserteurs und militärpflichtigen Unterthanen tritt, sind nur diejenigen Deserteurs der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen, welche bereits vor dem Zeitpunkte der letztgedachten Vereinigung von den Truppen eines der hohen contrahirenden Theile entwichen sind, und bei dem andern Souverain Dienste genommen haben oder sonst in dessen Landen sich aufhalten. Desgleichen sollen solche militärpflichtige Unterthanen, welche zwar erst nach dem vorstehend erwähnten Zeitpuncte ausgetreten sind, jedoch nachweisen können, daſs sie vor Publication der gegenwärtigen Convention bereits drei Jahre hindurch in dem jenseitigen Gebiete ansässig gewesen sind, von der Reclamation ausgenommen seyn.

Art. XXV. *Convient de mot à mot avec l'art.* 24. *de la conv. du* 18 *Avr.* 1817. *avec la Saxe.*

Art. XXVI. *Convient avec l'art.* 25. *de la dite convention si ce n'est qu'on y a ajouté la clause.*

Sollten jedoch auf dem Bundestage allgemeine Beschlüsse gefaſst werden, welche mit einzelnen Bestimmungen der vorstehenden Convention unvereinbar wären, so wird das bundesmäſsige Verfahren an die Stelle der letzteren treten.

So geschehn und unterzeichnet Berlin, den 3. Mai 1818.

g.

g.

1818 3 Mai. *Convention de Cartel entre le Gouvernement Prussien et le Senat de la ville libre anséatique de Hambourg du 3 Mai 1818.*

(Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten. 1818. p. 37.)

Art. I. *Convient avec l'art. 1. du Cartel entre la Prusse et Lippe Detmold du* 31 *Oct.* 1817. *V. ci-dessus.*

Art. II—V. *Conv. avec les art.* 2-6. *de la conv. entre la Prusse et la Saxe du* 18 *Avril* 1817.

Art. VI. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militär- oder Civil-Behörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird sofort die Auslieferung desselben so wie der bey ihm etwa vorgefundenen Effecten, Pferde, Waffen u. s. f. veranlasst.

Art. VII. *Convient avec l'art.* 8. *du Cartel avec la Saxe.*

Art. VIII. Die in vorstehendem Artikel erwähnten Requisitionen ergehn Preussischer Seits, in Hinsicht bereits zum Dienste angenommener Deserteurs an den jedesmaligen Militärchef der Hamburger Garnison, in allen übrigen Fällen aber an den dortigen Polizeyherrn, und Hamburgischer Seits in Hinsicht schon zum Dienst angenommener Deserteurs, an das General-Commando der Provinz, worin sich der Deserteur befindet, in allen übrigen Fällen aber an die betreffende Preussische Provinzial-Regierung.

Art. IX. *Convient avec l'art. X. de la conv. avec Lippe-Detmold du* 31 *Oct.* 1817.

Art. X—XIV. *Conviennent avec les art.* 11-15. *de la conv. avec la Saxe du* 19 *Avr.* 1818.

Art. XV. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge untersagt werden, Deserteurs oder solche Militärpflichtige, die ihre diesfallsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwanigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegen-

den

den zu befördern. Auch ſoll es ihnen nicht geſtattet werden, daſs von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der contrahirenden Theile angeworben werden. 1818

Art. XVI. Wer ſich der wiſſentlichen Verhehlung eines Deſerteurs oder Militärpflichtigen und der Beförderung der Flucht desſelben ſchuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängniſsſtrafe belegt.

Art. XVII. *Convient avec l'art.* 19. *du Cartel avec la Saxe.*

Art. XVIII — XX. *Conviennent avec les artt.* 22 - 24. *de la Convention avec la Saxe.*

Art. XXI. *Convient avec l'art.* 25. *du Cartel avec Lippe-Detmold du* 31 *Oct.* 1817.

h.

Conventions de Cartel entre le Gouvernement Pruſſien et le Senat de la ville libre de Lubec item avec le Senat de la ville libre de Bremen, ſignées le 3 *Mai* 1818. 3 Mai.

Ces Conventions conviennent de mot à mot (mutatis mutandis) avec le Cartel ci-deſſus, ſigné avec la ville libre de Hambourg.

i.

Convention de Cartel entre le Gouvernement d'Hannovre et le Gouvernement Pruſſien, publiée à Hannovre le 1 *Août* 1818. 1 Août.

(*K. Hannov. Geſetzſammlung.* 1. Abthl. Nr. 13.)

Art. I — VIII. *Conviennent de mot à mot avec l'art.* 1 - 8. *de la conv. ci-deſſus du* 18 *Nov.* 1817. *entre la Pruſſe et la Saxe.*

Art. IX. Die in vorſtehendem Artikel erwähnten Requiſitionen ergehen Königl. Hannoveriſcher Seits an die nächſte Provinzial-Regierung oder an das General-Commando der Preuſsiſchen Provinz, wohin der Deſerteur ſich begeben, und Königl. Preuſsiſcher Seits

1818 an das Königliche General-Commando zu Hannover, oder aber an die Provinzial-Regierung der Provinz, wohin der Deſerteur ſich begeben hat.

Von den Militär-Behörden werden diejenigen Deſerteurs, welche etwa zum Dienſt angenommen ſeyn ſollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bey denen dies der Fall nicht iſt, ausgeliefert.

Art. X. Sollten zwiſchen Seiner Majeſtät, dem Könige von Hannover und andern deutſchen Bundesſtaaten, welche durch die Königl. Preuſsiſchen Staaten von dem Hannoveriſchen Gebiete getrennt ſind, Cartel-Conventionen beſtehen, oder noch geſchloſſen werden, in deren Folge Auslieferungsfälle Hannoveriſcher Deſerteurs vorkommen; ſo ſind die Kön. Preuſsiſchen Behörden verpflichtet, dergleichen Deſerteurs von ſolchen hinterliegenden dritten Staaten anzunehmen, und den weiteren Transport nach den in Gemäſsheit des Artikels VI. zu beſtimmenden Hannoveriſchen Ablieferungsorten in eben der Art zu veranſtalten, als ob ſolche Deſerteurs innerhalb der Königl. Preuſsiſchen Staaten ſelbſt zuerſt ergriffen worden wären.

Eine gleiche Verpflichtung ſindet auf Seiten der Königlich Hannoveriſchen Behörden ſtatt, wenn in ähnlichen Fällen auf dem Grunde zwiſchen der Königl. Preuſsiſchen Regierung und andern deutſchen Bundesſtaaten beſtehender Cartel-Conventionen Königl. Preuſsiſche Deſerteurs das Königl. Hannoveriſche Gebiet paſſiren müſſen, um ihre Auslieferung zu bewirken.

Art. XI — XXV. *Conviennent de mot à mot avec les artt.* 10-24. *de la ſusdite convention avec la Saxe.*

Art. XXVI. Es verſteht ſich, und wird hierdurch ausdrücklich erklärt, daſs durch keine der vorſtehenden Beſtimmungen den künftigen etwanigen Beſchlüſſen des Bundestags über einen allgemeinen Termin der Militärpflichtigkeit vorgegriffen, oder die bundesmäſsige Auswanderungs-Freiheit der Unterthanen beſchränkt werden ſoll.

Art. XXVII. Gegenwärtige Convention wird beiderſeits zu gleicher Zeit zur genaueſten Befolgung publicirt werden, und iſt gültig auf ſechs Jahre, mit ſtillſchweigender Verlängerung bis zu erfolgender Aufkündigung, welche ſodann jederzeit jedem der hohen contrahirenden Theile Ein Jahr voraus freiſteht.

39.

Conventions d'étappes ſignées entre la Pruſſe et divers Etats d'Allemagne. 1816. 1817*).

1816
6 Déc.

1.

Durchmarſch- und Etappenconvention, gegenſeitig abgeſchloſſen zwiſchen Preuſsen und Hannover, vom 6ten December 1816.*; ratificirt am* 18*ten December deſſelben Jahres.*

(*Geſetzſammlung für die K. Preuſsiſchen Staaten.* 1817. p. 77-85).

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preuſsen etc.

Thun hiemit kund, daſs Wir, um die, in dem zu Wien am 29. *Mai* 1815. *zwiſchen Uns und S. M. dem Könige von Groſsbritannien und Hannover abgeſchloſſenen Vertrage und zwar in deſſen ſechsten Artikel enthaltene Beſtimmung, wegen künftig zu treffenden Verabredung rückſichtlich der Einrichtung gegenſeitiger Militärſtraſsen, in Ausführung zu bringen, Unſern Staatskanzler Fürſten von Hardenberg beauftragt haben,*

*) La plupart de ces conventions aiant été ſignées en execution des traités conclus 1815 et 1816, j'ai crû ne pas devoir les omettre ici. La ſimilitude de nombre d'articles dans ces traités m'avait fait eſperer qu'en donnant celui avec le Hannóvre du 16 Dec. 1816 qui a ſervi en certain ſens de modèle aux autres, je pourrais me diſpenſer de donner ces derniers en entier en renvoyant aux articles de ce premier qui ſont de même teneur ſur le pied ſur lequel j'en ai agi pour les cartels et pour les conventions ſur le droit de détraction. Cependant j'ai bientôt vu que les frequentes nuances de diverſité qu'on y trouve m'auraient conduit, ou à des inexactitudes ou à des exceptions trop multipliées pour ne pas faire naitre des obſcurités, et j'ai cru qu'il y aurait moins d'inconvenient à groſſir le volume de quelques feuilles pour les donner en entier en ſupprimant toute fois la plupart des actes de ratifications, dreſſés dans la même forme et dont il paraiſſait ſuffire de donner un modèle et les dates.

1816 *haben, Unsern Generalmajor von Wolzogen, Ritter Unsers Ordens* pour le mérite etc. *zu autorisiren, alles was diesen Gegenstand betrifft, zu verhandeln, abzuschliessen und zu unterzeichnen; welcher, und der Königlich - Grossbritannisch - Hannöverische Bevollmächtigte, Herr Freiherr von Ompteda, am 6. d. M. eine Durchmarsch - und Etappenconvention abgeschlossen und unterzeichnet haben, deren Inhalt folgender ist:*

Nachdem S. M. der König von Preussen und S. M. der König von Grossbritannien und Hannover in den unterm 29. Mai 1815. abgeschlossenen Tractaten beliebt haben, gegenseitig den Durchmarsch ihrer Truppen durch die respectiven Lande zu gestatten, und rücksichtlich der Einrichtung der Militärstrasen die nöthigen Verabredungen gemeinschaftlich treffen zu lassen;

So ist deshalb, unter Vorbehalt höchster Ratification, von den zu diesem Geschäfte speciell committirten und bevollmächtigten Unterzeichneten, namentlich dem Freiherrn von Wolzogen, Königl. Preussischen Generalmajor, Ritter des Königl. Preuss. Ordens pour le mérite, des Kaiserl. Russischen St. Annenordens 1ster Klasse, des Grossherzogl. Weimarischen weissen Falkenordens 1ster Klasse, Commandeur des Kaiserl. Oesterreichischen St. Leopold Ordens und Ritter des Königl. Baierischen Militär Max - Joseph - Ordens, und dem Freiherrn von Ompteda, Königl. Grossbritannisch-Hannöverischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, Commandeur des Königl. Grossbrittannisch - Hannöverischen Guelphenordens, Nachstehendes auf das Verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden.

Ligne d'étappes.

I. *Feststellung der Linie der beiden Königl. Preuss. Militärstrassen und der Königl. Hannöverischen Militärstrasse, der Etappen - Hauptörter und Constituirung der Etappenbezirke.*

1. Die Linie der Militärstrasse, welche über Halberstadt und Hildesheim führt, berührt in den Königl. Hannöverschen Landen folgende Etappen - Hauptorte mit den dazu gelegten Etappenbezirken:

Von Wolfenbüttel nach Gross - Lafferde $3\frac{1}{2}$ Meile, mit Gross - Lafferde, Klein - Lafferde, Gudenstedt, Lengede,

gede, Münftedt, Oberg, Grofs-Ilfede, Adenftedt, 1816
Steinbrück, Sühlde, Grofs-Himftedt, Klein-Himftedt, Bettrum, Feldbergen, Oedlum, Mollme, Garniffen mit Garbolzum, Hoheneggelfen.

Von Grofs-Lafferde nach Hildesheim (wo auch den Truppen der Ruhetag auf ihrem Marfch durch die Königl. Hannöverifchen Staaten gegeben wird) $2\frac{1}{2}$ Meile, mit Stadt Hildesheim, Steuerwald, Himmelsthür, Sorfum, Emmerke, Grofs-Efcherde, Klein-Efcherde, Grofs-Giefen, Klein-Giefen, Bettmar, Drispenftedt, Bavenftedt, Einum, Dinklar, Kemme, Achtum und Uppen, Schelvertein, Moritzberg, Achtelfum, Harfum, Honnerfum, Borfum, Hafede, Afel, Machtfum.

Von Hildesheim nach Coppenbrügge $3\frac{1}{2}$ Meile, mit Coppenbrügge, Brunnighaufen, Brullfen, Neuftadt, Johnfen, Herkenfen, Bentorf, Dorpe, Marienau mit Wolldagfen, Hemmendorf, Salzhemmendorf, Lauenftein, Beffingen, Diddeffen, Behrenfen, Oldendorf, Bensdorf, Oerfem, Bisperode.

Aufserdem werden die Ortfchaften Elze, Mehle, Sehle, Esbeck in denjenigen Fällen, wo die Truppen über Hameln nach Lemgo gehen, dem Etappen-Arrondiffement von Coppenbrügge annoch zugelegt.

Von Coppenbrügge nach Oldendorf $3\frac{1}{2}$ Meile, oder nach Hameln 2 Meilen, mit Grofs-Berkel, Klein-Berkel, Selkfen, Ohr, Erzen.

Bei ftarken Durchmärfchen, wie diefes namentlich bei der Rückkehr fämmtlicher Truppen aus Frankreich der Fall feyn könnte, werden dem Etappen-Arrondiffement von Hameln noch folgende Ortfchaften zugelegt: Rohnfen, Afferde, Wehrbergen, Grofs- und Klein-Hiltigsfeld, Haftenbeck, Tundern, Watzen, Königsförde.

Von Hameln nach Alverdiffen 3 Meilen.

2. Die Militärftrafse, welche in Gemäfsheit der oben erwähnten Tractaten über Gifhorn, Celle u. f. w. führt, ift vom Königl. Preufsifchen Gouvernement für die Zeit des Friedens völlig aufgegeben, und wird nur für den Fall eines Krieges und der dadurch veränderten Truppendirectionen refervirt. Dagegen wird dem Königl. Preufs. Gouvernement eine füdlichere Militärftrafse zugeftanden, welche von Heiligenftadt auf Minden führt und folgende Etappenorte berührt:

 Von

1816 Von Heiligenstadt nach Nörthen 4 Meilen;
Von Nörthen nach Einbeck 3 Meilen;
Von Einbeck nach Alfeld 2½ Meile;
Von Alfeld nach Coppenbrügge 3½ Meile;
Von Coppenbrügge nach Oldendorf 3½ Meile.

Diese Strafse soll nur selten und nie zum Marsche von starken Truppencorps gebraucht werden, deren Maximum circa von 1 bis 2 Bataillone und eben so viel Escadrons bestimmt wird. Es ist daher auch nicht nothwendig, auf den genannten Etappenorten besondere dauernde Einrichtungen zu treffen, so wie es überflüssig seyn würde, den Etappenorten für jetzt besondere Rayons zuzulegen; es sollen vielmehr dergleichen Rayons in einzelnen Fällen, wo es nöthig seyn sollte, zu seiner Zeit bestimmt werden.

Die Königl. Hannöverische Regierung soll auch jedesmal drei Wochen vorher requirirt und benachrichtigt werden, wann die erwähnte Strafse gebraucht werden soll.

3. Die Linie der Militärstrafse für die Königl. Hannöverischen Truppen durch die Königl. Preufs. Lande berührt folgende Etappenbezirke:

Von Osnabrück nach Ippenbuhren 3½ Meile, mit Lehen, Kloster Grafenhorst, Pusselbühren, Langenbeck, West-Cappel nebst Dependenz, Lotte, Mettingen, Bevergen;

Von Ippenbuhren nach Rheine 3 Meilen, mit dem Kirchspiel Rheine und Dependenz, Mesum nebst Dependenz, Neuenkirchen nebst Dependenz;

Von Rheine nach Bentheim 3 Meilen;

Die durchmarschirenden Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detaschements bis 50 Mann (welche in die Baracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sind), sind gehalten, nach jedem als zum Bezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird, es sey denn, dafs dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrafse liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenom-

genommen, wenn bedeutende Armeecorps in ſtarken Echellons marſchiren. In ſolchen Fällen werden ſich die mit der Dislocation beauftragten Officiere mit den Etappenbehörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen. 1816

II. *Inſtradirung der Truppen und Einrichtung der Marſchroute.* Feuilles de route

Sämmtliche reſpective durch die Königl. Preuſs. und Königl. Hannövriſchen Lande marſchirende Truppen müſſen auf einer der drei genannten Militärſtraſsen mit genauer Berückſichtigung der nunmehro feſtgeſtellten Etappen-Hauptörter inſtradirt ſeyn, indem ſie ſonſt weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anſpruch machen können. Sollten etwa in der Folge hin und wieder abweichende Beſtimmungen nothwendig werden; ſo kann nur in Gefolge einer Vereinigung beider kontrahirenden hohen Theile eine Aenderung darunter erfolgen. Was die Einrichtung der Marſchrouten betrifft, ſo können die Marſchrouten für die Königl. Preuſs. Truppen, welche durch die Königl. Hannövriſchen Lande marſchiren, nur von dem Königl. Preuſs. Kriegsminiſterio und dem Generalcommando in Sachſen oder Weſtphalen mit Gültigkeit ausgeſtellt werden; dagegen können für die durch die Königl. Preuſs. Staaten marſchirenden Königl. Hannövriſchen Truppen die Marſchrouten nur von dem Königl. Hannövriſchen Generalcommando und dem bei demſelben angeſtellten Generalquartiermeiſter oder Caſſen-Aide mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marſchrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

In den von den oben erwähnten Behörden auszuſtellenden Marſchrouten iſt die Zahl der Mannſchaft, (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu beſtimmen. Insbeſondere iſt darauf zu achten, daſs die Behörden von den Truppenmärſchen frühzeitig genug in Kenntniſs geſetzt werden, und es wird in dieſer Hinſicht Folgendes beſtimmt:

Die Detaſchements unter 20 Mann können nur den 1ſten und 15ten eines jeden Monats von dem letzten Preuſsi.

1816 Preussischen Haupt-Etappenorte abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bei der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft grösserer Detaschements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Escadron müssen die Etappenbehörden wenigstens 3 Tage vorher benachrichtigt werden. Wenn ganze Bataillons, Eskadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein die Etappenbehörden wenigstens 8 Tage zuvor benachrichtigt werden, sondern es sollen auch die gegenseitigen Landesregierungen wenigstens 8 Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Ausserdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirender Officier wenigstens 3 Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Gestellung der Transportmittel u. s. w. mit der Direction über die betreffende Militärstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Hauptörtern für das ganze Corps zu treffen. Dieser kommandirte Officier muss von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruirt seyn.

Logement et nourriture.

III. *Einquartirung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern oder in den Baracken, deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Baracken bestehen für den Unterofficier und die Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrie-

zufrieden zu feyn, fobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäfsig zu fordern berechtigt ift. Die durchmarfchirenden Truppen, welche der Marfchroute gemäfs bei den Unterthanen einquartirt werden, erhalten auf die Anweifung der Etappenbehörden und gegen auszuftellende Quittung der Commandirenden die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden foll. Als allgemeine Regel wird in diefer Hinficht feftgeftellt, dafs der Officier fowohl wie der Soldat mit dem Tifche feines Wirths zufrieden feyn mufs. Um jedoch fchlechter Beköftigung von Seiten des Wirths, wie übermäfsigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes beftimmt. 1816

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Perfon, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, fei es bei dem Einwohner oder in den Baracken, verlangen: 2 Pfund gut ausgebacknes Roggenbrod, ½ Pfund Fleifch und Zugemüfe, fo viel des Mittags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühftück kann der Soldat weiter nichts verlangen, fo wenig wie er berechtigt ift, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Caffee zu fordern; dagegen follen die Ortsobrigkeiten dafür forgen, dafs hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ift, und dafs der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subaltern-Officiere bis zum Capitain excl. erhalten, aufser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüfe und ½ Pfund Fleifch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühftück Caffee, Butterbrod und ⅛ Quart. Branntwein. Der Capitain kann aufser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Für diefe Verpflegung wird gegenfeitig nach vorgängiger Liquidation von dem refp. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt:

Für den Soldaten . .	4	Ggr.	Gold,
Für den Unterofficier . .	4	—	—
Für den Subaltern-Officier .	12	—	—
Für den Capitain . .	16	—	—

Staabe-

1816 Staabsofficiere, Oberften und Generale beköftigen fich auf eigene Rechnung in den Wirthshäufern; in folchen Orten, wo diefes nicht thunlich feyn follte, bezahlt der Staabsofficier 1 Rthlr. Gold, der Obrift und General 1 Rthlr. 12 Ggr. Gold, wogegen der Quartierträger für anftändige und reichliche Koft forgen mufs. Diefe Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtigt.

Weiber und Kinder follen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweife diefes nicht vermieden werden können, fo ift diefe Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marfchroute befonders zu bemerken, und werden alsdann fowohl die Frauen als die Kinder gleich den Soldaten gegen die oben feftgefetzte Entfchädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anfpruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarfchirende Soldaten krank werden, fo follen diefelben auf Koften ihres Gouvernements in einem Etappen-Hospitale verpflegt werden, welches für die Königl. Preufs. Truppen zu Hildesheim feyn foll, und worüber der Etappeninfpector die Auflicht und Berechnung führt. Das Local zu diefem Etappen-Hospitale foll von der Königl. Hannöverifchen Regierung unentgeldlich angewiefen werden.

Für die Anfchaffung der erforderlichen Effecten, fo wie für alle andere Bedürfniffe hat aber das Königl. Preufs. Gouvernement felbft zu forgen.

B. *Verpflegung der Pferde.*

Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müffen gehörig dafür forgen, dafs den Pferden ftets möglichft gute, reinliche Stallung angewiefen wird. Ift der Einquartierte mit der feinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, fo hat er feine Befchwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ift es bei nachdrücklicher Strafe zu unterfagen, dafs die Militärperfonen, welchen Rang fie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen laffen. Die Fourage-Rationen werden auf Anweifung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus

aus einem in jedem Etappenhauptorte zu etablirenden Magazine in Empfang genommen, und die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit frei steht, oder machen die Umstände es in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, daſs, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht gehohlt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen, so hat ebenfalls ein Commandirter des Detaschements die Fourage zur weitern Distribution von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden. Die Lieferung der Rationen soll von der mit der Direction über die betreffende Militärstraſse beauftragten Behörde jährlich öffentlich licitirt und den Mindestfordernden übertragen werden. Der Königl. Preuſs. Etappeninspector muſs zu dieser Licitation eingeladen werden, und kann darauf antragen, daſs ein zweiter Licitationstermin anberaumt wird, wenn ihm die Preise zu hoch scheinen, welches die Königl. Hannöverische Behörde nicht verweigern kann. In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem Magazine genommen, sondern besonderer Umstände wegen, von der Ortsobrigkeit geliefert ist, erhält diese denselben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre. 1816

Die durch die Fouragelieferung, wie auch die übrigen durch die Mundverpflegung und Gestellung des Vorspanns entstehenden Kosten, werden vierteljährig berechnet, und in so weit dieselben nicht compensirt werden können, von dem betreffenden Gouvernement baar berichtigt. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verständigen und einigen.

IV. *Verabreichung des Vorspanns und Gestellung der Fuſsboten.* Transports;

Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörden und

1816 und gegen Quittung nur in so fern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militärpersonen, welche unterweges erkrankt sind, können ausserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappenhospital Anspruch machen. Wenn bey Durchmärschen starker Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muss aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bey der Gestellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, dass sie sich durch eine schriftliche Ordre des Regimentscommandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Gestellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen. Den betreffenden Officieren wird es bey eigener Verantwortung

wortung zur befondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dafs die Wagen unterwegs nicht durch Perfonen erfchwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dafs die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgefetzt find. 1816

Als Vergütung für den Vorfpann wird von dem refp. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein folcher erforderlich ift, die Summe von 6 Ggr. Gold bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes, nach der oben angegebenen Entfernung, bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anfpannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fufsboten und Wegweifer dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden; fondern es find folche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ift, oder wodurch der Weg geht, fchriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber fofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche jedesmal dem Etappeninfpector vorzulegen ift, um die Richtigkeit der angegebenen Entfernungen zu prüfen und zu atteftiren, foll das Botenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold vergütet werden, wobei der Rückweg nicht gerechnet wird.

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärifchen Polizei.* Police militaire

Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht zu halten, foll in Hildesheim ein Königl. Preufs. Etappeninfpector angeftellt werden, deffen Beftimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwanigen Befchwerden, fo viel wie möglich, abzuhelfen. Er hat aber keine Autorität über die Königl. Hannövrifchen Unterthanen. Dem Etappeninfpector wird die Portofreiheit bey Dienftfiegel und Contrafignatur der Militärbriefe zugeftanden. Er foll ein angemeffenes Quartier, ohne Verpflegung, gegen eine billige

1816 billige Vergütung in Hildesheim erhalten. Sollten hin und wieder Differenzen zwiſchen dem Bequartierten und dem Soldaten entſtehen, ſo werden dieſelben von der betreffenden Etappenbehörde und den commandirenden Officieren, wie auch von dem oben erwähnten Etappeninſpector, gemeinſchaftlich beſeitigt. Die Etappenbehörde iſt berechtigt, jeden Unterofficier oder Soldaten, welcher ſich thätliche Miſshandlungen ſeines Wirths oder eines andern Unterthanen erlaubt, zu arretiren, und an den Commandirenden zur weitern Unterſuchung und Beſtrafung abzuliefern.

Den gegenſeitigen Etappenbehörden wird es noch zur beſondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daſs die Wege ſtets in gutem Stande erhalten werden, und überhaupt haben dieſelben ihre ſtete Sorgſamkeit darauf zu richten, daſs es den durchmarſchirenden Truppen an nichts fehle, was dieſelben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenſtand der Etappeninſpector gleichfalls zu wachen hat, und bey den Landesbehörden Beſchwerde führen kann.

Die commandirenden Officiere ſowohl, wie die Etappenbehörden, ſind anzuweiſen, ſtets mit Eifer und Ernſt dahin zu trachten, daſs zwiſchen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geiſt der Eintracht erhalten werde, und daſs die Einwohner in Beziehung auf ihre deutſchen Brüder willig diejenigen Laſten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten ſehr gemildert werden können.

Die reſp. Königl. Preuſs. und Königlich Hannövriſchen Truppen, welche auf eine der genannten Militärſtraſsen inſtradirt werden, ſollen jedesmal von dem Inhalte dieſer Convention, ſo weit es nöthig iſt, vollſtändig unterrichtet werden, ſo wie die erforderlichen Auszüge aus derſelben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden ſollen.

Die vorſtehende Etappenconvention ſoll mit dem erſten Januar 1817. in Kraft treten, auch auf 10 Jahre von beſagtem Dato an gerechnet als gültig abgeſchloſſen ſeyn. Es wird dabey feſtgeſetzt, daſs für den Fall eines in dieſer Periode eintretenden Krieges, den Umſtänden nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Beſtimmungen durch eine beſondere Uebereinkunft regulirt

gulirt werden follen. Auch macht fich die Königlich Hannövrifche Regierung verbindlich, auf die Zeit des Aufenthalts der Occupationsarmee in Frankreich von der Hälfte der auf der Strafse von Halberftadt nach Minden durchmarfchirenden Truppen nur die Hälfte der eben angeführten Preife für Portionen, Rationen, Vorfpann etc. zu liquidiren, eben fo wie auch bey einem dereinftigen Rückmarfche der aus Frankreich zurückkehrenden Armeecorps für fämmtliche zurückkehrenden Truppen gleichfalls nur die Hälfte der Vergütungspreife liquidirt und berichtigt werden foll, wogegen die Königl. Preufsische Regierung fich verpflichtet, für fämmtliche aus Frankreich zurückkehrende und dorthin marfchirende Königl. Hannövrifche Truppen gleichfalls nur die Hälfte der oben feftgefetzten Vergütungspreife zu liquidiren. 1816

Zu Urkund deffen ift diefes reciproke Durchmarfchreglement in duplo ausgefertigt, und unter Vorbehalt höchfter Ratification vollzogen, und gegen einander ausgewechfelt worden.

So gefchehen Berlin, den 6ten Decbr. 1816.

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen.

(L. S.) Ludwig Conrad Georg v. Ompteda.

Wir haben, nachdem Wir diefen auf zehn Jahr vom erften Januar 1817. *ab gültigen Vertrag gelefen und erwogen, den Inhalt davon Unferm Willen gemäfs befunden, und daher angenommen, beftätigt und ratificirt, fo wie Wir ihn hiermit für Uns und Unfere Nachfolger annehmen, beftätigen und ratificiren, und auf Unfer Königliches Wort verfprechen zu thun, dafs er genau und getreulich erfüllt werde.*

Urkundlich deffen haben Wir diefe Ratificationsurkunde eigenhändig unterzeichnet und mit Unferm Königlichen Infiegel bedrucken laffen.

So gefchehen zu Berlin, den 18*ten December eintaufend achthundert und fechszehn.*

(L. S.) FRIEDRICH WILHELM.

C. *Fürft* v. Hardenberg.

2.

2.

1816 31 Dec. *Durchmarsch- und Etappen-Convention vom 31sten Decbr. 1816., gegenseitig abgeschlossen zwischen Preussen und Weimar.*

(Gesetzsammlung für die Königlich Preuss. Staaten, 1817. p. 85-93.)

Nachdem S. M. der König von Preussen etc. und S. K. H. der Grossherzog zu Sachsen-Weimar-Eisenach in dem am 22sten September 1815. zu Paris abgeschlossenen Staatsvertrage Art. IX. den Truppen-Durchmarsch auf mehreren Militärstrassen stipulirt und rücksichtlich der Einrichtung derselben die nöthigen Verabredungen treffen zu lassen beliebt haben; so ist deshalb, unter Vorbehalt Höchster Ratification, von den zu diesem Geschäfte ausdrücklich Bevollmächtigten, namentlich dem Freiherrn von Wolzogen, Königlich Preuss General-Major, Ritter des Königl. Preuss. Ordens *pour le mérite*, des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, des Grossherzogl. Sachsen-Weimarschen weissen Falken-Ordens Grosskreuz, Commandeur des Kaiserl. Oesterreichischen St. Leopold Ordens und Ritter des Königl.-Baierschen Militär-Max-Joseph-Ordens; und dem Freiherrn von Fritsch, Grossherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachschen wirklichen Geheimen-Rath und Staatsminister, des Grossherzogl. Sachsen Weimarschen weissen Falkenordens Grosskreuz, Nachstehendes auf das verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden.

Ligne d'étappes. I. *Feststellung der Linie der Königl. Preuss-Militärstrassen, der Etappen-Haupt-Oerter, und Bestimmung der Etappen-Bezirke.*

1. Buttstedt, welches drei Meilen von Erfurt und $3\frac{1}{2}$ Meile von Naumburg entfernt liegt, wird in der Regel, und so lange die Wege in jener Gegend nicht verdorben sind, als der Etappenort zwischen Naumburg, dem Grossherzogthum Sachsen und Erfurt angenommen, und nur bei sehr übler Witterung und dadurch sehr verschlimmertem Wege wird der Truppenmarsch über Weimar dirigirt. Zu dem Etappenbezirke

bezirke Buttſtedt gehören: Hardisleben, Olbersleben, 1816
Guthmannshauſen, Groſsbrembach, Krautheim, Neumark, Butteſtedt, Nermsdorf, Schwerſtedt, Niederreiſsen, Mannſtedt, Rudersdorf, Nirmsdorf und Oberreiſsen.

2. Von Erfurt nach Koblenz trifft die Militärſtraſse Eiſenach als Etappenort, zu deren Etappenbezirk Fiſchbach, Eichrodt, Stedtfeld, Förtha, Melborn, Wenigen-Lubnitz, Groſs-Lubnitz, Stockhauſen, Hetzelsroda, Stregda, Seebach, Farnroda, Kittelsthal, Mosbach, Eppichnellen, Markſehl und Burkhardsroda gerechnet werden.

3. Vacha, $3\frac{1}{2}$ Meile von Eiſenach. Zu deren Etappenbezirk gehört: Ober- und Unter-Zella, Dorndorf, Frauenſee, Dönnges, Kieſelbach, Niederbreitsbach, Ettenhauſen, Tiefenorth, Merkers, Pferdsdorf, und wenn ſtärkere Truppenmärſche erfolgen, Berka an der Werra, Gerſtungen, Dankmarshauſen, Groſsenſee, Wünſchenſuhl, Fernbreitenbach, Dippach, Horſchlitt, Oberellen, Hurda, Unterellen, Lauchröden und Hausbreitenbach.

Die Entfernung von Vacha nach Hersfeld beträgt 3 Meilen, von Berka nach Hersfeld 3 Meilen, dagegen von Berka nach Eiſenach nur $2\frac{1}{2}$ Meile.

4. Die Militärſtraſsen von den Königl. Preuſs. Staaten nach den Königl. Preuſsiſchen Theilen des Neuſtädter Kreiſes, welche in dem im Eingange erwähnten abgeſchloſſenen Staatsvertrage beſtimmt ſind, werden Königl. Preuſs. Seits vorbehalten, und ſollen auf dieſen Straſsen dieſelben Grundſätze der Verpflegung, Vergütung der Preiſe und polizeilichen Einrichtungen ſtatt finden, wie ſolche in gegenwärtiger Convention beſtimmt worden ſind.

Dagegen wird

5. Königl. Preuſs. Seits Erfurt als Etappenort für die Groſsherzogl. Sachſen-Weimarſchen Truppen auf ihrer Marſchroute von Weimar nach Eiſenach oder Vacha, und von da wieder zurück zugeſtanden, jedoch ſoll in Rückſicht, daſs die Feſtung mit fremden Truppen nicht belegt werden kann, das Nachtquartier und die Verpflegung in den nächſt an der Chauſſee nach Gotha gelegenen Dörfern des Erfurtſchen Gebiets angewieſen werden.

Die

1816 Die durchmarschirenden Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detaschements bis 50 Mann (welche in die Baracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sind), sind gehalten, nach jedem als zum Bezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird; es sey denn, daſs dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewahrung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstraſse liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeecorps in starken Echellons marschiren. In solchen Fällen werden sich die mit der Dislocation beauftragten Officiere mit den Etappenbehörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

Feuilles de route

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschroute.*

Sämmtliche durch die Königl. Preuſsischen und Groſsherzogl. Sachsen-Weimarschen Lande marschirenden Truppen müssen auf immer der genannten Militärstraſsen mit genauer Berücksichtigung der nunmehro festgestellten Etappenörter instradirt seyn, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können.

Sollten etwa in der Folge hin und wieder abweichende Bestimmungen nothwendig werden; so kann nur in Folge einer Vereinigung beider contrahirenden hohen Theile eine Aenderung darunter erfolgen.

Was die Einrichtung der Marschrouten betrifft, so können die Marschrouten für die Königl. Preuſsischen Truppen, welche durch die Groſsherzogl. Sachsen-Weimarschen Lande marschiren, nur von dem Königlich Preuſs. Kriegsministerio und dem Generalcommando in Sachsen oder am Rhein mit Gültigkeit ausgestellt werden; dagegen können für die durch Erfurt marschirenden Groſsherzoglich-Sächsischen Truppen die Marschrouten nur von dem Groſsherzogl. Sächsischen Generalcommando zu Weimar oder zu Eisenach mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Behörden

den gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt. 1816

In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel, genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, dass die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht folgendes bestimmt:

Die Detaschements unter 20 Mann, jedoch mit Ausnahme der Arrestanten, in Ansehung deren es bei der zeitherigen Einrichtung fernerhin verbleibt, können nur den ersten und 15ten eines jeden Monats von dem letzten Preuss. Etappen-Hauptorte abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft grösserer Detaschements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Escadron, müssen die Etappenbehörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtiget werden.

Wenn ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein die Etappenbehörden wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt werden, sondern es sollen auch die gegenseitigen Landesbehörden (in Erfurt die Regierung, in Weimar oder Eisenach die Landesdirection) wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Ausserdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirter Officier wenigstens drey Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w. mit der die Direction über die betreffende Militärstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Hauptörtern für das ganze Corps zu treffen. Dieser commandirte Officier muss von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Trans-

 port-

1816 portmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruirt seyn.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militär-Personen, wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben. Diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bey den Einwohnern, oder in den Baracken, deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Baracken bestehen für den Unterofficier und die Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäfsig zu fordern berechtigt ist.

Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäfs, bey den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung der Commandirenden, die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll.

Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgesetzt, dafs der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden seyn mufs.

Um jedoch schlechter Verköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäfsigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sey es bey den Einwohnern oder in den Baracken, verlangen: zwei Pfund gut ausgebacknes Roggenbrod, ½ Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen

dagegen ſollen die Obrigkeiten dafür ſorgen, daſs hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden iſt, und daſs der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subalternofficiere bis zum Hauptmanne excluſive, erhalten auſser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüſe und ½ Pfund Fleiſch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends, bey jeder Mahlzeit, eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühſtück Kaffee, Butterbrod und ⅛ Quart. Branntwein. Der Hauptmann kann auſser der eben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. 1816

Für dieſe Verpflegung wird, nach vorgängiger Liquidation, von dem Königl.-Preuſs. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt, als:

Für den Soldaten . .	4 Ggr.	in Gold
Für den Unterofficier . .	4 —	—
Für den Subaltern-Officier	12 —	—
Für den Hauptmann . .	16 —	—

Staabsofficiere, Oberſten und Generale beköſtigen ſich auf eigene Rechnung in den Wirthshäuſern; in ſolchen Orten aber, wo dieſes nicht thunlich ſeyn ſollte, bezahlt der Staabsofficier einen Reichsthaler in Gold, der Oberſt und General einen Reichsthaler zwölf gute Groſchen in Gold, wogegen der Quartierträger für anſtändige und reichliche Koſt ſorgen muſs. Dieſe Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtigt.

Weiber und Kinder ſollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweiſe dieſes nicht vermieden werden können, ſo iſt dieſe Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marſchroute beſonders zu bemerken, und werden alsdann ſowohl die Frauen als die Kinder, gleich den Soldaten, gegen die oben feſtgeſetzte Entſchädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anſpruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarſchirende Soldaten krank werden, und nicht fähig ſeyn, in die eigenen Hospitäler, reſpective zu Erfurt oder zu Weimar, zurückgebracht zu werden, ſo ſollen dieſelben auf Koſten

1816 ihres Gouvernements in einem Etappenhospitale verpflegt werden.

B. *Verpflegung der Pferde.*

Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bey nachdrücklicher Strafe zu untersagen, dass die Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen und ihre Pferde hineinbringen lassen.

Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem in jedem Etappen-Hauptorte zu etablirenden Magazin in Empfang genommen, und die dabey etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freysteht, oder machen es die Umstände in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, dass, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen; so hat ebenfalls ein Commandirter des Detaschements die Fourage zur weitern Distribution von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen.

Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden.

Die Lieferung der Rationen soll nach denselben Preisen, wonach solche in Erfurt den Lieferanten bezahlt werden, in dem Grossherzogthum Weimar vergütet werden. Die durch diese Fouragelieferung, wie auch die übrigen durch die Mundverpflegung, Stellung der Vorspanne und der Fussboten u. s. w. entstehenden Kosten werden vierteljährig nach den conventionsmässigen Vergütungspreisen berechnet, und, in so weit dieselben nicht compensirt werden können, von dem betreffenden Gouvernement von drey zu drey Monaten baar berichtigt. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verständigen und einigen.

IV. *Verabreichung der Vorspanne und Stellung der Fufsboten.*

1816

Transport.

Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörden und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militär-Personen, welche unterwegs erkrankt sind, können aufserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappenhospital Anspruch machen.

Wenn bey Durchmärschen starker Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses mufs aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bey der Stellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird.

Quartiermachende Commandirte dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, dafs sie sich durch eine schriftliche Ordre des Regimentscommandeurs als dazu berechtigt, legitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen mufs von den Behörden dafür gesorgt werden, dafs es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben

1816 Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmäfsige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

Den betreffenden Officieren wird es bey eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, dafs die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dafs die Fuhrleute keiner üblen Behandlung ausgesetzt sind.

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem resp. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd, incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von sechs gute Groschen Gold bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere, wird der Entfernung des Etappen Hauptortes, nach der oben angegebenen Entfernung bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weiteren oder näheren Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Aufpannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fufsboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg gehet, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche jedesmal dem Etappeninspector vorzulegen ist, um die Richtigkeit der angegebenen Entfernungen zu prüfen und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede Meile mit vier guten Groschen Gold vergütet werden, wobey jedoch der Rückweg nicht gerechnet wird.

Police militaire.

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen Polizei.*

Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht zu halten, soll in Erfurt ein Königl. Preufs. Etappeninspector angestellt werden, dessen Bestimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwanigen Beschwerden, so viel möglich, abzuhelfen. Er hat aber keine Autorität über die Grofsherzogl. Säch-

ſiſchen Unterthanen. Dem Etappeninſpector wird die 1816
Portofreyheit bei Dienſtſiegel und Contraſignatur der Militärbriefe zugeſtanden. Sollten hin und wieder Differenzen zwiſchen den Bequartierten und den Soldaten entſtehen, ſo werden dieſelben von der betreffenden Etappenbehörde und den commandirenden Officieren, wie auch von dem erwähnten Etappeninſpector, gemeinſchaftlich beſeitigt. Die Etappenbehörde iſt berechtigt, jeden Unterofficier und Soldaten, welcher ſich thätliche Miſshandlungen ſeines Wirths oder eines anderen Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an den Commandirenden zur weitern Unterſuchung und Beſtrafung abzuliefern.

Den gegenſeitigen Etappenbehörden wird es noch zur beſondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daſs die Wege ſtets in gutem Stande erhalten werden, und überhaupt haben dieſelben ihre ſtete Sorgſamkeit darauf zu richten, daſs es den durchmarſchirenden Truppen an nichts fehle, was dieſelben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenſtand der Etappeninſpector gleichfalls zu wachen hat und bey den Landesbehörden Beſchwerde führen kann.

Die commandirenden Officiere ſowohl als die Etappenbehörden ſind anzuweiſen, ſtets mit Eifer und Ernſt dahin zu trachten, daſs zwiſchen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geiſt der Eintracht erhalten werde, und daſs die Einwohner in Beziehung auf ihre deutſchen Brüder willig diejenigen Laſten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten ſehr gemildert werden können.

Die Königl. Preuſs. Truppen, welche auf eine der genannten Militärſtraſsen und die Groſsherzogl. Sächſiſchen Truppen, welche in Erfurt inſtradirt werden, ſollen jedesmal von dem Inhalte dieſer Convention, ſo weit es nöthig iſt, vollſtändig unterrichtet werden, ſo wie die erforderlichen Auszüge aus derſelben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden ſollen.

Dieſe vorſtehende Etappenconvention ſoll mit dem 1ten Januar 1817 in Kraft treten, auch auf zehn Jahre von beſagtem Dato angerechnet, als gültig abgeſchloſſen ſeyn.

1816 Es wird dabey feſtgeſetzt, daſs für den Fall eines in dieſer Periode eintretenden Krieges, den Umſtänden nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Beſtimmungen durch eine beſondere Uebereinkunft regulirt werden ſollen. Auch macht ſich die groſsherzogl. Sächſiſche Regierung verbindlich, auf die Zeit des Aufenthalts der Occupations-Armee in Frankreich, von der Hälfte der auf den genannten Militärſtraſsen nach Frankreich durchmarſchirenden Truppen nur die Hälfte der oben angeführten Preiſe für Portionen, Rationen, Vorſpann u. ſ. w. zu liquidiren, eben ſo wie auch bey einem dereinſtigen Rückmarſch der aus Frankreich zurückkehrenden Armeecorps für ſämmtliche zurückkehrende gleichfalls nur die Hälfte der Verpflegungspreiſe liquidirt und berichtigt werden ſoll.

Zu Urkund alles deſſen iſt dieſes reciproke Durchmarſch-Reglement in duplo ausgefertigt, und unter Vorbehalt Allerhöchſter Ratification *) von den beiderſeitigen Bevollmächtigten vollzogen und gegen einander ausgewechſelt worden.

So geſchehen Weimar, den 31. Decbr. 1816.

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen.
(L. S.) Carl Wilhelm *Frhr.* v. Fritsch.

3.

1817 *Durchmarſch- und Etappen-Convention zwi-*
17 Jan. *ſchen Preuſsen und dem Groſsherzogthum Heſſen, vom 17. Januar 1817; ratificirt am 5ten März dieſes Jahrs.*

(Geſetzſamml. für die Königl. Preuſs. Staaten. 1817. p. 101 — 111.

Nachdem S. K. H. der Groſsherzog von Heſſen in dem 24ſten Artikel des zwiſchen S. M. dem Könige von Preuſsen und Allerhöchſtdenſelben unterm 30ſten Juni 1816 abgeſchloſſenen Staatsvertrage eingewilligt haben, daſs

*) La ratification de la Pruſſe eſt datée de Berlin le 28 Févr. 1817 et conçue dans la forme ordinaire.

1817

daſs Preuſsen ſich einer Militärſtraſse durch das Groſsherzogthum für diejenigen Königl Truppen bediene, die von Erfurt nach Koblenz und für jene die von Koblenz nach Mainz marſchiren, die Beſtimmungen wegen der Etappenplätze, Verpflegung und Disciplin aber durch eine weitereConvention feſtgeſtellt werden ſollten; ſo ſind zu Abſchlieſsung einer ſolchen Convention, von Seiten Sr. M. des Königs von Preuſsen: Freyherr von Wolzogen, Königl. Preuſs. General-Major, Ritter des Königl. Preuſs. Ordens *pour le mérite*, des Kaiſerl. Ruſſiſchen St. Annen-Ordens erſter Claſſe, des Groſsherzoglich-Weimarſchen weiſsen Falken-Ordens erſter Claſſe, Commandeur des Kaiſerl. Oeſterr. St. Leopolds-Ordens und Ritter des Königl. Baierſchen Militär-Max-Joſeph-Ordens; und von Seiten S. K. H. des Groſsherzogs von Heſſen und bei Rhein: Freyherr Heinrich von Münch, Groſsherzogl. Heſſiſcher Geheimer Rath, Hofkammerdirector, Director des Landeskriegscommiſſariats der Provinz Oberheſſen, Commandeur des Groſsherzogl. Heſſiſchen Haus-Ordens und des Kurfürſtl. Heſſiſchen goldenen Löwenordens, zu Bevollmächtigten ernannt worden, welche nach Auswechſelung ihrer Vollmachten, folgendes verbindlich abgeredet und abgeſchloſſen haben.

I. *Feſtſtellung der Königl. Preuſs. Militärſtraſsen, der Etappen-Haupt-Oerter und der Etappen-Bezirke.*

Ligne d'etappes.

A. *Militärſtraſse von Erfurt nach Koblenz.*

§. 1. Die Linie der Militärſtraſse, welche von Koblenz nach Erfurt führt, berührt im Groſsherzogthum Heſſen folgende Etappen-Hauptörter, mit den dazu beſtimmten Etappen-Bezirken.

Von Hersfeld nach Alsfeld zu vier Meilen gerechnet, iſt Alsfeld der Etappen-Hauptort. Der Etappen-Bezirk beſteht aus den Orten: Romord, Linderbach, Altenburg, Zell, Billerthauſen, Eudorf, Eifa, Elbenrod, Dotzelrod und Reibertenrod.

Von Alsfeld nach Grünberg zu 4 Meilen gerechnet, iſt Grünberg der Etappen-Hauptort. Der Etappen-Bezirk beſteht aus den Orten: Reiskirchen, Lindenſtruth, Ettingshauſen, Münſter, Saaſen, Harbach, Göbelnrod,

1817 belnrod, Queckborn, Wetterfeld, Lauter, Wirberg, Stangenrod, Flensungen, Weitpertshein, Merlau und Ilsdorf.

Von Grünberg nach Giesen zu 3 Meilen gerechnet, ist Giesen zwar der Etappen-Hauptort, er nimmt aber blos den Staab und die Hauptquartiere auf, und kommt mit seinen Feuerstellen nicht in Aufrechnung. Der Etappen-Bezirk besteht weiter aus den Grosherzogl. Hessischen Orten: Heuchelheim, Kleinlinden, Groslinden, Leihgestern, Wieseck, Grosenbuseck, Burkhardsfelden, Annerod, Trobe, Rödchen und Altenbuseck. An Königl. Preuss. Ortschaften wird diesem Etappen-Bezirke beygegeben: Atzbach, Dudenhofen, Münchholzhausen, Garbenhain, Lützenlinden, Gross und Kleinrechtenbach.

Von Giesen nach Braunfels werden 3 Meilen gerechnet. Zu den Etappen-Bezirken dieser letzteren Etappe, so wie zu dem Rayon von Wetzlar, werden keine Grosherzogl. Hessischen Orte zugezogen.

B. *Militärstrasse von Koblenz nach Mainz.*

Auf dieser Militärstrasse ist St. Goar die nächste Kön. Preuss. Etappe. Von St. Goar bis Bingen zu 4 Meilen gerechnet, ist Bingen der Etappen-Hauptort. Der Etappen-Bezirk besteht sodann nebst Bingen noch aus den Grosherzogl. Hessischen Orten: Kempten, Galshain, Ober- und Niederingelheim, und wie aus den Königl. Preuss. Orten zu dem Etappen-Bezirke beygegeben: Bacharach, Rheindiebach, Niederrheinbach und Dreieckshausen.

Bey den Etappenbezirken, bei denen die Rayons gemeinschaftlich sind, wird die Einquartierung nach der Anzahl der Feuerstellen repartirt, und jede Feuerstelle, das Haus mag gross oder klein seyn, als eine Einheit angenommen. Rücksichtlich der einzuquartierenden Mannschaft wird der Soldat und Unterofficier als eine Einheit, für den Subaltern-Officier das Dreyfache, und für den Capitain das Vierfache derselben in Ansatz gebracht, und nach diesen Verhältnissen die Vertheilung der Einquartierung auf die einzelnen Ortschaften des Etappen-Bezirks durch die Grosherzogl. Etappen-Behörde vorgenommen. Dem betreffenden Königl. Preuss. Etappen-Inspecteur steht in solchen gemeinschaftlichen Rayons die Einsicht der Etappen-Bücher

Bücher zu, um sich hieraus zu überzeugen, dass die Vertheilung der Einquartierung durchgehends nach den Grundsätzen dieser Convention geschehen sey, und sich im Zeitraume von drey Monaten die Last auf sämmtliche Gemeinden des Etappen-Bezirks thunlichst vertheilet habe. 1817

§. 2. Da man Königl. Preuss. Seits gewünscht hat, zur Erleichterung der Stadt Mainz einen Theil der dortigen Königl. Garnison auf so lange nach Wetzlar zu verlegen, bis der Kasernenbau zu Mainz so weit vorgerückt ist, um den Königl. Preuss. Antheil an der Besatzung vollständig aufnehmen zu können; so haben S. K. H. der Grossherzog von Hessen zu dieser Absicht gern die Hand geboten, und bewilligen bis zur Beendigung des Kasernenbaues, dass die Königl. Truppen der Garnison von Mainz, welche von da nach Wetzlar und von dort wieder zurückmarschiren, ihre Nachtlager in Friedberg nehmen. Auch gestatten S. K. H. eben dieses Nachtlager zu Friedberg für diejenigen zur Garnison von Mainz gehörigen Königl. Truppen, welche über Höchst und Grünberg nach den rückwärts liegenden Königl. Landen, oder von dort nach Mainz marschiren, mit der Bemerkung, dass diese Bewilligung auf andern zur Garnison von Mainz nicht gehörigen Königl. Preuss. Truppen keine Anwendung findet. Für dieses Nachtlager treten alle jene Bedingungen und Vergütungspreise ein, welche diese Convention für die auf den beiden Militärstrasseen marschirenden Königl. Preuss. Truppen festgesetzt. Es wird übrigens zur Unterstützung der Stadt Friedberg derselben ein Rayon beygegeben, der aus den Ortschaften Ober- und Niederwollstadt, Ockstadt, Ober- und Niedermörle, Fauerbach und Bruchenbrücken besteht. Die Entfernung von Höchst nach Friedberg wird hierbei zu 4 Meilen, jene von Friedberg nach Grünberg zu 4 Meilen, und jene von Friedberg nach Wetzlar zu $4\frac{1}{2}$ Meile angenommen.

§. 3. Die Königl. Preuss. Truppen sind gehalten, auf keinen andern als den bezeichneten Etappenstrassen zu marschiren, und nur die benannten Orte als Etappenorte zu betrachten. Kleinere dagegen handelnde Detaschements und einzeln marschirende Militärpersonen werden von den Landesbehörden an die zunächst

1817 zunächst gelegene Preussische Militärbehörde abgeliefert. Grössere Corps, welche nicht angehalten werden können, werden der Preuss. Liquidationsbehörde angezeigt, welche die an dieselbe geschehenen Leistungen aller Art nicht in den Preisen dieser Convention, sondern in den von den Beamten attestirten kostenden Preisen, so wie allen durch den Marsch entstandenen Schaden, nach der unter Beziehung der Königl. Preuss. Etappeninspecteurs vorzunehmenden pflichtmässigen Taxation dreier Taxatoren, bezahlen wird.

§. 4. Die Königl. Preuss. Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detaschements bis 50 Mann (welche in die Baracken kommen, sobald dieselben eingerichtet seyn werden), sind gehalten, nach jedem als zum Etappenbezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Grossherzogl. Hessischen Etappen-Behörde angewiesen wird; es sey denn, dass dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewahrung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrasse liegen. In andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen die Truppen nicht gelegt werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeecorps in starken Echellons marschiren. In solchen Fällen werden sich die, mit der Dislocation beauftragten Königl. Preuss. Officiers, mit den Grossherzogl. Etappenbehörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

§. 5. An jedem Etappenort wird eine Grossherzogl. Hessische Etappenbehörde, aus einem Etappencommandanten, und einem Etappencommissär bestehend, ernannt, welche gemeinschaftlich und ausschliesslich die Einquartierungs-, Verpflegungs- und Transportangelegenheiten, so wie die Etappenpolizei, leiten und besorgen.

§. 6. Die Königl. Preuss. Etappeninspectoren zu Mainz, Hersfeld und Wetzlar, und zwar ersterer in Hinsicht auf die Etappe Bingen, der zweyte auf die Etappe Alsfeld, und letzterer in Hinsicht auf die übrigen Etappen, unterstützen die Grossherzogl. Etappenbehörden in der Weise, dass sie alle bey ihnen angebrachte Beschwerden gegen die durchmarschirenden Königl.

Königl. Truppen auf der Stelle zu entscheiden, zu schlichten, oder sonst zu beseitigen, besonders beauftragt sind. Es ist ferner ihres Amtes, durch die geeignete Requisition und Einleitung bey den Grossherzoglichen Landesbehörden dahin zu wirken, dass die Königl. Truppen auf den Etappen nach den Bestimmungen dieser Convention behandelt, und die Wege allenthalben in fahrbarem Stande erhalten werden. 1817

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.* Feuilles de route.

§. 7. Die Marschrouten für die Königl. Preuss. Truppen können allein von dem Königl. Preuss. Kriegsministerium, und von dem Königl. Generalcommando in Sachsen zu Merseburg, und am Niederrhein zu Koblenz, mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

§. 8. In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, dass die Grossherzogl. Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes bestimmt:

Die Detaschements unter 20 Mann, jedoch mit Ausnahme der Arrestanten, deren Absendung in dringenden Fällen an keinen Tag gebunden ist, können nur den 1sten und 15ten eines jeden Monats von Merseburg, Koblenz oder Mainz abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten) und sollen nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bey der Grossherzogl. Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft grösserer Detaschements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Escadron müssen die Grossherzogl. Etappenbehörden wenigstens drey Tage vorher benachrichtigt werden.

Wenn ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein

1817 die Grofsherzogl. Etappenbehörden wenigftens acht Tage zuvor hievon in Kenntnifs gefetzt werden, fondern es follen auch die Grofsherzogl. Landesbehörden, nämlich: für die Provinz Oberheffen das Grofsherzogl. Landes-Kriegscommiffariat zu Giefsen, und für den überrheinifchen Theil des Grofsherzogthums: die Grofsherzogl. Regierungscommiffion zu Mainz, wenigftens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Aufserdem foll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarfchiren, dem Corps ein commandirter Officier, oder Kriegscommiffär, wenigftens drey Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. f. w. mit den erwähnten Landesbehörden gemeinfchaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf fämmtlichen Etappenörtern für das ganze Corps zu bereden; hierbey foll jedoch folche Einrichtung getroffen werden, dafs an einem Etappenorte niemals mehr als ein Regiment Infanterie oder Cavallerie an demfelben Tage eintrifft. Diefer commandirte Officier mufs von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. f. w. fehr genau unterrichtet feyn.

§. 9. Die Dislocation der gröfsern Corps, und die Marfchroute bey kleinern, wird fo eingerichtet, dafs auf die Grofsherzogl. Staaten kein Rafttag fällt.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Einquartierung und Verpflegung der Mannfchaft.*

§. 10. Einzelnen Beurlaubten und fonft nicht im Dienft befindlichen Militärperfonen wird weder Recht auf Quartier, noch auf Verpflegung gegeben. Diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtiget find, erhalten folche entweder bey den Einwohnern, oder in den Baracken, deren Anlage der Grofsherzogl. Regierung überlaffen bleibt. Die Geräthfchaften in den im Winter zu heizenden Baracken beftehen für den Unterofficier und Gemeinen in Lagerftroh, einem Hakenbrett, um feine Armatur daran aufzuhängen, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ift gehalten,

ten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrieden zu ſeyn, ſobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäſsig zu fordern berechtigt iſt. 1817

Die durchmarſchirenden Truppen, welche der Marſchroute gemäſs, bey den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweiſung der Groſsherzogl. Etappenbehörden und gegen auszuſtellende Quittung der Commandirenden, die Naturverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden ſoll.

§. 11. Um jedoch ſchlechter Beköſtigung von Seiten des Wirths, wie übermäſsigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes beſtimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Perſon, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, ſey es bey den Einwohnern oder in den Baracken, verlangen: zwey Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halb Pfund Fleiſch und Zugemüſe, ſoviel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühſtück kann der Soldat weiter nichts verlangen, ſo wenig wie er berechtigt iſt, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen ſollen die Obrigkeiten dafür ſorgen, daſs hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden iſt, und daſs der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subalternofficiere bis zum Capitain excluſive, erhalten, auſser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüſe und ein halbes Pfund Fleiſch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends, bey jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; in der Etappe Bingen aber eine Bouteille Wein, Morgens zum Frühſtück Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Branntwein. Der Capitain kann auſser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

§. 12. In der Regel erhält der General drey, der Staabsofficier zwey und der Subalternofficier ein Zimmer. Wenn jedoch, nach dem Ermeſſen der Etappenbehörde, die Anzahl der Truppen oder des Orts Gelegenheit nicht geſtattet, die bemerkten Zimmer zu

geben,

1817 geben, so werden die Königl. Officiere sich auch mit Wenigerm gern begnügen.

§. 13. Für die Einquartierung und Verpflegung wird nach vorgängiger Liquidation, von dem Königl. Preuss. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt;

Für den Soldaten . .	4	Ggr.	in Golde.
Für den Unterofficier . .	4	—	—
Für den Subaltern-Officier	12	—	—
Für den Capitain . .	16	—	—

Die übrigen Königl. Militärbeamten werden nach ihrem militärischen Rang behandelt.

Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dies nicht thunlich seyn sollte, bezahlt für seine Person der Staabsofficier einen Reichsthaler in Gold, der Oberst und General 1 Rthlr. 12 Ggr. in Gold, wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar an die Quartierträger berichtigt.

§. 14. Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder, gleich den Soldaten, gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

§. 15. Sollten durchmarschirende Soldaten unterwegs krank werden, so sollen dieselben an die nächsten Königlich Preuss. Etappeninspecteurs überwiesen werden.

B. *Einquartierung und Verpflegung der Pferde.*

§. 16. Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten werden gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der, seinen Pferden eigeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen wird es

Königl.

Königl. Preufs. Seits bey grofser Verantwortung unterfagt worden, dafs die Militärperfonen, welchen Rang fie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle ziehen und die ihrigen dagegen hineinbringen laffen. 1817

§. 17. Der Fouragebedarf wird durch Lieferanten in ein, in dem Etappenhauptorte zu errichtendes Etappenmagazin, für deffen Local die Lieferanten felbft zu forgen haben, beygefchaft; die Lieferung foll von der Grofsherzogl. Etappenbehörde für einen, von dem Königl. Preufsifchen Etappeninfpector zu beftimmenden Zeitraum öffentlich verfteigert, und dem Mindeftfordernden übertragen werden. Nur wenn der Königl. Preufsifche Etappeninfpector mit dem Erfolg diefer erften Verfteigerung zufrieden ift, hat es bey diefer Verfteigerung fein Bewenden; wenn ihm aber die Preife zu hoch fcheinen, fo kann er auf einen zweyten Verfteigerungstermin antragen, welcher jedoch entfcheidend ift. Den Gemeinden, in denen kein Etappenort ift, die aber zu den Etappenbezirken gehören, wird auf den Fall, wenn die Fourage von ihnen geliefert werden mufs, folche im Preis der letzten Verfteigerung vergütet.

§. 18. Die Fourage-Rationen werden auf Anweifung der Grofsherzogl. Etappenbehörden und gegen Quittung des Empfängers von den Lieferanten an die Königl. Preufs. Truppen verabreicht, und die dabey entftehenden Streitigkeiten von der Etappenbehörde fofort entfchieden. In Fällen, in denen die Zeit nicht erlaubt, die Fourage aus dem Etappenmagazine beyzufchaffen, diefe alfo von den Gemeinden geliefert werden mufs, empfängt folche ein Commandirter des Detafchements von der Ortsobrigkeit und beforgt die weitere Vertheilung.

§. 19. Die Königl. Preufs. Regierung bezahlt an die Grofsherzogl. Heffifche und diefe an die Lieferanten den Werth der abgelieferten Fourage, worüber fich letztere mit ordnungsmäfsigen Quittungen ausweifen, nach dem Verfteigerungspreife.

§. 20. Für kranke zurückgelaffene Pferde werden die Curkoften auf, durch die Grofsherzogl. Etappenbehörden atteftirte Rechnungen von dem Königl. Preufs. Gouvernement vergütet.

1817 Alle Bedürfniſſe an Wagenreparaturen, Beſchlagen der Pferde, Schuhen und andern Dingen mehr, werden von den Truppen baar bezahlt.

Transports.

IV. *Verabreichung des Vorſpanns und Stellung der Fuſsboten.*

§. 21. Die Transportmittel werden den durchmarſchirenden Truppen auf Anweiſung der Groſsherzogl. Etappenbehörden und gegen Quittung nur in ſofern verabreicht, als deshalb in den, im §. 7. näher bezeichneten Marſchrouten das Nöthige bemerkt worden, und werden in den Marſchrouten nur Fuhren und Vorſpann zum Transport der Artillerie, ſchwerer Bagage und Kranken, nicht aber für nicht erkrankte Perſonen, für Torniſter und Gewehre gefordert werden.

Nur diejenigen Militärperſonen, welche unterwegs erkrankt ſind, können auſserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marſchiren durch das Zeugniſs eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewieſen worden, auf Transportmittel zur Fortſchaffung in das nächſte Königl. Preuſs. Hospital Anſpruch machen.

§. 22. Die Groſsherzogl. Etappenbehörden werden dafür ſorgen, daſs die nöthigen und verlangten Transportmittel zur rechten Zeit geſtellt werden. Unter Transportmitteln werden nur zweyräderige und vierräderige Karren und Leiterwagen, angeſchirrte Vorſpannpferde, und in dringenden Fällen Reitpferde für die Officiers gerechnet. Chaiſen können nicht verlangt, und darf auf ein Pferd nicht mehr als vier und ein halber bis fünf Centner gerechnet werden,

§. 23. Wenn bey Durchmärſchen ſtarker Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht beſtimmt angegeben, und demnach dieſe Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, ſo iſt der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf ſeine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren, dieſes muſs aber durch eine ſchriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requiſition geſchehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die hierbey ſogleich zu ertheilende Quittung ſorgen wird.

§. 24.

§. 24. Quartiermachende Commandierte dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, dass sie sich durch eine schriftliche Ordre des commandirenden Officiers, als dazu berechtigt, legitimiren können. 1817

§. 25. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Grossherzogl. Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft.

Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

§. 26. Den Königl. Preuss. Officieren wird es bey eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt, auch im Selbstfahren nicht gestört werden.

§. 27. Als Vergütung für den Vorspann wird von dem Königl. Preuss. Gouvernement an das Grossherzogl. Hessische für jede Meile und für jedes Pferd, einschliesslich des Wagens, sechs gute Groschen in Gold, für einen einspännigen Karren aber neun gute Groschen in Gold vergütet.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere, wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben.

1817 §. 28. Die Fuſsboten und Wegweiſer dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, ſondern es ſind ſolche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier iſt, oder wodurch der Weg geht, ſchriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber ſofort zu quittiren. Die Königl. Preuſs. Regierung bezahlt das Botenlohn für jede Meile mit vier guten Groſchen Gold, wobey jedoch der Rückweg nicht gerechnet wird.

Police militaire.

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militäriſchen Polizei.*

§. 29. Die Rückſtände, welche zwiſchen den Bequartierten und den Soldaten entſtehen könnten, werden von den Groſsherzogl. Etappenbehörden und den commandirenden Königl. Preuſs. Officieren, wie auch, wo es nöthig ſeyn ſollte, unter der Dazwiſchenkunft des Königl. Preuſs. Etappeninſpecteurs, gemeinſchaftlich beſeitigt. Die Groſsherzogl. Etappenbehörde iſt berechtigt, jeden Unterofficier oder Soldaten, welcher ſich thätliche Miſshandlungen ſeines Wirths oder eines anderen Groſsherzogl. Unterthanen erlauben ſollte, zu arretiren, und an den Commandirenden zur weitern Unterſuchung und Beſtrafung abzuliefern.

Ein durch Exceſſe der durchmarſchirenden Truppen etwa entſtandener Schaden, wird durch drei verpflichtete und ihrer Unterthanen Pflichten für dieſen Act entlaſſene Taxatoren mit Zuziehung des Königl. Preuſs. Etappeninſpecteurs abgeſchätzt, und der Durchſchnittsbetrag der Abſchätzungen von der Königlich Preuſs. Behörde vergütet.

§. 30. Die K. Preuſs. commandirten Officiers ſowohl, wie die Groſsherzogl. Heſſiſchen Etappen-Behörden, ſind angewieſen, ſtets mit Eifer und Ernſt dahin zu trachten, daſs zwiſchen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geiſt der Eintracht erhalten werde, und daſs die Einwohner, in Beziehung auf ihre deutſchen Brüder, willig diejenigen Laſten tragen, welche der Natur der Sache nach, nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten ſehr gemildert werden können.

§. 31.

§. 31. Die Königl. Preuſs. Truppen, welche auf eine der genannten Militärſtraſsen inſtradirt werden, ſollen jedesmal von dem Inhalte dieſer Convention, ſo weit es nöthig iſt, vollſtändig unterrichtet, und zu deren Befolgung angewieſen werden, ſo wie die erforderlichen Auszüge aus derſelben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden ſollen. 1817

VI. *Liquidation der zu leiſtenden Vergütungen.* Liquidation des remboursemens.

§. 32. Nach Ablauf jedes Vierteljahrs wird zwiſchen dem Königl. Preuſs. Etappeninſpecteur zu Wetzlar und einem Groſsherzogl. Heſſiſchen Commiſſär über ſämmtliche geſchehene Leiſtungen der Rayons von Alsfeld, Grünberg, Gieſsen, Friedberg und Bingen, die Liquidation vorgenommen, und nach deren Abſchluſs die Zahlung dafür ſogleich geleiſtet. Wenn hierbey Quittungen vorkommen ſollten, dem die ordnungsmäſsige Form fehlen würde, ſo ſoll das Fehlende aus den pflichtmäſsig geführten Etappenbüchern der Groſsherzogl. Etappenbehörden ergänzt werden.

VII. *Allgemeine Beſtimmungen.* Determinations generales.

§. 33. Die vorſtehende Etappenconvention tritt mit dem erſten Januar 1817 in Kraft, und iſt bis dem erſten Januar 1827 mit dem Vorbehalt jedoch abgeſchloſſen, daſs für den Fall eines in dieſer Periode eintretenden Krieges, den Umſtänden nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Beſtimmungen durch eine beſondere Uebereinkunft feſtgeſetzt werden ſollen.

§. 34. Da ein Theil der Königl. Preuſs. Armee in dieſem Augenblick an der militäriſchen Beſetzung von Frankreich, zum gemeinſamen Beſten Deutſchlands, Antheil nimmt, ſo bewilligen S. K. H. der Groſsherzog von Heſſen, daſs für die dahin gehenden, oder von dort zurückmarſchirenden Truppen, nur die Hälfte des im §. 13. beſtimmten Verpflegungstarifs angerechnet werde. Um bey der Liquidation die desfallſige Abrechnung zu erleichtern, wird bis zur Evacuirung von Frankreich feſtgeſetzt, daſs die eine Hälfte der von Erfurt nach Koblenz oder von Koblenz nach Erfurt marſchirenden Königl. Truppen als nach Frankreich gehend oder daher kommend angeſehen und für die Hälfte

1817 Hälfte des Tarifs verpflegt werden sollen; die andere Hälfte der Truppen aber, welche diese Militärstrasse berühren, sodann diejenigen, welche über Friedberg und Bingen marschiren, folglich zur Garnison von Mainz gehören, sollen dagegen mit dem vollen Verpflegungsbetrag in Rechnung gebracht werden. Wenn seiner Zeit der Rückmarsch des Königl. Armeecorps aus Frankreich erfolgt, so wird für das gesammte Corps nur die Hälfte der Verpflegungspreise liquidirt; dagegen werden nach diesem Rückmarsch alle auf dem Wege von Koblenz nach Erfurt und von Erfurt nach Koblenz marschirenden Truppen mit dem vollen Verpflegungsbetrage angesetzt.

§. 35. Gegenwärtige Convention wird ratificirt und die Ratificationen binnen vier Wochen, oder früher, wenn es möglich ist, in Berlin gegen einander ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen ist diese Convention doppelt ausgefertigt, und von beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

So geschehen Frankfurt, den 17ten Januar 1817.

(L. S.) LUDWIG v. WOLZOGEN.

(L. S.) HEINRICH *Frhr.* v. MÜNCH.

4.

17 Jan. *Durchmarsch- und Etappen-Convention, zwischen Preussen und Nassau, vom 17ten Januar 1817; ratificirt am 5. März dieses Jahrs.*

(Gesetzsammlung für die K. Preussischen Staaten. 1817. p. 112 – 119.)

In Gefolge der Bestimmung des Art. 15. des zwischen S. M. dem Könige von Preussen und Ihro Durchl. dem Herzoge und Fürsten zu Nassau am 31sten May 1815 zu Wien abgeschlossenen Staatsvertrages, nach welcher die grosse Landstrasse von Giessen nach Ehrenbreitstein eine Militärstrasse für die Krone Preussen zwischen Erfurt und Koblenz bilden, und für dieselbe eben

eben die Beſtimmungen gelten ſollen, welche für die Preuſsiſchen Militärſtraſsen durch die Königl. Hannövriſchen und Kurfürſtl. Heſſiſchen Staaten angenommen worden; 1817

Iſt unter Vorbehalt allerhöchſter und höchſter Ratification, von den zu dieſem Geſchäfte bevollmächtigten Unterzeichneten, namentlich: dem Freyherrn v. Wolzogen, Königl. Preuſ. Generalmajor, Ritter des Königl. Preuſs. Ordens pour le mérite, des Kaiſerl. Ruſſiſchen St. Annenordens 1ſter Claſſe, des Groſsherzogl. Weimariſchen weiſsen Falkenordens 1ſter Claſſe Commandeur des Kaiſerl. Oeſterr. St. Leopold-Ordens und Ritter des Königl. Baieriſchen Militär Max-Joſeph-Ordens, und dem Freyherrn Marſchall von Liebenſtein, Herzogl. Naſſauiſchen dirigirenden Staatsminiſter, des Groſsherzogl. Badiſchen Ordens der Treue, Groſskreuz etc. unter zu Grundlegung der mit dem Königreich Hannover Königl. Preuſs. Seits am 6ten December 1816 vollzogenen Uebereinkunft, Nachſtehendes auf das verbindlichſte verabredet und abgeſchloſſen worden:

Ligne d'étappes.

I. *Feſtſtellung der Linie der Königl. Preuſs. Militärſtraſse, der Etappen-Hauptorte und Conſtituirung der Etappenbezirke.*

Für die Königl. Preuſs. Truppen, welche von Erfurt nach Koblenz oder von da zurückmarſchiren, ſind im Herzogthume Naſſau als Haupt-Etappenplätze feſtgeſetzt worden, die beiden Städte Montabaur und Limburg.

Die Bezirke dieſer beiden Etappen ſind folgendergeſtalt beſtimmt:

1. für Montabaur die Ortſchaften Heiligenroth, Groſsholbach, Kleinholbach, Girod, Virod, Nomborn, Nendershauſen, Görpershauſen, Steinefrenz, Heilberſcheid, Eppenrode;
2. für Limburg die Orte Ahlbach, Obertiefenbach, Niedertiefenbach, Eſchofen, Ennerich, Mühlen, Dietkirchen, Deren, Hofen, Stedten, Schedrick und Runkel.

Die Entfernung von Koblenz nach Montabaur wird zu 3 Meilen, die von Montabaur nach Limburg ebenfalls zu 3 Meilen angenommen.

Die

1817 Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, nach jedem als zum Bezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von dem Herzogl. Naussauischen Beamten, als der constituirten Etappenbehörde, angewiesen wird.

Artillerie, Munitions- oder andere bedeutende Transporte werden, so viel es thunlich ist, auf der Strafse selbst, oder in deren Nähe untergebracht werden.

Sollten stärkere Truppenmärsche eine gröfsere Ausdehnung der Etappenbezirke erforderlich machen, so wird deshalb für einzelne Fälle zwischen den Etappenbehörden und den mit der Dislocation beauftragten Officieren besondere Verabredung getroffen werden.

Da Königl. Preufs. Seits zwischen Limburg und Giefsen eine Etappe zu Braunfels angelegt werden wird, so sollen dieser Etappe die Herzogl. Nassauischen Ortschaften, Philippstein, Bernbach, Hirschhausen, Drommershausen und Selters auf den Fall beygegeben werden, wenn Truppen von Erfurt nach Koblenz marschiren, deren Voranschiebung gegen die Etappe Limburg erforderlich wird. Die Entfernung der Etappe Limburg von der zu Braunfels wird zu 4 Meilen angenommen.

So wie in jedem Haupt-Etappenort eine fortlaufende Etappencontrolle zu führen ist, aus welcher ersehen werden kann, dafs die Vertheilung der Truppen in dem Etappenbezirke nach gleichem Maafsstabe statt findet; so soll diese Controlle auch von der Etappenbehörde zu Braunfels vollständig geführt, und am Schlusse jeden Monats dem Herzogl. Nassauischen Beamten zu Weilburg mitgetheilt werden.

Die Vertheilung der Einquartierung auf die einzelnen Orte geschieht lediglich nach der Zahl der Häuser.

Feuilles de route

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschroute.*

Die auf der Militärstrafse marschirenden Truppen müssen mit genauer Berücksichtigung der nunmehr festgestellten Etappenhauptorte instradirt seyn, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können. Sollte etwa in der Folge hin und wieder eine abweichende Bestimmung nothwendig

dig werden, ſo kann nur in Gefolge einer Vereinigung beider contrahirenden hohen Theile eine Aenderung erfolgen. 1817

Was die Einrichtung der Marſchrouten betrifft, ſo können dieſelben nur allein von dem Königl. Preuſs. Kriegsminiſterium, dem Königl. Preuſs. Generalcommando im Groſsherzogthum Niederrhein zu Koblenz, oder dem des Herherzogthums Sachſen zu Merſeburg mit Gültigkeit ausgeſtellt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marſchrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

In den von den oben erwähnten Behörden auszuſtellenden Marſchrouten iſt die Zahl der Mannſchaft, (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu beſtimmen. Insbeſondere iſt darauf zu achten, daſs die Behörden von den Truppenmärſchen frühzeitig genug in Kenntniſs geſetzt werden, und es wird in dieſer Hinſicht Folgendes beſtimmt:

Die Detaſchements unter 20 Mann können nur den 1ſten und 15ten eines jeden Monats von dem letzten Preuſsiſchen Haupt-Etappenorte abgehen (widrigenfalls ſie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), ſollen aber nie ohne einen Vorgeſetzten marſchiren. Von dieſer Regel ſind allein ausgenommen diejenigen Militärarreſtanten, deren Transport keinen Aufſchub leidet. Den Detaſchements bis zu 50 Mann iſt Tags zuvor ein Quartiermacher voranszuſchicken, um bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft gröſserer Detaſchements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Escadron müſſen die Etappenbehörden wenigſtens drey Tage vorher benachrichtigt werden. Wenn ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marſchiren, ſo müſſen nicht allein die Etappenbehörden wenigſtens acht Tage zuvor benachrichtigt werden, ſondern es ſoll auch die Herzogl. Naſſauiſche Landesregierung wenigſtens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Auſserdem ſoll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarſchiren, dem Corps ein commandirender Officier wenigſtens 3 Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Geſtellung der

Trans-

1817 Transportmittel u. f. w. mit der die Direction über die betreffende Militärftrafse führenden Behörde gemeinfchaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf fämmtlichen Etappen-Hauptörtern für das ganze Corps zu treffen. Diefer commandirte Officier mufs von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. f. w. fehr genau inftruirt feyn.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Verpflegung der Mannfchaft.*

Einzelnen Beurlaubten und fonft nicht im Dienft befindlichen Militärperfonen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt find, erhalten folche entweder bei den Einwohnern oder in den zu ihrer Aufnahme befonders aptirten Häufern gröfsern Locals, Baracken etc., deren Anlage der Herzogl. Naffauifchen Regierung überlaffen bleibt. Die Utenfilien in folchen allgemeinen Bequartirungslocalen beftehen für den Unterofficier und die Gemeinen in Lagerftroh, einem Hakenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ift gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrieden zu feyn, fobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäfsig zu fordern berechtigt ift. Die durchmarfchirenden Truppen, welche der Marfchroute gemäfs bei den Unterthanen einquartirt werden, erhalten auf die Anweifung der Etappenbehörden und gegen auszuftellende Quittung der Commandirenden die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden foll. Als allgemeine Regel wird in diefer Hinficht feftgeftellt, dafs der Officier fowohl wie der Soldat mit dem Tifche feines Wirths zufrieden feyn mufs. Um jedoch fchlechter Beköftigung von Seiten des Wirths, wie übermäfsigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes beftimmt.

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Perfon, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, fei es bey den Einwohnern oder in den Baracken, verlangen: 2 Pfund

gut

gut ausgebacknes Roggenbrod, ½ Pfund Fleiſch und Zugemüſe, ſo viel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühſtück kann der Soldat weiter nichts verlangen, ſo wenig wie er berechtigt iſt, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen ſollen die Ortsobrigkeiten dafür ſorgen, daſs hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden iſt, und daſs der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subaltern-Officiere bis zum Capitain excl. erhalten, auſser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüſe und ½ Pfund Fleiſch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühſtück Kaffee, Butterbrod und ⅛ Quart Branntwein. Der Capitain kann auſser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Für dieſe Verpflegung wird von dem Königl. Preuſs. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt: 1817

Für den Soldaten . .	4 Ggr.	in Gold,
Für den Unterofficier . .	4 —	—
Für den Subaltern-Officier .	12 —	—
Für den Capitain . .	16 —	—

Staabsofficiere, Oberſten und Generale beköſtigen ſich auf eigene Rechnung in den Wirthshäuſern; in ſolchen Orten, wo dieſes nicht thunlich ſeyn ſollte, bezahlt der Staabsofficier 1 Gulden 48 Xr. der Obriſt und General 2 Gulden 42 Xr., wogegen der Quartierträger für anſtändige und reichliche Koſt ſorgen muſs. Dieſe Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtigt.

Weiber und Kinder ſollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweiſe dieſes nicht vermieden werden können, ſo iſt dieſe Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marſchroute beſonders zu bemerken, und werden alsdann ſowohl die Frauen als die Kinder gleich den Soldaten gegen die oben feſtgeſetzte Entſchädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anſpruch machen.

Sollten

1817 Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten krank werden, so sollen sie in eins der zunächst gelegenen Hospitäler zu Koblenz oder Wetzlar gebracht, im Fall sie aber nicht mehr transportabel sind, auf Kosten des Königl. Preufs. Gouvernements verpflegt und zur Heilung das Erforderliche angewendet werden. Ueber die Zahlung der Verpflegungsgelder werden sich die Regierungen zu Koblenz und Wisbaden weiter mit einander benehmen.

B. *Verpflegung der Pferde.*

Die Herzoglich Nassauischen Beamten und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dafs den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bey nachdrücklicher Strafe zu unterfagen, dafs die Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen lassen. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem in jedem Etappenhauptorte zu etablirenden Magazine in Empfang genommen, und die dabey etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst anegeben, welches ihnen jederzeit frei steht, oder machen die Umstände es in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, dafs, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht gehohlt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen, so hat ebenfalls ein Commandirter des Detaschements die Fourage zur weitern Distribution von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden. Die Herzogl. Nessauische Etappenbehörde hat in Gemeinschaft mit dem Königl. Preufs. Etappeninspector die Lieferung der Fourage auf einem nach dem Ermessen des Letzteren zu bestimmenden Zeitraum hinaus an den Wenigstnehmenden öffentlich zu versteigern. Der Königl. Preufs. Etappeninspector kann darauf antragen, dafs ein zweyter Licidationstermin

termin anberaumt wird, wenn ihm die Preiſe zu hoch ſcheinen, welche weitere Verſteigerung die Herzoglich-Naſſauiſche Behörde unterſtützen und anordnen wird. In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem Magazine genommen, ſondern beſonderer Umſtände wegen, von der Ortsobrigkeit geliefert iſt, erhält dieſe denſelben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre. 1817

Die durch die Fouragelieferung entſtehenden Koſten, werden in dem von dem Königl. Preuſs. Etappeninſpector bey der Licitation zu bedingenden Termine nach vorgängiger Liquidation von dem Königl. Preuſs. Gouvernement baar berichtiget. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenſeitigen Behörden werden ſich über die Form des Rechnungsweſens noch weiter verſtändigen.

IV. *Verabreichung des Vorſpanns und Geſtellung der Fuſsboten.* Transports.

Die Transportmittel werden den durchmarſchirenrenden Truppen auf Anweiſung der Etappenbehörden und gegen Quittung nur in ſo fern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marſchrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militärperſonen, welche unterweges erkrankt ſind, können auſserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marſchiren durch das Atteſt eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewieſen worden, auf Transportmittel zur Fortſchaffung in das nächſte Etappenhospital Anſpruch machen. Wenn bey Durchmärſchen ſtarker Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht beſtimmt angegeben worden, und demnach dieſe Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, ſo iſt der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieſes muſs aber durch eine ſchriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requiſition geſchehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bey der Geſtellung ſogleich zu ertheilende Quittung, ſorgen wird. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weiſe Wagen oder Reitpferde für ſich requiriren, es ſey

1817 sey denn, dafs sie sich durch eine schriftliche Ordre des Regimentscommandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Gestellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen mufs von den Behörden dafür gesorgt werden, dafs es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmäfsige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen. Den betreffenden Officieren wird es bey eigener Verantwortung zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dafs die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dafs die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt sind.

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem Königl. Preufs. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von 6 Ggr. Gold bezahlt. Die Ladung für eine einspännige Fuhre kann nie über zehn Centner betragen.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes, nach der oben angegebenen Entfernung, bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fufsboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden; sondern es sind solche von den

den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche jedesmal dem Etappeninspector vorzulegen ist, um die Richtigkeit der angegebenen Entfernungen zu prüfen und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold vergütet werden, wobey der Rückweg nicht gerechnet wird. 1817

Die Zahlung für Vorspann und Boten erfolgt vierteljahrig nach gehörig gepflogener Liquidation.

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen Polizei.*

Von Herzogl. Nassauischer Seite sollen die Herzogl. Beamten zu Montabaur und Limburg in diesen beiden Etappenbezirken für die Leitung des Bequartierungs- und Verpflegungs-Geschäfts angeordnet werden. Sie haben die Etappen-Controllen zu führen, darauf zu sehen, daſs die Mundverpflegung allenthalben conventionsmäſsig geleistet werde; den in einzelnen Fällen entstehenden Beschwerden gegen die Einwohner, nach vorgängiger Untersuchung, abzuhelfen; Klagen gegen das Militär anzuhören und an den resp. Königl. Preuſs. Etappeninspector oder den Commandirenden zur Abhülfe gelangen zu lassen. Sie haben ferner die Fourage-Licitationen gemeinschaftlich mit den Etappeninspectoren anzuordnen und über die pünctliche Erfüllung der Lieferungsaccorde zu wachen. Police militaire

Sollte bey vorfallenden thätlichen Differenzen zwischen Unterofficieren und Soldaten und Einwohnern eine Arretirung der Ersteren oder sonstige militärische Einschreitung erforderlich werden; so haben die Herzogl. Beamten den als Platz-Commandanten an jedem Etappen-Hauptorte befindlichen Herzogl. Reserve-Compagniechef zu requiriren, welcher die betreffenden Individuen den Commandirenden zur weiteren Untersuchung und Bestrafung abzuliefern hat.

Die Königl. Preuſs. Etappeninspectoren werden zu Wetzlar und zu Koblenz angestellt, deren Bestimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwanigen Beschwerden, so viel wie möglich, abzuhelfen. Sie haben aber keine Autorität über die Herzogl.

1817 zogl. Naſſauiſchen Unterthanen, ſondern können nur, im Fall den Truppen verweigert wird, was dieſelben mit Recht und Billigkeit verlangen können, bey den Herzoglich-Naſſauiſchen Landesbehörden Beſchwerde führen.

Was die zu dem Etappenbezirk von Braunfels gehörigen Herzogl. Naſſauiſchen Ortſchaften betrifft, ſo wird der Herzogl. Naſſauiſche Beamte zu Weilburg für die Erhaltung der Ordnung in denſelben Sorge tragen, und hat die Etappenbehörde zu Braunfels vorkommenden Falls denſelben zu requiriren.

Die commandirenden Officiere ſowohl, wie die Etappenbehörden, ſind anzuweiſen, ſtets mit Eifer und Ernſt dahin zu trachten, daſs zwiſchen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geiſt der Eintracht erhalten werde, und daſs die Einwohner in Beziehung auf ihre deutſchen Brüder willig diejenigen Laſten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten ſehr gemildert werden können.

Die Königl. Preuſs. Truppen, welche auf der genannten Militärſtraſse inſtradirt werden, ſollen jedesmal von dem Inhalte dieſer Convention, ſo weit es nöthig iſt, vollſtändig unterrichtet werden, ſo wie die erforderlichen Auszüge aus derſelben auf den Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden können.

Die vorſtehende Etappenconvention ſoll mit dem erſten Januar 1817. in Kraft treten, auch auf 10 Jahre von beſagtem Dato an gerechnet als gültig abgeſchloſſen ſeyn. Es wird dabey feſtgeſetzt, daſs für den Fall eines in dieſer Periode eintretenden Krieges, den Umſtänden nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Beſtimmungen durch eine beſondere Uebereinkunft regulirt werden ſollen.

Die oben ſtipulirte Vergütung für Portionen, Rationen, Vorſpann u. ſ. w. wird das Königl. Preuſs. Gouvernement auch von denen zu der in Frankreich noch befindlichen Occupationsarmee gehörigen Truppen ganz ausbezahlen, wogegen man ſich Herzogl. Naſſauiſcher Seits anheiſchig macht, den Betrag der Hälfte der gedachten Preiſe auf die Dauer des Aufenthalts jener Armee in Frankreich aus allgemeinen Lantesmitteln

teln vierteljährig dem Königl. Preuſs. Gouvernement zu reſtituiren. 1817

Zu Urkund deſſen iſt dieſe Uebereinkunft doppelt ausgefertigt, und unter Vorbehalt Allerhöchſter und Höchſter Ratification vollzogen, und gegen einander ausgewechſelt worden.

So geſchehen Wisbaden, den 17ten Januar 1817.

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen.
(L. S.) Ernst Franz Ludwig *Marſchall* v. Bieberstein.

5.

Durchmarſch- und Etappen-Convention zwiſchen Preuſsen und Gotha, vom 3ten Januar 1817; ratificirt am 5ten März dieſes Jahrs. 3 Janv.

(*Geſetzſammlung für die Königlich Preuſs. Staaten,* 1817. p. 93-100.)

In Gemäſsheit des Wunſches S. M. des Königs von Preuſsen und S. D. des Herzogs zu Sachſen-Gotha und Altenburg, diejenigen Beſtimmungen, welche die Einrichtung einer durch das Gebiet des Herzogthums Gotha führenden Militärſtraſse für die Königl. Preuſs. Truppen nöthig macht, vermittelſt gemeinſchaftlicher Verabredungen feſtſetzen zu laſſen, iſt unter Vorbehalt beiderſeitiger höchſter Ratification, von den zu dieſem Geſchäfte ſpeciell committirten und bevollmächtigten Unterzeichneten, namentlich dem Freyherrn Ludwig von Wolzogen, Königl. Preuſs Generalmajor, Ritter des Königl. Preuſs Ordens *pour le mérite*, des Kaiſerl. Ruſſiſchen St. Annen-Ordens erſter Claſſe, des Groſsherzogl. Weimariſchen Falkenordens erſter Claſſe, Commandeur des Kaiſerl. Oeſterreich. St. Leopolds-Ordens und Ritter des Königl. Baieriſchen Militär-Max-Joſeph-Ordens, und dem Herrn Friedrich Auguſt v. Minckwitz, Herzogl. Sächſiſch. wirklichem Geheimenrathe und Miniſter, Ober-Steuerdirector zu Gotha, Groſskreuz des Königlich Sächſiſchen Verdienſtordens, Nachſtehendes auf

1817 auf das Verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden.

Ligne d'étappes.

I. *Festsetzung der Etappenlinie durch das Gothaische Land.*

Die Militärstrafse für die Königl. Preufs. Truppen geht von Erfurt nach Gotha, 3 Meilen, und von Gotha nach Eisenach, 3½ Meile.

Der Etappe Gotha werden zum Behufe der Einquartierung der durchmarschirenden Königl. Preufs. Truppen folgende Ortschaften zugegeben: Gamstädt, Tüttleben, Siebleben, Trügleben, Aspach, Teutleben, Machterstädt, Pferdingsleben, Friemar, Warja, Remstädt, Sonneborn, Brüheim, Grofsrettbach, Lobstädt, Grabsleben, Senbergen, Günthersleben, Wechmar, Schwabhausen, Emleben, Uelleben, Boilstädt, Sundhausen, Leina, Hörfelgau, Fröttstädt und Laucha.

Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, nach jedem dieser, der Etappe beygegebenen Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird; es sey denn, dafs dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten selbst, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrafse liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeecorps in starken Echellons marschiren. In solchen Fällen werden sich die, mit der Dislocation beauftragten Officiere, mit der Etappenbehörde über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

Feuilles de route.

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

Sämmtliche Königl. Preufs. durch das Gothaische Land marschirenden Truppen müssen blofs auf diese Militärstrafse und den Etappenort Gotha instradirt werden, indem sie aufserdem weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können. Die Marschrouten für die auf dieser Strafse marschirenden Königl. Preufs. Truppen können blofs von dem Königl. Preufs. Kriegs-Ministerium, imgleichen dem Königl. Preufs. General-

Generalcommando in Sachfen und von dem am Niederrhein mit Gültigkeit ausgeftellt werden. Auf die von anderen Behörden gegebenen Marfchrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt. 1817

In den von oben erwähnten Behörden auszuftellenden Marfchrouten ift die Zahl der Mannfchaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu beftimmen. Insbefondere ift darauf zu achten, dafs die Behörden von den Truppenmärfchen frühzeitig genug in Kenntnifs gefetzt werden, und es wird in diefer Hinficht Folgendes beftimmt:.

Die Detafchements unter 20 Mann, jedoch mit Ausnahme der Arreftanten, in Anfehung deren es bey der zeitherigen Einrichtung fernerhin verbleibt, und für welche die Verpflegungsvergütung von den Königl. Preufs. Seits anzuftellenden Etappeninfpectoren und nicht mit der Vergütung für die Verpflegung der durchmarfchirenden Truppen liquidirt werden, können nur den erften und funfzehnten eines jeden Monats von dem letzten Preufsifchen Haupt-Etappenorte abgehen (widrigenfalls fie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), follen aber nie ohne einen Vorgefetzten marfchiren. Den Detafchements bis zu 50 Mann ift Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszufchicken, um bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft gröfserer Detafchements bis zu einem vollen Bataillon oder Escadron mufs die Etappenbehörde wenigftens drey Tage vorher benachrichtigt werden.

Wenn ganze Bataillone, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marfchiren, fo mufs nicht allein die Etappenbehörde wenigftens acht Tage zuvor benachrichtiget werden, fondern es foll auch die Herzogl. Landesregierung zu Gotha wenigftens acht Tage zuvor benachrichtiget und requirirt werden. Aufserdem foll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarfchiren, dem Corps ein commandirter Officier, wenigftens drey Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. f. w. mit der die Direction über die Militärftrafse führenden Behörde gemeinfchaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf dem Etappen-Hauptorte

 für

1817 für das ganze Corps zu treffen. Dieser commandirte Officier muſs von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. ſ. w. ſehr genau inſtruirt ſeyn.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Verpflegung der Mannſchaft.*

Die durchmarſchirenden Truppen können bloſs ein Nachtquartier verlangen: Ruhetag oder ein noch längerer Aufenthalt findet nicht ſtatt.

Einzelnen Beurlaubten und ſonſt nicht im Dienſt befindlichen Militärperſonen wird weder Recht auf Quartier, noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtiget ſind, erhalten ſolche bey den Einwohnern. Die durchmarſchirenden Truppen, welche der Marſchroute gemäſs, bey den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweiſung der Etappenbehörden und gegen auszuſtellende Quittung des Commandirenden, die Naturverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden ſoll. Als allgemeine Regel wird in dieſer Hinſicht feſtgeſtellt, daſs der Officier ſowohl wie der Soldat mit dem Tiſche ſeines Wirthes zufrieden ſeyn muſs. Um jedoch ſchlechter Beköſtigung von Seiten des Wirths, wie übermäſsigen Forderungen von Seiten der Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes beſtimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Perſon, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier verlangen: zwey Pfund gut ausgebackenes Brod, ein halb Pfund Fleiſch und Zugemüſe, ſoviel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühſtück kann der Soldat weiter nichts verlangen, ſo wenig wie er berechtigt iſt, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen ſollen die Obrigkeiten dafür ſorgen, daſs hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden iſt, und daſs der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subalternofficiere bis zum Capitain excluſive, erhalten

halten, aufser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends, bey jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Branntwein. Der Capitain kann aufser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Für diese Verpflegung wird, nach vorgängiger Liquidation, von dem Königl. Preufs. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt: 1817

Für den Soldaten . .	4	Ggr.	in Golde.
Für den Unterofficier . .	4	—	—
Für den Subaltern-Officier	12	—	—
Für den Capitain . .	16	—	—

Staabsofficiere, Obristen und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dies nicht thunlich seyn sollte, bezahlt der Staabsofficier 1 Reichsthaler Gold, der Obrist und General 1 Rthlr. 12 Ggr. Gold, wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar an die Quartierträger berichtiget.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder, gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten im Gothaischen krank werden, so sollen selbige in sofern sie transportirt werden können, ohne Anstand in die Königl. Preufs. Lazarethe nach Erfurt geschafft, und die dazu erforderlichen Fuhren gegen die §. 4. bestimmte Vergütung Herzogl. Sachsen-Gothaischer Seits gestellt; diejenigen Kranken aber, deren Gesundheitszustand den Transport nach Erfurt nicht gestattet, in eine von der Etappenbehörde zu Gotha zu bestimmende Kranken-

1817 Krankenanſtalt daſelbſt untergebracht, und ſo lange bis ſie transportabel ſind, in ſelbiger auf Koſten des Königl. Preuſs. Gouvernements verpflegt werden, wobey dem Königl. Etappeninſpector zu Erfurt frey bleibt, ſo oft es ihm nöthig dünkt, ſelbſt nachzuſehen, daſs die in Gotha befindlichen Kranken gut abgewartet und behandelt werden.

B. *Verpflegung der Pferde.*

Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müſſen gehörig dafür ſorgen, daſs den Pferden ſtets möglichſt gute, reinliche Stallung angewieſen werde. Iſt der Einquartierte mit der ſeinen Pferden angewieſenen Stallung nicht zufrieden, ſo hat er ſeine Beſchwerde bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen iſt es bey nachdrücklicher Strafe zu unterſagen, daſs die Militärperſonen, welchen Rang ſie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen und ihre Pferde hineinbringen laſſen.

Die Fourage-Rationen werden auf Anweiſung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem in dem Etappen-Hauptorte zu etablirenden Magazine in Empfang genommen, und die dabey etwa entſtehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde ſofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage ſelbſt ausgeben, welches ihnen jederzeit freyſteht, oder machen die Umſtände es in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortſchaften nothwendig, daſs, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte ſelbſt geliefert werden müſſen; ſo hat ebenfalls ein Commandirter der Detaſchements die Fourage zur weitern Diſtribution in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen ſelbſt darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden. Die Lieferung der Rationen ſoll von der mit der Direction über die Militärſtraſse beauftragten Behörde halbjährig, oder zu welcher Zeit es vortheilhaft, öffentlich licitirt und den Mindeſtfordernden übertragen werden. Der Königlich Preuſs. Etappeninſpector muſs zu dieſer Licitation eingeladen werden, und kann darauf antragen, daſs ein zweyter Licitationstermin anberaumt wird, wenn ihm die Preiſe zu hoch ſcheinen, welches die Herzogl.

Herzogl. Sachſen-Gothaiſche Behörde nicht verweigern kann. In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem Magazin genommen, ſondern beſonderer Umſtände wegen von der Ortsobrigkeit geliefert iſt, erhält dieſe denſelben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre. 1817

Die durch die Fouragelieferung, wie auch die übrigen durch die Mundverpflegung und Stellung der Vorſpanne entſtehenden Koſten, werden vierteljährig berechnet und vom Königl. Preuſs. Gouvernement baar berichtiget. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenſeitigen Behörden werden ſich über die Form des Rechnungsweſens noch weiter verſtändigen und einigen.

IV. *Verabreichung der Vorſpanne und Stellung der Fuſsboten.* Transport.

Die Transportmittel werden den durchmarſchirenden Truppen auf Anweiſung der Etappenbehörden und gegen Quittung nur in ſofern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marſchrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militär-Perſonen, welche unterwegs erkrankt ſind, können auſserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marſchiren durch das Atteſt eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewieſen worden, auf Transportmittel zur Fortſchaffung in das nächſte Etappenhoſpital Anſpruch machen. Wenn bey Durchmärſchen ſtarker Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht beſtimmt angegeben worden, und demnach dieſe Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, ſo iſt der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf ſeine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dies muſs aber durch eine ſchriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requiſition geſchehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bey der Stellung ſogleich zu ertheilende Quittung, ſorgen wird. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weiſe Wagen oder Reitpferde für ſich requiriren, es ſey denn, daſs ſie ſich durch eine ſchriftliche Ordre des Regiments-

1817 mentscommandeurs als dazu berechtigt, legitimiren können. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirk bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es bey dem Abmarsche der Truppen an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen. Den betreffenden Officieren wird es bey eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner üblen Behandlung ausgesetzt sind.

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem Königl. Preuss. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd, incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von sechs gute Groschen Gold bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere, wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes, nach der oben angegebenen Entfernung bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weiteren oder näheren Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fussboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg gehet, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche

welche jedesmal dem Etappeninfpector vorzulegen ift, um die Richtigkeit der angegebenen Entfernung zu prüfen und zu atteftiren, foll das Botenlohn für jede Meile mit vier guten Grofchen Gold vergütet werden, wobey der Rückweg nicht zu rechnen ift. 1817

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärifchen Polizei.* Police militaire.

Es foll in Erfurt ein Königl. Preufs. Etappeninfpector angeftellt werden, deffen Beftimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwanigen Befchwerden, fo viel wie möglich, abzuhelfen. Er hat aber keine Autorität über die Herzogl. Sachfen-Gothaifchen Unterthanen. Sollten hin und wieder Differenzen zwifchen den Bequartierten und den Soldaten entftehen, fo werden folche von der Etappenbehörde und den commandirenden Officieren, wie auch von dem oben erwähnten Etappeninfpector, in foweit deffen Aufenthalt in Erfurt folches geftattet, gemeinfchaftlich befeitigt. Die Etappenbehörde ift berechtigt, jeden Unterofficier und Soldaten, welcher fich thätliche Mifshandlungen feines Wirths oder eines anderen Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an den Commandirenden zur weitern Unterfuchung und Beftrafung abzuliefern.

Den gegenfeitigen Etappenbehörden wird es noch zur befondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dafs die Wege ftets in gutem Stande erhalten werden, und überhaupt haben diefelben ihre ftete Sorgfamkeit darauf zu richten, dafs es den durchmarfchirenden Truppen an nichts fehle, was diefelben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenftand der Etappeninfpector gleichfalls zu wachen hat und bey den Landesbehörden Befchwerde führen kann.

Die commandirenden Officiere fowohl als die Etappenbehörden find anzuweifen, ftets mit Eifer und Ernft dahin zu trachten, dafs zwifchen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geift der Eintracht erhalten werde, und dafs die Einwohner in Beziehung auf ihre deutfchen Brüder willig diejenigen Laften tragen, welche der Natur der Sache nach nicht

ganz

1817 ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

Die Königl. Preuss. Truppen, welche auf dieser Militärstrasse instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Auszüge, sowohl in der Etappe, als in den selbiger zur Aushülfe beygegebenen Ortschaften, zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden können.

Diese vorstehende Etappenconvention soll vom ersten dieses Monats an in Kraft treten, auch auf zehn Jahre von besagtem Datum an gültig seyn, in so fern nicht bey dem Bundestage in Rücksicht der Etappenstrassen und der Verpflegung der Truppen allgemeine Einrichtungen getroffen werden. Es wird dabey festgesetzt, dass für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen.

Auch macht sich die Herzogl. Sächsische Regierung verbindlich, auf die Zeit des Aufenthalts der Occupations-Armee in Frankreich, von der Hälfte der auf der oben gedachten Strasse durch das Gothaische Land marschirenden Königl. Preuss. Truppen, nur die Hälfte der oben angeführten Preise für Portionen, Rationen, Vorspann u. s. w. zu liquidiren, eben so wie auch bey einem dereinstigen Rückmarsch der in Frankreich stehenden Armeecorps für sämmtliche zurückkehrende Truppen nur die Hälfte der Vergütungspreise liquidirt und berichtigt werden soll.

Zu Urkund dessen ist die Uebereinkunft in duplo ausgefertigt, und unter Höchster Ratification vollzogen und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen Gotha, den 3ten Januar 1817.

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen.

(L. S.) Friedrich August v. Minckwitz.

6.

Durchmarsch- und Etappenconvention, gegenseitig abgeschlossen zwischen Preussen und Kurhessen. Vom 9ten May 1817; *ratificirt am* 16*ten desselben Monats.* 1817 9 May.

(Gesetzsammlung für die Königl. Pr. Staaten. 1817. p. 133 — 144.)

Nachdem zwischen S. M. dem Könige von Preussen und S. K. H. dem Kurfürsten von Hessen in dem 28sten Artikel des, unterm 16ten October 1815, abgeschlossenen Staatsvertrages festgesetzt worden, dass zwey Militärstrassen, die eine von Heiligenstadt über Witzenhausen und Cassel nach Marburg, und die andere von Eisenach über Berka nach Hersfeld, auf Alsfeld für Preussen auch in Friedenszeiten offen bleiben, und Kurhessen dagegen eine Militärstrasse durch das Preussische Gebiet von Karlshafen nach Rinteln behalten soll, die Bestimmungen wegen der Etappenplätze, Verpflegung und Disciplin aber durch eine weitere Convention festgestellt werden sollen; so sind zu Abschliessung einer solchen Convention von Seiten S. M. des Königs von Preussen der Freiherr Ludwig v. Wolzogen, Königl. Preuss. General-Major, Ritter des Königl. Preuss. Ordens *pour le mérite*, des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, des Grossherzogl. Weimarschen weissen Falken-Ordens erster Classe, Commandeur des Kaiserl. Oesterreichischen St. Leopold-Ordens und Ritter des Königl. Baierischen Militär-Max-Joseph-Ordens; und von Seiten Sr. Königl. Hoheit des Kurfürsten von Hessen, der Herr Richard von Lorentz, Kurhessischer ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister, Geheimerrath, und Director des zweyten Departements des Kurhessischen General-Kriegscollegiums, Commandeur des Kurhessischen goldenen Löwenordens, ernannt worden, welche nach Auswechselung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt der Allerhöchsten Ratification, über folgende Puncte übereingekommen sind.

1.

1817
Ligne d'etappes.

I. *Feststellung der Militärstrassen, der Etappen-Hauptorte und Bezirke, wie auch der wechselseitigen Entfernung derselben.*

Art. I. Die Militärstrafse von Heiligenstadt über Witzenhausen und Cassel nach Marburg wird zwar Königl. Preufs. Seits vertragsmäfsig vorbehalten, jedoch hiermit erklärt, dafs diese Strafse nicht anders benutzt werden soll, als wenn das Kurfürstl. Gouvernement zwey Monat zuvor davon benachrichtiget worden ist; die Entfernung von Heiligenstadt nach Witzenhausen soll zu 3 Meilen, von Witzenhausen nach Cassel zu $4\frac{1}{2}$ Meile, und von Cassel nach Warburg zu $4\frac{1}{2}$ Meile gerechnet werden. Dagegen wird

Art. II. Kurhessischer Seits eine Militärstrafse von Koppenbrügge nach Minden, über Oldendorf nachgegeben, und die Stadt Oldendorf mit den Ortschaften Engern, Ahe, Westendorf, Deckbergen, Grofsenwieden, Kleinenwieden, Ostendorf, Seelsede, Fischbeck, Weibke, Höfingen, Haddensen, Bensen, Krükkenberg, Roden, Barksen, Kohlenstädt, Segelhorst, Rosenthal, Coverden, Plötzen, Wieckboldsen und Zersen als Etappenorte bestimmt, auch die Entfernung von Koppenbrügge nach Oldendorf auf $3\frac{1}{2}$ Meilen und von Oldendorf nach Minden auf $3\frac{3}{4}$ Meilen festgesetzt.

Art. III. Auf der Strafse von Eisenach nach Alsfeld, welche sowohl über Berka als Vach geht, wird die Stadt Hersfeld mit Nieder-Aula, Asbach, Beyershausen, Kattenbach, Ober-Jossa, Nieder-Jossa, Lautenhausen, Sorge, Katus, Petersberg, Kalkobes, Friedewald und Eichhoff, als Etappenorte bestimmt; bey gröfseren Durchmärschen sollen aber folgende Ortschaften noch zugezogen und mit belegt werden, als: Mengshausen, Kirchheim, Reckrode, Kerspenhausen, Geershausen, Klebe, Jeddersdorf, Gofsmannsrode, Rotterterode, Solmes, Oberhaune, Unterhaune, Kohlhausen, Hilpershausen, Motzfeld, Malkomes, Eitra, Rotensee, Heenes, Almershausen, Tann, Rohrbach, Meisebach, Gittersdorf, Obergeifs, Untergeifs, Frielingen, Aue, Buchenau, Sieglos, Wippershain, Holzheim, Kruspis, Stärcklos, Oberstoppel, Unterstoppel, Bodes, Wehrda, Wetzlos, Schlezzerode, Meckbach, Mecklar, Neuenkirchen und Mauers. Die Entfernung beträgt

beträgt von Berka nach Hersfeld 4 Meilen, von Vacha nach Hersfeld $3\frac{1}{2}$ Meile, und von Hersfeld nach Alsfeld 4 Meilen. 1817

Art. IV. Auf der S. K. H. dem Kurfürsten von Hessen vertragsmäfsig von Karlshafen nach Rinteln und umgekehrt zustehenden Militärstrafse werden die Stadt Höxter, nebst Bofsfen, Godelheim, Schlofs Corvey, Luchtringen, Albaxen, Brenkhausen, Böxen und Fürstenau, wie auch Lüde und Gegend als Etappenplätze bestimmt. Die Entfernung von Karlshafen nach Höxter ist auf $2\frac{1}{2}$ Meile und die von Höxter nach Lüde auf 3 Meilen festgesetzt.

Art. V. Die Königl. Preufs. Truppen dürfen nur die vorgenannten Etappenorte berühren. Kleinere dagegen handelnde Abtheilungen werden an die nächste Königl. Preufs. Militärbehörde abgeliefert. Gröfsere Abtheilungen werden der Königl. Preufs. Liquidationsbehörde angezeigt, welche die Leistungen aller Art, so dieselben verursacht haben, in den kostenden von den Kurfüstl. Beamten attestirten Preisen, nicht weniger jeden durch einen solchen Marsch entstandenen Schaden, nach der pflichtmäfsigen Taxation dreyer im 49sten Artickel dieser Convention näher bezeichneten Taxatoren, zu bezahlen verbunden ist. Eben diese Bestimmungen finden auch bey den Kurfüstl. Hessischen Truppen auf der Militär-Route von Karlshafen nach Rinteln statt.

Art. VI. Die Königl. Preufs. Truppen sind gehalten, auf jeden zum Etappenbezirke gehörenden, und von der Kurfürstl. Behörde ihnen angewiesenen Ort zu gehen. Nur müssen diejenigen, welche Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen, stets an solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrafse liegen.

Kleinere Detaschements bis zu 50 Mann werden auch in solche Barackenstuben gelegt, als im 16ten Art. dieser Convention erwähnt sind, sobald dergleichen Barackenstuben eingerichtet seyn werden.

Art. VII. An jedem Etappen-Hauptorte wird eine Kurfürstl. Etappenbehörde ernannt, welche aus einem Etappencommandanten und Etappencommissär besteht, um alle Einquartierungs-, Verpflegungs- und Transport-

1817 port - Angelegenheiten gemeinschaftlich zu besorgen, so wie die Etappenpolizei zu leiten.

Atr. VIII. Zur Aufrechthaltung der guten Ordnung bey den durchmarschirenden Truppen, so wie zur Liquidation und Bezahlung der Verpflegungs-, Transport- und anderen Kosten, wird von Seiten der Königl. Preuss. Regierung ein eigener Etappeninspector zu Hersfeld angestellt, welcher daselbst ein angemessenes Quartier gegen eine von ihm zu leistende billige Vergütung erhalten soll; er darf aber von der Stadt weder Verpflegung noch sonstige Vortheile verlangen, auch sich in keine die Landesbehörden angehende Geschäftführung mischen. Kurhessischer Seits wird gewünscht, dass der Königl. Inspector eine Civilperson seyn möge, welcher über die Kurfürstl. Hessischen Unterthanen keine Autorität hat.

Art. IX. Königl. Preuss. Seits sollen zur Unterhaltung der Communication keine stehende Truppencommandos aufgestellt werden, noch irgend eine Einrichtung zu solchem Zwecke auf dem Kurhessischen Gebiete statt finden.

Feuilles de route.

II. *Instradirung der Truppen, Einrichtung der Marschrouten etc.*

Art. X. Die Marschrouten für die Königl. Preuss. Truppen, welche durch die Kurhessischen Lande marschiren, können nur allein von dem Königl. Preussischen Ministerio und dem Königl. Generalcommando in Sachsen, Westphalen und am Rhein mit Gültigkeit ertheilt werden, weil den benannten Truppen auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten weder Quartier noch Verpflegung etc. verabfolgt wird.

Von Kurhessischer Seite ertheilt das General-Kriegscollegium in Cassel allein die Marschrouten für die durch die Königl. Staaten auf der bestimmten Militärstrasse marschirenden Kurhessischen Truppen.

Art. XI. In den solchergestalt ausgestellten Marschrouten wird die Zahl der Mannschaft und Pferde, der Knechte und sonstigen Militärpersonen, wie auch der Soldatenweiber und Kinder, imgleichen die ihnen zukommende Verpflegung, nicht weniger der Bedarf an Transportmitteln, auf das Genaueste bestimmt, und kann

kann über das darin angegebene Quantum nichts verlangt noch gegeben werden. 1817

Die Kurfürstlichen Behörden sollen von den Durchmärschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden, und ist in dieser Hinsicht folgendes festgesetzt: die Detachements unter 20 Mann können nur den ersten und funfzehnten eines jeden Monats von dem letzten Preussischen Haupt-Etappenorte abgehen, widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten; sie sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Die Absendung von Arrestanten ist dagegen an keine besondere Zeit gebunden.

Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden.

Grössere Detaschements sollen drey Tage zuvor angezeigt werden.

Ganze Bataillons, Escadrons u. s. w., müssen nicht allein wenigstens acht Tage vorher angemeldet, sondern es soll auch das Kurfürstl. General-Kriegscollegium in Cassel acht Tage zuvor durch die Königl. Behörden von dem Durchmarsche benachrichtiget und requirirt werden.

Einer solchen Truppenabtheilung, und wenn eins oder mehrere Regimenter durchmarschiren sollen, muss ein Officier oder Commissär, welcher von der Zahl und Stärke der Regimenter, und von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau unterrichtet ist, drey Tage vorausgehen, um die Dislocation dergestalt zu bewirken, dass an ein und demselben Tage an einem Etappen-Hauptorte nie mehr als ein Regiment Fussvolk oder Reuterey eintreffe.

Art. XII. Da eine hinreichende Anzahl Kurhessischer Dorfschaften angewiesen ist, und die Stadt Hersfeld, denen Kurhessischen Truppen zu einem Garnisonsorte dient, so soll die erwähnte Stadt von Einquartierung, so viel möglich, verschont bleiben, und nur bey grossen Durchmärschen mit dem Stabe belegt werden können; auch soll hier wegen der bekannten Unfruchtbarkeit der Gegend, und des dadurch entstehenden Mangels an Lebensmitteln, von Königl. Preuss.

Seite

1817 Seite kein Rafttag verlangt werden, wenn nicht gar zu grofse Ermüdung der Leute und Pferde, allzufchlechtes Wetter, oder die unvermeidliche Reparatur an Artillerie, Bagage und Fuhrwerk derfelben unumgänglich nöthig machen.

Art. XIII. In der Regel erhält der General drey, der Staabsofficier zwey, und der Subalternofficier ein Zimmer; wenn jedoch die Anzahl der Truppen, oder des Orts Gelegenheit fo viel Zimmer zu geben nicht geftattet, fo müffen die Truppen fich mit wenigerm begnügen und das Zufammenlegen gefallen laffen.

III. Einquartierung und Verpflegung der Truppen, und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.

Logement et nourriture.

Art. XIV. Einzeln reifende mit Marfchrouten verfehene Officiere und Militärbeamte erhalten zwar Quartier und Vorfpann, die Frauen und Kinder derfelben find dazu jedoch nie berechtigt.

Art. XV. Beurlaubte und nicht im Dienfte befindliche Militärperfonen haben weder auf Quartier noch auf Verpflegung und Transportmittel Anfpruch zu machen.

Art. XVI. Die zum Quartier und Verpflegung berechtigten Truppen, welche die Unterofficiere und Soldaten, auch Knechte, desgleichen die in den Marfchrouten ausdrüchlich bemerkten Soldatenweiber und Kinder in fich begreifen, und wobey zwey Kinder für einen Kopf zu rechnen find, werden auf die Anweifung der Etappenbehörden entweder bey den Einwohnern oder in Barackenftuben einquartiert und verpflegt; es findet aber von Seiten des Preufs. Gouvernements weder im Ganzen noch in einzelnen Artikeln einige Naturallieferung Statt. Die Anlage folcher Barackenftuben, welche in Wirths- oder fonftigen dazu fchicklichen Häufern Statt finden foll, bleibt dem Kurfürftlichen Gouvernement überlaffen und anheim geftellt. An Geräthfchaften in diefen für Unterofficiere und Gemeine beftimmten Barackenftuben werden nur hinreichende Stühle oder Bänke, Hakenbretter und Lagerftroh erfordert.

Art. XVII. Die Commandirenden haben über die von den Quartierwirthen geftellten Naturalverpflegung und

und über die sonstigen Leistungen ordnungsmäfsige, 1817
deutliche und hinreichend specielle Bescheinigungen zu ertheilen; sollten diese nicht gehörig ausgestellt oder ganz verweigert werden, so soll die von der Etappenbehörde pflichtmäfsig geschehene Attestation der auf der Marschroute geleisteten Lieferungen aller Art bey der Liquidation als gültige Quittung angenommen werden.

Art. XVIII. Zur allgemeinen Regel dient zwar, dafs der Officier, so wie der Soldat, mit dem Tische seines Quartierwirths zufrieden seyn muss, jedoch kann jeder Unterofficier oder Soldat, auch jede andere zu diesem Grade gehörige Person, in jedem ihm angewiesenen Nachtquartier, sey es bey den Einwohnern oder in den Barackenstuben, verlangen: zwey Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halbes Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und Abends zu einer Mahlzeit gehört. Frühstück, Bier, Branntwein und Kaffee kann aber nicht anders als gegen baare Bezahlung an den Unterofficier und Soldaten gereicht, dagegen soll von den Ortsobrigkeiten dafür gesorgt werden, dafs hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in den Etappenorten vorhanden ist, und dafs der Soldat nicht übertheuert wird.

Art. XIX. Jeder Subalternofficier bis zum Capitain ausschliefslich, erhält, aufser Quartier, Holz und Licht, zur Mahlzeit Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch, auch zu Mittag und Abend jedesmal eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; zum Frühstück aber Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Branntwein. Der Capitain kann aufser der vorerwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Die Frauen und Kinder der Officiere haben aber auf Verpflegung kein Recht.

Art. XX. Staabsofficiere, Obersten und Generals beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern, und berichtigen ihre Beköstigung unmittelbar selbst. An solchen Orten, wo die Wirthshäuser nicht dazu geeignet sind, wo aber der ein oder andere Quartierträger für anständige Kost zu sorgen im Stande ist, soll der letztere von jedem Staabsofficier täglich einen Reichsthaler, und von jedem Obersten und General einen und einen halben Reichsthaler, alles in Golde,

1817 der Friedichsd'or zu fünf Reichsthaler gerechnet, für die Beköstigung zu fordern und gleich baar zu empfangen berechtigt seyn.

Art. XXI. Für die Einquartierung und Verpflegung der Capitaine und Subalternofficiere, wie auch der Unterofficiere und Soldaten, imgleichen anderer berechtigten Militärpersonen, wird nach vorgängiger Liquidation von dem Königl. Preufs. Gouvernement vergütet, und dem Königl. Etappeninspector in Hersfeld oder in Preufsisch Minden baar bezahlt: von jedem Nachtquartier für jeden Soldaten und eine jede in solchem Grade stehende Person . . . . 4 Ggr.

für jeden Unterofficier	4	—
— — Subalternofficier	12	—
— — Capitain	16	—

alles in Golde, der Reichsthaler zu vier und zwanzig gute Groschen und der Friedrichsd'or zu fünf Rthlr. gerechnet.

Für die Soldatenweiber und Kinder wird die nämliche Vergütung wie für die Soldaten, jedoch mit dem Unterschied geleistet, dafs für zwey Kinder nicht mehr als für eine Frau bezahlt wird.

Art. XXII. Die Liquidation für die durch das Königl. Preufsische Gebiet durchmarschirenden und beköstiget werdenden Kurhessischen Truppen wird nach dem im 21sten Artikel dieser Convention festgesetzten Vergütungsfuſse berichtiget.

Art. XXIII. Sollten hin und wieder durchmarschirende Königl. Preufs. Soldaten unterwegs krank werden, oder Verwundungen erhalten, und ohne Gefahr bis zur nächsten Preufsischen Etappeninspection nicht zu transportiren seyn, so sollen dieselben auf Kosten ihres Gouvernements in einem Etappenhospitale verpflegt werden, welches in Hersfeld seyn, und worüber der Königl. Etappeninspector die Aufsicht und Berechnung führen soll.

Das Local zu diesem Etappenhospital soll von der Kurhessischen Regierung unentgeldlich angewiesen werden; für die Anschaffung der erforderlichen Effecten, Verköstigung, Arznei, so wie für alle andere Bedürfnisse hat das Königl. Preufs. Gouvernement aber selbst zu sorgen, und die Kosten durch den Königl. Etappeninspector unmittelbar entrichten zu lassen.

Art.

Art. XXIV. Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten sollen für gute und reinliche Stallung sorgen. Königl. Preuss. Seits ist dagegen bey nachdrücklicher Strafe untersagt, dass die Preuss. Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartiergeber aus den Ställen ziehen und die ihrigen hinein bringen lassen. 1817

Art. XXV. Der Fouragebedarf wird in das in dem Etappen-Hauptorte zu errichtende verhältnissmässeige Etappenmagazin durch eingeborne Lieferanten beygeschafft, und das zum Magazin erforderliche Local durch letztere gestellt.

Von den Quartiergebern darf aber in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage anders als in der im folgenden 28sten Artikel bestimmten Art verlangt werden.

Art. XXVI. Die Fouragelieferung wird für einen von dem Königl. Preuss. Etappeninspector zu bestimmenden Zeitraum, in desselben oder seines Bevollmächtigten Gegenwart durch die Kurfürstl. Behörden öffentlich an den Mindestfordernden nach Hessischem Maafs und Gewicht versteigert. Der nun erwähnte Königl. Inspector ist berechtigt, einen zweiten Versteigerungstermin zu verlangen und abhalten zu lassen, wenn die Preise des ersten Termins ihm zu hoch scheinen, in welchem Falle auch Ausländer concurriren können. Der letzte Termin ist aber in jedem Falle entscheidend und darf der Lieferant die im Kurfürstl. Hessischen Lande angekaufte Fourage ohne Erlaubniss der Landesbehörde nach auswärtigen Etappen nicht ausführen.

Die Bezahlung für die von den Lieferanten aus den Magazinen verabreichte Fourage wird durch die Königl. Etappeninspectoren sofort nach erfolgter Liquidation der darüber vorgelegten Rechnung und Quittungen etc. an die Lieferanten ohne Abzug entrichtet.

Art. XXVII. Die Fourage wird gegen ordnungsmässige von den Königl. Etappeninspectoren zu visirende Quittungen der Empfänger aus den Magazinen nach obigem Maafs und Gewicht abgegeben. Die dabey etwa entstehenden Streitigkeiten sollen von der Etappenbehörde sofort regulirt und entschieden werden.

1817 Art. XXVIII. Wenn die Zeit es nicht erlaubt, die Fourage aus den Etappenmagazinen beyzuschaffen, und die zu dem Etappenbezirke gehörende bequartierte Ortschaften müssen unvermeidlicherweise die Fourage im Orte selbst liefern, so steht es den Gemeinden jederzeit frey, solche nach Hessischem Maass und Gewicht selbst auszugeben, und haben die Commandirten der Detaschements dieselben von den Ortsobrigkeiten zur weitern Distribution gegen ordnungsmässige, gehörig autorisirte, Quittungen in Empfang zu nehmen.

Im Falle die Quittungen überhaupt verweigert oder vor dem Abmarsche der Truppen den Ortsobrigkeiten gar nicht eingehändigt werden, so soll die im 17ten Art. für einen solchen Fall bestimmte Verfügung und Abhülfe ohne gegenseitige Einwendung erfolgen.

Art. XXIX. Die Königl. Preuss. Etappenbehörde bezahlt an die Kurhessische Regierung zur weiteren Vertheilung an die Ortsobrigkeiten für die von diesen letzteren unvermeidlich gelieferte Fourage den nämlichen Preis, welchen die Lieferanten erhalten haben würden, wenn aus den Magazinen wäre fouragirt worden.

Art. XXX. Das Königl. Preuss. Gouvernement vergütet die Kurkosten für die etwa krank zurückgelassenen Pferde auf die von den Kurfürstl. Behörden attestirten Rechnungen.

Art. XXXI. Die durchmarschirenden Truppen bezahlen selbst alle Wagenreparaturen, Pferdebeschlag und sonstige Bedürfnisse an Schuhen u. s. w. gleich baar in den kostenden Preisen.

Transports. IV. *Vorspann- und andere Transport-Mittel auch Fussboten betreffend.*

Art. XXXII. Die Transportmittel werden gegen ordnungsmässige und zur rechten Zeit ertheilte Quittungen den duchmarschirenden Truppen nur auf Anweisung der Etappenbehörden, und in soweit verabreicht, als das deshalb Nöthige in den förmlichen Marschrouten bemerkt worden.

Art. XXXIII. Für Kranke (mit Ausnahme derer, welche unterwegs krank geworden sind, und ihre Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten

birten Arztes oder Wundarztes nachgewieſen haben), für Torniſter und Gewehre kann in den Marſchrouten kein Transportmittel verlangt und eben ſo wenig von den Quartiermachern oder von den Commandeurs der Truppen ſelbſt requirirt werden. 1817

Art. XXXIV. Die Etappenbehörden haben dafür zu ſorgen, daſs es an den nöthigen und gehörig verlangten Transportmitteln nicht fehle, und daſs ſie an den ihnen vorgeſchriebenenen Orten zur rechten Zeit eintreffen.

Art. XXXV. Unter Transportmitteln werden nur zweyrädrige und vierrädrige Karren und Leiterwagen, desgleichen angeſchirrte Vorſpannpferde auch Zugochſen verſtanden, und ſollen ſechs Ochſen mit vier Pferden gleich geachtet werden.

Chaiſen und Reitpferde werden nie gegeben.

Art. XXXVI. Auf ein Zugpferd ſoll nie mehr als 4 bis $4\frac{1}{2}$ höchſtens 5 Centner gerechnet werden.

Art. XXXVII. Wenn bey Durchmärſchen ſtarker Armee-Corps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht beſtimmt angegeben worden, und die vorgeſchriebene Ordnung ſolchemnach nicht genau beobachtet werden kann, ſo ſoll der Commandeur der in einem Orte bequartirten Abtheilung zwar befugt ſeyn, die nöthigen Transportmittel auf ſeine eigne Verantwortung zu requiriren; dieſs muſs aber ſchriftlich geſchehen und an die Ortsobrigkeit gerichtet ſeyn, welche für die Stellung ſothaner Mittel zu ſorgen, der vorgedachte Commandeur aber die ordnungsmäſsigen Quittungen für ſolche Stellung unweigerlich ſogleich zu ertheilen hat.

Art. XXXVIII. Die durchmarſchirenden Truppen oder einzeln reiſende, zu Transportmitteln berechtigte, Militärperſonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geſchafft, ſie können nur dann verlangen, am nämlichen Tage weiter transportirt zu werden, wenn deshalb eine ordnungsmäſsige Anzeige Tags zuvor gemacht worden, widrigenfalls müſſen ſie, wenn ſie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, Extra Poſtferde auf eigene Koſten nehmen.

Art. XXXIX. Die quartiermachenden Commanditen dürfen auf keine Weiſe Transportmittel für ſich requi-

1817 requiriren, wenn sie sich nicht durch eine schriftliche Ordre ihres Regiments- oder sonstigen befugten Commandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

Art. XL. Die Transportmittel werden nur von einem Etappenbezirk bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen; die durchmarschirenden Truppen sind aber gehalten, die Transportmittel sofort nach der Ankunft im nächsten Etappenbezirke zu entlassen.

Art. XLI. Die Entfernung von einem Etappenbezirke zum andern wird nach den im 1sten bis 4ten Art. dieser Convention deshalb vorkommenden Bestimmungen gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben; ihr Weg bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anschlag gebracht.

Art. XLII. Den betreffenden Officieren und sonstigen Befehlenden, wird es bey eigener Verantwortung zur besonderen Plicht gemacht, darauf zu achten, daſs die Wagen und Karren unterwegs nicht durch Personen oder Sachen beschwert werden, welche zum Fahren nicht berechtigt sind, auch sollen die erwähnten Officiere u. s. w. durchaus nicht zugeben, daſs die Fuhrleute, so wenig als ihr Vieh, einer übeln Behandlung von Seiten der durchmarschirenden Truppen ausgesetzt sind.

Art. XLIII. Für jedes Pferd wird einschlieſslich des erforderlich gewesenen Wagens auf jede Meile sechs gute Groschen, für einen einspännigen Karren aber neun gute Groschen, alles in Gold und in den im 21sten Art. dieser Convention festgesetzten Münzen vergütet, auch für sechs Ochsen soviel als für vier Pferde bezahlt.

Art. XLIV. Die Fuſsboten und Wegweiser dürfen von dem durchmarschirenden Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten der Orte, worin die Nachtquartiere sind, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren.

Art. XLV. Nach vorgängiger Liquidation, welche die Königl Etappeninspectoren zu prüfen und die Richtig-

Richtigkeit der angegebenen Entfernungen darinnen zu attestiren haben, soll für jeden Fussboten und Wegweiser auf jede Meile vier gute Groschen in Gold nach dem im 21sten Artikel dieser Convention erwähnten Münzfusse bezahlt, der Rückweg der Boten und Wegweiser dabey jedoch nicht mit in Anregung gebracht werden. 1817

V. *Ordnung und Militärpolizei betreffend.* Police militaire.

Art. XLVI. Anstände zwischen den bequartierten Einwohnern und den durchmarschirenden Officiers und Soldaten und etwanige Beschwerden werden durch die Kurfürstlichen Behörden und den Königl. Preuss. commandirenden Officier gemeinschaftlich mit dem Königl. Etappeninspector beseitigt.

Art. XLVII. Für die Erhaltung der Eintracht zwischen den Soldaten und Bequartierten haben die commandirenden Officiere sowohl als die Etappenbehörden mit Eifer und Ernst Sorge zu tragen. Der Königl. Etappeninspector hat über diesen Gegenstand gleichfalls zu wachen, und seine Sorge dahin zu richten, dass es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben vertragsmässig mit Recht und Billigkeit verlangen können. Er hat auch darauf zu achten, dass die Wege stets in gutem Stande erhalten werden. Nöthigenfalls kann er bey den Landesbehörden Beschwerde führen.

Art. XLVIII. Die Kurhessische Etappenbehörde ist berechtigt, mit Ausnahme der Oberofficiere und der Personen von gleichem Range, jeden Militär von welchem Grade er auch sey, welcher sich thätliche Misshandlungen seines Wirths oder eines andern Kurhessischen Unterthanen erlaubt, oder sonstige Excesse begeht, zu arretiren und zur weitern Untersuchung und Bestrafung an den Königl. Commandirenden oder an die nächste Preuss. Behörde unter Mittheilung eines Protocolls abzuliefern. Den Kurhessischen Etappencommandanten muss von der Entscheidung der Sache durch die gegenseitige Behörde Nachricht ertheilt werden.

Art. XLIX. Jeder durch Excesse der Königl. Truppen, ohne Unterschied des Grades, entstandene Schaden wird, mit Inbegriff des durch die Militärfuhren erweislich zu Grunde gerichteten oder nach Beendigung

1817 gung derselben an den Folgen der Erhitzung krepirten oder sonst unbrauchbar gewordenen Zugviehes, oder der sonstigen durch die Dienstleistung ruinirten Transportmittel, durch drey Kurhessische verpflichtete, und zu diesem Ende ihrer Unterthanenpflichten entlassene, gemeinschaftlich mit dem Königl. Etappeninspector gewählte Taxatoren abgeschätzt, das Taxatum von der Etappenbehörde attestirt, und der Durchschnittsbetrag liquidirt, dieser auch zur nämlichen Zeit mit der übrigen Liquidation von dem Königl. Gouvernement baar vergütet, wofern durch ein vom Ortsvorsteher und zweyen Zeugen der Gemeinde pflichtmäſsig ausgestelltes schriftliches Zeugniſs erwiesen ist, daſs das Zugvieh ganz gesund ausgestellt worden.

Ueber etwanige Differenzien bey der Schätzung des erfolgten Schadens, worüber die Taxatoren und Etappenbehörden sich mit dem Etappeninspector zu vereinigen nicht vermögen, erkennt das Kurfürstl. General-Kriegscollegium in Kassel, welches die Königl. Behörden von der von ihm ertheilten Entscheidung in Kenntniſs zu setzen hat.

Art. L. Der Inhalt dieser Convention soll den durchmarschirenden Königl. Preuſs. Truppen sowohl, als den Kurhessischen betroffen werdenden Unterthanen zeitig bekannt gemacht und vollständige Auszüge aus derselben zu beider Theile Wissenschaft auf den Etappen angeschlagen werden.

VI. *Liquidation.*

Art. LI. Die Liquidation über die Leistungen und Lieferungen aller Art, imgleichen über die allenfalsigen Schadensvergütungen, wird nach Ablauf eines jeden Vierteljahres, zwischen dem Königl. Etappeninspector zu Hersfeld und Preuſsisch-Minden und einem Kurfürstl. Commissarius für alle Etappenbezirke geschlossen, und die Zahlung hiernach von den betreffenden Etappeninspectoren sogleich geleistet.

VII. *Allgemeine Bestimmungen.*

Art. LII. Diese Etappenconvention ist in allen anwendbaren Fällen reciprok, und tritt vom ersten Januar

Januar 1817 an in Kraft; sie endet mit dem Jahre 1821, unter dem Vorbehalte, daſs solche nach Ablauf dieser Frist stillschweigend fortdaure, wenn nicht von Seiten der Allerhöchsten Contrahenten, nach vorgängiger halbjähriger Aufkündigung, eine weitere Vereinbarung Statt findet. 1817

Für den Fall eines in der Zwischenzeit eintretenden Krieges, sollen die abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft festgesetzt werden.

Art. LIII. S. K. H. wollen aus bewegenden Ursachen dem gegenseitigen Verlangen nachgeben und genehmigen, daſs auf die Zeit, während welcher die Königl. Preuſsische, dermalen in Frankreich stehende Occupationsarmee in dem letztgedachten Lande verbleiben wird, von der Hälfte der auf den vorgeschriebenen Militärstraſsen durchmarschirenden Königlich Preuſs. Truppen nur die Hälfte der im 21sten, 45sten und 47sten Artikeln dieser Convention festgesetzten Vergütungspreise liquidirt und berichtigt werden. Auch wenn seiner Zeit der Rückmarsch des Königl. Armeecorps aus Frankreich erfolgt, so wird für das gesammte Corps nur die Hälfte der Vergütungspreise liquidirt; dagegen wird nach diesem Rückmarsch für die auf sämmtlichen Militärstraſsen marschirenden Königl. Truppen der volle Vergütungsbetrag angesetzt.

Art. LIV. Diese Convention soll ratificirt und die gegenseitige Ratification derselben binnen den nächsten vier Wochen hier ausgewechselt werden.

So geschehen zu Berlin, den 9ten May 1817.

(L. S.) Ludwig von Wolzogen.

(L. S.) R. von Lorentz.

40.

1817 *Convention entre S. M. le Roi de Prusse et*
12 Mars *S. A. R. le G. D. de Hesse, signée à Münster le* 12 *Mars* 1817 *avec un Supplément signé à Giessen le* 6 *Juil.* 1817.

a.

Convention zwischen des Königs von Preussen Majestät und Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzog von Hessen; geschlossen zu Münster den 12ten März 1817.

(*Gesetzsamml. für die Königl. Preussischen Staaten.* Anfang 1818. p. 138-141.)

Da bey der den unterzeichneten Königlich-Preussischen und Grossherzogl. Hessischen Bevollmächtigten übertragenen endlichen Vollziehung des Staats-Vertrags vom 30sten Junius 1816, wodurch S. K. H., der Grossherzog von Hessen, das Herzogthum Westphalen und die Oberhoheit und Lehnherrlichkeit über die Grafschaften Wittgenstein-Wittgenstein und Wittgenstein-Berleburg an die Krone Preussen abgetreten haben, mancherley Anstände vorgekommen waren, welche durch die bisherigen schriftlichen Unterhandlungen nicht beseitiget werden konnten, und da insbesondere auch die genaue Ausmittelung und Einziehung der in jenem Staatsvertrage Grossherzoglich-Hessischer Seits vorbehaltenen Cammeral-Rückstände immer noch eine besondere Grossherzogl. Administration im Herzogthum Westphalen auf geraume Zeit nöthig machen, hierdurch aber die zwischen dieser Administration und den Königl. Preussischen Behörden wegen des beiderseitigen Gebrauchs der einschlägigen Acten und Rechnungen bisher schon öfters entstandenen Collisionen vermehrt, und die definitive Erledigung des Staatsvertrags noch mehr aufgehalten werden würde; da endlich auch die vertragsmässige Betreibung jener Rückstände

stände den Ruin vieler Debenten — jetzt Königlich Preussischer Unterthanen — zur Folge haben würde; so haben die unterzeichneten Bevollmächtigten eine, die Beseitigung aller dieser Anstände und Schwierigkeiten, und die endliche Erledigung aller bisher verhandelten Ausgleichungspuncte schnell herbeyführende Uebereinkunft, dem Interesse beider Staaten für zuträglich erachtet. In dieser Erwägung haben die unterzeichneten beiderseitigen Bevollmächtigten in heute dahier gehaltenen mündlichen Conferenzen folgende Convention, jedoch mit Vorbehalt der Genehmigung ihrer hohen Gouvernements, abgeschlossen. 1817

Art. I. Sämmtliche noch vorhandene vom ersten Julius 1816 in dem Herzogthum Westphalen bestandene Criminal-Rückstände, werden mit allen Rechten, welche man Grossherzoglich-Hessischer Seits darauf hatte, an Preussen abgetreten. Arriérés cédés.

Art. II. Für diese Rückstände entrichtet Preussen zur Grossherzogl. Hessischen Staats-Casse die Summe von 132,835 Fl. 45 Xr., geschrieben: Ein hundert und zwey und dreyssig tausend achthundert und fünf und dreyssig Gulden 45 Kreuzer in 24 Fl. Fuss. Indemnisation

Art. III. Preussen übernimmt alle der Grossherzogl. Hessischen Verwaltung im Herzogthum Westphalen am 1sten Julius 1816 obgelegene Zahlungsschuldigkeiten, überhaupt alle gerichtliche und aussergerichtliche Ansprüche, welche entweder aus den Zeiten der ehemaligen Kurcöllnischen oder aus den Zeiten der nachherigen Grossherzogl. Hessischen Regierung an Hessen gemacht worden sind, oder etwa noch gemacht werden, wogegen Hessen alle am 1sten Julius 1816 vorhanden gewesene Cassen- und Naturalienvorräthe an Preussen abtritt. Dettes d'administration.

Art. IV. Da hiernach Preussen auch für die Zinsenforderung eintritt, welche von den Darleihern der von den letztverstorbenen Herrn Kurfürsten von Cölln in Münster aufgenommenen sogenannten Krönungscapitalien an Hessen früherhin gemacht worden ist, wozu jedoch das Beytragsverhältniss noch nicht ausgemittelt war, so werden dagegen Grossherzogl. Hessischer Seits auch diejenigen Ansprüche an Preussen cedirt, welche wegen der Kurcöllnischen Schulden, vermöge Intérêts; prétensions contre la France.

1817 möge eines am 11ten May 1810 zwischen Frankreich und dem Großherzogthum Hessen abgeschlossenen Vertrags, an Frankreich gemacht werden können, und auf gleiche Weise gehen auch diejenigen Ansprüche an Preußen über, welche Großherzogl. Hessischer Seits sowohl wegen der gedachten Krönungscapitalien, als auch wegen anderer Forderungen an S. K. H. den Erzherzog Maximilian von Oesterreich-Este, als Testamentserben des letzt verstorbenen Herrn Kurfürsten von Cölln gemacht werden.

Dépenses déjà faites. Art. V. Bey der Verwendung derjenigen Kammeralrückstände, welche seit dem ersten Julius 1816 bereits eingegangen sind, behält es sein Bewenden, und es werden desfalls weder von der einen, noch von der andern Seite Ansprüche gemacht.

Capital de Furstenberg Art. VI. Das für die ehemalige Kammercasse des Herzogthums Westphalen am ersten May 1815 bey dem Freiherrn von Fürstenberg zu Herdringen aufgenommene Capital von 30,000 Gulden wird von Preußen übernommen; Hessen läßt sich aber dagegen an der im zweyten Artikel stipulirten Summe 15,000 Gulden in Abzug bringen. Preußen befördert gleich nach erfolgter Ratification dieser Uebereinkunft die Zurückgabe der über jenes Capital ausgestellten Obligation.

Créances de caisses particulières. Art. VII. Die aus der Bonner Universitätscasse und aus der Westphälischen Dispensationscasse der ehemaligen Arnsberger Hofkammercasse vorgeschossenen Capitalien, jedes von 1500 Gulden, werden von Hessen übernommen, und von der im zweyten Artikel dieser Convention bestimmten Vergleichssumme ebenfalls abgerechnet.

Depôts. Art. VIII. Die in die vorbemeldete Kammercasse geflossenen, noch nicht zurückgezahlten Depositen, nebst denen davon bis zum ersten Julius 1816 erfallenen Zinsen, läßt sich Hessen im Betrage von 18,721 Gulden ebenfalls von der bemerkten Vergleichssumme in Abzug bringen.

Succumbenz-Gelder. Art. IX. Dagegen werden die in Großherzogl. Cassen aus dem Herzogthum Westphalen und aus den Wittgensteinschen Grafschaften entrichteten Succumbenzgelder, in sofern sie nicht schon verfallen, oder an die Interessenten zurückgezahlt sind, und vermöge der

der erfolgenden richterlichen Erkenntniſſe noch zurückgefordert werden können, Preuſsiſcher Seits zur Zahlung übernommen. 1817

Art. X. Unter denen im erſten Art. an Preuſsen abgetretenen Kammerrückſtänden ſind nicht begriffen: Exceptions à l'art. 1.

a) Die Ober-Kriegs-Kanzleiſporteln, welche die Groſsherzogl. Heſſiſche Kriegscaſſe in Darmſtadt aus dem Herzogthum Weſtphalen noch zu fordern hat, ſo wie der Erſatz, der aus den Heſſiſchen Fruchtvorräthen für das Preuſsiſche Militär ſeit dem 15ten Julius v. J. bezogenen Brotfrüchte;

b) die bereits angewieſenen Beyträge des Herzogthums Weſtphalen zur Zuchthauscaſſe zu Marienſchloſs, und die durch den Transport der von dort abgelieferten Züchtlinge entſtandenen Koſten;

c) der rückſtändige Beytrag aus den Wittgenſteinſchen Graſſchaften zu dem Fuhr- und Macherlohn des Gieſser-Dicaſterial-Beſoldungsholzes; und

d) die in dem Herzogthum Weſtphalen nach der Uebergabe des Landes noch eingegangenen Naturalbeſoldungs-Gelder.

Die Beträge dieſer Poſten werden aus denjenigen Königl. Caſſen, in welche ſie erhoben werden, an die Groſsherzoglich Heſſiſchen Bevollmächtigten baar ausbezahlt.

Art. XI. Ferner werden von den abgetretenen Kammeralrückſtänden noch ausdrücklich ausgenommen: Item.

1) Die im Herzogthum Weſtphalen und im Wittgenſteinſchen noch vorhandenen Heſſiſchen Stempelpapier-Rückſtände;

2) die Kauſſchillinge für verkaufte Trainpferde, und die privatrechtlichen Forderungen der Kriegscaſſe an ehemalige Militärlieferanten und andre Individuen;

3) Die im Herzogthum und in dem Wittgenſteiniſchen noch vorhandenen Rückſtände der Groſsherzogl. Invaliden Anſtalt, für Zeitungen, Kalender und Inſerat-Gebühren.

Die Beytreibung dieſer Forderungen bleibt den Heſſiſchen Behörden nach wie vor unbenommen.

Art. XII. Auf die Fonds der ehemaligen Univerſität zu Bonn, der dortigen Armenanſtalten und der auf- Fondations pieuſes.

1817 aufgehobenen geistlichen Corporationen des linken Rheinufers, wird Grofsherzogl. Hessischer Seits verzichtet, dagegen aber zur Deckung des dem gedachten Fonds der Bonner Universität auferlegten jährlichen Beytrags von 700 Gulden für die Universität Giefsen, ein dreyprocentiges Capital im Betrage 23,333⅓ Gulden innerhalb 6 Monaten zum Fonds der Universität Giefsen von Preufsischer Seite baar entrichtet. Auch wird dasjenige, was von dem bemerkten jährlichen Beytrage von 700 Fl. noch rückständig ist, oder bis zur Abzahlung des vorbemerkten Capitals noch erfällt, ebenfalls an die Universitätscasse zu Giefsen abgeführt.

Pension individuelle. ART. XIII. Die auf die Fonds der aufgehobenen überrheinischen Corporationen gelegte jährliche Pension von 200 Gulden für das Kind des ehemals bey dem Strafsenbau im Herzogthum Westphalen angestellt gewesenen Ingenieurs Gröfsmann, wird bis zur Volljährigkeit dieses Kindes aus den bemeldeten Fonds so wie bisher jährlich fort entrichtet, auch der bereits erwachsene Rückstand dieser Pension baldigst abgeführt. Eben so wird auch für die Verköstigung des Ingenieurs Gröfsmann, so lange derselbe in Hofheim bleibt, der ausgesetzte jährliche Betrag von 200 Fl. nebst dem allenfallsigen Rückstand aus eben gedachten Fonds entrichtet.

Arriérés des comtés de Wittgenstein. ART. XIV. Von Grofsherzogl. Hessischer Seite werden die in den Wittgensteinschen Graffchaften noch vorhandenen, am 1sten Julius 1816 schon bestandenen Rückstände der ordinären Steuern und der in die Grofsherzogl. Staatscasse geflossenen extraordinären Kriegssteuer an Preufsen abgetreten, wogegen Preufsen alle etwa noch bestehende Verbindlichkeiten der Grofsherzogl. Hessischen Verwaltung in den beiden Graffschaften übernimmt, und für alle Ansprüche eintritt, welche an Hessen aus der ehemaligen oberhoheitlichen Administration dieser Graffschaften, entweder schon gemacht worden sind, oder etwa noch erhoben werden.

Exceptions. ART. XV. Ausgenommen von dieser Abtretung sind die Rückstände derjenigen Steuern, welche für die Landes-Kriegskosten-Casse in Giefsen ausgeschrieben worden sind, so wie auch alle und jede Steuerrückstände der beiden Herren Fürsten von Wittgenstein, wogegen denn aber auch Preufsen, die Tilgung der An-

Ansprüche dieser Herren Fürsten, von Hessen nicht zu übernehmen hat. 1817

Art. XVI. Wegen des von den Wittgensteinischen Grafschaften zu nehmenden Antheils an den Schulden, welche auf die obenerwähnten Land-Kriegskosten-Casse in Giessen während des Zeitraums, wo die beiden Grafschaften unter Grossherzogl. Hessischer Oberhoheit gestanden haben, contrahirt worden sind, wird eine besondere billige Uebereinkunft getroffen werden, so bald man sich Preussischer Seits von dem Bestande und den Verhältnissen jener Schulden, durch einen baldigst nach Giessen abzuschickenden Bevollmächtigten, näher unterrichtet haben wird. Dettes des dits comtés.

Art. XVII. Die active und passive Theilnahme der Wittgensteinischen Unterthanen an der Hessischen Brandversicherungs-Anstalt wird Grossherzogl. Hessischer Seits bis zu Ende des Jahrs 1816 nachgegeben, dergestallt, dass die zwar nach dem 1sten Julius, aber noch vor Ende Decembers 1816 in den Wittgensteinischen Grafschaften entstandenen Brandschäden noch aus der gedachten Anstalt verordnungsmässig, jedoch mit Aufrechnung dessen, was die Wittgensteinischen Unterthanen zu der Hessischen Brandcasse noch verschulden, vergütet werden, wogegen diese Unterthanen aber auch, wie es sich von selbst versteht, zu den im Hessischen Gebiete während des Zeitraums vom 1sten Julius bis Ende Decembers 1816 noch entstandenen Brandschäden verordnungsmässig beytragen müssen. Caisse d'assurance.

Art. XVIII. Der baare Vorrath, welcher sich am ersten Julius 1816 in der zu Arnsberg bestandenen Filialcasse der Grossherzogl. Hessischen Civildiener-Wittwenanstalt befunden hat, nebst den ausstehenden Antrittsgeldern und Beyträgen, ferner die Capitalien, welche dieses Institut in dem Grossherzogthum Westphalen angelegt hat, und welche zusammen 30,441 Gulden 12 Xr. einschliesslich des Poncetischen Capitals betragen, und die aus dem Herzogthum zur Hauptcasse in Darmstadt eingezogenen Fonds, im Betrage von 11,000 Gulden, werden an Preussen dergestalt abgetreten, dass die Obligationen über die im Herzogthum angelegten Capitalien nach erfolgter Ratification dieser Uebereinkunft, an Preussen ausgeliefert, die nach Darmstadt eingezogenen 11,000 Fl. aber Caisse des veuves.

1817 aber von der im zweiten Artikel dieser Convention für Hessen stipulirten Summe abgerechnet werden.

Pensions ART. XIX. Dagegen übernimmt Preussen vom ersten Julius 1816 an, die Pensionen für die bereits vorhandenen Wittwen und Waisen der schon verstorbenen, im Herzogthum Westphalen angestellt und an der Hessischen Civildiener-Wittwenanstalt betheiligt gewesenen Diener nach den Bestimmungen der Verordnung, worauf sich jene Anstalt gründet. Desgleichen übernimmt Preussen alle Verbindlichkeiten, welche der gedachten Wittwenanstalt gegen die noch lebenden Westphälischen Diener bisher oblagen, und tritt für alle Ansprüche dieser Diener dergestalt ein, dass die Hessische Civildiener-Wittwencasse aller Präftationen für die Westphälischen Betheiligten gänzlich entledigt wird.

Caisse de veuves de forestiers. ART. XX. Die zu der Grossherzogl. Hessischen Forstdiener-Wittwenanstalt von Forstdienern des Herzogthums Westphalen entrichteten Antrittsgelder werden an Preussen abgegeben, und wenn die Antrittsgelder nicht baar bezahlt, sondern blos versichert worden sind, die Versicherungsurkunden an Preussen ausgeliefert, und hierdurch jene Anstalt aller Verbindlichkeiten gegen die Forstdiener und die Wittwen und Waisen verstorbener Forstdiener entledigt. Diese Verbindlichkeiten und namentlich die Pensionen der bereits vorhandenen Wittwen und Waisen verstorbener Westphälischen Forstdiener, welche Pensionen dermalen zusammen jährlich 520 Gulden ausmachen, werden von Preussen auf die Staatscasse übernommen.

Caisse de veuves Hessoise ART. XXI. Die von Civildienern in den Wittgensteinischen Graffschaften zu der Hessischen Civildiener-Wittwenanstalt bezahlten 502 Fl. 20 Xr. betragenden Antrittsgelder werden ebenfalls an Preussen abgegeben, und dagegen alle Ansprüche dieser Diener an das Hessische Wittweninstitut von Preussen gleichfalls übernommen.

Stipulations en revanche. ART. XXII. Auf gleiche Weise, und unter gleicher von Preussen zu übernehmender Verbindlichkeit, werden die Antrittsgelder, welche Officiere, die aus Hessischen in Preussische Dienste getreten sind, zur Hessischen Officiers-Wittwencasse bezahlt haben, und welche zusammen 900 Gulden ausmachen, an Preussen abge-

abgegeben. Die Penſionen aber, womit die Heſſiſche Officiers-Wittwencaſſe für die im Herzogthum Weſtphalen bereits vorhandenen vier Officiers-Wittwen ſchon belaſtet war, und welche zuſammen jährlich 1125 Gulden betragen, werden aus derſelben Caſſe fernerhin ſtatutenmäſsig entrichtet. Was zur Berichtigung dieſer Wittwenpenſionen aus Preuſsiſchen Caſſen bisher bezahlt worden iſt, wird von Heſſiſcher Seite erſetzt. 1817

Art. XXIII. Die Wittwen verſtorbener Unterofficiere und gemeiner Soldaten aus dem Herzogthum Weſtphalen und aus den Wittgenſteiniſchen Grafſchaften haben an den Heſſiſchen Militärwittwencaſſen keinen Anſpruch. Veuves de ſous-officiers et ſoldats.

Art. XXIV. Nach vorſtehender Uebereinkunft hat Preuſsen an Heſſen zu entrichten: Liquidation.

zufolge des 2ten Artikels	132,835	Fl.	45 Xr.
zufolge des 12ten Artikels	23,333	—	20 —
alſo zuſammen —	156,169	—	5 —
Von dieſer werden abgerechnet und von Heſſen an Preuſsen vergütet:			
nach Art. 6.	15,000	Fl. —	—
— — 7.	3,000	— —	—
— — 8.	18,721	— —	—
— — 18.	11,000	— —	—
— — 21.	502	— 30	—
— — 22.	900	— —	—
mithin zuſammen	49,123	Fl.	30 Xr.
Nach Abzug dieſes Betrags hat Preuſsen an Heſſen noch zu entrichten	107,045	Fl.	35 Xr.

Dieſe einhundert ſiebentauſend vierzig fünf Gulden dreyſsig fünf Kreuzer im 24 Guldenfuſs werden in der Art abgeführt, daſs innerhalb ſechs Monaten nach erfolgter Ratification dieſer Convention an die Univerſitätscaſſe in Gieſsen 23,333 Fl. 20 Xr. und innerhalb drey Monaten an die Groſsherzogl. Generalcaſſe in Darmſtadt 40,000 Fl. und innerhalb ſechs Monaten nach der Ratification der Reſt mit 43,712 Fl. 15 Xr. an die gedachte Generalcaſſe baar entrichtet werden. Dieſe

1817 Zahlungen geſchehen in Frankfurt, und von Preuſsiſcher Seite werden gleich bey der Ratification die desfallſigen Anweiſungen auf ein dortiges Handelshaus ausgeſtellt werden.

Mode de payement. Art. XXV. Auf dieſe von Preuſsen und Heſſen zu entrichtenden Summen ſoll durchaus kein Anſpruch weder im gerichtlichen noch im auſsergerichtlichen Wege zugelaſſen, und die Zahlungen ſollen aus keiner Rückſicht verweigert, oder über die feſtgeſetzten Termine hinaus verſchoben werden.

Ratification. Art. XXVI. Die unterzeichneten beiderſeitigen Bevollmächtigten werden dieſe Convention ſchleunigſt an ihre Gouvernements befördern, und die Ratificationen ſollen, ſo bald ſie erfolgt ſind, in Arnsberg ausgewechſelt werden.

Zur Beurkundung wird dieſe Convention zweymal ausgefertigt, und von den beiderſeitigen Bevollmächtigten eigenhändig unterzeichnet.

So geſchehen zu Münſter, am 12ten März 1817.

Ludwig v. Vincke. Wilhelm v. Kopp.
Georg Philipp Friedrich Haberkorn.

b.

6 Juil. *Nachtrag zu der zwiſchen des Königs von Preuſsen Majeſtät und des Groſsherzogs von Heſſen Königl. Hoheit zu Münſter den 12. März 1817 geſchloſſenen Convention.*

(*Geſetzſammlung für die K. Preuſsiſchen Staaten.* Anfang 1818. p. 141. 142.)

In dem am 12ten März dieſes Jahrs zu Münſter zwiſchen den Königl. Preuſs. und Groſsherzogl. Heſſiſchen, zur Uebernahme und Uebergabe der Groſsherzogl. Heſſiſchen Länderabtretungen bevollmächtigten Commiſſarien abgeſchloſſenen Vergleich, iſt vereinbart worden:

Art. XIV. Von Groſsherzogl. Heſſiſcher Seite werden die in den Wittgenſteiniſchen Grafſchaften noch vor-

vorhandenen, am ersten Juli 1816 schon bestandenen Rückstände der ordinairen Steuern und der in die Grossherzogl. Staatscasse geflossenen extraordinairen Kriegssteuer an Preussen abgetreten, wogegen Preussen alle etwa noch bestehende Verbindlichkeiten der Grossherzogl. Hessischen Verwaltung in den beiden Grafschaften übernimmt, und für alle Ansprüche eintritt, welche an Hessen aus der ehemaligen oberhoheitlichen Administration dieser Grafschaften entweder schon gemacht worden sind, oder etwa noch erhoben werden. 1817

Art. XV. Ausgenommen von dieser Abtretung sind die Rückstände derjenigen Steuern, welche für die Landeskriegskosten-Casse in Giessen ausgeschrieben worden sind, so wie auch alle und jede Steuer-Rückstände der beiden Herrn Fürsten von Wittgenstein, wogegen denn aber auch Preussen die Tilgung der Ansprüche dieser Herrn Fürsten von Hessen nicht zu übernehmen hat.

Art. XVI. Wegen des von den Wittgensteinischen Grafschaften zu nehmenden Antheils an den Schulden, welche auf die oben erwähnte Landeskriegskostencasse in Giessen, während des Zeitraums, wo die beiden Grafschaften unter Grossherzogl. Hessischer Oberhoheit gestanden haben, contrahirt worden sind, wird eine besondere billige Uebereinkunft getroffen werden, so bald man sich Preussischer Seits von dem Bestande und den Verhältnissen jener Schulden, durch einen baldigst nach Giessen abzuschickenden Bevollmächtigten näher unterrichtet haben wird.

Es sind daher beiderseitige Commissarien in Giessen zusammengetreten, Königlich-Preussischer Seits der Regierungsrath Westphal, Mitglied der Königl. Regierung zu Arnsberg, Grossherzogl. Hessischer Seits der Hofkammerdirector von Kopp, und haben, nachdem sie sich gegenseits über ihre Vollmachten ausgewiesen haben, folgende Vereinbarung getroffen.

Renonciations d. l. p. de la Hesse.

Art. I. Grossherzogl. Hessischer Seits wird gegen Entrichtung der im Artikel 2. bemerkten Summe, allen und jeden Ansprüchen entsagt, welche auf Theilnahme der Aemter Caasphe und Berleburg an den zur Tilgung der Kriegskosten contrahirten Schulden, an rückständigen Geld- und Naturalleistungen, und an der Provinzial-Parification für den Zeitraum in

1817 dem sie unter Grofsherzogl. Hessischer Oberhoheit gestanden haben, gebildet werden könnten.

Somme aversionale en echange

Art. II. Dagegen wird Königl. Preufsischer Seits versprochen, eine Aversional-Summe von zwanzigtausend fünfhundert Gulden in 24 Fl. Fufs und zwar in conventionsmäfsiger Münze, oder in verfallenen vom Landes-Kriegscommissariate creirten Obligationen, Cassenscheinen und Zinscoupons in sechs und zwanzig ½jährigen Raten von siebenhundert und achtzig Gulden sieben und zwanzig und neun dreyzehn Theil Kreuzer, wovon die erste am ersten Januar eintausend achthundert und achtzehn, und die letzte am ersten July eintausend achthundert und dreyfsig fällig ist, zur Landeskriegs-Commissariatscasse der Provinz Oberhessen einzuzahlen. Aufserdem wird Königl. Preufsischer Seits allen und jeden Ansprüchen entsagt, welche von den Grafschaften Wittgenstein an das Grofsherzogthum Hessen, wegen noch unberichtigter Kriegspräſtationen derselben, insbesondere wegen gelieferter Fourage, geleisteter Fuhren, oder getragener Einquartierung, sodann wegen der von fremden Gouvernements entweder bezahlten oder noch zu bezahlenden Vergütungen für Kriegsleistungen während des Zeitraums, in dem die ersagten Grafschaften unter Grofsherzogl. Hessischer Oberhoheit gestanden haben, gemacht werden könnten.

Créance à la charge du baillage de Biedenkopf.

Art. III. Da die Forderung der Aemter Caasphe und Berleburg an das Amt Biedenkopf wegen geleisteter Hülfsfuhren als eine Privatforderung gedachter Aemter unter sich angesehen werden mufs, so ist sie unter dem gegenwärtigen Abkommen nicht begriffen; indessen wird Grofsherzogl. Hessischer Seits versprochen, dafür zu sorgen, dafs die Betheiligten bald befriedigt werden.

Renseignemens à fournir.

Art. IV. Wenn die Königl. Preufsischen Behörden, wegen der von den Wittgensteinischen Grafschaften getragenen Kriegslasten fernere Auskunft verlangen sollten, so soll sie ihnen von den einschlägigen Grofsherzogl. Hessischen Behörden nicht nur ertheilt, sondern auch die betreffenden Verhandlungen zur Einsicht vorgelegt werden.

Art.

Art. V. Die Allerhöchste Ratification dieses Vergleichs wird beiderseits vorbehalten. 1817 Ratification reservée.

So geschehen Giessen, am 6ten Juli 1817.

(L. S.) Westphal. (L. S) v. Kopp.

41.

Procès verbal des Commissaires de S. M. le Roi de Prusse et de S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg portant la remise des territoires cédés par S. M. Prussienne au G. D. d'Oldenbourg en exécution de l'art. 51. de l'acte de congrès de Vienne, signé le 9 Avr. 1817. 9 Avril.

(Copie manuscrite mais sûre.)

Nachdem Se. Majestät der König von Preussen bey der an Allerhöchst Dieselben von Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich durch die, im November 1815 in Paris getroffene Uebereinkunft geschehene Abtretung der, Sr. K. K. Apostolischen Majestät durch den 51sten Art. der am 9ten Juny zu Wien geschlossenen Congress-Acte, im ehemaligen Saar-Departement zugefallenen Landestheile, die Verbindlichkeit übernommen haben, die Bestimmungen des 49sten Art. der gedachten Congress-Acte in Ausübung zu bringen, und nachdem Se. Königl. Preuss. Majestät am 1ten Julius 1816 in den wirklichen Besitz dieser Landestheile dergestalt getreten sind, dass dieselben als schon unter dem 1ten May desselben Jahres mit allen Eigenthums- und Landeshoheits-Rechten an die Krone Preussen übergegangen, angesehen werden; so haben Se. Königl. Majestät in Uebereinstimmung mit ihren hohen Verbündeten, Ihren Majestäten den Kaisern von Oesterreich und Russland und dem König von Grossbrittannien, für Se. Königl. Hoheit den Grossherzog von Oldenburg, die in obgedachtem Art. 49. der Congress-Acte ausbedungenen Landestheile ausmitteln lassen, und Se. Königl. Hoheit zur Annahme dieser Landestheile eingeladen.

In

1817 In Gemäſsheit dieſes, ſind nunmehr zur wirklichen Uebergabe und Uebernahme derſelben Commiſſarien ernannt worden, nehmlich: von Seiten des Königl. Preuſs. Hofes der Director der Königl. Regierung zu Koblenz 1te Abtheilung, Ritter des rothen Adler-Ordens 3ter Claſſe, Freyherr von Schmitz-Grollenburg, und von Seiten Sr. Königl. Hoheit des Groſsherzogs von Oldenburg der Präſident des Oberappellations-Gerichts zu Oldenburg und Bundestags-Geſandte, Commandeur des Guelphen-Ordens, Günther Heinrich von Berg, und der Regierungsrath Ludwig Conrad Leopold Wibel, welche am heutigen Tage zuſammengetreten ſind, und nach Auswechſelung ihrer beiderſeitigen, in völliger Richtigkeit und Gültigkeit befundenen in der Anlage ſub. lit. A. beyliegenden Vollmachten, nachſtehende Puncte mit einander verabredet und beſchloſſen haben. Der Königlich-Preuſsiſche Uebergabs-Commiſſarius erklärt demnach, daſs er

Ceſſion de la part de la Pruſſe

1. den Canton Herrſtein, ſo wie er unter der franzöſiſchen Verwaltung des Saar-Departements beſtanden hat, mit Ausnahme der Gemeinde Hottenbach, Hettershauſen, Asbach, Schauern, Kempfeld und Bruckweiler, welche Preuſsen verbleiben;
2. Den ganzen Canton Birkenfeld;
3. vom Canton Hermerskeil die Gemeinden: Soetern, Boosen und Schwarzenbach;
4. vom Canton Wadern die Gemeinden: Neunkirchen, Sellbach, Gonnesweiler und Eyweiler;
5. vom Canton St. Wendel die Gemeinden: Asweiler, Eizweiler, Imsbach, Hirſtein, Reichweiler und Mosberg, Steinberg und Deckenhardt, Wallhauſen und Schwarzhof;
6. vom Canton Baumholder die Gemeinden: Gimbweiler, Nohfelden, Wolfersweiler und Noben;
7. vom Canton Rhaunen die Gemeinde Bondenbach nebſt einem in der Anlage ſub. lit. B. beyliegenden Verzeichniſs aller, in dem Groſsherzogl. Antheil befindlichen Orte, mit allen Hoheits- und Eigenthums-Rechten, ſo wie mit allen Verbindlichkeiten in derſelben Art und in demſelben Umfange und Grenzen, wie ſolche von Sr. Majeſtät bisher beſeſſen worden ſind, ohne allen Vorbehalt; jedoch unter den im Pariſer Frieden vom 30ſten May 1814 für alle von Frankreich getrennten Provinzen enthaltene

haltene Lasten und Verbindlichkeiten, an den Groſs- 1817
herzogl. Oldenburgiſchen Herrn Uebernahms-Com-
miſſär hiermit förmlich übergebe und überlaſſe, da-
her auch nunmehr im Namen Sr. Majeſtät des Kö-
nigs alle Staatsdiener und Unterthanen der überge-
benen Lande aller gegen den bisherigen Souverain
gehabten Pflichten entbinde und entlaſſe.

Hierauf hat der Groſsherzogl. Oldenburgiſche Com-
miſſarius erklärt, daſs er, kraft ſeiner Vollmacht, die
ihm übergebenen Lande, ſo wie ſie ihm übergeben
worden ſind, im Namen ſeines gnädigſten Herrn über-
nehme, und ſelbe, ſo wie deſſen Einwohner, als nun-
mehr an Höchſtdenſelben mit aller Souverainetät über-
gegangen erkenne.

Beide Commiſſarien haben hierauf auch ſogleich
öffentliche Kundmachungen hierüber erlaſſen und zur
Anſchlagung in allen Gemeinden ausgeſendet, womit
alſo dem Art. 49. der Wiener Congreſs-Acte nunmehr
gänzlich Genüge geleiſtet worden iſt, wie der Groſs-
herzogl. Oldenburgiſche Bevollmächtigte im Namen
ſeines Souverains hiermit verbindlich erklärt.

Da aber mit dieſer im Allgemeinen und in der We-
ſenheit bereits wirklich vollzogenen Uebergabe, noch
mehrere zu treffende beſondere Verfügungen im eng-
ſten Zuſammenhange ſtehen, ſo haben die beiderſeiti-
gen Commiſſarien noch folgende Puncte näher beſpro-
chen, und ſind darüber nachfolgendermaaſsen über-
eingekommen.

§. 1. Dem Groſsherzogl. Oldenburgiſchen Hofe Computation des revenus.
kömmt der reine Ertrag eines Bezirks von 20,000 Ein-
wohnern im ehemaligen Saar-Departement ſeit dem
erſten July 1815 zu. Da aber der vorſtehend beſchrie-
bene Bezirk erſt ſpäter ausgemittelt iſt, und aus Lan-
destheilen beſteht, welche zu verſchiedenen Zeiten in
den Beſitz Sr. Königl. Majeſtät von Preuſsen gekom-
men ſind, und einen, theils längern, theils kürzern
Zeitraum hindurch unter Oeſterreich-Baierſcher Ver-
waltung geſtanden haben, ſo iſt nöthig befunden wor-
den, nach Verſchiedenheit der Verhältniſſe die Grund-
ſätze feſtzuſtellen, welche bey der Berechnung der dem
Groſsherzogl. Oldenburgiſchen Hofe vom 5ten July 1815
an, gebührenden Einkünfte in Anwendung zu brin-
gen ſind, demſelben fallen zuförderſt alle, in den über-
gebe-

1817 gebenen Bezirken vom ersten May 1816 an, erwachsenen Landeseinkünfte ganz zu, dagegen behält der Herr Uebergabs-Commissär seinem Allerhöchsten Hofe alle Ansprüche auf rückstehende Einkünfte derjenigen, in der Anlage sub lit. C. verzeichneten Landestheile bevor, welche schon unterm 28sten May 1815 in Besitz genommen, und von dieser früheren Periode bis zum 30sten April 1816 erlaufen sind.

In Hinsicht der Einkünfte derjenigen Bezirke, welche erst in Folge der Besitznahme vom ersten July 1816 an die Krone Preussen gekommen sind, behält die Bestimmung des §. 1. der Uebereinkunft der zwischen Oesterreich und Preussen vom ersten July *), welche also lautet: "alle in den übergebenen Bezirken vom ersten May 1816 an, erwachsene Landeseinkünfte, fallen ganz der Krone Preussen zu, dagegen behält der Herr Uebergabs-Commissär seinem Allerhöchsten Hofe alle Ansprüche auf die Landeseinkünfte von der früheren Periode bis 30sten April d. J. bevor;" ihre volle Kraft, und wird für das Grossherzogl. Haus Oldenburg, jedoch dergestalt verbindlich, dass auch diese Rückstände an die, die Abrechnung mit der K. K. Oesterreichischen Commission allein übernehmende Königl. Preuss. Regierung verrechnet werden müssen, wogegen die, Grossherzogl. Oldenburgischer Seits, in Gemässheit der Congress-Acte, angesprochenen Einkünfte vom 1sten Juny 1815 bis den 30sten April 1816 mit dem K. K. Oesterreichischen Hofe zu berechnen bleiben.

Fonds de Caisse

§. 2. Die in den Königl. Cassen am 16ten April d. J. als dem Tage, von dem an Oldenburg in die Selbsterhebung der Revenüen des überwiesenen Landes tritt, vorhandenen Gelder, gehen an die Grossherzogl. Regierung, es mögen solche für Rechnung der Königl. Preuss. oder der K. K. Oesterreichischen Regierung erhoben worden seyn, gegen weitere Verrechnung und gegen die Verbindlichkeit über, daraus noch die unberichtigten Besoldungen und Pensionen zu bezahlen. Die Abrechnung für den Zeitraum, der für den übernehmenden Hof statt gehabten Verwaltungsperiode, soll innerhalb drey Monaten von Seiten der Königl. Re-

*) Cette convention n'a pas été imprimée en entier; on en trouve un extrait dans SCHOELL *hist. abrégée.* T. XI. p. 480.

Regierung zu Trier, als bisherige Ober-Verwaltungs- 1817
behörde erfolgen, und gehörig belegt Sr. Königl. Hoheit dem Grofsherzog von Oldenburg mitgetheilt worden.

§. 3. Die Beftimmungen des §. 3. der Uebereinkunft vom erften July 1816 werden für denjenigen Landestheil, welcher in diefem Uebergabsprotocoll begriffen, nunmehr an das Grofsherzogl. Haus Oldenburg übergegangen ift, geltend und verbindlich erklärt. Conv. du 1 Juil 1816.

§. 4. Dem Königl. Preufs. Hof bleiben für die Arriérés
frühere Periode vor dem erften May 1816 aufser den, ihm gebührenden Rückftänden, welche an Steuern und Domanial-Gefällen bey einzelnen Partheyen noch aushaften, oder welche von zurückgebliebenen Staats-Vorräthen herrühren, auch noch weitere Anfprüche bevor:

a) auf die Wiedererftattung von Vorfchüffen, welche auf Rechnung des Landes, oder des nachfolgenden Landesherrn aus der Staats-Caffe und dem Staats-Vermögen überhaupt gemacht wurden, in fo fern folche in der Uebereinkunft vom 2ten Juny 1815 *) oder erften July 1816, wodurch diefe Lande an die Krone Preufsen übergiengen, begründet find;

b) auf Guthaben von auswärtigen Regierungen, die erft fpäter eingebracht werden, als z. B. bey der Liquidation mit Frankreich und den Liquidationen mit anderen Regierungen und Höfen für genoffene Truppenverpflegung, in fofern folche aus herrfchaftl. Caffen beftritten, und Oldenburg nicht in Rechnung gebracht worden ift, wogegen Anfprüche auf Guthabungen, welche einzelnen Gemeinden gebühren, denfelben unverkürzt verbleiben.

§. 5. Nach gefchehener Uebergabe hat die in den Item.
übergebenen Bezirken eintretende Grofsherzogl. Regierung aufser den, feit dem 1ften May 1816 neu erwachfenen Einkünften auch die aus der früheren Periode, vor dem 1ften May noch rückftehenden Gelder zu beziehen, fo wie die rückftehenden Ausgaben für Rechnung von Preufsen oder Oefterreich nach den ver-

*) Cette convention (ou procès verbal) du 2 Juin 1815 n'eft pas imprimée mais la convention de Kreuznach du 28 Mai 1815 qui en fait partie effentielle fe trouve plus haut Suppl. T. VI. p. 315.

1817 verschiedenen Landes-Districten aus diesen einzunehmenden Rückständen zu berichtigen.

Die Grossherzogl. Oldenburgische Regierung verbindet sich, die Beytreibung aller Rückstände, in so fern nicht einige derselben durch wirkliche Zahlungs-Unfähigkeit der Partheyen uneinbringlich wären, so wie die Verrechnung darüber gegen die Königl. Preussische Regierung zu Trier binnen 3 Monaten nach geschehener Uebergabe zu beendigen und mit der, §. 2. festgesetzten Abrechnung dergestalt in Verbindung zu bringen, dass nach 3 Monaten das ganze Liquidations- und Abrechnungs-Wesen der älteren Perioden und während der Preuss. Verwaltung bis zu dem Tage der heutigen Uebergabe berichtigt seyn wird.

Was dagegen die Liquidation der früheren Rechnungs-Perioden, unter der Verwaltung des mittelrheinischen Gl. Gouvernements bis zum 15ten Juny 1814 und der K. K. Oestereichischen und Königl. Baierschen gemeinschaftlichen Administrations-Commission in Kreuznach bis zum 10ten May 1815 betrifft; so bleiben jene Bestimmungen in Wirksamkeit, welche bey der am 28ten May 1815 erfolgten Königl. Preussischen Besitznahme zwischen den Bevollmächtigten der Krone Preussen und dieser gemeinschaftlichen Administration unterm 2ten Juny festgesetzt worden sind, so wie für den am 1ten July 1816 in Besitz genommenen Theil, die Bestimmungen des §. 6. der Uebereinkunft vom 1ten July. Es wird zu dem Ende hiermit ausdrücklich angenommen, dass die Abwickelung der Activ- und Passiv-Rückstände der früheren Perioden, so wie sie in dem Vertrage vom 1ten July 1816 §. 6. durch eine gemeinschaftliche Commission bestimmt ist, von der Krone Preussen übernommen, und der Königl. Preuss. Commissär das Interesse des Grossherzogl. Oldenburgischen Hauses vertreten werde. Jedoch bleibt es Hochdemselben unbenommen, Einsicht der Verhandlungen zu nehmen, und nach Belieben über die Lage der Sache jedesmal Auskunft zu begehren.

Dettes de la guerre. §. 6. Die in dem §. 8. der Uebereinkunft vom 1ten July 1816 in Hinsicht der Liquidation des gesammten Kriegs-Schuldenwesens enthaltenen Bestimmungen, bleiben auch für die unter Grossherzogl. Oldenburgischer Herrschaft übergehenden Bezirke in voller Kraft, jedoch

jedoch wird auch hier, wie §. 5. schon bestimmt worden ist, das Großherzogl. Interesse von dem Königl. Commissär vertreten werden. 1817

§. 7. Da nach der geschehenen Uebergabe ohnehin eine solche Absonderung der finanziellen Verwaltung eintrit, daſs die neue Groſsherzogl. Oldenburgische Verwaltung in ihre Casse nur das, was von ihrem Gebiete an laufendem Ertrage, oder an Rückständen eingeht, bezieht; so wird es in Ansehung jener Ausgaben, die früher den übrigen damit vereint gewesenen Landesbezirken am linken Rheinufer gemeinschaftlich waren, und so lange sie zum Theil auch noch ferner gemeinschaftlich bleiben wollen, nothwendig, den Maaſsstab der Beytrags-Pflicht jedes Theiles festzusetzen. Depenses communes.

In dieser Absicht vereinigten sich die beiden Commissarien zu folgenden Grundsätzen:

a. bey Besoldungen von Beamten eines nunmehr in verschiedenen Gebieten sich erstreckenden Bezirks, wäre die Quote nach dem Verhältniſs der Seelenzahl der Bezirkstheile zu bemessen, und darin stets das, dem ganzen Ausmittelungs- und Uebergabs-Geschäft zum Grunde gelegte Müllersche Handbuch vom Jahr 1815 zu befolgen.

b. Bey von Frankreich übernommenen Pensionisten hätte ihr bisheriger Wohnort zu entscheiden.

c. Die Verköstigung der Gefangenen in den Strafhäusern zu Trier für Eingeborne, falle nach ihrem Geburtsorte, dem neuen Besitzer zur Last; für Ausländer demjenigen, in dessen Gebiet sich das Tribunal befindet, welches die Untersuchung geflogen, und die Aburtheilung veranlaſst hat.

Alle am 11ten May 1816 in dem abgetretenen Landesbezirke angestellt gewesene, oder seit dem auf damals schon bestandenen Dienstplätzen angestellte Local-Beamten, sollen von der Groſsherzogl. Regierung übernommen werden.

§. 8. Da Herzogl. Sachsen-Coburgischer Seits die Uebernahme, des in St. Wendel befindlichen Tribunals, dessen Gerichtssprengel bisher einen gröſseren Umfang, als das nunmehrige Herzogl. Gebiet hatte, nicht als Local, sondern als Central-Behörde von dem Officiers de justice.

1817 1sten September 1816 an, zu betrachten, und nach den Grundsätzen des §. 7. zu vertheilen angetragen wurde; so wurde, die Billigkeit dieses Antrages erkennend, beliebt, daſs derselbe auch auf die bisher bestandene und nicht übergehende administrative Kreisbehörden anwendbar seyn solle. Zu dem Ende wurde anliegende Vertheilung aller Justiz- und Administrationsbeamten, mit Rücksicht auf die Seelenzahl in den früheren Bestand der Kreise, aus welchen die abgetretenen Landestheile zusammengesetzt sind, entworfen, und von beiden Seiten als verbindlich erkannt.

Employés. §. 9. Die Central-Diener, welche in dem der Uebereinkunft vom 1ten July beygefügten Verzeichnisse von der Krone Preuſsen übernommen worden sind, gehen in dem Verhältniſs des, in gedachter Uebereinkunft festgesezten Maasstabes der directen Steuern, nach anliegender Berechnung sub lit. E. an den neuen Besitzer, über, und es werden demnach, die in der Beylage sub lit. F. aufgeführte Individuen von Groſsherzogl. Oldenburgischer Seite übernommen.

Archives. §. 10. Der §. 11. der mehrerwähnten Uebereinkunft wird, in sofern er die Groſsherzogl. Oldenburgische Regierung interessiren kann, ebenfalls auch für sie in voller Kraft bestehen, jedoch auch hier wieder, wie in dem §. 5. und 6. ihr Interesse Königl. Preuſs. Seits vertreten werden.

Was jedoch die Königl. Preuſs. Seits wirklich übernommenen Karten, Documente und Acten betrifft, so wird die Ausscheidung und Ueberlieferung von Seiten der Königl. Regierung zu Trier auf das erste Begehren Sr. Königl. Hoheit unverzüglich erfolgen.

Créances à la charge de la France. §. 11. Da das von Königl. Preuſsischer Seite eingeleitete Liquidations-Geschäft der Forderungen an Frankreich auch nicht wohl getrennt werden kann, so bleibt die Beendigung desselben ausschlieſslich der Königl. Preuſs. Regierung überlassen, welche sich dagegen verbindet, der Groſsherzogl. Oldenburgischen Regierung seiner Zeit die Resultate mitzutheilen, und was von den liquidirten Summen dem abgetretenen Landestheil zukömmt, auszuliefern.

Communicat vicinales. §. 12. Der enge Verband, in welchem die abgetretenen Landestheile mit den benachbarten, sowohl Königl.

Königl. Preuſs. als Herzogl. Sachſen-Coburgiſchen und Heſſen Homburgiſchen Grenzorten ſtehen, macht es zum Wohl der gegenſeitigen Unterthanen nöthig, daſs dem Grenzverkehr, rücksichtlich der Landeserzeugniſſe und Bedürfniſſe alle mögliche Erleichterung gegeben werde, zu welchem Ende zwiſchen beiden contrahirenden Theilen innerhalb einem Jahr eine Uebereinkunft abgeſchloſſen, bis dahin aber in den gegenwärtig beſtehenden Verhältniſſen nichts abgeändert werden ſoll. Wenn jedoch höhere Intereſſen, und veränderte ſtaatsrechtliche Verhältniſſe eine Abänderung verlangen, ſo bleibt es jedem Staate überlaſſen, dieſen Grenzverkehr nach denſelben zu reguliren. 1817

§. 13. Die Fonds der Kirchen, Schulen und aller andern Stiftungen werden als Landeseigenthum reſervirt, und wo ſolche mit benachbarten Gemeinden eines fremden Gebiets gemeinſchaftlich ſind, durch wechſelſeitig zu ernennende Commiſſarien abgeſondert, ausgeglichen und feſtgeſtellt; das findet insbeſondere in Hinſicht der Rechte und Anſpruche auf die geiſtlichen Gefälle zu Birkenfeld ſtatt, welche im Verhältniſs der Seelenzahl unter die Beſitzer der ehemaligen Graſſchaft Sponheim getheilt werden, in ſofern ihre Beſtimmung für die ganze Graſſchaft Sponheim nachgewieſen werden kann, und unter Vorbehalt gleichen Rechts für den Oldenburgiſchen Antheil an dieſer Graſſchaft, in Anſehung ſolcher Stiftungen, welche in dem Königl. Preuſs. Antheil ſich befinden und der Graſſchaft gemeinſchaftlich zuſtehen möchten. Etabliſſemens de bienfaiſance.

§. 14. Zur Vermeidung aller Grenzirrungen iſt als Hauptgrundſatz angenommen worden, daſs der Bann der überwieſenen Gemeinden den Grenzzug bildet, und wird in Befolgung dieſes Grundſatzes durch, von beiden Theilen zu ernennende Commiſſarien, die Abgrenzung zwiſchen dem Königl. Preuſs., Groſsherzogl. Oldenburg., Herzogl. Coburg. und Lanpgräfl. Heſſen-Homburg. Gebiete, an Ort und Stelle und die Aufrichtung der Hoheitspfähle, unverzüglich Statt finden. Limites.

Da jedoch die weſtliche Grenze des Oldenburgiſchen Gebiets durch den einſchneidenden Hochwald nicht ganz genau nach dem Gemeindebann beſtimmt werden kann, ſo iſt zu dem Ende eine Grenzberichtigung auf den Grund eines von der Regierung zu

Trier

1817 Trier entworfenen und anliegenden Risses vorbehalten worden.

Route militaire

§. 15. Se. Königl. Hoheit der Grofsherzog willigten ein, dafs der Königl. Preufs. Hof, um die nothwendige Verbindung mit dem Saarbrückischen und der Festung Saar Louis zu erhalten, eine Militärstrafse durch ihre Lande dergestalt besitze, dafs Birkenfeld als Etappenort ausdrücklich bestimmt sey, sonst aber kein anderer Etappenort im Grofsherzogl. Gebiete, — der Einmarsch in dasselbe mag über Kirchberg oder Hirn erfolgen, — Statt finde. Auf diese Militärstrafse sollen dieselben Bestimmungen angewendet werden, welche für die Preufs. Militärstrafse durch die Königlich Hannövrischen Staaten in der Convention vom 6ten December 1816 angenommen worden sind; jedoch die in Beziehung auf die Local-Verhältnisse erforderliche Modificationen durch eine besondere Uebereinkunft verabredet werden.

Auch wird der Königl. Preufsische Hof den Grofsherzogl. Oldenburgischen Truppen, wenn dieselben bey Bildung und Stellung des Bundesmäfsigen Contingents, von den Grofsherzogl. Gebiete nach Oldenburg, oder von Oldenburg nach jenem Gebiet ziehen müfsten, da, wo sie auf der Strafse von Oldenburg, über Münster, Frankfurt a. M. und Kreuznach, Preufs. Staaten berühren, ungehinderten Durchzug, und wenn es die Umstände erfordern, die Verpflegung nach denselben Grundsätzen, wie es für die Königl. Preufs. Truppen im Grofsherzogl. Gebiet bestimmt ist, gestatten und zugestehen.

Conv. avec l'Autriche.

§. 16. Die zwischen der Krone Preufsen und der K. K. Oesterreichischen und Königl. Baierschen gemeinschaftlichen Administrations-Commission in Kreuznach am 2ten Juny 1815 abgeschlossenen Protocolle, sollen so wie die Uebereinkunft zwischen Preufsen und Oesterreich vom 1sten July 1816 eine jede für den darin benannten Landestheil, in so fern sie nicht durch gegenwärtige Uebereinkunft abgeändert worden sind, in voller Kraft bleiben, zu welchem Ende beyde Verträge in Abschrift unter Buchstaben H und I hier beygefügt werden.

Ueber diese Verhandlung wurde das gegenwärtige Protocoll aufgenommen, von beiden Theilen in vier gleichlautende Exemplare, deren zwey zum weiteren eige-

eigenen Amtsgebrauch der Commiſſarien und zwey zur Einſendung an ihre beiderſeitigen Höfe beſtimmt ſind, unterzeichnet. 1817

Geſchehen Frankfurt a. M., den 9ten April 1817.

(L. S.) *Gez.* von Schmitz-Grollenburg.
(L. S.) *Gez.* von Berg.
(L. S.) *Gez.* Wibel.

*

Frankfurt a. M., den 9ten April 1817.

Da im §. XV. des heute unterzeichneten Uebergabe-Protocolls von Birkenfeld etc. vorbehalten iſt, wegen der Militärſtraſse durch die an das Herzogl. Oldenburg. Haus übergebenen Lande, in Beziehung auf die Local-Verhältniſſe eine beſondere Uebereinkunft zu treffen; ſo iſt zugleich verabredet worden, daſs, wenn inzwiſchen Durchmärſche Königl. Preuſs. Truppen ſtatt finden ſollten, die zwiſchen Preuſsen und Hannover am 6ten Decbr. v. J. abgeſchloſſene Convention beobachtet werden ſoll.

Gez. von Schmitz-Grollenburg.
von Berg. Wibel.

**

Frankfurt a. M., den 9ten April 1817.

Da bey dem §. XIV. des heute vollzogenen Uebergabe-Protocolls, den dem Herzogl. Hauſe Holſtein-Oldenburg zugefallenen Theil des ehemaligen Saar-Departements betreffend, von Seiten der Herzogl. Commiſſarien, in Beziehung auf die beygefügte Grenzkarte die Bemerkung gemacht worden iſt, daſs der Emſchieder Forſt, weil derſelbe urſprünglich zu Birkenfeld gehört hat, und darin meiſtentheils Oldenburgiſche Unterthanen berechtigt ſind, in die Oldenburgiſche Grenze billig zu ziehen wäre, darauf jedoch der Königl. Preuſsiſche Commiſſarius erwiedert hat, daſs jener Forſt, als zum Canton Hermerskeil gehörig, unter Königl. Preuſs. Hoheit verbleiben müſſe, die Berechtigungen der Unterthanen aber denſelben unverletzt würden erhalten werden; ſo iſt verabredet, dieſen Gegenſtand zur näheren Erörterung und Erledigung bey der wirklichen Grenzberichtigung auszuſetzen.

Gez. von Schmitz-Grollenburg.
von Berg. Wibel.

42.

1817 *Traité conclu à Paris le 10. Juin 1817 entre*
10 Juin. *les cours d'Autriche, d'Espagne, de France, de la Grande Brétagne, de Prusse et de Russie lequel, en exécution de l'article 99. de l'acte du congrès, détermine la réversion des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla.*

Les actes de ratification ont été échangés à Paris de la part des six puissances contractantes.

(Vienne, de l'imprimerie impériale et royale de cour et d'état. 1818.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Ayant reconnu que le motif qui a porté Sa Majesté Catholique à differer son accession au traité signé en Congrès à Vienne le 9 Juin 1815, ainsi qu'à celui de Paris du 20 Novembre de ladite année, consistoit dans le désir de voir fixer par le consentement unanime des Puissances qui y étoient appelées, l'application de l'article 99. dudit Traité du 9 Juin, et en conséquence de la réversion des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla après le décès de Sa Majesté Madame l'Archiduchesse Marie Louise;

Que l'adhésion susmentionnée étoit nécessaire pour compléter l'assentiment général aux transactions sur lesquelles les intérèts politiques et la paix de l'Europe sont principalement fondés;

Que Sa Majesté Catholique, persuadée de cette vérité, et animée des mêmes principes que ses Augustes Alliés, s'est décidée, de sa pleine volonté, à donner son accession audit Traité, en vertu d'actes solemnels signés à cet effet le sept et le huit Juin 1817, et ayant éte en conséquence jugé convenable de satisfaire en même tems aux demandes de Sa Majesté Catholique, qui concernent la réversion des dits Duchés, d'une manière

manière propre à contribuer encore davantage à l'affermissement de la paix et de la bonne intelligence heureusement rétablies et existantes en Europe, Leurs Majestés Impériales et Royales d'Autriche, d'Espagne, de France, de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie, ont nommé à cet effet, savoir: 1817

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Sieur Nicolas Charles Baron de Vincent, Commandeur de l'Ordre militaire de Marie Thérèse, Grand-Croix de l'Ordre impérial de Leopold et de l'Ordre de l'Epée de Suède, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre militaire du royaume des Pays-Bas, Commandeur de l'Ordre royal et militaire de Saint Louis, Son Chambellan, Conseiller intime actuel, Lieutenant-Général de Ses Armées, Colonel-Propriétaire d'un Régiment de Chevau-Légers etc. etc. et Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et des Indes, le Sieur Charles Gutierrez de Los Rios, Fernandez de Cordoba, Sarmiento de Sotto Major etc., Comte de Fernan-Nuñez et de Barajas, Marquis de Castel-Moncayo, Duc de Montellano, de l'Arco et d'Aremberg, Prince de Barbanzon et du Saint Empire Romain etc., Cinq fois Grand d'Espagne de 1re classe, Chevalier de l'insigne Ordre de la Toison d'or et Grand-Croix de l'Ordre de Charles III., Son Gentilhomme de la Chambre en exercice, Son Grand-Veneur, Colonel du Régiment de hussards de Ferdinand VII. etc. etc. Son Ambassadeur près Sa Majesté Très-Chrétienne;

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, le Sieur Armand-Emmanuel du Plessis-Richelieu, Duc de Richelieu, Chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint Louis, et des Ordres de Saint-Alexandre-Newsky, Saint Wladimir et Saint George de Russie, Pair de France, Son premier Gentilhomme de la chambre, Son Ministre et Secrétaire d'Etat des affaires étrangères, et Président du conseil des Ses Ministres;

Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, le Sieur Charles Stuart, Grand-Croix du très-honorable Ordre du Bain et de l'ancien Ordre de la Tour et l'Epée, Son Conseiller intime actuel etc. etc. et Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne;

1817 Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Charles Fréderic Henry, Comte de Goltz, Chevalier de la Croix de fer de la 1re classe, et de l'Ordre pour le Mérite militaire de Prusse, Grand-Croix de l'Orde de Sainte Anne, Chevalier de l'Ordre de Saint George de la 4me classe, et de l'Ordre de Saint Wladimir de la 3me classe de Russie, Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire de France, Chevalier de l'Ordre militaire de Marie Thérèse d'Autriche, de celui de l'Epée de Suède et de celui du Mérite militaire de Bavière; Son Général Major et Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le Sieur Charles André Pozzo di Borgo, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre de Saint Wladimir de la 2me classe, de Sainte Anne de la 1re, de Saint George de la 4me classe, Grand-Croix de l'Ordre de Charles III. d'Espagne, de celui de Saint Maurice et Lazare de Sardaigne, de Saint Ferdinand de Naples, de l'Aigle rouge de Prusse, et de l'Ordre des Guelphes d'Hannovre, Commandeur de l'Ordre royal et militaire de Saint Louis, Lieutenant-Géneral de Ses armees, Son Aide de camp-général etc. etc. et Son Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne;

Lesquels, après avoir échangé leurs Pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Articles de l'acte du Congrès confirmes.

Art. I. L'état de possession actuel des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, ainsi que celui de la Principauté de Lucques, étant déterminés par les stipulations de l'acte du Congrès de Vienne, les dispositions des articles 99 - 101 et 102, sont et restent maintenues dans toute leur force et valeur.

Modification de l'art. 99.

Art. II. La réversibilité des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, prévue par l'article 99. de l'acte final du Congrès de Vienne, est déterminée de la manière suivante:

Reversion limitee du D. de Parme à l'Espagne.

Art. III. Les Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, après le décès de Sa Majesté l'Archiduchesse Marie-Louise, passeront en toute souveraineté à Sa Majesté l'Infante d'Espagne Marie-Louise, l'Infant Don Charles-Louis son fils et ses descendans mâles, en ligne directe et masculine, à l'exception des districts encla-

enclavés dans les Etats de Sa Majeſté Impériale et Royale Apoſtolique ſur la rive gauche du Pô, lesquels reſteront en toute propriété à Sadite Majeſté conformément à la reſtriction établie par l'art. 99. de l'acte du Congrès. 1817

Art. IV. A cette même époque, la reverſibilité de la Principauté de Lucques, prévue par l'art. 102, de l'acte du Congrès de Vienne, aura lieu, dans les termes et ſous les clauſes du même article, en faveur de Son Alteſſe Impériale et Royale le Grand-Duc de Toscane. Lucque à la Toscane

Art. V. Quoique la frontière des Etats Autrichiens en Italie ſoit déterminée par la ligne du Pô, il eſt toutefois convenu d'un commun accord, que la forteresse de Plaiſance, offrant un intérêt plus particulier au ſyſtème de défenſe de l'Italie, Sa Majeſté Impériale et Royale Apoſtolique conſervera dans cette ville, jusqu'à l'époque des réverſions, après l'extinction de la branche eſpagnole des Bourbons, le droit de garniſon pur et ſimple; tous les droits régaliens et civils ſur cette ville, étant réſervés au Souverain futur de Parme. Les fraix et l'entretien de la garniſon dans la ville de Plaiſance ſeront à la charge de l'Autriche, et ſa force, en tems de paix, ſera déterminée à l'amiable entre les hautes Parties intéreſſées, en prenant, toutefois, pour règle, le plus grand ſoulagement poſſible des habitans. Garniſon de Plaiſance.

Art. VI. Sa Majeſté Impériale et Royale Apoſtolique s'engage à payer à Sa Majeſté l'Infante Marie Louiſe les ſommes arriérées depuis le 9 Juin 1815 et provenant des ſtipulations du ſecond §. de l'art. 101. de l'acte du Congrès, et d'en continuer le payement ſelon les mêmes ſtipulations et avec les mêmes hypothèques. Elle s'engage en outre à faire payer à Sa Majeſté l'Infante le montant des revenus perçus dans la Principauté de Lucques depuis la même époque jusqu'au moment de l'entrée en poſſeſſion de Sa Majeſté l'Infante, déduction faite des fraix d'adminiſtration. La liquidation de ces revenus aura lieu à l'amiable entre les hautes Parties intéreſſées, et dans le cas de différence d'opinion. Elles s'en rapporteront à l'arbitrage de Sa Majeſté Très-Chrétienne. Arriérés dûs à l'Infante Marie Louiſe.

Art. VII. La réverſion des Duchés de Parme, Plaiſance et Guaſtalla, en cas d'extinction de la branche de l'Infant Don Charles Louis, eſt explicitement maintenue dans Reverſion de Parme etc. à l'Autr.

1817 dans les termes du Traité d'Aix-la-Chapelle de 1748 et de l'article ſéparé du Traité entre l'Autriche et la Sardaigne du 20 Mai 1815.

Ratifications. ART. VIII. Le préſent Traité, expédié en ſeptuple, ſera joint à l'acte ſupplémentaire du Traité général du Congrès de Vienne, il ſera ratifié par les hautes Parties reſpectives, et les ratifications en ſeront échangées à Paris dans l'eſpace de deux mois ou plutôt ſi faire ſe peut. En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſigné et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le dix du mois de Juin, l'an de grace mil-huit cent dix ſept.

(L. S.) *Le Baron* DE VINCENT.

(L. S.) *Le Cte.* DE FERNAN NUÑEZ,
Duc de Montellano.

(L. S.) RICHELIEU.

(L. S.) CHS. STUART.

(L. S.) J. *Cte.* DE GOLTZ.

(L. S.) POZZO DI BORGO.

43.

1817
23 Juil.

Convention entre les commissaires Prussiens et Saxons pour regler le partage des arrièrés des caisses de paréquation, livraisons, equivalents, contributions etc., signée sous la médiation de l'Autriche, à Dresde le 23 Juil. 1817.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 349-369.)

Convention über die Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuer-Angelegenheiten.

Zu endlicher Ausgleichung, sämmtlicher, in Hinsicht der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuer-Angelegenheiten, hervorgekommenen Anstände, haben sich beide, mit dem Vollzug des Wiener Friedenstractats, vom 8. May 1815, beauftragte Königl. Commissionen, unter Mitwirkung des Oesterreichschen Kaiserlichen Vermittelungscommissärs, Freyherrns von Gärtner, nach gepflogenem Einvernehmen mit den hierzu erwählten ständischen Deputirten, folgendermassen vereiniget:

§. 1. Als allgemeiner activer und passiver Abtheilungsmasstab, wird, nach desfalls angestellten möglichst genauen calculatorischen Untersuchungen, angenommen: dass, bey der Peräquationsanstalt, Preussen mit vierhundert und zehn Eintausendtheilen; Sachsen mit fünfhundert und neunzig Eintausendtheilen; hingegen, bey der Centralsteueranstalt, Sachsen mit fünfhundert drey und vierzig und einem halben Eintausendtheile; und Preussen mit vierhundert sechs und funfzig und einem halben Eintausendtheile zu concurriren habe. Mesure generale de partage.

§. 2. Da eine genauere Erörterung und Berechnung, der in beiden Landestheilen annoch rückständigen, Except. touchant les prestations de guerre.

1817 digen, aus Kriegspräſtationen oder aus rückſichtlich derſelben, geſchloſſenen Contracten und Accorden herrührenden Forderungen, nur nach ſehr langwierigen, mit kaum zu beſiegenden Schwierigkeiten verbundenen Liquidationen möglich werden würde; ſo iſt man übereingekommen, beſagte Rückſtände, nicht nach dem im vorigen §. bemerkten Maſsſtab, unter beiden Landestheilen abzutheilen, ſondern einen Durchſchnitt eintreten zu laſſen.

Préſtations non fondées ſur contrats

§. 3. Dieſer Durchſchnitt wird, hinſichtlich der, nicht auf Contracten oder Accorden beruhenden, hier in Frage ſtehenden Forderungen, ſo gemacht, daſs jeder Landestheil die Berichtigung der, ſeinen Unterthanen, für die auf ſie gefallenen Kriegspräſtationen, gebührenden und zur Befriedigung geeigneten Entſchädigungen übernimmt; ohne daſs hierüber weitere Abrechnungen zwiſchen den beiden Landestheilen Statt finden. Der Ort, von welchem die Leiſtung geſchehen iſt, beſtimmt den Landestheil, welcher die Entſchädigung zu bewirken hat; wenn auch derjenige, durch welchen ſie geſchehen iſt, und welcher nun die Vergütung zu fordern hat, ſeinen Aufenthalt verändert haben ſollte.

Préſtations fondées ſur contrats.

§. 4. So viel hingegen die, aus Contracten oder Accorden, erwähnter Art herrührenden Rückſtände anlangt, ſo werden dieſe ebenfalls ohne weitere Abrechnung unter den Landestheilen, von demjenigen Landestheil übernommen, in welchem die contrahirende Behörde ihren Sitz hatte. Der Ort, wohin die contract- oder accordmäſsige Leiſtung zu geſchehen hatte, kommt dabey ſo wenig, als die Perſon des Unternehmers in Betrachtung.

Hiernach fallen die, von den Etappenbehörden der getheilten Kreiſe, contrahirten Schulden demjenigen Landestheile zur Laſt, in welchem ſich der Ort der Etappe befindet. Nur die Lazarethſchulden ſind, nach dem Orte zu beurtheilen, wo ſich das Lazareth befand, für welche ſie contrahirt wurden. Sie fallen dem Landestheile zur Laſt, in welchem ſich das Lazareth befunden hat.

§. 5.

§. 5. In Folge approximativer Berechnung der Anforderungen der Unterthanen beider Landestheile, hat man sich vereinigt: dem Herzogthume, für die, in den vorhergehenden §. §. ausgedrückte generelle Uebernahme, die in den §. §. 30 und 31., hiernächst näher bezeichneten Vortheile einzuräumen.

Avantages accordés au duché.

§. 6. Die, von vorigen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentengelder- und Centralsteuer-Ausschreiben noch herrührende Reste, bezieht jeder Landestheil, gleichmäfsig, ohne weitere Nachrechnung mit dem andern Landestheil. Sogleich nach Vollziehung dieser Convention, werden einem, von den Königlich Preufs. Beamten alle erforderliche Repartitionen, Bücher und Rechnungen vorgelegt werden, um eine vollständige Nachweisung, der im Herzogthume ausstehenden Reste besagter Art, fertigen zu können.

Arrierés de contributions.

§. 7. Die Abtheilung der, in der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercasse befindlichen Geld- und Activbestände (worunter jedoch die, in dem vorigen §. und die in den §. 13. weiter vorkommenden Posten nicht begriffen werden), geschieht beiden zwey zuerst genannten Cassen; nach einem, mit dem Tage, in welchem die Abtheilung vorgenommen wird, zu machenden Rechnungsabschlusse. Bey der Peräquationscasse wird der, im §. 1. festgesetzte Peräquationsmafsstab, und bey der Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercasse, der eben alldort bestimmte Centralsteuermafsstab befolgt. Unter die Bestände der Peräquationscasse, wird auch die, vermöge Königl. Sächs. Generalis d. d. 6. Nov. 1807. §. 5. der Landescommission untergeordnete Hülfscasse gerechnet.

Partage des fonds et créances.

§. 8. Alle diese Berechnungen geschehen durch eine gemeinschaftlich subdelegirte, und unverzüglich zusammenzusetzende Commission; welcher alle zu ihrer Arbeit nöthigen, oder sie erleichternden Bücher und Rechnungen, nebst ihren Belegen auf jedesmaliges Verlangen, im Original mitzutheilen sind.

Commission de liquidation.

§. 9. Noch vor Abtheilung der Cassenbestände, wird von der subdelegirten Commission untersucht werden,

Payements assignés avant le 5 Juin 1815.

1817 den, ob die Zahlungen, welche in Gemäfsheit der, vor dem 5ten Juny 1815 gefchehenen Anweifung aus der Peräquations- und Centralfteuercaffe zu leiften, und zu welchem die Zahlungsmittel an befagter Caffe gelangt waren, wirklich erfolgt find. Sollten Poften diefer Art noch unberichtigt feyn, und die für diefelben beftimmten Zahlungsmittel fich noch in der Caffe vorfinden; fo ift die Zahlung aus diefen Mitteln fogleich zu bewirken. Wenn hingegen die, für dergleichen unberichtigt gebliebene Poften beftimmt gewefenen, und in die Caffe gekommenen Zahlungsmittel, zwar am 5ten Juny 1815 noch darin vorhanden waren, es jetzt aber nicht mehr find; fo übernimmt Sachfen die Haftung für diefelben, und wird für diejenigen unter diefen Poften, welche in das Herzogthum zu entrichten waren, der Königl. Preufsifchen Regierung die Vergütung in Centralfteuerobligationen leiften.

Obligations de la caiffe centrale

§. 10. Befagte fubdelegirte Commiffion wird ihr Augenmerk auch dahin richten, dafs die aus der Hauptcentralfteuercaffe, für folche Centralfteuerbeyträge, welche in der Folge erlaffen worden find, bereits hinausgegebenen, und etwa noch nicht wieder zurückgelieferten Centralfteuerobligationen, fogleich in die Hauptcaffe zurück verfchafft werden, um mit in die Theilung zu kommen. In foweit diefes nicht fogleich möglich feyn follte, werden dergleichen noch ausftändige Obligationen bey dem Caffenabfchluffe, zwar mit gerechnet, jedoch wird bey der Vertheilung dafür gefotgt, dafs jeder Regierung die in ihrem Landestheil ausftehenden, zugewiefen werden.

Cercle de Kottbufs.

§. 11. Bey Berechnung des Centralcaffenbeftandes wird die dem Kottbuffer Kreife, mit acht und dreyfsigtaufend, zweyhundert vier und achtzig Thaler zwölf Grofchen auferlegte Quote, aufser Anfatz gelaffen, und die Zuziehung diefes Kreifes, als nicht gefchehen betrachtet.

Obligations d'Etat et coupons.

§. 12. Die, von der Peräquations- und Centralfteuercaffe verpfändeten Staatspapiere, und deren dabey befindlich gewefenen Coupons, bleiben derjenigen Regierung, welcher Kraft gegenwärtiger Convention die Tilgung der Schuld zur Laft fällt, für die jene

jene Staatspapiere verpfändet wurden. Die, nach dem 1817
5ten Juny 1815 zahlbar gewordenen, und die künftig vorfallenden Coupons dieser Papiere, werden, in so fern sie sich nicht bereits bey den Obligatiotionen befinden, derjenigen Regierung ausgeliefert, welcher sie, obiger Bestimmung nach, zufallen.

§. 13. Von denen, aus der Finanzhauptcasse in die Centralsteuercasse geslossenen landschaftlichen sogenannten Reichenbachschen Obligationen, wird der, am 5ten Juny 1815 noch vorhanden gewesenen vierhundert zwey und funfzigtausend sechshundert Thaler betragende Ueberrest, nicht zu dem Cassenbestande gerechnet, sondern, in der Art abgetheilt, dafs der Königlich Preufsischen Regierung vergleichweise zwey und siebenzigtausend Thaler nebst Zinsen, jedoch nur vom 5ten Juny 1816 an, davon überlassen werden. Die übrigen drey und achtzigtausend sechshundert Thaler, nebst denen nicht auf vorerwähnte Art, an Preufsen überlassene Coupons und Zinsen der ganzen Summe, in soweit letztere nicht etwa bereits für die Centralsteuercasse erhoben, und die Beyträge dieser erhobenen Zinsen, entweder in dem Cassenbestande derselben befindlich, oder von ihr verwendet worden sind, fallen an die Königl. Sächlische Finanzhauptcasse zurück. Die, noch in dem Cassenbestande befindlichen erhobenen Zinsen, kommen mit demselben in die Theilung. Rücksichtlich derer, welche von der Centralsteuercasse bereits verwendet sind, hat es hierbey sein Verbleiben. Obligations dites de Reichenbach.

Zufolge der, über die Auseinandersetzung der Verhältnisse der Fürstenschulen getroffenen Uebereinkunft, sind von den hier an Preufsen überlassenen Reichenbachschen Obligationen sieben und funfzigtausend fünfhundert Thaler, nebst den, seit Johanni 1717 darauf haftenden Zinsen, als Aversionalquantum, wegen wegfallender Pfortascher Freystellen bestimmt, und werden von der Königl. Sächsischen Regierung, vermöge der Conventionen, wegen der Stiftungen von obigen zwey und siebenzigtausend Thaler zurückbehalten werden.

§. 14. Alle weiteren, aus Königl. Sächsischen Cassen in die Peräquations-Aequivalentgelder- oder Central- Autres avances.

1817 tralſteuercaſſen, oder aus einer derſelben in Königlich Sächſiſche Caſſen gekommenen Vorſchüſſe, werden gänzlich gegen einander aufgehoben, und auſser Anſatz gelaſſen; ſo daſs in Anſehung derſelben, keine Vergütung, Gegenrechnung oder Zahlung zu geſchehen hat. Das nämliche hat in Anſehung aller andern etwanigen Forderungen und Anſprüche ſtatt, welche Königl. Sächſiſche Caſſen an die Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralſteuercaſſen, oder letztere drey Caſſen an die erſtern haben könnten. Unter die hier gegenſeitig aufgehobenen Forderungen und Anſprüche gehören insbeſondere auch alle diejenigen, welche für die der Peräquationscaſſe zu gute gekommenen Vorräthe aus Magazinen und Lieferungen, ſo wie Hinſichts der, aus der Peräquationscaſſe bewirkten Verpflegung des Königl. Sächſiſchen Militärs in dem Königreich und Herzogthume gemacht worden ſind, oder werden könnten.

Reglement définitif entre les caiſſes royales.

§. 15. Eben ſo kommt das, was in die Peräquationscaſſe aus der Centralſteuercaſſe gefloſſen iſt, in keine weitere Berechnung, und es wird überhaupt das Activ- und Paſſivverhältniſs, unter der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralſteuercaſſe, als ganz ausgeglichen betrachtet.

Entre les caiſſes royales et autres.

§. 16. Dahingegen wird das Activ- und Paſſivverhältniſs zwiſchen den letztgenannten drey Caſſen, und ſolchen Caſſen, welche keine königliche ſind, keineswegs aufgehoben; aber an die Stelle der bisher für beide Landestheile beſtandenen allgemeinen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralſteuercaſſen, treten hierbey nunmehr die abgeſonderten Peräquationscaſſen jedes Landestheils, in folgender Art: *a)* jede dieſer abgeſonderten Peräquationscaſſen, wird die Schuldnerin der Forderungen, welche den nicht höniglichen Caſſen ihres Landestheils, an die bisherige allgemeine Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralſteuercaſſe zuſtehen, dagegen aber auch *b)* die Gläubigerin aller der Poſten, welche nicht königliche Caſſen ihres Landestheils den bisherigen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralſteuercaſſen ſchuldeten. *c)* Iſt die Caſſe eines getheilten Kreiſes, Gläubigerin der bisherigen Perä-

1817

Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- oder Centralsteuercasse; so übernimmt jede abgesonderte Peräquationscasse, von einer solchen Forderung denjenigen Betrag, der hieran ihrem Theil des Kreises zusteht. *d)* In eben dieser Art theilen sich die abgesonderten Peräquationscassen in die Forderungen, welche die bisherige Peräquations- Lieferungs- Aequivalentgelder- und Centralsteuercassen, an Cassen getheilter Kreise, zu machen hätte.

Caisse de crédit;

§. 17. Durch die Bestimmungen des vorhergehenden §. wird das Activ- und Passivverhältniss, zwischen der bisherigen allgemeinen Peräquations- und Centralsteuercasse einerseits, und der Steuercreditcasse anderer Seits nicht berührt, und bleibt folglich unverändert. Diesemnach werden die einmalhunderttausend Thaler, welche die Peräquationscasse aus einem, von den Gebrüdern Reichenbach, im Jahre 1813 empfangenen, auf Anordnung der Generalgouvernements, im Jahre 1814 der Steuercreditcasse, an Zahlungsstatt zugerechneten Vorschuss schuldete, bey der Peräquationscasse, nach dem, im §. 1. bestimmten Peräquationsschlüssel beiden Theilen, als passivum zur Last geschrieben, bey der Steuercreditcasse hingegen, als activum mit zur Theilung gebracht.

Effets en nature existant le 5 Juin 1815.

§. 18. Die, am 5ten Juny 1815 vorhanden gewesenen Naturalbestände gehen mit dem Orte, wo sie befindlich waren, an jeden Landestheil, ohne weitere Abrechnung über. Eben so bezieht die Peräquationscasse jedes Landestheils, die in selbigem ausstehenden Reste auf Naturalieferungen.

Créances à la charge du gouv. Prussien

§. 19. Die Forderungen der Peräquations- und Centralsteuercasse, an die Königlich Preussische Regierung werden gänzlich niedergeschlagen. Insbesondere wird Königlich Sächsischer Seits, auf das Behrentsche Depositum von vierhundert sechs und funfzigtausend achthundert drey und zwanzig Thalern, zwanzig Groschen; dagegen aber auch, Königl. Preussischer Seits, auf die aus Preussischen Fonds an die Centralsteuercasse gekommenen zweymalhundert tausend Thaler, und auf die, von Seiten der Berliner Bank, an besagte Casse gestellte Rückstandsforderung von zwey-

1817 zweyhundert vier und zwanzigtausend Thaler verzichtet. Das von dem Handelshause, Gebrüder Behrent zu Berlin, über dieses Depositum ausgefertigte Originaldocument, wird unmittelbar nach Vollziehung dieser Convention der Königlich Preussischen Commission zur Ausgleichung mit dem Königreich Sachsen ausgeliefert werden.

Créances à la charge d'états étrangers.

§. 20. Das ganze Land betreffende Forderungen der Peräquations- oder Centralsteuercasse an andern Staaten, werden von beiden Regierungen gemeinschaftlich betrieben. und das darauf Eingehende nach dem Centralsteuermassstabe getheilt. Einzelne ungetheilte Districte betreffende Forderungen dieser Art, wird jede Regierung für ihren District einzubringen suchen. Wenn die Forderungen hingegen getheilte Districte betreffen, so werden sich zwar beide Regierungen für die Einbringung verwenden, aber das Eingehende nach dem Verhältnisse vertheilen, nach welchem das jeder von ihnen zugefallene Stück des getheilten Districts, zu einer Centralsteuerquote des ganzen Districts beyzutragen hätte. Sollte bey einer oder der andern Forderung, jede der beiden Regierungen ihre Ansprüche für sich allein geltend machen wollen, und liessen sich die Beweisurkunden nicht zweckmässig und nach richtigem Verhältnisse theilen; so verpflichtet sich diejenige Regierung, in deren Besitz sie sich befinden, der andern beglaubte Abschrift davon zuzustellen.

Forderungen, welche auswärtige Regierungen in einem Namen, an die bisherige allgemeine Peräquationscasse, oder an die bisherige allgemeine Centralsteuercasse, oder an die Lieferungs-Aequivalentgeldercasse stellen könnten, werden von den beiden hier contrahirenden Regierungen gemeinschaftlich vertreten werden. In sofern eine solche Forderung wirklich gegen eine der vorgenannten Cassen geltend gemacht würde, hat die Bezahlung, nach dem §. 1. ausgedrückten Verhältnisse gemeinschaftlich zu geschehen.

Créances à la charge de la France.

§. 21. Die Bestimmung des vorhergehenden §. sind, insbesondere auch auf die Forderungen des ganzen Landes an Frankreich, mit Ausnahme der bereits abge-

ge-

gethanen Forderungen für den durch die Rückmärsche französischer Kriegsgefangenen dem Lande verursachten Aufwand, worüber sich beide paciscirende Staaten besonders mit dem Vicomte de Brugges, verglichen haben, anzuwenden; sie haben aber nicht in Ansehung der Privatforderungen an diesen Staat, für welche sich etwa eine oder die andere Regierung verwenden möchte, zu gelten. Hätte die bisherige Peräquations- oder Centralsteuercasse für eine solche Privatforderung in subsidium zu haften gehabt, so übernehmen die nun abgesonderten Peräquationscassen dergleichen Verbindlichkeiten, jede in ihrem Landestheil, ohne dieserhalb gegenseitig Vergütung zu verlangen. 1817

§. 22. Die, beiden Landestheilen gemeinschaftlich zustehenden Forderungen an Frankreich, sind durch eine subdelegirte Commission gemeinschaftlich aus den betreffenden Acten und Liquidationen zu erheben. Auch ist, so viel als möglich, gleich die Rate eines jeden Landestheils zu berechnen, und wegen der schon eingezogenen, aber noch nicht vertheilten Gelder, jeder Landestheil, nach dem §. 20. ausgedrückten Maßstabe zu befriedigen. Hinsichts der Forderungen aber, wo die Rate jedes Landestheils nicht gleich vermittelt werden kann, die Berechnung der beiderseitigen Liquidationscommissionen zu Paris, nach dem eben erwähnten Maasstabe vorzubehalten. Item.

§. 23. Die Bestände der Kreisdeputation- und Provinzialdeputationscassen in den ungetheilten Kreisen, fallen dem Landestheile, worin sie gelegen sind, ohne weitere Nachrechnung zu. Caisse des deputat. provinciales.

§. 24. Diese Kreiscassenbestände in den getheilten Kreisen und Provinzen, werden von den beiderseitigen Kreisdeputirten gemeinschaftlich, nach einem mit dem 5ten Juny 1815 zu machenden Abschlusse berechnet, und nach dem Verhältniß abgetheilt, in welchem der, jeder Regierung zugefallene Theil des Kreises zu einer Centralsteuer-Quote des ganzen Kreises beyzutragen hatte. Unter die, auf diese Art zu erörternde Cassen gehören auch die Spanncassen, welche jedoch nach den Beytragsverhältnissen getheilt werden. Partage d fonds des caisses de cercle.

§. 25.

1817

Obligations p. Emprunt forçe.

§. 25. Bey besagter Untersuchung des Kreiscassenbestandes, in den getheilten Kreisen werden die beiderseitigen Kreisdeputirten ausmitteln: ob sämmtliche Ortschaften des Kreises, die ihnen für das Zwangsanlehn gebührenden Centralsteuerobligationen erhalten haben; damit, wenn dieses nicht geschehen seyn sollte, die nöthige Vorsorge für diese Ortschaften getroffen werden können.

Norme génerale

§. 26. Ueberhaupt werden die beiderseitigen Provinzial- und Kreisdeputirten vor Abtheilung des Cassenbestandes untersuchen: ob die Zahlungen, wozu die Kreiscassen die Zahlungsmittel erhalten haben, wirklich geleistet sind, und wenn sich solche Posten unberichtiget und die Zahlungsmittel noch in der Casse finden sollten, die ungesäumte Zahlung bewirken. Sollten die, für dergleichen noch unberichtigte Posten bestimmten, und in die Kreis- oder Provinzialcasse geflossenen Zahlungsmittel nicht mehr in der Casse vorhanden seyn, so übernimmt Sachsen die Haftung für besagte Posten, in soweit sie aus einer, bey dem Königreich verbliebenen Kreis- oder Provinzialcasse, an Unterthanen des Herzogthums zu zahlen waren, und wird der Königl. Preussischen Regierung den Betrag derselben in Centralsteuerobligationen vergüten. Sind hingegen gedachte Posten aus einer an das Herzogthum gekommenen Kreis- oder Provinzialcasse, welche die Zahlungsmittel dazu erhalten hatte, an Unterthanen des Königreichs zu zahlen; so wird auch die Haftung und Vergütung in ganz gleicher Art von Preussen übernommen.

Frais de la regie.

§. 27. Gleichergestalt werden die beiderseitigen ständischen Kreisdeputirten, gemeinschaftlich erheben: wie viel, als Quote des Zwangsdarlehns, und wie viel zu den Regiekosten, im Kreis oder der Provinz, bey den verschiedenen Ausschreiben, nach dem Centralsteuerfuss, aufzubringen gewesen ist; damit, bey Abtheilung des Cassenbestandes, jedem Theil seine Rate, an dem Ueberschusse der Regiekosten, angewiesen werden könne.

Compensations.

§. 28. Beide Königliche Regierungen verpflichten sich, gegenseitig: ihre Kreis- und Provinzialcassen, zur

zur pünctlichen Berichtigung der Forderung anzuhalten, welche etwa Kreis- und Provinzialcassen des andern Landestheils, an erstere Cassen, und nicht an die Peräquationscasse ihres Landes, vermöge der §§. 2. 3. 4 und 16, supra zu stellen haben. Um alle Zweifel, Anstände und Weiterungen, welche über die etwa hervorkommenden Forderungen dieser Art, ihre Liquidität, die Casse, aus welcher sie zu berichtigen sind, und die Zahlungsart entstehen könnten, möglichst schnell und billig zu beseitigen, wird unmittelbar nach Abschluss dieser Convention, jede der beiden königl. Regierungen, von den Provinzial- und Kreiscassen ihres Landestheils, umständlich belegte Ausweise der Forderungen, welche sie, an Provinzial- oder Kreiscassen des andern Landestheils, stellen zu können vermeinen, abfordern, und man wird sich, sobald diese Prätensionen sämmtlich näher bekannt sind, über alle sogleich zu vereinigen suchen, und sich überdiess bemühen, die Forderungen, so weit sie in der Summe zusammen treffen, gegen einander so auszugleichen, dass jeder Provinzial- und Kreiscasse ihre Befriedigung, so weit möglich, auf eine Casse des Landestheils, zu dem sie gehört, angewiesen wird. 1817

§. 29. So viel die Abtheilung der, auf den Credit der Peräquations- und Centralsteueranstalten, contrahirten drey Classen von Schulden, nämlich: der Centralsteuerobligationen, der Landescommissionsscheine, und der Compensationsscheine, anlangt, hat man sich, um die künftigen Verhältnisse dieser Schulden, zum Besten der Gläubiger und beider Königl. Regierungen, zu vereinfachen, dahin vereinigt: dass Preussen andurch sämmtliche Centralsteuerobligationen, in Betrag von drey Millionen, zweymalhundert und achtzigtausend, achthundert Thalern; Sachsen hingegen sämmtliche Landescommissionsscheine, im Betrag von siebenhundert tausend Thalern, so wie sämmtliche Compensationsscheine, wovon ohngefähr noch ein Betrag von siebenhundert sechs und achtzig Thalern im Umlauf ist, zur alleinigen Vertretung und Zahlung, übernimmt. Trois classes d'obligations.

Zur gänzlichen Beruhigung der Besitzer, von Centralsteuerobligationen und von Landescommissionsscheinen,

1817 nen, verpflichtet sich die Königl. Preufs. Regierung, rücksichtlich der erstern, und die Königl. Sächsische Regierung rücksichtlich der letztern, die nöthigen Fonds, zur künftigen Verzinsung und successiver Rückzahlung, auszumitteln, und, vor Ablauf eines Jahres, den solchergestalt festgesetzten Zahlungsplan, und die zu desselben Ausführung bestimmten Fonds, öffentlich bekannt zu machen. Die Reihefolgen, in welcher die Obligationen, jeder Gattung, heimgezahlt werden, wird jede Regierung, nach ihren Nummern, durch das Loos bestimmen, und dann gleichmäfsig kund machen lassen.

Stipulations en faveur du Duché.

§. 30. Da dem Herzogthume, bey dieser Abtheilung, mehr Schulden überwiesen sind, als ihm, bey einer, nach den festgesetzten Theilungsmafsstäben, vorgenommenen Berechnung zukommen würde: so ist man ferner einig geworden: dafs dagegen dem Königreiche, von dem, unter den Namen der Reichenbachschen Obligationen, bekannten Steuercreditschulden, bey künftiger Abtheilung dieser Schuldenclasse, ein verhältnifsmäfsiger Mehrbetrag zur Last bleiben soll.

Um zugleich dem Herzogthume die ihm, vermöge des §. 5. supra, zu gewährende Entschädigung zu leisten, wird gedachter Betrag andurch, auf eine Million fünfhundert fünf und achtzig tausend fünfhundert Thaler festgesetzt, und bey der, über die Abtheilung der sämmtlichen Reichenbachschen Obligationen, künftig zu machenden Berechnung, dergestalt mit in Ansatz gebracht, dafs dem Herzogthume, von der ganzen Summe besagter Obligationen, um Eine Million fünfhundert fünf und achtzig tausend fünfhundert Thaler weniger zur Last fallen, als es, nach dem annoch festzusetzenden Abtheilungsmafsstabe, von denselben zu übernehmen hätte.

Obligations cédes à la Prusse

§. 31. Unter den, auf eben bemerkte Art, von Preufsen übernommenen drey Millionen zwey hundert fünf und achtzigtausend achthundert Thaler Centralsteuerschulden, befindet sich ein Betrag, von drey und zwanzig tausend vierhundert Thalern, solcher Obligationen, welche erst nach dem 5. Junius 1815 gänzlich voll-

vollzogen; aber von den Königl. Preuſs. Behörden, 1817
nicht mehr in die allgemeine Centralſteuercaſſe gelegt worden ſind; folglich, zu Befriedigung der Gläubiger, für welche man ſie, als ihre Creation beſchloſſen wurde, beſtimmt hatte, von der allgemeinen Centralſteuer, nicht verwendet werden konnten. Eines Theils um langwierige Erörterungen hierüber zu vermeiden; andern Theils aber auch, in Rückſicht der, in §. 5. enthaltenen Beſtimmungen, werden beſagte, über drey und zwanzigtauſend vierhundert Thaler lautende Obligationen, der Dispoſition der Königl. Preuſs. Regierung, ohne weitere Nachrechnung, dergeſtalt überlaſſen, daſs dieſelbe ſie, ausſchlieſsend zu Befriedigung ihrer Unterthanen, verwenden kann. Bey Berechnung und Abtheilung der Centralſteuercaſſenbeſtände bleiben dieſe drey und zwanzigtauſend vierhundert Thaler ganz auſser Anſatz.

Sollten einige oder alle Gläubiger, zu deren Befriedigung, beſagte Obligationen über drey und zwanzig tauſend vierhundert Thaler, bey ihrer Creation beſtimmt waren, bereits, aus andern Zahlungsmitteln der Centralſteuercaſſe, befriedigt worden ſeyn, ſo hat es hiebey ſein Bewenden. In ſo weit aber ihre Befriedigung, in dieſer Art, noch nicht geſchehen iſt, ſo hat ſie, nach denen, in §. 3 und 4. enthaltenen, Beſtimmungen zu geſchehen.

§. 32. Mit der Berechnung und Vertheilung, der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder und Centralſteuercaſſe, wird auch die Ausgleichung, wegen der, ſeit dem 5. Juny 1815, verfallenen und bezahlten, oder etwa noch unberichtigten Zinſen, von den Landescommiſſionsſcheinen, und Centralſteuerobligationen, von dem Königreich, eine Million ſieben hundert fünf und achtzig tauſend, acht hundert Thaler; hingegen an Landescommiſſionsſcheinen, von dem Königreiche, fünfhundert tauſend Thaler, und von dem Herzogthume, zwey hundert tauſend Thaler zu verzinſen geweſen wären. Zeigt ſich, bey dieſer Berechnung; daſs, von einer der Königl. Regierungen mehr Zinſen bezahlt worden ſind, als ihr hiernach zur Laſt fallen, ſo wird die Vergütung, des zu viel Bezahlten, bey der Abtheilung der oben genannten Caſ- Intérêts.

1817 ſen geſchehen; und, wofern der Beſtand derſelben dazu nicht hinreichen ſollte, binnen ſechs Wochen, nach dem Rechnungsabſchluſſe, von der andern Regierung, ohnfehlbar geleiſtet werden. Von dem Tage an, womit dieſe Zinſenberechnung abgeſchloſſen wird, übernimmt Preuſsen die alleinige Verzinſung, ſämmtlicher Centralſteuerobligationen, und Sachſen die alleinige Verzinſung ſämmtlicher Landescommiſſionsſcheine. Zugleich macht ſich aber auch Sachſen verbindlich, von eben dieſem Tage an, bis zu dem Zeitpuncte, wo die endliche Uebereinkunft, wegen der Steuer-Credit-Schulden-Abtheilung, abgeſchloſſen werden wird, auſser dem Theile dieſer Schulden, den es indeſſen ſchon proviſoriſch verzinste, auch noch die Verzinſung von einer Million fünfhundert fünf und achtzig tauſend fünfhundert Thaler, ſogenannter Reichenbachſchen Obligationen, welche, unter den von der Königl. Preuſs. Regierung bisher verzinsten Steuercreditſchulden, begriffen waren, zu übernehmen.

Taux de la monnaie. §. 33. Beide Königl. Regierungen machen ſich andurch gegenſeitig verbindlich, den Zins- und Münzfuſs, der Centralſteuerobligationen und Landescommiſſionsſcheine, nie herab zu ſetzen und überhaupt, für die Sicherſtellung und Aufrechthaltung und baldige Heimzahlung derſelben, ſo wie für Emporbringung und Aufrechthaltung ihres Credits, alle Sorgfalt anzuwenden, um beſagten Obligationen, mit denen, nach dem nämlichen Fuſs verzinslichen, ſogenannten Reichenbachſchen Obligationen, möglichſt gleichen Werth zu verſchaffen. Zu dieſem Ende werden den Beſitzern der Centralſteuerobligationen, von der Königl. Preuſs. Regierung, und den Beſitzern der Landescommiſſionsſcheine, von der Königl. Sächſ. Regierung, diejenigen Vortheile und Vorrechte andurch eingeräumt, welche jede dieſer Königl. Regierungen, in ihrem Gebiete, mit dem Beſitze, der am meiſten begünſtigten Sächſiſchen Staatspapiere, verbinden wird, oder verbunden hat. Die Zinſen werden, an den bisher gewöhnlichen Orten, nämlich, ſo viel die Centralſteuerobligationen betrifft, zu Leipzig, und ſo viel die Landescommiſſionsſcheine anlangt, zu Dresden oder auch zu Leipzig, entrichtet, und die Capital-

pitalzahlung, zu seiner Zeit, ebendaselbst geleistet werden. 1817

§. 34. Ueberhaupt wird, zwischen beiden Königl. Regierungen, unabweichlich festgesetzt: dass keine derselben, in der Behandlung der Obligationenbesitzer, irgend einen Unterschied zwischen denen, welche Unterthanen ihres oder des andern Landestheiles sind, jemals eintreten lassen wird. Eben diese Gleichheit, in der Behandlung der beiderseitigen Unterthanen, wird jede Regierung, auch in dem Falle, genau beobachten, wenn Unterthanen der andern Regierung an eine der Cassen, von welchen gegenwärtige Convention handelt, Forderungen zu machen haben. Sollten in beiden Landestheilen, Forderungen von Unterthanen, aus dem andern Landestheil, angemeldet werden; so wird man, in sofern diese Forderungen einander in quali et quanto gleich gestellt werden können, sich dahin auszugleichen suchen, dass jede Regierung die Befriedigung ihrer, mit solchen Ansprüchen auftretenden, Unterthanen übernimmt.

§. 35. Sobald die, vermöge gegenwärtiger Convention, annoch vorzunehmenden, gemeinschaftlichen Berechnungen abgeschlossen sind, werden die sämmtlichen, auf das Herzogthum ausschliesslich Bezug nehmenden, die Peräquations - Lieferungs - Aequivalentgelder und Centralsteuerangelegenheiten, betreffenden Acten, Cataster, Rechnungen, Bücher, und wie immer gearteten Litteralien, von der Kriegsverwaltungskammer und allen andern Königl. Sächsischen Behörden, bey welchen sie sich verwahrt befinden, unverzüglich und ohne Ausnahme, an die Königlich Preussische Commission, zur Ausgleichung mit dem Königreiche Sachsen, ausgeliefert werden. Die Liquidationen, aus dem Herzogthum und die Belege derselben, welche unter vorgedachten Papieren befindlich sind, werden den Königlich Preussischen Behörden, gleich nach Vollziehung dieser Convention, jedoch unter der Bedingung, ausgeantwortet, dass sie sogleich wieder mitzutheilen sind, falls man ihrer, bey den obenerwähnten Berechnungen, bedürfen sollte. Von den gemeinschaftlichen Papieren, der

Extradition d'actes etc.

 oben

1817 oben bezeichneten Art, werden, auf Verlangen, beglaubte Abſchriften ertheilt werden.

Cautions

§. 36. Wenn ſich etwa, in Händen einer der Königlichen Regierungen, Cautionen oder Depoſitionen befinden ſollten, welche, rückſichtlich der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder und Centralſteuerangelegenheiten und Anſtalten, erlegt worden ſind, und nunmehr in den andern Landestheil gehören: ſo werden ſolche mit denen, in dem vorhergehenden §. bemerkten, Acten und Papieren, zugleich übergeben werden.

Luſace ſupérieure.

§. 37. Auf die Oberlauſitz iſt zwar die Verfügung, des §. 28. dieſer Convention anwendbar. Im übrigen wird ſie, von dieſem Abkommen, ſo weit daſſelbe die Auseinanderſetzung, zwiſchen beiden Königlichen Regierungen, betrifft, ausgeſchloſſen, und ein ſolches der ſtändiſchen Deputation dieſer Provinz, mit Vorbehalt der Genehmigung beider Königlichen Commiſſionen, zu entwerfen überlaſſen; jedoch hier feſtgeſtellt: daſs alles, was die Oberlauſitz, aus der gemeinſchaftlichen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- oder Centralſteueranſtalt erhalten hat, als wahrer, nicht zu erſetzender, Zuſchuſs betrachtet, und dagegen beſagter Provinz, kein Anſpruch, an die gemeinſchaftliche Peräquations- und Centralſteueranſtalt, zuſtehen ſoll. Hierdurch wird jedoch der Ausgleichung, der beiden Antheile der Oberlauſitz, mit den übrigen Provinzen und Kreiſen, desjenigen Landestheils, wozu jeder Antheil von der Oberlauſitz gehört, keineswegs vorgegriffen.

Communication des livres de compte.

§. 38. Unmittelbar nach Abſchluſs dieſer Convention, werden, Königl. Preuſsiſcher und Königl. Sächſiſcher Seits, die nöthigen Verfügungen, an die Deputationen der getheilten Kreiſe und Provinzen, erlaſſen, daſs die Einſicht aller, zu Auseinanderſetzung der Verhältniſſe, beſagter Kreiſe und Provinzen, erforderlichen und dienlichen Bücher, Rechnungen und Acten, auf jedesmaliges Verlangen, ohne Schwierigkeit, geſtattet werde. Sobald gedachte Verhältniſſe auseinander geſetzt ſind, werden jedem Landestheile, die, ihn ausſchlieſsend angehende, Papiere, erwähnter Art, ausgeliefert.

§. 39.

§. 39. Die beiden Königl. Commissionen werden sich alsbald, gegenseitig, diejenigen Beamten namhaft machen, welche sie zu den, vermöge gegenwärtiger Convention, vorzunehmenden Berechnungen, Erhebungen und Liquidationen, zu subdelegiren gesonnen sind. Diese Subdelegirten werden ihre Geschäfte unverweilt beginnen; und damit ohne Aufschub und Unterbrechung, bis zum Abschlusse, fortfahren. 1817 nation de sous délegués.

§. 40. Gegenwärtige Convention wird, alsogleich, durch den Druck, öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen: Dresden, am 23. July 1817.

Der Oesterreichische Kaiserliche Vermittelungs-Commissär.

(L. S.) *gez.:* F. C. *Freyherr* VON GÄRTNER.

Königl. Preuss. Commission zur Ausgleichung mit dem Königreich Sachsen.

(L. S.) *gez.:* GAUDI.
(L. S.) *gez.:* FRIESE.
(L. S.) *gez.:* SIETZE.

Königl. Sächs. Friedensvollziehungs- u. Auseinandersetzungscommission.

(L. S.) *gez.:* v. GLOBIG.
(L. S.) *gez.:* GÜNTHER.
(L. S.) *gez.:* v. WATZDORF.

44.

1817 28 Juil. *Additional Convention to the Treaty of the 22d January 1815, between His Britannick Majesty and His Most Faithful Majesty, for the purpose of preventing their Subjects from engaging in any illicit Traffic in Slaves. Signed at London the 28th July 1817, in the English and Portuguese Languages.*

(*D'après l'exemplaire présenté aux deux chambres du Parlement* 1818, imprimé à Londres fol.)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of the United Kingdom of Portugal, Brazil, and Algarves, adhering to the principles which They have manifested in the Declaration of the Congress of Vienna, bearing date the 8th of February 1815 *), and being desirous to fulfil faithfully, and to Their utmost extent, the engagements which They mutually contracted by the Treaty of the 22d January 1815 **), and till the period shall arrive when, according to the tenor of the fourth Article of the said Treaty, His most Faithful Majesty has reserved to Himself, in concert with His Britannick Majesty, to fix the time when the Trade in Slaves shall cease entirely and be prohibited in His Dominions, and His Majesty the King of the United Kingdom of Portugal, Brazil, and Algarves, having bound Himself, by the second Article of the said Treaty, to adopt the measures necessary to prevent His Subjects from all illicit Traffic in Slaves, and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland having, on His part, engaged, in conjunction with His most Faithful Majesty, to employ effectual means to prevent Portuguese vessels trading in Slaves, in conformity with the Laws of Portugal and the existing Treaties, from suffering any loss or hindrance from British cruizers, their said Majesties have accordingly resolved to proceed to the arrangement of a Convention for the attainment of these objects, and have therefore named as Plenipotentiaries, *ad hoc* viz: His

*) Suppl. T. VI. p. 432.

**) Suppl. T. VI. p. 96.

44.

Convention additionnelle au traité du 22 Janvier 1815 entre S. M. Britannique et S. M. Très-Fidèle afin d'empêcher leurs sujets d'exercer un commerce illicite d'Esclaves; signé à Londres le 28 Juillet 1817, en langue Anglaise et Portugaise. 1817

(Traduction privée.)

S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, et S. M. le Roi du Royaume uni de Portugal, Brésil et Algarves, adhérant aux principes qu'ils ont manifesté dans la déclaration au Congrès de Vienne sous date du 8 *Fevrier* 1815, *et desirant remplir fidèlement et dans toute leur étendue les engagemens qu'ils ont contracté mutuellement par le traité du* 22 *Janvier* 1815 *et jusqu'à ce que l'époque surviendra où, conformement à l'article quatre du dit traité, Sa Majesté très-fidèle s'est reservée de concert avec S. M. Britannique, de fixer le tems où le commerce d'esclaves cessera entièrement et sera prohibé dans Ses Etats, et S. M. le Roi du Royaume uni du Portugal, du Bréfil et d'Algarves s'etant engagé lui même par l'article second du dit traité à adopter les mesures necessaires pour empecher ses Sujets à exercer un commerce illicite d'esclaves, et S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande s'étant engagé de son côté conjointement avec Sa Majesté très-fidèle à employer des moyens efficaces à garantir les vaisseaux Portugais faisant le commerce d'esclaves, en conformité des lois de Portugal et des traités existans contre toute perte ou empèchement de la part des croiseurs Britanniques, leurs dites Majestés ont en consequence resolu de proceder à l'arrangement d'une convention sur ces objets, et ont à cette fin nommé pour Plénipotentiaires* ad hoc, *savoir:*

S.

1817 His Majeſty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Robert Stewart, Viſcount Caſtlereagh, a Member of His ſaid Majeſty's Moſt Honourable Privy Council, a Member of Parliament, Colonel of the Londonderry Regiment of Militia, Knight of the Moſt Noble Order of the Garter, and His Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and His Majeſty the King of the United Kingdom of Portugal, Brazil, and Algarves, the Moſt Illuſtrious and Moſt Excellent Lord, Don Pedro de Souza Holſtein, Count of Palmella, Councillor of His ſaid Majeſty, Captain of the German Company of His Royal Guards, Commander of the Order of Chriſt, Grand Croſs of the Order of Charles III. of Spain, and His Envoy Extraordinary and Miniſter Plenipotentiary to His Britannick Majeſty; who, after having exchanged their reſpective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Commerce illicite. ART. I. The object of this Convention is, on the part of the two Governments, mutually to prevent their reſpective ſubjects from carrying on an illicit Slave Trade.

The two High Contracting Powers declare, that they conſider as illicit, any Traffic in Slaves carried on under the following circumſtances:

1ſt. Either by Britiſh ſhips, and under the Britiſh flag, or for the account of Britiſh ſubjects, by any veſſel or under any flag whatſoever.

2d. By Portugueſe veſſels in any of the harbours or roads of the coaſt of Africa, which are prohibited by the firſt Article of the Treaty of the 22d January 1815.

3d. Under the Portugueſe or Britiſh flag for the account of the ſubjects of any other Government.

4th. By Portugueſe veſſels bound for any Port not in the Dominions of His Moſt Faithful Majeſty.

Commerce encore permis. ART. II. The Territories in which the Traffic in Slaves continues to be permitted, under the Treaty of the 22d of January 1815, to the ſubjects of His Moſt Faithful Majeſty, are the following:

1ſt. The Territories poſſeſſed by the Crown of Portugal upon the coaſt of Africa to the ſouth of the Equator, that is to ſay, upon the eaſtern coaſt of Africa, the Territory laying between Cape Delgado and the Bay of Lourenço Marques; and upon the weſtern coaſt, all that

S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Bré-tagne et d'Irlande le très-honorable Robert Stewart Vicomte Caſtlereagh, membre du très-honorable Conſeil privé de S. M. membre du Parlement, Colonel du regiment de milice de Londondery, Chevalier du très-noble ordre de la Jarretière et Son principal Secrétaire d'état pour les affaires étrangères: et S. M. du Royaume uni de Portugal, du Bréſil et d'Algarves, le très-illuſtre et très-excellent Sieur Don Pedro de Souza Holſtein, Comte de Palmella, Conſeiller de ſa dite Majeſté, capitaine de la compagnie allemande de ſes gardes royales, Commandeur de l'ordre de Chriſt, Grand-croix de l'ordre de Charles III. d'Eſpagne et Son Envoyé extraordinaire et miniſtre Plenipotentiaire près S. M. Britannique; lesquels après avoir échangé leurs pleinpouvoirs reſpectifs, trouvés en bonne et due forme, ſont convenus des articles ſuivans: 1817

Art. I. Le but de la préſente convention eſt de la part des deux gouvernemens d'empêcher leurs ſujets reſpectifs à exercer un commerce illicite d'eſclaves.

Les deux hautes parties contractantes déclarent, qu'elles regardent comme illicite tout commerce d'eſclaves exercé ſous les circonſtances ſuivantes:

1. ſoit par les vaiſſeaux Britanniques et ſous pavillon britannique, ſoit pour le compte de ſujets Britanniques par un vaiſſeau ou ſous pavillon quelconque.

2. par des vaiſſeaux Portugais dans aucun des havres ou rades des côtes d'Afrique lesquels ſont prohibés par l'art. 1. du traité du 22 Janvier 1815;

3. ſous pavillon Portugais ou Britannique pour le compte de ſujets de quelque autre Gouvernement;

4. par des vaiſſeaux Portugais deſtiné vers un port non ſitué dans les états de S. M. très-fidèle.

Art. II. Les territoires dans lesquels le commerce d'eſclaves continue à être permis, d'après le traité du 22 Janv. 1815, aux ſujets de S. M. très-fidèle ſont les ſuivans:

1. Les territoires poſſédés par la couronne de Portugal ſur les côtes d'Afrique au ſud de l'Equateur, c'eſt à dire ſur la côte orientale d'Afrique le territoire ſitué entre le Cap Delgado et le Bay de Lourenço Mar-

ques

1817 that which is ſituated from the 8th to the 18th degree of ſouth latitude.

2d. Thoſe Territories on the coaſt of Africa to the ſouth of the Equator, over which His Moſt Faithful Majeſty has declared that he has retained his rights, namely,

The Territories of Molembo and Cabinda upon the eaſtern coaſt of Africa, from the 5th degree 12′ to the 8th degree ſouth latitude.

Loi pénale. ART. III. His Moſt Faithful Majeſty engages, within the ſpace of two months after the exchange of the Ratifications of this preſent Convention, to promulgate in His Capital, and in the other parts of His Dominions, as ſoon as poſſible, a Law, which ſhall preſcribe the puniſhment of any of His Subjects, who may in future participate in an illicit Traffic of Slaves, and at the ſame time to renew the prohibition which already exiſts, to import Slaves into the Brazils, under any flag, other than that of Portugal; and His Moſt Faithful Majeſty engages to aſſimilate, as much as poſſible, the Legislation of Portugal in this reſpect, to that of Great Britain.

Paſſe-ports. ART. IV. Every Portugueſe veſſel which ſhall be deſtined for the Slave Trade, on any point of the African Coaſt, where this traffic ſtill continues to be lawful, muſt be provided with a Royal paſsport, conformable to the model annexed to this preſent Convention, and which model forms an integral part of the ſame. The paſsport muſt be written in the Portugueſe language, with an authentic translation in Engliſh annexed thereto, and it muſt be ſigned, for thoſe veſſels ſailing from the port of Rio Janeiro, by the Miniſter of Marine: And for all other veſſels which may be intended for the ſaid traffic, and which may ſail from any other ports of the Brazils, or from any other of the Dominions of His Moſt Faithful Majeſty not in Europe, the paſsports muſt be ſigned by the Governor in Chief of the Captaincy to which the port belongs: And as to thoſe veſſels which may proceed from the ports of Portugal, to carry on the Traffic in Slaves, their paſsports muſt be ſigned by the Secretary of the Government for the Marine Department.

Vaiſſeaux croiſeurs ART. V. The two High Contracting Powers, for the more complete attainment of their object, namely, the

ques et sur la côte occidentale tous ceux situés depuis le 8 jusqu'au 18e degré latitude meridionale; 1817

2. Ces territoires sur la côte d'Afrique au sud de l'Equateur sur lesquels S. M. très-fidèle a expressement declaré s'être reservé ses droits, nommement,

Les territoires de Molembo et Cabinde sur la côte orientale d'Afrique depuis le 5e au 18e degré de latitude meridionale.

Art. III. Sa Majesté très-fidèle s'engage à publier dans l'espace de deux mois après l'échange des ratifications de la présente convention, dans Sa capitale, et aussitôt que possible dans les autres parties de Ses Etats, une loi qui préscrira la punition de tel de Ses sujets qui pourrait par la suite prendre part à un commerce illicite d'esclaves, et en même tems renouveller la défense déjà existante d'importer des esclaves dans le Brésil sous pavillon quelconque autre que celui du Portugal; et S. M. Très-fidèle s'engage à assimiler autant que possible la législation du Portugal à cet égard à celle de la Grande-Brétagne.

Art. IV. Tout vaisseau Portugais qui sera destiné au commerce d'Esclaves, sur aucun point de la côte d'Afrique où ce commerce continue encore à être permis, doit être muni d'un passeport Royal conforme au modéle annexé à la présente convention le quel modéle en forme une partie intégrante. Ce passeport dévra être écrit en langue portugaise avec une traduction legalisée anglaise y ajoutée, et doit être signé pour les vaisseaux faisant voile du port de Rio Janeiro, par le ministre de la marine, et pour tous les autres vaisseaux qui peuvent être destinés à ce trafic et qui pourraient faire voile d'autres ports du Brésil ou de quelque autre ports des Etats de S. M. très-fidèle en Europe, les passeports devront être signés par le Gouverneur en chef de la Capitainerie dont ce port ressortit; et quant aux vaisseaux qui pourraient faire voile des Ports du Portugal pour exercer le commerce d'esclaves, leurs passeports devront être signés par le Secrétaire du gouvernement pour le departement de la marine.

Art. V. Les deux hautes parties contractantes, afin d'atteindre plus complettement leur but, savoir d'em-

1817 the prevention of all illicit Traffic in Slaves, on the part of their refpective fubjects, mutually confent, that the fhips of war of their Royal Navies, which fhall be provided with fpecial inftructions for this purpofe, as herein-after provided, may vifit fuch merchant vef-fels of the two nations, as may be fufpected, upon rea-fonable grounds, of having Slaves on board, acquired by an illicit traffic, and, in the event only of their actually finding Slaves on board, may detain and bring away fuch veffels, in order that they may be brought to trial before the Tribunals etablifhed for this pur-pofe, as fhall herein-after be fpecified.

Provided always, that the Commanders of the fhips of war of the two Royal Navies, who fhall be employed on this fervice, fhall adhere ftrictly to the exact tenor of the inftructions which they fhall have received for this purpofe.

As this Article is entirely reciprocal, the two High Contracting Parties engage mutually, to make good any loffes which their refpective Subjects may incur un-juftly, by the arbitrary and illegal detention of their veffels.

It being underftood that this indemnity fhall in-variably be borne by the Government whofe cruizer fhall habe been guilty of the arbitrary detention; pro-vided always, that the vifit and detention of Slave fhips, fpecified in this Article, fhall only be effected by thofe Britifh or Portuguefe veffels, which may form part of the two Royal Navies; and by thofe only of fuch veffels which are provided with the fpecial inftruc-tions annexed to the prefent Convention.

Cas de détention.

Art. VI. No Britifh or Portuguefe cruizer fhall detain any Slave fhip, not having Slaves actually on board; and in order to render lawful the detention of any fhip, whether Britifh or Portuguefe, the Slaves found on board fuch veffel muft have been brought there for the exprefs purpofe of the traffic; and thofe on board Portuguefe fhips muft have been taken from that part of the Coaft of Africa where the Slave Trade was prohibited by the Treaty of the 22d of January 1815.

Art.

d'empècher tout commerce illicite d'eſclaves de la part de leurs ſujets conſentent mutuellement que les vaiſſeaux de guerre de leur marine royale qui ſeront munis d'inſtructions ſpéciales à cette fin, ainſi qu'il eſt règlé ci-deſſous, pourront viſiter tels navires marchands des deux nations qui pourraient être ſoupçonnés par des motifs raiſonnables d'avoir des eſclaves à leur bord acquis par un trafic illicite, et dans le cas ſeulement où ils trouveraient effectivement des eſclaves à leur bord pourront detenir et amèner de tels navires afin qu'ils puiſſent être mis en jugement devant les tribunaux établis à cette fin ainſi qu'il ſera ſpécifié ci-après. 1817

Pourvu toute fois que les Commandans des vaiſſeaux de guerre des deux marines royales, lesquels ſeront employés à ce ſervice, ſe tiennent ſtrictement à la teneur exacte de ces inſtructions qu'ils auront reçues à cet effet.

Comme cet article eſt entièrement réciproque les deux hautes parties contractantes s'engagent à bonifier toutes les pertes que leurs ſujets reſpectifs pourraient encourrir injuſtement par la detention arbitraire et illégale de leurs navires.

Etant entendu que cette indemnité ſera invariablement ſupportée par le gouvernement dont le croiſeur ſe ſera rendu coupable de cette detention arbitraire; pourvu toute fois que la viſite et detention de vaiſſeaux à eſclaves, ſpecifiée dans cet article ſoit uniquement effectuée par des vaiſſeaux Britanniques ou Portugais qui ſont partie des deux marines royales et par ceux de ces vaiſſeaux ſeulement qui ſont munis des inſtructions ſpéciales annexées à la préſente convention.

Art. VI. Aucun croiſeur Britannique ou Portugais detiendra un vaiſſeau à eſclaves, qui n'a point effectivement des eſclaves à bord; et pour rendre légitime la detention de quelque vaiſſeau ſoit Britannique ou Portugais il faut que les eſclaves trouvés à bord de ce vaiſſeau y aient été conduits dans le but d'en faire le commerce; et ceux à bord de vaiſſeaux Portugais doivent avoir été pris de cette partie des côtes d'Afrique où le commerce d'eſclaves a été prohibé par le traité du 22 Janvier 1815.

Art.

1817 Instructions. ART. VII. All ſhips of war of the two nations, which ſhall hereafter be deſtined to prevent the illicit Traffic in Slaves, ſhall be furniſhed by their own Government with a copy of the inſtructions annexed to the preſent Convention, and which ſhall be conſidered as an integral part thereof.

Theſe inſtructions ſhall be written in Portugueſe and Engliſh, and ſigned for the veſſels of each of the two Powers, by the Miniſters of their reſpective Marine.

The two High Contracting Parties reſerve the faculty of altering the ſaid inſtructions, in whole or in part, according to circumſtances; it being, however, well underſtood, that the ſaid alterations cannot take place but by common agreement, and by the conſent of the two High Contracting Parties.

Commiſſions mixtes. ART. VIII. In order to bring to adjudication, with the leaſt delay and inconvenience, the Veſſels which may be detained for having been engaged in an illicit traffic of Slaves, there ſhall be etabliſhed, within the ſpace of a Year at furtheſt from the exchange of the Ratifications of the preſent Convention, two mixed Commiſſions, formed of an equal number of individuals of the two Nations, named for this purpoſe by their reſpective Sovereigns.

Theſe Commiſſions ſhall reſide—one in a poſſeſſion belonging to His Britannick Majeſty—the other within the Territories of His Moſt Faithfull Majeſty; and the two Governments, at the period of the exchange of the Ratifications of the preſent Convention, ſhall declare, each for its own Dominions, in what places the Commiſſions ſhall reſpectively reſide. Each of the two High Contracting Parties reſerving to itſelf the right of changing, at its pleaſure, the place of reſidence of the Commiſſion held within its own Dominions, provided, however, that one of the two Commiſſions ſhall always be held upon the Coaſt of Africa, and the other in the Brazils.

Theſe Commiſſions ſhall judge the cauſes ſubmitted to them without appeal, and according to the regulation and inſtructions annexed to the preſent Convention, of which they ſhall be conſidered as an integral part.

Indemnités. ART. IX. His Britannick Majeſty, in conformity with the ſtipulations of the Treaty of the 22d of January 1815,

Art. VII. Tous les vaiſſeaux de guerre des deux nations qui ſeront à l'avenir deſtinés à empêcher le commerce illicites des eſclaves ſeront munis par leur propre Gouvernement d'une copie des inſtructions annexées à la préſente convention lesquelles en ſeront conſidérées comme une partie intégrante. 1817

Ces inſtructions ſeront dreſſées en langue Portugaiſe et Anglaiſe et ſignées pour les vaiſſeaux de chacune des deux parties par les miniſtres de leur marine reſpective.

Les hautes parties contractantes ſe reſervent la faculté de changer les dites inſtructions en tout ou en partie d'après les circonſtances; il eſt toute fois entendu que les dits changemens ne pourront avoir lieu que d'accord commun et avec le conſentement des deux hautes parties contractantes.

Art. VIII. Afin de faire adjuger avec le moindre dèlai et inconvenient poſſible, les vaiſſeaux qui ſeront detenus pour avoir été employés à un commerce illicite d'eſclaves, il ſera ètabli dans l'espace d'une année au plus tard après l'échangé des ratifications de la préſente Convention, deux commiſſions mixtes compoſées d'un nombre égal d'individus des deux nations nommés à cet effet par les Souverains reſpectifs.

Ces commiſſions ſiègeront, l'une dans une poſſeſſion appartenant à S. M. Britannique, l'autre dans l'enceinte des territoires de S. M. Très-fidèle; et les deux Gouvernemens déclareront à l'époque de l'échange des ratifications du préſent traité, chacune pour ſes propres états en quel endroit les commiſſions réſideront. Chacune des deux hautes parties contractantes ſe reſerve le droit de changer à ſon gré la place du ſiège de la commiſſion reunie dans ſes propres Etats, pourvu toute fois que l'une des deux commiſſions ſoit toujours établie ſur les côtes d'Afrique et l'autre dans le Bréſil.

Ces commiſſions jugeront les cauſes ſoumiſes à elles, ſans appel, et en conformité du réglement et des inſtructions annexées à la préſente Convention dont elles ſeront conſiderées comme faiſant partie intégrante.

Art. IX. S. M. Britannique en conformité des ſtipulations du traité du 22 Janvier 1815 s'engage à accor-

1817 1815, engages to grant, in the manner hereafter explained, sufficient indemnification to all the Proprietors of Portuguese vessels and cargoes captured by British Cruizers between the 1st of June 1814, and the period at which the two Commissions pointed out in Article VIII, of the present Convention, shall assemble at their respective posts.

The two High Contracting Parties agree that all claims of the nature hereinbefore mentioned, shall be received and liquidated by a mixed Commission, to be held at London, and which shall consist of an equal number of the individuals of the two Nations, named by their respective Sovereigns, and upon the same principles stipulated by the VIIIth Article of this Additional Convention, and by the other acts which form an integral part of the same. The aforesaid Commissions shall commence their functions, six months after the Ratification of the present Convention, or sooner if possible.

The two High Contracting Parties have agreed that the Proprietors of vessels captured by the British Cruizers, cannot claim compensation for a larger number of Slaves than that which, according to the existing Laws of Portugal, they were permitted to transport, according to the rate of tonnage of the captured vessel.

The two High Contracting Parties are equally agreed, that every Portuguese vessel captured with Slaves on board for the traffic, which shall be proved to have been embarked within the territories of the Coast of Africa, situated to the North of Cape Palmas, and not belonging to the Crown of Portugal,—as well as all Portuguese vessels captured with Slaves on board for the traffic, six months ofter the exchange of the Ratifications of the Treaty of the 22d of January 1815, and on which it can be proved that the aforesaid Slaves, were embarked in the Roadsteds of the Coast of Africa, situated to the North of the Equator, shall not be entitled to claim any indemnification.

Payement de l'indemnité.

Art. X. His Britannick Majesty engages to pay, within the space of a Year at furthest, from the decision of each case, to the individual having a just claim to the same, the sums which shall be granted to them by the Commissions named in the preceding Articles.

Art.

accorder ſur le pièd ci-après exprimé une indemnité ſuffi- 1817
ſante à tous proprietaires de navires Portugais et de leurs cargaiſons, capturés par des Croiſeurs britanniques entre le 1 Juin 1814 et l'époque à la quelle les deux commiſſions deſignées dans l'art. VIII. de la preſente convention ſe réuniront à leurs poſtes reſpectifs.

Les deux hautes parties contractantes conviennent que toutes les reclamations du genre ci-deſſus mentionné, ſeront acceptées et liquidées par une commiſſion mixte qui ſera établie à Londres et compoſée d'un nombre égal d'individus des deux Nations nommés par leurs ſouverains reſpectifs, et d'après les mêmes principes ſtipulés par l'art. VIII. de la préſente convention additionnelle et par les autres actes qui en forment une partie intégrante. Les ſusdites commiſſions commenceront leurs fonctions, ſix mois après la ratification de la préſente Convention ou plutôt s'il eſt poſſible.

Les deux hautes parties contractantes ſont convenues, que les proprietaires de navires capturés par les Croiſeurs Britanniques ne peuvent point exiger un dedomagement pour un plus grand nombre d'eſclaves que ceux qu'en vertu des lois exiſtantes de Portugal ils avaient la permiſſion de transporter à raiſon du tonnage du navire capturé.

Les deux hautes parties contractantes ſont également convenues que tout navire Portugais capturé avec des eſclaves à bord pour le commerce, desquels il ſera prouvé qu'ils ont été embarqués dans l'enceinte des territoires ſur les côtes d'Afrique ſitués au nord du Cap Palmes et non appartenant à la couronne de Portugal — comme auſſi tous les vaiſſeaux Portugais capturés avec des eſclaves à bord pour le commerce, ſix mois après l'échange des ratifications du traité du 22 Janvier 1815, et à l'égard des quels il ne ſera pas prouvé que les ſusdits eſclaves ont été embarqués dans les parages des côtes d'Afrique ſitués au Nord de l'Equateur ne ſeront point autoriſés à demander quelque indemnité.

Art. X. S. M. Britannique s'engage à payer dans l'eſpace d'une année au plus tard après la déciſion de chaque cas, à l'individu aiant droit à le prétendre les ſommes qui lui ſeront allouées par les commiſſions nommées dans les précedents articles.

1817 Art. XI. His Britannick Majeſty formally engages to pay the Three Hundred Thouſand Pounds Sterling of Indemnification, ſtipulated by the Convention of the 21ſt of January 1815, in favour of the Proprietors of Portugueſe veſſels captured by Britiſh Cruizers, up to the period of the 1ſt of June 1814, in the manner following. viz.

Indemnité de 300.000 Livr.

The firſt payment of One Hundred and Fifty Thouſand Pounds Sterling Six Months after the exchange of the Ratifications of the preſent Convention, and the remaining One Hundred and Fifty Thouſand Pounds Sterling, as well as the Intereſt at Five per Cent. due upon the total ſum, from the day of the exchange of the Ratifications of the Convention of the 21ſt of January 1815, ſhall be paid Nine Months after the exchange of the Ratifications of the preſent Convention. The Intereſt due ſhall be payable up to the day of the laſt payment. All the aforeſaid payments ſhall be made in London, to the Miniſter of His Moſt Faithful Majeſty, at the Court of His Britannick Majeſty, or to the perſons whom His Moſt Faithful Majeſty ſhall think proper to anthorize for that purpoſe.

Pièces annexées.

Art. XII. The acts or inſtruments annexed to this Additional Convention, and which form an integral part thereof, are as follows:

No. 1. Form of paſsport for the Portugueſe merchant ſhips, deſtined for the lawful traffic in Slaves.

No. 2. Inſtructions for the ſhips of war of both nations, deſtined to prevent the illicit traffic in Slaves.

No. 3. Regulation for the mixed Commiſſions, which are to hold their ſittings on the coaſt of Africa, at the Brazils, and in London.

Ratifications.

Art. XIII. The preſent Convention ſhall be ratified, and the Ratifications thereof exchanged at Rio Janeiro within the ſpace of four months at furtheſt, dating from the day of its ſignature.

In witneſs whereof the reſpective Plenipotentiaries have ſigned the ſame, and have thereunto affixed the Seal of their Arms.

Done at London, the twenty eighth day of July, in the year of our Lord one thouſand eight hundred and ſeventeen.

Signed: *Signed:*

(L. S.) Castlereagh. (L. S.) *The Count* of Palmella.

Anne-

1817

Art. XI. S. M. Britannique s'engage formellement à payer les 300.000 Liv. Sterling d'indemnités ſtipulés par la convention du 21 Janvier 1815 en faveur des proprietaires de navires Portugais capturés par des Croiſeurs Britanniques jusqu'à l'époque du Juin 1814 de la manière ſuivante:

Le premier payement de 150,000 Liv. Sterling ſix mois après l'échange des ratifications de la préſente Convention et les autres 150,000 Liv. Sterling enſemble avec les intèrets à 5 p. Ct. dûs ſur la ſomme totale, depuis le jour de l'échange des ratifications de la convention du 21 Janvier 1815 ſeront payés neuf mois après l'échange des ratifications de la préſente convention. Les Interèts dùs ſeront payables jusqu'au jour du dernier payement. Tous les payements ſusdits ſeront faits à Londres au Miniſtre de S. M. très-fidéle près la cour de S. M. Britannique, ou aux perſonnes que S. M. très-fidèle jugera à propos d'autoriſer à cet effet.

Art. XII. Les actes ou inſtrumens annexés à cette convention additionelle et qui en forment une partie intégrante ſont:

Nr. 1. *Formulaire de paſſeport pour les navires marchands Portugais deſtinés à un commerce legitime d'eſclaves.*

Nr. 2. *Inſtructions pour les vaiſſeaux de guerre des deux nations, deſtinés à empêcher le commerce illicite d'eſclaves.*

Nr. 3. *Reglement pour les commiſſions mixtes qui tiendront leurs ſéances ſur les côtes d'Afrique, au Bréſil et à Londres.*

Art. XIII. La préſente convention ſera ratifiée et les ratifications en ſeront échangées à Rio Janeiro dans l'eſpace de 4 mois au plus tard à dater du jour de ſa ſignature.

En foi de quoi les plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſignée et y ont appoſé le cachet de leurs amées.

Fait à Londres le 28 Juillet de l'an de notre ſeigneur 1817.

Signé:	*Signé:*
Castlereagh.	*Le Comte de Palmella.*
(L. S.)	*(L. S.)*

Ff 2 Anne-

1817

Annexes.

a.

Form of Paſsport for Portugueſe Veſſels deſtined for the lawful Traffic in Slaves.

(*Place for the Royal Arms.*)

I, Miniſter and Secretary of State for the affairs of the Marine and Transatlantic Dominions, etc. etc.
or Governor of this Province,
or Secretary of the Government of Portugal,
make known to thoſe that ſhall ſee the preſent Paſsport, that the veſſel called of Tons, and carrying Men, and Paſsengers, Maſter, and Owner, Portugueſe, and Subjects of the United Kingdom, is bound to the Ports of and and Coaſt of from whence ſhe is to return to , the ſaid Maſter and Owner having previously taken the required Oath before the Royal Board of Commerce of this capital, (or the Board of Inſpection of this Province,) and having legally proved that no Foreigner has any ſhare in the above veſſel and cargo, as appears by the certificate of that Royal Board, (or Board of Inſpection,) which is annexed to this Paſsport. The ſaid Maſter, and Owner of the ſaid veſſel, being under an obligation to enter ſolely ſuch Ports on the Coaſt of Africa where the Slave Trade is permitted to the Subjects of the United Kingdom of Portugal, Brazil and Algarves; and to return from thence to any of the Ports of this Kingdom, where alone they ſhall be permitted to land the Slaves whom they carry, after going through the proper forms, to ſhew that they have, in every reſpect, complied with the proviſions of the *Alvará* of the 24th of November 1813, by which His Majeſty was pleaſed to regulate the conveyance of Slaves from the Coaſt of Africa to His Dominions of Brazil. And ſhould they fail to execute any of theſe conditions, they ſhall be liable to the penalties denounced by the *Alvará* of *) againſt thoſe who ſhall carry on the Slave

*) This *Alvará* to be promulgated in purſuance of the IIId. Article of the Additional Convention of the 28th of July 1817.

1817

Annexes.

a.

Formulaire de paſſeport pour les vaiſſeaux Portugais deſtinés au commerce licite des eſclaves.

(Place pour les armes royales.)

Nous miniſtre et Secrétaire d'Etat pour les affaires de marine et des colonies etc. etc

(ou gouverneur de cette Province)

(ou Secrétaire du gouvernement du Portugal)

Savoir faiſons à ceux qui verront le préſent Paſſeport que le navire appellé de tonneaux, portant hommes et paſſagers maitre et Proprietaire Portugais et ſujets du royaume uni eſt deſtiné pour les ports de et et côtes de d'où il doit retourner à , le dit maitre et propriétaire ayant préalablement prêté le ſerment requis devant le bureau royal de commerce de cette capitale (ou le bureau d'inſpection de cette province), et ayant légalement prouvé qu'aucun étranger a quelque part au dit vaiſſeau et à ſa cargaiſon, ainſi qu'il apparoit par le certificat de ce bureau (ou bureau d'inſpection) lequel eſt annexé au préſent paſſeport. Le dit maitre de navire et propriétaire du dit navire étant dans l'obligation de n'entrer que dans de tels ports ſur la côte d'Afrique où le commerce d'eſclaves eſt permis aux ſujets du royaume uni de Portugal du Bréſil et d'Algarve; et de retourner de là dans tel des ports de ce royaume dans lesquels ſeuls il leur ſera permis de mettre à terre les eſclaves qu'ils apportent après s'être aſſujetis aux formes préſcrites, pour faire voir qu'ils ont en tous les égards ſatisfait aux diſpoſitions de l'ordonnance du 24 Novembre 1813 par laquelle S. M. a jugée à propos de régler le transport des eſclaves des côtes d'Afrique vers les Etats du Bréſil. Et s'ils venoient à manquer à l'accompliſſement d'aucune de ces conditions, ils ſeront ſoumis aux peines annoncées par l'Alvara du) contre*

ceux

*) *Cet Alvara à promulger en conſéquence de l'art. III. de la convention additionelle du 28 Juil. 1817.*

1817 Slave Trade in an illicit manner. And as in going or returning ſhe may, either at ſea or in port, meet officers of ſhips and veſſels of the ſame kingdom, the King Our Lord orders them not to give her any obſtruction; and His Majeſty recommends to the Officers of the Fleets, Squadrons, and Ships of the King's, Princes, Republics and Potentates, the friends and allies of the Crown, not to prevent Her from proſecuting her voyage, but, on the contrary, to afford her any aid and accommodation ſhe may want for continuing the ſame; being perſuaded that thoſe recommended by their Princes, will, on Our part, experience the ſame treatment. In teſtimony of which His Majeſty has ordered her to be furniſhed by me with this Paſsport, ſigned and ſealed with the great Seal of the Royal Arms, which ſhall have validity only for and for one voyage alone.

Given in the Palace of the of in the year after the Birth of our Lord Jeſus Chriſt.

(L. S.)

By order of His Excellency,

The Officer who made out the Paſsport.

This Paſsport, numbered ( ) authorizes any number of Slaves not exceeding being per ton [as permitted by the *Alvará* of *)] to be on board of this Ship at one time excepting always ſuch Slaves employed as ſailors or domeſtics, and children born on board during the voyage.

(Signed as above, by the proper Portugueſe Authorities.)

Signed:	*Signed:*
CASTLEREAGH.	*The Count* OF PALMELLA.

*) That is to ſay, the *Alvará* of the 24th of November 1813, or any other Portugueſe Law which may hereafter be promulgated in lieu thereof.

ceux qui exerceront le commerce d'eſclaves d'une manière illicite. Et comme en allant ou en retournant, ils pourraient ſoit en pleine mer, ſoit dans les ports, rencontrer des officiers de vaiſſeaux et navires du dit Royaume, le Roi notre ſeigneur leur ordonne de ne cauſer aucun empèchement à ce navire; et S. M. recommande aux Officiers des flottes, eſclaves, et vaiſſeaux des Rois, Princes, Republiques et Puiſſances, amis et alliées de la couronne de ne pas les empècher de continuer leur voyage, mais au contraire de leur preter toute ſorte de ſecours et aſſiſtance dont ils pourraient avoir beſoin pour le continuer; étant perſuadées que ceux recommandés par leurs Princes eprouveront de nôtre côté le même traitement. En foi de quoi S. M. à ordonné de les munîr de mon préſent Paſſeport, ſigné et ſcellé du grand ſceau des armes royales, lequel ne ſera valable que pour et pour un voyage ſeulement. 1817

Donné au Palais de le du de l'année après la naiſſance de notre Seigneur Jeſus Chriſt.

(L. S.)

Par ordre de Son Excellence

l'officier qui a expédié le Paſſeport.

*Le préſent paſſeport côté autoriſe tout nombre d'eſclaves n'excedant pas étant par tonneau [comme permis par l'Alvara du *)] à ètre à bord de ce vaiſſeau à la ſois, non compris toute fois les eſclaves employés comme matelots ou domeſtiques, et les enfans nés à bord pendant le voyage.*

(Signé comme ci-deſſus par l'autorité Portugaiſe du reſſort.)

Signé: CASTLEREAGH. *Signé: Le Comte* DE PALMELLA.

*) *Savoir l'Alvara du 24 Nov. 1813 où telle autre ordonnance Portugaiſe qui par la ſuite pourrait ètre promulgé à ſa place.*

b.

1817 *Instructions intended for the British and Portuguese Ships of War employed to prevent the illicit Traffic in Slaves.*

Art. I. Every British or Portugnese ship of war shall, in conformity with Article V., of the Additional Convention of this date, have a right to visit the Merchant ships of either of the two Powers actually engaged, or suspected to be engaged in the Slave Trade; and should any Slaves be found on board according to the tenor of the VIth Article of the aforesaid Additional Convention,—And as to what regards the Portuguese vessels, should there be ground to suspect that the said Slaves have been embarked on a part of the Coast of Africa where the traffic in Slaves can no longer be legally carried on in consequence of the stipulations in force between the two High Powers: in these cases alone, the Commander of the said ship of war may detain them; and having detained them, he is to bring them, as soon as possible, for judgment before that of the two mixed Commissions appointed by the VIIIth. Article of the Additional Convention of this date, which shall be the nearest, or which the Commander of the capturing ship shall, upon his own responsibility, think he can soonest reach from the spot where the Slave ship shall have been detained.

Ships on board of which no Slaves shall be found intended for purposes of traffic, shall not be detained on any account or pretence whatever.

Negro servants or sailors that may be found on board of the said vessels, cannot, in any case, be deemed a sufficient cause for detention.

Art. II. No merchantmen or slave ship can, on any account or pretence whatever, be visited or detained whilst in the port or roadsted belonging to either of the Two High Contracting Powers, or within cannon-shot of the batteries on shore. But in case suspicious vessels should be found so circumstanced, proper representations may be addressed to the Authorities of the

b.

Inſtructions deſtinées pour les vaiſſeaux de guerre Britanniques et Portugais enployés à empêcher le commerce illicite d'eſclaves. 1817

Art. I. Tout vaiſſeau de guerre Britannique ou Portugais aura en conformité de l'art. V. de la convention additionnelle de ce jour le droit de viſiter les navires marchands de chacune des deux Puiſſances, actuellement engagés ou ſuspectés d'être engagés dans le commerce des eſclaves; et ſi quelques eſclaves étaient trouvés à bord conformement à la teneur de l'art. VI. de la ſusdite convention additionnelle — et quant à ce qui regarde les vaiſſeaux Portugais s'il y avait lieu de ſoupçonnes que les dits eſclaves ont été embarqués dans une partie des côtes d'Afrique où le commerce d'eſclaves ne peut plus être exercé légalement en conſéquence des ſtipulations en vigueur entre les deux hautes puiſſances: dans ces cas ſeulement le commandant du dit vaiſſeau de guerre pourra les detenir, et après les avoir detenus il devra les améner auſſitôt que poſſible pour être jugés devant l'une des deux commiſſions mixtes nommées par l'art. VIII. de la convention additionnelle de ce jour, laquelle ſera la plus proche, ou que le commandant du vaiſſeau capteur jugera, ſous ſa reſponſabilité perſonnelle, pouvoir le plutôt atteindre, à partir du point ſur lequel le navire à eſclaves aura été détenu.

Les navires à bord des quels on ne trouvera point d'eſclaves deſtinés à des objects de commerce ne ſeront détenus ſous aucune raiſon ou prétexte quelconques.

Des domeſtiques ou matelôts nègres trouvés à bord des dits navires ne pourront en aucun cas être eſtimés une cauſe ſuffiſante de détention.

Art. II. Aucun navire marchand ou vaiſſeau à eſclaves ne pourra ſous aucun motif ou pretexte quelconque être viſité ou détenu pendant qu'il eſt dans le port ou ſur la rade de l'une des deux hautes parties contractantes ou ſous la portée du canon des batteries de la côte. Mais ſi des vaiſſeaux ſuſpects ſeraient rencontrés ſous de telles circonſtances des repréſentations convenables pourront être addreſſées aux autorités

du

1817 the country, requefting them to take effectual meafures for preventing fuch abufes.

Art. III. The High Contracting Powers having in view the immenfe extent of the fhores of Africa, to the north of the Equator, along which this commerce continues prohibited, and the facility thereby afforded for illicit traffic, on points where either the total abfence or at leaft the diftance of lawful Authorities bar ready accefs to thofe Authorities, in order to prevent it, have agreed, for the more readily attaining the falutary end which they propofe, to grant, and they do actually grant to each other the power, without prejudice to the rights of Sovereignty, to vifit and detain, as if on the high feas, any veffel having Slaves on board, even within cannon fhot of the fhore of their refpective territories on the continent of Africa to the north of the Equator, in cafe of there being no local authorities to whom recourfe might be had, as has been ftated in the preceding Article. In fuch cafe, veffels fo vifited, may be brought before the mixed Commiffions, in the form prefcribed in the firft Article of the preceding inftructions.

Art. IV. No Portuguefe merchantman or Slave fhip fhall, on any pretence whatever, be detained, which fhall be found any where near the land, or on the high feas, fouth of the Equator, unlefs after a chace that fhall have commenced north of the Equator.

Art. V. Portuguefe veffels furnifhed with a regular pafsport, having Slaves on board, fhipped at thofe parts of the Coaft of Africa where the trade is permitted to Portuguefe fubjects, and which fhall afterwards be found north of the Equator, fhall not be detained by the fhips of war of the two nations, though furnifhed with the prefent inftructions, provided the fame can account for their courfe, either in conformity with the practice of the Portuguefe navigation, by fteering fome degrees to the northward, in fearch of fair winds, or for other legitimate caufes, fuch as the dangers of the fea duly proved; or laftly, in the cafe of their pafsports proving that they were bound for a Portuguefe port not within the continent of Africa. Provided always, that with regard to all Slave fhips detained to the north of the Equator, the proof of the lega-

du pays, en les requerrant de prendre des meſures efficaces pour empêcher de tels abus. 1817

Art. III. Les hautes puiſſances contractantes conſiderant l'immenſe étendue des côtes d'Afrique au nord de l'Equateur le long du quel ce commerce eſt defendu, et la facilité qui en reſulte pour un commerce illicite ſur les points où, ſoit l'abſence totale ou du moins l'éloignement d'autorités légales empêche de s'addreſſer promptement à ces autorités, ſont convenus, pour y remedier et afin d'obtenir plus promptement le but ſalutaire qu'ils ont en vue, d'accorder et accordent effectivement l'un à l'autre le pouvoir, ſans préjudice pour leurs droits de Souveraineté de viſiter et détenir comme s'il était en pleine mer tout navire ayant des eſclaves à bord, même ſous la portée du canon ſur la côte de leurs territoires reſpectifs ſur le continent d'Afrique au Nord de l'Equateur en cas qu'il n'y ait point là d'autorités locales auxquelles on pourrait recourir, ainſi qu'il eſt ſtatué dans l'article précedent. Dans un tel cas, des vaiſſeaux ainſi viſités pourront être amènés devant les commiſſions mixtes, dans la forme préſcrite par l'article prémier des précedentes inſtructions.

Art. IV. Aucun navire marchand ou à eſclaves, Portugais ne ſera détenu ſous un prétexte quelconque le quel ſera rencontré proche de la côte ou en pleine mer au Sud de l'Equateur ſi ce n'eſt après une chaſſe qui aurait commencée au Nord de l'Equateur.

Art. V. Des navires portugais munis d'un paſſeport en forme, ayant des eſclaves à bord, embarquées dans ces parties des côtes d'Afrique où ce commerce eſt permis aux ſujets Portugais, et qui ſeront enſuite rencontrés au Nord de l'Equateur, ne ſeront point detenus par les vaiſſeaux de guerre des deux nations, bienque munis des préſentes inſtructions, pourvu qu'ils puiſſent juſtifier de leur cours ſoit en conformité de l'uſage de la navigation portugaiſe en faiſant voile de quelque degrès vers le Nord afin de trouver des vents favorables, ou pour d'autres cauſes lègitimes, tel que les dangers de mer duement prouvés; ou enfin dans le cas où leurs paſſeports prouvent qu'ils ſont deſtinés pour un port Portugais non ſitué ſur le continent d'Afrique. Pourvu toute fois que par rapport à tous vaiſſeaux à eſclaves détenus au nord

1817 legality of the voyage is to be furnifhed by the veffel fo detained. On the other hand, with refpect to Slave fhips detained to the fouth of the Equator, in conformity with the ftipulations of the preceding Article, the proof of the illegality of the voyage is to be exhibited by the captor.

It is in like manner ftipulated, that the number of Slaves found on board a Slave fhip by the cruizers, even fhould the number not agree with that contained in their pafsport, fhall not be a fufficient reafon to juftify the detention of the fhip; but the captain and the proprietor fhall be denounced in the Portuguefe Tribunals in the Brazils, in order to their being punifhed according to the laws of the country.

Art. VI. Every Portuguefe veffel, intended to be employed in the legal Traffic in Slaves, in conformity with the principles laid down in the Additional Convention of this date, fhall be commanded by a Native Portuguefe; and twothirds, at leaft, of the crew, fhall likewife be Portuguefe. Provided always, that its Portuguefe or foreign conftruction fhall, in no wife, affect its nationality, and that the Negro failors fhall always be reckoned as Portuguefe, provided they belong, as Slaves, to fubjects of the Crown of Portugal, or that they have been enfranchifed in the dominions of His Moft Faithful Majefty.

Art. VII. Whenever a fhip of war fhall meet a merchant veffel liable to be fearched, it fhall be done in the moft mild manner, and with every attention which is due between allied and friendly nations; and in no cafe fhall the fearch be made by an officer holding a rank inferior to that of Lieutenant in the Navy.

Art. VIII. The fhips of war which may detain the Slave fhips, in purfuance of the principles laid down in the prefent inftructions, fhall leave on board all the cargo of Negroes untouched, as well as the Captain and a part at leaft of the crew of the abovementioned Slave fhip: the Captain fhall draw up in writing an authentic declaration, which fhall exhibit the ftate in which he found the detained fhip, and the changes which may have taken place in it: he fhall deliver to the Captain of the Slave fhip a figned certificate of the papers feized on board the faid veffel, as well

nord de l'Equateur, la preuve de la légalité de leur voyage doit être apportée par le navire ainsi détenu. D'un autre côté quant aux vaisseaux à esclaves détenus au sud de l'Equateur, en conformité avec les stipulations du précedent article, la preuve de l'illégalité de leur voyage doit être apportée par le capteur. 1817

Il est de même stipulé que le nombre d'esclaves trouvés à bord d'un vaisseau à esclaves pas les croiseurs, même si ce nombre ne repondait pas à celui indiqué dans le passeport, ne sera pas une raison suffisante pour justifier la détention de ce navire; mais le capitaine et le propriétaire seront denoncés devant le tribunal Portugais du Brésil afin de les faire punir conformément aux lois de ce pays.

Art. IV. Tout navire Portugais destiné à être employé au commerce legitime d'esclaves, en conformité des principes établis dans la convention additionelle de ce jour sera commandé par un né Portugais, et deux tiers au moins de l'Equipage seront également Portugais. Il est entendu toute fois que sa construction portugaise ou étrangère ne doit en aucune manière affecter sa nationalité, et que les matelôts nègres seront toujours reputés Portugais pourvu qu'ils appartiennent comme esclaves à des sujets de la couronne de Portugal, ou qu'ils ont été affranchis dans les états de S. M. Très-fidèle,

Art. VII. Toutes les fois qu'un vaisseau de guerre rencontrera un navire marchand, sujet à la visite, celle ci se fera de la manière la plus honnête et avec toutes les attentions que se doivent reciproquement deux nations amies et alliées; en aucun cas la recherche ne pourra être faite par un officier d'un grade inférieur à celui de Lieutenant de la marine.

Art. VIII. Les vaisseaux de guerre qui pourront detenir des navires à esclaves d'après la teneur des présentes instructions, laisseront à bord la cargaison entière de nègres sans y toucher, aussi bien que le patron et au moins une partie de l'équipage du dit navire.

Le Capitaine capteur couchera par écrit une déclaration authentique qui articulera l'état dans lequel il a trouvé le navire détenu et les changemens qui pourront y être survenus: il delivrera au Patron du navire à esclaves un certificat signé des papiers saisis

à

1817 well as of the number of Slaves found on board at the moment of detention.

The Negroes ſhall not be diſembarked till after the veſſels which contain them ſhall be arrived at the place where the legality of the capture is to be tried by one of the two mixt Commiſſions, in order that, in the event of their not being adjudged legal prize, the loſs of the proprietors may be more eaſily repaired. If, however, urgent motives, deduced from the length of the voyage, the ſtate of health of the Negroes, or other cauſes, required that they ſhould be diſembarked entirely, or in part, before the veſſels could arrive at the place of reſidence of one of the ſaid Commiſſions, the Commander of the capturing ſhip may take on himſelf the reſponſibility of ſuch diſembarkation, provided that the neceſſity be ſtated in a certificate in proper form.

Art. IX. No conveyance of Slaves from one Port of the Brazils to another, or from the Continent or Islands of Africa, to the poſſeſſions of Portugal out of America, ſhall take place as objects of commerce, except in ſhips provided with Paſsports from the Portugueſe Government, *ad hoc.*

Done at London the twenty-eighth day of July, in the year of our Lord one thouſand eight hundred and ſeventeen.

Signed:	*Signed:*
Castlereagh.	*The Count* of Palmella.
(L. S.)	(L. S.)

c.

Regulations for the mixed Commiſſions, which are to reſide on the Coaſt of Africa, in the Brazils, and at London.

Art. I. The mixed Commiſſions to be etabliſhed by the Additional Convention of this date, upon the legality of the detention of ſuch Slave veſſels as the cruizers of both nations ſhall detain, in purſuance of this ſame Convention, for carrying on an illicit commerce in Slaves.

The

à bord du dit navire, auſſi bien que du nombre d'eſclaves trouvés à ſon bord au moment de la détention. 1817

Les nègres ne ſeront point débarqués avant que les navires qui les contiennent ne ſoient arrivés au lieu où la légalité de la capture doit être jugée par une des Cours mixtes, à l'effet que dans le cas où ils ne ſeraient point adjugés priſes légales, la perte des proprietaires puiſſe d'autant plus aiſément être réparée.

Si néanmoins des motifs urgens tirés de la longueur du voyage, de l'état ſanitaire des nègres ou d'autres cauſes requeraient qu'ils fuſſent débarqués en totalité ou en partie; avant que le navire pût arriver au lieu de la reſidence de l'une des dites commiſſions, le Commandant du vaiſſeau capteur peut prendre ſur ſoi la reſponſabilité d'un ſemblable débarquement, pourvu que la neceſſité en ſoit conſtatée par un certificat en due forme.

Art. IX. Aucun envoi d'eſclaves d'un port du Bréſil à l'autre ou du continent ou des îles d'Afrique à des poſſeſſions Portugaiſes hors de l'Amérique n'aura lieu comme objet de commerce, excepté ſur navires munis de paſſeports du gouvernement Portugais ad hoc.

Fait à Londres le 28 Juillet 1817.

Signé:	*Signé:*
Castlereagh.	*Le Comte de Palmella.*
(L. S.)	*(L. S.)*

c.

Règlement pour les commiſſions mixtes qui réſideront ſur les côtes d'Afrique, au Bréſil, et à Londres.

Art. I. Les commiſſions mixtes à établir d'après la convention additionelle de ce jour ſur les côtes d'Afrique et au Bréſil ſont conſtituées à l'effet de decider de la légalité de la detention de tels navires à eſclaves que les Croiſeurs des deux nations viendront à arrêter en vertu de la dite convention pour exercer un commerce illicite d'eſclaves.

Les

1817 The above-mentioned Commiſſions ſhall judge, without appeal, according to the letter and ſpirit of the Treaty of the 22d of January 1815, and of the Additional Convention to the ſaid Treaty, ſigned at London on this 28th day of July 1817.

The Commiſſions ſhall give ſentence as ſummarily as poſſible, and they are required to decide, (as far as they ſhall find it practicable,) within the ſpace of twenty days, to be dated from that on which every detained veſſel ſhall habe been brought into the Port where they ſhall reſide; 1ſt, upon the legality of the capture; 2d, in the caſe in which the captured veſſel ſhall have been liberated, as to the indemnification which ſhe is to receive.

And it is hereby provided, that in all caſes the final ſentence ſhall not be delayed, on account of the abſence of witneſſes, or for want of other proofs, beyond the period of two months: except upon the application of any of the parties intereſted, when, upon their giving ſatisfactory ſecurity to charge themſelves with the expence and riſks of the delay, the Commiſſioners may, at their discretion, grant an additional delay not exceeding four months.

Art. II. Each of the above-mentioned mixt Commiſſions, which are to reſide on the coaſt of Africa, and in the Brazils, ſhall be compoſed in the following manner:

The two High Contracting Parties ſhall each of them name a Commiſſary Judge, and a Commiſſioner of Arbitration, who ſhall be authorized to hear and to decide, without appeal, all caſes of capture of Slave veſſels which, in purſuance of the ſtipulation of the Additional Convention of this date, may be laid before them. All the eſſential parts of the proceedings carried on before theſe mixt Commiſſions, ſhall be written down in the language of the country in which the Commiſſion may reſide.

The Commiſſary Judges and the Commiſſioners of Arbitration, ſhall make oath, in preſence of the principal Magiſtrate of the place in which the Commiſſion may reſide, to judge fairly and faithfully, to have no preference either for the claimants or the captors, and to act, in all their deciſions, in purſuance of the ſtipula-

1817

Les commiſſions ſusmentionnées jugeront ſans appel conformement à la lettre et à l'eſprit du traité du 22 Janvier 1815 et de la convention additionnelle au dit traité, ſignée à Londres le 28 Juillet 1817.

Ces commiſſions procéderont auſſi ſommairement que poſſible, et elles ſont requiſes de prononcer (pour autant qu'elles le trouveront praticable) dans l'eſpace de vingt jours, à dater de celui auquel le navire détenu aura eté conduit dans le port où elles reſident; elles jugeront. 1) De la légalité de la capture, 2) dans le cas où le navire capturé viendra à être abſous, de l'indemniſation à donner au navire capturé.

Et il eſt ſtatué par les préſentes que dans tous les cas, la ſentence déſinitive ne pourra être differée pour cauſe d'abſence des témoins, ou par defaut d'autres preuves, au delà du terme de deux mois, à moins que ce ne ſoit à la demande d'une des parties intereſſeés, en quel cas et moyennant qu' Elles fourniſſent ſureté ſuffiſante, qu' Elles ſe chargeront Elles mêmes des frais et risques du délai, les cours auront le pouvoir discrétionnaire d'accorder un délai additionel qui n'excédera pas quatre mois.

Art. II. Chacune des commiſſions mixtes ſusmentionnées, qui reſideront ſur les côtes d'Afrique, et au Bréſil, ſera compoſée de la manière ſuivante:

Les deux hautes parties contractantes nommeront chacune un commiſſaire juge et un commiſſaire d'arbitrage, qui ſeront autoriſés à prendre connaiſſance et à decider ſans appel de tous les cas de capture de navires à eſclaves, qui, en ſuite des ſtipulations de la convention additionelle de ce jour viendront à être portés dévant eux. Toutes les parties eſſentielles des procedures portées par devant les dites commiſſions mixtes ſeront couchées par écrit dans la langue légale du pays où la commiſſion reſidera.

Les juges et arbitres prèteront ſerment devant le principal magiſtrat de l'endroit où la commiſſion reſidera, de juger loyalement et fidèlement, de n'accorder aucune préference, ſoit aux réclamans ſoit aux capteurs et de ſe conduire dans toutes leurs deciſions conformement aux ſtipulations du

1817 pulations of the Treaty of the 22d January 1815, and of the Additional Convention to the ſaid Treaty.

There ſhall be attached to each Commiſſion a Secretary or Regiſtrar, appointed by the Sovereign of the country in which the Commiſſion may reſide, who ſhall regiſter all its acts, and who, previous to his taking charge of his poſt, ſhall make oath, in preſence of at leaſt one of the Commiſſary Judges, to conduct himſelf with reſpect for their authority, and to act with fidelity in all the affairs which may belong to his charge.

Art. III. The form of the proceſs ſhall be as follows:

The Commiſſary Judges of the two nations ſhall, in the firſt place, proceed to the examination of the papers of the veſſel, and to receive the depoſitions on oath of the Captain and of two or three, at leaſt, of the principal individuals on board of the detained veſſel, as well as the declaration on oath of the captor, ſhould it appear neceſſary, in order to be able to judge and to pronounce if the ſaid veſſel has been juſtly detained or not, according to the ſtipulations of the Additional Convention of this date, and in order that, according to this judgment, it may be condemned or liberated. And in the event of the two Commiſſary Judges not agreeing on the ſentence they ought to pronounce, whether as to the legality of the detention or the indemnification to be allowed, or on any other queſtion which might reſult from the ſtipulations of the Convention of this date,—they ſhall draw by lot the name of one of the two Commiſſioners of Arbitration, who, after having conſidered the documents of the proceſs, ſhall conſult with the above-mentioned Commiſſary Judges on the caſe in queſtion, and the final ſentence ſhall be pronounced conformably to the opinion of the majority of the above-mentioned commiſſary Judges and of the above-mentioned Commiſſioner of Arbitration.

Art. IV. As often as the cargo of Slaves found on board of a Portugueſe Slave ſhip, ſhall have been embarked on any point whatever of the Coaſt of Africa, where the Slave Trade continues lawful to the ſubjects of the Crown of Portugal, ſuch Slave ſhip ſhall not be detained on pretext that the above-mentioned Slaves have

du traité du 22 Janvier 1815 et de la convention additionelle au dit traité. 1817

A chaque commiſſion ſera attaché un Secrétaire ou Greſſier établi par le Souverain du pays où la commiſſion reſidera, lequel enregiſtrera tous les actes de celle ci, et qui avant de prendre poſſeſſion de ſa charge prètera ſerment devant au moins un des commiſſaires juges, de ſe conduire reſpectueuſement à ſon égard, et d'en agir avec fidèlité dans toutes les affaires du reſſort de ſa charge.

Art. III. La manière de procéder ſera comme ſuit: Les juges des deux nations procéderont en premier lieu, à l'examen des papiers du navire, et à recevoir les dépoſitions du Capitaine et de deux ou trois des principaux individus, au moins, du navire amené, auſſi bien que la déclaration aſſermentée du capteur ſi elle paraiſſait neceſſaire; afin d'ètre en état de juger et de prononcer ſi le navire a été détenu juſtement ou non conformement aux ſtipulations de la convention additionelle de ce jour, et afin qu'en vertu de ce jugement le navire puiſſe ètre condamné ou abſous. Et dans le cas où les deux juges ne s'accorderaient pas ſur la ſentence à prononcer par eux, ſoit quant à la legalité de la détention, ſoit quant à l'indemniſation à allouer ou ſur toute autre queſtion qui pourrait reſulter des ſtipulations de la convention de ce jour, ils tireront au ſort le nom de l'un des deux arbitres, lequel après avoir examiné les documens du procès, déliberera avec les juges ſusmentionnés, ſur le cas exiſtant et la ſentence finale ſera prononcée conformément à l'opinion de la majorité des juges et de l'arbitre ſusmentionné.

Art. IV. Toutes les fois qu'une cargaiſon d'eſclaves trouvée à bord d'un navire d'eſclaves Portugais aura été embarquée ſur un point quelconque des côtes d'Afrique où le commerce d'eſclaves continue à être legitime pour les ſujets de la couronne de Portugal, ce navire ne ſera point détenu ſous le prétexte que les ſusdits eſclaves ont été amené primitivement par

1817 have been brought originally *by land* from any other part whatever of the continent.

Art. V. In the authenticated declaration which the captor ſhall make before the Commiſſion, as well as in the certificate of the papers ſeized, which ſhall be delivered to the Captain of the captured veſſel, at the time of the detention, the above-mentioned captor ſhall be bound to declare his name, the name of his veſſel, as well as the latitude and longitude of the place where the detention ſhall have taken place, and the number of Slaves found living on board of the Slave ſhip, at the time of the detention.

Art. VI. As ſoon as ſentence ſhall have been paſſed the detained veſſel, if liberated, and what remains of the cargo, ſhall be reſtored to the proprietors, who may, before the ſame Commiſſion, claim a valuation of the damages, which they may have a right to demand: the captor himſelf, and, in his default, his Government, ſhall remain reſponſible for the above-mentioned damages. The two High Contracting Parties bind themſelves to defray, within the term of a year from the date of the ſentence, the indemnifications which may be granted by the above-named Commiſſion, it being underſtood that theſe indemnifications ſhall be at the expenſe of the Power of which the captor ſhall be a ſubject.

Art. VII. In caſe of the condemnation of a veſſel for an unlawful voyage, ſhe ſhall be declared lawful prize, as well as her cargo, of whatever deſcription it may be, with the exception of the Slaves who may be on board as objects of commerce; and the ſaid veſſel, as well as her cargo, ſhall be ſold by public ſale, for the profit of the two Governments; and as to the Slaves, they ſhall receive from the mixt Commiſſion, a certificate of emancipation, and ſhall be delivered over to the Government on whoſe territory the Commiſſion which ſhall have ſo judged them ſhall be etabliſhed, to be employed as ſervants or free labourers. Each of the two Governments binds itſelf to guarantee the liberty of ſuch portion of theſe individuals as ſhall be reſpectively conſigned to it.

Art. VIII. Every claim for compenſation of loſſes occaſioned to ſhips ſuſpected of carrying on an illicit trade in Slaves, not condemned as lawful prize by the mixt

terre de quelque autre partie quelconque du continent. 1817

Art. V. Dans les déclarations authentiques que le capteur ſera tenu de faire par devant la commiſſion, ainſi que dans le certificat des papiers ſaiſis, qui ſera delivré au Capitaine du navire capturé, lors de ſa détention, le ſusdit capteur ſera tenu de déclarer ſon nom et celui de ſon vaiſſeau, auſſi bien que la latitude et la longitude de l'endroit où la détention a eu lieu et le nombre des eſclaves trouvé à bord du navire capturé au moment de ſa détention.

Art. VI. Auſſitôt après que la ſentence aura été prononcée, le navire détenu, s'il eſt libéré, et ſa cargaiſon dans l'état où elle ſe trouvera alors, ſeront reſtitués aux propriétaires, lesquels pourront réclamer devant la même commiſſion, une èvaluation des dommages qu'ils pourraient avoir droit de demander: le capteur lui même, et à ſon défaut, ſon Gouvernement reſtera reſponſable des dits dommages. Les deux hautes parties contractantes s'obligent à payer dans l'eſpace d'une année après la date de la ſentence, les frais et dommages qui pourront être accordés par la commiſſion ſus-nommée, il eſt entendu que ces frais et dommages tomberont à la charge de la Puiſſance dont le capteur ſera ſujet.

Art. VII. En cas de condemnation d'un navire pour un voyage illègitime, il ſera déclaré priſe légitime auſſi bien que ſa charge de quelque déſcription qu'elle puiſſe ètre, à l'exception des eſclaves qui pourront ètre à bord comme objets de commerce; et le dit navire auſſi bien que ſa charge ſera vendu en vente publique au profit des deux Gouvernemens; et quant aux eſclaves, ils recevront de la Commiſſion mixte un certificat d'émancipation et ſeront remis au Gouvernement ſur le territoire duquel la commiſſion qui aura jugé, ſera établie, aux fins d'être employés comme domeſtiques ou travailleurs libres.

Chacun des deux Gouvernemens s'oblige à la garantie de la liberté de telle portion d'individus, qui viendra à y être reſpectivement conſignée.

Art. VIII. Les commiſſions mixtes connoitront et jugeront ègalement et en la forme voulue par l'article trois du préſent réglement de toute réclamation pour

1817 mixt Commiſſions, ſhall be alſo heard and judged by the above-named Commiſſions, in the form provided by the third Article of the preſent regulation. And in all caſes wherein reſtitution ſhall be ſo decreed, the Commiſſion ſhall award to the claimant or claimants, or his or their lawful attorney or attornies, for his or their uſe; a juſt and complete indemnification:—firſt, for all coſts of ſuit, and for all loſſes and damages which the claimant or claimants may have actually ſuſtained by ſuch capture and detention, that is to ſay, in caſe of total loſs, the claimant or claimants ſhall be indemnified; 1ſt, for the ſhip, her tackle, appareil, and ſtores; 2dly, for all freight due and payable; 3dly, for the value of the cargo of merchandize, if any; 4thly, for the Slaves on board at the time of detention, according to the computed value of ſuch Slaves at the place of deſtination; deducting therefrom the uſual fair average mortality for the unexpired period of the regular voyage; deducting alſo for all charges and expences payable upon the ſale of ſuch cargoes, including commiſſion of ſale when payable at ſuch port; and 5thly, for all other regular charges in ſuch caſes of total loſs; and in all other caſes not of total loſs, the claimant or claimants ſhall be indemnified,—firſt, for all ſpecial damages and expences occaſioned to the ſhip by the detention, and for loſs of freight when due or payable; ſecondly, a demurrage when due, according to the ſchedule annexed to the preſent Article; thirdly, a daily allowance for the ſubſiſtence of Slaves, of one ſhilling, or one hundred and eighty reis for each perſon, without diſtinction of ſex or age, for ſo many days as it ſhall appear to the Commiſſion that the voyage has been or may be delayed by reaſon of ſuch detention; as likewiſe, Fourthly,—for any deterioration of cargo or Slaves; Fifthly,—for any diminution in the value of the cargo of Slaves, proceeding from an increaſed mortality beyond the average amount of the voyage, or from ſickneſs occaſioned by detention; this value to be aſcertained by their computed price at the place of deſtination, as in the above caſe of total loſs;—Sixthly, an allowance of Five per Cent. on the amount of capital employed in the purchaſe and maintenance of cargo, for the period of delay occaſioned

pour compenſation de pertes occaſionnées à des navires détenus ſur ſoupçon de faire le commerce illicite d'eſclaves, mais non condamnés comme priſes légales par les dites commiſſions: dans tous les cas où la reſtitution aura été prononcée, les Cours adjugeront au profit du, ou des réclamans, ou de leurs ayant cauſes légaux une indemniſation juſte et complette d'abord de tous les fraix de procédure et de toutes les pertes et dommages que le ou les réclamans, pourraient avoir éprouvés par telle capture et détention; ſavoir en cas de perte totale les réclamans ſeront indemniſés: 1) pour le navire, ſes agrèts, apparaux et munitions; 2) pour tout frèt du et à payer; 3) pour la valeur de la cargaiſon et des marchandiſes, s'il y en a; 4) pour les eſclaves à bord à l'époque de la détention, conformément à la valeur calculée de tels eſclaves à la place de leur déſtination, deduction faite du calcul ordinaire d'avarie de mortalité pour le tems non encore échu du voyage ordinaire; deduction faite de même de toutes les charges et depenſes à payer lors de la vente de telles cargaiſons incluſivement la commiſſion de vente ſi elle eſt payable à un tel port et 5) pour toutes les autres charges ordinaires dans des cas de perte totale; et dans tous les autres cas de perte non totale le réclamant ou les reclamants ſeront indemniſés: 1) de tout dommage et depens particuliers occaſionnés au navire par ſa detention et pour perte du frèt lorsqu'il eſt dû ou payable; 2) pour ſtarie ſi elle eſt due, conformément à la cèdule annexée au préſent article; 3) un par jour *pour la nourriture d'eſclaves d'un Shelling ou* 180 *reis par tète ſans diſtinction de ſexe ou d'âge, pour autant de jours qu'il apparaitra à la commiſſion que le voyage a été ou pourra être prolongé pour cauſe de telle détention, comme de même; 4) pour toute deterioration de la cargaiſon ou des eſclaves; 5) pour toute diminution de la valeur de la cargaiſon d'eſclaves provenant de la mortalité augmentée au de là du montant calculé pour le voyage, ou de maladie occaſionnée par la detention; la valeur en ſera fixée comparativement avec leur prix calculé à la place de leur deſtination comme dans le cas ci-deſſus de perte totale; 6) il leur ſera également alloué 5 pour Cent du montant du capital employé à l'achat et*

1817

1817 fioned by the detention; and Seventhly,—for all premium of infurance on additional rifks.

The claimant or claimants fhall likewife be entitled to intereft, at the rate of Five per Cent. per annum on the fum awarded, until paid by the Government to which the capturing fhip belongs: the whole amount of fuch indemnifications being calculated in the money of the Country to which the captured fhip belongs, and to be liquidated at exchange current at the time of award, excepting the fum for the fubfiftence of Slaves, which fhall be paid *at par*, as above ftipulated.

The two High Contracting Parties wifhing to avoid, as much as poffible, every fpecies of fraud in the execution of the Additional Convention of this date, have agreed, that if it fhould be proved, in a manner evident to the conviction of the Judges of the two nations, and without having recourfe to the decifion of a Commiffioner of Arbitration, that the captor has been led into error by a voluntary and reprehenfible fault on the part of the captain of the detained fhip; in that cafe only, the detained fhip fhall not have the right of receiving, during the days of her detention, the demurrage ftipulated by the prefent Article.

Schedule of demurrage or daily allowance for a veffel of

100 tons to 120 inclufive,	L. 5	per diem.
121 ditto— 150 ditto,	6	
151 ditto— 170 ditto,	8	
171 ditto— 200 ditto,	10	
201 ditto— 220 ditto,	11	
221 ditto— 250 ditto,	12	
251 ditto— 270 ditto,	14	
271 ditto— 300 ditto,	15	

and fo on in proportion.

Art. IX. When the Proprietors of a fhip, fuspected of carrying on an illicit trade in Slaves, releafed in confequence of a fentence of one of the mixed Commiffions, (or in the cafe, as above-mentioned, of total lofs) fhall claim indemnification for the lofs of Slaves which he may have fuffered, he fhall in no cafe

et l'entrétien de la cargaiſon à raiſon du delai occaſionné par la détention; et 7) un dédommagement pour toute prime d'aſſurance ſur les risques additionnels. 1817

Le reclamant ou les reclamants auront de même droit aux intérêts ſur le pied de 5 pour Cent par an de la ſomme adjugée, jusqu'à ſon payement par le Gouvernement auquel le vaiſſeau capteur appartient: le montant entier de cette indemniſation ſera calculé en monnaye du pays auquel le navire capturé appartient, à liquider d'après le cours du change à l'époque de l'adjugement, excepté la ſomme pour la nourriture des eſclaves qui ſera paiée au pair ainſi quil eſt ſtipulé plus haut.

Les deux hautes parties contractantes deſirant toute fois éviter autant que poſſible, toute eſpèce de fraude, dans l'execution de la convention additionnelle de ce jour, ſont convenues, que s'il venait à être prouvé d'une manière évidente et à la conviction des juges des deux nations, et ſans avoir recours à la deciſion d'un arbitre que le capteur a été induit en erreur par une faute volontaire et repréhenſible de la part du capitaine du navire capturé, en ce cas ſeulement le dit navire n'aura pas droit à recevoir pendant la durée des jours de ſa detention la ſtarie ſtipulée par le préſent article.

Cédule de Starie ou jour de Planche pour un Navire de

100	*tonneaux*	*jusqu'à*	120	*incluſivement*	*L.*	5	*par jour*
121	—	—	150	—	—	6	
151	—	—	170	—	—	8	
171	—	—	200	—	—	10	
201	—	—	220	—	—	11	
221	—	—	250	—	—	12	
251	—	—	270	—	—	14	
271	—	—	300	—	—	15	

et ainſi de ſuite en proportion.

Art. IX. *Si les propriétaires d'un vaiſſeau ſuſpecté d'exercer un commerce illicite d'eſclaves, mais relaché en conſequence d'une ſentence de l'une des commiſſions mixtes (ou dans le cas ſusmentionné de perte totale) reclame une indemnité pour la perte d'eſclaves qu'il pourrait avoir ſoufferte, il ne ſera dans aucun cas autoriſé*

1817 cafe be entitled to claim for more than the number of Slaves which his veffel was, by the Portugnefe laws, authorifed to carry, which number fhall always be declared in his Pafsport.

Art. X. The mixt Commiffion etablifhed in London by the Article IXth of the Convention of this date, fhall hear and determine all claims for Portognefe fhips and cargoes, captured by Britifh cruizers on account of the unlawful trading in Slaves, fince the 1ft of June 1814, till the period when the Convention of this date is to be in complete execution; awarding to them, conformably to the Article IX. of the Additional Convention of this date, a juft and complete compenfation, upon the bafis laid down in the preceding Article, either for total lofs, or for loffes and damages fuftained by the Owners and Proprietors of the faid fhips and cargoes. The faid Commiffion eftablifhed in London, fhall be compofed and proceed exactly upon the fame bafis determined in the Articles 1, 2, and 3, of the prefent regulation for the Commiffions eftablifhed on the coaft of Africa and the Brazils.

Art. XI. It fhall not be permitted to any of the Commiffary Judges nor to the Arbitrators, nor to the Secretary of any of the mixt Commiffions, to demand or receive, from any one of the parties concerned in the fentences which they fhall pronounce, any emolument, under any pretext whatfoever, for the performance of the duties which are impofed upon them by the prefent regulation.

Art. XII. When the parties interefted fhall imagine they have caufe to complain of any evident injuftice on the part of the mixt Commiffions, they may reprefent it to their refpective Governments, who referve to themfelves the right of mutual correfpondence for removing, when they think fit, the individuals who may compofe thefe Commiffions.

Art. XIII. In the cafe of a veffel detained unjuftly, under pretence of the ftipulations of the Additional Convention of this date, and in which the captor fhould neither be authorifed by the tenour of the abovementioned Convention, nor of the inftructions annexed to it, the Government to which the detained veffel may belong, fhall be entitled to demand reparation; and

toriſé à la reclamer pour un plus grand nombre d'eſclaves que ce navire était autoriſé d'après les lois portugaiſes à transporter, lequel nombre ſera toujours déclaré dans le paſſeport. 1817

Art. X. La commiſſion mixte, établie à Londres par l'art. IX. de la convention de ce jour connaitra et jugera de toutes les reclamations pour navires et cargaiſons portugais capturés par des croiſeurs Britanniques pour cauſe de commerce illicite d'eſclaves depuis le 1 Juin. 1814 jusqu'à l'époque à la quelle la convention de ce jour ſera miſe en execution complette, en leur allouant, conformement à l'article IX. de la convention additionnelle de ce jour une juſte et complette indemnité ſur la baſe établie dans l'article précedent, ſoit pour pertes totales, ſoit pour pertes partielles de dommages éprouvés par les Patrons et propriétaires des dits navires et cargaiſons. La dite commiſſion établie à Londres ſera compoſée et procédera exactement ſur la même baſe determinée dans les art. 1. 2 et 3. du préſent règlement pour les commiſſions établies ſur les côtes d'Afrique et du Bréſil.

Art. XI. Il ne ſera licite ni aux juges ni aux arbitres, ni au Sécrétaire des Cours mixtes de demander ou de recevoir d'aucune des parties concernées dans les ſentences qu'ils prononceront, aucun émolument, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, pour l'accompliſſement des devoirs qui leurs ſont impoſés par le préſent règlement,

Art. XII. Si les parties intereſſées croyaient avoir lieu de ſe plaindre de quelque injuſtice évidente de la part des commiſſions mixtes elles pourront le repréſenter à leurs gouvernements reſpectifs, qui ſe reſervent le droit de correſpondre mutuellement pour éloigner, ſi elles le jugent à propos les individus qui compoſeraient ces commiſſions.

Art. XIII. Dans le cas d'un navire injuſtement detenu, ſous prétexte des ſtipulations de la convention additionelle de ce jour et dans lequel le capteur ne ſerait autoriſé ni par la teneur de la ſusdite Convention ni par les inſtructions y annexées, le Gouvernement auquel le navire détenu pourrait appartenir ſera autoriſé

1817 and in fuch cafe, the Government to which the captor may belong, binds itfelf to caufe the fubject of complaint to be fully examined, and to inflict upon the captor, if he be found to have deferved it, a punifhment proportioned to the transgreffion which may have been committed.

Art. XIV. The two High Contracting Parties have agreed, that in the event of the death of one or more of the Commiffioners, Judges and Arbitrators compofing the above-mentioned mixt Commiffions, their pofts fhall be fupplied, *ad interim*, in the following manner: on the part of the Britifh Government, the vacancies fhall be filled fucceffively, in the Commiffion which fhall fit within the poffeffions of His Britannick Majefty, by the Governor or Lieutenant Governor refident in that colony, by the principal Magiftrate of the place, and by the Secretary; and in the Brazils, by the Britifh Conful and Vice-Conful refident in the city in which the mixt Commiffion may be eftablifhed.

On the part of Portugal, the vacancies fhall be fupplied, in the Brazil, by fuch perfons as the Captain General of the Province fhall name for that purpofe; and, confidering the difficulty which the Portuguefe Government would feel in naming fit perfons to fill the pofts which might become vacant in the Commiffion eftablifhed in the Britifh poffeffions, it is agreed, that in cafe of the death of the Portuguefe Commiffioners, Judge, or Arbitrators in thofe poffeffions, the remaining individuals of the above-mentioned Commiffion, fhall be equally authorifed to proceed to the judgment of fuch Slave-fhips as may be brought before them, and to the execution of their fentence. In this cafe alone, however, the parties interefted fhall have the right of appealing from the fentence, if they think fit, to the Commiffion refident in the Brazils; and the Government to which the captor fhall belong, fhall be bound fully to defray the indemnification which fhall be due to them, if the appeal be judged in favour of the claimants: it being well underftood, that the fhip and cargo fhall remain during this appeal, in the place of refidence of the firft Commiffion before whom they may have been conducted.

The High Contracting Parties have agreed to fupply, as foon as poffible, every vacancy that may arife in the above-

toriſé à demander reparation, et dans un tel cas le Gouvernement auquel le capteur appartiendrait s'engage à faire pleinement examiner le ſujet de plainte, et à infliger au capteur, s'il en eſt trouvé digne, une punition proportionnée à la transgreſſion qui en aurait été commiſe. 1817

Art. XIV. Les deux hautes parties contractantes ſont convenues qu'en cas des decès ou d'empêchement légal d'un ou de pluſieurs des juges ou des arbitres compoſant les commiſſions mixtes ſusmentionnées, leurs poſtes ſeront remplis ad interim *de la manières ſuivante.*

De la part du gouvernement Britannique les vacances ſeront remplies ſucceſſivement dans la commiſſion qui ſiègera dans les poſſeſſions de S. M. Britannique par le Gouverneur ou Lieutenant Gouverneur reſidant dans cette colonie, par le principal magiſtrat du lieu et par le Sécrétaire, et dans le Bréſil par le Conſul Britannique et Vice-Conſul reſidant dans le lieu où la commiſſion mixte ſe trouvera établie.

De la part du Portugal les vacances ſeront remplies dans le Bréſil par telles perſonnes que le Capitaine général de cette Province nommera à cet effet; et, conſiderant la difficulté que le Gouvernement Portugais trouverait à nommer des perſonnes habiles pour remplir les poſtes qui viendraient à manquer dans la commiſſion établie dans les poſſeſſions Britanniques, il eſt convenu qu'en cas de decès du Commiſſaire juge ou arbitre dans ces poſſeſſions les individus reſtans de la ſusdite commiſſion ſeront également autoriſés à proceder au jugement de tel navire à eſclaves qui ſeraient aménés devant elle, et à l'execution de leur ſentence. Dans ce cas ſeul cependant les parties intereſſées auront le droit d'appeller de la ſentence ſi elles le jugent à propos à la commiſſion reſidant au Bréſil; et le Gouvernement auquel le capteur appartiendra ſera tenu à payer pleinement les indemnités qu'il devrait ſi l'appel était jugé en faveur des reclamants; bien entendu que le navire et la cargaiſon reſteront durant cet appel dans le lieu de la reſidence de la première commiſſion devant laquelle ils ont été conduits.

Les hautes parties contractantes ſont convenus de remplacer auſſitôt que poſſible chaque vacance qui pour-

1817 above-mentioned Commiſſions, from death or any other contingency. And in caſe that the vacancy of each of the Portugueſe Commiſſioners reſiding in the Britiſh poſſeſſions, be not ſupplied at the end of ſix months, the veſſels which are taken there to be judged, after the expiration of that time, ſhall no longer have the right of appeal herein-before ſtipulated.

Done at London, the twenty-eighth day of July, in the year of our Lord one thouſand eight hundred and ſeventeen.

Signed: CASTLEREAGH. (L. S.)

Signed: *The Count* OF PALMELLA. (L. S.)

Separate Article.

As ſoon as the total Abolition of the Slave Trade, for the ſubjects of the Crown of Portugal, ſhall have taken place, the Two High Contracting Parties hereby agree, by common conſent, to adapt, to that ſtate of circumſtances, the ſtipulations of the Additional Convention concluded at London the 28th of July laſt; but in default of ſuch alterations, the Additional Convention of that date ſhall remain in force until the expiration of fifteen years, from the day on which the general Abolition of the Slave Trade ſhall ſo take place, on the part of the Portugueſe Government.

The preſent Separate Article ſhall have the ſame force and validity as if it were inſerted, word for word, in the Additional Convention aforeſaid. It ſhall be ratified, and the ratifications ſhall be exchanged as ſoon as poſſible.

In witneſs whereof the reſpective Plenipotentiaries have ſigned the ſame, and have thereunto affixed the Seals of their Arms.

Done at London, this Eleventh day of September, in the Year of our Lord one thouſand eight hundred and ſeventeen.

Signed: CASTLEREAGH. (L. S.)

Signed: *The Count* OF PALMELLA. (L. S.)

pourrait ſurvenir dans les ſusdites commiſſions par décès ou tel autre évènement. Et dans les cas où la vacance de chacun des commiſſaires Portugais reſidant dans les poſſeſſions Britanniques ne ſerait pas remplacée après ſix mois, les navires pris pour y être jugés après l'expiration de ce terme n'auront pas plus longtems le droit d'appel ci-deſſus ſtipulé. 1817

Fait à Londres le 28 Juillet 1817.

Signé:	Signé:
Castlereagh.	Le Comte de Palmella.
(L. S.)	(L. S.)

Article ſéparé.

Auſſitôt que l'abolition totale du commerce d'eſclaves pour les ſujets de la couronne de Portugal aura eu lieu, les deux hautes parties contractantes s'engagent par le préſent, de commun accord, d'adopter à cet état des choſes les ſtipulations de la convention additionelle ſignée à Londres le 28 Juillet dernier: mais au defaut d'un tel changement la convention additionelle de ce jour reſtera en viguеur jusqu'à l'expiration de quinze années à dater du jour où l'abolition générale du commerce d'eſclaves aura eu lieu de la part du Gouvernement Portugais.

Le préſent article ſéparé aura la même force et valeur que s'il était inſéré mot pour mot dans la convention additionelle ſus-dite. Il ſera ratiſié et les ratiſications en ſeront échangées le plutôt poſſible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſigné et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le 11 Septembre l'an de notre Seigneur 1817.

(Signé:)	(Signé:)
Castlereagh.	Le Comte de Palmella.
(L. S.)	(L. S.)

45.

1817

10 Août.

Convention militaire entre l'Autriche et la Prusse concernant la garnison de Mayence, signée à Carlsbad le 10 Août 1817.

(*Protoc. d. deuts. Bundesvers.* 1818. L. Beilage Nr. 30.)

Da Mainz der Schlüssel Deutschlands ist, den das öffentliche Vertrauen und die früheren Verhandlungen in die Hände der beiden Hauptmächte des deutschen Staatenbundes legte; so haben S. M. der Kaiser von Oesterreich und S. M. der König von Preufsen zur Rechtfertigung dieses Vertrauens beschlossen, die gegenseitigen Verhältnisse der Besatzungstruppen festzusetzen, um dadurch alle Anstände und Zweifel zu entfernen, welche dem Dienste und folglich der Sicherheit der Festung nachtheilig werden könnten.

Zu diesem Ende haben S. M. der Kaiser von Oesterreich den General-Major und aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Dänischen Hofe, August Ernst Freyherr von Steigentesch, Grofskreuz des Kaiserl. Oesterreich. Ordens der eisernen Krone und Commandeur des heil. Leopolds-Ordens, Grofskreuz des Kaiserl. Russischen Wladimir-Ordens und St. Annen-Ordens erster Classe, Grofskreuz des K. Dänischen Dannebrog-Ordens und Ritter des K. Bairischen Max-Joseph-Ordens; und S. M. der König von Preufsen den Staats- und Kriegsminister, General-Major Herrmann von Boyen, Ritter des Königl. Preufs. grofsen rothen Adler-Ordens, des Verdienst-Ordens des eisernen Kreuzes erster und zweyter Classe, Grofskreuz des Kaiserl. Oesterreich. heil. Leopolds-Ordens, Commandeur des Königlich Französ. Militär-Verdienst-Ordens, Ritter des Kaiserl. Russischen St. Georgen-Ordens dritter Classe und des Königl. Schwedischen Schwerdt-Ordens; und den General-Major Baron Ludwig von Wollzogen, Ritter des Königl. Preuls. Verdienstordens, des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, Grofskreuz des Herzogl. Sachsen Weimarschen Falken-Ordens, Commandeur des Kaiserl. Oesterreich. heil. Leopold-Ordens und Ritter des Königl. Baierischen Max-Joseph-Ordens, zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, welche

welche nach reifliger Ueberlegung und das gemeinfchaftliche Wohl und die Sicherheit Deutfchlands vor Augen habend, nachfolgende Convention feftgefetzt und mit Vorbehalt der Allerhöchften Genehmigungen unterzeichnet. 1817

Art. I. Die Befatzung von Mainz foll wie bisher aus einer gleichen Anzahl Oefterreich. und Preufs. Truppen und nach Beftimmung des 11ten Art. des Frankfurter Tractates vom 30ften Juny 1816 aus einem Bataillon Grofsherzoglich - Darmftädtifcher Truppen beftehen. Compofition de la garnifon.

Art. II. Die Verhältniffe der Befatzung müffen ftets in Bezug auf die gröfste Einigkeit unter den verfchiedenen Theilen ausgeübt werden, damit der Geift der Truppen ihre Ordnung und Difciplin für die Sicherheit der Bundesfeftung vollkommen Gewähr leifte. Unité du Commandement.

Als unerläfsliche Bedingung zur Erreichung diefes Zwecks foll von dem erften militärifchen Grundfatz der Einheit im Commando nicht abgegangen und der Dienft fo geführt werden, als beftände die Befatzung nicht aus verfchiedenen Contingenten, fondern aus Theilen eines und deffelben Heeres, weshalb auch fämmtliche Befatzungstruppen gleiche Rechte geniefsen, und kein Vorzug ftatt findet.

Art. III. In diefer Hinficht haben die hohen contrahirenden Theile befchloffen, dafs der Gouverneur von Oefterreich und Preufsen von fünf zu fünf Jahren alternirend ernannt werde; eben fo foll auch der Poften des Commandanten von fünf zu fünf Jahren abwechfeln, und zwar, dafs, wenn ein Oefterreichifcher Gouverneur, der Commandant von Preufsen gegeben wird, und im entgegengefetzten Falle die Ernennung des Commandanten Oefterreich zufällt. Alternation du gouvernem.

Art. IV. Es wird eine eigene Genie- und eine Artillerie-Direction in Mainz bleiben, fo wie eine Caffen-Approvifionirungs- und Cafernen-Verwaltungs-Commiffion. Die Artillerie-Direction wird wie bisher von Oefterreich, die Genie-Direction von Preufsen beftellt. Ueber die Bildung der drey letztern Verwaltungszweige wird fich der Gouverneur und Commandant vereinigen, wobey der Grundfatz zu beobachten ift, dafs bey denfelben von Seiten Oefterreichs und Direct. d'artillerie, de genie etc.

1817 Preuſsens eine gleiche Anzahl von Officieren oder Beamten angeſtellt wird.

Der Approviſionirungs- und Caſernen-Verwaltungs-Commiſſion wird im Frieden die Vorſorge für die Verpflegung und Inſtandhaltung des Oeſterreichiſchen, Preuſsiſchen und Darmſtädtiſchen Spitals übertragen. Im Kriege wird aber eine eigene Sanitäts-Verwaltungs-Behörde errichtet.

Conſeil de gouvernem. Art. V. Unter Vorſitz des Gouverneurs werden der Commandant, der Chef der Artillerie-Direction und der Chef der Genie-Direction den Gouvernements-Rath der Feſtung bilden, zu welchem nach Ermeſſen des Gouverneurs auch die Vorſteher der übrigen Adminiſtrationszweige berufen werden können.

Zu dieſem Gouvernementsrath wird der Gouverneur den in dem 13ten Artikel des den 30ſten Juny 1816 abgeſchloſſenen Frankfurter Vertrags erwähnten Groſsherzogl. Heſſiſchen Civilbeamten in allen in dieſem Artikel angegebenen Vorfällen zur Berathung und zu dem gemeinſchaftlichen Beſchluſſe zuziehen. Der Gouverneur hat aber in dieſen Conferenzen in Allem die entſcheidende Stimme, doch iſt jedem Mitgliede verſtattet, ſeine Meinung zu Protocoll bringen zu laſſen.

Expedition des ordres. Art. VI. Die Befehle des Gouverneurs, die nach deſſen Genehmigung feſtgeſetzten Beſchlüſſe des Gouvernements-Raths, ſo wie auch die von dem Gouverneur dem Commandanten ertheilten Befehle werden durch die Gouvernements-Canzley ausgearbeitet, die aus Oeſterreich. und Preuſsiſchen Beamten beſteht.

Der Gouverneur unterzeichnet allein die Beſchlüſſe der Gouvernements-Raths und diejenigen Verfügungen, die unmittelbar von ihm ausgehen.

Archives; Caiſſe. Art. VII. Das Feſtungs-Archiv befindet ſich unter dem gemeinſchaftlichen Beſchluſs und Verantwortung des Gouverneurs und des Commandanten, ſo wie ſolche auch beide dem Bunde nebſt den Caſſen-Verwaltern für alle Geldſummen verantwortlich ſind, und daher nur mittelſt beiderſeitiger Unterſchrift Zahlungen aus der Caſſe erfolgen können.

Rapport envers la diète. Art. VIII. Der Gouverneur wird an die Behörde oder an die Perſon angewieſen, welche bey Feſtſetzung der Militärverhältniſſe des deutſchen Bundes

von

von diefem zur Centralleitung der Vertheidigungs-Anftalten aufgeftellt werden wird. Dahin werden feine auf die Feftung Bezug habenden Berichte gehen, fo wie er in Angelegenheiten derfelben nur von der Bundes-Verfammlung Befehle und Weifung erhalten foll. 1817

Art. IX. Schreiben von fremden Behörden an die Commandantur oder das Gouvernement von Mainz, müffen dem Gouverneur überreicht werden, welcher den Commandanten gleichfalls davon in Kenntnifs fetzt. Correfpondance.

Art. X. Die befondern Pflichten und Befugniffe des Gouverneurs find: Attributions du Gouverneur.

a. Erhaltung der Feftung in dem vollkommenften Vertheidigungszuftand. Zu diefem Ende hat er ohne weitere Anfrage, jedoch nach vorhergegangener Prüfung des Gouvernements-Raths, die Dispofition über den noch auszuwerfenden Dotationsfond.

Anordnung zur Unternehmung ganz neuer Befeftigungsarbeiten, fo wie Ueberfteigung der Etatsfummen, hängen nicht von feinem Willen ab, fondern gehen die Anträge hierüber an den Bundestag. Dagegen ift der Gouverneur im Belagerungsftand befugt, aufserhalb des bedeckten Weges neue Werke aufzuführen, Minenarbeiten, von welchen Gattungen fie feyn mögen, anzuordnen; fo wie auch Feftungswerke, Verfchanzungen, öffentliche und Privatgebäude zu demoliren, und letztere nach Gutdünken zu verwenden, wie es der Dienft des Platzes fordern mag.

b. Ift er überhaupt verpflichtet und befugt, alle Vorfichtsmafsregeln anzuwenden, welche ihm für die Sicherheit der Feftung zuträglich fcheinen. Er beftimmt die Stunde zur Oeffnung und Sperrung der Thore. Ohne feine Erlaubnifs darf die Rheinbrücke nicht abgetragen werden.

Er beordert die Garnifon zu Uebung im Feftungsdienft, damit fie unter der Leitung der Ingenieur-officiere über die Benutzung der Werke, ihren Zweck und ihre Verbindung belehrt werden.

Er hat darauf zu wachen, dafs der tägliche Dienft im Frieden ganz fo wie im Kriege geleiftet, Patrouillen und Ronden gehörig geführt werden; zu diefem Ende hat er dem Commandanten mit dem erften Tag jeden Monats die Parole und das Feldgefchrey bekannt zu machen.

1817 *c.* Er bestimmt die Stärke des täglichen Dienstes, der niemals tagweise von einer der garnisonirenden Mächte allein, sondern immer von der gesammten Besatzung gemeinschaftlich und im Verhältniss ihrer gegenseitigen Stärke gegeben werden soll. Im Detail des Dienstes hat er die in jedem Dienste bestehenden Vorschriften zu achten, und darf ohne Noth keine Ausnahme von denen verschiedenen Truppen fordern.

d. Die oberrichterliche Gewalt übt er durch Bekanntgebung der vorkommenden Fälle an die betreffenden Truppen-Commandanten zur Ahndung oder Abstellung von Missbräuchen; welche ihm zu melden haben, auf was für eine Art die Sache abgestellt oder bestraft werden soll, und seine Genehmigung darüber einholen.

In Gegenständen, welche die innere Ordnung, Disciplin, die gewöhnlichen Uebungen, und die Verwaltung bey den einzelnen Contingenten betreffen, hat er, so lange sie nicht allgemeinen Zwecken entgegen stehen, kein Recht einzugreifen. Sie bleiben der Verantwortlichkeit jedes einzelnen Chefs gegen seinen Souverain überlassen.

Scharfe Executionen dürfen jedoch nicht ohne sein Vorwissen statt finden.

Uebrigens hat er, besonders im Kriege, alle Rechte, die mit der obersten Militärgewalt in jedem festen Platze stets verbunden sind, in sofern sie nicht in die Jurisdictions-Rechte der einzelnen Contingente eingreifen, in welchem Falle er blos fordern darf, dass die respectiven Truppen-Commandanten sie nach ihren Kriegs-Gesetzen ausüben.

e) In Bezug auf die Festung selbst, hat er die Verpflichtung, ohne Erlaubniss der Bundesversammlung in keinem Falle fremde Truppen in dieselbe aufzunehmen, oder solchen auch nur den Durchgang zu verstatten; keine einseitige Vermehrung der Besatzungs-Truppen zu dulden; in der Entfernung von 600 Klaftern auswärts vom Kamna des Glacis der ausspringenden Winkel niemals die Anlagen von Strassen, Canälen oder Gräben gleichlaufend mit dem Fusse des Glacis zuzugeben Eben so wenig darf er die Aufführung von Erdwerken, Häusern oder andern der Vertheidigung hinderlichen Gegenständen erlauben. Ohne seine vorherige Einsicht des Plans soll

ſoll auch kein neues Gebände in der Feſtung aufgeführt werden, da die Feſtungs-Polizei fordert, daſs die Keller und ebenen Erdgeſchoſſe gewölbt und die Dächer mit Ziegeln gedeckt werden. 1817

f. Bey eintretender Gefahr hat er für die Ergänzung der Feſtungs-Dotation die möglichſte Sorge zu tragen, und muſs ihm ſolche im Frieden angewieſen werden, wo und wie er ſolche bewerkſtelligen kann, damit er in dringenden Fällen ſogleich damit vorſchreite, ſo wie er in dieſen auch durch Circular-Briefe mit ſeiner und des Commandanten Namens-Unterſchrift ſich an die nächſten Bundesfürſten zu wenden hat, worüber noch nähere Beſtimmungen folgen werden.

g. Auſser ſolchen dringenden Fällen, wenn die Ergänzung bloſs durch Vermehrung der ſchon in Beſatzung liegenden Contingente geſchieht, hat er nebſt dem Commandanten darauf zu halten, daſs ſie gleichzeitig und nur in der angemeſſenen Stärke einrücke.

h. Vom Augenblick des eintretenden Blokade- oder Belagerungs-Zuſtandes an, hat er einen Vertheidigungsrath zu ernennen, deſſen Hauptmitglieder der Commandant, die Directeurs des Genie- und Artilleriewesens, die Chefs der Oeſterreichiſchen, Preuſsiſchen, Darmſtädtiſchen und andern an der Feſtung befindlichen Contingente ſeyn ſollen.

Von dieſem Augenblick an iſt er verpflichtet, ein Journal über den Gang der Vertheidigung zu führen. Auch darf der Gouverneur nur im Beyſein dieſes Raths einen feindlichen Parlementair annehmen, oder Depechen von dem Feinde erbrechen.

i. Die Uebergabe der Feſtung durch Capitulation darf nie ſtatt finden, auſser wenn ein Sturm auf die Branche abgeſchlagen und alle Vertheidigungsmittel erſchöpft ſind. Auch kann der Gouverneur ohne gehaltenen Kriegsrath nicht capituliren. Dieſer beſteht aus den Mitgliedern des Vertheidigungsraths und aus allen Staabsofficieren der Garniſon oder deren Stellvertretern, im Falle ſolche mit Tode abgegangen. Eine von dieſem Kriegsrathe für unvermeidlich erkannte Capitulation aber muſs von allen Mitgliedern deſſelben mit unterzeichnet werden.

Der Gouverneur iſt verpflichtet, jedes Mittel, was in dieſem Kriegsrathe von einem einzelnen Mitgliede an-

1817 angegeben werden könnte, und was nach Abstimmung von einem Viertel der Versamlung genehmiget worden, in Ausführung zu bringen. Auch muss die Capitulation von allen Mitgliedern dieses Kriegsraths unterzeichnet werden.

k. Der Gouverneur ist dem Bunde nicht nur allein für das, was er bey der Vertheidigung des Platzes gethan, sondern auch für das, was er bey derselben unterlassen hat, verantwortlich. Sollte das Bundes-Kriegsgericht ihn für schuldig erkennen, so wird ihm ausser der zuerkannten Strafe auch noch der Aufenthalt in sämmtlichen Bundesstaaten verwehrt.

l. Der Gouverneur hat zur Auszeichnung vor seiner Wohnung zwey Schildwachen, und bey öffentlichen Gelegenheiten ein Detachement Cavallerie zu seiner Bedeckung.

Remplacement du Gouverneur

Art. XI. Im Erkrankungs- oder Sterbefall folgt der Commandant dem Gouverneur im Commando, wenn auch noch ein älterer General in der Festung seyn sollte.

Dieses Commando bekleidet er aber nur so lange, bis der Gouverneur wieder ersetzt ist, für diese Zeit substituirt den Commandanten in seinen Functionen der älteste Officier von dem Theil, der den Gouverneur zu stellen hat.

Rapport du commandant envers le Gouverneur.

Art. XII. Der Commandant und die Besatzungstruppen sind dem Gouverneur in allen oberwähnten Verhältnissen und Forderungen, die dem Dienst entsprechen, unbedingten Gehorsam schuldig. Sollte der Gouverneur in Kriegszeiten, besonders wenn von Uebergabe des Platzes die Rede ist, eine Forderung machen, welche zum Nachtheil der Festung und des Bundes gereichen könnte; so hat der Commandant das Recht den Kriegsrath zu berufen und den Gouverneur um die Entwickelung seiner Gründe und Ansichten anzugehen.

Attributions du Commandant

Art. XIII. Die speciellen Pflichten und Befugnisse des Commandanten sind ausser denjenigen, welche bereits erwähnt:

a. Im Frieden wie im Kriege vereint mit dem Gouverneur Alles, was zum Besten der Festung geschehen kann, zu veranlassen, und bey letzterm in Erinnerung zu bringen, was ihm besondere Aufmerksamkeit werth scheinen dürfte.

b.

b. Hat derselbe auf die strengste Erfüllung der Dienstvorschriften unmittelbar zu wachen. 1817

c. Hat er alle Befehle des Gouverneurs an alle Waffengattungen und Besatzungs-Contingente in den gewöhnlichen Angelegenheiten mit seiner Unterschrift versehen ergehen zu lassen. Er ordnet durch die beiderseitigen Platzmajors den täglichen Wachtdienst, gibt die Parole aus und empfängt alle Meldungen von dem im Dienste stehenden Theile der Besatzung.

d. Die Truppen der verschiedenen Contingente hat er ganz gleich zu behandeln, so wie diese ganz wie die seines eigenen Herrn, seinen Befehlen unterworfen sind.

e. Er empfängt von allen Theilen der Garnison dieselben Ehrenbezeugungen wie der Gouverneur, und erhält von allen Truppentheilen und Besatzungs-Contingenten Ordonnanzen; es kommt ihm jedoch nur Eine Ehrenschildwache zu.

f. Seine Jurisdictionsrechte beschränken sich bloſs auf Arretirung und auf Einladung des betreffenden Abtheilungs-Chefs zu der gesetzlichen Verfügung.

Art. XIV. Alle Vorräthe der Festung, welche gemeinschaftliches Eigenthum des Bundes sind, bleiben unter der Verantwortung der betreffenden Directionen; diese haben dem Commandanten die Anzeige davon zu machen, welcher sie zur Kenntniſs des Gouverneurs bringt, dem sie allein Rechenschaft schuldig sind. Insbesondere wird es dem Genie-Director zur Pflicht gemacht, vierteljährig den Zustand aller Festungswerke und Festungsgebäude zu untersuchen. Er hat dafür zu wachen, daſs sie im guten Stande erhalten werden, und sich um die Bewilligung der Mittel zur Ausbesserung an den Gouverneur zu wenden. Munitions.

Der Zustand des Geschützes, die Munitions-Vorräthe und Zeughäuser werden eben so periodisch von dem Artillerie-Director untersucht, und unter seine Verantwortung gestellt. Er hat die besondere Verpflichtung über die Vollständigkeit der Munitions-Vorräthe zu wachen. Eben diese strenge Befolgung der Berufspflichten liegt den übrigen Verwaltungszweigen ob, und werden über die Manipulation des Verpflegungs- und Rechnungswesens und die Verwendung der Bundes-Vorräthe und Kassen noch nähere Bestimmungen gegeben werden.

Art

1817

Bataill. Heſſois. Art. XV. Das Groſsherzoglich Heſſiſche Bataillon ſteht nach deſſen Einrücken in jeder Hinſicht den Oeſterreichiſchen und Preuſsiſchen Truppen gleich, und hat daſſelbe Verhältniſs zu dem Gouverneur und Commandanten, ſo daſs letzterer ihm die Befehle des Gouverneurs im Feſtungsdienſt übermacht, ſo wie es auch an ihn zu berichten hat. In Betreff der Caſernirung dieſes Bataillons wird ſolches ſo lange bey den Bürgern einquartirt werden müſſen, bis die erforderlichen Caſernen ausgemittelt und in Stand geſetzt ſind.

Commiſſion mixte. Art. XVI. Es wird nach deſſen Einrücken eine Commiſſion, beſtehend aus einem Oeſterreichiſchen, einem Preuſsiſchen und einem Groſsherzoglich Heſſiſchen Officier zuſammengeſetzt, welche für den Feſtungsdienſt eine Vorſchrift entwirſt, in die aber nur diejenigen Puncte aufgenommen werden, die in den Reglements dieſer Staaten verſchieden, aber der Einheit des Feſtungsdienſtes nachtheilig ſeyn könnten. Als Grundſatz wird übrigens feſtgeſetzt, daſs bey den Officieren der Beſatzung, ſo wie für die Truppen im allgemeinen, bey dem Zuſammentreffen im Dienſte, der Höhere dem Niedern zu befehlen hat, und daſs bey gleichem Range das Dienſtalter entſcheidet.

Commiſſion pour les armemens et dotation. Art. XVII. Eben ſo ſoll eine Commiſſion in Mainz zuſammentreten, um das Bedürfniſs für die gänzliche Armirung und Dotirung der Feſtung auf den Kriegsfuſs auszumitteln, und ſich über die Vollendung der Feſtung zu verſtehen; ſo wie auch die jährlichen Bedarfsſummen für den Friedensfuſs auszumitteln ſind. Dieſe Vorſchläge werden den beiderſeitigen Höfen zugeſchickt, um ſolche zur Kenntniſs der Bundesverſammlung zu bringen.

Maximum de la garniſon. Art. XVIII. Die Truppenzahl in Mainz ſoll nicht ohne Noth über den gegenwärtigen Stand mit Einſchluſs des Darmſtädtiſchen Bataillons vermehrt werden. Für das Maximum der Beſatzung im Frieden wird die Zahl von 7000 Mann Infanterie und 200 Pferden feſtgeſetzt.

In Kriegszeiten ſoll die Beſatzung, wenn die Feſtung im Belagerungsſtand erklärt wird, nicht unter 20,000 Mann Infanterie und 600 Pferden bleiben; und zwar ein Drittel an Oeſterreichiſchen, ein Drittel an Preuſsiſchen und ein Drittel an Truppen von den Con-

Contingenten der andern Bundesftaaten, die noch näher bezeichnet werden follen. 1817

Art. XIX. Die von den beiden hohen Contrahenten aus den Fonds der für Mainz beftimmten franzöfifchen Contributionen bereits bewilligten Ausgaben für die Unterhaltung der Feftungswerke der Artillerie und Inftandfetzung der Cafernen, follen der Bundes-Verfammlung nebft den Belegen vorgelegt werden. Ueber die künftige Verwendung diefer Gelder, fo wie auch über diejenigen, fo von den Bundesmitgliedern zufliefsen, foll nach einem gemeinfchaftlichen zu verabredenden Plan verfahren werden. Depenfes.

Art. XX. Die Wichtigkeit diefes Bollwerks Deutfchlands und deffen kraftvolle Vertheidigung erfordern, dafs auch im Frieden ftets die nöthigen Vorräthe für die vollftändige Befatzung auf dem Kriegsfufs für ein Jahr in den Magazinen der Feftung vorhanden feyen. Aus diefen wird der jährliche Bedarf für die Friedens-Garnifon entnommen, welcher aber in eben diefem Mafse wieder erfetzt werden mufs. Magazins.

Art. XXI. Nachdem hierdurch der Wirkungskreis des Gouverneurs und Commandanten, fo wie die Hauptgrundfätze für die Verhältniffe der Garnifon feftgefetzt worden find, foll das Gouvernement mit Berückfichtigung diefer Hauptgrundfätze, alles was fonft noch für den innern Feftungsdienft zu beftimmen wäre, anzeigen, und feine Vorfchläge, wenn fie von den hohen contrahirenden Theilen angenommen würden, follen diefelbe Kraft haben, als wären fie in gegenwärtigem Tractat aufgenommen worden. Propofitions ultérieures du gouvernement.

Art. XXII. Gegenwärtige Convention wird von den beiden hohen contrahirenden Mächten ratificirt, und foll die Auswechfelung der Ratifications-Urkunden binnen acht Wochen, oder wo möglich früher ftatt finden. Zur Urkund deffen haben die beiderfeitigen Bevollmächtigten gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und mit ihren Wappen befiegelt. Ratifications.

So gefchehen Carlsbad den 10. Auguft 1817.

(L. S.) *General Freyherr* v. Steigentesch.
(L. S.) Herrmann von Boyen.
(L. S.) Ludwig von Wollzogen.

46.

1817 28 Août. *Traité entre la France et le Portugal relativ à la délimitation de la Guyane, ſigné à Paris le 28 Août* 1817.

(*Schoell hiſtoire abrégée des traités.* T. XI. p. 591.)

Guyane françaiſe. Art. I. S. M. T. — F., étant animée du déſir de mettre à exécution l'art. 107. de l'acte du congrès de Vienne, s'engage à remettre à S. M. T. — C., dans le délai de trois mois, ou plustôt ſi faire ſe peut, la Guyane françoiſe jusqu'à la rivière d'Oyapock, dont l'embouchure eſt ſituée entre le quatrième et cinquième degré de latitude ſeptentrionale, et jusqu'au trois cent vingt-deuxième degré de longitude à l'eſt de l'île de Fer, par le parallèle de deux degrés vingt-quatre minutes de latitude ſeptentrionale.

Commiſſaire p. les limites. Art. II. On procédera immédiatement des deux parts à la nomination et à l'envoi de commiſſaires pour fixer définitivement les limites des Guyanes portugaiſe et françoiſe, conformement au ſens précis de l'art. 8. du traité d'Utrecht, et aux ſtipulations de l'acte du congrès de Vienne; les dits commiſſaires devront terminer leur travail dans le délai d'un an au plus tard, à dater du jour de leur réunion à la Guyane. Si, à l'expiration de ce terme d'un an, lesdits commiſſaires reſpectifs ne parvenoient pas à s'accorder, les deux hautes parties contractantes procéderoient à l'amiable à un autre arrangement, ſous la médiation de la Grande-Brétagne, et toujours conformément au ſens précis de l'article huitième du traité d'Utrecht, conclu ſous la garantie de cette puiſſance.

Forteresſes etc. Art. III. Les forteresſes, les magaſins, et tout le matériel militaire ſeront remis à S. M. T. — C. d'après l'inventaire mentionné dans l'article 5. de la capitulation de la Guyane-françoiſe en 1809.

Ordres p. la remiſe. Art. IV. En conſéquence des articles ci-deſſus, les ordres néceſſaires pour effectuer la remiſe de la Guyane, lesquels ordres ſe trouvent entre les mains du ſouſſigné plénipotentiaire de S. M. T. — F., ſeront im-

immédiatement après la ſignature de la préſente convention, remis au gouvernement françois avec une lettre officielle du même plénipotentiaire, à laquelle ſera jointe copie de la préſente convention, et qui fera connoître aux autorités portugaiſes qu'elles doivent remettre, dans le délai de trois jours, la dite colonie aux commiſſaires chargés par S. M. T.—C. d'en reprendre poſſeſſion, lesquels leur préſenteront lesdites ordres. 1817

Art. V. Le gouvernement françois ſe charge de faire conduire dans les ports de Parà et de Fernanbouc, ſur les bàtimens qui auront effectué le transport des troupes françoiſes à la Guyane, la garniſon portugaiſe de cette colonie, ainſi que les employés civils avec tous les effects. Garniſon portugaiſe ramenée

Fait à Paris, le 28 Août 1817.

François-Joseph-Marie de Brito.
Richelieu.

Article ſéparé.

Tous les points ſur lesquels il pourroit s'élever des difficultés par ſuite de la reſtitution de la Guyane françoiſe, tels que le payement des dettes, le recouvrement des revenus, et l'extradition réciproque des eſclaves, feront l'objet d'une convention particulière entre les gouvernemens portugais et françois. Convention reſervée.

Fait à Paris, le 28 Août 1817.

François-Joseph-Maril de Brito.
Richelieu.

47.

1817 *Treaty between His Britannic Majesty and*
23 Sept. *His Catholic Majesty, for preventing Their Subjects from engaging in any illicit Traffic in Slaves. Signed at Madrid the* 23[d] *of September* 1817. *)

(*D'après l'exemplaire présenté en* 1818 *aux deux Chambres du Parlement* imprimé à Londres fol.)

In the Name of the Most Holy Trinity.

It having been stated, in the second Additional Article of the Treaty signed at Madrid on the 5th day of July of the year 1815, between His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of Spain and the Indies, that "His Catholic Majesty concurs, in the fullest manner, in the sentiments of His Britannic Majesty; with respect to the injustice and inhumanity of the Traffic in Slaves, and promises to take into consideration, with the deliberation which the state of His possessions in America demands, the means of acting in conformity with those sentiments: and engages, moreover, to prohibit His subjects from carrying on the Slave Trade, for the purpose of supplying any islands or possessions, excepting those appertaining to Spain; and to prevent, by effectual measures and regulations, the protection of the Spanish flag being given

*) Ce traité signé en original en langue Anglaise et Espagnole a deja été donné Suppl. T. VII. p. 135 mais seulement en traduction française et sans les pieces annexées, je le donne donc ici en entier et en langue originale, en observant que les pieces annexées m'ont paru d'autant moins exiger une traduction, qu'elles conviennent mutatis mutandis presque entiérement avec celles jointes à la convention du 28 Juil. 1817 avec le Portugal placé cidessus, et où l'on en trouve la traduction française; plusieurs de ces articles se trouvent aussi de même dans la convention du 4 Mai 1818 placée ci-dessous.

given to foreigners who may engage in this Traffic, whether ſubjects of His Britannic Majeſty, or of any other State or Power." 1817

And His Catholic Majeſty, conformably to the ſpirit of this Article, and to the principles of humanity with which He is animated, having never loſt ſight of an object ſo intereſting to Him, and being deſirous of haſtening the moment of its attainment, has reſolved to co-operate with His Britannic Majeſty in the cauſe of humanity, by adopting, in concert with His ſaid Majeſty, efficacious means for bringing about the abolition of the Slave Trade, for effectually ſuppreſſing illicit Traffic in Slaves, on the part of Their reſpective ſubjects, and for preventing Spaniſh ſhips trading in Slaves, conformably to Law and to Treaty, from being moleſted or ſubjected to loſſes from Britiſh cruizers: the Two High Contracting Parties have accordingly named as their Plenipotentiaries, viz:

His Majeſty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Sir Henry Welleſley, a Member of His Majeſty's Moſt Honourable Privy Council, Knight Grand Croſs of the Moſt Honourable Order of the Bath, and His Majeſty's Ambaſſador Extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majeſty; and His Majeſty the King of Spain and the Indies, Don Joſef Garcia de Leon y Pizarro, Knight Grand Croſs of the Royal and diſtinguiſhed Spaniſh Order of Charles III., of that of Saint Ferdinand and of Merit, of Naples, of thoſe of Saint Alexander Newſky and of Saint Anne of Ruſſia, and of that of the Red Eagle of Pruſſia, Counſellor of State, and Firſt Secretary of State and of the General Dispatch; who, having exchanged their reſpective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Art. I. His Catholic Majeſty engages, that the Slave Trade ſhall be aboliſhed throughout the entire dominions of Spain, on the 30th day of May 1820, and that, from and after that period, it ſhall not be lawful for any of the ſubjects of the Crown of Spain to purchaſe Slaves, or to carry on the Slave Trade; on any part of the coaſt of Africa, upon any pretext or in any manner whatever: provided, however, that

1817 a term of five months, from the said date of the 30th of May 1820, shall be allowed for completing the voyages of vessels, which shall have cleared out lawfully previously to the said 30th of May.

Art. II. It is hereby agreed, that from and after the exchange of the ratifications of the present Treaty, it shall not be lawful for any of the subjects of the Crown of Spain to purchase Slaves, or to carry on the Slave Trade on any part of the coast of Africa to the north of the Equator, upon any pretext or in any manner whatever; provided, however, that a term of six months, from the date of the exchange of the ratifications of this Treaty, shall be allowed for completing the voyages of vessels which shall have cleared out from Spanish ports for the said coast, previously to the exchange of the said Ratifications.

Art. III. His Britannic Majesty engages to pay, in London, on the 20th of February 1818, the sum of four hundred thousand pounds sterling, to such person as His Catholic Majesty shall appoint to receive the same.

Art. IV. The said sum of four hundred thousand sterling is to be considered as a full compensation for all losses sustained by the subjects of His Catholic Majesty engaged in this Traffic, on account of vessels captured previously to the exchange of the Ratifications of the present Treaty, as also for the losses, which are a necessary consequence of the abolition of the said Traffic.

Art. V. One of the objects of this Treaty, on the part of the two Governments, being mutually to prevent their respective subjects from carrying on an illicit Slave Trade;

The two High Contracting Parties declare, that they consider as illicit, any Traffic in Slaves carried on under the following circumstances:

1st. Either by British ships, and under the British flag, or for the account of British subjects, by any vessel or under any flag whatsoever.

2d. By Spanish ships, upon any part of the coast of Africa north of the Equator, after the exchange of the Ratifications of the present Treaty; provided, howe-

however, that ſix months ſhall be allowed for completing the voyages of veſſels, conformably to the tenor of the ſecond Article of this Treaty. 1817

3d. Either by Spaniſh ſhips, and under the Spaniſh flag, or for the account of Spaniſh ſubjects, by any veſſel or under any flag whatſoever, after the 30th of May 1820, when the Traffic in Slaves, on the part of Spain, is to ceaſe entirely; provided always, that five months ſhall be allowed for the completion of voyages commenced in due time, conformably to the firſt Article of this Treaty.

4th. Under the Britiſh or Spaniſh flag, for the account of the ſubjects of any other Government.

5th. By Spaniſh veſſels bound for any port not in the dominions of His Catholic Majeſty.

Art. VI. His Catholic Majeſty will adopt, in conformity to the ſpirit of this Treaty, the meaſures which are beſt calculated to give full and complete effect to the laudable objects which the High Contracting Parties have in view.

Art. VII. Every Spaniſh veſſel which ſhall be deſtined for the Slave Trade, on any part of the coaſt of Africa where this Traffic ſtill continues to be lawful, muſt be provided with a Royal paſsport, conformable to the model annexed to the preſent Treaty, and which model forms an integral part of the ſame. This paſsport muſt be written in the Spaniſh language, with an authentic translation in Engliſh annexed thereto; and it muſt be ſigned by His Catholic Majeſty, and counterſigned by the Miniſter of Marine, and alſo by the Principal Naval Authority of the diſtrict, ſtation, or port from whence the veſſel clears out, whether in Spain, or in the Colonial Poſſeſſions of His Catholic Majeſty.

Art. VIII. It is to be underſtood that this paſsport, for rendering lawful the voyages of Slave ſhips, is required only for the continuation of the Traffic to the ſouth of the Line; thoſe paſsports which are now iſſued, ſigned by the Firſt Secretary of State of His Catholic Majeſty, and in the form preſcribed by the Order of the 16th of December 1816, remaining in full force for all veſſels which may have cleared out for the coaſt of Africa, as well to the north as to the ſouth

1817 ſouth of the Line, previously to the exchange of the Ratifications of the preſent Treaty.

Art. IX. The two High Contracting Parties, for the more complete attainment of the object of preventing all illicit Traffic in Slaves, on the part of their reſpective ſubjects, mutually conſent, that the ſhips of war of Their Royal Navies, which ſhall be provided with ſpecial inſtructions for this purpoſe, as hereinafter mentioned, may viſit ſuch merchant veſſels of the two nations as may be ſuſpected, upon reaſonable grounds, of having Slaves on board, acquired by an illicit Traffic, and, in the event only of their finding Slaves on board, may detain and bring away ſuch veſſels, in order that they may be brought to trial before the tribunals eſtablished for this purpoſe, as ſhall hereinafter be ſpecified.

Provided always, that the Commanders of the ſhips of war of the two Royal Navies, who ſhall be employed on this ſervice, ſhall adhere ſtrictly to the exact tenor of the inſtructions which they ſhall receive for this purpoſe.

As this Article is entirely reciprocal, the two High Contracting Parties engage mutually, to make good any loſſes which their reſpective ſubjects may incur unjuſtly, by the arbitrary and illegal detention of their veſſels.

It being underſtood that this indemnity ſhall invariably be borne by the Government whoſe cruizer ſhall have been guilty of the arbitrary detention; provided always, that the viſit and detention of Slave ſhips, ſpecified in this Article, ſhall only be effected by thoſe Britiſh or Spaniſh veſſels, which may form part of the two Royal Navies, and by thoſe only of ſuch veſſels which are provided with the ſpecial inſtructions annexed to the preſent Treaty.

Art. X. No Britiſh or Spaniſh cruizer ſhall detain any Slave ſhip, not having Slaves actually on board; and in order to render lawful the detention of any ſhip, whether Britiſh or Spaniſh, the Slaves found on board ſuch veſſel muſt have been brought there for the expreſs purpoſe of the Traffic; and thoſe on board of Spaniſh ſhips muſt have been taken from that part of the coaſt of Africa where the Slave Trade is

is prohibited, conformably to the tenor of the preſent Treaty. 1817

Art. XI. All ſhips of war of the two nations, which ſhall hereafter be deſtined to prevent the illicit Traffic in Slaves, ſhall be furnished by their own Government with a copy of the inſtructions annexed to the preſent Treaty, and which ſhall be conſidered as an integral part thereof.

Theſe inſtructions ſhall be written in Spaniſh and Engliſh, and ſigned for the veſſels of each of the two Powers, by the Miniſter of their reſpective Marine.

The two High Contracting Parties reſerve the faculty of altering the ſaid inſtructions, in whole or in part, according to circumſtances: it being, however, well underſtood, that the ſaid alterations cannot take place but by the common agreement, and by the conſent of the two High Contracting Parties.

Art. XII. In order to bring to adjudication, with the leaſt delay and inconvenience, the veſſels which may be detained for having been engaged in an illicit Traffic of Slaves, there ſhall be eſtablished, within the ſpace of a year at furtheſt, from the exchange of the Ratifications of the preſent Treaty, two mixed Commiſſions, formed of an equal number of individuals of the two nations, named for this purpoſe by their reſpective Sovereigns.

Theſe Commiſſions ſhall reſide—one in a poſſeſſion belonging to His Britannic Majeſty — the other within the Territories of His Catholic Majeſty; and the two Governments, at the period of the exchange of the Ratifications of the preſent Treaty, ſhall declare, each for this own dominions, in what places the Commiſſions ſhall reſpectively reſide. Each of the two High Contracting Parties reſerving to itſelf the right of changing, at its pleaſure, the place of reſidence of the Commiſſion held within its own dominions; provided, however, that one of the two Commiſſions ſhall always be held upon the coaſt of Africa, and the other in one of the Colonial Poſſeſſions of His Catholic Majeſty.

Theſe Commiſſions ſhall judge the cauſes ſubmitted to them without appeal, and according to the re-

1817 gulation and inftructions annexed to the prefent Treaty, of which they fhall be confidered as an integral part.

Art. XIII. The acts or inftruments annexed to this Treaty, and which form an integral part thereof, are as follows:

No. 1. Form of pafsport for the Spanifh merchant fhips, deftined for the lawful Traffic in Slaves.

No. 2. Inftructions for the fhips of war of both nations, deftined to prevent the illicit Traffic in Slaves.

No. 3. Regulation for the mixed Commiffions, which are to hold their fittings on the coaft of Africa, and in one of the Colonial Poffeffions of His Catholic Majefty.

Art. XIV. The prefent Treaty, confifting of fourteen Articles, fhall be ratified, and the Ratifications exchanged at Madrid, within the fpace of two months from this date, or fooner if poffible.

In witnefs whereof the refpective Plenipotentiaries have figned the fame, and have thereunto affixed the Seal of their Arms.

Done at Madrid, this twenty-third day of September, in the year of our Lord one thoufand eight hundred and feventeen.

(*Signed*) Henry Wellesley. (L. S.)

(*Signed*) Jose Pizarro. (L. S.)

Form of Pafsport for Spanifh Veffels deftined for the lawful Traffic in Slaves.

FERDINAND, by the Grace of God, King of Caftille, of Leon, of Aragon, of the two Sicilies, of Jerufalem, of Navarre, of Granada, of Tholedo, of Valencia, of Gallicia, of Majorca, of Minorca, of Seville, of Sardinia, of Cordova, of Corfica, of Murcia, of Jaen, of the Algarves, of Algeciras, of Gibraltar, of the Canary Islands, of the Eaft and Weft Indies, Isles, and Terra Firma of the Ocean; Arch Duke of Auftria; Duke of Burgundy, of Brabant, and of Milan; Count of Apsburgh, Flanders, Tirol, and Barcelona; Lord of Biscay and of Molina, etc.

Whe-

Whereas I have granted permiſſion for the veſſel called of tons, and carrying Men and Paſſengers; Maſter and Owner, both Spaniards and Subjects of My Crown, to proceed bound to the Ports of and Coaſt of Africa, from whence ſhe is to return to , the ſaid Maſter and Owner having previously taken the required oath before bte Tribunal of Marine of the proper Naval Diviſion from whence the ſaid veſſel ſails, and legally proved that no Foreigner has any ſhare in the above veſſel and cargo, as appears by the certificate annexed to this paſsport; which certificate is given by the ſame Tribunal, in conſequence of the ſteps taken in purſuance of the directions contained in the Ordnance of Matriculation of 1802. 1817

The ſaid Captain, and Owner of the ſaid veſſel being under an obligation to enter ſolely ſuch ports on the Coaſt of Africa as are to the ſouth of the Line; and to return from thence to any of the ports of My dominions, where alone they ſhall be permitted to land the Slaves whom they carry, after going through the proper forms, to ſhew that they have, in every reſpect, complied with the proviſions of My Royal Decree of 1817, by which the mode of conveying Slaves from the Coaſt of Africa to My Colonial Dominions is regulated; and ſhould they fail in any of theſe conditions, they ſhall be liable to the penalties denounced by the ſaid Decree againſt thoſe who ſhall carry on the Slave Trade in an illicit manner.

I therefore command all General and other Officers commanding My ſquadrons and ſhips; the Captain Generals of the departments of Marine, the Military Commandants of the Provinces of the ſame, their Subalterns, Captains of the Ports, and all other Officers and perſons belonging to the Navy; the Viceroys, Captain Generals or Commandants of Kingdoms and Provinces; the Governors, Majors, and Juſtices of the Towns upon the ſea coaſt of My Dominions of Indies; the Royal Officers or Judjes of Entries therein eſtabliſhed; and all others of My ſubjects to whom it belongs, or may belong, not to give her any obſtruction, nor to occaſion her any inconvenience or detention, but rather to aid her and to furniſh her with whatever

1817 ſhe may want for her regular navigation; and of the vaſſals and ſubjects of Kings, Princes, and Republics in friendſhip and alliance with Me; of the Commanders, Governors, or Chiefs of their Provinces, Fortreſſes, Squadrons, and Veſſels, I require that they likewiſe ſhall not impede her in her free navigation, entry, departure, or detention in the ports to which, by any accident, ſhe may be carried; but permit her to provide and ſupply herſelf therein with whatever ſhe may be in need of, for which purpoſe I have commanded this paſsport to be made out, which, being ſigned for its validity by my Secretary of State for the Diſpatch of Marine, ſhall ſerve for the time that a voyage, going and returning, may laſt; afther the concluſion of which, it ſhall be returned to the Commandant of Marine, Governor or other perſon by whom it may have been iſſued; adding, for its proper uſe, the corresponding note.

Given at Madrid, on

I, THE KING.

(Here the Signature of the Secretaty of State and of the Dispatch of Marine.)

Note. This paſsport, No. anthorizes any number of Slaves, not exceeding being in the proportion of five Slaves for every two tons (as permitted by the Royal Decree of 1817) excepting always ſuch Slaves employed as ſailors or domeſtics, and children born on board during the voyage; and the ſame is iſſued by the underſigned on the day of this date, made out in favour of who has previosly conformed with all the formalities required by the Royal Decree of 1817, and is bound to return it immediately upon his return from the voyage.

Given at on the of of the year

(Here the Signature of the Principal Marine Authority of the Naval Diviſion, Station, Province, or Port from whence the veſſel clears out.)

(*Signed*) HENRY WELLESLEY. (L. S.)
(*Signed*) JOSE PIZARRO. (L. S.)

In-

Inſtructions for the Britiſh and Spaniſh Ships of War employed to prevent the illicit Traffic in Slaves. 1817

Art. I. Every Britiſh or Spaniſh ſhip of war ſhall, in conformity with Article IX. of the Treaty of this date, have a right to viſit the merchant ſhips of either of the two Powers actually engaged, or ſuſpected to be engaged in the Slave Trade; and ſhould any Slaves be found on board, according to the tenor of the Xth Article of the aforeſaid Treaty; — and as to what regards the Spaniſh veſſels, ſhould there be ground to ſuſpect that the ſaid Slaves have been embarked on a part of the coaſt of Africa where the Traffic is no longer permitted, conformably to the Article I. and II. of the Treaty of this date; in theſe caſes alone, the Commander of the ſaid ſhip of war may detain them; and having detained them, he is to bring them, as ſoon as poſſible, for judgment, before that of the two mixed Commiſſions appointed by the XIIth Article of the Treaty of this date, which ſhall be the neareſt, or which the Commander of the capturing ſhip ſhall, upon his own reſponſibility, think he can ſooneſt reach from the ſpot where the Slave ſhip ſhall have been detained.

Ships, on board of which no Slaves ſhall be found, intended for purpoſes of Traffic, ſhall not be detained on any account or pretence whatever.

Negro ſervants or ſailors that may be found on board the ſaid veſſels, cannot, in any caſe, be deemed a ſufficient cauſe for detention.

Art. II. No Spaniſh merchantman or Slave ſhip ſhall, on any pretence whatever, be detained, which ſhall be found any where near the land or on the high ſeas, ſouth of the Equator, during the period for which the Traffic is to remain lawful, according to the ſtipulations ſubſiſting between the High Contracting Parties, unleſs after a chace that ſhall have commenced north of the Equator.

Art. III. Spaniſh veſſels, furniſhed with a regular paſsport, having Slaves on board, ſhipped at thoſe parts of the coaſt of Africa where the Trade is permitted to Spaniſh ſubjects, and which ſhall afterwards be

1817 be found north of the Equator, ſhall not be detained by the ſhips of war of the two nations, though furniſhed with the preſent inſtructions, provided the ſame can account for their courſe, either in conformity with the practice of the Spaniſh navigation, by ſteering ſome degrees to the northward in ſearch of fair winds, or for other legitimate cauſes, ſuch as the dangers of the ſea, duly proved; provided always, that, with regard to all Slave ſhips detained to the north of the Equator, after the expiration of the term allowed, the proof of the legality of the voyage is to be furniſhed by the veſſel ſo detained. On the other hand, with reſpect to Slave ſhips detained to the ſouth of the Equator, in conformity with the Stipulations of the preceding Article, the proof of the illegality of the voyage is to be exhibited by the captor.

It is in like manner ſtipulated, that the number of Slaves found on board a Slave ſhip by the cruizers, even ſhould the number not agree with that contained in their paſsport, ſhall not be ſufficient reaſon to juſtify the detention of the ſhip; but the Captain and the Proprietor ſhall be denounced in the Spaniſh Tribunals, in order to their being puniſhed according to the laws of the country.

Art. IV. Every Spaniſh veſſel intended to be employed in the legal Traffic in Slaves, in conformity with the principles laid down in the Treaty of this date, ſhall be commanded by a native Spaniard, and two-thirds, at leaſt, of the crew ſhall likewiſe be Spaniards; provided always, that its Spaniſh or Foreign conſtruction ſhall, in no wiſe, affect its nationality, and that the Negro ſailors ſhall always be reckoned as Spaniards, provided they belong, as Slaves, to ſubjects of the Crown of Spain, or that they have been enfranchised in the dominions of His Catholic Majeſty.

Art. V. Whenever a ſhip of war ſhall meet a merchantman liable to be ſearched, it ſhall be done in the moſt mild manner, and with every attention which is due between allied and friendly nations; and in no caſe ſhall the ſearch be made by an officer holding a rank inferior to that of Lieutenant in the Navy of Great Britain, or of Enſign of a ſhip of the line in the Spaniſh Navy.

Art.

Art. VI. The ſhips of war which may detain any 1817
Slave ſhip, in purſuance of the principles laid down in the preſent inſtructions, ſhall leave on board all the cargo of Negroes untouched, as well as the Captain and a part, at leaſt, of the crew of the above-mentioned Slave ship; the Captain ſhall draw up in writing, an authentic declaration, which ſhall exhibit the ſtate in which he found the detained ſhip, and the changes which may have taken place in it; he ſhall deliver to the Captain of the Slave ſhip a ſigned certificate of the papers ſeized on board the ſaid veſſel, as well as of the number of Slaves found on board at the moment of detention.

The Negroes ſhall not be diſembarked till after the veſſels which contain them ſhall be arrived at the place where the legality of the capture is to be tried by one of the two Mixed Commiſſions, in order that, in the event of their not being adjudged legal prize, the loſs of the proprietors may be more eaſily repaired. If, however, urgent motives, deduced from the length of the voyage, the ſtate of health of the Negroes, or other cauſes, required that they ſhould be diſembarked entirely, or in part, before the veſſel could arrive at the place of reſidence of one of the ſaid Commiſſions, the Commander of the capturing ſhip may take on himſelf the reſponſibility of ſuch diſembarkation, provided that the neceſſity be ſtated in a certificate in proper form.

Art. VII. No conveyance of Slaves from one port in the Spaniſh poſſeſſions to another ſhall take place, except in ſhips provided with paſsports from the Government on the ſpot, *ad hoc*.

Done at Madrid the twenty-third day of September, in the year of our Lord one thouſand eight hundred and ſeventeen.

(L. S.) Henry Wellesley.

(L. S.) Jose Pizarro.

Regu-

1817 *Regulations for the Mixed Commiſſions, which are to reſide on the Coaſt of Africa, and in a Colonial Poſſeſſion of His Catholic Majeſty.*

Art. I. The Mixed Commiſſions to be eſtabliſhed by the Treaty of this date, upon the Coaſt of Africa and in a Colonial Poſſeſſion of His Catholic Majeſty, are appointed to decide upon the legality of the detention of ſuch Slave veſſels as the cruizers of both nations ſhall detain, in purſuance of this ſame Treaty, for carrying on an illicit commerce in Slaves.

The above-mentioned Commiſſions ſhall judge, without appeal, according to the letter and ſpirit of the Treaty of this date.

The Commiſſions ſhall give ſentence as ſummarily as poſſible, and they are required to decide, (as far as they ſhall find it practicable,) within the ſpace of twenty days, to be dated from that on which every detained veſſel ſhall have been brought into the port where they ſhall reſide; firſt, upon the legality of the capture; ſecond, in the caſe in which the captured veſſel ſhall have been liberated, as to the indemnification which ſhe is to receive.

And it is hereby provided, that, in all caſes, the final ſentence ſhall not be delayed, on account of the abſence of witneſſes, or for want of other proofs, beyond the period of two months; except upon the application of any of the parties intereſted, when, upon their giving ſatisfactory ſecurity to charge themſelves with the expenſe and riſks of the delay, the Commiſſioners may, at their discretion, grant an additional delay, not exceeding four months.

Art. II. Each of the above-mentioned Mixed Commiſſions which are to reſide on the coaſt of Africa, and in a Colonial Poſſeſſion of His Catholic Majeſty, ſhall be compoſed in the following manner:

The two High Contracting Parties ſhall each of them name a Commiſſary Judge, and a Commiſſioner of Arbitration, who ſhall be authorized to hear and to decide, without appeal, all caſes of capture of Slave veſſels which, in purſuance of the ſtipulations of the Treaty of this date, may be laid before them. All the eſſential parts of the proceedings carried on before

before theſe Mixed Commiſſions, ſhall be written down in the legal language of the country in which the Commiſſion may reſide. 1817

The Commiſſary Judges and the Commiſſioners of Arbitration, ſhall make oath, in preſence of the principal Magiſtrate of the place in which the Commiſſion may reſide, to judge fairly and faithfully, to have no preference either for the claimants or the captors, and to act, in all their deciſions, in purſuance of the ſtipulations of the Treaty of this date.

There ſhall be attached to each Commiſſion a Secretary or Regiſtrar, appointed by the Sovereign of the country in which the Commiſſion may reſide, who ſhall regiſter all its acts, and who, previous to his taking charge of his poſt, ſhall make oath, in preſence of at leaſt one of the Commiſſary Judges, to conduct himſelf with reſpect for their authority, and to act with fidelity in all the affairs which may belong to his charge.

Art. III. The form of the proceſs ſhall be as follows:

The Commiſſary Judges of the two nations ſhall, in the firſt place, proceed to the examination of the papers of the veſſel, and to receive the depoſitions on oath of the Captain and of two or three, at leaſt, of the principal individuals on board of the detained veſſel, as well as the declaration on oath of the captor, ſhould it appear neceſſary, in order to be able to judge and to pronounce if the ſaid veſſel has been juſtly detained or not, according to the ſtipulations of the Treaty of this date, and in order that, according to this judgment, it may be condemned or liberated. And in the event of the two Commiſſary Judges not agreeing on the ſentence they ought to pronounce, whether as to the legality of the detention, or the indemnification to be allowed, or on any other queſtion which might reſult from the ſtipulations of the Treaty of this date, — they ſhall draw by lot the name of one of the two Commiſſioners of Arbitration, who, after having conſidered the documents of the proceſs, ſhall conſult with the abovementioned Commiſſary Judges on the caſe in queſtion, and the final ſentence ſhall be pronounced conformably to the opinion of the

1817 the majority of the above-mentioned Commiſſary Judges, and of the above-mentioned Commiſſioner of Arbitration.

Art. IV. As often as the cargo of Slaves found on board of a Spaniſh Slave ſhip, ſhall have been embarked on any point whatever of the coaſt of Africa where the Slave trade continues to be lawful, ſuch Slave ſhip ſhall not be detained on pretext that the above-mentioned Slaves have been brought originally by land from any other part whatever of the Continent.

Art. V. In the authenticated declaration which the captor ſhall make before the Commiſſion, as well as in the certificate of the papers ſeized, which ſhall be delivered to the Captain of the captured veſſel at the time of the detention, the above-mentioned captor ſhall be bound to declare his name, the name of his veſſel, as well as the latitude and longitude of the place where the detention ſhall have taken place, and the number of Slaves found living on board of the Slave ſhip at the time of the detention.

Art. VI. As ſoon as ſentence ſhall have been paſſed, the detained veſſel, if liberated, and what remains of the cargo ſhall be reſtored to the proprietors, who may, before the ſame Commiſſion, claim a valuation of the damages, which they may have a right to demand; the captor himſelf, and in his default, his Government, ſhall remain reſponſible for the above-mentioned damages.

The two High Contracting Parties bind themſelves to defray, within the term of a year from the date of the ſentence, the indemnifications which may be granted by the above-named Commiſſion, it being underſtood that theſe indemnifications ſhall be at the expenſe of the Power of which the captor ſhall be a ſubject.

Art. VII. In caſe of the condemnation of a veſſel for an unlawful voyage, ſhe ſhall be declared lawful prize, as well as her cargo, of whatever deſcription it may be, with the exception of the Slaves who may be on board as objects of commerce: and the ſaid veſſel, as well as her cargo, ſhall be ſold by public ſale for the profit of the two Governments: and as to the Slaves, they ſhall receive from the Mixed Commiſſion

miſſion a certificate of emancipation, and ſhall be delivered over to the Government on whoſe territory the Commiſſion, which ſhall have ſo judged them, ſhall be eſtabliſhed, to be employed as ſervants or free labourers. Each of the two Governments binds itſelf te guarantee the liberty of ſuch portion of theſe individuals as ſhall be reſpectively conſigned to it.

Art. VIII. Every claim for compenſation of loſſes occaſioned to ſhips ſuſpected of carrying on an illicit trade in Slaves, not condemned as lawful prize by the Mixed Commiſſions, ſhall be alſo heard and judged by the above-named Commiſſions, in the form provided by the Third Article of the preſent Regulation. And in all caſes wherein reſtitution ſhall be ſo decreed, the Commiſſion ſhall award to the claimant or claimants, or his or their lawful attorney or attornies, for his or their uſe, a juſt and complete indemnification, for all coſts of ſuit, and for all loſſes and damages which the claimant or claimants may have actually ſuſtained by ſuch capture and detention; that is to ſay, in caſe of total loſs, the claimant or claimants ſhall be indemnified, firſt for the ſhip, her tackle, apparel, and ſtores; ſecondly for all freight due and payable; thirdly, for the value of the cargo of merchandize, if any; fourthly, for the Slaves on board at the time of detention, according to the computed value of ſuch Slaves at the place of deſtination, deducting therefrom the uſual fair average mortality for the unexpired period of the regular voyage; deducting alſo for all charges and expences payable upon the ſale of ſuch cargoes, including commiſſion of ſale; and fifthly, for all other regular charges in ſuch caſes of total loſs: and in all other caſes not of total loſs, the claimant or claimants ſhall be indemnified; firſt, for all ſpecial damages and expenſes occaſioned to the ſhip by the detention, and for loſs of freight when due or payable: ſecondly, a demurrage, when due, according to the ſchedule annexed to the preſent Article; thirdly, a daily allowance for the ſubſiſtence of Slaves, of one ſhilling or four reals and half de Vn. for each perſon, without diſtinction of ſex or age, for ſo many days as it ſhall appear to the Commiſſion that the voyage has been or may be delayed by reaſon of ſuch detention; as likewiſe; fourthly, for any deterioration of cargo or Slaves; fifthly,

1817 fifthly, for any diminution in the value of the cargo of Slaves, proceeding from an increased mortality beyond the average amount of the voyage, or from sickness occasioned by detention; this value to be ascertained by their computed price at the place of destination, as in the above case of total loss; sixthly, an allowance of five per cent, on the amount of the capital employed in the purchase and maintenance of cargo, for the period of delay occasioned by the detention; and seventhly, for all premium of insurance on additional risks.

The claimant or claimants shall likewise by entitled to interest, at the rate of five per cent. per annum on the sum awarded, until paid by the Government to which the capturing ship belongs: the whole amount of such indemnifications being calculated in the money of the country to which the captured ship belongs, and to be liquidated at the exchange current at the time of award, excepting the sum for the subsistence of Slaves, which shall be paid at par, as above stipulated.

The two High Contracting Parties wishing to avoid, as much as possible, every species of fraud in the execution of the Treaty of this date, have agreed, that if it should be proved, in a manner evident to the conviction of the Commissary Judges of the two nations, and without having recourse to the decision of a Commissioner of Arbitration, that the captor has been led into error by a voluntary and reprehensible fault on the part of the Captain of the detained ship; in that case only, the detained ship shall not have the right of receiving, during the days of her detention, the demurrage stipulated by the present Article.

Schedule of demurrage or daily allowance for a vessel of

100 tons to	120 inclusive,	L.	5	per diem
121 ditto—	150 ditto,		6	
151 ditto—	170 ditto,		8	
171 ditto—	200 ditto,		10	
201 ditto—	220 ditto,		11	
221 ditto—	250 ditto,		12	
251 ditto—	270 ditto,		14	
271 ditto—	300 ditto,		15	

and so on in proportion.

ART.

ART. IX. When the Proprietor of a ſhip, ſuſpected 1817
of carrying on an illicit trade in Slaves, releaſed in conſequence of a ſentence of one of the Mixed Commiſſions (or in the caſe, as above-mentioned, of total loſs), ſhall claim indemnification for the loſs of Slaves which he may have ſuffered, he ſhall in no caſe be entitled to claim for more than the number of Slaves which his veſſel, by the Spaniſh laws, was authoriſed to carry, which number ſhall always be ſtated in his Paſsport.

ART. X. Neither the Judges, nor the Arbitrators, nor the Secretary of the Mixed Commiſſions ſhall be permitted to demand or receive, from any of the parties concerned in the ſentences which they ſhall pronounce, any emolument, under any pretext whatsoever, for the performance of the duties which are impoſed upon them by the preſent Regulation.

ART. XI. When the parties intereſted, ſhall imagine they have cauſe to complain of any evident injuſtice on the part of the Mixed Commiſſions, they may repreſent it to their reſpective Governments, who reſerve to themſelves the right of mutual correſpondence for the purpoſe of removing, when they think fit, the individuals who may compoſe theſe Commiſſions.

ART. XII. In caſe of a veſſel being improperly detained, under pretence of the ſtipulations of the Treaty of this date, and the captor not being enabled to juſtify himſelf, either by the tenour of the ſaid Treaty, or of the Inſtructions annexed to it, the Government to which the detained veſſel may belong, ſhall be entitled to demand reparation; and, in ſuch caſe, the Government to which the captor may belong, binds itſelf to cauſe enquiry to be made into the ſubject of the complaint, and to inflict upon the captor, if he be found to have deſerved it, a puniſhment proportioned to the tranſgreſſion which may have been committed.

ART. XIII. The two High Contracting Parties have agreed, that, in the event of the death of one or more of the Commiſſary Judges, or the Commiſſioners of Arbitration, compoſing the above-mentioned Mixed Commiſſions, their poſts ſhall be ſupplied, *ad interim*, in the following manner:

On

1817 On the part of the British Government, the vacancies shall be filled successively, in the Commission which shall sit within the possessions of His Britannic Majesty, by the Governor or Lieutenant Governor resident in that colony, by the Principal Magistrate of the same, and by the Secretary; and in that which shall sit within the possessions of His Catholic Majesty, it is agreed, that, in case of the death of the British Judge or Arbitrator there, the remaining individuals of the said Commission shall proceed equally to the judgment of such Slave ships as may be brought before them, and to the execution of their sentence. In this case alone, however, the parties interested shall have the right of appealing from the sentence, if they think fit, to the Commission resident upon the Coast of Africa; and the Government to which the captor shall belong, shall be bound fully to make good the compensation which shall be due to them, in case the appeal be decided in favour of the claimants; but the vessel and cargo shall remain, during such appeal, in the place of residence of the first Commission before which they shall have been carried.

On the part of Spain, the vacancies shall be supplied, in the possession of His Catholic Majesty, by such persons of trust as the principal authority of the country shall appoint; and upon the coast of Africa, in case of the death of any Spanish Judge or Arbitrator, the Commission shall proceed to judgment in the same manner as above specified for the Commission resident in the possession of His Catholic Majesty, in the event of the death of the British Judge or Arbitrator; an appeal being, in this case likewise, allowed, to the Commission resident in the possession of His Catholic Majesty; and, in general, all the provisions of the former case being to be applied to the present.

The High Contracting Parties have agreed to supply, as soon as possible, the vacancies that may arise in the above-mentioned Commissions, from death or any other cause; and in case that the vacancy of any of the Spanish Commissioners in the British possessions, or of the British Commissioners in the Spanish possession, be not supplied at the end of the term of seven months for America, and of twelve for Africa, the vessels, which shall be brought to the said possessions respecti-

reſpectively, ſhall ceaſe to have the right of appeal above ſtipulated. 1817

Done at Madrid, the twenty-third day of September, in the year of our Lord one thouſand eight hundred and ſeventeen.

(L. S.) Henry Wellesley.
(L. S.) Jose Pizarro.

48.

Traité entre Sa Majeſté Britannique et Sa Majeſté le Roi des Pays-Bas, afin d'empêcher tout Commerce d'Eſclaves de la part de leurs Sujets reſpectifs. Signé à la Haye le 4 Mai 1818. 1818 4 Mai.

(*D'après l'exemplaire preſenté en Anglais et Français aux deux chambres du Parlement* 1818, imprimé à Londres fol.

Au nom de la très-ſainte Trinité.

Sa Majeſté le Roi des Pays-Bas, et Sa Majeſté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, animées d'un déſir mutuel d'adopter les meſures les plus efficaces pour empêcher le Commerce des Eſclaves par leurs ſujêts, et prevenir que d'autres nations qui s'y trouvent engagées ne ſe ſervent de leurs pavillons reſpectifs pour protéger cet odieux trafic; Leurs dites Majeſtés ont réſolu de procéder à la concluſion d'un Traité pour atteindre ce double but et ont nommé à cette fin leurs Plénipotentiaires, *ad hoc*, ſavoir:

Sa Majeſté le Roi des Pays-Bas, le Sieur Anne, Willem, Carel, Baron de Nagell d'Ampſen, Membre du Corps des Nobles de la Province de Gueldre, Grand-Croix des Ordres du Lion Belgique et de Charles III., Son Chambellan et Miniſtre d'Etat ayant Département des Affaires Etrangères; et le Sieur Cornelis Felix van Maanen,

1818 Maanen, Commandeur de l'ordre du Lion Belgique, Son Miniſtre d'Etat ayant le Département de la Juſtice; et Sa Majeſté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, le très Honorable Richard Comte de Clancarty, Vicomte Dunlo, Baron Kilconnel, Baron Trench de Garbally, du Royaume Uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, Conſeiller en Son Conſeil Privé de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, Membre du Comité du Premier pour les Affaires de Commerce et des Colonies, Colonel du Régiment de Milice du Comté de Galway, Chevalier Grand-Croix du très Honorable Ordre du Bain, Son Ambaſſadeur Extraordinaire Plénipotentiaire auprès de Sa Majeſté le Roi des Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg; les quels après avoir échangé leurs Pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme ſont convenus des Articles ſuivans:

Art. I. Les lois du Royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande aſſujettiſſant déjà à de très graves peines, les ſujèts de Sa Majeſté Britannique, qui font la traite des Nègres ou qui y ſeront concernés d'une manière quelconque, Sa Majeſté le Roi des Pays-Bas, ſe référant à l'Article VIII. de la Convention conclue avec Sa Majeſté Britannique le 13 Août 1814, s'engage en conſéquence à défendre dans le terme de huit mois après la Ratification des préſentes, ou plutôt ſi faire ſe pourra, à tous ſes ſujèts, de la manière la plus efficace, et ſpécialement par les loix pénales les plus formelles, de prendre aucune part quelconque à la traite des Nègres; au cas que les meſures repreſſives contre la traite des Nègres, déjà priſes par le Gouvernement de la Grande-Brétagne, et à prendre par celui des Pays-Bas fuſſent trouvées inefficaces ou inſuffiſantes, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à y pourvoir par de nouvelles meſures legislatives ou réglémentaires les plus propres à atteindre le but, qu'Elles ſe propoſent par le préſent Traité.

Art. II. Afin d'atteindre plus complettement le but de prévenir tout commerce d'Eſclaves de la part de leurs ſujèts reſpectifs, les deux Hautes Parties Contractantes conſentent mutuellement à ce que les vaiſſeaux de leurs Marines Royales qui ſeront munis d'Inſtructions ſpéciales à cet effet, telles qu'on les trouve mentionnées ci-après, pourront viſiter tels navires

mar-

marchands des deux nations, qui ſur des préſomptions raiſonnables, ſeraient ſuspects d'avoir des Eſclaves à bord, deſtinés pour un commerce illicite, et dans le cas ſeulement qu'ils trouveraient de pareils Eſclaves à bord, ils pourront arrêter et amèner les navires, afin d'être mis en jugement par devant les Tribunaux établis pour cet objet, ainſi qu'il ſera ſpécifié plus bas. 1818

Art. III. Afin d'expliquer le mode d'exécution de l'Article précédent, il eſt convenu;

1° Que ce droit réciproque de viſitation et d'arreſtation ne ſaurait être exercé dans la mer Méditerranée, ni dans les mers Européennes, ſituées hors du détroit de Gibraltar au nord de la 37 paralelle de latitude ſeptentrionale et à l'eſt du méridien de longitude, au 20ème dégré à l'oueſt de Greenwich.

2° Que les noms des différens vaiſſeaux, munis de pareilles Inſtructions, leurs forces reſpectives et les noms des Commandans ſeront communiqués de tems en tems et à meſure de la délivrance d'icelles, par la puiſſance, qui en fait l'expedition à l'autre Haute Partie Contractante.

3° Que le nombre des vaiſſeaux de chacune des Marines Royales autoriſés à exécuter la viſitation ſusdite ne pourra excèder le nombre de douze, appartenant à chacune des Hautes Parties Contractantes, ſans le conſentement exprès de l'autre puiſſance, préalablement obtenu.

4° Pour le cas, où il ſerait jugé néceſſaire, qu'un vaiſſeau de la Marine Royale de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties Contractantes, à ce autoriſé procedât à viſiter un ou pluſieurs navires marchands ſous le pavillon, et ſous le Convoi d'un ou de pluſieurs vaiſſeaux de la Marine Royale de l'autre Haute Partie Contractante, l'Officier Commandant du vaiſſeau duëment autoriſé et commiſſionné à faire pareille viſitation, y procédera conjointement avec l'Officier, qui command le convoi, lequel accordera toute facilité à pareille viſite et à la détention eventuelle des vaiſſeaux marchands ainſi viſités, et contribuera de tout ſon pouvoir à l'exécution de la préſente Convention, conformément à ſon intention et ſon motif.

5° Il eſt auſſi convenu, que les Commandans des vaiſſeaux des deux Marines Royales qui ſeront employés à ce ſervice devront s'en tenir ſtrictement à l'exacte

1818 l'exacte teneur des Inſtructions, qu'ils recevront à cet effet.

Art. IV. Les deux Articles précédens étant entièrement réciproques, les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à indemniſer leurs ſujets reſpectifs de toutes les pertes, qu'ils pourront eſſuyer injuſtement par la détention illégale et arbitraire de leurs vaiſſeux; il eſt entendu que cette indemniſation ſera invariablement à la charge du Gouvernement dont les croiſeurs ſe ſeront rendus coupables de la détention arbitraire, et que la viſitation et la détention des navires déſignés dans ces articles ne ſauraient être effectuées que par ceux d'entre les vaiſſeaux des Pays-Bas et Britanniques, qui non ſeulement font partie des deux Marines Royales, mais qui ſeront munis des inſtructions ſpéciales annexées au préſent Traité et en ſe conformant aux diſpoſitions d'icelles.

Art. V. Nul croiſeur des Pays-Bas ou Britannique ne pourra détenir un Navire quelconque, s'il n'a pas actuellement des Eſclaves à bord, et afin de rendre légale la détention d'un bâtiment ſoit des Pays-Bas ou Britanniques les Eſclaves trouvés à bord d'un pareil navire doivent y avoir été conduits dans le desſein exprès d'en faire trafic.

Art. VI. Les vaiſſeaux de la Marine Royale des deux nations, qui par la ſuite ſeront deſtinés à prévenir le commerce des eſclaves, ſeront munis par leur Gouvernement reſpectif d'une copie des inſtructions annexées au préſent Traité et duquel elles ſeront conſidérées comme faiſant partie intégrante.

Ces inſtructions ſeront en Hollandais et en Anglais et ſignées pour les vaiſſeaux de chacune des deux Puisſances, par les Miniſtres de leur Marine reſpective.

Les deux Hautes Parties Contractantes ſe reſervent la faculté d'altérer les dites inſtructions, ſoit en tout, ſoit en partie, d'après les circonſtances. Bien entendu cependant, que les dites altérations ne pourront ſe faire que d'un accord mutuel et du conſentement des deux Parties Contractantes.

Art. VII. Afin d'amener en jugement avec le moins de delai et d'inconveniens les navires qui ſeront détenus pour être engagés dans le commerce des eſclaves, aux termes de l'article 5. du préſent Traité, il ſera établi, dans l'eſpace

l'eſpace d'un an au plus tard, à dater de l'échange des ratifications du préſent Traité deux Cours de juſtice mixtes, compoſées d'un nombre égal d'individus des deux nations nommés à cet effet par leurs Souverains reſpectifs. 1818

Ces Cours réſideront, l'une dans une poſſeſſion appartenant à Sa Majeſté le Roi des Pays Bas, et l'autre ſur le territoire de Sa Majeſté Britannique: les deux Gouvernemens, à l'époque de l'échange des ratifications du préſent Traite déclareront, chacun pour ſes propres domaines, en quels endroits les Cours réſideront. Chacune des deux Hautes Parties Contractantes ſe reſervent de changer, ſelon que bon lui ſemblera, le lieu de la réſidence de la Cour établie dans ſes propres domaines. Pourvu neanmoins que l'une des deux Cours ſoit toujours tenue dans une des poſſeſſions Coloniales de Sa Majeſté le Roi des Pays-Bas et l'autre ſur la côte d'Afrique.

Ces Cours jugeront ſans appel les cauſes qui leur feront ſoumiſes aux termes du préſent Traité et conformément aux règlements et inſtructions y annexées, du quel ils feront conſiderés comme partie intégrante.

Art. VIII. Dans le cas ou les Officiers Commandans des vaiſſeaux des Marines Royales des Pays-Bas Britannique commiſſionnés aux termes de l'article ſecond s'écarteraient des diſpoſitions du préſent Traité de quelque manière que ce fut, et qu'il ne feraient pas en état de ſe juſtifier, ſoit par la teneur du Traité même, ſoit par celle des inſtructions y annexées, le Gouvernement qui ſe croira léſé par une telle conduite aura droit de demander réparation et en tel cas le Gouvernement au quel les dits Officiers Commandans appartiendront, s'oblige à faire inſtituer des enquêtes au ſujet de la plainte et à infliger, lors qu'elle ferait trouvée fondée, une punition proportionnée à la transgreſſion commiſe.

Art. IX. Les Actes ou Inſtrumens annexés au préſent Traité, et qui en forment partie intégrante, ſont les ſuivans.

A. Les inſtructions pour les vaiſſeaux des Marines Royales des deux nations, deſtinés à prévenir le commerce des eſclaves.

1818 *B.* Les Règlemens pour les Cours de Juſtice mixtes, qui ſiègeront dans une des poſſeſſions Coloniales de Sa Majeſté le Roi des Pays-Bas et ſur la côte d'Afrique.

Art. X. Le préſent Traité conſiſtant en dix Articles ſera ratifié et les Ratifications échangées dans l'eſpace d'un mois ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſignés et y ont appoſés le cachet de leurs armes.

Fait à la Haye le quatre Mai, de l'an de grâce mil huit cent dixhuit.

Signé: Clancarty. (L. S.)
A. W. C. de Nagell. (L. S.)
van Maanen. (L. S.)

Annexes.

Inſtructions pour les Vaiſſeaux des Marines Royales des Pays-Bas et de la Grande-Brétagne employés à prévenir le Trafic d'Eſclaves. *)

Art. I. Tout vaiſſeau des Marines Royales des Pays-Bas ou Britannique qui, muni des préſentes inſtructions aura, en conformité de l'Article ſecond du Traité de ce jour le droit de viſiter les navires marchands de chacune des deux Puiſſances actuellement engagés, ou ſuſpects d'être engagés dans le commerce des eſclaves, y pourra procéder hormis dans les mers exceptés par l'Article trois du dit Traité, et s'il ſe trouvent des eſclaves à bord dans le deſſein exprès d'en faire le trafic, le Commandant du dit vaiſſeau de la Marine Royale aura le pouvoir de les détenir et en cas de détention d'un navire il le conduira afin d'être mis en jugement auſſitôt que poſſible devant celle des deux Cours établies par l'article ſept du Traité de ce jour, qui ſe trouvera la plus proche, ou que lui, Commandant du vaiſſeau capteur, jugera, ſous ſa reſponſabilité perſonnelle, pouvoir le plutôt atteindre à partir du point, ſur le quel le navire marchand aura été viſité et détenu.

Les

*) Ces trois articles conviennent *mutatis mutandis* avec les art. 1. 7 et 8. des inſtructions arrêtés entre la Gr. Brétagne et le Portugal, ci-deſſus.

Les navires à bord des quels on ne trouvera point d'eſclaves deſtinés à des objets de commerce ne ſeront détenus ſous aucune raiſon ou prétexte quelconques. 1818

Des domeſtiques ou matelôts Nègres trouvés à bord des dits navires ne pourront en aucun cas être eſtimés une cauſe ſuffiſante de détention.

Art. II. Toutes les fois qu'un vaiſſeau des Marines Royales à ce commiſſionné, rencontreta un navire marchand, ſujèt à la viſite, celle ci ſe fera de la manière la plus honnête et avec toutes les attentions, que ſe doivent réciproquement deux nations amiés et Alliées; en aucun cas la recherche ne pourra être faite par un Officier d'un grade inférieur à celui de Lieutenant de la Marine des Pays-Bas et de la Grande-Brétagne.

Art. III. Les vaiſſeaux des Marines Royales ainſi commiſſionnés, qui viendront à détenir un navire marchand, d'après la teneur des préſentes inſtructions, laiſſeront à bord la cargaiſon entière ſans y toucher auſſi bien que le patron et au moins une partie de l'équipage du dit navire.

Le Capitaine capteur couchera par écrit une déclaration authentique, qui articulera l'état, dans le quel il a trouvé le navire détenu et les changemens qui pourront y être ſurvenus.

Il délivrera au Patron du navire détenu un certificat ſigné, des papiers ſaiſis à bord du dit navire, auſſi bien que du nombre d'eſclavres trouvés à ſon bord, au moment de la détention.

Les Nègres, ne ſeront point débarqués, avant que les navires qui les contiennent ne ſoyent arrivés au lieu, où la légalité de la capture doit être jugée par une des Cours mixtes, à l'effet que dans le cas où ils ne ſeraient point adjugés priſes légales, la perte des propriétaires puiſſe d'autant plus aiſément être reparée.

Si néanmoins des motifs urgens tirés de la longueur du voyage, de l'état ſanitaire des Nègres ou d'autres cauſes requéraient qu'ils fuſſent débarqués en totalité ou en partie, avant que le navire pût arriver au lieu de la réſidence de l'une des dites Cours, le Commandant du vaiſſeau capteur peut prendre ſur ſoi la reſponſabilité d'un ſemblable débarquement, pourvû que la néceſſité en ſoit conſtatée par un certificat en due forme.

Iiè-

1818 *Règlement pour les Cours de Justice Mixtes qui résideront dans une des Possessions Coloniales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et sur la côte d'Afrique.*

Art. I. Les Cours de Justice Mixtes, à établir d'après le Traité de ce jour dans une des Possessions Coloniales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et sur la côte d'Afrique sont constituées à l'effet de décider de la légalité de la détention des navires, que les croiseurs des deux Nations viendront à arrêter, en vertu du dit Traité.

Les Cours susmentionnées décideront définitivement et sans appel conformément aux stipulations du Traité.

La procédure aura lieu aussi sommairement que possible, et les Cours sont réquises de prononcer, (pour autant qu'elles le trouveront practicable,) dans l'espace de vingt Jours, à dater de celui, auquel le navire détenu aura été conduit dans les ports, où les Cours résident. Elles jugeront en premier lieu de la légalité de la capture, et en second lieu (dans le cas où le navire capturé viendra à être absous,) de l'indemnisation à donner au navire capturé.

Et il est statué par les présentes que dans tous les cas, la Sentence définitive ne pourra être différé pour cause d'absence des témoins, ou par défaut d'autres preuves, au delà du terme de deux mois, à moins, que ce ne soit à la demande d'une des parties interessées, en quel cas et moyennant qu'elles fournissent sûreté suffisante, qu'elles se chargeront elles mêmes de frais et risques du délai, les cours auront le pouvoir discrétionnaire d'accorder un délai additionel, qui n'excédera pas quatre mois.

Art. II. Chacune des Cours mixtes susmentionnées, qui résideront dans une des possessions coloniales de Sa Majeste le Roi des Pays-Bas et sur la côte d'Afrique sera composée de la manière suivante.

Les deux Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Juge et un arbitre, qui seront autorisés à prendre connaissance et à décider sans appel de tous les cas de capture de navire, qui, en suite des stipulations du Traité de ce jour viendront à être portés devant eux.

Toutes

Toutes les parties eſſentielles des procédures portées par devant les dites Cours mixtes ſeront couchées par écrit dans la langue légale du pays, ou les Cours réſideront. 1818

Les Juges et les Arbitres prêteront ſerment et mains du principal Magiſtrat de l'endroit, où les Cours réſideront; de juger loyalement et fidellement de n'accorder aucune préférence, ſoit aux Reclamans ſoit aux capteurs, et de ſe conduire dans toutes leurs déciſions, conformément aux ſtipulations du Traité de ce jour.

A chaque cour ſera attaché un Sécrétaire ou Greffier établi par le Souverain du pays, où la Commiſſion réſidera, le quel enregiſtrera tous les actes de celle-ci et qui avant de prendre poſſeſſion de ſa charge prêtera ſerment par devant la Cour, de ſe conduire reſpectueuſement à ſon égard et d'en agir avec fidélité dans toutes les affaires du reſſort de ſa charge.

Art. III. La manière de procéder ſera comme ſuit:

Les Juges des deux nations procéderont en premier lieu, à l'examen des papiers du navire, et à recevoir les depoſitions du Capitaine et de deux ou trois des principaux individus au moins, du navire amèné, auſſi bien que la déclaration aſſermentée du capteur, ſi elle paraiſſait néceſſaire; afin d'être en état de juger et de prononcer, ſi le navire a été détenu juſtement ou non conformément aux ſtipulations du Traité et afin, qu'en vertu de ce jugement, la navire puiſſe être condamné ou abſous. Et dans le cas ou les deux Juges ne s'accorderaient pas ſur la ſentence à prononcer pas eux, ſoit quant à la légalité de la détention, ſoit quant à l'indemniſation à allouer ou ſur toute autre queſtion qui pourrait réſulter des ſtipulations du Traité, ils tireront au ſort le nom de l'un des deux arbitres, le quel, après avoir axaminé les documens du procès, deliberera avec les Juges ſusmentionnés, ſur le cas exiſtant et la ſentence finale ſera prononcée conformément à l'opinion de la majorité des Juges et de l'arbitre ſusmentionné.

Art. IV. Dans les déclarations authentiques que le capteur ſera tenu de faire par devant la Cour ainſi que dans le certificat des papiers ſaiſis, qui ſera delivré au Capitaine du navire capturé, lors de ſa détention, le ſusdit capteur ſera tenu de déclarer ſon

nom

1818 nom et celui de ſon vaiſſeau, auſſi bien que la latitude et la longitude, de l'endroit où la détention a eu lieu et le nombre des Eſclaves trouvé à bord du navire capturé au moment de ſa détention.

Art. V. Auſſitôt après que la ſentence aura été prononcée le navire détenu s'il eſt libéré, et ſa cargaiſon dans l'état où elle ſe trouvera alors, feront reſtitués au patron, ou à celui qui le repreſente, le quel pourra réclamer, par devant la même Cour, une évaluation des dommages, qu'il pourrait avoir droit de demander: le capteur lui même, et à ſon défaut, ſon Gouvernement reſtera reſponſable des dits dommages.

Les deux Hautes Parties Contractantes s'obligent à payer dans l'eſpace d'une année après la date de la ſentence, les frais et dommages qui pourront être accordes par la Cour ſusnommée: il eſt entendu, que ces frais et dommages tomberont à la charge de la Puiſſance dont le capteur ſera ſujêt.

Art. VI. En cas de condemnation d'une navire, il ſera déclaré priſe légitime, auſſi bien que ſa charge, de quelque deſcription qu'elle puiſſe être, à l'exception des Eſclaves, qui pourront être à bord comme objets de commerce; et le dit navire, auſſi bien que ſa charge, ſera vendu en vente publique au profit des deux Gouvernemens; et quant aux eſclaves, ils recevront de la Cour mixte un certificat d'émancipation, et ſeront remis au Gouvernement ſur le territoire du quel la Cour, qui aura jugé, ſera établie, aux fins d'être employés comme domeſtiques ou travailleurs libres.

Chacun des deux Gouvernemens s'oblige à la garantie de la liberté de telle portion de ces individus, qui viendra a y être reſpectivement conſignée.

Art. VII. Les Cours mixtes connoitront et jugeront également et en la forme voulue par l'Article trois du préſent règlement de toute réclamation pour compenſation, de pertes occaſionnées à des navires detenus ſur ſoupçon de faire le commerce des eſclaves, mais non condamnés comme priſes légales par les dites Cours: Dans tous les cas ou la reſtitution aura été prononcée, les Cours adjugeront au profit du, ou des réclamans, ou leurs ayant cauſes légaux, une indemniſation juſte et complette de tous les fraix de procédure et de toutes les pertes et dommages que le, ou

ou les réclamans, pourraient avoir éprouvés par telle capture et détention: Les Cours obſerveront, 1818

1. Qu'en cas de perte totale le ou les réclamans ſeront indemniſés.
   a. Pour le navire, ſes agrets, apparaux, et munitions.
   b. Pour tout Frêt dû et à payer.
   c. Pour la valeur de la cargaiſon et des marchandiſes, s'il y en a, déduction fait des charges et dépenſes payables pour la vente de pareilles cargaiſons, y compris la commiſſion de vente.
   d. Pour toutes autres charges uſitées en cas de perte totale, et
2. Que dans tous les autres cas de perte, non totale, le ou les réclamans ſeront indemniſés.
   a. De tout dommage et dépens particuliers, occaſionnés au navire par la perte de fret, dû ou à payer.
   b. Pour ſtarie l'indemniſation due de ce chef ſera reglée d'après la cédule annexée au préſent Article.
   c. De toute détérioration de la cargaiſon.
   d. Il leur ſera alloué également cinq pour Cent. du montant du capital employé à l'achat de la cargaiſon pour tout le tems du délai occaſionné par la détention; et
   e. Un dédommagement pour toute prime d'aſſurance ſur les risques additionnels.

Dans tous les cas les ou les réclamans auront de plus droit aux intérêts ſur le pied de cinq pour Cent. par an, de la ſomme adjugée, jusqu'à ſon payement par le Gouvernement, au quel le vaiſſeau capteur appartient; le montant entier de cette indemniſation ſera calculé en monnaye du pays, au quel le navire capturé appartient, à liquider d'après le cours du change à l'epoque de l'adjugement.

Les deux Hautes Parties Contractantes déſirant toute fois éviter autant que poſſible, tout eſpèce de fraude, dans l'exécution du traité de ce jour, ſont convenues, que s'il venait à être prouvé d'une manière évidente et à la conviction des Juges des deux nations, et ſans avoir recours à la déciſion d'un Arbitre, que le capteur a été induit en erreur par une faute volontaire et ré-

1818 répréhenſible de la part du capitaine du navire capturé; en ce cas ſeulement, le dit navire n'aura pas droit à recevoir pendant la durée des jours de ſa détention, la ſtarie ſtipulée par le préſent Article.

Cedule de Starie ou Jour de Planche pour un Navire de

100 tonneaux	jusqu'à		120	incluſivement,	L. 5	par jour,
121 do	—	—	150	do,	6	
151 do	—	—	170	do,	8	
171 do	—	—	200	do,	10	
201 do	—	—	220	do,	11	
221 do	—	—	250	do,	12	
251 do	—	—	270	do,	14	
271 do	—	—	300	do,	15	

et ainſi de ſuite en proportion.

Art. VIII. Il ne ſera licite, ni aux Juges, ni aux Arbitres, ni au Sécrétaire des Cours mixtes de demander ou de recevoir d'aucune des parties concernées dans les ſentences qu'ils prononceront, aucun émolument, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, pour l'accompliſſement des devoirs qui leur ſont impoſés par le préſent règlement.

Art. IX. Les deux Hautes Parties Contractantes ſont convenues qu'en cas de décès ou d'empêchement légal, d'un ou de pluſieurs des Juges ou des Arbitres compoſant les Cours mixtes ſusmentionnées, leurs poſtes ſeront remplis, *ad interim*, de la manière ſuivante.

Dans la Cour qui ſiègera dans les poſſeſſions de Sa Majeſté le Roi des Pays-Bas les places vacantes, qui dépendent de Sa dite Majeſté, ſeront deſſervies ſucceſſivement par le Gouverneur ou Vice-Gouverneur, par le principal Magiſtrat et Sécrétaire d'icelles.

Quant à la cour ſéant dans les poſſeſſions de Sa Majeſté Britannique ſur la côte d'Afrique, il eſt convenu qu'en cas de décès ou empêchement légal, du Juge ou Arbitre des Pays-Bas en cet endroit, les individus ſurvivans de la Cour procéderont au jugement des navires qui pourraient être traduits par devant eux et à la miſe à exécution de leur ſentence.

Les places vacantes de la Cour qui ſera établie ſur la côte d'Afrique, et qui dépendent de Sa Majeſté Bri-

Britannique, ſeront deſſervies par le Gouverneur ou Vice-Gouverneur, par le Magiſtrat principal et le Sécrétaire du Gouvernement; en cas de décès ou d'empêchement légal d'un Juge ou Arbitre Britannique appartenant à la Cour établie dans une Colonie des Pays-Bas, les individus ſurvivans ſe règleront d'après ce qui a été déterminée ci-deſſus pour la Cour ſéant dans les poſſeſſions de Sa Majeſté Britannique, en cas de décès ou empêchement légal d'un Juge ou Arbitre des Pays-Bas. 1818

Les Hautes Parties Contractantes ſont convenues également que le Gouverneur ou Vice-Gouverneur des Colonies ou ſe tiendront les ſéances des Cours mixtes, en cas de vacature d'une place de Juge ou Arbitre de l'autre Haute Partie Contractante; préviendra ſans délai le Gouverneur ou Vice-Gouverneur de la Colonie la plus voiſine, appartenant à la dite Haute Partie Contractante, afin que l'on puiſſe y ſuppléer au plutôt; et chacune des Puiſſances Contractantes s'engage à remplir définitivement auſſitôt que poſſible les vacatures qui pourraient ſubvenir dans les Cours, ſoit par décès ou par autres cauſes quelconques.

49.

Termes de la capitulation accordée au gouverneur de Penſacola, lors de l'occupation d'une partie de la Floride occidentale par les troupes des Etats-Unis d'Amérique 1818.

28 Mai.

(*Journal de Francfort.* 1818. Nr. 223. 224.)

Propoſitions que le Commandant civil et militaire de la province de Floride occidentale fait à S. Exc. Andreu Jackſon, général en chef de l'armée Américaine devant le fort San Carlos, Barancas.

Art. I. Le fort du Barancas ſera remis entre les mains des troupes des Etats-Unis aux conditions ſuivantes:

Ap-

1818 *Approuvé.* Avec les exceptions faites à côté de chaque article, et à condition que le fort ſera rémis à une heure aprèsmidi aujourd'hui.

Art. II. La garniſon du fort du Barancas en ſortira pour être tranſportée à la Havanne, le jour et à l'heure convenus, avec tous les honneurs de la guerre, tambours battant, et avec armes et bagages. Les employés des finances royales et du département qui y eſt joint, feront auſſi tranſportés à la même deſtination.

Réponſe. On fournira un état de tout les officiers militaires et civils de la garniſon du fort Barancas. Les troupes ſortiront comme il eſt dit dans l'article; leurs armes ſeront dépoſées au pied du glacis, et reſteront au pouvoir de l'armée américaine jusqu'au jour de l'embarquement, jour auquel elles ſeront rendues.

Art. III. Le commandant de la province et les officiers de ſon état-major, de l'artillerie, du génie, les officiers et ſoldats emporteront avec eux leurs armes et effets perſonnels, et auront auſſi la liberté de diſpoſer de leurs propriétés de toute eſpèce, avec une parfaite ſûreté pour les acquéreurs.

Réponſe. Tous les titres de propriété légalement dérivés de la couronne d'Eſpagne ſeront reſpectés.

Art. IV. La garniſon ſera embarquée aux frais des Etats-Unis. Chaque individu, ſoit militaire, ſoit appartenant aux finances royales, recevra pendant la traverſée, les rations accordées à ſon grade par les réglemens eſpagnols.

Approuvé. En ce qui regarde le transport de la garniſon et les rations eſpagnoles, pourvu qu'elles n'excedent point la ration américaine, auquel cas la ration américaine ſeule ſeroit accordée.

Art. V. Un nombre ſuffiſant de bâtimens ſera fourni pour embarquer les effets perſonnels, papiers, et autres propriétés appartenant au commandant, aux officiers, et aux perſonnes employées par le roi, et particulièrement les papiers du bureau du ſecrétaire du gouvernement exiſtant à Penſacola, ceux du département des finances royales, et des emplois civils et militaires. Ces papiers ne ſeront ſujets à aucune inſpection ou reconnoiſſance ſous la déclaration qu'ils ne

ne contiennent rien d'étranger aux fonctions desdites personnes. 1818

Approuvé. On fera l'estime de ce qui sera nécessaire pour le transport selon l'usage établi.

L'article VII. stipule que la garnison de Pensacola et les prisonniers jouiront du même privilège que la garnison du Barancas, et seront conduits à la Havanne.

Les articles VIII. et IX. sont rélatifs à l'approvisionnement des troupes espagnoles, de leurs familles, jusqu'à leur arrivée à la Havanne; le remboursement de ces fournitures sera ensuite réglé entre l'Espagne et les Etats-Unis.

L'article X. stipule la remise des munitions militaires etc., au général américain.

Art. XI. Les personnes et les propriétés seront réspectées, les concessions et ventes de terre faites par les autorités compétentes seront valides et garanties par le gouvernement américain, à quelque époque qu'elles puissent avoir été faites jusqu'à la date du présent.

Réponse. Tous les titres légalement dérivés de la couronne d'Espagne, antérieurs à cette date, seront garantis et respectés.

L'article XII. est rélatif à un inventaire fait en double du nombre de l'état des bâtimens royaux.

Art. XIII. Les officiers militaires et ceux qui appartiennent aux divers départemens, pourront embarquer avec eux leurs femmes, leurs enfans et leurs esclaves; dans ce nombre sont comprises les familles de ceux qui peuvent être absens. Ceux qui ont des propriétés à vendre, ou des affaires à arranger, pourront rester le tems nécessaire pour cet objet. Les autorités américaines leur donneront toute protection pendant leur résidence, et ils jouiront du même privilège que le reste de la garnison; leur embarquement pour la Havanne aura lieu aux frais des Etats-Unis.

Inadmissible en ce qui regarde le transport des familles des officiers absens, et des domestiques non immédiatement attachés aux officiers et à leurs familles. Les individus disposés à rester dans les Florides seront respectés et protégés dans tous leurs droits civils et

1818 et perſonnels; et s'ils ne profitent pas du transport accordé préſentement, ils ſeront obligés de partir à leurs frais.

L'article XIV. ſtipule qu'un inventaire ſera dreſſé par le garde-magaſin-général des petits vaiſſeaux et barques qui lui ſont confiés.

Art. XV. Les officiers et les ſoldats de cette garniſon, avec leurs équipages ſeront transpartés à Penſacola, où ils reſteront comme il a été déjà dit, jusqu'à leur embarquement pour la Havanne. *Approuvé.*

Art. XVII. Le chef d'Alabanca et ſa famille, en ce moment dans le fort, et dont il a été fait mention au major Young, ſera compris dans cette capitulation et transporté à la Havanne.

Approuvé. Son nom ſera inſéré dans un article, et le gouvernement eſpagnol garantira qu'il ne retournera jamais dans les Florides.

Art. XVIII. La religion catholique, ſes miniſtres et ſon libre exercice ſeront maintenus.

Approuvé. Une libre tolérance eſt garantie à toutes les religions.

Art. XIX. La capitulation eſt faite dans la confiance que le général des troupes américaines exécutera ſon offre de rendre la province intégralement dans le même état où il la reçoit, ainſi qu'il eſt dit dans ſa lettre officielle.

Approuvé. Et la reſtitution ſera faite aux conditions expoſées dans la communication du général Jackſon au gouverneur de Penſacola, le 23 Mai 1818.

Art. XX. Si quelque doute s'élevoit ſur la ſignification d'aucun des articles de cette capitulation, ils ſeront expliqués de la manière la plus favorable à la garniſon eſpagnols.

Réponſe. Les articles ci-deſſus ſeront intérprêtés d'après leur eſprit littéral et exprimé.

Art. XXI. La préſente capitulation ſera ſignée et échangée entre le général de l'armée américaine et le commandant de cette province auſſitôt que poſſible, et au plus tard à cinq heures de l'après-midi, chacun renvoyant ſon original reſpectif. *Approuvé.*

Articles

Articles additionnels qui auront la même force que les articles primitifs, et faits par suite de ce qui a été convenu. 1818

Art. I. Le nom demandé du chef de la nation Alabanca est Opayhola. Le commandant de cette province prend, au nom de son gouvernement, l'engagement que le dit chef ne retournera jamais dans les Florides. *Approuvé.*

Art. II. Si des vaisseaux de guerre de S. M. C., destinés pour ce port, arrivoient chargés de provisions ou d'argent, ils seroient librement admis, ainsi que les vaisseaux marchands espagnols. *Approuvé.*

Au fort de San-Carlos, Barancas, 28 Mai 1818, à 5 heures après-midi.

Joseph Masot.

A. Jackson, *major-général-commandant.*

50.

Traité de commerce entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de Danemarc, conclu à Copenhague le 17me Juin 1818. 17 Juin.

(*Gesetzsammlung für die Königlich Preuss. Staaten.* 1818. p. 185. en fr. et allemand.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de Danemarc, ayant également à coeur de resserrer de plus en plus l'amitié qui subsiste entr'Elles, et d'étendre les relations commerciales entre leurs Etats respectifs, sont convenues de conclure un traité de commerce fondé sur des bases réciproquement avantageuses.

En conséquence Leurs Majestés ont choisi et nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Guillaume Henri Maximilien, Bourggrave et Comte de Dohna, Conseiller intime d'ambassade, Son Envoyé extraordinaire et Ministre pléni-

1818 plénipotentiaire près Sa Majesté Danoise, Chevalier de l'Ordre de l'aigle rouge de la troisième classe;

Et Sa Majesté le Roi de Danemarc, le Sieur Niels de Rosenkrantz, Son Ministre d'Etat intime et chef du département des affaires étrangères, Chevalier de l'Ordre de l'éléphant, Grand-Croix de l'Ordre de Danebrog, de l'Ordre de St. Etiénne de Hongrie, des Ordres de l'aigle noir et rouge etc. lesquels, après avoir échangé entre eux leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivans:

Amitié. ART. I. Il y aura une paix inviolable et une amitié sincère et parfaite entre Sa Majesté le Roi de Prusse, Ses heritiers, successeurs et sujets d'une part, et Sa Majesté le Roi de Danemarc d'autre part, sans exception de personnes ou le lieux.

Traitement des sujets reciproques. ART. II. Les sujets Prussiens en Danemarc et les sujets Danois en Prusse seront constamment regardés et traités comme les individus des nations les plus favorisées, conformément aux traités de commerce subsistant entre les hautes parties contractantes et d'autres Puissances. Leurs Majestés S'engagent en outre à accorder à leurs sujets respectifs toutes les facilités et assistances et tous les avantages de commerce, qui peuvent naturellement émaner d'une telle préférence; bien entendu cependant que les sujets Prussiens ou Danois se soumettent dans leur commerce ou trafic aux ordonnances et lois du pays.

Douânes et droits de port. ART. III. Les avantages de nations les plus favorisées accordés selon l'article précédent aux sujets respectifs, s'étendent de même aux marchandises et aux vaisseaux des sujets des deux hautes Puissances contractantes. Pour favoriser le commerce autant que possible, l'on convient que les vaisseaux Danois jouiront dans les ports des États de Sa Majesté Prussienne des mêmes prérogatives, dont jouissent les bàtimens nationaux; et que ce même avantage sera accordé aux vaisseaux Prussiens dans les ports des Etats de Sa Majesté le Roi de Danemarc, à l'exception des îles de de Faroé et d'Islande, de la Groenlande et des colonies Danoises.

Les navires Prussiens ne payeront point dans les ports Danois les 50 pour cent en sus du tarif ordinaire.

Les

Les payemens de droits de port, de droits d'entrée et de fortie ou de la douane fur les marchandifes, ainfi que les redevances des navires dans les ports feront les mêmes dans les Etats de Sa Majefté Danoife pour les bâtimens Pruffiens que pour les nationaux. Tous ces avantages font accordés de même aux vaiffeaux Danois dans les ports de la Monarchie Pruffienne. 1818

Art. IV. Les vaiffeaux Pruffiens payeront les droits du Sund et des deux Belts de la même manière que ces droits font payés par les bâtimens des nations les plus favorifées en Danemarc. Il en fera de même des marchandifes et denrées Pruffiennes, qui paffent le Sund et les Belts à bord de vaiffeaux étrangers et privilégéis.

Douanes au paffage du Sund des deux Belts et du Canal de Holftein

La douane du Sund fera payée felon le tarif de l'année 1645, ou de telle manière dont par des conventions ultérieures le Danemarc pourra tomber d'accord avec les nations les plus favorifées.

Quant aux marchandifes, dont il n'eft pas fait mention dans le tarif, les fujets Pruffiens ne payeront qu'un pour cent, comme cela fe fait de la part des nations les plus favorifées.

Le payement du Rofenoble et des 24 Shillings, auquel les fujets Pruffiens étoient foumis jusqu'ici dans le Sund, tant pour le vaiffeau que pour la cargaifon, ceffera tout à fait.

Les redevances en faveur des prépofés de la douane (*Sporteln*) et autres dépenfes dans le Sund feront acquittées par les fujets Pruffiens fur le même pied, que par les nations les plus favorifées par les ftipulations des traités de commerce conclus avec le Danemarc. Ce fera de cette même manière que les fujets Pruffiens payeront les impôts pour le paffage du canal de Holftein.

Art. V. On ne vifitera point au paffage du Sund, ni à celui des Belts et du canal de Holftein, les vaisfeaux et marchandifes qui appartiennent aux fujets Pruffiens; mais l'on fera tenu, quant à l'acquit des droits à payer pour ces mêmes navires et marchandifes, d'ajouter foi aux certificats et paffeports en bonne forme, que les capitaines de vaiffeaux Pruffiens feront dans le cas de produire du magiftrat ou de la douane de l'endroit d'où ils font partis, fans exiger aucun

Exemption de vifitation.

1818 éclairciſſement ultérieur ſur les marchandiſes qui formeront la cargaiſon de ces navires, et en ſe rapportant, quant à leur poids, meſure, qualité et emballage, à ce qui ſera marqué la-deſſus dans les dites lettres et paſſeports; bien entendu cependant, que ſi l'on s'appercevoit de quelque fraude commiſe à cet égard, l'on aviſera, à la première requiſition qui en ſera faite, aux moyens d'y remédier et de les prévenir à l'avenir.

Acquit de douane en detail. Art. VI. La douane du Sund, dans l'acquit du payement des droits, ſera obligée de donner chaque fois le détail ſpécifié des droits perçus ſur chaque eſpèce de marchandiſes, afin que l'on puiſſe vérifier et conſtater de cette façon, ſi rien n'y aura été exigé de trop, et il ne ſera point permis à la dite douane de déroger à cet uſage, à moins que les capitaines des navires, pour accélérer leur expédition, ne ſe contentent eux mêmes d'un acquit en gros des droits payés pour toute leur cargaiſon.

Expédition des vaisſeaux au Sund. Art. VII. Les vaiſſeaux Pruſſiens ſeront expédiés au Sund ſans retard, et la douane royale ne donnera pas la préférence à d'autres vaiſſeaux, à moins qu'ils ne ſoient arrivés les premiers.

Le vaisſeaux Pruſſiens ne pourront pas payer une ſeconde fois. Art. VIII. Les vaiſſeaux Pruſſiens, après avoir payé les droits du Sund, ſoit en ſortant de la Baltique, ſoit en entrant dans cette mer, s'ils étoient obligés par tempête, vent contraire ou autrement de revenir dans le Sund, ne ſeront pas tenus de payer une ſeconde fois les mêmes droits.

Navigation ſur l'Elbe. Art. IX. Les vaiſſeaux Pruſſiens, qui paſſeront devant la fortereſſe de Gluckſtadt et autres places que le Danemarc poſſéde ſur l'Elbe, ne ſeront point viſités, ni retenus ou inquiétés, à moins qu'en tems de guerre il n'y ait des ſoupçons avérés, que ces bâtimens portent de la contrebande militaire à l'ennemi. Les bâtimens Pruſſiens ſeront traités ſur l'Elbe comme des nationaux.

Refuge des vaisſeaux en danger. Art. X. Les bâtimens Pruſſiens, qui ſeront contraints par tempête, vent contraire ou autre accident de mer à ſe réfugier dans quelque port de la monarchie Danoiſe, y pourront librement ancrer, ſéjourner et ſe radouber ſans payer de douane pour leurs marchandiſes, tant que celles-ci ne ſeront ni débarquées ni vendues. Il en

en fera de même des vaiffeaux Danois dans les ports Pruffiens. 1818

Art. XI. Aucun navire, ni marchand, ni de guerre, appartenant aux fujets de l'une des deux Puiffances contractantes, ne pourra être arrêté, ni les marchandifes faifies dans les ports de l'autre. Ce qui toute fois ne s'étendra pas aux faifies ou arrêts de juftice, provenant de dettes. Exemption de faifie.

Art. XII. Aucun de ces navires ne fera forcé de fervir en guerre, ni à aucun autre transport quelconque, contre fon gré. L'Embargo.

Art. XIII. Chacune des deux nations aura le droit d'importer fes propres productions et marchandifes, et les productions et marchandifes étrangères, à bord de fes propres bâtimens dans les Etats de l'autre Puiffance contractante, et de faire un commerce pareil à bord de vaiffeaux étrangers. Les fujets refpectifs feront cependant toujours obligés de fe foumettre aux réglemens et ordonnances par lesquels l'importation de quelque denrée ou marchandife fera, ou tout-à-fait défendue dans l'Etat où le commerce fe fait, ou accordée de préférence à une fociété ou commune. Importation et exportation.

Les fujets refpectifs faifant le commerce, fe conformeront également aux anciennes lois et ufages des villes, dans lesquelles ils font leur trafic et par lesquels une branche du commerce eft plus ou moins réfervée aux habitans de ces villes, comme c'eft le cas à Königsberg, à Elbing et à Danzic, au fujet du trafic avec les denrées Polonoifes et Ruffes.

Art. XIV. Les marchands, capitaines et commandans des vaiffeaux, et autres fujets de chacune des deux nations, ne feront pas forcés dans les ports de l'autre de décharger aucune forte de marchandife dans d'autres vaiffeaux, ni de les recevoir à bord de leurs navires, ni d'attendre leur chargement plus longtems qu'il ne leur plaira. Liberté pour le chargement et dechargement.

Art. XV. L'une des deux Puiffances contractantes, venant à avoir la guerre, avec une Puiffance tierce, elle n'en donnera pas moins de fon côté des preuves de la continuation de fon amitié à l'autre, fans exiger d'elle aucune prédilection qui foit préjudiciable aux interêts propres et au repos de celle qui eft reftée neu- Commerce en tems de guerre.

 tre,

1818 tre, et qui jouira, particulièrement de la part de celle qui est devenu belligerante, d'une reconnoissance pleine et entière de tous les droits que lui assure la neutralité, moyennant qu'elle en observe aussi strictement les obligations.

Navigation des neutres.

Art. XVI. En conséquence de l'article précédent tous les vaisseaux des Puissances contractantes pourront naviguer librement de port en port, et sur les côtes des nations en guerre.

Marchandises à bord de vaisseaux neutres.

Art. XVII. Les hautes Puissances contractantes ayant résolu de mettre sous une sauvegarde suffisante la liberté du commerce et de la navigation de leurs sujets, dans le cas où l'une d'entre elles seroit en guerre tandis que l'autre resteroit neutre, elles sont convenues, que les effets embarqués sur les vaisseaux neutres, seront libres à l'exception de la contrebande de guerre.

Il sera aussi libre aux sujets neutres de transporter pour leur compte les marchandises du produit, du cru ou de la manufacture des pays en guerre, qui auront été acquises par des sujets de la puissance neutre.

La même liberté s'étendra aux personnes qui sont à bord d'un vaisseau neutre, quand même elles seroient ennemies de l'autre partie, excepté que ce fussent des gens de guerre, actuellement au service de l'ennemi.

Pour obvier à tous les inconvéniens qui peuvent provenir de la mauvaise foi de ceux qui se servent du pavillon d'une nation sans lui appartenir, on convient d'établir pour régle inviolable, qu'un bàtiment quelconque, pour être regardé comme propriété du pays dont il porte le pavillon, doit avoir à son bord le Capitaine du vaisseau et la moitié de l'équipage des gens du pays, et les papiers et passeports en bonne et due forme, d'après les ordonnances du gouvernement dont il se réclame; mais tout bàtiment qui n'observe pas cette règle, et qui contreviendra aux ordonnances publiées à cet effet, perdra tous les droits à la protection des Puissances contractantes.

Ports bloqués

Art. XVIII. Le commerce des vaisseaux de la Puissance neutre ne se fera cependant pas dans les ports bloqués. On convient de ne regarder un lieu comme assiégé ou bloqué, à moins qu'il ne soit tellement fermé du côté de la mer par deux vaisseaux, ou du côté

côté de la terre par une batterie de canons, que ſon 1818
entrée ne peut être haſardée, ſans s'expoſer au danger évident d'une décharge de canons.

Viſitation ſur mer.

Art. XIX. Les navires marchands des ſujets reſpectifs, naviguant ſeuls, et lorsqu'ils ſeront rencontrés ſur les côtes ou en pleine mer par les vaiſſeaux de guerre ou armateurs particuliers de l'une ou de l'autre des deux Puiſſances contractantes, engagée dans une guerre avec quelque autre Etat, en ſubiront la viſite. Il ſera interdit en ce cas aux Capitaines et conducteurs des dits navires marchands de ne rien jeter de leurs papiers en mer. Les vaiſſeaux de guerre ou armateurs ſusdits reſteront de leur côté conſtamment hors de la portee du canon des navires marchands; et pour obvier entièrement à tout déſordre et violence, il eſt convenu que les premiers ne pourront jamais envoyer audelà de deux ou trois perſonnes dans leur chaloupe à bord des derniers, pour faire examiner les paſſeports et lettres de mer qui conſtateront la propriété et les chargemens de ces navires; ſuppoſé toutefois que de tels navires marchands ſe trouvaſſent eſcortés par un ou pluſieurs vaiſſeaux de guerre, la ſimple déclaration de l'officier commandant l'eſcorte, que ces navires ne portent point de contrebande, doit être enviſagée comme pleinement ſuffiſante, et aucune viſite n'aura plus lieu.

Vaiſſeaux ſurpris en contrebande militaire.

Art. XX. Dans le cas qu'un vaiſſeau viſité ſe trouve ſurpris en contrebande militaire, le capteur s'abſtiendra de toute violence à ſon égard. Il ſera cependant en droit de l'amener dans un port, où, après l'inſtruction du procès ſelon les lois, et après que la ſentence définitive ſera portée, la marchandiſe de contrebande militaire ſera confisquée, pendant que les autres effets ſeront rendus, ſans que l'on puiſſe jamais retenir ni vaiſſeaux ni effets ſous prétexte de frais ou d'amende. Pendant la durée du procès, le capitaine, après avoir délivré la marchandiſe reconnue pour contrebande militaire, ne ſera point obligé malgré lui d'attendre la fin de ſon affaire; mais il pourra ſe mettre en mer avec ſon vaiſſeau et le reſte de ſa cargaiſon, quand bon lui ſemblera.

Si la ſurpriſe de contrebande ſe fait en pleine mer, le Capitaine du vaiſſeau ſur lequel ſe trouve la contre-

1818 trebande militaire, peut, s'il le juge à propos, abandonner cette contrebande à son capteur, lequel devra se contenter de cet abandon volontaire, sans inquiéter en aucune façon le navire.

Contrebande militaire

Art. XXI. Sous la dénomination de marchandise de contrebande militaire sont compris seulement les armes à feu et autres instrumens hostiles avec leurs assortimens, comme canons, mousquets, mortiers, pétards, bombes, grenades, affûts, fusils, pistolets, boulets, balles, pierres à feu, mèches, poudre, salpêtre, soufre, cuirasses, piques, épées, ceinturons, poches à cartouches, selles et brides, en exceptant toutefois de ces effets ce qui est nécessaire pour la défense du vaisseau et de son équipage. Ces marchandises ne seront réputées contrebande militaire que dans le cas qu'on les porte dans quelque pays ennemi. Toutes les autres marchandises, qui ne sont pas indiquées dans cet article, ne peuvent pas être considérées comme contrebande militaire.

Course en mer.

Art. XXII. Les encouragemens que les ordonnances sur la course en mer de celle des deux parties, qui est devenue belligérante, pourront accorder aux équipages de ses vaisséaux de guerre et à ses sujets, qui auront armé des vaisseaux en course, ne pourront en aucun cas être appliqués aux bâtimens marchands de l'autre Puissance qui est restée neutre.

Protection des vaisseaux respectifs.

Art. XXIII. Chacune des deux parties contractantes tâchera de protéger et de défendre tous les vaisseaux et autres effets appartenant aux sujets de l'autre, et se trouvant dans l'étendue de sa jurisdiction par mer et par terre. Les Puissances ne souffriront par conséquent pas, que sur les côtes, dans les ports, havres et rivières de leurs dominations, les navires et marchandises des sujets respectifs soient pris par des vaisseaux de guerre ou autres bâtimens d'une Puissance tierce; et si le cas n'en venoit pas moins à exister, et que la protection n'eût pas pu avoir lieu, les Puissances contractantes employeront tout leur pouvoir pour faire restituer le bâtiment pris, et pour obtenir pleine et entière restitution de tout dommage.

Quarantaine.

Art. XXIV. Quant à la quarantaine qui pourroit être ordonnée dans certaines occasions dans les Etats de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, leurs

leurs fujets navigateurs s'y conformeront refpectivement de la même manière que les nationaux et ceux des autres nations amies; mais auffi les ordonnances à cet égard feront uniformes et fans faveur ou défaveur pour l'une ou l'autre nation. 1818

Art. XXV. Si les navires des fujets des deux hautes parties contractantes échouoient ou faifoient naufrage fur les côtes de l'une ou de l'autre, les fujets refpectifs jouiront, tant pour eux-mêmes que pour leurs navires et effets, de tous les fecours et affiftances poffibles, comme les habitans des pays eux-mêmes, en payant cependant les mêmes frais et droits auxquels font affujettis en pareil cas les propres fujets de l'Etat, fur les côtes duquel ils auroient échoué ou fait naufrage. Naufrage.

Dans le cas qu'il fe trouve fur les côtes Pruffiennes ou Danoifes un vaiffeau naufragé, fans qu'on puiffe apprendre le nom du propriétaire du bâtiment, le gouvernement fera inférer trois fois de fuite dans les feuilles publiques du pays, ainfi que dans celles de Hambourg, une defcription du vaiffeau naufragé, pour que le propriétaire puiffe faire les réclamations néceffaires, et ce ne fera qu'un an après qu'une publication pareille refte fans effet, qu'on difpofera du bâtiment naufragé felon les lois du pays.

Art. XXVI. Les Puiffances contractantes ont établi dans leurs Etats réciproques des Confuls, dans le but d'affifter leur fujets refpectifs, et de faciliter les relations de commerce, qui exiftent entre les deux nations. Si les circonftances rendoient défirable l'établiffement de Confuls ou Agens de commerce des partiées contractantes dans des ports Pruffiens ou Danois en Europe, où il n'y en a pas encore, l'on ne s'y oppofera pas. Confuls.

Art. XXVII. Les fujets Pruffiens établis en Danemarc, et les fujets Danois établis en Pruffe, conferveront toujours la liberté de quitter le pays qu'ils habitent, pourvu qu'ils s'acquittent de leurs dettes et autres obligations felon les lois de l'Etat, dans lequel ils fe trouvent. Sujets refpectifs.

Art. XXVIII. Si malgré les fentimens fincères et les efforts mutuels des hautes parties contractantes, de maintenir la paix entre Elles, il furvenoit malheureufement (ce qu'à Dieu ne plaife) quelque rupture ou Rupture

même

1818 même une guerre ouverte entre Elles, leurs sujets respectifs, qui se trouveront reciproquement dans les Etats de l'une ou de l'autre Puissance, n'en seront pas moins sûrs dans leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront une année de tems pour liquider leurs affaires et pour retirer leurs biens et effets, en quoi ils jouiront d'une entière liberté, et il leur sera prèté tout secours et toute protection. La justice leur sera administrée comme avant la guerre, et l'année étant écoulée, on leur fournira les passeports nécessaires pour s'en retourner sûrement et librement en leur patrie avec leur famille, leurs biens et effets, marchandises et vaisseaux.

Durée du Traité. Art. XXIX. Le présent Traité durera pendant vingt ans, et tout ce qui s'y trouve arrèté doit ètre observé inviolablement pendant cet intervalle, et exécuté dans toute sa teneur; bien entendu qu'avant l'expiration du terme du dit Traité, il dependra du bon plaisir des deux hautes parties contractantes de convenir sur sa prolongation.

Ratification. Art. XXX. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications échangées dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi nous soussignés en vertu de nos pleins-pouvoirs avons signé le present Traité, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Copenhague le dix-sept Juin Mil-huit-cent-dix-huit.

(L. S.) (*Signé*) *Le Comte* Dohna.

(L. S.) (*Signé*) N. Rosenkrantz.

(L'échange des ratifications a eu lieu le 8 *Octobre* 1818 *à Copenhague.)*

51.

51.

Conventions entre l'Autriche d'une part et la Pruſſe et la Ruſſie de l'autre en exécution du traité de Vienne du 3 Mai 1815, ſignée 1817. 1818.

1817
22 Mars.

I.

Convention conclue à Varſovie le 22 Mars 1817, entre S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème etc., et S. M. le Roi de Pruſſe, en conſéquence des ſtipulations du traité du 3 Mai (21 Avril) 1815, concernant le commerce des provinces appartenant à la Pologne, telle qu'elle étoit en 1772.

(*Journal de Francfort.* 1819. Nr. 106.)

Dans le deſſein de déterminer les rapports de navigation et de commerce des habitans des provinces autrichiennes et pruſſiennes de la Pologne, en tant qu'elles ont fait partie du royaume de Pologne tel qu'il exiſtoit en 1772, et conformément aux négociations qui ont été entamées en conſéquence du traité de Vienne du 3 Mai (21 Avril) 1815, entre les Commiſſaires de L. M. les Empereurs d'Autriche et de Ruſſie et le Roi de Pruſſe, les Commiſſaires Autrichiens et Pruſſiens, d'après leurs pleinspouvoirs et ſous la réſerve de la ratification de leurs ſouverains, ont conclu la convention ſuivante:

Art. I. Les diſpoſitions ſupplémentaires ajoutées aux articles XXIV. et XXV. du traité Ruſſe-Pruſſien par les négociations de la commiſſion de Varſovie, ſeront également valides pour les habitans des provinces polonoiſes des deux ſouverains. *Art. 24 et 25. du tr. Ruſſe-Pruſſien.*

Art. II. L'Autriche s'étant engagée à ne lever, ni ſur les rivières navigables de la Gallicie, nommément *Impôts ſur la navigation.*

1817 ment le Dunajee et le San, ni fur fa rive droite de la Viftule, aucun impôt fur la navigation, la Pruffe n'exigera non plus aucune taxe de ce genre, fous quelque titre et dénomination que ce foit, des habitans de la Gallicie naviguant fur les eaux de fes provinces polonoifes.

Canaux et éclufes. ART. III. Quant à l'ufage des canaux et des éclufes qui ont été conftruits jusqu'à préfent, ou qui le feront à l'avenir, dans les limites du royaume de Pologne telles qu'elles étoient en 1772, les fujets polonois des deux puiffances feront traités réciproquement par celles-ci à l'égal de leurs propres fujets.

Execution des art. 25. et 26. ART. IV. Les principes établis pour l'exécution des articles XXV. et XXVI. du traité Pruffien-Ruffe doivent avoir, tels qu'ils feront ratifiés par la Pruffe et la Ruffie, la même validité pour les habitans des provinces polonoifes des deux fouverains relativement à la navigation et au commerce.

Tranfit. ART. V. Les mefures réglées pour le commerce de tranfit en vertu de l'article XXIX. du traité Pruffien-Ruffe doivent être à l'avantage des fujets des provinces polonoifes de S. M. l'Empereur d'Autriche, auffi bien que les ftipulations réfultant du XXVIII. art. du traité Autrichien-Ruffe font applicables aux fujets des provinces polonoifes de S. M. le Roi de Pruffe.

Paffeports. ART. VI. Les individus fe livrant au commerce et à la navigation, n'auront befoin, pour fe légitimer, que d'un paffeport des régences refpectives ou des baillis de cercles. Pour conftater l'origine des bateaux et des objets de commerce, il fuffira d'un certificat des bureaux de douanes frontières.

Agens de commerce. ART. VII. Si l'Autriche jugeoit avantageux pour les rapports de commerce et de navigation entre les provinces Pruffiennes-Polonoifes d'établir à Danzig et peut-être à Thorn un agent de commerce ou un conful, elle fera libre de le faire dans tous les tems, en fuivant les formes confacrées par le droit des gens, de même que la Pruffe pourra également, outre l'agent de commerce qu'elle a déjà à Brody, en envoyer auffi un à Lemberg, ou dans une autre ville du royaume de Gallicie à fon choix.

ART.

ART. VIII. Les conventions conclues avec la Russie n'étant pas encore ratifiées, et par conséquent le terme où elles seront mises avec ou sans restriction en activité n'étant pas connu, les hautes parties contractantes fixeront, lors de la ratification de cette convention *), le jour où elle entrera en vigueur relativement à leurs provinces polonoises. 1817 Termes de mise en activité.

En foi de quoi, les deux commissaires respectifs ont fait dresser deux exemplaires de cet acte, et y ont apposé leurs signatures et le cachet de leurs armes.

Fait à Varsovie, le 22 Mars de l'an 1817.

FRANÇOIS SCHASCHEK DE MEZIHURZ,
Commissaire Autrichien.

AUGUSTE GUILLAUME DE LEIPZIGER,
Directeur de régence, Chevalier de l'aigle rouge de la troisième classe, et Commissaire plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse.

CHARLES SEMLER,
Conseiller de régence au ministère des finances, Chevalier de la croix de fer et de S[te] Anne de Russie de la troisième classe, et plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse.

*) La convention a été ratifiée par les deux cours.

2.

2.

1818 *Convention conclu à Petersbourg le $\frac{5}{17}$ Août*
17 Août. *1818, et ratifiée le $\frac{9}{21}$ Novembre, entre S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne etc. En conséquence des stipulations du traité du 3 Mai (21 Avril) 1815, concernant le commerce des provinces faisant partie du royaume de Pologne, tel qu'il existoit en 1772.*

(*Journal de Francfort.* No. 111. 114. 121. 1819.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

L. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, et l'Empereur de Russie, Roi de Pologne, résolus de donner aux stipulations du traité signé le 3 Mai (21 Avril) 1815 à Vienne, relativement au commerce et à l'industrie des provinces polonoises (suivant les frontières où elles étoient circonscrites en 1772) la précision que réclame cet objet de leurs soins communs pour les intérèts et le bien-ètre de leurs sujets respectifs, sont convenus de régler par une convention supplémentaire, toutes les mesures qui peuvent contribuer à remplir un but aussi désirable. A cette fin, L. M. ont nommé plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, M. le baron Louis de Lebzeltern, chevalier de l'ordre de St. Etienne de Hongrie, de la croix de fer de la 2e classe, de St. Wladimir de la 3e, et de plusieurs autres ordres, conseiller-aulique de S. M. I. Ap., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de Russie; et, d'après l'autorisation à lui accordée de se faire remplacer.

M. François Schafchek de Mezihurz, chevalier de l'ordre de Léopold, et conseiller de régence de S. M. I. Ap.;

Et

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, M. Pierre-Oubril, son conseiller-actuel d'état, chevalier de St. Anne de la première classe, de St. Wladimir de la 3e, et de St. Jean de Jérusalem; 1818

Lesquels plénipotentiaires, après s'être communiqué mutuellement leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles ci-dessous:

Art. I. La libre navigation sur les fleuves jusqu'à leur embouchure, soit en les descendent, soit en les remontant, ainsi que le libre usage des ports, qui a été reglé par le 24e art. du traité conclu à Vienne entre l'Autriche et la Russie le 3 Mai (21 Avril) s'étend, autant que ce principe concerne les pays qui sont partie des états de L. M. les Empereurs d'Autriche et de Russie, à toutes les fleuves et rivières qui ont leur source sur le territoire de l'ancien royaume de Pologne (de 1772) ainsi qu'à ceux qui le traversent, ou le touchent et qui se jettent dans la mer par des canaux, ou après s'être joints à d'autres fleuves. Navigation sur les fleuves.

Art. II. La navigation des dits fleuves et rivières jusqu'à leur embouchure soit amont, soit aval, et la fréquentation des ports suivant la détermination ci-dessus, seront libres, de manière qu'elles ne puissent être interdites à aucun sujet des deux parties contractantes. Liberté reciproque.

Art. III. Les principes ci-dessus seront applicables: *a.* aux canaux, déjà existans et à ceux qui doivent être creusés à l'avenir; *b*) à toutes les rivières déjà navigables, ou qui pourroient le devenir par la suite, et qui ont leur cours entre la frontière orientale de l'ancienne Pologne, la Duna, le Dnieper, le Dniester et le Pruth. Canaux; rivieres.

Art. IV. Tous les sujets des deux puissances sans distinction et sans exception, ont le droit de se servir du chemin pratiqué pour le halage sur les deux rives des fleuves, rivières et canaux mentionnés art. I et III., ainsi que celui d'aborder ou de s'arrêter sur ces deux rives. Halage.

Art. V. Pour garantir la jouissance et l'exercice de ce droit dans toute son étendue, et écarter tout ce qui pourroit entraver la navigation et le flottage sur tous Continuation

1818 les fleuves, rivières et canaux, il eſt réglé: *a.* que les deux puiſſances feront pratiquer, partout où cela eſt neceſſaire et poſſible, des chemins de halage, et qu'elles auront ſoin qu'ils ſoient entretenus en bon état. *b*) Que ſur chaque rive, par tout où le terrain ne ſera point propre à l'agriculture ou à la conſtruction d'habitations, il ſera laiſſé un eſpace de 15 aunes polonoiſes de largeur pour aborder, et ceux qui naviguent pour le commerce pourront en faire uſage ſans payer pour cela aucun droit.

Police. ART. VI Les ordonnances exiſtantes pour la police et la navigation, de même que celles qui, ſans établir aucun impôt, pourroient être établies par la ſuite pour maintenir l'ordre et la ſûreté de la navigation, ſeront également obſervées par les ſujets des deux puiſſances et communiquées à cette fin à leurs conſuls reſpectifs.

Traitement égal à celui des nationaux. ART. VII. Les ſujets des deux puiſſances qui prendront part aux avantages de la libre navigation ſur les rivières ou les canaux, jouiront chez leurs voiſins des mêmes droits qu'ont les commerçans du pays; et comme ils ſont obligés d'obſerver exactement les ordonnances qui exiſtent dans chaque pays pour la police et la navigation, ils ſeront, ſous les rapport des droits à payer, traités à l'égal des natifs du pays.

Taxes et charges. ART. VIII. Pour aſſurer encore davantage la liberté de la navigation, les hautes parties contractantes établiſſent le principe général, que leurs ſujets reſpectifs ne ſeront, dans aucun cas, ſoumis pour l'uſage des routes par eau, tant naturelles qu' artificielles, à des taxes et à des charges plus fortes que les navigateurs du pays.

Navigation ſur le Bug. ART. IX. L. M. l'Empereur d'Autriche ne levant aucuns droits ſur la navigation des rivières de l'ancienne Pologne, et n'ayant pas l'intention d'en impoſer ſur les eaux, S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies ne fera percevoir de ſon côté aucun impôt ſur les bateaux autrichiens qui naviguent ſur le Bug, excepté dans le cas où ils paſſeroient par le canal de Muchawitza, ou s'ils s'étoient rendus des bords du Bug ſur le territoire ruſſe.

Canaux qui ſeront creuſés. ART. X. Le principe établi art. VIII. ſera applicable à tous les canaux qui ſeront creuſés à l'avenir dans l'étendue de pays ci-deſſus déſignée.

ART.

Art. XI. La navigation ſur la Viſtule ſera franche de tout impôt pour la partie de ſes rives qui appartiennent aux deux parties contractantes. 1818 Viſtule.

Art. XII. Pour donner plus d'activité au commerce entre Brody et Odeſſa, et réciproquement, les deux parties contractantes, en conformité du 28e article du traité ſigné à Vienne, le 3 Mai (21 Avril) 1815, ſont convenues d'un règlement particulier pour le commerce de tranſit entre ces deux villes, lequel ſera annexé au préſent article, et entrera en vigueur à compter du 13 Septembre de l'anne courante. Ce règlement ſera le ſeul que l'on devra ſuivre pour le commerce de tranſit, et en tant qu'il concerne particulièrement le commerce entre Brody et Odeſſa, et réciproquement, il ne pourra être changé que d'un commun accord entre les parties. Commerce de Brody et Odeſſa

Art. XIII. Indépendamment des diſpoſitions contenues dans l'article précédent, les deux hautes parties contractantes ont voulu en même tems ſe concerter pour l'organiſation du commerce de tranſit ſur d'autres points de leurs états reſpectifs. En conſéquence, elles ſont convenues d'autoriſer tous leurs ſujets au commerce de tranſit avec toutes ſortes de marchandiſes, tant indigènes qu' étrangères, même celles dont l'importation eſt défendue, à l'exception de la poudre à tirer, et ce ſous les conditions contenues dans les articles ſuivans. Commerce de tranſit.

Art. XIV. Tous ceux qui, en vertu du précédent article, ont le droit de faire le commerce de tranſit, peuvent, ſur l'exhibition d'un paſſeport de leur gouvernement, des autorités de leur cercle et diſtrict, ou, ſi ces autorités ſe trouvoient trop éloignées, même du magiſtrat de leur endroit, paſſer les frontières, entrer et ſortir avec les marchandiſes dont le tranſit eſt permis, remettre, ſans l'intervention d'un tiers, les déclarations preſcrites ſur les marchandiſes de tranſit, ſoit qu'ils en aient la propriété, ou qu'elles aient été ſeulement confiées, les expédier ou fréter eux-mêmes, les accompagner, les dépoſer, ou les envoyer de nouveau plus loin, et enfin revenir avec ou ſans charge de retour. Paſſeports.

Art. XV. Les marchandiſes de tranſit peuvent être importées et exportées par chaque grand bureau de douane des deux côtés de la frontière. Bureaux de frontières.

Art.

1818

Droits de transit.

Art. XVI. Les droits de tranfit feront perçus en Autriche fuivant le tarif de 1788, qui a été renouvellé en 1807; et dans le royaume de Pologne ces mêmes impôts feront adoptés comme le maximum des droits de tranfit. On ne les paiera qu'une fois pour les marchandifes de toute efpèce qui pafferont par les états autrichiens pour fe rendre dans les provinces foumifes à la domination de S. M. l'Empereur de toutes les Ruffies, ou qui feront exportées de ces provinces dans d'autres pays. De même, les droits de tranfit pour les marchandifes venant de toutes les provinces autrichiennes, ou conduites de l'étranger dans ces provinces, ne feront payés qu'une fois à leur paffage en Pologne.

Les impôts ci-deffus ne feront jamais augmentés en aucun cas pour les fujets des deux puiffances, fans qu'elles fe foient préalablement accordées à cet égard.

Sont francs de tous droits de tranfit, les produits du fol et de l'induftrie de toutes les parties du royaume actuel de Pologne, qui paffent par les provinces Autrichiennes-Polonoifes pour retourner dans d'autres parties du même royaume. Il en eft de même des produits du fol et de l'induftrie des provinces de la domination ruffe qui font introduites par les provinces Autrichiennes-Polonoifes dans le royaume actuel de Pologne, et vice-verfa. D'autre part, on exemptera des droits de tranfit les produits du fol et de l'induftrie des provinces Autrichiennes-Polonoifes conduits par le royaume de Pologne pour retourner dans d'autres parties de la Pologne Autrichienne, ou deftinés pour des provinces Polonoifes qui appartiennent à une troifième puiffance.

Si l'une ou l'autre des parties contractantes vouloit diminuer en faveur d'une puiffance étrangère les impôts qui fervent d'échelle pour ce commerce de tranfit, foit pour le commerce de tranfit en général, foit pour certaines marchandifes en particulier, les fujets refpectifs des deux puiffances contractantes jouiront de tous les avantages accordés aux puiffances les plus favorifées.

Autres droits abolis.

Art. XVII. Il ne fera payé aucune autre forte de droits que les droits de tranfit mentionnés dans l'art. précédent, et ceux de balance, de billet, de quittance, de

de plombage, et de timbre, enfin de ponts et de chaussées. Les droits accessoires qu'il a été jusqu'à présent d'usage de percevoir dans le royaume de Pologne sous la dénomination de Tantième, transport Visa-Agio, et autres de ce genre, doivent être abolis. 1818

Art. XVIII. Pour favoriser autant que possible le commerce de transit, et prévenir en même tems la fraude relativement aux droits de consommation; en outre afin de garantir l'industrie nationale des désavantages qui résultent de l'importation et de la vente de marchandises étrangères, les proprietaires, les commissionnaires, et les voituriers seront tenus de remettre aux bureaux de douanes frontières une déclaration détaillée des marchandises, et de soumettre cellesci à une visite, si cela étoit jugé necessaire. Ils seront obligés de déposer pour les marchandises permises le montant des droits d'importation, et pour les marchandises defendues 60 pour cent de leur valeur, d'après une estimation dont le mode sera déterminé en son tems par les administrations financières des deux côtés. La remise de cette somme se fera en argent comptant, ou sous la garantie d'un sujet du pays dont le crédit est établi. A la sortie des marchandises, le montant de la somme sera remboursé sans délai, déduction faite des droits de transit, ou la caution sera rendue. Déclaration détaillee.

Art. XIX. L'administration des finances des deux puissances réglera les peines qu'encourront ceux qui se rendront coupables de contrebande, et elle prendra les mesures convenables pour l'établissement et la sûreté du contrôle sur les marchandises de transit. Mais ces mesures seront telles, qu'il n'en résulte pour les marchands et les propriétaires aucun délai, ni aucuns frais. Contrebande.

Art. XX, Les marchandises de transit peuvent se vendre en gros pendant tout le trajet. Mais cette vente ne change rien à leur nature, et elles ne cessent pas pour cela d'être des marchandises de transit. Les marchandises de cette sorte, dont l'importation n'est pas defendue, peuvent changer de nature, et être converties en marchandises de consommation, pour être vendues comme telles, soit à Varsovie, soit dans tous les endroits où les règlemens de douane le permettroient par la suite. Cependant les propriétaires de Vente.

1817 de ces marchandiſes ou leurs commiſſionnaires ſe conformeront à cet égard aux lois de douane exiſtantes dans chaque royaume.

Declarations ſur le San et le Bug

Art. XXI. Comme la navigation et le flottage ſur le San et le Bug, ainſi que le chargement des bateaux dépendent de la crûe ou de la baiſſe ſubite de leurs eaux rapides et variables, on eſt convenu, pour faciliter le commerce de tranſit, que les objets de ce commerce, quand on leur fera remonter les fleuves cideſſus, feront déclarés reſpectivement aux bureaux de douanes des deux côtés, où l'on remettra les déclarations d'uſage; mais l'expédition et les autres formalités de douanes auront lieu ſur le San du côté de la Gallicie à Chwalewice, du côté de la Pologne, à Zawichoſt ſur la Viſtule, et enfin ſur le Bug à Novidmor près Modlin. Si les propriétaires, les commiſſionaires ou conducteurs avoient l'intention de faire encore de nouveaux chargemens en route, ils doivent faire mention de cette circonſtance dans la déclaration des marchandiſes, afin que dans les endroits où les douanes ſont dans le cas de percevoir les droits, ceux de tranſit et de ſortie puiſſent être levés ſuivant la différence d'origine des marchandiſes qui ont été chargées en route.

Néanmoins l'application de ces meſures n'aura pas lieu pour les bateaux qui remontent les fleuves cideſſus nommés. Ceux-ci reſtent ſoumis aux règlemens ordinaires des douanes.

Enfin, en tant que les deux rives reſpectives des deux fleuves ci-deſſus et de la viſtule n'appartiennent pas à une même province et à une même ſouveraineté, il ne ſera point levé de droit de tranſit pour les produits fonciers et induſtriels d'origine polonoiſe, transportés par bateaux ou radeaux ſur les fleuves.

Service des douanes

Art. XXII. Pour éviter qu'on éprouve aucun retard aux bureaux reſpectifs des douanes, ceux-ci continueront leurs fonctions tous les jours depuis le lever du ſoleil jusqu'à midi, et depuis deux heures après midi jusqu'au coucher du ſoleil. Les employés aux douanes des fleuves navigables n'interrompront pas leurs fonctions même les jours de fêtes et les dimanches.

Les transports de tranſit ſeront expédiés aux douanes ſuivant l'ordre de leur arrivée.

Les

Les employés ſeront reſponſables de tous les délais qu'ils auront occaſionnés, et ils répareront tout le dommage qui en reſultera, et dont les bateliers ou voituriers pourront fournir légalement la preuve. 1818

Art. XXIII. Les militaires ne ſont point autoriſés à s'immiſcer dans les fonctions des employés aux douanes, à moins que ceux ci ne reclament leur ſecours, auquel cas ces employés ſeront reſponſables des ſuites. Mais l'intervention militaire ceſſera auſſitôt que les employés auront rempli leurs fonctions. Intervention militaire

Art. XXIV. Tous ceux qui feront le commerce de tranſit, auront outre l'appui général des lois, la protection immédiate des autorités. Si quelqu'un d'eux venoit à mourir ſans avoir diſpoſé des marchandiſes de tranſit, des bateaux ou des voitures qui lui appartiennent, et que ces objets aient été mis ſous la garde des autorités, les héritiers, qui ſe légitimeront comme tels par les certificats des autorités judiciaires du reſſort du défunt, ſeront mis en poſſeſſion de cette propriété en tout tems et avec toutes les circonſtances requiſes, ſans autres déductions et frais, que ceux qu'auroit occaſionnés la garde des objets ci-deſſus. Protection.

Art. XXV. Pour faciliter, conformément à l'art. XXIX. du traité conclu à Vienne le 3 Mai (21 Avril) 1815, le commerce d'importation et d'exportation entre toutes les provinces de la monarchie autrichienne et les pays qui forment l'empire ruſſe, y compris le royaume de Pologne, S. M. les Empereurs d'Autriche et de Ruſſie ſont convenus que leurs ſujets reſpectifs auroient part à tous les avantages commerciaux qu'ils ſeroient dans le cas d'accorder à d'autres états, ſans y comprendre néanmoins les exceptions ou faveurs particulières, qui auroient été reglées par des conventions ſpéciales. Importations et exportat. en général.

Comme le nouveau ſyſtème d'adminiſtration analogue au préſent traité, que S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies établira dans ſes états rélativement à l'importation des produits étrangers ſoit de la nature, ſoit de l'art, ne peut être mis de ſuite en activité, S. M. a permis dès à préſent et jusqu'à ce que la publication du nouveau tarif des douanes puiſſe avoir lieu, qu'à compter du 13 (1) Septembre de l'anné courante, toutes les marchandiſes dont l'importation en Ruſſie

1818 n'est point défendue par le tarif général des douanes de 1816, puissent être introduites sans obstacles et par les principaux bureaux de douane sur la frontière entre l'Autriche et la Russie. On percevra dans les bureaux russes les droits fixés par le dit tarif, et dans les bureaux du royaume de Pologne ceux qu'il est maintenant d'usage d'y payer.

Principes à appliquer aux douanes. Art. XXVI. Pour assurer l'effet des dispositions du XXIX. Art. du traité de Vienne, qui ont pour but de prévenir les querelles et les abus qui peuvent avoir lieu dans les bureaux des deux côtés, les deux puissances sont convenues d'appliquer dans leurs ordonnances générales des douanes les principes qui auront été établis de concert par leurs plénipotentiaires, et réunis dans un apperçu particulier signé par eux.

Cracovie. Art. XXVII. Afin d'accomplir le X. art. du traité conclu à Vienne, qui a rapport à la ville libre de Cracovie, les deux puissances sont convenues d'étendre aux habitans de cette ville et de son territoire toutes les dispositions de la présente convention, en tant que de leur nature elles sont applicables à ceux-ci. D'après ce principe, tous les habitans de la ville libre de Cracovie et de son territoire jouiront de mêmes avantages commerciaux et des mêmes franchises, que la dite convention assure aux sujets des deux puissances. Ils seront traités dans les états autrichiens sur le même pied que les sujets russes, et dans les états russes sur le même pied que les sujets autrichiens; il est entendu que de leur côté ils se soumettront aux obligations que la présente convention impose aux sujets des deux puissances.

Ratification. Art. XXVIII. Cette convention sera ratifiée et les ratifications échangées, ici dans l'intervalle de deux mois, à compter du jour de la signature, ou plustôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Pétersbourg, le 17 (5) Août 1818.

François Schaschek de Mezihurz.
Pierre d'Oubril.

52.

52.

Convention entre S. M. le Roi de France d'une part et chacune des quatre Cours d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie d'autre part conclue à Aix la Chapelle le 9 Oct. 1818.

1818 9 Oct.

(*Feuille volante.*)

Au nom de la très-ſainte et indiviſible Trinité.

L. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Pruſſe et l'Empereur de toutes les Ruſſies, s'étant rendus à Aix la Chapelle, et L. M. le Roi de France et de Navarre, et le Roi du Royaume Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande y ayant envoyé leurs plénipotentiaires, les miniſtres des cinq cours ſe ſont réunis en conférence, et le plénipotentiaire François ayant fait connoître que, d'après l'état de la France et l'exécution fidèle du traité du 20 Novembre 1815, S. M. Très-Chrétienne deſiroit que l'occupation militaire ſtipulée par l'article cinq du même traité ceſſât le plus promptement poſſible, les miniſtres des cours d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie, après avoir de concert avec ledit plénipotentiaire de France, mûrement examiné tout ce qui pouvoit influer ſur une déciſion auſſi importante, ont déclaré que leurs ſouverains admettoient le principe de l'évacuation du territoire François à la fin de la troiſième année de l'occupation. Et voulant conſigner cette réſolution dans une convention formelle et aſſurer en même tems l'exécution definitive du dit traité du 20 Novembre 1815, S. M. le Roi de France et de Navarre d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, d'autre part, ont nommé à cet effet pour plénipotentiaires, ſavoir :

S. M. le Roi de France et de Navarre, le ſieur Armand-Emanuel du Pleſſis-Richelieu, duc de Richelieu, pair de France, chevalier de l'ordre royal et militaire

1818 litaire de Saint-Louis, de l'ordre royal de la Légion d'honneur, et des ordres de Saint-André, St. Alexandre-Newsky, Sainte-Anne, Saint-Wladimir et Saint-Georges de Ruſſie, ſon premier gentilhomme de la chambre, ſon miniſtre et ſécrétaire d'état des affaires étrangères, et préſident du conſeil de ſes miniſtres;

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le ſieur Clément Wenceslas Lothaire, prince de Metternich-Winnebourg, prince d'Ochſenhauſen, duc de Portella, chevalier de la Toiſon-d'Or, grand-croix de l'ordre royal de Saint-Etienne et de la décoration pour le mérite civil, grand-croix de l'ordre de Saint-Jean de Jeruſalem, grand cordon de l'ordre royal de la Légion d'honneur, chevalier des ordres de Saint-André, de Saint-Alexandre-Newsky et de Sainte Anne de la première claſſe, chevalier de l'ordre ſuprème de l'Annonciade, de l'ordre de l'Elephant, de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge, des Séraphins, grand-croix de l'ordre de Charles III. d'Eſpagne, de l'ordre royal du Chriſt de Portugal, chevalier de l'ordre de Saint-Janvier et grand-croix de l'ordre de Saint-Ferdinand et du mérite de Sicile, grand-croix de l'ordre de Saint-Joſeph de Toscane, chevalier de l'ordre de Saint-Hubert de Bavière, de l'Aigle-d'or de Wurtemberg, de l'ordre de la Couronne de Saxe, grand-croix de l'ordre royal des Guelfes de Hanovre, de l'ordre du Lion de Heſſe, de la Fidèlité de Bade, de l'ordre Conſtantinien de Saint Georges de Parme, chancelier de l'ordre militaire de Marie Thérèſe, curateur de l'academie des beaux-arts de Vienne, chambellan, conſeiller intime actuel de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, ſon miniſtre d'état, des conferences et des affaires étrangères.

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ſont convenus des articles ſuivans:

Terme de l'évacuation

Art. I. Les troupes compoſant l'armée d'occupation ſeront rétirées du territoire de France, le trente Novembre prochain, ou plustôt, ſi faire ſe peut.

Remiſe des places.

Art. II. Les places et forts que les susdites troupes occupent ſeront remis aux commiſſaires nommés à cet effet par S. M. Très-Chrétienne, dans l'état où ils ſe trouvoient au moment de l'occupation, conformé-

mément à l'article 9e de la convention conclue en execution de l'article 5e du traité du 20 Novembre 1815. 1818

Art. III. La ſomme deſtinée à pourvoir à la ſolde, l'équipement l'habillement des troupes de l'armée d'occupation, ſera payée, dans tous les cas, jusqu'au trente Novembre, ſur le même pied qu'elle l'a été depuis le 1er Décembre 1817. Solde etc.

Art. IV. Tous les comptes entre la France et les puiſſances alliées ayant été réglés et arrêtés, la ſomme à payer par la France, pour completter l'exécution de l'article 4. du traité du 22 Novembre 1815, eſt definitivement fixée à deux cent ſoixante-cinq millions de Francs. Complément de l'art. 4. du tr. da 1815.

Art. V. Sur cette ſomme, celle de cent millions, valeur effective, ſera acquittée en inſcriptions de rente ſur le grand-livre de la dette publique de France, portant jouiſſance du 22 Septembre 1818. Les dites inſcriptions feront reçus au cours du lendi 5 Octobre 1818. 100 millions en inſcript.

Art. VI. Les cent ſoixante cinq millions reſtans ſeront acquittés par neuvièmes de mois en mois à partir du 6 janvier prochain, au moyen de traites ſur les maiſons Hope et Compagnie et Baring Frères et Compagnie, lesquelles, de même que les inſcriptions de rente mentionnées à l'article ci-deſſus, ſeront délivrées aux commiſſaires des cours d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie, par le tréſor royal de France, à l'époque de l'évacuation complette et définitive du territoire François. 165 millions en traites.

Art. VII. A la même époque, les commiſſaires des dites cours remettront au tréſor royal de France, les ſix engagemens non encore acquittés qui ſeront reſtés entre leurs mains, ſur les quinze engagemens délivrés conformément à l'article deuxième de la convention conclue pour l'exécution de l'article 4. du traité du 20 Novembre 1815. Les mêmes commiſſaires remettront en même tems l'inſcription de ſept millions de rente créés en vertu de l'article 8. de la ſusdite convention. Reſtitution des engagemens.

Art. VIII. La préſente convention ſera ratifiée et les ratifications en ſeront échangées à Aix-la-Chapelle, dans le délai de quinze jours, ou plustôt ſi faire ſe peut. Ratifications.

En

1818 En foi de quoi, les Plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſignée et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Aix-la-Chapelle, le neuf Octobre de l'an de grâce 1818.

RICHELIEU.
Le Prince DE METTERNICH.

Le même jour, dans le même lieu et au même moment, une convention ſemblable a été conclue:

Entre la France et la Grande-Brétagne, et ſignée par lord CASTLEREAGH *et le duc de* WELLINGTON.

Entre la France et la Pruſſe, et ſignée par le prince DE HARDENBERG *et le comte* DE BERNSTORFF.

Entre la France et la Ruſſie, et ſignée par le comte DE NESSELRODE *et le comte* CAPO D'ISTRIA.

Les ratifications en ont été échangées à Aix-la-Chapelle dans le courant du mois d'Octobre. De plus cette convention a été préſenté à l'acceſſion des divers états participant à l'indemnité ſtipulée par l'art. 4. du traité de Paris du 20 Nov. 1815 et ces acceſſion ont été remiſes ſeparement à chacune des 4 cours.

53.

Extrait du protocole des Conférences d'Aix la Chapelle Séance du 14 Novembre 1818. Entre les cinq Puiſſances.

Mr. le comte de Bernſtorff a lû le projet de protocole ci-joint ſur l'affaire du péage d'Elsflett dans ſes rapports avec les réclamations du Duc d'Oldenbourg. Ce projet a été adopté à l'unanimité, et il a été arrêté en conſéquence, que la démarche à faire auprès de la Diète Germanique ſeroit confiée aux miniſtres des Cours reſidants à Francfort.

Mr. le Prince de Metternich a pris en outre l'engagement de recommander les intérêts du Duc d'Oldenbourg, au nom de ſon ſouverain de la manière la plus preſſante au Miniſtre d'Autriche préſident la Diète, et

et de l'inviter à prendre toutes les mefures propres à amèner les refultats que la conférence a envifagés, comme feuls propres à règler l'affaire du péage d'Elsflett, d'une manière fatisfaifante pour toutes les parties intereffées. 1818

Signé: Metternich.
Richelieu.
Castlereagh.
Wellington.
Hardenberg.
Bernstorff.
Nesselrode.
Capodistria.

Annexe

au Protocole touchant le Péage d'Elsflett, Aix la Chapelle le 14 Novembre 1818.

Après avoir délibiré fur la propofition faite par le cabinet Ruffe relativement au péage d'Elsflett, Meffieurs les Plenipotentiaires des cinq Cours confidérant

que d'un côté le Duc d'Oldenbourg fruftré par la force des événemens d'une partie confiderable du benefice, que lui avoient afferé le recis de l'Empire de 1803 et le traité du 6 Avril de la même année peut être autorifé à reclament une indemnité fupplémentaire et

que de l'autre côté la décifion d'une affaire qui à déjà provoqué de la part d'autres membres de la confédération germanique, une plainte de lefion de droits et d'interêts n'eft pas de la competence des cabinets réunis:

Se font unanimement accordé dans l'avis, qu'en conféquence de la réclamation que le Duc d'Oldenbourg a adreffée à Sa Majefté l Empereur de Ruffie et que ce Monarque a fait foumettre à la Conférence, il convient aux cinq cabinets de s'addreffer à ce fujet au Préfident de la Diète Germanique et de lui faire connoitre, que les cinq Cours bien qu'elles ne méconnoiffent pas la force des argumens qui militent en faveur de la prétention du Duc d'Oldenbourg que par conféquent Elles ne puiffent que defirer que ce Prince foit

1818 ſoit maintenu pour quelques années de plus dans la poſſeſſion du péage d'Elsflett elles ont jugés qu'il n'appartient qu'à la Diète ſeule, de decider la question, et d'aviſer aux moyens de terminer par la voye d'une commiſſion médiatrice, le différent qui s'eſt élevé au ſujet de ce péage entre le Duc d'Oldenbourg et la ville de Brème.

54.

Protocole ſigné à Aix la Chapelle le 15 *Novembre* 1818 *par les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie.*

(*Impr. d'autorité ſur feuille volante.*)

Les miniſtres d'Autriche, de France, de la Grande-Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie, à la ſuite de l'échange des ratifications de la convention ſignée le 9 Octobre, relativement à l'évacuation du territoire Français par les troupes étrangères, et après s'être adreſſé, de part et d'autre, les notes-ci-jointes en copie, ſe ſont réunis en conférence, pour prendre en conſideration les rapports, qui, dans l'état actuel des choſes, doivent s'etablir entre la France et les puiſſances co-ſignataires du traité de paix du 20 Novembre 1815, rapports qui, en aſſurant à la France la place qui lui appartient dans le ſyſtème de l'Europe, la lieront étroitement aux vues pacifiques et bienveillantes que partagent tous les ſouverains, et conſolideront ainſi la tranquillité générale.

Après avoir mûrement approfondi les principes conſervateurs des grands interêts qui conſtituent l'ordre des choſes établie en Europe; ſous les auſpices de la Providence divine, moyennant le traité de Paris du 30 Mai 1814, le recès de Vienne, et le traité de paix de l'année 1815, les cours ſignataires du preſent acte ont unanimement reconnu et déclarent en conſequence:

1° Qu'elles ſont fermement décidées à ne s'écarter, ni dans leurs relations mutuelles, ni dans celles qui

qui les lient aux autres états, du principe d'union intime qui à préſidé jusqu'ici à leurs rapports et intérêts communs; union devenue plus forte et indiſſoluble par les liens de fraternité chrétienne que les ſouverains ont formés entre eux. 1818

2° Que cette union, d'autant plus réelle et durable, qu'elle ne tient à aucun intérêt iſolé, à aucune combinaiſon momentanée, ne peut avoir pour objet que le maintien de la paix générale, fondé ſur le reſpect religieux pour les engagemens conſignés dans les traités pour la totalité des droits qui en dérivent.

3° Que la France, aſſociée aux autres puiſſances par la reſtauration du pouvoir monarchique, légitime et conſtitutionnel, s'engage à concourir déſormais au maintien et à l'affermiſſement d'un ſyſtème qui a donné la paix à l'Europe, et qui ſeul peut en aſſurer la durée.

4° Que ſi, pour mieux atteindre le but ci-deſſus énoncé, les puiſſances qui ont concouru au preſent acte, jugeoient néceſſaire d'établir des réunions particulières, ſoit entre les auguſtes ſouverains eux mêmes, ſoit entre leurs miniſtres et plénipotentiaires reſpectifs, pour y traiter en commun de leurs propres intérêts, en tant qu'ils ſe rapportent à l'objet de leurs délibérations actuelles, l'époque et l'endroit de ces réunions ſeront, chaque fois, préalablement arrêtés au moyen de communications diplomatiques, et que, dans le cas où ces réunions auroient pour objet des affaires ſpécialement liées aux intérêts des autres états de l'Europe, elles n'auront lieu qu'à la ſuite d'une invitation formelle de la part de ceux de ces états que les dites affaires concerneroient, et ſous la réſerve expreſſe de leur droit d'y participer directement, ou par leurs plénipotentiaires.

5° Que les réſolutions conſignées au préſent acte, ſeront portées à la connoiſſance de toutes les cours Européennes, par la déclaration-cijointe, la quèlle ſera conſiderée comme ſanctionnée par le protocole en faiſant partie.

Fait quintruple et réciproquement échangé, en original, entre les cabinets ſignataires.

A Aix-la-Chapelle, le 15 Novembre 1818.

METTERNICH. RICHELIEU. CASTLEREAGH.
WELLINGTON. BERNSTORFF. NESSELRODE.
CAPO-D'ISTRIA.

I.

I.

1818 *Copie de la note adreſſées à M. le duc de Richelieu par les plénipòtentiaires des cours d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie, le 4 Novembre*

(Feuille volante.)

Les ſouſſignés, miniſtres des cabinets d'Autriche de-la Grande-Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie, ont reçu ordre de leurs auguſtes maîtres d'adreſſer à Son Exc. M. le duc de Richelieu la communication ſuivante:

Appelés par l'art. 5. du traité du 20 Novemb. 1815, à examiner, de concert avec S. M. le Roi de France, ſi l'occupation militaire d'une partie du territoire Français, arrètée par le dit traité, pourroit ceſſer à la fin de la 3e année, ou devoit ſe prolonger jusqu'à la fin de la 5e, L. L. M. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Pruſſe et l'Empereur de toutes les Ruſſies ſe ſont rendus à Aix-la-Chapelle et ont chargé leurs miniſtres de s'y réunir en conférence, avec les plénipotentiaires de L. M. le Roi de France et le Roi de la Grande-Brétagne, afin de procéder à l'examen de cette queſtion importante.

L'attention des miniſtres et plénipotentiaires a dù ſe fixer, avant tout, dans cet examen, ſur l'état intérieur de la France; elle a dû porter également ſur l'exécution des engagemens contractés par le gouvernement François, envers les puiſſances coſignataires du traité du 20 Novembre 1815.

L'état intérieur de la France ayant été, depuis longtems, le ſujet des méditations ſuivies des cabinets; et les plénipotentiaires réunis à Aix-la-Chapelle s'étant mutuellement communiqué les opinions qu'ils s'étaient formées à cet égard, les auguſtes Souverains, après les avoir peſées dans leur ſageſſe, ont reconnu avec ſatisfaction, que l'ordre de choſes heureuſement établi en France par la reſtauration de la monarchie légitime et conſtitutionelle, et le ſuccès qui a couronné jusqu'ici les ſoins paternels de S. M. Très Chrétienne, juſtifient pleinement l'espoir d'un affer-

affermiſſement progreſſif de cet ordre de choſes ſi eſſentiel pour le repos et la prospérité de la France, et ſi étroitement lié à tous les grands intérêts de l'Europe. 1818

Quant à l'exécution des engagemens, les communications que, dès l'ouverture des conférences, Mr. le plénipotentiaire de S. M. Très-Chretienne a adreſſées à ceux des autres puiſſances, n'ont laiſſé aucun doute ſur cette queſtion, en prouvant que le gouvernement François à rempli, avec l'exactitude la plus ſcrupuleuſe et la plus honorable, toutes les clauſes des traités et conventions du 20 Novembre, et en propoſant pour celles de ces clauſes, dont l'accompliſſement était réſervé à des époques plus éloignées, des arrangemens ſatisfaiſans pour toutes les parties contractantes.

Tels étant les réſultats de l'examen de ces graves queſtions, L. M. J. et R. ſe ſont félicitées de n'avoir plus qu'à écouter ces ſentimens et ces voeux perſonnels, qui les portoient à mettre un terme à une meſure que des circonſtances funeſtes et la néceſſité de pourvoir à leur propre ſûreté et à celle de l'Europe avaient ſeules pu leur dicter.

Dès-lors, les auguſtes ſouverains ſe ſont décidés à faire ceſſer l'occupation militaire du territoire Français, et la convention du 9 Octobre à ſanctionné cette réſolution. Ils regardent cet acte ſolennel comme le complément de la paix générale.

Conſidérant maintenant comme le premier de leurs devoirs, celui de conſerver à leur peuples les bienfaits que cette paix leur aſſure, et de maintenir dans leur intégrité les transactions qui l'ont fondée et conſolidée, L. M. I. et R. ſe flattent, que S. M. Très-Chrétienne, animée des mêmes ſentimens, accueillera, avec l'intérêt qu'Elles attache à tout ce qui tend au bien de l'humanité et à la gloire et à la prospérité de ſon pays, la propoſition que L. M. I. et R. lui adreſſent d'unir dorénavant ſes conſeils et ſes efforts à ceux qu'Elles ne ceſſeront de vouer à l'accompliſſement d'une oeuvre auſſi ſalutaire.

Les ſouſſignés, chargés de prier Mr. le duc de Richelieu de porter ce voeu de leurs auguſtes ſouverains à la connoiſſance du Roi ſon maitre, invitent en même-tems Son Exc. à prendre part à leurs délibérations préſentes et futures, conſacrées au maintien

de

1818 de la paix, des traités ſur lesquels elle répoſe, des droits et des rapports mutuels établis ou confirmés par ces traités et reconnus par toutes les puiſſances européennes.

En transmettant à Mr. le duc de Richelieu cette preuve ſolemnelle de la confiance que leurs auguſtes ſouverains ont placée dans la ſageſſe du Roi de France et dans la loyauté de la nation Françoiſe, les ſouſſignés ont l'ordre d'y ajouter l'expreſſion de l'attachement inaltérable que L. M. I. et R. profeſſent envers la perſonne de S. M. Très-Chrétienne et ſa famille, et de la part ſincère qu'Elles ne ceſſent de prendre au repos et au bonheur de Son royaume.

Ils ont l'honneur d'offrir en même tems à Mr. le duc de Richelieu l'aſſurance de leur conſidération toute particulière.

Aix-la-Chapelle: le 4 Novembre 1818.

Signé: Metternich.
Castlereagh.
Wellington.
Hardenberg.
Bernstorff.
Nesselrode.
Capo-d'Istrias.

2.

Copie de la note de Mr. le duc de Richelieu, en réponſe à celle des plénipotentaires des cours d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie.

(Feuille volante.)

Le ſouſſigné, miniſtre et ſécrétaire d'état de S. M. Très-Chrétienne, a reçu la communication que L. Exc. M. M. les miniſtres des cabinets d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie, lui ont fait l'honneur de lui adreſſer le 4 de ce mois, par ordre de

de leurs auguſtes ſouverains. Il s'eſt empreſſé d'en donner connoiſſance au Roi ſon maître, S. M. a reçu avec une véritable ſatisfaction cette nouvelle preuve de la confiance et de l'amitié des Souverains qui ont pris part aux délibérations d'Aix-la-Chapelle. La juſtice qu'ils rendent à ſes ſoins conſtans pour le bonheur de la France, et ſurtout à la loyauté de ſon peuple, a vivement touché ſon coeur. En portant ſes regards ſur le paſſé, et en reconnoiſſant qu'à aucune autre époque, aucune autre nation n'auroit pu exécuter, avec une plus ſcrupuleuſe fidélité, des engagemens tels que ceux que la France avoit contractés, le Roi a ſenti qu'elle étoit redevable de ce nouveau genre de gloire à la force des inſtructions qui la régiſſent, et il voit avec joie que l'affermiſſement de ces inſtitutions eſt regardé par les auguſtes Alliés comme auſſi avantageux au repos de l'Europe, qu' eſſentiel à la proſpérité de la France. Conſidérant que le premier de ſes devoirs eſt de chercher à perpétuer et accroître, par tous les moyens qui ſont en ſon pouvoir, les bienfaits que l'entier rétabliſſement de la paix générale promet à toutes les nations; perſuadé que l'union intime des Gouvernemens eſt le gage le plus certain de ſa durée, et que la France, qui ne pouvoit reſter étrangère à un ſyſtème dont toute la force naîtra d'une parfaite unanimité de principes et d'action, s'y aſſociera avec cette franchiſe qui la caractériſe, et que ſon concours ne peut qu'augmenter l'eſpoir bien fondé des heureux réſultats qu'une telle alliance aura pour le bien de l'humanité, S. M. Très-Chrétienne accueille avec empreſſement la propoſition qui lui eſt faite d'unir ſes conſeils et ſes efforts à ceux de L. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de la Grande-Brétagne, le Roi de Pruſſe et l'Empereur de toutes les Ruſſies, pour accomplir l'oeuvre ſalutaire qu'ils ſe propoſent. En conſéquence, Elle a autoriſé le ſouſſigné à prendre part à toutes les délibérations de leurs miniſtres et plénipotentiaires, dans le but de conſolider la paix, d'aſſurer le maintien des traités ſur lesquels elle repoſe, et de garantir les droits et les rapports mutuels établis par les mêmes traités et reconnus par tous les états de l'Europe. 1818

Le ſouſſigné, en priant L. Exc. de vouloir bien transmettre à leurs auguſtes Souverains l'expreſſion des

1818 des intentions et des ſentimens du Roi ſon maître, a l'honneur de leur offrir l'aſſurance de ſa plus haute conſidération.

Aix-la-Chapelle, le 12 Novembre 1818.

Richelieu.

Déclaration.

(*Feuille volante.*)

A l'époque où la pacification de l'Europe eſt achevée par la réſolution de retirer les troupes étrangères du territoire Français, et où ceſſent les meſures de précaution que des évenemens déplorables avoient rendus neceſſaires, les miniſtres et plénipotentiaires de L. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de France, le Roi de la Grande-Brétagne le Roi de Pruſſe et l'Empereur de toutes les Ruſſies, ont reçu de leurs ſouverains l'ordre de porter à la connoiſſance de toutes les cours de l'Europe les réſultats de leur réunion à Aix-la-Chapelle, et de faire à cet effet, la déclaration ſuivante:

La convention du 9 Octobre, qui a définitivement réglé l'exécution des engagemens conſignés dans le traité de paix du 20 Novembre 181[illegible], eſt conſidérée par les ſouverains qui y ont concouru comme l'accompliſſement de l'oeuvre de la paix, et comme le complément du ſyſtème politique deſtiné à en aſſurer la ſolidité. L'union intime établie entre les monarques aſſociés à ce ſyſtème, par leurs principes, non moins que par l'intérêt de leurs peuples, offre à l'Europe le gage le plus ſacré de ſa tranquillité future.

L'objet de cette union eſt auſſi ſimple que grand et ſalutaire. Elle ne tend à aucune nouvelle combinaiſon politique, à aucun changement dans les rapports ſanctionnés par les traités exiſtans. Calme et conſtante dans ſon action, elle n'a pour but que le maintien de la paix et la garantie des transactions qui l'ont fondée et conſolidée.

Les ſouverains en formant cette union auguſte, ont regardé comme la baſe fondamentale, leur invariable

riable réſolution de ne jamais s'écarter, ni entre eux 1818
ni dans leurs relations avec d'autres états, de l'obſervation la plus ſtricte des principes du droit des gens, principes qui dans leur application à un etat de paix permanent, peuvent ſeuls garantir efficacement l'indépendance de chaque gouvernement et la ſtabilité de l'aſſociation générale.

Fidèles à ces principes, les ſouverains les maintiendront également dans les réunions auxquelles ils aſſiſteroient en perſonne, ou qui auroient lieu entre leurs miniſtres, ſoit qu'elles aient pour objet de discuter en commun leurs propres intérêts, ſoit qu'elles ſe rapportent à des queſtions dans les quelles d'autres gouvernemens auroient formellement réclamé leur intervention; le même esprit, qui dirigera leurs conſeils, et qui règnera dans leurs communications diplomatiques, préſidera auſſi à ces réunions, et le repos du Monde en ſera conſtamment le motif et le but.

C'eſt dans ces ſentimens que les ſouverains ont conſommé l'ouvrage auquel ils étoient appelés. Ils ne ceſſeront de travailler à l'affermir et à le perfectionner. Ils reconnoiſſent ſolennellement que leurs devoirs envers Dieu et envers les peuples qu'ils gouvernent, leur préſcrivent de donner au Monde, autant qu'il eſt en eux, l'exemple de la juſtice, de la concorde, de la modération. Heureux de pouvoir conſacrer déſormais tous leurs efforts à protéger les arts de la paix, à accroître la prospérité intérieure de leurs états, et à réveiller ces ſentimens de religion et de morale dont le malheur des tems n'a que trop affoibli l'empire.

Aix-la-Chapelle, le 15 Novembre 1818.

METTERNICH.
RICHELIEU.
CASTLEREAGH.
WELLINGTON.
HARDENBERG.
BERNSTORFF.
NESSELRODE.
CAPO-D'ISTRIA.

3.

1818 *Extrait du Protocole des conférences d'Aix-la-Chapelle, du 19 Novembre* 1818.

(*Journal de Francfort*. 1818. Nr. 331. Lesur *annuaire*. 1818. p. 438.)

Les maiſons de banque, avec lesquelles le gouvernement François a traité de l'exécution de ſes engagemens pécuniaires, et dont le crédit univerſellement reconnu a déterminé les cours alliées, non ſeulement à accepter en paiement les lettres de change tirées ſur ces maiſons par le tréſor de France, pour la ſomme de 165 millions, reſtant à acquitter d'après l'article VI. de la convention du 9 Octobre, mais encore à faire réaliſer par leur entremiſe la ſomme de 100 millions, valeur effective, payable en inſcriptions de rente d'après l'article V. de la même convention, avoient déclaré, qu'elles pourroient effectuer en neuf termes les différens paiemens, dont elles ſe chargeoient; et la poſition favorable de la place de Paris, à l'époque où cet arrangement eut lieu, les facilités qu'éprouvoit la circulation, la valeur élevée des rentes, et la perſpective d'un ſurcroît de conſolidation du crédit public à la ſuite des transactions politiques les plus heureuſes et les plus ſatisfaiſantes pour la France, ſembloient pleinement juſtifier l'opinion, que les termes propoſés par lesdites maiſons de banque, ne dépaſſoient pas la limite des moyens disponibles, et pouvoient être acceptés et maintenus ſans aucun inconvénient, ni pour la France, ni pour les puiſſances créancières.

Tel étoit l'état des choſes lorsque la convention du 9 Octobre fut ſignée. Mais dès les derniers jours du même mois, pluſieurs ſymptômes, dont il étoit impoſſible de ſe diſſimuler l'importance, avertirent les gouvernement François que malgré l'étendue des resſources que les banquiers, chargés de ſes paiemens, avoient à leur diſpoſition, il ſeroit difficile de réaliſer ces paiemens dans les délais ſtipulés, ſans expoſer directement la circulation de Paris et de la France, et indirectement celle de toute l'Europe commerçante, à de graves inconvéniens. Quoique les charges pécuniaires,

res, que le traité du 20 Novembre 1815 avoit impo- 1818
ſées à la France, euſſent été en très grande partie acquittées par des reviremens de commerce, par des opérations de change, et par tous ces moyens artificiels, qui dans l'état perfectionné des communications réciproques des pays, remplacent le numéraire effectif, il paroit cependant, qu'en dernière analyſe une quantité aſſez conſidérable de ce numéraire a dû être néceſſairement employée à ſolder la balance de la France. A cette cauſe première de diminution dans la maſſe des valeurs circulantes, il en accéda d'autres dont les effets ne peuvent point être méconnus. Pluſieurs des principaux états de l'Europe travaillent à ſubſtituer les valeurs métalliques au papier, qui jusqu'ici en avoit rempli les fonctions. Les meſures adoptées dans ce but ont exigé une forte importation de numéraire; et il eſt ſuffiſammet avéré, que cette importation s'eſt en grande partie opérée par l'exportation de celui de la France. Des conjonctures momentanées, aſſez connues de ceux qui s'occupent particulièrement de ces objets, ont rendu cette diminution du numéraire plus ſenſible à l'époque même, où une nouvelle création de rentes étoit annoncée par les ſtipulations du traité d'évacuation. La banque de France en a éprouvé les premières effets. Ses fonds effectifs, naguères trop forte même pour ſes beſoins, ont été ſucceſſivement entamés au point, que la loyauté et la prudence, baſes eſſentielles de cet établiſſement, lui ont commandé de reſſerrer ſes escomptes, et de reſtreindre par conſéquent l'émiſſion de ſes billets. Il en eſt néceſſairement reſulté un redoublement d'embarras dans la circulation générale. Sous des circonſtances qui auroient rendu déſirable une augmentation de numéraire ou des ſignes qui répréſentent, pour abſorber les nouvelles rentes qui alloient être verſées ſur la place, l'inſuffiſance des valeurs disponibles a été telle, que le prix même des rentes exiſtantes n'a pas pu ſe ſoutenir à la bourſe. La baiſſe des effets publics s'eſt déclarée dans un moment où des cauſes excluſivement liées aux rapports pécuniaires, pouvoient ſeules expliquer un phénomène pareil, puisque toutes les cauſes politiques et morales, qui peuvent agir ſur le crédit d'un gouvernement, ſe réuniſſoient en faveur de la France; mais cette baiſſe une fois arrivée, un concours de circonſtances ſecon-

 daires,

1818 daires, et ſurtout l'empreſſement irréfléchi, qu'un certain nombre de porteurs d'inſcriptions ont mis à ſe défaire de celles qu'ils poſſédoient, a momentanement affoibli l'éfficacité des meſures, par lesquelles le gouvernement, et les maiſons de commerce reſpectables qui ſecondent ſes operations, ſeroient bientôt parvenus à ramener les choſes à leur juſte niveau.

Le contre coup de ce qui s'eſt paſſé à Paris doit néceſſairement ſe faire ſentir dans les relations commerciales et pecuniaires des autres places européennes; et ſi le mal n'eſt pas attaqué dans la racine, aucun pays ne ſera à l'abri de ſes effets. Ce ſeroit ſe livrer à une illuſion dangereuſe, que de croire, qu'à proportion que le numéraire diminueroit en France; il abonderoit dans les autres pays. La totalité des opérations pécuniaires du monde civiliſé, ſe fait au moyen d'une ſomme comparativement très petite d'argent monnayé. Ce qui détermine la rareté ou l'abondance du numéraire, eſt beaucoup moins ſa quantité abſolue, que le degré de facilité et de rapidité du mouvement qui le fait circuler. Mais auſſitôt qu'une cauſe quelconque arrête le mouvement dans un de ſes principaux foyers, les affaires commerciales, les reſſources de l'induſtrie, les transactions du change, le prix des effets publics, doivent s'en reſſentir par tout, et la ſtagnation qui ſe manifeſte ſur une des places centrales de l'Europe, doit inévitablement améner une ſtagnation plus ou moins génerale. Auſſi les embarras produits à Paris par la réduction des escomptes de la banque, et le reſſerrement progreſſif de l'argent, ſont ils déjà ſimultanément ſenſibles dans les opérations de toutes les autres places de commerce, et dans les fonds de tous les gouvernemens.

Independamment de ces conſidérations majeures, la valeur des effets publics de France, a dans l'époque actuelle; un intérêt particulier pour les puiſſances qui ont eu part au traité du 20 Novembre 1815, et à la convention du 23 Avril 1818. Car ayant ſtipulé au nom de leurs ſujets, creanciers de la France, qu'ils recevroient le montant de leurs créances en inſcriptions ſur le grand livre de ſa dette publique, elles ne doivent négliger aucun des moyens à leur portée pour empêcher que les valeurs, que les individus en question ont reçues ou vont recevoir, ne ſoient dépréciées;

et

et les mefures que le gouvernement François peut adopter pour maintenir ou améliorer le cours de fes inscriptions, ne fauroient par cette raifon feule être indifférentes pour les autres états. 1818

Ayant férieufement réflechi fur cette pofition des chofes, fur les inconveniens nombreux qui naitroient du déplacement fubit d'une trop grande maffe de numéraire, fur l'atteinte que porteroient aux intérêts commerciaux de tous les pays, les opérations forcées, auxquelles les maifons de banque, chargées des paiemens, feroient obligées d'avoir récours pour effectuer un déplacement pareil dans un espace de tems trop limité, le gouvernement Français a propofé aux puiffances créancières, d'admettre dans les arrangemens convenus, les deux modifications fuivantes, favoir: 1. celle de prolonger à dix huit mois les termes des paiemens fixés à neuf mois par la convention du 9 Octobre; 2. celle de donner aux maifons contractantes la faculté d'acquitter une partie de leurs engagemens en lettres de change fur certaines places hors de France, qui feroient fpécialement déterminées.

Les plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de Pruffe et de Ruffie, ont fait de ces propofitions l'objet d'un examen approfondi, et le refultat de cet examen les ayant conduits à reconnoître.

Que les modifications propofées n'altèrent en rien ni la nature, ni la folidité des engagemens primitifs, ni celles des garanties fur les quelles repofent en dernière analyfe toutes les ftipulations pécuniaires de la convention du 9 Octobre;

Que ces modifications ne fauroient affecter en aucune manière la confiance que les puiffances ont accordée aux maifons contractantes, attendu que ces maifons fe font déclarées prêtes à remplir leurs engagemens primitifs, fi les puiffances le jugeoient néceffaire ou convenable;

Que par conféquent, il ne fera nullement difficile d'éclairer et de raffurer l'opinion publique fur les alarmes qu'une fauffe interprétation de cette mefure, ou l'ignorance de fes véritables motifs, pourroient faire naître dans l'une ou l'autre pays;

Que les dites modifications ne doivent point être confidérées comme un avantage particulier pour le gouvernement François, ou comme un foulagement accordé

1818 accordé aux maisons de banque avec lesquelles il a traité, mais, comme un arrangement de convenance mutuelle, dicté par des motifs communs à toutes les parties contractantes, et non moins conforme à l'intérêt bien entendu du créancier qu'à celui du débiteur;

Que la France s'engageant en outre à tenir compte aux puissances créancières d'un intérêt de cinq pour cent à raison du délai provenant de ce nouvel arrangement, il n'en résulte pour les autres puissances aucune perte réelle;

Les plénipotentiaires des quatre puissances ont adhéré aux modifications proposées par le plénipotentiaire de France aux stipulations de la convention du 9 Octobre, et, de concert avec lui, les ont rédigées et arrêtées telles qu'elles se trouvent inserées au protocole signé le 11 Novembre.

Metternich. Richelieu. Castlereagh.
Hardenberg. Bernstorff. Nesselrode.
Capo d'Istria.

55.

Arrangemens définitifs pour régler le mode et les périodes du paiement des derniers 100 millions de Francs, de l'indemnité pécuniaire due par la France, signés par les ministres d'Autriche, de France, de la Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie à Paris le 2 Fevrier 1819.

1819

2 Fevr. (*Journal de Francfort.* 1819. Nr. 57. *Lesur annuaire.* 1818. p. 440.)

Les circonstances actuelles ayant rendu nécessaire de chercher les moyens de diminuer, autant que possible la masse des inscriptions de rentes sur le grand-livre de la dette publique de France, qui peuvent être mises immediatement sur la place de Paris, il a été convenu de ce qui suit:

Art. I. L'inscription de 6,615,944 Fr. de rente, remise par la France aux cours d'Autriche, Grande-Brétagne, Prusse et Russie, conformément à l'art. 3. de la convention du 9 Octobre 1818, restera en dépôt entre les mains des commissaires des dites cours, jusqu'au 5 Juin 1820. En

En conféquence, le contrat paffé entre les cours 1818
d'Autriche, de Grande-Brétagne, de Pruffe et de Ruffie, et les maifons Hope et compagnie, Baring Frères et Compagnie, pour la réalifation du capital de la fusdite infcription de rente, eft confidéré comme nul et non avenu.

Art. II. Par fuite de l'article ci-deffus, l'infcription de 2,205,314 Fr. de rente, que les quatre commiffaires fpéciaux ont remife, le 2 Decembre 1818, aux maifons Hope et compagnie, Baring Frères et Compagnie, en exécution du contrat de vente ci-deffus mentionné, fera rendu par ces maifons de banque aux quatre commiffaires, qui leur rendront, en échange, leurs engagemens pour la même valeur. La dite infcription de 2,205,314 Fr. fera transférée par le tréfor royal de France, et fera jointe, fous les noms des quatre commiffaires fpéciaux, à l'infcription de 4,410,630 Fr. qui demeure dans leurs mains.

Art. III. Le 1 Juin 1820, la France remettra aux cours ci-deffus défignées, en échange de la fusdite infcription de 6,615,944 Fr. de rente, des bons fur le tréfor royal, pour la valeur de 100,000,000 de Fr., les dits bons portant intérèt à 5 pour 100, payables en neuf mois, par portions égales, et de jour en jour, pour commencer le 1 Juin 1820, et finir le 1 Mars 1821.

Les deux premiers tiers de ces bons ne feront pas négociables; mais le dernier tiers pourra être negocié à dater du 1 Décembre 1820.

Art. IV. Les commiffaires des cours d'Autriche, Grande-Brétagne, Pruffe et Ruffie, recevront les arrérages de la dite rente de 6,615,944 Fr., infcrite avec les intérêts depuis le 22 Septembre 1818, qui fe trouveront dus à partir de ce jour jusqu'au 1 Juin 1820 inclufivement, auquel jour les remifes fucceffives feront payées aux parties intéreffées.

Art. V. Il eft convenu que les arrangemens ci-deffus n'interviendront point dans ceux qui ont été pris entre le gouvernement François et les maifons Hope et Compagnie, Baring Frères et Compagnie, non plus que dans les modifications qui pourroient y être faites en vertu de la préfente convention.

Art. VI. Il eft également convenu qu'à l'époque de la négociation du dernier tiers de bons qui feront mis à la difpofition des cours d'Autriche, Grande-Brétagne, Pruffe et Ruffie, en exécution de l'art. 3. du

1818 du préfent arrangement (dans le cas où ces cours feroient difpofées à ufer de cette faculté), le gouvernement François en fera informé, et qu'à conditions égales, il jouira de la préférence pour négocier les dits bons.

Fait en cinq copies, à Paris, le 2 Février 1819.

Le Baron de Vincent. *Le Marquis* Dessolles.
Ch. Stuart. H. de Golz. Pozzo di Borgo.

56.

Juillet. *Convention entre S. M. Catholique et les Etats Unis d'Amérique, negociée en Août* 1802, *ratifiée par l'Espagne en Juillet* 1818 *).

(*Journal de Francfort.* 1819. Nr. 53.)

S. M. C. et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique défirant ajufter à l'amiable les reclamations qui ont réfulté des excès commis pendant la dernière guerre par des individus de l'une ou de l'autre nation, contrairement aux lois des nations ou au traité exiftant entre les deux nations: S. M. C. a donné à cet effet des pleinspouvoirs à S. Exc. Don Pedro Cavallos, confeiller d'état, etc.; et le gouvernement des Etats Unis d'Amérique à Charles Pinckney, citoyen des dits états, et leur miniftre plénipotentiaire auprès de S. M. C., qui font convenus de ce qui fuit:

Commiffaires. Art. I. Il fera formé un bureau de commiffaires, compofé de cinq membres, deux defquels feront nommés par S. M. C., deux autres par le gouvernement des Etats-Unis, et le cinquième d'un commun accord, et dans le cas où ils ne pourroient point s'accorder fur le choix du cinquième commiffaire, chaque partie en nommera un, et le fort décidera entre les deux; et ci-après, en cas de mort, de maladie, ou d'abfence néceffaire d'aucun de ceux déjà nommés, ils procéderont, de la même manière, à l'élection d'autres perfonnes pour les remplacer.

Art.

*) Quoique cette convention ait été negociée en Août 1802 et ratifiée par les Etats Unis en Janvier 1804 l'Efpagne ne l'a ratifiée qu'en Juillet 1818 fur quoi les ratifications ont été échangées à Wafhington; je la place fous l'année 1818 vû que par l'article 7. il eft expreffement convenu qu'elle demeurerait fans effet jusqu'à ce qu'elle foit ratifiée par les parties contractantes.

ART. II. Les commiſſaires étant ainſi nommés, chacun d'eux prêtera ſerment d'examiner, discuter et determiner les réclamations, qu'ils devront décider conformément aux lois des nations et au traité exiſtant, et avec l'impartialité que la juſtice dictera. 1818 Serment

ART. III. Les commiſſaires ſe raſſembleront et tiendront leurs ſéances à Madrid, où, dans l'eſpace de 18 mois (à compter du jour auquel ils ſe réuniront) ils recevront toutes les réclamations qui ſeront faites en conſéquence de la préſente convention, tant par les ſujets de S. M. C., que par les citoyens des Etats Unis d'Amérique qui auront droit de former des demandes en compenſation de pertes, dommages ou préjudices par eux eſſuyés, en conſéquence des excès commis par des ſujets eſpagnols ou des citoyens américains. Reclamations à juger.

ART. IV. Les commiſſaires ſont autoriſés par les dites parties contractantes, à entendre et à examiner ſur ſerment, toute queſtion relative aux dites demandes, et à recevoir, comme digne de foi, tout témoignage dont l'authenticité ne pourra pas être raiſonnablement révoqué en doute. Temoins

ART. V. Il n'y aura point d'appel des déciſions des commiſſaires, et l'accord de trois d'entre eux donnera pleine force et effet à leurs déciſions, tant pour ce qui aura rapport à la juſtice des reclamations qu'au montant des indemnités qui pourront être adjugées aux réclamans, les dites parties contractantes s'obligeant à ſatisfaire aux dits jugemens en numéraire, ſans déductions, aux tems et lieux fixés, et ſous les conditions, qui pourront être ſpécifiées par le bureau des commiſſaires. Deciſion.

ART. VI. Les dits plénipotentiaires n'ayant pas pu s'accorder ſur le mode par lequel le dit bureau de commiſſaires prononceroit ſur les réclamations provenantes des actes des croiſeurs, agens, conſuls, ou tribunaux étrangers, ſur leur territoire reſpectif, qui pourroient être imputés à leurs deux gouvernemens, ils ſont expreſſément convenus que chaque gouvernement ſe réſervera (comme il le fait par cette mention) à lui même, à ſes ſujets, ou à ſes citoyens reſpectifs, tous les droits qu'ils ont préſentement, et en vertu desquels ils pourront ci-après préſenter leurs reclamations, aux époques qui leur ſeront les plus convenables. Reſervation.

ART. VII. La préſente convention demeurera ſans force ou effet, jusqu'à ce qu'elle ſoit ratifiée par les parties contractantes, et les ratifications ſeront échangées auſſitôt que poſſible. Ratification.

57.

1818 20 Oct. *Convention zwischen Grossbritannien und Nordamerica, unterzeichnet zu London den* 20. *October* 1818.

(*Politisches Journal* 1819. Mars p. 229.)

Die vereinigten Staaten von Nordamerica und Se. Majestät der König von Grossbritannien und Irland haben, beseelt von dem Wunsche, das gute Einverständniss, welches zwischen beiden Staaten so glücklicherweise besteht, zu befestigen, zu ihren Bevollmächtigten ernannt, der Präsident der vereinigten Staaten den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Französischen Hofe, *Albert Gallatin*, und *Richard Rusch* *) und Se. Majestät der König von Grossbritannien und Irland, ihren Marine-Schatzmeister und Präsidenten im Bureau des Staatsraths für den Handel und die Colonien, *Friedrich Joh. Robinson*, und ihren Unter-Staatssecretär *Henry Goulborn*; welche, nachdem sie ihre gegenseitigen Vollmachten ausgewechselt und richtig befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. I. Da über die von den vereinigten Staaten für ihre Einwohner in Anspruch genommene Freyheit, an gewissen Küsten, Bayen, Rheden und Buchten der Americanischen Staaten Sr. Majestät zu fischen, und die Fische dort zu trocknen und einzusalzen, Streitigkeiten entstanden sind, so sind die hohen contrahirenden Theile übereingekommen, dass die Einwohner genannter vereinigten Staaten auf ewige Zeiten mit den Unterthanen Sr. Brittischen Majestät gemeinschaftlich das Recht haben sollen, jede Gattung von Fischen an dem Theile von Neufoundland zu fangen, welcher sich vom Cap Ray bis zu den Ratheau-Inseln an der westlichen und nördlichen Küste von Neufoundland erstreckt, hierauf von dem Cap Ray bis nach den Inseln von Qoirpon, an den Küsten der Magdalenen-Inseln, so wie auch an den Küsten, in den Bayen, Häfen und Buchten von Mont Joly an der mittäglichen Küste von Labrador bis an die Meerenge von Belleisle, und

*) Ce nom manque dans le journal politique quoiqu'il se trouve à la signature.

57.

Convention conclue entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Angleterre à Londres le 20 Octobre 1818.

1818
20 Oct.

(Lesur annuaire historique. 1818. p. 479. *).

Les Etats-Unis d'Amérique et S. M. le Roi du royaume Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, désirant cimenter la bonne intelligence qui subsiste heureusement entre eux, ont à cet effet nommé leurs plénipotentiaires respectifs, savoir. le président des Etats-Unis, de son côté, a nommé Albert Gallatin; *envoyé extraordinaire, etc., etc., et* Richard Rusch, *envoyé extraordinaire, etc., etc.; et S. M. B. a nommé le très honorable* Frédérick John Robinson, *trésorier etc. et* Henry Goulborn, *esq. etc., etc.; qui après avoir échangé leurs pleinspouvoirs respectifs, qu'ils ont trouvés en due et bonne forme, ont consenti à conclure les articles suivans:*

Pêche sur les côtes d'Amerique.

Art. I. *Attendu qu'il s'est élevé des différends relativement à la liberté réclamée par les Etats-Unis, pour leurs habitans, de prendre, de sécher et de nettoyer le poisson sur certaines côtes, baies, havres et creeks, situés dans les possessions de S. M. B. en Amérique, il est convenu entre les hautes parties contractantes, que les habitans desdits Etats-Unis auront, pour jamais, en commun avec les sujets de S. M. B., la liberté de prendre du poisson de toute espèce, sur cette partie de la côte de Terre-Neuve qui s'étend depuis le cap Ray jusqu'aux îles du Ratheau; sur la côte occidentale et septentrionale de Terre-Neuve depuis ledit cap Ray jusqu'aux îles Quirpon, sur les rivages des îles Magdeleine, et aussi sur les côtes, baies, havres et creeks, depuis Mont Joly, sur la côte méridionale de Labrador jusqu'au détroit de Belleisle, et de là au*

*) Une autre traduction Française se trouve dans Lesur annuaire p. 479.

1818 und von da längs der Küſte hin nach Norden, ſo jedoch, daſs dadurch die ausſchlieſsenden Rechte der Compagnie in der Hudſonsbay nicht beeinträchtigt werden; auch ſollen die Americaniſchen Fiſcher auf ewige Zeiten die Freyheit haben, in denjenigen Bayen, Häfen und Buchten des mittäglichen Theils der Küſte von Labrador, worüber noch nicht disponirt worden, zu fiſchen, und ihre Fiſche daſelbſt zu trocknen; ſobald aber über das Ganze oder auch nur über einen Theil derſelben definitive Beſtimmungen genommen, iſt es den beſagten Fiſchern nicht mehr geſtattet, in dieſen Gegenden, ohne eine vorläufige Convention mit den Einwohnern derſelben abgeſchloſſen zu haben, die Fiſche zu trocknen und einzuſalzen. Die vereinigten Staaten entſagen auf immer durch gegenwärtigen Tractat jeder Freyheit, deren die Einwohner bis jetzt genoſſen oder worauf ſie noch Anſpruch machen könnten, an den Inſeln, Bayen und Buchten der Staaten Sr. Brittiſchen Majeſtät in America, welche nicht in den oben erwähnten Grenzen mit begriffen ſind, in der Entfernung von drey Seemeilen zu fiſchen, die Fiſche zu trocknen und einzuſalzen; jedoch ſoll es den Americaniſchen Fiſchern erlaubt ſeyn, in den beſagten Bayen oder Häfen zum Schutz einzulaufen, ihre erlittenen Havarien dort auszubeſſern, Holz einzukaufen und Waſſer einzunehmen, übrigens aber in keiner andern Abſicht. Sie ſollen ſich dabey aller nothwendigen Reſtrictionen zur Verhinderung des Trocknens und des Einſalzens der Fiſche unterwerfen, damit die in dieſem Tractat reſervirten Vorrechte keinesweges übertreten werden.

Art. II. Man iſt übereingekommen, von dem nordweſtlichen Puncte des Sees der Hölzungen eine Linie zu ziehen, welche an der 49ſten Parallellinie nördlicher Breite hinläuft; ſollte ſich aber dieſer Punct nicht in der 49ſten Parallele nördlicher Breite auffinden laſſen, ſo wird von dem Punct eine Linie völlig nördlich oder ſüdlich, nachdem wie beſagte Linie genannte Parallellinie der nördlichen Breite durchſchneidet, gezogen werden, und an dieſem völlig weſtlichen Durchſchnittspuncte längs der genannten Parallellinie ſoll die Gränzlinie zwiſchen dem Gebiete der vereinigten Staaten und der ſüdlichen Gränze des Gebiets Sr. Brittiſchen Majeſtät ſich befinden, von dem See der Hölzungen bis zu den ſteinigten Gebürgen. Art.

au nord indéfiniment le long de la côte, ſans préjudice cependant d'aucun des droits excluſifs de la compagnie de la baie d'Hudſon. Il a été auſſi convenu que les pêcheurs américains auront, pour toujours la liberté de ſècher et et curer le poiſſon dans les baies, havres et creeks inhabités de la partie méridionale de la côte de Terre-Neuve, décrite ci-deſſus et de la côte de Labrador; mais auſſitôt que ces endroits, ou ſeulement une partie quelconque, ſeront habités, il ne ſera plus légal pour lesdits pêcheurs de ſècher ou curer du poiſſon dans cette partie habitée, à moins d'un arrangement préalable à cet effet, avec les habitans, propriétaires ou poſſeſſeurs du terrain. Les Etats-Unis par le préſent article renonçent pour toujours à toute liberté que leurs habitans auraient eue ou auraient réclamée jusqu'à ce jour, de prendre, de ſècher ou de curer le poiſſon, ſur celles des côtes, baies, creeks ou havres des poſſeſſions de S. M. B. en Amérique, non compris dans les limites ci-deſſus mentionnées, non plus qu'à la diſtance de 3 milles des dites côtes, pourvu cependant que les pêcheurs américains ſoient admis à entrer dans ces baies ou havres, pour s'y abriter et y réparer des dommages, y acheter du bois, y faire de l'au, et non pour aucun autre objet quelconque; dans ces cas divers ils ſeront ſoumis à telles reſtrictions qui pourront être néceſſaires pour les empêcher de prendre, de ſècher ou de curer du poiſſon dans les dits endroits, ou d'abuſer en aucune autre manière des priviléges que leur réſerve le préſent article. 1818

Art. II. Il eſt convenu qu'une ligne tirée du point le plus au nord-oueſt du lac des Bois, le long du quarante-neuvième parallèle de latitude nord, ou ſi ledit point ne ſe trouve pas ſur le quarante-neuvième parallèle de latitude nord, qu'une ligne tirée de ce point droit au nord ou au ſud, comme le cas pourra l'exiger, jusqu'au point où elle coupera ledit parallèle; et depuis ce dernier point le long dudit parallèle vers l'oueſt, ſera la ligne de démarcation entre les territoires des Etats-Unis et ceux de S. M. B., et que la dite ligne formera la frontière nord des dits territoires des Etats-Unis, et la frontière ſur des territoires de S. M. B., depuis le lac des Bois jusqu'aux Hony Mountains. Ligne de démarcation.

Art.

1818 Art. III. Man ist übereingekommen, dass alles Gebiet, welches von der einen oder andern Parthey an der nordwestlichen Küste von America, im Westen der steinigten Gebürge, so wie dessen Häfen, Bayen und Buchten und die Schifffahrt auf dessen sämmtlichen Flüssen reclamirt werden könnte, zehn Jahre hindurch, von der Unterzeichnung gegenwärtiger Convention angerechnet, den Schiffen, Bürgern und Unterthanen beider Mächte frey und offen seyn soll; wohl verstanden jedoch, dass diese Convention nicht zum Nachtheile der Ansprüche, welche eine der hohen contrahirenden Theile auf irgend einen Theil des besagten Gebiets haben könnte, gedeutet werden solle, so wie sie auch nicht die Ansprüche irgend eines andern Staats oder Macht auf einen Theil desselben beeinträchtigen darf, da der einzige Zweck der hohen contrahirenden Theile bey Abfassung dieser Convention gewesen ist, jeder Discussion und jedem Streit unter beiden Staaten vorzubeugen.

Art. IV. Alle Bestimmungen der Convention, "um den Handel zwischen den Ländern der vereinigten Staaten und Sr. Brittischen Majestät festzusetzen," welche den 3ten Julius 181., abgeschlossen, mit Ausnahme der Clausel, welche die Dauer derselben auf 4 Jahre festsetzt, so wie auch mit Ausnahme des Theils, der durch die Erklärung Sr. Maj. die Insel St. Helena betrifft, sind auf weitere 10 Jahre, vom Tage der Unterzeichnung gegenwärtiger Convention angerechnet, ausgedehnt, und sollen bis dahin in Kraft bleiben, und zwar eben so, als wenn alle Bestimmungen besagter Convention hier namentlich aufgeführt wären.

Art. V. Da der erste Artikel des Genter Tractats bestimmt, dass "alles Gebiet, Plätze und Besitzungen, die während des Kriegs von der einen oder andern Parthey, oder selbst nach Unterzeichnung des gegenwärtigen Tractats genommen worden, mit alleiniger Ausnahme der dabey nahmhaft gemachten Inseln, ohne Verzug und ohne dass etwas darin zerstört, und ohne dass Artillerie oder sonstiges öffentliches Eigenthum, welches in den Forts oder Plätzen gefunden worden, so wie auch Sclaven oder anderes Privat-Eigenthum daraus weggebracht werden darf, zurückgegeben werden soll," und da die vereinigten Staaten durch denselben Artikel für ihre Mitbürger, als deren Privateigenthum, die Wiedererstat-

Art. III. Il est convenu que tout pays qui pourra être réclamé par l'une ou l'autre des parties contractantes sur la côte nord-ouest d'Amérique, à l'ouest des Stony Mountains, sera ainsi que les havres, baies, creeks et rivières qui s'y trouveront, libre et ouvert pendant dix années, à compter de la date de la signature de la présente convention, aux vaisseaux, aux citoyens et aux sujets des deux puissances; bien entendu que cet arrangement ne peut être trouvé au préjudice d'aucune prétention que l'une ou l'autre des deux hautes parties contractantes peuvent avoir sur quelque partie que ce soit dudit pays; et qu'il ne sera pas non plus regardé comme affectant les prétentions de toute autre puissance à une partie dudit pays, le seul objet des hautes parties contractantes à cet égard étant de prévenir les disputes et les differends entre elles deux.

1818

District ou la pèche sera libre pendant 10 ans.

Art. IV. Toutes les stipulations de la convention "pour régler le commerce entre les possessions des Etats Unis et de S. M. B.," conclu à Londres, le trosième jour de Juillet, en l'année de Notre Seigneur 1815, *à l'exception de la clause qui limitait à quatre ans sa durée, et à l'exception aussi de telles parties qui ont été altérées par la déclaration de S. M. relativement à l'île de Saint-Hélène, sont, par la présente, étendues et maintenues en vigueur pour le terme de dix années, à partir de la date de la signature de la présente convention, de la même manière que si toutes les stipulations de la susdite convention étaient spécialement répétées dans la présente.*

Convention du 3 Juillet 1815.

Art. V. Comme il a été convenu par le premier article du traité de Gand, que "tous territoires, places et possessions, quelconques dont l'une ou l'autre partie se serait emparée pendant la guerre, ou après la signature de ce traité, seraient, à l'exception des îles ci-après mentionnées, rendus sans délai et sans y détruire, ou en emporter aucune partie de l'artillerie ou autres propriétés publiques capturées originellement dans les dits forts ou places, qui s'y trouveraient encore lors de l'échange des ratifications du présent traité, ainsi que tout esclave ou autre propriété particulière;" comme, d'après cet article, les Etats-Unis réclament pour leurs citoyens, et à titre de propriété particulière, la restitution, ou du moins une pleine com-

Traité de Gand.

1818 erſtattung oder eine Entſchädigung für alle Sclaven reclamiren, welche ſich am Tage der Auswechſelung der Ratificationen gedachten Tractats in irgend einem Gebiete, Platze oder Eigenthum befanden, wovon gedachter Tractat den vereinigten Staaten die Wiedererſtattung zuſagt, aber noch in Engliſcher Gewalt ſich befanden, ſey es, daſs genannte Sclaven an dem Tage auf dem Theile des feſten Landes oder am Bord der Engliſchen Schiffe ſich aufgehalten, wovon der Grund zum Gebiet oder zur Gerichtsbarkeit der Vereinigten Staaten gerechnet wird: und da ſich Streitigkeiten erhoben, ob nach dem wahren Sinne und der Abſicht des genannten Artikels des Genter Tractats die vereinigten Staaten auf die völlige Wiedererſtattung und Schadloshaltung für alle und jede Sclaven Anſprüche machen können, wie es oben erwähnt worden, ſo ſind die hohen contrahirenden Theile durch gegenwärtige Convention dahin übereingekommen, dieſen ſtreitigen Punct irgend einem Souverän oder befreundeten Staate, den man dazu auffordern wird, vorzulegen, und die hohen contrahirenden Mächte verpflichten ſich, die Entſcheidung dieſes Souveräns oder befreundeten Staats als definitiv anzuſehen, indem alle demſelben vorgelegte Materien durch deſſen Entſcheidung als erledigt angeſehen werden ſollen.

Art. VI. Dieſe Convention erhält, nachdem ſie durch den Präſidenten der vereinigten Staaten mit Einſtimmung des Senats, und durch Se. Brittiſche Majeſtät ratificirt und ſelbige ausgewechſelt worden, für beide Theile bindende Kraft; und dieſe Ratificationen ſollen in 6 Monaten, oder wo möglich noch früher ausgewechſelt werden.

Zur Beglaubigung deſſen haben die reſp. Bevollmächtigten dieſe Convention unterzeichnet und ihr Siegel darunter geſetzt.

Geſchehen zu London, den 20. October 1818.

Unterz. Albert Gallatin.
Richard Rusch.
Friedrich John Robinson.
Henry Goulbourn.

Dieſe Convention iſt den 2. Novemb. 1818 von dem Prinzen Regenten und den 28 Januar 1819 von dem Präſidenten der vereinigten Staaten ratificirt worden.

58.

compenſation, de tous les eſclaves qui, à la date de l'échange des ratifications dudit traité, ſe trouvaient dans les territoires, places ou poſſeſſions quelconques, dont ledit traité ordonnait la reſtitution aux Etats-Unis, mais qui, à cette époque, étaient encore occupés par les forces Britanniques; et que dans cette reſtitution ils comprennent les eſclaves qui étaient, ſoit à terre, ſoit à bord de vaiſſeaux anglais ſe trouvant dans les eaux des Etats-Unis; comme enfin il s'eſt élevé des différends ſur l'eſprit du ſusdit article du traité de Gand; les hautes parties contractantes conſentent par la préſente à référer ces différends à quelque ſouverain ou Etat ami, qui ſera nommé pour cet objet; et les hautes parties contractantes s'engagent de plus à regarder la déciſion de cette puiſſance amie comme finale et concluſive ſur tous les points référés. 1818

Ratifications.

Art. VI. Cette convention, quand elle aura été dûment ratifiée par le préſident des Etats-Unis, d'après et avec l'avis de leur ſénat, et par S. M. B., et que les ratifications reſpectives auront été mutuellement échangées, ſera obligatoire pour les dits Etats-Unis et S. M., et les ratifications ſeront échangées à ſix mois de la préſente date, ou plustôt s'il eſt poſſible *).

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs ont ſigné cette convention et y ont appliqué le ſceau de leurs armes.

Fait à Londres, ce vingtième jour d'Octobre, en l'an de notre Seigneur 1818.

(Suivent les Signatures.)

*) D'après le journal politique cité ci-deſſus cette convention a été ratifiée par S. A. R. le Prince Régent en date du 2 Novembre 1818 et par le Préſident des Etats-Unis le 28 Janvier 1819. Il n'eſt donc pas étonnant ſi dans le discours du P. Régent lors de l'ouverture du Parlement le 22 Janvier (Journal de Francfort, 1819. Nr. 30.) il eſt dit que cette convention ſerait miſe ſous les yeux du Parlement auſſitôt que les ratifications ſeront échangées. Mais cette échange a-t-elle eu lieu? Je ne trouve pas que depuis cette convention ait été préſentée au Parlement.

58.

1817 *Convention conclue entre Sa Majeſté Très-*
28 Févr. *Chrétienne et Sa Majeſté Sicilienne, ſignée à Paris le 28 Févr. 1817. publiée à Paris le 1 Juin 1818.*

(LESUR *annuaire hiſtorique de l'an* 1818. p. 425.)

Au nom de la très-Sainte et indiviſible Trinité!

Sa Majeſté le Roi du royaume des Deux-Siciles ayant fait connoître à Sa Majeſté très-chrétienne les graves inconveniens qui réſultaient pour les finances, ainſi que pour la navigation et le commerce de ſes ſujets, du maintien de divers priviléges et exemptions dont les Français, ainſi que les ſujets de quelques autres puiſſances, ont joui dans ſes Etats, et le déſir qu'elle avait d'en effectuer l'abolition d'un commun accord avec elle; et Sa Maj. le Roi de France et de Navarre ayant, de ſon côté, témoigné à S. M. Sicilienne la parfaite diepoſition où elle était de conſentir à cette abolition, moyennant l'établiſſement d'un état de choſe qui pût à la fois remédier aux inconvéniens dont S. M. Sicilienne a eu à ſe plaindre, et pourvoir à la ſûreté et aux avantages des ſujets et du commerce de la France dans les Etats de S. M. Sicilienne; leurs dites Majeſtés, cónſtamment animées des ſentimens de la plus intime amitié, ont, à l'effet d'atteindre ce double but, nommé pour leurs plénipotentiaires, ſavoir:

(*S. M. très-chrétienne*): Le Sieur Emanuel du Pleſſis-Richelieu, duc de Richelieu etc.

(*S. M. Sicilienne*): Le Sieur Fabrice Ruffo, prince de Caſtelcicala etc. Lesquels, après s'ètre communiqué leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme, ſont convenus des articles ſuivans:

Privilèges abolis. ART. I. S. M. très-chretienne conſent à l'abolition de tous les priviléges et exemptions dont ſes ſujets, leur commerce et leurs bâtimens ont jovi et jouiſſent dans les Etats, ports et domaines de S. M. Sicilienne, en vertu du traité des Pyrénées, de celui d'Aix-la-Cha-

pelle

pelle du 2 Mai 1668, de la déclaration donnée par la cour de Madrit le 6 Mars 1669, et autres actes subséquens qui rendent communs aux Français tous les avantages concédés aux Anglais par le traité de 1667 entre la Grande-Brétagne et l'Espagne. Il est en conséquence convenu entre Leurdites Majestés très-chrétienne et sicilienne, tant pour elles que pour leurs héritiers et successeurs, que lesdits priviléges et exemptions portant soit sur les personnes, soit sur le pavillon et les bâtimens, sont et demeureront abolis à perpétuité. 1817

ART. II. S. M. Sicilienne s'engage à ne continuer et à n'accorder par la suite les priviléges et exemptions qui sont abolis par la présente convention aux sujets d'aucune autre puissance quelconque. Accordés à aucun autre.

ART. III. S. M. Sicilienne promet que les sujets de S. M. très-chrétienne ne seront pas assujettis dans ses Etats à un système plus rigoureux de visites de douanes et de recherches que celui qui est applicable aux sujets de S. M. Sicilienne. Visites de douanes.

ART. IV. S. M. Sicilienne promet que le commerce Français en général et les sujets Français qui l'exerceront, seront traités dans tous ses Etats sur le même pied que les nations les plus favorisées, non seulement par rapport à leurs personnes et propriétés, mais aussi à l'égard de toute espèce d'articles dont les dits sujets Français feront commerce, et des taxes ou autres charges payables, soit sur lesdits articles, soit sur les bâtimens par lesquels l'importation aura lieu. Traitement de nation la plus favorisée

ART. V. Quant à ce qui concerne les priviléges personnels dont les sujets de S. M. T. C. devront jouir dans le royaume des Deux-Siciles, S. M. Sicilienne promet qu'ils auront un droit libre et non douteux de voyager et de résider dans les territoires et domaines de Sadite Maj., sauf les précautions de police dont on se sert envers les sujets des nations les plus favorisées. Ils auront aussi le droit d'occuper des maisons et magasins, et de disposer de leurs propriétés personnelles, de quelque espèce et nature qu'elles soient, par ventes, donations, échanges et testamens, ou de toute autre manière quelconque, sans qu'il leur soit donné à cet effet le moindre empêchement ou obstacle. Ils ne seront, sous aucun prétexte quelconque, Privilèges personnels.

1817 tenus de payer d'autres taxes ou impofitions que celles qui font payées ou pourront être payées par les fujets des nations les plus favorifées dans les Etats de S. M. ficilienne. Ils feront exempts de tout fervice militaire, foit par terre, foit par mer. Leurs habitations, magafins, et tout ce qui en fait partie ou en compofe l'appartenance pour objet de commerce ou de réfidence, feront refpectés. Ils ne feront fujets à aucune vifite ou recherche vexatoire. Aucun examen ni infpection de leurs livres, papiers ou comptes, ne fe féra arbitrairement et de la part de l'autorité fuprème de l'Etat, et ne pourra avoir lieu autrement que par fentence légale des tribunaux compétens. S. M. Sicilienne s'engage à garantir dans toutes les occafions aux fujets de S. M. très-chrétienne qui réfidéront dans fes Etats et domaines, la confervation de leur fûreté perfonnelle et de leurs propriétés, de la même manière qu'elles font garanties à fes fujets et à tous les étrangers appartenant aux nations les plus favorifées et les plus privilégiées.

Reftitution de l'art. 1. Art. VI. D'après la teneur des articles 1 et 2. de la préfente convention, S. M. Sicilienne s'engage à ne déclarer nuls et abolis les priviléges et exemptions qui exiftent actuellement en faveur du commerce Français dans fes Etats, qu'au même jour et par le même acte qui déclarera nuls et abolis les priviléges et exemptions quelconques dont ont joui ou jouiffent d'autres nations.

Diminution de droits. Art. VII. S. M. Sicilienne promet qu'à dater du jour où l'abolition générale des priviléges aura eu lieu, conformément aux articles 1. 2 et 6. de la préfente convention, une diminution de dix pour cent fur le montant des droits et taxes payables felon le tarif en vigueur le 1 Janvier 1816, fera accordée fur la totalité des marchandifes ou produits du royaume de France, de fes colonies et dépendances, qui feront importés dans les Etats de S. M. Sicilienne, le tout fuivant la teneur de l'article 4. ci-deffus, bien entendu que ledit article ne devra jamais être confidéré comme pouvant, en aucune manière, empècher S. M. Sicilienne d'accorder, fi bon lui femble, une pareille diminution d'impôts aux autres nations étrangères.

Art.

Art. VIII. La préſente convention ſera ratifiée et les ratifications en ſeront échangées à Paris dans l'espace de trois mois, ou plustôt, ſi faire ſe peut. 1817 Ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſignée et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 28 Février 1817.

Signé: Richelieu. (L. S.) Castelcicala. (L. S.)

Article ſéparé et additionnel.

Pour éviter toute équivoque, relativement à la diminution de dix pour cent ſur les droits, ſtipulée en faveur du commerce Français par la convention ſignée aujourd'hui, il eſt déclaré, par le préſent article, que cette conceſſion doit s'entendre comme il ſuit; ſavoir, que, dans le cas où les droits ſe monteraient à vingt pour cent ſur la valeur de la marchandiſe, l'effet de la diminution de dix pour cent ſera de réduire cet impôt de vingt à dix huit, et ainſi de ſuite dans la même proportion pour tous les autres cas.

Et que ſur les articles qui ne ſont pas taxés ad valorem dans le tarif, la diminution de l'impôt ſera proportionelle, c'eſt à dire qu'on accordera la diminution de la dixième partie ſur le montant de la ſomme payable.

Le préſent article ſéparé et additionnel aura la même force et valeur que s'il avait été inſéré mot à mot dans la convention de ce jour. Il ſera ratifié et les ratifications en ſeront échangées en même temps.

En foi de quoi, les plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſignée et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 28 Février 1817.

Signé: Richelieu. (L. S.) Castelcicala. (L. S.)

Article ſéparé.

Il eſt expreſſément convenu entre les hautes parties contractantes que les ſujets de S. M. T. C. dans le royaume des Deux-Siciles, et réciproquement les ſujets de S. M. Sicilienne en France, ne pourront être aſſujettis à aucun droit d'aubaine, de détraction ou autres

1817 autres de la même nature, lesquels sont et demeureront abolis à perpétuité entre les deux Etats.

Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans la convention de ce jour. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 28 Février 1817.

Signé: Richelieu. (L. S.) Castelcicala. (L. S.)

59.

1818 19 Déc. *Traité de commerce et de navigation entre la Prusse et la Russie, signé à St. Pétersbourg le 19/7 Décembre* 1818.

(*Königl. Preufs. Gesetzsammlung.* Jahrgang 1819. pag. 166. en français et allemand.)

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Tritité!

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ayant résolu de donner aux stipulations arrètées par le Traité de Vienne du 21 Avril / 3 Mai 1815. relatives au commerce et à l'industrie des Provinces Polonaises de la délimitation de 1772, la précision que réclame impérieusement cet objet de Leur sollicitude commune pour l'intérêt et le bien-être de leurs Sujets respectifs, sont convenus de régler par un acte additionnel toutes les dispositions qui pourront contribuer à leur faire atteindre un but aussi désirable.

A cette fin Leurs dites Majestés ont nommé, savoir; S. M. le Roi de Prusse, le Sieur Charles Semler, Son Conseiller-privé des Finances etc.

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Pierre d'Oubril, Son Conseiller d'Etat actuel, Chevalier

de l'Ordre de St. Anne de la première claſſe, de celui de St. Wolodomir de la troiſième, et de celui de St. Jean de Jéruſalem; lesquels Plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et dûe forme, ſont convenus des articles ſuivans: 1818

Art. I. L'étendue à laquelle s'applique la préſente Convention, quant aux règlemens de commerce et de navigation, ſe compoſe de tout le territoire qui a fait partie de l'ancienne Pologne, depuis l'année 1772, et qui ſe trouve compris entre la Duna, le Dnieper, le Dnieſtre, l'Oder et la mer, en y comprenant la Pruſſe orientale. Etendue de la convention.

Art. II. Pour aſſurer à Leurs ſujets reſpectifs une liberté de navigation illimitée, telle que l'établiſſent les ſtipulations de l'article 22. du traité de Vienne du $\frac{21\ \text{Avril}}{3\ \text{Mai}}$ 1815. dans l'étendue déterminée à l'article 1, les hautes parties contractantes ſont convenues d'y faire obſerver les principes et règlemens ſuivans: Liberté de navigation.

a. La navigation dans les Haffs ainſique ſur les canaux et les rivières, tant en les deſcendant jusqu'à leur embouchure dans la mer, qu'en les remontant, et la fréquentation des ports ſitués dans cette étendue, ſeront libres de telle ſorte, qu'elles ne pourront être interdites à aucun des ſujets des deux hautes parties contractantes. Ce principe ſera appliqué aux rivières navigables actuellement, ou qui le ſeroient à l'avenir ainſi qu'aux canaux exiſtant dans ce moment, ou qui pourraient être faits par la ſuite.

b. Le droit de hallage et d'attérage ſur les rives des fleuves et ſur les bords des rivières et canaux, ſera commun à tous les ſujets des deux hautes parties contractantes. Pour garantir dans toute ſa plénitude la jouiſſance et l'exercice de ce droit, il ſera établi reſpectivement des chemins de hallage partout où cela ſera trouvé néceſſaire et poſſible. La puiſſance à laquelle appartiendra la rive, veillera à l'entretien de ces chemins de hallage; il ſera de même fixé invariablement pour l'attérage une étendue de terrain de quinze aunes de Pologne de largeur ſur chaque rive, partout où il n'y a ni culture ni habitation, ſans qu'il en ſoit exigé aucune rétribution de la part des commerçans.

c.

1818 c. Les règlemens de police exiſtant pour la navigation, ainſi que pour le flottage du bois, de même que ceux qui pourraient être publiés à l'avenir, ayant pour but (ſans établir de redevance) d'aſſurer le maintien de la liberté, du bon ordre et de la ſûreté de la navigation, ſeront communiqués aux Conſuls reſpectifs, et ſeront obligatoires pour tous les ſujets des deux hautes parties contractantes.

d. Les ſujets reſpectifs ne ſeront ſoumis dans aucun cas à des impôts ou charges plus conſidérables que les navigations indigènes, pour la libre navigation et pour les communications par eau, tant naturelles qu' artificielles, exiſtant, ou qui exiſteront à l'avenir. Il eſt entendu que l'Oder eſt compris dans ce nombre.

e. Les tarifs et péages, ſignés aujourd'hui par les Plénipotentiaires reſpectifs pour la navigation des fleuves et canaux dans les pays des deux dominations, compris dans l'étendue déterminée à l'article 1., ſerviront de norme pour la perception des dits droits, et ne pourront être hauſſes que du commun accord des deux Gouvernemens. Outre ces droits, il ne ſera impoſé aux navigateurs aucunes redevances, à l'exception de celles qui exiſteraient déjà au paſſage des ponts, lesquelles ne pourront également être hauſſées, que d'un commun accord, ou de celles qui reſulteraient d'arrangemens de gré à gré entre les dits navigateurs et les proprietaires riverains, dans les lieux où il y aurait ſoit culture, ſoit habitation.

Les droits à percevoir au paſſage des ponts y ſeront affichés.

f. La navigation de la Viſtule eſt déclarée libre de tout impôt, à l'exception de celui perçu en Pruſſe, ſous la dénomination *die Schiffsgefäſsgelder.*

Commerce. ART. III. Les deux hautes puiſſances contractantes déſirant établir dans les provinces de l'ancienne Pologne, la liberté la plus illimitée de commerce, et l'aſſurer ſur des baſes ſolides et immuables, ſont convenues de faire obſerver, dans l'étendue déſignée à l'article 1., les règlemens ſuivans:

a.

a. Les sujets des deux hautes parties contractantes qui, pour vendre leurs denrées, visiteront les foires, ou se rendront pour affaires de commerce dans les provinces désignées à l'article 1. pourront y voyager librement par terre et par eau, s'ils sont munis d'un certificat délivré par l'autorité compétente du lieu qu'ils habitent, et attestant que le but de leur voyage est effectivement celui énoncé ci-dessus. Ces certificats seront réciproquement respectés par les deux Gouvernemens. 1818

b. Les Consuls que les deux hautes parties contractantes se reconnaissent mutuellement le droit de nommer dans les provinces de l'étendue susmentionnée, auront l'autorisation de délivrer des passeports aux sujets de leur Gouvernement qui seraient dans le cas de se rendre, pour affaires de commerce, du lieu où le Consul réside, dans une autre province comprise dans l'étendue déterminée par l'article 1. Ces passeports seront délivrés moyennant une rétribution de deux florins de Pologne par passeport, visés par l'autorité competente du lieu, sans le moindre retard, et surtout reconnus et respectés réciproquement.

c. Tout sujet des deus hautes parties contractantes sera en droit, moyennant les rétributions réglées par les tarifs de la Convention présente, tant pour l'usage des fleuves, rivières, canaux et écluses, que pour le commerce, d'envoyer ou de faire transporter les objets de son négoce, par toutes les villes et tous les ports de l'étendue désignée à l'article 1., jusqu'à la mer, de tirer des marchandises d'outre-mer, ou de les faire venir par terre de l'étranger, et de les transporter en retour, toutefois en les adressant à un négociant bourgeois de la ville.

d. Il sera libre à tout sujet des deux hautes parties contractantes de vendre ou de faire vendre en gros, les productions du sol et de l'industrie de son pays, dans toutes les villes et dans tous les ports compris dans l'étendue désignée à l'article I.; de faire des achats sans avoir besoin de rechercher le droit de bourgeoisie et sans payer quelque redevance pour y faire ce commerce, comme patente-d'industrie (*Gewerbschein*) ni le droit appelé: *Kronsteuer*. Si cepen-

1818 pendant il vendait des marchandises ouvrées, il ne jouira de cette liberté que durant six mois, à compter du jour de son arrivée. Ce terme de six mois une fois échu, il sera obligé, s'il continue à faire ce commerce, de devenir bourgeois de la ville. S'il trouve avantageux de vendre sa marchandise à un sujet étranger (*Ausländer*), il sera obligé, en tant que les lois l'exigent, de se servir pour cela d'un négociant bourgeois.

e. Si cependant, à la suite d'un arrangement quelconque, une Puissance étrangère obtenait pour ses sujets la faculté de faire le commerce dans quelque ville ou dans quelque port de l'étendue désignée à l'article I., sans que les sujets de cette Puissance fussent obligés de devenir bourgeois des dites villes, et de payer, comme tels, les redevances établies, tous les sujets respectifs jouiront, de droit comme de fait, du même avantage de faire le commerce d'étranger à étranger (*Gast mit Gast*) et de tous les autres avantages qui pourraient être accordés par une des hautes parties contractantes à une Puissance étrangère, sans y comprendre néanmoins les exceptions ou faveurs spéciales qui auraient été stipulées par des Conventions particulières, lesquelles s'appliqueraient à des parties de leurs Etats respectifs non comprises dans l'étendue désignée à l'article I.

f. Il sera permis à tout sujet des deux dominations de mettre en depôt ou d'emmagasiner sa marchandise dans les villes et ports de l'étendue désignée à l'article I., pour son compte ou pour celui d'un autre, et il ne s'entendra sur le prix de location du grenier ou magasin, qu'avec le propriétaire. Toute fois, les marchandises qu'on voudra emmagasiner, mettre en dépôt, ou trier, sont soumises à toutes les ordonnances de police administrative aux quelles les indigènes sont obligés de se conformer.

g. Tout batelier ou négociant qui voudra charger ou décharger des marchandises, ne pourra, d'après les ordonnances aux quelles les habitans eux-mêmes doivent se conformer, employer à son choix, pour cet effet, que ses propres gens ou les individus établis par la police dans les villes commerçantes. Les autorités respectives veilleront à ce que les indi-

individus préposés à ce travail, n'abusent pas de ce 1818
privilége, et il sera constamment fait droit aux plaintes fondées qui en seront portées, soit par les Consuls, soit par les parties intéressées elles mêmes.

h. Il lui sera également permis en tout tems de vendre et faire vendre sa marchandise en gros (c'est à dire par *Last*, par *Schiffspfund*, par *Schocks* et *Ballots*) emmagasinée ou non emmagasinée, ou de la faire charger sur des vaisseaux ou sur des chariots de roulier. et de l'envoyer à l'étranger. Le débit en détail dans les marchés ouverts, et dans les boutiques ou caves, ne lui sera permis qu'à certaines époques de l'année durant les foires, conformément aux règlemens généraux de police.

i. Si un sujet d'une des hautes parties contractantes se rend dans une province quelconque de l'autre Puissance, pour y acquérir une propriété immeuble ou y exercer tous les genres de commerce réunis (*in globo*) tels que

aa. le commerce stable et permanent en gros ou en détail (*ein stehendes Gewerbe zu Jedermanns Diensten*);

bb. le Commerce d'expédition ou de commission (*Commissions- und Speditionshandel*);

cc. des affaires de banque ou de change (*Bank- und Wechselgeschäfte*);

dd. transporter des marchandises par mer en qualité de propriétaire de vaisseau (*Schiffsrhederey treiben*);

il est absolument obligé de demander le droit de bourgeoisie et de concourir à toutes les charges de l'Etat, de la corporation et de la commune dans la ville et le port où il s'établit pour exercer les différens genres de commerce désignés ci-dessus. Il jouira alors de la protection et des avantages accordés par les lois.

k. Le droit de bourgeoisie mentionné sub litt. i., sera accordé à tous les sujets respectifs des deux hautes parties contractantes dans l'étendue désignée à l'article I., dès qu'ils seront majeurs et que leur réputation sera déclarée intacte. Les sujets professant le

1818 le culte de Moïſe ne participeront pas aux mêmes droits et avantages. Ils ſeront traités parfaitement à l'égal des Juifs étrangers dans les Etats des Puiſſances contractantes.

l. Afin d'établir des règles invariables pour l'exercice du commerce dans les villes et les ports de l'étendue déterminée à l'article I., on eſt convenu du principe général, que les ſujets reſpectifs ne ſeront ni obligés ni tenus contre leur gré, et en vertu d'une uſance de commerce quelconque, d'admettre dans leurs contrats d'autres poids et d'autres meſures que ceux qui ont été fixés par les lois du pays. Il a été convenu, en outre, des diſpoſitions ſuivantes:

aa. Concernant les denrées à méſurer par boiſſeau (*Scheffel*), on comptera 60 boiſſeaux de Berlin pour un *Laſt*, dans toutes les villes et ports de la dépendance de S. M. le Roi de Pruſſe; et dans celles qui ſe trouvent ſous la domination de S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, on comptera par la meſure qui y eſt établie pour le blé.

bb. On déterminera d'une manière poſitive, pour les villes ſous la domination de S. M. le Roi de Pruſſe, les poids nets de toutes les denrées ou marchandiſes, en y ajoutant un pour cent pour celles qui ſeront peſées ſur la grande balance, et un demi pour cent pour celles qui le ſeront ſur la petite.

cc. Les productions brutes de tout genre importées dans les villes maritimes ne ſont aſſujèties au triage (*Brake*) qu'une ſeule fois, et cette opération ne ſaurait être renouvelée dans une ville maritime de la même domination, que du conſentement mutuel du vendeur et de l'acheteur. Le rebut du triage (*Brakabgang*) reſte en tout cas au proprietaire.

dd. Pour écarter du commerce toute entrave, et faciliter les opérations qui accompagnent la réaliſation des ventes, on eſt convenu d'abolir à jamais les appropriations vexatoires dont jouiſſaient les villes maritimes, et qui ſont connues ſous les dénominations de *Bürgerbeſt*, *Aufmaaſs*, *Krumpmaaſs*, *Brakabgang*, *Abfall*, et autres de pareille nature,

nature, ainſi que les prérogatives appelées *Handlungs-Uſanzen*, et les *Lehnsämter*, qui conſtituent une eſpèce de monopole. 1818

ee. Comme il eſt d'uſage de s'entendre préalablement ſur le prix des marchandiſes à vendre et à acheter, l'on ſera tenu déſormais de convenir poſitivement, quant aux frais et charges qu'exige la réaliſation des affaires de vente et d'achat. En cas de litige, les ſtipulations des parties intereſſées ſerviront ſeules de baſe, et non les uſages de commerce particuliers de chaque ville. Si toutefois l'acheteur et le vendeur n'étaient pas convenus poſitivement, comme eſt dit ci-deſſus, à l'egard des frais et charges qu' exige la réaliſation des affaires de vente et d'achat, ce point ſera réglé d'après les lois du pays, et l'étranger ſera, ſous ce rapport, traité parfaitement à l'égal de l' indigène.

ff. Vû, néanmoins, que pour réaliſer la vente d'une marchandiſe, il peut entrer dans les ſtipulations arrètées entre le vendeur et l'acheteur, de la porter au grenier de ce dernier pour y être peſée, triée ou meſurée, ſans que l'acheteur ait conſenti à en payer le prix convenu avant que cette opération (qui requiert ordinairement quelques jours), ſoit achevée, comme il peut être ſtipulé également que la propriété de la marchandiſe ne paſſera du vendeur à l'acheteur, que lorsque ſon prix aura été entièrement ſoldé au jour fixé, il eſt entendu qu'une dépoſition ſemblable de la marchandiſe du vendeur Polonais dans le grenier de l'acheteur, ne lui en fera paſſer la propriété que lors qu'il aura réellement effectué le ſolde convenu, à moins que la marchandiſe n'ait eté vendue à crédit. Dans ce cas, ſi l'acheteur ſe déclare inſolvable avant d'avoir rempli les engagemens contractés avec le vendeur, et que le concours des créanciers ſoit ouvert par l'autorité compétente, la marchandiſe ſera reſtituée au vendeur, qui, de ſon côté, reſtituera ou bonifiera les arches ou à comptes (*Handgeld*), que lui aurait avancés l'acheteur; de manière qu'aucune des deux parties contractantes ne puiſſe mettre à profit

1818 profit une circonſtance de ce genre au détriment de l'autre.

Il eſt entendu que cette dernière ſtipulation ne pourra être exécutée au préjudice des tiers, c'eſt-à-dire: que le vendeur ne pourra obtenir la reſtitution en nature que de cette partie de la marchandiſe vendue à crédit, dont un tiers n'auroit par fait réellement et légalement acquiſition.

Dans les cas qui ne ſe trouveraient pas prévus par le préſent paragraphe ou par les contracts des vendeurs ou acheteurs, les vendeurs étrangers jouiront à l'égal des vendeurs indigènes, de toute la protection des lois et de toutes les garanties qu'elles accordent.

Libre circulation des productions. Art. IV. Par une ſuite des intentions libérales et bienveillantes qui animent les hautes parties contractantes en faveur du commerce et de l'induſtrie de leurs Etats reſpectifs, Elles ſont convenues de regarder comme un principe fondamental et inaltérable, que toutes les productions du ſol et de l'induſtrie des dits Etats pourront circuler dans l'étendue déſignée à l'article I., avec la liberté la plus illimitée.

Toutefois, le tabac et le ſel dans le Royaume de Pologne, et les cartes-à-jouer dans les deux Etats, ainſi que le ſel en Pruſſe, ſont exceptés, pour le moment, de la préſente ſtipulation.

Pour déterminer néanmoins l'application du principe général énoncé ci-deſſus, les hautes parties contractantes ont arrêté, d'un accord mutuel, les diſpoſitions ſuivantes:

a. Les droits d'importation et d'exportation, dont les produits du ſol et de l'induſtrie des Etats reſpectifs de Leurs Majeſtés l'Empereur de toutes les Ruſſies et le Roi de Pruſſe, ſeront impoſés aux frontières de terre qui ſéparent les dits Etats, ſe trouvent indiqués dans les tarifs ſub litt. C. et D., ſignés aujourd'hui par les Plénipotentiaires reſpectifs.

Ces droits ne pourront être hauſſés à l'avenir, que du conſentement unanime des deux hautes parties contractantes. Quant aux droits perçus jusqu'à préſent ſous les dénominations de tantième, viſa, *Uebertrag*, accidens, agio etc. etc., ils ſont abolis à jamais dans toute l'étendue déſignée à l'article 1.

Toute

Toute retribution exigée contrairement à la pré- 1818
ſente ſtipulation par les autorités civiles ou militaires des deux pays, ſera enviſagée comme vexatoire.

b. Les défenſes d'entrée et de ſortie à l'égard des productions des Etats ſusmentionnés, aux frontières de terre qui les ſéparent, ne pourront dorénavant avoir lieu que d'un commun accord entre les deux Gouvernemens.

c. Les tarifs ſignés aujourd'hui par les Plénipotentiaires reſpectifs ſeront mis en vigueur le plutôt poſſible, et dans aucun cas plus tard que le $\frac{1}{13}$ Janvier 1820.

d. L'engagement mutuel que prennent les deux hautes Puiſſances de ne hauſſer les droits indiqués dans ces tarifs que d'un commun accord, ne portera néanmoins pas atteinte à la faculté qu'elles ſe reconnaiſſent mutuellement, d'impoſer à l'importation dans leurs Etats, tels droits de conſommation qu'elles jugeront convenables.

e. S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies s'engage à conſidérer les diſpoſitions contenues dans le Tableau ſigné aujourd'hui par les Plénipotentiaires reſpectifs ſub litt. E., comme le maximum des droits d'entrée et de conſommation à percevoir des fabrications Pruſſiennes en lin, laine et cuir, munies de certificats d'origine, tant à leur entrée dans le Royaume de Pologne qu'aux autres douanes de terre de l'Empire de Ruſſie, et promet de ne les faire hauſſer que d'après un accord préalable avec S. M. le Roi de Pruſſe.

f. Les certificats d'origine mentionnés au paragraphe précédent, ſeront délivrés d'après la formule ci jointe ſub litt. F., par les Conſuls, s'il y en a dans les lieux d'expédition, et à leur défaut, par le Magiſtrat. Dans l'un et l'autre cas, il ſera néceſſaire que la Régence du Département, ou un Commiſſaire ſpécialement délegué par elle à cet effet, conſtate la vérité et l'authenticité de ces certificats d'origine.

g. Les marchandiſes étrangères importées en tranſit par les ports de Danzig, Elbing, Königsberg et Mémel, pour être débitées dans les provinces de l'étendue déſignée à l'article 1., ne payeront pas de droits d'en-

1818 d'entrée et de conſommation plus élevés que celles importées pour la même deſtination par les ports Ruſſes de Libau, Windau et Riga.

Il eſt entendu, que les marchandiſes déclarées aux frontières du Royaume de Pologne pour paſſer en Ruſſie, n'auront aucun droit de tranſit à acquitter, et qu'elles ne ſeront aſſujétties qu'au payement des droits d'entrée et de conſommation établis par les tarifs de Ruſſie communs au Royaume de Pologne.

Le tabac et le ſel ne pouvant être introduits dans le Royaume de Pologne comme objets de commerce, pourront néanmoins le traverſer pour paſſer en Ruſſie, en ſe ſoumettant aux précautions que l'adminiſtration du Royaume de Pologne jugera indispenſables pour empêcher la contrebande.

h. Pour écarter tout ce qui pourrait porter atteinte à la jouiſſance des avantages de commerce ſtipulés par la préſente Convention, les Plénipotentiaires reſpectifs ſont convenus d'arrêter les principes énoncés dans le Tableau ſub litt. G., ſur lesquels les réglemens des Douanes reſpectives devront être fondés.

i. Dans l'étendue déſignée à l'article 1., il pourra être accordé des brevets d'invention (*Patente*), comme moyen d'encouragement, mais ces brevets ne ſauraient impoſer de reſtrictions qu'aux ſujets du Gouvernement qui les aura accordés. Le principe de la libre circulation de tout ce qui eſt produit dans cette étendue, reſte maintenu dans toute ſa vigueur, ainſi que le porte l'article 4.

k. On cherchera les moyens d'activer entre la Pruſſe et le Royaume de Pologne le commerce de frontières ſous le rapport des objets de main-d'oeuvre, qui ſe débitent aux foires des villes-frontières par l'ouvrier même, tels que bottes, poteries etc.

Commerce de tranſit. Art. V. Dans la vue d'activer et de faciliter davantage le commerce de tranſit ſtipulé par l'article 29, du Traité de Vienne, les deux hautes parties contractantes ſont convenues des diſpoſitions ſuivantes, qu'Elles ſe réſervent de compléter, ſuivant l'exigence des cas.

a.

a. Les productions du sol et de l'industrie des Etats respectifs de S. M. l'Empereur de toutes les Russies et de S. M. le Roi de Prusse, et les marchandises étrangères destinées à l'usage des sujets des deux hautes parties contractantes comme objets de commerce de transit, ne pourront être frappées de prohibition que par suite d'un accord mutuel entre les deux Puissances. L'importation et l'exportation, par transit, de ces objets, sera libre aux sujets respectifs dans toutes les villes et dans tous les ports de l'étendue désignée à l'article 1., d'après les tarifs déterminés à ce sujet. 1818

b. Les droits de transit à payer dans les ports de Danzig, Königsberg, Elbing et Mémel, pour les productions exportées des provinces de la domination de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ainsi que pour les marchandises étrangères destinées pour les mêmes provinces, sont déterminés d'après le tarif sub litt. H. signé ajourd'hui par les Plénipotentiaires respectifs, lequel ne pourra être haussé que d'un commun accord.

c. Les objets d'exportation et d'importation qui auraient passé en transit, et qui, sans être encore arrivés à leur destination, retourneraient par la même douane, soit de terre, soit de mer, par laquelle ils étaient venus, si leur identité est avérée, ne payeront pas une seconde fois les droits de transit, mais pourront passer librement.

d. Toutes les productions du sol et de l'industrie de l'étendue désignée à l'article 1., destinées pour une province Polonaise d'une autre domination, passeront en transit par le Royaume de Pologne, franches de tout impôt. Elles seront, toutefois, pourvues d'une certificat de la première douane-frontière à laquelle elles auront touché. Ce certificat servira à constater, à la sortie des marchandises, l'endroit de leur expédition, et indiquera en même tems celui de leur destination. Il sera libre aux Gouvernemens respectifs de prendre les mesures qu'ils jugeront convenables pour prévenir tout abus à cet égard.

Quant aux marchandises étrangères qui, des provinces Prussiennes de l'étendue désignée à l'article 1., passeraient en transit par le Royaume de Pologne

 pour

1818 pour se rendre dans les provinces Polonoises de la domination Autrichienne, elles y payeront les droits de transit stipulés à cet égard avec l'Autriche.

e. Le propriétaire d'une marchandise importée en transit, dès qu'il sera sujet de l'une des deux dominations, aura le droit, dans l'étendue désignée à l'article 1., de changer la destination de transit ou celle de circulation intérieure, et dans ce dernier cas, il ne payera que les droits d'entrée et de consommation; l'excédant des droits qu'il pourrait avoir payés pour la marchandise déclarée antérieurement pour le transit, lui sera, le cas échéant, fidélement restitué.

Les Gouverneurs respectifs adopteront les mesures de précaution les plus propres à empêcher que des marchandises déclarées pour le transit ne soient consommées dans l'intérieur. Les douanes respectives seront spécialement chargées de l'exécution de ces mesures.

f. L'administration du Royaume de Pologne aura le droit d'acheter le sel d'outre-mer pour ses besoins partout où elle voudra, et de le faire passer en transit par les ports de Danzig, d'Elbing, de Königsberg et de Mémel, en acquittant un droit de deux bons gros de Prusse par quintal.

Quant au mode de transit et de transport, l'administration du Royaume de Pologne est prête, dans la vue de prémunir la Prusse contre la contrebande, à conclure un arrangement particulier, pour lequel un Commissaire spécial se rendra à Berlin, sous la promesse toutefois, que la Prusse y apportera, de son côté, des facilités, et que les frais qu' exigera le transport seront calculés sur les principes économiques de l'administration Prussienne des sels.

g. Pour donner un plus grand essor à l'industrie de Leurs sujets respectifs, et pour favoriser davantage le genre de trafic qui fait l'objet des dispositions de cet article, les deux hautes parties contractantes sont convenues, que tous Leurs sujets respectifs pourront faire réciproquement le commerce de transit des Etats Prussiens à l'étranger par Odessa, et du royaume de Pologne à l'étranger par les Etats Prussiens, et vice-versâ, d'après les règlemens que chaque Etat établira.

Les

Les droits à percevoir dans le premier cas, ne dépasseront point, pour les sujets Prussiens, qui seront traités à l'égal des Autrichiens, celui arrêté entre la Russie et l'Autriche, en vertu de l'article 28. du traité de Vienne. 1818

Quant au second cas, il est convenu, que le maximum des droits de transit sera de trois écus de Prusse par quintal de marchandises (poids brut), d'après la déclaration des voituriers ou propriétaires.

Art. VI. Dans la vue de garantir d'une manière plus immediate encore à Leurs sujets respectifs la pleine jouissance des avantages stipulés ci-dessus, les deux hautes parties contractantes se reconnoissent réciproquement le droit de nommer et de faire résider dans les provinces de l'étendue désignée à l'article 1., des Consuls ou Agens de commerce, dont la destination sera d'assister leurs compatriotes dans les affaires d'intérêt qu'ils auraient à y régler, toutes les fois qu'ils se verraient obligés de recourir à leur appui, et de veiller à l'exécution des présentes transactions, en se conformant aux règlemens tracés ci-après. Consuls.

En consequence de ce principe, les deux hautes Puissances sont convenues des points suivans:

a. Il sera libre à chacune des deux hautes parties contractantes, de nommer dans l'étendue désignée à l'article 1. autant de Consuls ou Agens de commerce qu' Elle jugera convenables, de déterminer les endroits où ils devront résider, ainsi que l'étendue dans laquelle ils devront exercer leurs fonctions.

b. Il sera libre à chaque Gouvernement de nommer également un Consul-général qui, de droit, sera chargé de veiller sur la conduite des Consuls et de leur donner des directions. Le Consul-général aura le droit de s'adresser, s'il le juge convenable, directement aux Ministères des pays où il se trouvera, pour écarter les difficultés ou entraves que le commerce pourrait éprouver. Cette démarche ne pourra avoir lieu, toutefois, que dans le cas où, contre toute attente, les autorités locales se refuseraient à faire droit à de justes réclamations.

c. Lorsqu'une des Puissances contractantes aura annoncé, dans les formes usitées, la nomination d'un

1818 Conſul ou Agent de commerce, le Gouvernement auprès duquel il ſera deſtiné à réſider, lui fera délivrer ſon exéquateur en bonne et dûe forme, et il eſt mutuellement convenu qu'on y apportera le moins de retard poſſible.

d. Dans les villes ou autres places de frontière, le même individu pourra être accrédité auprès de deux Gouvernemens, ainſi par exemple; le Conſul de S. M. le Roi de Pruſſe à Brody pourra auſſi exercer ſes fonctions à Radziwilow. Il en ſera de même partout ailleurs où il conviendra aux deux Gouvernemens de nommer des Conſuls ou Agens de commerce pour exercer les mêmes fonctions dans des villes d'une domination différente.

e. Une des principales obligations du Conſul ou Agent de commerce, ſera de veiller à ce que la préſente Convention ſoit maintenue et executée dans tous ſes points et clauſes.

f. Dans tous les cas urgens relatifs aux affaires de commerce, il aura le droit d'adreſſer directement aux autorités de l'arrondiſſement de ſon Conſulat, des réclamations verbales ou par écrit, conçues dans la langue du pays de ſa réſidence, ou en langue françaiſe, en y joignant autant que poſſible des traductions.

g. Il ſera autoriſé à intervenir dans tous les différens qui pourraient naître, ſoit entre ſes compatriotes commerçans, ſoit entre ceux-ci et des commerçans ou habitans du pays où il réſidera, toutes les fois que les parties intéreſſées voudront le prendre pour arbitre. Les lois de ſon pays et les inſtructions dont il ſera muni, détermineront le degré de validité que devra avoir ſa déciſion à l'égard de ſes compatriotes, et en preſcriront les formes.

h. Il ſera également en droit d'aſſiſter ſes compatriotes commerçans, et il plaidera leur cauſe auprès des autorités de l'arrondiſſement de ſon Conſulat, dans tous les différens et procès qu'ils pourraient avoir avec les douaniers et les habitans du pays, ou avec des étrangers par ſuite de leurs affaires de commerce.

i. Au cas qu'un compatriote commerçant du Conſul vînt à décéder dans l'arrondiſſement de ſon Conſulat,

ſulat, et que les héretiers du défunt fuſſent abſens, 1818
ſans avoir de mandataire préſent ſur les lieux, le Conſul aura le droit de s'enquérir des biens et des effets du décédé; de ſe les faire délivrer par les autorités locales; en tant que les lois du pays n'y ſont pas contraires; enfin, de prendre toutes les meſures néceſſaires pour la ſureté de la propriété du défunt, et de ſoigner ſes affaires, jusqu'à ce que les héritiers ou leurs fondés de pouvoirs ſe préſentent.

k. Les Conſuls, en délivrant des paſſeports à leurs compatriotes, ſeront tenus, ſous peine de reſponſabilité perſonnelle, de veiller à ce que ces paſſeports ne deviennent, pour des gens ſans aveu et et évidemment dangereux, un moyen de s'introduire dans les Etats reſpectifs.

l. En qualité de Conſuls, ils jouiront des prérogatives et priviléges dont jouiſſent les Conſuls des nations les plus favoriſées. Les armes de leur pays pourront être arborées à leur maiſon, pour indiquer leur demeure.

Les Conſuls des deux hautes parties contractantes dans l'étendue déſignée à l'art. I., dès qu'ils ne ſeront pas ſujets du pays de leur réſidence, et qu'ils ne poſſèderont pas de maiſon, à eux appartenante, dans les villes où ils exerceront leurs fonctions, ſeront exempts de tout logement militaire. Cette franchiſe, toutefois, eſt reſtreinte à leur logement perſonnel.

m. Les hautes parties contractantes étant convenues, que la totalité de leurs ſujets et des productions de leur ſol et de leur induſtrie participeront, dans l'étendue déſignée à l'article I., aux avantages commerciaux ſtipulés par la préſente Convention, les certificats d'origine qui, en vertu du traité de Vienne du $\frac{\text{21 Avril}}{\text{3 Mai}}$ 1815, devaient aſſurer ſpécialement la jouiſſance des dits avantages aux provinces Polonaiſes de 1772, deviennent inutiles à l'exception de ceux dont les fabrications Pruſſiennes favoriſées en lin, laine et cuir devront être accompagnées, conformément aux paragraphes e. et f. de l'article IV.

Mais

1818 Mais si, par la suite, ces mêmes Puissances voulaient limiter, d'un commun accord, aux productions d'origine Polonaise, les avantages stipulés en faveur des dites productions par le traité du $\frac{\text{21 Avril}}{\text{3 Mai}}$ 1815, les certificats d'origine redevenant alors nécessaires, il serait pris, du consentement mutuel et préalable des deux hautes parties contractantes, les mesures que les administrations respectives jugeraient les plus convenables à cet égard.

Ville de Cracovie

Art. VII. En exécution de l'article X. du traité de Vienne et relatif à la ville libre de Cracovie, les hautes parties contractantes sont convenues d'étendre aux habitans de cette ville et de son territoire toutes les stipulations de la présente convention, en autant que par leur nature elles sont propres à leur être appliquées. D'après ce principe, tous les habitans de la ville de Cracovie et de son territoire jouiront des mêmes avantages commerciaux et des mêmes exemptions que la présente Convention assure aux sujets des deux hautes parties contractantes. Ils seront traités, dans le territoire de la domination Russe, à l'égal des sujets Prussiens; et dans les provinces de la domination Prussienne, à l'égal des sujets Russes, bien entendu, toutefois, que, de leur côté, ils se conformeront aux obligations que le présent acte impose aux sujets respectifs.

Lois et priviléges abolis.

Art. VIII. En conséquence des dispositions ci-dessus énoncées, toutes les lois et concessions, tous les usages, réglemens, tarifs, priviléges et droits particuliers de commerce des villes et des ports de l'étendue désignée à l'article I., qui se trouvaient en opposition avec la teneur de la présente Convention, sont abolis à jamais. Seront nommément compris dans cette stipulation les droits qui peuvent avoir existé jusqu'à présent contrairement à la liberté de la navigation des rivières et canaux, ainsi qu'à la circulation illimitée de toutes les productions du sol et de l'industrie entre les provinces de l'étendue susmentionnée, tels que les droits d'entre-pôt, de rompre-charge, d'étape, de non-allège et autres de pareille nature, spécifiés ou non-spécifiés, lesquels seront censés abolis par la présente Convention.

Les

Les hautes parties contractantes s'engagent en même tems, à interdire aux négocians des villes commerçantes de Leurs dominations reſpectives dans l'étendue déterminée à l'article 1., toute aſſociation qu'ils formeraient, dans le but, ſoit d'organiſer ou de réintroduire, directement ou indirectement, les priviléges et droits excluſifs abolis par le préſent article et la préſente Convention, ſoit de s'approprier excluſivement un genre de commerce quelconque. 1818

Leurs Majeſtés l'Empereur de Toutes les Ruſſies, Roi de Pologne, et le Roi de Pruſſe, garantiſſent en même tems aux bourgeois indigènes des dites villes, qu'il ne leur ſera interdit dans aucun cas de ſe charger de toutes les expéditions d'importation et d'exportation pour le compte des ſujets reſpectifs de S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, Roi de Pologne, et de S. M. le Roi de Pruſſe.

Art, IX. La préſente Convention ſera ratifiée et les ratifications en ſeront échangées à St. Pétersbourg, dans le terme de deux mois, ou plutôt, ſi faire ſe peut.. Ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſignée et y ont appoſé les cachets de leurs armes.

Fait à St. Pétersbourg le 19/7 Décembre 1818.

Signé: Charles Semler. (L. S.) Pierre d'Oubril. (L. S.)

(Le traité ci-deſſus dreſſé en langue Françaiſe a été ratifié de la part du Roi de Pruſſe le 18 *Février* 1819 *et les ratifications ont été échangées à Pétersbourg le* 30 *Mars* 1819.)

60.

1819 21 Mai *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et Son Altesse royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Strelitz en execution du troisième article du traité du* 18 *Sept.* 1816 *); *signé à Berlin le* 21 *Mai* 1819.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten.* 1819. N. 15. p. 154.)

Da die von Sr. Majestät dem Könige von Preussen an Se. Königl. Hoheit den Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz, durch den Staatsvertrag vom 18ten September 1816. in Folge des 49sten und 50sten Artikels der Wiener Congressacte, abgetretenen Landestheile von den alten Landen Sr. K. H. entfernt und getrennt liegen, auch von dem Gebiete Sr. Majestät gänzlich umschlossen sind; so haben beide Hohe Paziszenten den Wunsch geäussert, ein anderes angemesseneres und vortheilhafteres Abkommen zu treffen und Sich dieses durch den 3ten Artikel des vorgedachten Staatsvertrags ausdrücklich vorbehalten. Die seitdem fortgesetzten Verhandlungen haben auch zu einer vorläufigen Vereinigung hierüber geführt, auf deren Grund nunmehr Seine Maj. der König von Preussen den wirklichen Geheimen Legationsrath und Gesandten am Königl. Sächsischen Hofe, von Jordan, und den wirklichen Geheimen Ober-Regierungsrath Hoffmann, und Se. K. H. der Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz den Minister-Residenten, Geheimen Legationsrath Greuhm, bevollmächtigt und angewiesen haben, das erwähnte vorbehaltene Abkommen förmlich abzuschliessen.

Diese beiderseitigen Bevollmächtigten haben nach Auswechselung ihrer in gehöriger Gültigkeit befundenen Vollmachten, nachstehende Artikel mit einander verabredet und festgesetzt:

Art.

*) Voyès plus haut. p. 259.

1819

Art. I. S. K. H. der Groſsherzog von Mecklenburg-Strelitz entſagen für Sich und Ihre Nachfolger allen Rechten und Anſprüchen, welche Sie aus dem Staatsvertrage vom 18ten September 1816 an das Ihnen durch denſelben abgetretene Gebiet in den ehemaligen Cantonen: Cronenburg, Reiferſcheld und Schleyden erlangt haben, zu Gunſten Sr. M. des Königs von Preuſsen. Da die Uebergabe dieſes Gebiets an Sr. K. H. in Folge des gedachten Staatsvertrags und der fortgeſetzten Unterhandlungen bisher ausgeſetzt geblieben iſt, und Se. Majeſtät der König Sich fortdauernd im vollſtändigen Beſitze deſſelben befunden haben; ſo iſt auch daraus, daſs dieſes Gebiet für Se. K. H. den Groſsherzog beſtimmt geweſen, kein Anſpruch an Sie entſtanden.

Renonciation du G. D.

Art. II. Se. M. der König von Preuſsen, nehmen dieſe Entſagung an, werden das gedachte Gebiet auch ferner, wie unausgeſetzt bisher, mit allen den Rechten und Verbindlichkeiten beſitzen, mit welchen Ihnen daſſelbe ohne alle Beziehung auf den Staatsvertrag vom 18ten Septbr. 1816 zuſtehet, und verpflichten Sich dagegen, eine Million Thaler Preuſsiſchen Courants, nach dem Münzfuſse vom Jahre 1764. an Se. K. H. in zwanzig gleichen vierteljährigen Raten, jede von funfzigtauſend Thalern, aus Ihrer Haupt-Schatzcaſſe in Berlin zahlen zu laſſen.

Equivalent en argent.

Dieſe Zahlung hat bereits mit den erſten Januar des gegenwärtigen Jahres achtzehnhundert und neunzehn ihren Anfang genommen, und wird ferner mit dem erſten Monatstage jedes folgenden Vierteljahrs erfolgen, auch dergeſtalt ununterbrochen fortgeſetzt werden, daſs mit dem Anfange des zwanzigſten Vierteljahrs, welcher auf den erſten October des Jahres achtzehnhundert drey und zwanzig fällt, die letzte Rate von funfzigtauſend Thalern abgetragen und die ganze Summe von einer Million Thalern berichtiget ſeyn wird.

Art. III. An die Stelle der Einkünfte von dem, für S. K. H. den Groſsherzog durch den Staatsvertrag vom 18ten Septbr. 1816, beſtimmt geweſenen Gebiete, ſoweit dieſelben von des Königs Majeſtät zu vergüten übernommen worden, treten die Zinſen der dafür nach vorſtehendem Artikel zu zahlenden einen Million Thaler nach dem Zinsfuſse zu fünf vom hundert jährlich.

Interêts

Dieſe

1819 Diese Zinsen sind für den Zeitraum vom ersten Mai 1816, von wo ab die gedachten Einkünfte nach Maſsgabe des Staatsvertrags vom 18ten Septbr. 1816 von Preuſsen zu gewähren waren, bis zum 31sten December 1818.; folglich für zwey Jahre und acht Monate, mit einhundert drey und dreyſsig tausend dreyhundert drey und dreyſsig ein Drittel Thalern, aus den Königl. Cassen bereits an den Groſsherzogl. Bevollmächtigten gezahlt worden.

Vom ersten Januar 1819. ab, werden sie am Schlusse jedes Vierteljahrs für dasselbe, und zwar jedesmal für denjenigen Theil des Entschädigungs-Capitals, welcher bis dahin noch nicht an Se. K. H. den Groſsherzog abgetragen war, aus der Königl. Haupt-Schatzcasse gezahlt. Hiernach werden am ersten April 1819. für während des Zeitraums vom ersten Januar bis 31sten März zu verzinsende 950,000 Thaler die Zinsen mit 11,875 Thalern, am ersten Julius 1819. für während des Zeitraums vom ersten April bis 30sten Junius zu verzinsende 900,000 Thaler die Zinsen mit 11,250 Thalern, und sofort, in jedem Vierteljahre für die nach vorstehendem Artikel vierteljährig abzuzahlenden funfzigtausend Thaler Capital mit sechshundert fünf und zwanzig Thaler weniger, so lange fortbezahlt, bis nach vollständiger Auszahlung des ganzen Capitals auch der Anspruch auf fernere Zinszahlung ganz erlischt.

Cession de la route de Fürstenberg à Strelitz. Art. IV. Da Se. K. H. der Groſsherzog den Wunsch geäuſsert haben, die Landstraſse ganz zu besitzen, welche von ihrer Stadt Fürstenberg nach Ihrer Residenz Strelitz führt, und des Königs Majestät Sich haben geneigt finden lassen, diese Straſse, so weit dieselbe in Ihrem Gebiete liegt, nebst demjenigen unbewohnten Domanial-Forstlande, welches sich zwischen gedachter Straſse und der jetzigen Groſsherzogl. Landesgrenze eingeschlossen befindet, zu Befriedigung dieses Wunsches abzutreten: so soll das gedachte Stück Forstland nach den Grundsätzen, welche bey Veräuſserung von Domanial-Forsten in den Königl. Staaten vorgeschrieben sind, sofort abgeschätzt, und sodann nebst dem Theile der Straſse zwischen Fürstenberg und Strelitz, wodurch es begrenzt wird, mit voller Landeshoheit und Eigenthum an Se. K. H. den Groſsherzog überwiesen, der durch die Taxe ermittelte Werth aber bey

bey der nächſten vierteljährigen Capitalzahlung ſtatt baaren Geldes in Abrechnung gebracht werden. 1819

Art. V. Se. K. H. der Groſsherzog, nehmen die Entſchädigung für diejenige Entſagung, welche Sie durch den erſten Artikel des gegenwärtigen Staatsvertrages leiſten, in derjenigen Art an, wie ſie Ihnen durch den vorſtehenden zweyten, dritten und vierten Artikel zugeſichert wird, und werden Sich, nach vollſtändiger Erfüllung der darin angenommenen Beſtimmungen, für alle Ihnen aus dem Staatsvertrage vom 18ten Sept. 1816. an des Königs Majeſtät zuſtehende Forderungen völlig befriedigt und abgefunden achten. Acceptation de la part du G. D.

Auch werden Sie den an der abgetretenen Straſse von Fürſtenberg nach Strelitz wohnenden Königlich Preuſsiſchen Unterthanen den Gebrauch der gedachten Straſse ferner ohne neue Beſchränkungen in derſelben Art geſtatten, wie ihnen derſelbe bisher zugeſtanden hat.

Art. VI. Dieſer Staatsvertrag ſoll zur Ratification eingereicht und die Ratifications-Urkunden binnen vier Wochen oder eher, wenn es ſeyn kann, ausgewechſelt werden. Ratifications.

Des zu Urkund haben die unterzeichneten Bevollmächtigten dieſen Staatsvertrag eigenhändig unterſchrieben und mit Ihrem Inſiegel verſehen.

Berlin, den 21ſten May 1819.

(L. S.) von Jordan.

(L. S.) Hoffmann.

(L. S.) Greuhm.

Vorſtehender Staatsvertrag iſt von des Königs Majeſtät unterm 31ſten May d. J. ratificiret worden.

61.

1819 *Récès-Général de la Commission territoriale*
0 Juil. *rassemblée à Francfort; signé le 20 Juillet 1819.*

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

L'acte du Cóngrès de Vienne du 9 Juin 1815, et le traité de Paris du 20 Novembre de la même année, renfermant des dispositions, qui exigeoient des négociations et des arrangemens ultérieurs et définitifs, L. L. M. M. J. J. et R. R. le Roi de Prusse, l'Empereur d'Autriche Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies Roi de Pologne, ont nommé des Plénipotentiaires, pour en remplir l'objet. Voulant aujourd'hui comprendre dans une transaction commune, les résultats des différentes négociations, qui ont eu lieu à cet égard, pour les revêtir des ratifications nécessaires, Elles ont autorisé Leurs Plénipotentiaires, à réunir dans un instrument général, toutes les stipulations particulières, et à joindre à cet acte, qui portera le titre de Récès-Général de la Commission terretoriale rassemblée à Francfort, toutes les conventions, qui s'y rapportent.

En conséquence, les Plénipotentiaires réspectifs savoir: de la part de S. M. etc. etc. . . . . . .
. . . .
après avoir vérifié entre Eux, leurs Plénipouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de recevoir dans le présent instrument général et définitif et de munir de leurs signatures, les articles suivants:

Rétrocessions de la Bavière à l'Autriche.

Art. I. S. M. I. et R. A. pour Elle, ses héritiers et successeurs possédera en toute propriété et Souveraineté les pays suivans, rétrocedés par S. M. le Roi de Bavière en vertu du traité signé à Munich, le 14 Avril 1816. lequel est annexé au présent traité général, savoir:

1.

1. L'Innviertel et les parties du Hausrukviertel, tels que ces pays ont été cédés par l'Autriche en 1809. 1819

2. Le Duché de Salzbourg tel qu'il a été poſſèdé par l'Autriche en 1809 à l'exception des baillages de Waging, Tittmaning, Teifendorff et Lauffen, en tant qu'ils ſont ſitués ſur la rive gauche de la Salzach et de la Saale; ces baillages tels qu'ils viennent d'être déſignés, reſteront à la Bavière.

3. Le baillage Tyrolien de Vils.

Art. II. En retour des rétroceſſions déſignées dans l'art. 1. du préſent traité général, S. M. le Roi de Bavière pour Lui, ſes héritiers et ſucceſſeurs poſſédera en toute propriété et ſouveraineté les pays ſuivans cédés par S. M. I. et R. A. ſavoir:

Pays devolus à la Bavière Ceſſion de l'Autriche à la Bavière.

I. Sur la rive droite du Rhin;

a. les baillages ci-devant Fuldois de Hammelbourg, y compris Culba et Saleck, de Bruckenau avec Motten, celui de Weihers, à l'exception des villages de Melters et Hattenrodt, lequel baillage ayant appartenû d'après l'art. 40. de l'acte du Congrès de Vienne à la Pruſſe, a été échangé contre celui de Saalmünſter, Nerzel, Sannerz et le Huttenſche-Grund qui ont paſſé à la Heſſe Electorale, ainſi que la partie du bailliage de Bieberſtein, qui renferme les villages de Batten, Brand, Dietges, Findlot, Liebhard, Melpez, Oberbernhard avec les hameaux de Steinbach, Saiſſert et Thaiden;

b. le baillage de Redwitz enclavé dans les Etats Bavarois, et cédé par S. M. I. et R. A.

c. La partie du baillage de Wertheim ſituée au Nord de la route de Lengfurth à Wurzbourg telle qu'elle a été cédée par S. A. R. le Grand-Duc de Bade en vertu du traité du 10 Juillet 1819 annexé au préſent Récès.

II. A la rive gauche du Rhin:

a. du cidevant Département du Mont-Tonnerae:

1. les accordiſſemens de Deux-Ponts, de Kaiſerslautern et de Spire, ce dernier à l'exception des Cantons de Worms et de Pfeddersheim;

2. le Canton de Kirchheim-Poland dans l'arrondiſſement d'Alzey;

b.

1819 b. du ci-devant Département de la Sarre les Cantons de Waldmohr et Bliescaſtel, celui du Kusel à l'exception de Schwarzerden, Reichweiler, Pfeffelbach, Ruthweiler, Burchlichtenberg et Thallichtenberg, dans le Canton de St. Wendel, Saale, Niederkirchen, Enbach, Marth, Hoff et Oſterbrücken, dans le Canton de Grumbach Eſchenau et St. Julian.

c. Les Cantons de Landau, Bergzabern et Langenkandel ainſi que toute la partie du Département du Bas-Rhin cédée par la France ſur la rive gauche de la Lauter par le traité de Paris du 20 Nov. 1815.

Il eſt entendu que toutes les communes déſignées ci-deſſus ſont cenſées être cédées avec leurs banlieues.

Diſpoſitions relatives à la fortereſſe de Landau.

Art. III. La ville de Landau eſt déclarée, ſous le rapport militaire, une des fortereſſes de la confédération Germanique, ſans que cette diſpoſition puiſſe altérer en rien le droit de Souveraineté qui eſt dévolù à S. M. le Roi de Bavière ſur la dite ville.

Ceſſions du G. D. de Heſſe à la Bavière.

Art. IV. S. M. le Roi de Bavière réunira également à Sa Monarchie les bailliages de Miltenberg, Amorbach, Heubach et Alzenau, tels qu'ils ont été cédés par ſuite des negociations de la Commiſſion territoriale de Francfort par S. A. R. le G. D. de Heſſe, en vertu du traité du 30 Juin 1816 lequel eſt annexé au préſent Récès.

Front. entre la France et les Etats Bavarois ſur la rive gauche du Rhin

Art. V. La ligne de démarcation entre les Etats Bavarois ſur la rive gauche du Rhin et la France ſuit les limites qui d'après le traité de Paris du 20 Nov. 1815 ſéparent l'Allemagne des Départemens de la Moſelle et du Bas-Rhin, jusqu'à la Lauter qui ſert enſuite de frontière jusqu'à ſon embouchure dans le Rhin. Toutefois la ville de Weiſſenbourg, traverſée par cette rivière, reſte toute entière à la France avec un rayon ſur la rive gauche qui ne peut pas excéder mille toiſes.

Route militaire à travers d. etat de Bade.

Art. VI. Il ſera établi une route militaire dans la direction de Wurzbourg vers les provinces Bavaroiſes ſur la rive gauche du Rhin à travers les Etats de S. A. R. le G. D. de Bàde. Elle ſera tracée de manière à être auſſi peu onéreuſe que poſſible au Grand-Duché, et les arrangemens à faire à cet égard ſont réfer-

réservés à une Convention particulière entre S. M. le Roi de Bavière et S. A. R. le G. D. de Bade. 1819

Art. VII. Les stipulations, cessions, retrocessions, conditions et clauses portées au traité de Munich du 14 Avril 1816 ayant été ratifiées; et les ratifications ayant été confirmées par la prise de possession et la paisible jouissance des pays acquis ou échangés, à l'exception de la partie du bailliage de Wertheim désignée dans l'art. II. du présent Récès, qui dépendait de la négociation commise à la Commission de Francfort, les articles qui composent ce traité ont été annexés au présent Récès. L'art. IV. du dit traité a dû motiver une détermination particulière. Il est de la teneur suivante: Art. IV. du tr. de Munich

"La contiguité des acquisitions que fait la Bavière, en échange des rétrocessions sus mentionnées, étant une stipulation du traité de Ried, S. M. l'Empereur d'Autriche reconnait le droit de S. M. le Roi de Bavière à une indemnité pour le désistement du principe de contiguité."

"Cette indémnité sera fixée à Francfort, en même tems et de la même manière que les autres arrangemens territoriaux de l'Allemagne."

"A cet effet S. M. l'Empereur d'Autriche s'engage à donner à S. M. le Roi de Baviere un dédommagement qui a été réglé de gré-à-gré jusqu'à l'époque du résultat efficace de la negociation de Francfort, et que la Bavière ait pû être mise en possession de l'indemnité, pour la rénonciation à la contiguité."

Les negociations de Francfort ont eu en conséquence pour objet de réaliser en faveur de la Bavière un dédommagement pour son désistement de la contiguité de ses possessions. Mais l'indemnité obtenue à la suite de ces negociations agant été réjettée par la Bavière, quoiqu'elle fût un juste équivalent de l'objet donné; les hautes Parties contractantes se considérent comme entièrement libérées envers la Bavière, attendu que les engagemens pris envers cette Cour n'ont jamais été que conditionnels, et qu'ils ont reçu de leur part tout l'accomplissement dont ils étoient susceptibles. En conséquence l'art. IV. précité et par suite du même principe, les articles additionnels qui pourraient avoir

été

1819 été annexés au dit traité de Munich, cessent d'être obligatoires, et ne pourront plus l'être dans aucun cas, ni à aucune époque, dans aucune rélation ou corrélation pour ou contre une partie quelconque, l'Etat de possession, tel qu'il ressort du présent Récès étant formellement reconnu par les Parties contractantes.

S. M. I. et R. A. change toutefois en une rente perpétuelle en faveur de la Bavière, la rente conditionnelle et temporaire de 100,000 Fl. qu' Elle lui paye en suite des négociations qui ont eu lieu à Munich en 1816.

Cession de l'Autriche au G. D. de Bade.

Art. VIII. S. M. I. et R. A. pour Elle, ses héritiers et successeurs cède à S. A. R. le G. D. de Bade le Comté de Geroldseck dévolû à l'Autriche en vertu de l'art. 51. de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815. En échange de cette cession S. A. R. le G. D. de Bade met à la disposition de S. M. I. et R. A. la partie du bailliage de Wertheim désignée dans l'art. II. du présent Récès.

Libérat. du G. D. de Bade d. engagemens pris par le traité de Francf.

Art. IX. Les articles additionnels du traité de Francfort du 20 Nov. 1813 *) renfermant une clause onéreuse à la charge du Grand-Duché de Bade, sont revoqués. S. A. R. le G. D. ses héritiers et successeurs en sont libérés à jamais, et l'état de possession du Grand-Duché, tel qu'il existe aujourd'hui, est formellement reconnû.

Droits de succ. d. Comtes de Hochberg.

Art. X. Le droit de succession établi dans le Grand-Duché de Bade en faveur des Comtes de Hochbarg, fils de feu le G. D. Charles Fréderic, est reconnu pour et au nom des Puissances contractantes.

Le traité renfermant les deux articles ci-dessus, 9. et 10. est annexé au présent Récès.

Acquisition de la Prusse en vertu d. la paix de Paris du 20 Nov. 1815.

Art. XI. S. M. le Roi de Prusse pour Lui, ses héritiers et successeurs possédera en toute souveraineté et propriété dans les Departemens de la Sane et de la Moselle les districts qui, en vertu du traité conclû à Paris le 20 Nov. 1815 ont été cédés par S. M. Très-Chrétienne aux Puissancex signataires du dit traité·

Cessions de l'Autriche à la Prusse

Art. XII. S. M. l'Empereur d'Autriche ayant cédé à S. M. le Roi de Prusse les districts que S, M. I. et R. A. possédait en vertu de l'art. 51. de l'acte du Con-

*) Suppl. T. V. p. 650.

Congrès de Vienne du 9 Juin 1815, dans le Département de la Sarre, y compris ſes parcelles ſur la rive droite de la Moſelle, qui appartenaient autrefois à Luxembourg, ainſi que les diſtricts du Département de la Moſelle cédés par S. M. Très-Chrétienne par le traité de paix de Paris du 30 Mai 1814 à l'exception toutefois de ceux de ces territoires qui ſuivant l'art. II. du preſent Récès paſſent ſous la domination de S. M. le Roi de Bavière; S. M. Pruſſienne poſſèdera les dits diſtricts pour Elle, ſes héritiers et ſucceſſeurs en toute propriété et ſouveraineté, en tant qu'Elle n'en a pas diſpoſé ſuivant les articles 27, 28 et 29, du préſent Récès pour remplir les engagemens contractés par l'art. 49 et 50 de l'acte du Congrès de Vienne. 1819

Art. XIII. Conformément à cette double diſpoſition et par ſuite des ceſſions faites la frontière des Etats Pruſſiens ſera déſormais la ſuivante: *Nouvelle frontiere Pruſſienne.*

En quittant le confluent de la Moſelle avec la Sarre qui formait l'extremité des limites Pruſſiennes deſignées par l'art. 2. de l'acte du Congrès de Vienne, elle remontera la Moſelle jusques près de Perle qui paſſera à la Pruſſe, ſe dirigera de là ſur Lannsdorff, Wallwich, Schardorff, Niederweiling, Pellweiler, tous ces endroits reſtans avec leurs banlieues à la France, jusqu'à Houvre, et ſuivra de cet endroit les anciennes limites du pays de Sarrebrück, en laiſſant Sarrelouis et le cours de la Sarre avec les endroits ſitués à la droite de la ligne ci deſſus déſignée, (c. à. d. ſitués du côté du ci-devant Département de la Sarre,) et leurs banlieues à la Monarchie Pruſſienne. Des limites du pays de Sarrebrück la ligne de démarcation continuera à être la même que celle qui d'après l'art. I. de traité de paix conclù à Paris le 20 Nov. 1815, ſépare la France de l'Allemagne jusqu'à Blies-Rauſchbach de ſorte que tout ce qui jusqu'à ce point fait d'après l'article cité partie de l'Allemagne ſera poſſédé deſormais par ſa Majeſté Pruſſienne.

Du point, où, près de Blies-Rauſchbach appartenant à la Pruſſe, finit la frontière de la France, jusqu'au village de Braitenbach, qui ſe trouvera ſous la domination Bavaroiſe, la frontière qui ſepare les Cantons d'Arneval, d'Ottweiler et de St. Wendel ſur la ligne Pruſſienne, des Cantons de Blieſcaſtel et

1819 Waldmohr, faiſant partie du territoire Bavarois, formera la limite entre les États de L. L. M. M. le Roi de Pruſſe et de Bavière.

Les frontières des ci-devant Cantons qui d'après ce qui viènt d'être ſtipulé, forment les limites entre le territoire Pruſſien et Bavarois, ſont entendues telles qu'elles étaient à l'époque de la concluſion du traité de paix de Paris du 30 Mai 1814.

De Braitenbach la nouvelle frontière paſſera à travers les Cantons d'Ottweiler, de Tholey et de St. Wendel de façon qu'elle laiſſe du premier les communes de Werſchweiler, Doerrenbach, la métairie de Werthshauſen, ainſi que les communes de Steinbach, Niederlinxweiler, Remesweiler, Mainzweiler et Urexweiler, et du ſecond les communes de Namborn, Gnidesweiler, Gronig, Oſſenbach avec Oberthal, Immweiler, Elmeren, Blieſen, Niederhofen, Winterbach, Alzweiler et Marpingen, toutes avec leurs banlieues, à S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg, et que le reſte de ces Cantons demeure ſous la domination Pruſſienne, mais que du Canton de St. Wendel les ſeules communes de Hasborn, Dautweiler et Theley avec leurs banlieues faſſent partie du territoire Pruſſien, le reſte de ce Canton appartenant en partie à celui de Saxe-Cobourg, et en partie à celui d'Oldenbourg.

De là la frontière traverſera les Cantons de Wadern, et de Hermeskeil, en laiſſant du premier les communes de Neunkirchen, Sellbach, Gonnesweiler, et Eyweiler, du ſecond celles de Soetern, Booſen, et Schwartzenbach, toutes avec leurs banlieues, à S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg, le reſte de ces Cantons formant partie du territoire Pruſſien; elle paſſera enſuite entre le Canton de Hermeskeil et de Birkenfeld, ce dernier appartenant en entier au territoire d'Oldenbourg, et coupera le Canton de Herrſtein et de Rhaunen, de manière que le premier appartienne à S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg, à l'exception des communes de Hottenbach, Hellertshauſen, Asbach, Schauren, Kempfeld et Bruchweiler qui avec leurs banlieues demeurent à la Pruſſe et que le ſecond (celui de Rhaunen) reſte à S. M. Pruſſienne à l'exception de la commune de Bondenbach, qui, avec ſa banlieue, fait partie du territoire d'Oldenbourg.

Lors-

Lorsque la nouvelle limite aura ainſi atteint celle qui ſéparait à l'époque du 30 Mai 1814 le Département de la Sarre du Département du Rhin et Moſelle, elle ſuivra cette limite vers le confluent de la Glan avec la Nahe, en ſéparant du territoire Pruſſien une partie du Canton de Herrſtein laquelle, comme il vient d'être dit, appartient au G. D. d'Oldenbourg, et le Canton de Meiſenheim qui paſſe à S. A. S. le Landgrave de Heſſe-Hombourg. Au confluent des deux ſusdites rivieres la nouvelle frontière retombera dans les limites fixées par l'article 25 de l'acte du Congrès de Vienne, et admiſes au preſent Récès. 1819

Réunion du nouveau territoire Pruſſien avec le G. D. du Bas-Rhin.

Art. XIV. S. M. le Roi de Pruſſe réunit à ſon Grand-Duché du Bas-Rhin tous les diſtricts et territoires compris dans les limites dècrites dans l'article précédent.

Droit de garniſon dans la forteresſe de Mayence

Art. XV. Le droit de garniſon dans la forteresſe de Mayence eſt commun à S. M. l'Empereur d'Autriche et à S. M. le Roi de Pruſſe. La garniſon de cette place ſera compoſée d'un nombre égal de troupes Autrichiennes, et de troupes Pruſſiennes, S. A. R. le G. D. de Heſſe participera au même droit pour un bataillon d'Infanterie.

Nomination du Gouverneur et du Commandant.

Art. XVI. Par ſuite de l'article ci-deſſus L. L. M. M. l'Empereur d'Autriche et le Roi de Pruſſe exerceront le droit de nommér le Gouverneur et le Commandant de la place de Mayence alternativement de cinq ans à cinq ans, et de manière que, lorsque le poſte de Gouverneur ſera occupé par un Général Autrichien, celui de Commandant le ſera par un Général Pruſſien, et ainſi réciproquement. Il eſt également convenù que la direction de l'artillerie appartiendra comme jusqu'ici, à l'Autriche, et celle du génie à la Pruſſe.

Ceſſion du Duché de Weſtphalie.

Art. XVII. S. A. R. le G. D. de Heſſe cède à S. M. le Roi de Pruſſe le Duché de Weſtphalie, tel qu'il a été poſſèdé par S. A. R. à l'époque de la ſignature de l'acte final du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815 pour appartenir à S. M. ſes descendans et ſucceſſeurs en toute propriété et Souveraineté.

Ceſſion d. droits du G. D. de Heſſe

Art. XVIII. S. A. R. le G. D. de Heſſe renonce en faveur de S. M. le Roi de Pruſſe, pour Lui, ſes des-

1819 cendans et fucceffeurs à tout droit de Souveraineté et de féodalité fur les Comtés de Wittgenftein-Wittgenftein et Wittgenftein-Berlebourg.

fur les Comtes de Wittgenftein à la Pruffe.

Ces poffeffions feront placées envers la Monarchie Pruffienne dans les rélations établies par la Conftitution fédérative de l'Allemagne pour les territoires médiatifés.

Ceffion d. droits fur les territoires des Comtés d'Ifenb. dt les falines de Kreuzn au G. D. de Heffe.

Art. XIX. En retour des ceffions et renonciations faites par le G. D. de Heffe, S. A. R. poffédera pour Elle, fes héritiers et fucceffeurs.

1. *En toute fouveraineté* les territoires du Prince et des Comtes d'Ifenbourg, y compris les villages de Heufenftamm et d'Eppertshaufen, à l'exception toutefois des diftricts cédés à S. A. R. l'Electeur de Heffe en vertu de l'art. 25. du préfent Récès; de même en toute fouveraineté les poffeffions du Comte de Solms-Rödelheim et du Comte d'Ingelheim, qui ont fait partie du ci-dévant Département de Francfort, lesquelles poffeffions et villages feront placés envers le Grand-Duché de Heffe dans les relations établies par la conftitution fédérative de l'Allemagne pour les territoires médiatifés.

Les rapports des Comtes d'Ifenbourg vis-à-vis du Prince d'Ifenbourg feront rétablies fur le pied, fur lequel ils exiftaient avant la Confédération Rhénaue, bien entendu, que tous les droits de fouveraineté appartiendront uniquement à L. L. A. A. R. R. l'Electeur et le Grand-Duc de Heffe, conformément à l'article 25. ci-deffus mentionné.

2. *En propriété* les falines fituées dans la banlieue de Kreuznach, ainfi que les fources falées qui y appartenaient à l'époque de la fignature de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815. La faline dite de Münfter qui eft une propriété particulière, eft expreffement exceptée. La fouveraineté de toutes ces falines reftera à S. M. le Roi de Pruffe.

Ceffions territorial. faites au G. D. de Heffe.

Art. XX. S. A. R. le G. D. de Heffe, fes héritiers et fucceffeurs poffèderont en toute propriété et fouveraineté:

1. le cercle d'Alzei à l'exception du Canton de Kirchheim-Poland, et les Cantons de Pfeddersheim et de Worms dans le Cercle de Spire, tels que ces

pays

pays se trouvaient à l'époque du 3 Nov. 1815. sous l'administration établie à Worms, et de façon que les limites des Etats Prussiens, là où ceux-ci confinent au Cercle d'Alzei, restent telles qu'elles sont fixées par l'art. 25. de l'Acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815. 1819

2. La ville et le territoire de Mayence, y compris Cassel et Kosthcim, à l'exception de tout ce qui constitue la forteresse, laquelle est déclarée forteresse de la Confédération Germanique.

Art. XXI. Tous les ouvrages, édifices, terrains et revenus qui appartenaient à la forteresse de Mayence à l'époque de la remise faite aux troupes alliées, en exécution de la Convention du 23 Avril 1814 soit que ces revenus fissent partie de sa dotation, soit qu'ils fussent affectés à d'autres objets, resteront exclusivement à la disposition du Gouvernement de la forteresse, et leur produit fera partie de la dotation. Dotation et appartenances de la forteresse de Mayence.

Art. XXII. Le droit de souveraineté dans la ville de Mayence appartenant à S. A. R. le G. D. de Hesse, l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile restera exclusivement entre les mains des Employés de S. A. R. et le Gouverneur et le Commandant leur prèteront secours et assistance en cas de besoin. Toutefois le Gouvernement militaire de la forteresse sera nanti de tous les pouvoirs nécessaires pour lui assurer, conformement à la responsabilité qui repose sur lui, l'exercice libre et indépendant de ses fonctions. Les autorités civiles et locales lui seront subordonnées pour tout ce qui concerne la défense de la place, et les rapports militaires. Il aura, à ce même égard, nommément la direction de la police, de manière cependant qu'un Employé civil de S. A. R. le G. D. prendra part aux conférences du Gouvernement, aussi souvent qu'il s'agira d'objets de cette nature. Les ordonnances et règlemens de police seront publiés par le Gouvernement sous l'intervention du président de la police de la ville. La garde bourgeoise de la ville sera, ainsi que cela se pratique dans toutes les forteresses, placée sous les ordres du Gouvernement militaire, et ne pourra se rassembler que de son consentement. Il ne sera mis aucun obstacle à la levée de la conscription dans la ville. Le Gou- Droits du G. D. de Hesse sur la ville de Mayence; attributions du Gouvernem. de la forteresse.

1819 Gouvernement militaire étant refponfable de la défenfe de la place et du maintien de l'ordre intérieur, et jouiffant du droit de prendre dans ce but toutes les mefures néceffaires, il pourra auffi placer des avant-poftes au dehors de la forterelle. En tems de guerre, ou lorsque l'Allemagne fera menacée d'une guerre, et la forterelle déclarée en état de fiège, les pouvoirs du Gouvernement militaire feront illimités, et n'auront d'autres bornes que la prudence, les ufages et le droit des gens.

Routes militaires par les Etats du G. D. de Heffe.

Art. XXIII. S. A. R. le G. D. de Heffe confent à ce que la Pruffe aît une route militaire par fes Etats pour les troupes qui paffent d'Erfurt par Eifenach, Hersfeld, Gieffen et Wetzlar à Coblence, et que celles qui viennent de Mayence ou qui y font deftinées, prennent la route de Coblence par Bingen.

Le règlement d'une route d'étapes pour les troupes Autrichiennes deftinées à faire partie de la garnifon de Mayence eft refervé à une Convention particulière entre les Gouvernemens refpectifs.

S. A. R. le G. D. de Heffe confent également à ce que la Bavière aît une route militaire par fes Etats pour les troupes, qui paffent des provinces Bavaroifes à la rive droite du Rhin dans celles nouvellement acquifes fur la rive gauche de ce fleuve. Quant aux places d'étapes, aux moyens d'entretien et de transport et autres objets d'adminiftration ces objets feront réglés par une Convention particulière entre S. M. le Roi de Bavière et S. A. R. le G. D. de Heffe.

Libération du G. D. de Heffe des engagemens pris par le traité de Frcft. du 23 Nov. 1813.

Art. XXIV. Les engagemens pris par S. A. R. le G. D. de Heffe dans les articles additionnels du traité de Francfort du 23 Nov. 1813 *) ceffent; et la claufe onereufe que ces articles renfermaient, ne pourra plus dans aucun cas, ni à aucune époque devenir obligatoire pour S. A. R. fes héritiers et fucceffeurs.

Arrang. territoriaux entre la Maifon Elect. et G. D. de Heffe.

Art. XXV. S. A. R. le G. D. de Heffe remet S. A. R. l'Electeur de Heffe en poffeffion du bailliage de Dornheim et lui cède, en échange des bailliages de Rodheim, Ortenburg et Babenhaufen, de la moitié de Vilbel appartenante à S. A. R. l'Electeur, et des communes-

*) Ce traité fe trouve Suppl. T. VII. p. 97. Les articles féparés qui y manquent font fans doute (*mut. mut.*) les mêmes allegués plus haut à l'art. 9.

munautés de Münzenberg, Traismünzenberg, Oſten-heim, Heuchelheim et Burggräfenrode, les territoires ſuivans; ſavoir: 1819

1. les endroits de Groſsanheim, Groſskrotzenbourg et Oberrodenbach, et la moitié de Praunheim appartenante au Grand-Duché;

2. une partie du pays d'Iſenbourg, composée des bailliages (*Gerichte*) de Diebach, Langenſelbold, Meerholz, Lieblos, Wächtersbach, Spielberg et Reichenbach, et du village de Wolfenborn.

Réintégration du Landgrave de Heſſe-Hombg.

Art. XXVI. S. A. R. le G. D. de Heſſe réintègre, en exécution de l'art. 48. de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815. S. A. S. le Landgrave de Heſſe-Hombourg dans les poſſeſſions, revenus, droits et rapports politiques dont il a été privé par la Confédération Rhénane.

Il ſera conclû entre S. A. R. le G. D. de Heſſe et S. A. S. le Landgrave de Heſſe-Hombourg un arrangement de famille à l'effet de concilier les rapports reſultans de la preſente ſtipulation avec les pactes et Récès de famille exiſtans.

Ceſſion en vertu de l'art. 49 de l'acte du Congrès de Vienne, au G. D. d'Oldenb.

Art. XXVII. L'art. 49. de l'acte du Congrès de Vienne ayant réſervé dans le ci-devant Département de la Sarre un diſtrict pour L. L. A. A. R. R. les Grands Ducs d'Oldenbourg, Prince de Lübeck, et de Mecklenbourg-Strelitz, L. L. A. A. S. S. le Duc de Saxe-Cobourg, le Landgrave de Heſſe-Hombourg et le Comte de Pappenheim, lequel diſtrict a reçu plus tard de S. M. Pruſſienne une plus grande extenſion en faveur de S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg, et S. M. le Roi de Pruſſe s'étant engagé en conſidération des ceſſions qui Lui ont été faites à l'art. 12. du préſent Récès par S. M. l'Empereur d'Autriche à mettre les dits Princes ainſi que le Comte de Pappenheim en poſſeſſion des territoires qui doivent leur appartenir, S. M. Pruſſienne, de concert avec S. M. I. et R. Apoſtolique, S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande et S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, cède

1. à S. A. R. le G. D. de Oldenbourg, Prince de Lübeck, le Canton de Herrſtein à l'exception des communes de Hottenbach, Hellertshauſen, Asbach, Schauren,

1819 ren. Kempfeld et Bruchweiler; le Canton de Birkenfeld; du Canton de Hermeskeil les communes de Soetern, Boofen et Schwarzenbach; du Canton de Wadern, les communes de Neunkirchen, Sellbach, Gonnesweiler et Eyweiler; du Canton de St. Wendel les communes d'Asweiler, Eizweiler, Imsbach, Hirftein, Reichweiler et Mosberg, Steinberg et Deckenhard, Wallhaufen et Schwarzhoff; du Canton de Rhaunen la commune de Bondenbach; et du Canton de Baumholder les communes de Nohen, Nohefelden, Gimbweiler et Wolfersweiler.

Au Duc de Saxe-Cobourg

Art. XXVIII. 2. A S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg le Canton de Grumbach à l'exception des communes de Baerenbach, Becherbach, Otzweiler, Hoppftädten, St. Julian et Efchenau; le Canton de Baumholder à l'exception de Nohen, Nohefelden, Gimbweiler et Wolfersweiler; le Canton de St. Wendel à l'exception des communes de Bubach, Saal, Niederkirchen, Marth, Hoff, Ofterbrücken, Hasborn, Dautweiler, Theleg, Asweiler, Eizweiler, Hirftein, Reichweiler et Mosberg, Seinberg et Deckenhard, Wallhaufen et Schwarzhog et Imsbach; du Canton de Confel les communes de Burg-Lichtenberg, Thallichtenberg, Ruthweiler, Pfeffelbach, Reichweiler et Schwarzerden; du Canton de Tholey les communes de Namborn, Gnidesweiler, Gronig, Offenbach avec Oberthal, Immweiler, Elmeren, Bliefen, Niederhofen, Winterbach, Alzweiler et Marpingen; et du Canton d'Ottweiler les Communes de Werfchweiler et Doerrenbach, la métairie de Werthshaufen, ainfi que les communes de Steinbach, Niederlinxweiler, Mainzweiler et Urexweiler.

Au Landgr. de Heffe-Hombourg.

Art. XXIX. 3. A S. A. S le Landgrave de Heffe-Hombourg le Canton de Meifenheim; et du Canton de Grumbach les communes de Baerenbach, Becherbach, Otzweiler et Hoppftädten.

Souveraineté des Princes fur leurs nouvelles acquifitions.

Art. XXX. S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg, Prince de Lübek, L. L. A. A. S. S. le Duc de Saxe-Cobourg et le Landgrave de Heffe-Hombourg pofféderont les dits diftricts et territoires pour Eux, leurs héritiers et fucceffeurs en toute fouveraineté et proprieté, et d'après les claufes et ftipulations enoncées dans les actes dreffés entre les parties intereffées lors de la remife des dits territoires.

S. A.

S. A. S. le Landgrave de Heſſe-Hombourg pour Lui, ſes heritiers et ſucceſſeurs jouira également d'une pleine et entière ſouveraineté à l'égard des poſſeſſions dans lesquelles il a été réintégré par l'art. 48. de l'acte de Congrès du Vienne; il prendra le titre de Landgrave Souverain de Heſſe. 1819

Art. XXXI. Il eſt entendu que les communes renfermées dans les diſtricts déſignés dans les articles 27, 28 et 29 du préſent Récès ſont cenſées être cédées avec leurs banlieues qui ne ſeront nulle part coupées par les nouvelles limites. Princip. de la délimitat.

Art. XXXII. La Pruſſe jouira du droit d'une route militaire par la Principauté de Birkenfeld pour conſerver la communication néceſſaire avec le pays de Sarrebrück et la fortereſſe de Sarrelouis. Route militaire par la Principauté de Birkenfeld.

Il a été fait à cet égard une Convention particulière entre S. M. le Roi de Pruſſe et S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg.

Art. XXXIII. S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg, Prince de Lübek, L. L. A. A. S. S. le Duc de Saxe-Cobourg et le Landgrave Souverain de Heſſe ayant été mis en poſſeſſion des territoires qui leurs étaient deſtinés; S. A. R. le G. D. de Mecklenbourg-Strelitz ayant fait un arrangement particulier avec S. M. le Roi de Pruſſe*), et le Comte de Pappenheim ayant obtenu une indemnité en domaines dans la Monarchie Pruſſienne, et ces derniers arrangemens ayant été notifiés à la Commiſſion territoriale; S. M. Pruſſienne eſt entièrement libérée des engagemens qu' Elle a voulu prendre par l'art. 49 de l'acte du Congrès de Vienne. Libération de la Pruſſe des engagem. pris relativement à l'art. 49. de l'acte du Congrès de Vienne.

Art. XXXIV. S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, poſſédera pour Lui, ſes héritiers et ſucceſſeurs en pleine propriété et ſouveraineté tous les diſtricts qui, ayant fait partie en 1790 des provinces Belgiques, de l'Evêché de Liège et du Duché de Bouillon, ont été cédés par la France aux Puiſſances alliées en vertu du traité conclû à Paris le 20 Nov. 1815 ainſi que les territoires enclavés de Philippeville et Marienbourg, avec les places de ce nom, cédés par le même traité. Par ſuite de cette diſpoſition les limites des Etats de S. M. le Roi des Pays Bas, G. D. de Luxembourg, reſteront telles qu'elles ont été fixées entre Acquiſition des Pays-Bas en vertu de la paix de Paris du 20 Nov. 1815.

*) Vid. plus haut p. 600.

1819 entre la France et les pays cédés aux Puiſſances alliés par le traité de paix de Paris du 30 Mai 1814 à commencer de la mer du Nord jusque vis-à-vis de Quiévrain. De Quiévrain la ligne de démarcation ſuivra les anciennes limites des provinces Belgiques, du ci-devant Evêché de Liège et du Duché de Bouillon jusqu'à Villers près d'Orval, comme elles étaient en 1790 conformément aux ſtipulations de l'art. I. du dit traité de Paris du 20 Nov. 1815 de ſorte que tous les pays qui ſe trouvent à la gauche de la dite ligne de démarcation, en y comprenant les territoires enclavés de Philippeville et Marienbourg, avec les places de ce nom, le cidevant Evèché de Liège et tout le Duché de Bouillon appartiennent aux Pays-Bas.

Rapports de la forteresse de Luxembourg; droit de garniſon.

Art. XXXV. L'article 3. du traitè conclû à Vienne le 31 Mai 1815 et l'art. 67. de l'acte du Congrès de Vienne ayant ſtipulé que la forteresse de Luxembourg ſerait conſidérée comme forteresse de la Confédération Germanique, cette diſpoſition eſt maintenue et expreſſément confirmée par le préſent Récès.

Cependant S. M. le Roi de Pruſſe et S. M. le Roi des Pays-Bas agiſſant en ſa qualité de G. D. de Luxembourg, voulant adapter le reſte des diſpoſitions desdits articles aux changemens ſurvenus par le traité de Paris du 20 Nov. 1815 et pourvoir de la manière la plus efficace à la défenſe combinée de leurs Etats reſpectifs, L. L. M. M. ſont convenues de tenir garniſon commune dans la forteresse de Luxembourg, ſans que cet arrangement, fait uniquement ſous le rapport militaire, puiſſe altérer en rien le droit de Souveraineté de S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, ſur la ville et la forteresse de Luxembourg.

Nomination du Gouverneur et du Command.

Art. XXXVI. S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, cède à S. M. le Roi de Pruſſe le droit de nommer le Gouverneur et le Commandant de cette place, et conſent à ce que tant la garniſon en général, que chaque arme en particulier ſoit compoſée pour les trois-quarts de troupes Pruſſiennes et pour un quart de troupes des Pays-Bas, renonçant ainſi au droit de nomination que l'art. 67. de l'acte du Congrès de Vienne aſſurait à S. M.

Les troupes ſeront ſoldées et equipées aux frais de leurs Gouvernemens reſpectifs. Il en ſera de même pour

pour leur nourriture, lorsque la fortereſſe ne ſera pas déclarée en état de ſiège. Dans ce cas la garniſon ſe nourrira des magaſins de la fortereſſe, et il ſera ſuppléé à ſon approviſionnement d'après les principes établis dans le traité conclû entre S. M. le Roi de Pruſſe et S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg à Francfort S. M. le 8 Nov. 1816 *) annexé au préſent Récès. 1819

Art. XXXVII. Le droit de ſouveraineté appartenant dans toute ſa plénitude à S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, dans la ville et fortereſſe de Luxembourg comme dans tout le reſte du Grand-Duché, l'adminiſtration de la juſtice, la perception des impoſitions et contributions de toute eſpèce, ainſi que toute autre branche de l'adminiſtration civile reſtera excluſivement entre les mains des Employés de S. M., et le Gouverneur et le Commandant leur préteront ſecours et aſſiſtance en cas de beſoin. Exercice des droits de ſouveraineté; attributions du Gouvernement de la fortereſſe.

De l'autre côté le Gouverneur ſera nanti de tous les pouvoirs néceſſaires pour lui aſſurer conformément à la reſponſabilité qui repoſe ſur lui, l'exercice libre et indépendant de ſes fonctions, et les autorités civiles et locales lui ſeront ſubordonnées pour tout ce qui concerne la défenſe de la place.

Pour éviter néanmoins tout conflit entre l'autorité militaire et civile, S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, nommera un Commiſſaire ſpécial qui ſervira d'intermédiaire entre le Gouverneur et les autorités civiles, et recevra les directions du Gouverneur dans les affaires de police, en tant qu'elles ſe lient aux rapports militaires et à la défenſe de la place.

Le Gouverneur pourra pour le même objet et toujours dans les limites qui viennent d'être énoncées, déléguer de ſa part une perſonne à ſon choix et ces deux Employés formeront une Commiſſion mixte.

Mais en cas de guerre, ou ſi l'une ou l'autre des deux Monarchies de Pruſſe ou des Pays-Bas était menacée d'une guerre, et que la fortereſſe fût déclarée en état de ſiège, les pouvoirs du Gouverneur ſeront illimités, et n'auront d'autres bornes que la prudence, les uſages et le droit des gens.

Si finalement la Diète de la Confédération Germanique venait à décider que les Gouverneurs et Comman-

*) V. plus haut p. 264.

1819 mandeurs des forteresses de la Ligue devront être assermentés, le Gouverneur et le Commandant de la forteresse de Luxembourg prèteront le serment d'après la formule qui sera adoptée par la Diète.

Distribution des sommes destinées aux places fortes.

Art. XXXVIII. Une partie des indemnités pécuniaires que S. M. Très-Chretienne s'est engagée de payer par l'art. 4. du traité de Paris du 20 Nov. 1815 étant destinée en vertu des arrangemens faits à Paris entre les Puissances alliées à renforcer la ligne de défense des Etats limitrophes de la France, cette somme est distribuée de la manière suivante.

S. M. le Roi de Prusse en recevra pour être employé aux ouvrages destinés à la défense du Bas-Rhin vingt, S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi des Pays-Bas soixante, et S. M. le Roi de Sardaigne dix millions de Francs. Cinq millions de Francs sont destinés pour être employés à achever les fortifications de la forteresse de Mayence, et vingt millions pour la construction d'une place fédérale sur le Haut-Rhin.

L'emploi de ces différentes sommes sera fait conformément au système qui a été adopté par les Puissances signataires du traité de paix conclû à Paris le 20 Nov. 1815 et qui a été consigné au protocole de la conférence de leurs Ministres du 21 Nov. 1815 *) annexé au présent Récès.

Acquisitions territoriales de la Sardaigne.

Art. XXIX. La partie de la Savoye qui était restée à la France en vertu du traité de paix de Paris du 30 Mai 1814 et qui a été rétrocédée par le traité du 20 Nov. 1815 est restituée à S. M. le Roi de Sardaigne, pour être possédée en toute souveraineté et propriété par Lui, ses héritiers et successeurs; et les frontières entre la Savoye et la France seront telles qu'elles existaient en 1790.

La commune de St. Julien reste exceptée de cette restitution. Elle a été donnée à la Confédération Suisse qui en a rétrocédé à S. M. Sarde la portion dans laquelle le cheflieu est situé.

Acquisitions territor. de la Confed. Suisse.

Art. XL. Afin d'établir une communication directe entre le Canton de Genève et le reste de la Suisse, la partie du pays de Gex bornée à l'Est par le lac Leman, au midi par le territoire du Canton de Genève, au

*) Suppl. T. VII. p. 406.

au Nord par celui du Canton de Vaud, à l'oueſt par le cours de la Verſoix et par une ligne qui renferme les communes de Collex-Buſſy et Meyrin (laiſſant la commune de Ferney à la France) eſt réunie définitivement au Canton de Genève. La commune de St. Julieu eſt réunie également à ce Canton à l'exception toutefois de la partie qui, conformément à l'article précédent, en a été cédée à S. M. le Roi de Sardaigne. 1819

Arrangemens entre la Sardaigne et la Confédération Suiſſe.

Art. XLI. En conſéquence des actes du Congrès de Vienne, ainſi que des diſpoſitions ultérieures des Puiſſances alliées, et nommément en vertu du traité conclu entre S. M le Roi de Sardaigne et la Confédération Suiſſe le 16 Mars 1816 *), dont l'article premier ſe trouve tranſcrit ci-deſſous, en tant qu'il s'agit de la déſcription des frontières, le territoire cédé par S. M. le Roi de Sardaigne pour être réuni au Canton de Genève, eſt limité par le Rhône à partir de l'ancienne frontière près de St. Georges jusqu'aux confins de l'ancien territoire Genevois, à l'oueſt d'Aire la ville, de là par une ligne ſuivant ce même ancien territoire jusqu'à la rivière de la Loire, remontant cette rivière jusques au chemin, qui de la Terrière tend à Soral, ſuivant le chemin jusqu'au dit Soral lequel reſtera ainſi que le chemin en entier ſur Genève, puis par une ligne droite tirée ſur l'angle ſaillant de la commune de Bernex à l'oueſt de Norcier. De cet angle la limite ſe dirigera par la ligne la plus courte à l'angle méridional de la commune de Bernex ſur l'Aire, laiſſant Norcier et Turens ſur Savoye. De ce point elle prendra la ligne la plus courte pour atteindre la commune de Compeſières, ſuivra le confin de cette commune à l'Eſt de St. Julien jusqu'au ruiſſeau de l'Arande qui coule entre Ternier et Bardonek, remontera ce ruiſſeau jusqu'à la grande route d'Annecy à Carouge, ſuivra cette route jusqu'à l'embranchement du chemin, qui même directement à Collogne, à 155 toiſes de Savoye, avant d'arriver à la Croix de Roſon; atteindra par ce chemin le ruiſſeau qui deſcend du village d'Archamp, ſuivra ce ruiſſeau jusqu'à ſon confluent avec celui qui descend du hameau de la Combe, au de là d'Evordes, en laiſſant néanmoins toutes les maiſons du dit Evordes ſur Genève; puis du ruiſſeau de la

*) Suppl. T. VIII, p. 224.

1819 la Combe prendra la route, qui se dirige sous Rossey, sous Crevin et au-dessus de Veirier. De l'intersection de cette route à l'Est et près de Veirier avec celle qui de Carouge tend à Etrembières, la limite sera marquée par la ligne la plus courte pour arriver à l'Arve à deux toises au-dessus de la prise d'eau du biez du moulin de Sierne. De là elle suivra le Thalweg de cette rivière jusques vis-à-vis de l'embouchure du Foron, remontera le Foron jusques au de là de Cormières au point qui sera indiqué par la ligne la plus courte, tirée de la jonction de la route de Carra avec le chemin qui du Nord de Publinge tend au Nord de Ville la Grand, suivra la dite ligne, et ce dernier chemin vers l'Est, en le donnant à Génève; puis la route qui remonte parallelement au Foron jusqu'à l'endroit, où elle se trouve en contact avec le territoire de Jussy. De ce point la ligne reprendra l'ancienne limite jusqu'à sa rencontre avec le chemin tendant de Gy à Foncenex, et suivra le dit chemin vers le Nord jusqu'à la sortie du village de Gy, laissant le dit chemin sur Genève. La limite se dirigera ensuite en ligne droite sur le village de Veigi, de manière à laisser toutes les maisons du village sur Savoye; puis en ligne droite au point, ou l'Hermance coupe la grande route du Simplon. Elle suivra enfin l'Hermance jusqu'au lac, lequel bornera le nouveau territoire au Nord-Ouest; bien entendu que la propriété du lac jusqu'au milieu de sa largeur, à partir d'Hermance jusqu'à Vesenaz est acquise au Canton de Genève, et qu'il en sera de même des portions du cours du Rhône, qui, ayant fait jusqu'ici frontière entre les deux Etats, appartenaient à S. M.; que tous les chemins indiqués, comme formant la ligne frontière dans la délimitation ci-dessus, appartiendront à S. M. sauf les exceptions indiquées; et que tous les enclos fermés de murs ou de haïes attenans aux maisons des villages et hameaux, qui se trouveraient placés près de la nouvelle frontière, appartiendront à l'Etat, dans lequel est situé le village ou hameau; la ligne marquant les confins des Etats ne pourra être rapprochée à plus de deux toises des maisons ou des enclos y attenans et fermés de murs ou de haïes. Quant aux rivières et ruisseaux qui d'après les changemens de limite résultans du traité de ce jour déterminent la nouvelle frontière, le milieu de

de leurs cours ſervira de limite, en exceptant le Foron, lequel appartiendra en entier à S. M. et dont le paſſage ne ſera aſſujetti à aucun droit. 1819

Art. XLII. Les Souverains qui, en vertu du préſent Récès, obtiennent des territoires qui ont été détachés de la France par les traités de paix de Paris du 30 Mai 1814, et du 20 Nov. 1815 entrent dans tous les droits, et prennent ſur eux toutes les charges et engagemens ſtipulés à cet égard dans les deux ſusdits traités. Droits et obligations des nouveaux acquér. réſult. d. deux paix de Paris.

Art. XLIII. L'état de poſſeſſion actuel des Duchés de Parme, Plaiſance et Guaſtalla, ainſi que celui de la principauté de Lucques, étant déterminés par les ſtipulations de l'acte du Congrès de Vienne, les diſpoſitions des articles 99, 101 et 102 ſont et reſtent maintenues dans toute leur force et valeur. Etat de poſſeſſ. des D. de Parme, plaiſence et Guaſtalla et Lucques

Art. XLIV. La réverſibilité des Duchés de Parme, Plaiſance et Guaſtalla prévue par l'art. 90 de l'acte final du Congrès de Vienne eſt déterminée de la manière ſuivante: Reverſibilite d. Duc. d. Parme. Plais. et Guaſtalla

Les Duchés de Parme, Plaiſance et Guaſtalla, après le décès de S. M. l'Archiducheſſe Marie Louiſe, paſſeront en toute ſouveraineté à S. M. l'Infante d'Eſpagne Marie Louiſe, l'Infant Don Charles Louis ſon fils et ſes deſcendans mâles, en ligne directe et maſculine, à l'exception des diſtricts enclavés dans les Etats de S. M. I. et R. A. ſur la rive gauche du Po, lesquels reſteront en toute propriété à Sa dite Majeſté conformément à la reſtriction établie par l'art. 99. de l'acte du Congrès de Vienne.

Art. XLV. A cette même époque, la réverſibilité de la Principauté de Lucques, prevûe par l'art. 102. de l'acte du Congrès de Vienne, aura lieu, dans les termes et ſous les clauſes du même article, en faveur de S. A. I. et R. le G. D. de Toscane. Réverſibilite de la Principaute de Lucques.

Art. XLVI. Quoique la frontière des Etats Autrichiens en Italie ſoit déterminée par la ligne du Pô, il eſt toutefois convenû d'un commun accord, que la fortereſſe de Plaiſance offrant un intérêt plus particulier au ſyſtème de défenſe de l'Italie, S. M. I. et R. A. conſervera dans cette ville, jusqu'à l'époque des réverſions, après l'extinction de la branche eſpagnole des Droit de garniſon de l'Autriche dans Plaiſance

1819 des Bourbons, le droit de garnifon pûr et fimple; tous les droits régaliens et civils fur cette ville etant réfervés au Souverain futur de Parme. Les frais de l'entretien de la garnifon dans la ville de Plaifance feront à la charge de l'Autriche, et fa force, en tems de paix, fera déterminée à l'amiable entre les hautes Parties intérefſées, en prenant toutefois pour règle le plus grand foulagement poſſible des habitans.

Réverſion des Duchés de Parme, Plaifance et Guaſtalla en cas de l'extinction de la branche de l'Infant Don Charles Louis.

Art. XLVII. La réverſion des Duchés de Parme, Plaifance et Guaſtalla, en cas d'extinction de la branche de l'Infant Don Charles Louis, eſt explicitement maintenue dans les termes du traité d'Aix-la-Chapelle de 1748, et de l'article féparé du traité entre l'Autriche et la Sardaigne du 20 Mai 1815 *a*).

Art. XLVIII. Les traités, conventions, et autres actes qui fe trouvent annexés au préfent Récès et nommément:

I. Le traité entre S. M. le Roi de Sardaigne, la Confédération Suiſſe et le Canton de Genève conclû à Turin le 16 Mars 1816 *b*).

II. Le traité entre l'Autriche, la Pruſſe et le Grand-Duché de Heſſe, conclû à Francfort S. M., le 30 Juin 1816 *c*).

III. Le traité entre la Grande-Bretagne et le Grand-Duché de Heſſe, conclû à Francfort S. M. le 30 Juin 1816.

IV. Le traité entre la Pruſſe et les Pays-Bas conclu à Francfort S. M., le 8 Nov. 1816 *d*).

V. Le traité entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, conclû à Francfort S. M. le 16 Nov. 1816.

VI. Le traité entre l'Autriche et les Pays-Bas, conclû à Francfort S. M. le 12 Mars 1817 *e*).

VII. Le traité entre la Ruſſie et les Pays-Bas, conclû à Francfort S. M. le $\frac{5}{17}$ Avril 1817.

VIII. Le traité entre l'Autriche, l'Eſpagne, la France, la Grande-Bretagne, la Pruſſe et la Ruſſie, conclû à Paris le 10 Juin 1817 *f*).

IX.

a) Suppl. Tom. VI. p. 291.
b) Suppl. Tom. VIII. p. 214.
c) Suppl. Tom. VII. p. 73.
d) Suppl. Tom. VIII. p. 264.
e) Suppl. Tom. VII. p. 415.
f) Suppl. Tom. VIII. p. 416.

IX. le traité entre l'Autriche et le Grand-Duché de Bade, conclù à Francfort ſ. M. le 10. Juillet 1819.; 1819

X. le traité entre l'Autriche, la Grande-Brétagne, la Pruſſe, la Ruſſie et le Grand-Duché de Bade, conclù à Francfort ſ. M. le 10 Juillet 1819;

ſont conſidérés, comme parties intégrantes des arrangemens ſtipulés par le préſent acte et auront, ſelon leur teneur reſpective, la même force et valeur que s'ils étaient inſérés mot à mot dans le Récès même.

Quant au traité conclù à Munich le 14 Avril 1816 *) entre l'Autriche et la Bavière, également joint au préſent acte, il y a été annexé dans le ſens et l'eſprit de l'article 7. du préſent Récès.

Art. XLIX. La langue Françaiſe employée dans le préſent Récès, l'a été avec les mêmes réſerves énoncées à l'art. 120. de l'acte du Congrès de Vienne.

Art. L. Le préſent Récès ſera ratifié et les ratifications en ſeront échangées à Francfort ſ. M. dans l'eſpace de trois mois ou plutôt ſi faire ſe peut. Un exemplaire du même Acte ſera dépoſé à Vienne aux Archives de Cour et d'Etat de S. M. I. et R. A. pour y être réuni à l'enſemble des actes desquels il dérive et ſur lesquels il eſt fondé. Les hautes parties contractantes ſe reſervent d'ailleurs d'adopter une marche commune pour le communiquer et le propoſer à l'adhéſion des autres Puiſſances et Etats intereſſés.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs ont ſigné le préſent Récès, et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort ſ. M., le 20 Juillet de l'an de grâce 1819.

Signé:

(L. S.) *Le Baron* de Wessenberg.
(L. S.) *Le Baron* de Humboldt.
(L. S.) Clancarty.
(L. S.) I. d'Anstett.

*) Suppl. T. VII. p. 55.

*

Pièces annexées au précédent récès général.

Nr. I — VIII.

Ces pièces se trouvent déjà plus haut, voyés les notes à l'art. 48. du récès général *p. 624. 625.* *N. III. V. et VII. étant mut. mut. les mêmes avec N. II. IV. et VI.*

Nr. IX.

1819 *Traité entre l'Autriche et le G. Duché de Bâde*
10 Juill. *conclu à Francfort sur Main le 10 Juillet 1819.*

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

L'arrangement des affaires territoriales en Allemagne ayant demandé dans leur application definitive quelque échanges de territoire entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde, des Plénipotentiaires ont été nommés à cet effet, savoir: de la part de Sa Majesté Imperiale et Royale Apostolique: le Sieur Jean Philippe, Baron de Wessenberg, grand Croix de l'ordre royal de St. Etienne etc. etc. et de celle de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde: le Sieur Charles Chrétien, Baron de Berkheim, Ministre d'Etat de Son Altesse Royale etc. etc. Lesquels, après avoir échangé Leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Cessions de la part de Bâde.

Art. I. Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde, pour Elle, ses héritiers et successeurs cède à Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique la partie du second bailliage de Wertheim, située au nord de la route de Lengfurth à Würzbourg et enclavée dans les Etats Bavarois, comprenant les communes et banlieues d'Anspach, Birkenfeld, Erlach, Greusenheim, Karbach, Mariabuchen, Plochsbach, Roden, Sendelbach, Steinfeld, Waldzell et Zimmern avec tous les droits appartenants à Son Altesse Royale sur ce district.

Cessions de la part d'Autriche.

Art. II. En échange du district designé dans l'article précédent, Sa Majesté Imperiale et Royale Apostolique

lique cède à Son Alteſſe Royale le Grand-Duc de Bâde, pour être poſſédé par Elle, Ses héritiers et ſucceſſeurs le Comté de Geroldſeck, enclavé dans les Etats Bâdois, tel qu'il a été poſſédé par l'Autriche en vertu de l'article cinquante unième du traité général du Congrès de Vienne. 1819

Art. III. La remiſe reciproque des territoires deſignés dans les deux articles précédens aura lieu immédiatement après l'échange des ratifications de la préſente Convention et les dits territoires paſſeront à leurs nouveaux poſſeſſeurs avec les revenus à dater du jour de la priſe de poſſeſſion. Epoque de la remiſe.

Art. IV. Les archives, cartes, plans et documens quelconques appartenants aux pays reſpectivement cédés et échangés, ou concernant leur adminiſtration, feront fidélement remis en même tems que les territoires, ou ſi cela ne pouvait avoir lieu de ſuite, dans un terme, qui ne pourra pas être de plus de trois mois après la miſe en poſſeſſion. Archives etc.

Art. V. La préſente Convention ſera ratifiée, et les ratifications en feront échangees à Francfort ſur le Main dans le terme de ſix Semaines ou plutôt ſi faire ſe peut *). Ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſignée et y ont appoſé le cachet de Leurs armes.

Fait à Francfort ſur le Main le dix Juillet Mil-huit-cent-dix-neuf.

Signé:

(L. S.) *Le Baron* de Wessenberg.

(L. S.) *Baron* de Berkheim.

Pour Copie conforme à l'Original:

(L. S.) *Baron* de Wessenberg.

*) Les ratifications de ce traité ont été échangées à Francfort et en conféquence la remiſe du comté de Hohengeroldseck au Grand-Duc de Bâde a été effectuée le 4 Octobre, celle de la partie Bâdoiſe du bailliage de Wertheim, cédée à l'Autriche le 27 Octobre, et la remiſe de celle-ci par l'Autriche à la Bavière le même jour 27 Octobre 1819, ſous les conditions énoncées dans les ſuivants procès-verbaux de remiſe, et les lettres patentes y relatives ont été affichées aux mêmes jours.

1.

1819 *Procès-verbal de remise du comté de Hohengeroldseck au G. D. de Bâde le 4 Oct. 1819.*

Nachdem in Folge des 2ten Art. des am 10ten July d. J. zu Frankfurt am Mayn zwischen dem Kaiserlich Oesterreichschen, und Grofsherzoglich Badischen Hofe geschlossenen Staatsvertrags, die in dem Grofsherzogthum Baden eingeschlossene Graffchaft Hohengeroldseck an Seine Königliche Hoheit den Grofsherzog von Baden übergeben werden soll; so haben sich die zur Uebergabe, und respect. Uebernahme bevollmächtigten Commissarien und zwar:

von Seiten Oesterreichs:
der Kaiserlich Königlich wirkliche Herr Hofrath und Minister-Resident, Freyherr von Handel, und

von Seiten Badens:
der Grofsherzogliche Herr Geheimerath und Kreis-Director v. Kirn sich hieher verfügt, und sich nach gegenseitig ausgewechselten Vollmachten zur Uebergabe, und Uebernahme der Graffchaft Hohengeroldseck auf folgende Art geschritten:

Es übergiebt und überläfst Kraft dieses der K. K. Herr Bevollmächtigte an den Grofsherzoglich Badischen Hrn. Bevollmächtigten die Graffchaft Hohengeroldseck, um von Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzog von Baden, Höchst Ihren Erben und Thronfolgern mit allen den Rechten und Befugnissen besessen zu werden, wie solche durch den 51sten Artikel der Wiener-Congrefs-Acte an Seine Kaiserlich Königliche Majestät von Oesterreich übergegangen ist.

Die Grofsherzoglich Badische Regierung tritt von dem Tage der Besitznahme an, in alle landesherrlichen Rechte, Einkünfte und Lasten.

Der Grofsherzoglich Badische Herr Bevollmächtigte erklärt seiner Seits, dafs er die Graffchaft in der Art, wie sie von dem Kaiserlich Königlich Oesterreichischen Herrn Bevollmächtigten übergeben worden sey, im Namen Seiner Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Baden annehme.

Hinsicht-

Hinſichtlich der Detailgeſchäfte wegen Ausſcheidung der Landesherrlichen von den Fürſtlich Layenſchen Kammeral-Einkünften, des Schulden-, Beſoldungs- und Penſions-Weſens, etc. etc. iſt man übereingekommen, daſs — da Seine Kaiſerlich Königlich Apoſtoliſche Majeſtät den Herrn Fürſten von der Layen bisher in ungeſtöhrter Verwaltung aller Einkünfte gelaſſen haben, und für das Kaiſerl. Königliche Aerarium gar nichts erhoben worden, die Ausgleichung nur zwiſchen einem Groſsherzoglich Badiſchen Landesherrlichen und einem Fürſtlich Layenſchen Commiſſär zu bewirken ſey, und zu dem Ende die beiden Deputirten längſtens binnen einem Monate ernannt werden ſollen. 1819

Zur Urkund deſſen iſt gegenwärtiges Protocoll dreyfach ausgefertigt, und von beiden Herren Bevollmächtigten unterzeichnet und beſiegelt worden.

Geſchehen Seelbach den 4. October 1819.

(L. S.) PAUL ANTON *Freyherr* v. HANDEL, *als K. K. Uebergabs-Commiſſär.*

(L. S.) EMERICH WILHELM KIRN, *als Groſsherzogl Badiſcher Uebernahms-Commiſſarius.*

2.

Procès-verbal de remiſe du bailliage de Wertheim à l'Autriche en date du 27 Oct. 1819.

Nachdem, in Folge der, mit dem Groſsherzoglich Badiſchen Hofe gepflogenen Unterhandlungen, der Theil des Badiſchen Landamts Wertheim. — nördlich der Straſse von Lengfurth nach Würzburg gelegen, nunmehr an Se. Kaiſerlich Königlich Apoſtoliſche Majeſtät übergeben werden ſoll, ſo haben die zur Uebergabe und reſp. Uebernahme bevollmächtigten Commiſſarien und zwar:

von Seiten Oeſterreichs:

der Kaiſerlich Königliche wirkliche Hofrath und Miniſter-Reſident, Freyherr von Handel etc. als Uebernahms-Commiſſär, und

von Seiten des Groſsherzogthums Baden:

der Groſsherzoglich Badiſche dirigirende Kreisrath Herr von Berg etc. als Uebergabs-Commiſſär, nach gegen-

1819 gegenseitig ausgewechselten Vollmachten, die Uebergabe und Uebernahme des Eingangs bezeichneten Districts auf folgende Art vollzogen:

1. Es übergiebt und überläfst nämlich, Kraft dieses, der Grofsherzoglich Badische Herr Bevollmächtigte den Bezirk des Landamts Wertheim, welcher nördlich der Strafse von Lengfurth nach Würzburg liegt, und die Ortschaften: *Anspach*, *Birkenfeld*, *Erlach*, *Greusenheim*, *Karbach*, *Mariabuchen*, *Plochsbach*, *Roden*, *Sendelbach*, *Steinfeld*, *Waldzell* und *Zimmer* in sich begreift, mit allen Rechten und Befugnissen, wie sie Se. Königliche Hoheit der Grofsherzog von Baden selbst besessen hat.

2. Se. Majestät der Kaiser treten in den Genufs sämmtlicher landesherrlichen Erträgnisse dieses Bezirks, von dem Tage der Uebergabe der Graffchaft Hohengeroldseck, d. i. den 4ten October l. J. anzurechnen, und

3. die Grofsherzoglich Badische Regierung macht sich verbindlich, alle auf die Landeshoheitliche und Justiz-Verwaltung dieses Bezirks bezügliche Acten an jene Behörde, welche hiezu benannt werden wird, längstens binnen einem Monate, von dem Tage der Uebergabe an gerechnet, auszuliefern, und zwar mit den Justizacten, zur Vermeidung jeden Stillstandes in der Verwaltung der Rechtspflege den Anfang zu machen;

4. die aus diesem Districte gebürtigen, im Grofsherzoglich Badischen Militär-Dienste stehenden Individuen werden alsbald nach der Uebergabe desselben aus Grofsherzoglichen Diensten entlassen, und an die Königlich Baierische Militär-Behörde, namentlich die Königliche Commandantschaft zu Würzburg überwiesen werden.

Der Kaiserlich Oesterreichische Herr Bevollmächtigte erklärt seiner Seits: dafs er den erwähnten Bezirk in der Art, wie er hier vom Grofsherzoglich Badischen Herrn Bevollmächtigten übergeben und überlassen worden sey, im Namen Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich annehme, um solchen wieder an Se. Majestät den König von Baiern in der nämlichen Art zu übergeben.

Hinsichtlich aller Detailgeschäfte, die auf die Besitznahme und weiters auf die nachfolgende Uebergabe an

an die Krone Baiern Bezug haben, oder unvorhergesehen in dieser Beziehung entstehen könnten, ist man übereingekommen, dass spätestens nach Verlauf von einem Monate von der Königlich Baierischen und Grossherzoglich Badischen Regierung Delegirte aufgestellt werden sollen, welchen die Erörterung und Vereinbarung über diejenigen Lasten und Verbindlichkeiten, welche die Krone Baiern mit dem Erwerbe der Hoheit über das Amt Steinfeld etwa zu übernehmen haben möchte, vorbehalten wird. 1819

Spätestens vier Wochen nach der Uebergabe werden beiderseits, nämlich auf Seiten der Krone Baiern und auf Seiten des Grossherzogthums Baden, Commissarien zusammentreten, welche aus Vollmacht der beiderseitigen Ministerien resp. Höfe die hierauf bezügigen Verhandlungen pflegen werden. Dieselben Commissarien werden auch die Erörterung und Festsetzung derjenigen Verbindlichkeiten übernehmen, welche den Gemeinden des Districts aus dem bisherigen Amtsverbande obliegen könnten.

Womit gegenwärtiges Protocoll geschlossen und solches von beiden Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden ist.

Ausgefertigt in triplo, Aschaffenburg den 27. October 1819.

(L. S.) Paul Anton *Freyherr* v. Handel
als K. K. Uebernahms-Commissär.

(L. S.) Eberh. Friedr. v. Berg
als Grossh. Bad. Uebergabs-Commissär.

3.

Procès-verbal de remise du bailliage de Wertheim par l'Autriche à la Bavière le 27 Oct. 1819.

Nachdem in Folge der, mit dem Grossherzoglich Badischen Hofe gepflogenen Unterhandlungen der im Münchner Staatsvertrage vom 14. April 1816. bezeichnete Theil des Badischen Landamts Wertheim — nördlich der Strasse von Lengfurth nach Würzburg — nunmehr an Se. Kaiserlich Königliche Apostolische Majestät übergegangen ist, und sohin die Uebergabe des gedach-

1819 gedachten Bezirks an die Krone Baiern möglich geworden, so haben die zur Uebergabe und respect. Uebernahme bevollmächtigten Commissarien, und zwar:

von Seiten Oesterreichs:

der Kaiserl. Königl. wirkliche Hofrath und Minister-Resident, Freyherr von Handel etc. als Uebergabs-Commissär,

und von Seiten Baierns:

der Königliche Herr Regierungs-Director Stumpf etc. als Uebernahms-Commissär, nach gegenseitig ausgewechselten Vollmachten, die Uebergabe und Uebernahme des Eingangs bezeichneten Bezirks auf folgende Art vollzogen:

1. Es übergiebt und überläfst nämlich, Kraft dieses, der Kaiserl. Königl. Oesterreichische Herr Bevollmächtigte an den Königl. Baierischen Herrn Bevollmächtigten, den Bezirk im Landamt Wertheim, welcher nördlich der Strafse von Lengfurth nach Würzburg gelegen, und die Ortschaften, *Anspach, Birkenfeld, Erlach, Greusenheim, Karbach, Mariabuchen, Plochsbach, Roden, Sendelbach, Steinfeld, Waldzell* und *Zimmer*, in sich begreift, mit allen Rechten und Befugnissen, in dem nämlichen Umfange und Zustande, wie gedachter Bezirk von Seiten Sr. Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Baden, vermöge des hier angeschlossenen Uebergabs- resp. Uebernahms-Protocolls vom heutigen Tage an Se. Kaiserl. Königl. Apostolische Majestät übergegangen ist.

2. Die Krone Baiern tritt in den Genufs der Erträgnisse dieses Bezirks, vom Tage der von Seiten Oesterreichs geschehenen Uebergabe der Graffschaft Hohengeroldseck an das Grofsherzogthum Baden, den 4. October l. J. anzufangen.

3. Da die Grofsherzoglich Badische Regierung sich verbindlich gemacht hat, alle auf die Landesherrliche- und Justizverwaltung dieses Districts Bezug habenden Acten an jene Behörde, welche hiezu benannt werde, binnen einem Monate, von dem Tage der Uebergabe an gerechnet, anszuliefern, und zwar, zur Vermeidung jeden Stillstandes in Verwaltung der Rechtspflege, mit den Justizacten den Anfang zu machen, so wird Oesterreichischer Seits dafür gesorgt werden, dafs sohin die Auslieferung dieser Acten

Acten ohnverzüglich an die betreffenden Baierischen Behörden geschehe. 1819

4. Die aus dem vorbenannten Districte gebürtigen, im Grofsherzoglich Badischen Militärdienste stehenden, Individuen werden alsbald, nach der Uebergabe dieses Districts, aus dem Grofsherzoglichen Dienste entlassen, und an die Königl. Baierische Militär-Behörde — die Commandantschaft zu Würzburg — überwiesen werden.

Der Königl. Baierische Herr Bevollmächtigte erklärt seiner Seits: dafs er den erwähnten Bezirk in der Art, wie er hier von dem Kaiserl. Königl. Oesterreichischen Herrn Bevollmächtigten übergeben und überlassen worden, im Namen Sr. Majestät des Königs von Baiern annehme und übernehme.

Hinsichtlich aller Detailgeschäfte, die auf die Besitznahme Bezug haben, oder unvorgesehen in dieser Beziehung entstehen könnten, ist man übereingekommen, dafs spätestens nach Verlauf von einem Monate von den beiderseitigen Regierungen Delegirte aufgestellt werden sollen, welchen die Erörterung und Vereinbarung über diejenigen Lasten und Verbindlichkeiten, welche die Krone Baiern mit dem Erwerbe der Hoheit über das Amt Steinfeld etwa zu übernehmen haben möchte, vorbehalten wird.

Spätestens vier Wochen nach der Uebergabe, werden beiderseits, nämlich auf Seiten der Krone Baiern und auf Seiten des Grofsherzogthums Baden, Commissarien zusammentreten, welche aus Vollmacht der beiderseitigen Ministerien respect. Höfe die hierauf bezügigen Verhandlungen pflegen werden. Dieselben Commissarien werden auch die Erörterung und Festsetzung derjenigen Verbindlichkeiten übernehmen, welche den Gemeinden des Districts aus dem bisherigen Amtsverbande obliegen könnten.

Womit gegenwärtiges Uebergabs- und Uebernahms-Protocoll geschlossen und solches von beiden Herren Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

Ausgefertigt in triplo, Aschaffenburg den 27. October 1819.

(L. S.) Paul Anton *Freyherr* v. Handel,
als K. K. Uebergabs-Commissär.

(L. S.) Andreas Seb. Stumpf,
Königl. Uebernahms-Commissär.

Nr. X.

Nr. X.

1819 *Traité entre l'Autriche, la Grande-Brétagne,*
10 Juill. *la Prusse, la Russie, et le Grand-Duché de Bâde, conclû à Francfort s. M. le 10 Juillet 1819.*

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, après avoir repris en mûre deliberation les propositions et les demarches suivies de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde pour être libéré des clauses onéreuses du Traité de Francfort de l'année mil-huit-cent-treize, ainsi que les négociations, qui ont eu lieu à cet égard, et voulant mettre un terme aux incertitudes, qui ont pesé jusqu'à ce jour sur l'état de possession du Grand-Duché, ont arrêté d'un commun accord, que Leurs Plénipotentiaires respectifs à la Commission territoriale de Francfort, savoir;

de la part de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème,

Le Sieur JEAN PHILIPPE *Baron* DE WESSENBERG, Grand'Croix de l'ordre Royal de St. Etienne, Chevalier Grand'Croix de l'ordre militaire et réligieux des St. Maurice et Lazare, de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse, de celui de la Couronne de Bavière et de St. Joseph de Toscane, de l'ordre Constantinien de Parme, de la fidélité de Bâde, du Lion d'or de Hesse, Chambellan et Conseiller intime actuel de Sa dite Majesté Imperiale et Royale Apostolique;

de celle de Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande,

Le très-honorable RICHARD LE POER TRENCH, *Comte* DE CLANCARTY, Vicomte Dunlo, Baron Kilconnel, Baron Trench de Garbally du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, Conseiller de Sa Majesté

Majeſté Britannique en Son Conſeil privé de la Grande-Brétagne et auſſi d'Irlande, membre du Comité du prémier pour les affaires de commerce et des Colonies, Colonel du Régiment de milice du Comte de Galway, Ambaſſadeur extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire de Sa dite Majeſté auprès de Sa Majeſté le Roi des Pays-Bas, et Chevalier Grand'Croix du très-honorable ordre du Bain; 1819

de celle de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe,

Le Sieur CHARLES GUILLAUME *Baron* DE HUMBOLDT, Son Miniſtre d'Etat, Chambellan, Envoyé extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire près Sa Majeſté Britannique, Chevalier du Grand ordre de l'aigle rouge et de celui de la Croix de fer de Pruſſe de la prémière claſſe, Grand' Croix des ordres de Léopold d'Autriche, de St. Anne de Ruſſie, de Danebrog de Danemarc, du Lion belgique des Pays-Bas, de la Couronne de Bavière, de la fidélité de Bàde et du faucon blanc de Saxe-Weimar;

de celle de Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies, Roi de Pologne,

Le Sieur JEAN D'ANSTETT, Son Conſeiller privé, Envoyé extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire près la Diète de la Séréniſſime Confédération Germanique, Chevalier de l'ordre de St. Alexandre-Newsky, Grand' Croix de celui de St. Wladimir de la ſeconde claſſe, de la prémière de ceux de St. Anne, de Léopold d'Autriche, de l'aigle rouge de Pruſſe, de l'Etoile polaire de Suëde, de la Couronne de Bavière, de la Couronne de Würtemberg, de la fidélité et du Lion de Zaehringen de Bàde, Chevalier de l'ordre de St. Jean de Jeruſalem;

en vertu de Leurs pleinpouvoirs ſigneraient avec celui ou ceux qui ſeraient dûément autoriſés de la part de Son Alteſſe Royale un acte formel, qui ſervirait à éteindre toutes les obligations eventuelles, qui pouvaient être demeurées ouvertes,

Et le Sieur CHARLES CHRÉTIEN, *Baron* DE BERKHEIM, Miniſtre d'Etat de Son Alteſſe Royale le Grand-Duc de Bàde, Son Envoyé à la Diète de la Séréniſſime Confé-

1819 Confédération Germanique et Son Plénipotentiaire près la Commiſſion territoriale, Chevalier-Grand' Croix de l'ordre de la fidélité et du Lion de Zaehringen de Bâde, de celui de St. Louis de Heſſe, Chevalier de l'ordre de l'Etoile polaire de Suède, ayant immédiatement produit Ses pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme, on eſt convenû des articles ſuivans.

Articles add. du tr. de 1813 revoqués. ART. I. Les articles additionels du traité de Francfort du vingt Novembre Mil-huit-cent-treize renforment une clauſe onéreuſe à la charge du Grand-Duché de Bâde, ſont revoqués. Son Alteſſe Royale le Grand-Duc, Ses héritieres et ſucceſſeurs en ſont libérés à jamais, et l'état de poſſeſſion du Grand-Duché, tel qu'il exiſte aujourd'hui, eſt formellement reconnù.

Comtes de Hochberg. ART. II. Le droit établi dans le Grand-Duché de Bâde, en faveur des Comtes de Hochberg, fils de feu le Grand-Duc Charles Frédéric eſt reconnû pour et au nom des Puiſſances contractantes.

Ratifications. ART. III. Le préſent traité ſera ratifié, et les ratifications en ſeront échangées à Francfort dans le terme de trois mois ou plutôt ſi faire ſe peut. Un Exemplaire du dit Traité ſera annexé au Récès général de la Commiſſion territoriale de Francfort.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſigné et y ont appoſé le cachet de Leurs armes.

A Francfort ſur Mein, le dix Juillet, Mil-huit-cent-dix-neuf.

(L. S.) *Le Baron* DE WESSENBERG.

(L. S.) CLANCARTY.

(L. S.) *Le Baron* DE HUMBOLDT.

(L. S.) J. D'ANSTETT.

(L. S) *Baron* DE BERKHEIM.

*) Les ratifications des précédentes conventions ont été échangées à Francfort.

62.

Convention entre la Pruſſe et la Ruſſie relativement aux liquidations entre la Pruſſe et la Pologne et aux affaires analogues; ſignée à Berlin le 22 Mai 1819.

1819 22 Mai

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſs. Staaten.* 1819. N. 17. p. 197.)

Au nom de la très-Sainte et indiviſible Trinité!

Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, Grand-Duc de Poſen, et Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies, Roi de Pologne, déſirant lever ſimultanément par un arrangement en bloc, les difficultés, qui ſe ſont préſentées, à l'exécution de la Convention du 30 Mars 1815 et de quelques Articles du Traité de Vienne du $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815 et voulant faire ſervir cet arrangement, à fixer pour l'avenir d'une manière préciſe les intérêts réciproques des deux Gouvernemens et de leurs ſujets reſpectifs, et à conſolider de plus en plus les relations d'amitié et d'union intime qui ſubſiſtent entre Elles, ont réſolu de réunir dans cette vue une Commiſſion extraordinaire à Berlin, ſous la direction de Leurs Miniſtres reſpectifs; ſavoir:

De la part de S. M. Pruſſienne, le Sieur *Chrétien Günther, Comte de Bernſtorff*, Son Miniſtre d'Etat, du Cabinet et des affaires étrangères, Chevalier des Grands ordres de l'Aigle noire et de l'Aigle rouge de Pruſſe; de ceux de St. André, de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la 1. Claſſe de Ruſſie; Chevalier de l'ordre de l'Eléphant et Grand-Croix de celui de l'ordre Royal de St. Etienne de Hongrie; Grand-Cordon de la Légion d'honneur; Grand-Croix de l'ordre du Lion d'or de Heſſe, et Chevalier des ordres de la fidélité et du Lion de Zähringen de Bade;

et de la part de S. M. Impériale et Royale, le Sieur *David d'Alopeus*, Son Conſeiller privé, Chambellan actuel, Envoyé Extraordinaire et Miniſtre Plénipo-

1819 nipotentiaire à la Cour de Berlin, Chevalier des ordres de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la première Claſſe, Grand-Croix de la ſeconde Claſſe de celui de St. Wolodimir, Chevalier de l'ordre de l'Aigle blanche de Pologne et Grand-Cordon de la Légion d'honneur.

En conſéquence ont été nommés Commiſſaires plénipotentiaires: par S. M. le Roi de Pruſſe, Grand-Duc de Poſen, le Sieur *Jean Louis de Jordan*, Son Conſeiller intime et actuel d'ambaſſade, Envoyé Extraordinaire et Miniſtre plénipotentiaire près la Cour de Saxe, Chevalier de l'ordre de l'Aigle rouge de la 2de claſſe, de la croix de fer 2de claſſe de l'ordre de St. Anne de Ruſſie 1. Claſſe, de celui de St. Wolodomir 3me Claſſe, Grand-Croix de l'ordre du mérite civil de la couronne de Bavière, de l'Etoile polaire de Suède, Commandeur de celui de Léopold d'Autriche et de celui du Dannebrog de Danemarc, Chevalier de l'ordre de Charles III. d'Eſpagne; et le Sieur *Chrétien Rother*, Son Conſeiller intime et actuel des finances, Directeur dans le Miniſtère du Tréſor, Chevalier de l'Aigle rouge 2. Claſſe, de la croix de fer 2. Claſſe, de l'ordre de St. Anne de Ruſſie, 2. Claſſe en diamans, Chevalier de celui de l'Etoile polaire de Suède; et par S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, Roi de Pologne, le Sieur *François Xavier*, *Prince Drucki-Lubecki*, Son Conſeiller d'Etat actuel, Gouverneur civil du Gouvernement de Vilna, Chevalier des ordres de l'Aigle blanche de Pologne, Grand-Croix de St. Wolodimir de la 2. Claſſe et de St. Anne et de la 1. et de la 4.; et le Sieur *Dominique Cajetan de Kalinowsky*, maitre des requètes au Conſeil d'Etat du Royaume de Pologne, Chevalier des Ordres de St. Anne de la 2. Claſſe en diamans, et de St. Stanislas de Pologne de la 3.; Lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, ſont convenus des Articles ſuivans:

Capitaux de la banque et caiſſe des invalides.

Art. I. La Convention de Bayonne ayant été déclarée nulle tant par les traités de Paris de 1814, que par la Convention de Vienne 1815 et les deux hautes parties contractantes conſentant par la préſente à annuller auſſi les engagemens qui ont été ſtipulés de Gouvernement à Gouvernement dans la dernière de

ces

ces transactions, la Banque et la Caiſſe des invalides 1819
à Berlin rentrent, dès à préſent, dans la jouiſſance pleine et entière, tant des capitaux qui appartenoient à ces deux établiſſemens, que de ceux qu'ils ont pu acquérir jusqu'à ce jour.

Ces capitaux ſeront enviſagés comme propriété particulière et les deux établiſſemens ci-deſſus nommés pourront en diſpoſer de la même manière que les inſtituts et particuliérs Pruſſiens déjà réintégrés, diſpoſent aujourd'hui des leurs.

Le Gouvernement Polonois s'engage à rembourſer à celui de Pruſſe et en argent comptant tout ce qui auroit été perçu depuis le 1 Janvier 1815 ſur les Capitaux auſſi bien que ſur les intérêts des ſommes Pruſſiennes qui ont fait l'objet de la Convention de Bayonne.

Il s'engage de plus à remettre au Gouvernement Pruſſien, tous les documens, papiers et renſeignemens quelconques ayant trait aux Capitaux appartenans à la Banque ou à la Caiſſe des invalides, comme auſſi les autres documens dépoſés proviſoirement entre les mains de Commiſſaires Polonois le 14 Mai 1818 et dont le tableau eſt inſéré au protocole qui a été ſigné ſeparément.

Art. II. Tout ce qui dans la Convention du 30 Mars 1815 et dans les articles additionnels, concerne les obligations réciproques et les rapports mutuels de créanciers à débiteurs, eſt maintenu. Conv. du 30 Mars 1815.

Quant au délai de cinq mois, ſtatué en faveur des débiteurs par l'article 5. additionel, il eſt ſtipulé que tout créancier Pruſſien, qui a acquis une créance Polonoiſe depuis le 1 Mai 1808, ou a été réintégré dans ſes droits, ſoit par la Convention de Vienne du 30 Mars 1815, ſoit par la préſente, devra, pour aſſurer l'exercice de ſes droits, remplir les formalités voulues par l'article 1690. du code civil du royaume de Pologne, et que de ſon coté le debiteur Polonois jouira de cet intervalle de cinq mois à compter du jour, où il aura reçu l'inſinuation de ſon créancier, pour déclarer authentiquement et en juſtice, qu'il veut profiter des bénéfices que lui accordent les articles 1. 2 et 3. des Articles additionnels de la Convention du 30 Mars 1815.

L'omiſ-

1819 L'omission de cette formalité rendra le débiteur inhabile à profiter des bénéfices qui lui sont accordés par les Articles susmentionnés, et il sera traité alors d'après les loix en vigueur dans le Royaume de Pologne.

Il est bien entendu au reste que dans le cas où un jugement définitif seroit déja intervenu ou bien qu'un arrangement particulier auroit eu lieu de gré à gré entre le créancier et le débiteur, il sera fait abstraction de toute autre disposition.

Renonciation de la Prusse.

Art. III. La Prusse renonce tant au Capital de 18,573952$\frac{21}{30}$ Fl. Polonois, qu'aux intérêts arriérés de cette somme, qui aux termes du Traité de Vienne du $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815, devoient lui être payés par le trésor du Duché de Varsovie.

Renonciations p. la Pologne.

Art. IV. Le Gouvernement de Pologne renonce pour lui et ses sujets à toutes les réclamations quelconques (antérieures au Traité de Tilsit) qu'il pourroit faire valoir contre la Prusse à raison de depòts de tout genre, administratifs ou judiciaires, soit que ces dépôts ayent été transportés à Königsberg en 1806 et 1807 par mesure de sûreté, soit qu'il en ait été disposé autrement par le Gouvernement Prussien.

Il renonce de même à réclamer tant les sommes quelconques versées avant et pendant cette époque dans les caisses Prussiennes en général, soit administratives ou judiciaires, que les autres sommes remises aux Commissaires Prussiens en 1811 et 1812 en papier Prussien.

Le Gouvernement de Pologne renonce aussi à réclamer du Gouvernement Prussien le payement des fournitures, que les habitans du Royaume de Pologne ont faites aux troupes Françoises en 1812 à la place du Gouvernement de Prusse.

Il dégage ce Gouvernement de l'obligation qu'il avoit contractée par l'article 34 du traité de Vienne de payer aux habitans du Duché de Varsovie, aujourd'hui sujets du Royaume de Pologne, les $\frac{3}{10}$ des sommes que ces habitans ont à réclamer des divers Gouvernemens qui ont regi le dit Duché jusqu'au 1 Juin 1815 comme il renonce aussi aux réclamations élevées ou qui pourroient être élevées dans la suite du chef des fournitures quelconques, faites par les habitans du Duché

Duché de Varsovie, aujourd'hui sujets du royaume de Pologne, avant le traité de Tilsit, soit aux armées de Prusse, soit à celles de la Russie. 1819

Enfin le Gouvernement Polonois abandonne au Gouvernement de Prusse, la portion de l'actif du Duché de Varsovie qui pourroit revenir au Gouvernement du Royaume de Pologne, de la part des sujets de S. M. Prussienne.

Art. V. La Prusse de son côté renonce aux $\frac{3}{10}$ de l'actif intérieur que l'art. 34 du Traité de Vienne lui donnoit droit de réclamer sur les habitans du Royaume de Pologne, jadis sujets du Duché de Varsovie. Ces $\frac{3}{10}$ sont abandonnés au Gouvernement Polonois. Renonciation de la Prusse à l'actif intérieur.

Art. VI. La Prusse abandonne également en faveur de la Pologne les $\frac{3}{10}$ que le même article 34 du Traité de Vienne assuroit au Gouvernement Prussien sur l'actif extérieur du Duché de Varsovie. Item à l'actif extérieur; remplacement, quant aux créances de la Saxe etc.

De son côté la Pologne prend à sa charge le soin de payer au lieu de la Prusse les $\frac{3}{10}$ des sommes que pourroit réclamer le Gouvernement Saxon du chef de l'art. 24 du Traité de Vienne du 18 Mai 1815 de même que les réclamations que les sujets Saxons pourroient faire valoir contre le Duché de Varsovie.

En outre la Pologne s'oblige à remplacer la Prusse dans le payement des $\frac{3}{10}$ des sommes que les autres Gouvernemens étrangers, ou leurs sujets, se trouveroient en droit de réclamer sur le passif du Duché de Varsovie.

Art. VII. Le Gouvernement Prussien abandonne à celui de Pologne la portion pour laquelle l'Autriche, aux termes de l'article 33 du Traité de Vienne, s'est engagée à contribuer à l'acquit du passif du Duché de Varsovie; passif que les sujets Prussiens pouvoient faire valoir contre les divers Gouvernements qui ont régi le Duché de Varsovie jusqu'au 1 Juin 1815. Créances de l'Autriche.

Par contre le Gouvernement Polonois prend sur lui l'obligation, de payer à l'Autriche le neuvième que le Gouvernement du Duché pouvoit réclamer des sujets Prussiens et il s'engage de plus à faire face aux réclamations que les habitans de la ville libre de Cracovie et son rayon, sont en droit d'élever rélativement aux $\frac{3}{10}$ du passif que la Prusse devoit supporter.

1819

Papier monnoie billon; bons.

Art. VIII. Quant au papier monnoie émis par le Gouvernement du Duché de Varſovie et reſté encore en circulation, au billon du même Duché dont la valeur nominale ſurpaſſe la valeur réelle; aux billets au porteur (de tout genre) mis ſur la place toujours par le Gouvernement du Duché, et enfin aux bons de 10,000 francs, créés en conſéquence de la Convention de Bayonne, la Pruſſe eſt dégagée de toute bonification à faire pour ces différens objets. La portion pour laquelle elle devoit y contribuer d'après les traités, eſt miſe à la charge du Royaume de Pologne et ſera acquittée par lui.

Préten-ſions des particu-liers.

Art. IX. Les deux Gouvernemens règleront chacun de leur côté, les prétentions que leurs ſujets pris collectivement ou individuellement, ſe trouveront en droit de former contre les divers Gouvernemens qui ont régi le Duché de Varſovie jusqu'au 1 Juin 1815.

Ces prétentions ſeront acquittées par chaque Gouvernement, ſans la concurrence de l'autre; et elles ſont dès aujourd'hui déclarées (en ce qui régarde les deux parties contractantes) charge excluſive de la portion territoriale qui a été détachée du ci-devant Duché de Varſovie, pour faire partie, ſoit des Etats de S. M. le Roi de Pruſſe, ſoit du Royaume actuel de Pologne.

Toutefois comme le Gouvernement de Pruſſe déſire ſuivre le même mode que celui qui ſera adopté par le Gouvernement Polonois, pour ſatisfaire à ce genre de prétentions; il eſt convenu que ce dernier fera part, dans le tems, à celui de Pruſſe des meſures adminiſtratives qu'il aura crû devoir prendre à cet égard, afin que S. M. Pruſſienne puiſſe aviſer à des moyens analogues.

Clauſe entre les abus.

Art. X. Pour obvier à ce que les poſſeſſeurs actuels d'obligations, de récépiſſés, de billets paſſés à ordre, ou d'autres papiers quelconques, qui ſeront trouvés en bonne et dûe forme et ſouſcrits par les autorités du Duché de Varſovie, puiſſent au moyen de ceſſions particulières en faire refluer dans l'un des deux Etats un nombre plus grand que celui qu'il doit légalement acquitter; il eſt convenu que le porteur d'une des pièces ci-deſſus mentionnées, ne pourra, quel que ſoit ſon domicile actuel, reclamer ſon payement que dans

dans la portion territoriale où étoit situé le domicile du possesseur primitif. 1819

Les réclamations que pourroient élever les forestiers et arpenteurs, les fermiers des Domaines nationaux, ceux de la couronne (*Krongüter*) et des donations confisquées, ne pourront être présentées qu'au Gouvernement possesseur actuel de ces domaines et seront réglées par ce même Gouvernement.

Les payemens arrièrés des sommes dites: *Geistliche und weltliche Competenz-Gelder* (jusqu'au premier Juin 1815) seront acquittés par le Gouvernement possesseur de la terre, sur laquelle ces sortes de payemens ont été primitivement assignés.

Art. XI. Toute poursuite judiciaire contre les agens comptables, les administrateurs des dépôts et les fermiers des biens domaniaux (*Domainen-Pächter*) employés par le Gouvernement Prussien jusqu'au traité de Tilsit dans les provinces jadis Prussiennes et qui ont fait ensuite partie du Duché de Varsovie, est éteinte et ne pourra plus être reprise. Poursuite judiciaire abolie; cautionnemens.

Les cautionnemens qu'ils avoient fournis pour garantie de leur gestion, seront rayés du livre des hypothèques et remis en leur possession, ainsi que les actes et papiers quelconques qui seroient trouvés leur appartenir.

Art. XII. Le Gouvernement Prussien, eû égard aux stipulations contenues dans la présente Convention, s'engage à payer au Gouvernement Polonois et en argent comptant, la somme de deux cent huit mille huit cent vingt quatre écus de Prusse, déduction faite toutefois du remboursement à faire à la Prusse et qui est stipulé à l'article prémier. Payem. en argent comptant; sels

Cette balance devra être complettement établie et le payement effectué trois mois après la ratification de la présente Convention, ou plutôt si faire se peut.

De plus: le Gouvernement Prussien s'engage à livrer à celui de Pologne et sans aucun payement la quantité de trois cent mille quintaux de sel à partir de l'époque ou expirera le Contrat passé entre les deux Gouvernemens, c'est-à-dire à la fin de l'année 1820.

Le mode d'exécuter cette dernière stipulation est réglé séparément dans le protocole.

Art. XIII. Les droits des sujets instituts et établissemens du Royaume de Pologne se fondant sur la posses- Obligations ou papiers émis;

1819 possession d'obligations de la Banque de Berlin, de la société maritime, ainsi que de celles dites: *Staats-Schuldscheine* et de tout papier sans exception, émis par des sujets, instituts ou établissemens Prussiens, sont maintenus. Il en est de même des droits des sujets, instituts ou établissemens Prussiens, qui se fondent sur la possession d'obligations ou de tout papier, sans exception, émis par des sujets, instituts ou établissements Polonois.

Sont également maintenues toute créance et toute charge hypothéquée sur des biens-fonds, situés dans les états de S. M. le Roi de Prusse, comme aussi toute charge et toute créance hypothéquée sur des biens-fonds, situés dans le Royaume de Pologne.

Les sujets, instituts et établissemens des deux Puissances continueront à pouvoir intenter les uns contre les autres et selon les loix, toute action réelle ou personelle.

Quant à l'établissement particulier dit: Compagnie d'assurance contre les incendies; les deux Gouvernemens sont convenus de nommer des commissaires qui seront chargés de régler à Varsovie les comptes relatifs à cet établissement entre le royaume de Pologne et le Grand-Duché de Posen jusqu'au 1 Juin 1815.

Recipr. commissaires.

Art. XIV. Les deux hautes Parties contractantes assurent à leurs sujets respectifs, pour toutes les stipulations contenues dans la présente Convention, la réciprocité la plus parfaite, et Elles nommeront chacune un commissaire qui se rendra à Varsovie, à l'effet d'exécuter les articles 1. 4. 11. 12. et 13. de la présente.

Leur mission devra être entièrement terminée trois mois après l'échange des ratifications ou plutôt si faire se peut.

Protocole séparé.

Art. XV. Pour donner plus de développement à la présente Convention, et pour établir le mode d'exécution des différentes stipulations arrêtées entre les deux Gouvernemens, il a été dressé un protocole séparé, qui aura la même force et valeur, que s'il étoit inséré ici mot-à-mot. Il sera signé par les Plénipotentiaires respectifs et considéré comme partie intégrante de la Convention.

Ratifications.

Art. XVI. Les présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En

En foi de quoi les Ministres et Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes. 1819

Fait à Berlin ce $\frac{\text{vingt deux}}{\text{dix}}$ Mai l'an de grace mil-huit-cent et dix neuf.

Signé:

(L. S.) CHRÉTIEN GÜNTHER *Comte* DE BERNSTORFF.
(L. S.) D'ALOPEUS.
(L. S.) DE JORDAN.
(L. S.) ROTHER.
(L. S.) XAVIER *Prinze Drucki-Lubecki.*
(L. S.) DE KALINOWSKY.

Cette Convention a été ratifiée et les ratifications ont été échangees le 17 Juillet 1819.

63.

Convention entre S. A. le Duc d'Oldenbourg et la ville libre anséatique de Bremen au sujet de la suppression du péage d'Elsfleth conclue sous la mediation et sous la garantie de la confédération Germanique, le 25 Août 1819.

25 Août

(*Protocoll der Bundesversammlung* 31ste Sitzung vom 26. August 1819. p. 549.)

Extrait du Protocole du 26 Août 1819. §. 193.

Präsidium. Es kann mir nur ausnehmend vergnüglich seyn, einer hohen Bundesversammlung die Anzeige zu machen, dass der in der 22. *Sitzung am* 21. *Juni dieses Jahrs geäusserte einstimmige Wunsch, die zwischen dem Herzogthum Holstein-Oldenburg und der freien Hansestadt Bremen, wegen Aufhören der Erhebung des Weserzolles zu Elsfleth, obwaltende Streitsache baldmöglichst auf gütlichem Wege erlediget zu sehen, vollständig erfüllt worden sey.*

Nach

1819 *Nach der in der letzten vertraulichen Sitzung vom 19. dieses Monats getroffenen Einleitung haben die zu diesem Zwecke ernannten Commissarien, nämlich von Seiten der Betheiligten, der Königlich Preussische Herr Bundesgesandte, Graf von der Goltz, und der Königlich Würtembergische Herr Bundesgesandte, Freyherr von Wangenheim, mit mir, als durch einstimmig ehrendes Vertrauen von der hohen Bundesversammlung erwähltem Obmanne, ihre fruchtbringenden Bemühungen vereiniget, und unter unserer Vermittelung ist diese Streitsache von den Herren Gesandten der beiden betreffenden Bundesstaaten, durch einen eben so freyen als edlen Vergleich, auf das erwünschteste beygelegt worden.*

Ich glaube Ihnen selbst überlassen zu sollen, die hohe Versammlung in die nähere Kenntniss davon zu setzen, und will nur noch den Ausdruck meiner dankvollen Anerkennung für das mir durch meine Wahl zu dieser Commission bewiesene gütige Vertrauen in der zuversichtlichen Hoffnung wiederholen, dasselbe mir durch mein pflichtiges Bestreben nicht minder gerechtfertiget zu haben, als meine verehrten Herren Collegen sich des in Sie gesetzten höchst würdig bewiesen haben.

Der Oldenburgische *und der* Bremische *Herr Bundesgesandte erklärten hieranf:*

Nachdem es durch fortgesetzte gütliche Verhandlungen zuvörderst dahin gekommen, dass sich die beiden obgedachten Bundesstaaten in Betreff des definitiven Termins zum Aufhören jener Zollerhebung bis auf ein Jahr genähert hätten, habe endlich gestern auch über eine Theilung dieser Frist ein Vergleich statt gefunden, wodurch diese ganze Streitsache nunmehr völlig beseitiget, und dadurch dem in der diessjährigen 22. Sitzung geäusserten einstimmigen dringenden Wunsche der hohen Bundesversammlung entsprochen worden.

Sie hätten daher das Vergnügen, im Namen ihrer Committenten und mit deren Autorisation versehen, der hohen Bundesversammlung die Anzeige zu machen,

dass die Streitsache wegen Aufhörens der Erhebung des Weserzolles zu Elsfleth durch einen gütlichen Vergleich beendigt sey, dessen Inhalt in folgenden beiden Puncten vereinbart worden:

1.

1. die Erhebung des Weſerzolles zu Elsfleth ſoll mit dem 7. Mai 1820 gänzlich aufhören, bis dahin aber auf Rechnung des Herzogthums Oldenburg fortdauern; 1819

2. damit ſollen alle aus dieſem Gegenſtande herrührenden Forderungen und Gegenforderungen gegen einander aufgehoben ſeyn.

Beide Herren Geſandten erſuchten hierauf die hohe Bundesverſammlung, dieſen, in Gemäſsheit des 11ten Artikels der Bundesacte, abgeſchloſſenen Vergleich zum Protocoll zu nehmen, und deſſen Vollzug unter die Garantie des Bundes zu ſtellen.

Nach geſchehener Umfrage erſolgte hierauf der einſtimmige Beſchluſs:

daſs die Vollziehung dieſes Vergleichs unter die Garantie des deutſchen Bundes geſtellt ſey.

Signé: *Graf* von Buol Schauenstein.
Golz.
Aretin.
Goerz.
Martens, *auch* ex ſubſt. *für die* 13. *Stimme.*
Wangenheim *a. ſ. F.* v. Berckheim.
Lepel.
Harnier.
Eyben, *auch für Mecklenburg.*
Grünne.
Berg, *a. ſ. d. G. u. H. Sächſ. Häuſer.*
Leonhardi.
Gütschow.

APPEN-

APPENDICE *).

*

1818 *Supplément à la page 566. du préſent volume.*
21 Nov. *Extrait d'un protocole ſigné à Aix la Chapelle le 21 Nov. 1818.*

Pour éviter les discuſſions dèsagréables qui pourroient avoir lieu à l'avenir ſur un point d'étiquette diplomatique que l'annexe du Recès de Vienne, par laquelle les queſtions de rang ont été réglées, ne parait pas avoir prévu, il eſt arrèté entre les cinq Cours que les Miniſtres reſidens accrédités auprès d'Elles formeront par rapport à leur rang une Claſſe intermédiaire entre les Miniſtres du ſecond ordre et les chargés d'affaires.

**

1819 *Convention entre Sa Majeſté le Roi de Suède et*
1 Sept. *de Norvège et le Royaume de Norvège d'une part, et Sa Majeſté le Roi de Danemarc et le Royaume de Danemarc de l'autre, faite et conclue à Stockholm le 1 Septembre; y ratiſiée le 2, et au Château de Frédéricsberg le 13 Septembre 1819.*

(Imprimé d'autorité à Chriſtiania fol.)

Nous Charles Jean, par la grâce de Dieu Roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vandales, ſavoir faiſons: Que Notre très Cher Frère et Couſin, le Séréniſſime et très Puiſſant Prince et Seigneur George, Prince Régent du Royaume Uni de la Grande-Brétagne, et d'Irlande, par ſuite de la demande, que Nous Lui avons adreſſée, ayant conſenti à vouloir, par Sa médiation, contribuer à la concluſion d'une Convention entre Nous, dans Nôtre qualité de Roi de Norvège, et Notre très Cher Frère et Couſin, le Séréniſſime et très Puiſſant Prince et Seigneur, Frédéric Six, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Schlesvig, Holſtein, de Stormarie, de Ditmarſen, de Lauenbourg, et d'Oldenbourg, afin de fixer,

*) Cet appendice ayant été ajouté après que les tables chron. et alphab. étaient déjà imprimees l'allegation de ces deux pièces y manque à placer ſous 1818 et 1819. comme ſous Danem., Suède et ſous les 5 puiſſances.

fixer, d'une manière définitive le montant de la quôte part de la Norvège à la dette publique Danoise, d'après le principe posé par le sixième article du traité de paix de Kiel du quatorze Janvier Mil Huit Cent Quatorze, et en conformité au quatrevingt treizième paragraphe de la constitution du Royaume de Norvège; ainsi que pour convenir plus spécialément des termes de payement de la dite somme; et ayant à cet effet nommé des deux côtés des Plénipotentiaires, lesquels, en vertu de leurs pleinpouvoirs respectifs, ont été par Nous autorisés à convenir, stipuler, arrêter et conclure une pareille convention; savoir: Nous de Notre côté Notre amé et féal le Sieur Paul Chrétien Holst, Notre Sécrétaire d'Etat dans le Royaume de Norvège, Chévalier de Notre Ordre de l'Etoile Polaire; et Sa Majesté le Roi de Danemarc le Sieur Hans Krabbe, Son Chambellan et Envoyé Extraordinaire à Notre Cour, Commandeur de l'Ordre du Dannebrog, Chevalier de l'Ordre Impérial de Russie de Sainte Anne de la seconde Classe; les susdits Plénipotentiaires s'étant réunis dans Notre Ville de Résidence de Stockholm, après l'échange de leurs pleinpouvoirs, reconnus en bonne et dûe forme, et sous la médiation du Très-Honorable Percy Clinton, Sidny Smythe, Lord Vicomte et Baron de Strangford, Pair d'Irlande, Membre du Conseil Privé de S. M. Britannique, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Notre Cour, Grand-Croix de l'Ordre du Bain, de l'Ordre Royal de Portugal de la Tour et de l'Epée, et de plusieurs autres, — comme Ministre de la Puissance Mediatrice, — ont convenù, conclù, signé et scellé le Premier jour du mois courant de Septembre une Convention entre Nous et le Royaume de Norvège d'une part, et S. M. le Roi de Danemarc et le Royaume de Danemarc de l'autre, ainsi qu'elle se trouve ci-après mot-à-mot inserée: 1819

Au Nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et S. M. le Roi de Danemarc, également soigneux de cimenter de plus en plus les liens d'amitié et de bonne intelligence, qui subsistent déjà entre eux, et étant convenus de s'entendre définitivement sur tous les points, qui restent encore à règler en conséquence du Traité de paix,

1819 paix, ſigné à Kiel le Quatorze Janvier Mil Huit Cent Quatorze, et nommément de Son Sixième Article, concernant la fixation et l'acquittement de la quôte-part du Royaume de Norvège, aux dettes communes de l'ancienne Monarchie Danoiſe; les Deux Hautes Parties Contractantes, après avoir accepté, pour faciliter cet arrangement, et parvenir plus promptement à une concluſion définitive, les bons offices de Son Alteſſe Royale le Prince Régent du Royaume-Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, en qualité de Mediateur, ont reſpectivement choiſi et nommé, à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires, ſavoir: S. M. le Roi de Suède et de Norvège: le Sieur Paul Chrétien Holſt, Son Sécrétaire d'Etat en Norvège, et Chevalier de Son Ordre de l'Etoile Polaire; et S. M. le Roi de Danemarc, le Sieur Hans de Krabbe, Son Chambellan, Envoyé Extraordinaire à la Cour de Stockholm, Commandeur de l'Ordre du Dannebrog, et Chevalier de celui de Sainte-Anne de Ruſſie de la ſeconde claſſe; — lesquels, après avoir échangé Leurs Pleinspouvoirs reſpectifs, trouvés en bonne et dûe forme, ſont convenûs (ſous l'intervention du Très-Honorable Percy Clinton Sidny Smythe, Lord Vicomte et Baron de Strangford, Pair d'Irlande, Membre du Conſeil Privé de S. M. Britannique, Son Envoyé Extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire, à la Cour de Suède, Chevalier Grand-Croix de l'ordre du Bain, de celui de la Tour et de l'Epée, et de pluſieurs autres, comme Miniſtre de la Puiſſance Médiatrice) des Articles ſuivans, ſavoir:

Quôte-part de la Norvege aux dettes communes.

Art. I. S. M. le Roi de Suède et de Norvège, en Sa qualité de Roi du Royaume de Norvège, reconnait par la préſente Convention, au nom de ce Royaume, et en vertu de ſa Conſtitution, que la quôte-part de la Norvège aux dettes communes de l'ancienne Monarchie Dano-Norvègienne, exigible maintenant après la ſéparation des deux pays, eſt et demeure fixée, par un arrangement en bloc, à une Somme de Trois Millions de Rixdalers de Banque de Hambourg (ou eſpèces à neuf et un quart pièces, par marc fin, poids de Cologne), S. M. le Roi de Danemarc, accédant de Son côté, à la fixation ci-deſſus mentionnée de la quôtité de la dette du Royaume de Norvège au Danemarc; S. M. le Roi de Suède et de Norvège s'engage en conſéquence, tant pour elle, que pour Ses Heritiers et Succes-

Successeurs, de faire payer, par la Norvège, à S. M. le Roi de Danemarc, ou à Ses Heritiers et Successeurs, la dite Somme de Trois Millions de Rixdalers de Banque de Hambourg, portant Quatre pour Cent d'intérêts annuels, et cela aux termes et conditions plus spécialement stipulées ci-après. 1819

Art. II. Le Capital de Trois Millions de Rixdalers de Banque de Hambourg sera payé par le Département des Finances du Royaume de Norvège, à l'autorité compétente, que S. M. le Roi de Danemarc désignera pour cet effet, dans l'espace de Dix ans, par payemens annuels et égaux, de Trois Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, dont le premier sera échû le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, et ensuite successivement le Premier Juillet tous les ans, jusqu'au Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Neuf inclusivement, époque, à laquelle toute la somme susmentionnée se trouvera entièrement acquittée. S. M. le Roi de Suède et de Norvège reserve toutefois à ce dernier Royaume, la faculté d'accélérer les dits payemens annuels, par des sommes plus fortes, au cas que les finances de la Norvège pourraient, à l'avénir, le permettre. Termes du payement.

Art. III. Les Deux Hautes Parties Contractantes sont tombées d'accord, que les intérêts commenceront à courir, à dater du Premier Janvier Mil Huit Cent Vingt, mais que ceux des premiers Six mois, à compter de la dite époque, jusqu'au Premier Juillet de la même année, formant, à raison de Quatre pour Cent, pour le total du Capital de Trois Millions, une somme de soixante Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, ne seront acquittés par le Département des finances du Royaume de Norvège, que la moitié, ou Trente Mille Rixdalers le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, conjointement avec le premier payement sur le Capital, et l'autre moitié, ou les Trente Mille Rixdalers restans, le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Un; en même tems, que le second payement sur le Capital cet arrangement particulier pour la somme susmentionnée de Soixante Mille Rixdalers d'intérêts, n'apportera aucun changement aux dispositions générales pour le payement des intérêts par Trimèstres, de la manière, qu'elles se trouveront énoncées dans l'article suivant, et le Tableau spécial annexé à la présente Convention. Interêts

Art.

1819

Quotité successive du payement des intérêts.

Art. IV. Le premier payement annuel de Trois Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg devant être, par suite de l'Article second, effectué le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, le restant du Capital réciproquement convenu de Trois Millions, s'élévant alors à Deux Millions Sept Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, portera aussi Quatre pour Cent d'intérêts annuels, à compter du Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt jusqu'à la même époque Mil Huit Cent Vingt Un, payables régulièrement tous les trois mois, et. à mésure des payemens annuels sur le Capital, l'intérêt par quartier ne sera calculé, que pour les sommes successivement restantes du Capital primitif.

Pour ne laisser aucune incertitude, ni sur la quotité successive, ni sur les époques des payemens du Capital et des intérêts susmentionnés, il sera dressé un Tableau spécial à cet effet, annexé à la présente Convention, et qui sera ratifié en même tems.

Obligations.

Art. V. S. M. le Roi de Suède et de Norvège, ayant jugé pouvoir allier les dispositions suivantes, avec l'inviolabilité des droits de la répréfentation nationale, s'engage, par le présent Article, à faire remettre, à l'échange des ratifications de cette Convention, à S. M. Danoise, ou à celui qu'Elle désignera à cet effet, une obligation, émise et signée par le Département des Finances du Royaume de Norvège pour le montant du premier payement, ou Trois Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, échû le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt; après quoi S. M. le Roi de Suède et de Norvège s'engage, à proposer au Storthing de Norvège, (qui s'assemblera, aux termes de la Constitution du Royaume, le Premier Février Mil Huit Cent Vingt Un) et ensuite de faire émettre, en vertu de la présente Convention, et de la liquidation définitive entre la Norvège et le Danemarc qu'elle contient, les obligations réquises pour les neuf payemens annuels, qui restent à acquitter, après le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, pour l'extinction totale du Capital stipulé, lesquelles obligations, accompagnées de coupons, représentant les intérêts annuels de quatre pour Cent y appartenans, et constatant nominativement le terme de leur échéance successive, d'année à année pour le Capital, et de quartier à quartier, pour les intérêts,

seront

feront remifes à S. M. le Roi de Danemarc, ou à celui, 1819
que ce Souvérain défignera à cet effet; celle, pour le payement à acquitter le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Un, le Premier Avril, et les Huit autres, le Premier Juillet de la dite année Mil Huit Cent Vingt Un.

Il s'entend, que ces obligations, ainfi que les coupons, repréfentant les intérêts, devront aux époques de leur échéance refpective, être régulièrement produites, devant celui, que le Département des finances du Royaume de Norvège aura délegué, pour effectuer, en Son nom, à Copenhague, les payemens, lesquels ne pourront jamais être exigés, fans la reftitution fimultanée des Titres, qui les réprésentent refpectivement.

Principes d'arrangement définitif.

Art. VI. Les Hautes Parties Contractantes ayant également à coeur de terminer toute autre efpèce de liquidation, devenant une fuite de l'article Six du Traité de Kiel, de manière, qu'elle n'entraine aucun débours ultérieur en argent, de part ni d'autre; et confidérant auffi, que Leurs Commiffaires refpectifs, qui ont traité enfemble à Copenhague, font tombés d'accord fur la plupart des bafes pour un arrangement de cette nature, elles fe font definitivement entendûes fur les principes ci-après expofés, favoir:

a) Que la Norvège, ayant déjà pris à fa charge la maffe des billets de la Banque autrefois commune, circulant en Norvège, à l'époque de fa féparation du Royaume de Danemarc, laquelle fomme a été approximativement évaluée, entre les Commiffaires refpectifs, à Six Millions de Rixbank, valeur nominale, le Royaume de Norvège eft cenfé avoir pleinement acquitté Sa quôte-part du paffif de la Banque commune, de manière, qu'aucune prétention ne pourra plus être formée fur lui à cet égard.

La Norvège garde, en révanche, tous les titres, fans exception, des créances que cette Banque pourra voir en Norvège.

b) Que le Storthing du Royaume de Norvège, ayant déjà, par une décifion en date du Quatre Juin Mille Huit Cent Dix Huit, et fanctionnée par le Roi, pris à la charge du Royaume, et converti en dette foudée, la fomme de Un Million Trente Deux Mil Six Cent Quarante Rixdalers et Trente Sept Schellings Spécies, formant une partie de la dette commune de l'ancien-

1819 ne Monarchie Danoiſe, repréſentée par des obligations Royales; la répartition de cette partie de la dette en queſtion eſt regardée comme, par là, effectuée, de ſorte que la ſomme d'Un Million Trente Deux Mille Six Cent Quarante Rixdalers, Trente Sept Schellings Spécies, ci-deſſus mentionnée, conſtituera de fait la ſeule et unique dette, de ce genre, dont la Norvège ſoit reſponſable.

Ce dernier Royaume garde, en révanche, toutes les créances directes en Norvège, du Gouvernement Royal, autrefois commun, ſans exception aucune. Les titres, pour cet effet, ſeront fournis ſans réſerve, en autant qu'il s'en trouve entre les mains du Gouvernement Danois.

c) Que la Norvège ſe charge des dettes en Comptes Courans de l'ancien Gouvernement à des Sujets Norvègiens. Le Gouvernement Danois lui cède en révanche, ſes créances en Norvège, d'après ces Comptes Courans, de manière que la Caiſſe d'Etat de Norvège garde toutes les Créances pareilles ſur des habitans de ce Royaume; et reſte réſponſable de toutes dettes de ce genre, qui n'auraient pas été acquittées; et qu'en révanche la Caiſſe d'Etat de Danemarc garde toutes les autres créances, et reſte réſponſable de toutes les autres dettes de cette eſpèce, à recueillir ou à acquitter ailleurs qu'en Norvège.

d) Qu'au cas qu'un Bilan fut requis, pour regler les transactions entre la Banque à Copenhague et celle de Chriſtiania jusqu'à la fin de l'année Mil Huit Cent Treize, la réſponſabilité, qui peut-être en réſulterait pour l'une ou l'autre des deux Parties, ſera cenſée être annullée, et n'obligera point à des payemens en argent comptant. Sont exceptées toutefois les pretentions fondées ſur les Comptes Courans entre les deux Banques de Chriſtiania et de Copenhague, lorsque ces Comptes ſeront définitivement clôs et arrêtés.

e) Que pour ce qui regarde les Fonds particulièrement affectés à certaines caiſſes et inſtitutions publiques, tous ceux, qui ſe rapportent excluſivement à la Norvège, ſeront, ſans partage, alloués à ce Royaume, avec les charges et obligations y attachées, et de plus, la Norvège aura une part proportionnée, avec les

les charges et obligations y relatives, dans les fonds, auxquels ceux de Ses habitans, qui l'étaient déjà en Mil Huit Cent Quatorze, auraient contribué. 1819

Sont considérés comme Fonds Particuliers, qui appartiendront exclusivement à la Norvège:

1. La Caisse de l'Hopital Militaire Norvègien.
2. Celle des impôts d'eau de vie en Finmarken.
3. Le Fonds pour les Pilôtes Norvègiens qui se trouvent en Norvège.
4. Celui pour les églises et les écoles dans le Nordlanden (en autant que ce fonds soit particulier pour la Norvège).
5. Le Capital de Cent Mille Rixbankdalers, Valeur d'argent, en obligations d'Etat de Danemarc, qu'en Mil Huit Cent Onze S. M. Danoise a donné au Fonds de l'Université de Christiania, et qui sera acquitté immédiatement, après l'échange des ratifications de la présente Convention.

Sont considérés comme fonds auxquels les habitans de Norvège ont contribué, et qui, par conséquent, seront proportionnellement partagés, à la suite d'un accord ultérieur entre les Commissaires respectifs, selon la nature particulière de ces Fonds:

1. Le Fonds pour les blessés et délaissés du Deux Avril Mil Huit Cent Un.
2. Le Fonds établi pour l'état militaire, par la publication du Huit Juin Mil Huit Cent Trois.
3. La Caisse commune de Veuves.
4. La Caisse de l'Hopital militaire de la Marine.
5. Le Fonds *ad Usus publicos.*
6. Le Fonds attaché à l'administration de la Justice, par suite de la Fondation du Vingt Cinq Janvier Mil Huit Cent Cinq.
7. Le Fonds de la Chancellerie.
8. Le Fonds général de rentes et de pensions, de l'ancienne Armée Dano-Norvègienne.
9. Le Fonds extraordinaire de la Direction générale des Douanes, pour subvenir, dans des cas particuliers, au secours de ses Employés.

Il s'entend, que le principe maintenant stipulé, sera applicable à toute autre caisse ou Fonds quelconque

1819 que du même genre, qui n'aurait pas été nominativement compris dans l'énumération ci-deſſus.

f) Que les miſes dans les Tontines ne pouvant être partagées, par la nature même de ces inſtitutions, les avantages y attachés ſont réſervés, dans une juſte proportion, aux Norvègiens, qui y ont quelque part. En autant que le réſidu de ces Tontines, après l'extinction des Titulaires des rentes viagères, ſe trouve réſervé, par ſuite des réglemens de fondation, à la Caiſſe d'Etat en Danemarc, la Norvège jouira, dans une juſte proportion, de ſa quôte-part du dit réſidu, qui reviendra, dans le cas ci-deſſus, à la Caiſſe d'Etat en Norvège.

Liquidation ſpéciale

Art. VII. Les points de liquidation, indiqués dans l'Article précédent, embraſſant une infinité de détails, dont l'arrangement complèt et définitif pourrait entrainer à des longueurs, qu'il eſt inſtant d'éviter; les Deux Hautes Parties Contractantes ſont convenûes, qu'une liquidation ſpéciale et définitive, baſée ſur les principes généraux, poſés dans l'article précédent, ſera immédiatement après l'échange des Ratifications de cette Convention, entamée à Copenhague, entre des Commiſſaires Norvègiens et Danois, choiſis pour cet effet, et terminée, au plus tard dans Six Mois après la dite époque. Les Sommes et Titres à payer, ou à rémettre, de part et d'autre, par ſuite de cette liquidation, devront être acquittés ou délivrés Six Mois après ſa concluſion.

Archives etc.

Art. VIII. L'article Vingt Un du Traité de Kiel, ſtipulant la remiſe des Archives, Actes, Documens publics, Plans, Cartes etc., concernant, ſoit le Gouvernement Norvègien, ſoit des Corporations ou des individus dans ce pays, eſt, par la préſente Convention, rappelé en pleine et entière vigueur, de la manière la plus explicite que faire ſe peut.

Renonciation à des prétentions ultérieures.

Art. IX. Tout ce qui concerne le Traité de Kiel en général, et nommément ſon Sixième Article, étant ainſi enviſagé comme entièrement reglé, S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et S. M. le Roi de Danemarc déclarent, qu'aucun payement ultérieur, hormis ce qui eſt ſtipulé actuellement, ne ſera, ſoit à titre du dit Traité, ſoit pour cauſe de l'ancienne Union entre la

Norvège

Norvège et le Danemarc, exigé de part et d'autre; ni par le Gouvernement Norvègien du Gouvernement Danois, ou des Sujets Danois; ni par le Gouvernement Danois du Gouvernement Norvègien, ou des Sujets Norvègiens; de même qu'aucune prétention, qui, à ce titre, ou par cette caufe, a pû être avancée jusqu'à préfent des deux côtés, ne fera deformais prife en confidération, ou mife en discuffion, qu'en tant qu'elle s'accorde avec les termes et les principes de cette Convention, qui annulle de fait et de droit toute rédévance ultérieure de part et d'autre. 1819

Art. X. La préfente Convention fera faite en quadruple, et l'un des Quatre Originaux, ainfi que la copie certifiée de l'Acte de Ratification, feront refpectivement délivrés, par chacune des Deux Hautes Parties Contractantes au Lord Vicomte de Strangford, Envoyé Extraordinaire et Miniftre Plénipotentiaire de la Puisfance Médiatrice. Ratifications.

Cette Convention fera ratifiée, et les Ratifications en feront échangées à Stockholm, dans l'efpace de Vingt Jours, à compter du jour de la fignature, ou plutôt, fi faire fe peut.

En foi de quoi, Nous Sousfignés, en vertu de Nos Pleinpouvoirs Refpectifs, avons figné la préfente Convention, et y avons appofé les cachets de Nos Armes.

Fait à Stockholm le Premier Septembre l'An de Grâce Mil Huit Cent Dix Neuf.

Signé: P. C. Holst. (L. S.) Hans Krabbe. (L. S.)

1819 *Tableau spécial et indicatif des Payemens successifs à effectuer, en vertu de la Convention signee aujourd'hui, et y annexé, par suite de Son Quatrième Article.*

Année	Dates des Payemens	Montant des interêts successifs à acquitter.	Payemens successifs sur le Capital convenu	Total. par années.
1820	1 Juillet	30,000	300,000	357,000
	1 Octobre	27,000		
1821	1 Janvier	27,000		
	1 Avril	27,000	300,000	
	1 Juillet	27,000		
	1 Octobre	24,000		435,000
1822	1 Janvier	24,000		
	1 Avril	24,000	300,000	
	1 Juillet	24,000		
	1 Octobre	21,000		393,000
1823	1 Janvier	21,000		
	1 Avril	21,000	300,000	
	1 Juillet	21,000		
	1 Octobre	18,000		381,000
1824	1 Janvier	18,000		
	1 Avril	18,000	300,000	
	1 Juillet	18,000		
	1 Octobre	15,000		369,000
1825	1 Janvier	15,000		
	1 Avril	15,000	300,000	
	1 Juillet	15,000		
	1 Octobre	12,000		357,000
1826	1 Janvier	12,000		
	1 Avril	12,000	300,000	
	1 Juillet	12,000		
	1 Octobre	9,000		345,000
1827	1 Janvier	9,000		
	1 Avril	9,000	300,000	
	1 Juillet	9,000		
	1 Octobre	6,000		333,000
1828	1 Janvier	6,000		
	1 Avril	6,000	300,000	
	1 Juillet	6,000		
	1 Octobre	3,000		321,000
1829	1 Janvier	3,000		
	1 Avril	3,000	300,000	309,000
	1 Juillet	3,000		
Bd. de Banque de Hambourg . .		600,000	3,000,000	3,600,000

Stockholm le 1 Septembre 1819.

Signé: P. C. Horst. (L. S.)   *Signé:* Hans Krabbe. (L. S.)

Article

Article Séparé.

1819

L'Arrticle Cinq de la Convention ſignée aujourd'hui portant, que les obligations et coupons à émettre, de la manière y ſtipulee, tant à l'échange des Ratifications, que le Premier Avril et Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Un, devront être rémiſes à S. M. Danoiſe, ou à celui qu'Elle déſignera à cet effet; et Sadite Majeſté ayant fait connoitre, par Son Plénipotentiaire, le déſir que ces mêmes obligations et coupons fuſſent remiſes au Miniſtre où à l'organe diplomatique de la Puiſſance Médiatrice, rèſidant à la Cour de Stockholm, S. M. le Roi de Suède et de Norvège accède d'autant plus volontiers à cette diſpoſition, faite en conſéquence de l'article précité, qu'Elle trouve ainſi une nouvelle occaſion de donner à Son Alteſſe Royale le Prince Régent du Royaume-Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, une preuve du prix qu'Elle attache à Son amitié, à Son intervention et au déſir que S. A. R. en a exprimé.

Remiſes des obligations et coupons à la puiſſance mediatrice.

Cet Article ſéparé aura la même force et valeur, que s'il était inſéré mot à mot dans la Convention ſignée aujourd'hui; et ſera ratifié en même tems.

En foi de quoi Nous Souſſignés, en vertu de Nos Pleinpouvoirs Reſpectifs, avons ſigné le préſent Article Séparé et y avons appoſé les cachets de Nos Armes.

Fait à Stockholm le Premier Septembre l'An de grâce Mil Huit Cent Dix Neuf.

Signé: P. C. Holst. (L. S.) *Signé:* Hans Krabbe. (L. S)

A ces cauſes Nous avons voulû ratifier, approuver et accepter la ſusdite Convention avec tous ſes articles, points et clauſes, de même que la tableau y appartenant, et l'article ſéparé ci-deſſus inſéré, comme auſſi par les préſentes, Nous les acceptons, approuvons et ratifions avec tous leurs articles, points et clauſes; promettons et Nous engageons de la manière la plus efficace, que faire ſe peut, de remplir et d'exécuter la dite Convention avec ſon tableau et ſon article ſeparé dans toute leur teneur ſincèrement, fidèlement et loyalement.

En foi de quoi Nous avons ſigné les préſentes de Notre propre main et les avons fait munir de Notre grand Sçeau Royal. Fait en Notre Ville de Réſidence de Stockholm le deuxième jour du mois de Septembre l'an de grâce Mille Huit Cent Dix Neuf.

(*L. S.*) *CHARLES JEAN.*
G. de Wetterstedt.

1819

Ratification Danoiſe de la convention.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvic, Holſtein, Stormarn, des Dithmarſes, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, ſavoir faiſons: que comme, pour cimenter de plus en plus la bonne amitié, qui ſubſiſte entre Nous et S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et pour arranger définitivement les points encore non-réglés du traité de paix, conclû à Kiel le Quatorze Janvier Mil Huit Cent Quatorze, et nommement ce qui ſe rapporte à ſon Sixième Article; Nous ſommes convenûs avec S. M. le Roi de Suède et de Norvège, ſous la médiation de ſon Alteſſe Royale, le Prince Regent du Royaume-Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, — de conclure une Convention, laquelle a été négociée, conclue et ſignée par les Plénipotentiaires reſpectifs, et portant mot pour mot ce qui ſuit.

(Suit la Convention.)

A ces cauſes Nous avons voulû agréer, confirmer et ratifier la Convention ci-deſſus inſerée dans tous ſes points et clauſes, ainſi que par les préſentes Nous agréons, confirmons et ratifions la ſusdite Convention de la manière la plus efficace, que faire ſe peut, pour Nous et pour Nos Succeſſeurs au trône de Danemarc, engageant Notre parole Royale et promettant pour Nous et pour Eux de remplir, d'obſerver et d'executer la dite Convention ſincèrement, ſidèlement et loyalement.

En foi de quoi Nous avons ſigné cette Ratification de Notre propre main, et y avons fait appoſer Notre Sçeau Royal.

Fait à Notre Château de Fredéricsberg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Dix Neuf et de Notre Règne le Douzième.

(*Étoit ſigné:*)

FREDERIC R. (L. S. R.)

(*et contreſigné*)

N. ROSENKRANTZ.

Ratification Danoiſe du tableau.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvic, Holſtein, Stormarn, des Dithmarſes, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, ſavoir faiſons: que comme dans l'article quatre de la Convention conclue en date du Premier de ce mois entre Nous et S. M. le Roi de Suède et de Norvège il a été convenû par les Plénipotentiaires reſpectifs d'ajouter des déterminations exactes ſur les époques des payemens et ſur le montant des ſommes, qui d'après la ſusdite convention ſéront à payer ſucceſſivement au Danemarc tant à titre du compte du Capital que des intérêts, et qu'à cet effet il a été dreſſé et ſigné, par les Plénipotentiaires reſpectifs un tableau ſpécial, qui ſe trouve inſéré ici, parfaitement conforme à l'original.

(Suit

(Suit le Tableau).

A ces causes Nous avons voulû agréer, accepter et ratifier le tableau spécial ci-dessus inséré, ainsi que par les présentes Nous l'agréons, acceptons et ratifions pour Nous et Nos Successeurs.

En foi de quoi Nous avons signé cette Ratification de Notre propre main, et y avons fait apposer Notre Sçeau Royal.

Fait à Notre Château de Frédéricsberg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Dix Neuf et de Notre Règne le Douzième.

(*Etoit signé:*)

FREDERIC R. (L. S. R.)

(*et contresigné*)

N. ROSENKRANTZ.

Ratification Danoise de l'art. séparé.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, des Dithmarses, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, savoir faisons: que comme à l'occasion de la convention, qui a été conclue à Stockholm le premier de ce mois entre Nous d'une côté et S. M. le Roi de Suède et de Norvège de l'autre, il a été en outre également arreté, conclu et signé un Article séparé, contenant mot pour mot ce qui suit:

(Suit l'Article séparé.)

A ces causes Nous avons voulû accepter, approuver et ratifier le présent Article séparé dans toute sa teneur, comme aussi par les présentes Nous l'acceptons, ratifions et confirmons de la manière la plus efficace que faire se peut. En foi de quoi Nous avons signé cette Ratification de Notre propre main et y avons fait apposer Notre Sçeau Royal.

Fait à Notre Château de Frédéricsberg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Dix Neuf et de Notre Règne le Douzième,

(*Etoit signé:*)

FREDERIC R. (L. S. R.)

(*et contresigné*)

N. ROSENKRANTZ.

Déclaration et Contre-Déclaration.

Déclaration Danoise.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, des Dithmarses, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, savoir faisons:

1819 *faisons: que S. M. le Roi de Suède et de Norvège Nous ayant fait exprimer le desir que Nous fissions effacer de Nos Armoiries Royales l'écusson avec le Lion de Norvège, et que, pour donner aussi à cet égard à S. M. Suèdoise et Norvègienne une nouvelle preuve de Notre amitié, Nous avons autorisé Notre Envoyé Extraordinaire actuel à Stockholm de donner à ce sujet une Declaration, laquelle se trouve ci-après mot à mot insérée.*

Déclaration.

Le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemarc déclare par la présente, de la manière la plus formelle, ainsi qu'il y est exprèssement autorise:

Que son Auguste Souverain s'engage à faire effacer des Armoiries Royales de Danemarc l'ecusson avec le Lion de Norvège, de manière, que ni S. M., ni Ses Heritiers et Successeurs, ne l'employeront ou le feront employer d'aucune manière, ni sur actes, documens, timbre, monnaye, édifices, emblèmes ou autres, de quelque nom et dénomination, que ce soit, après l'espace de tems nécessaire pour effectuer les changemens à apporter aux dites Armoiries Royales de Danemarc; — qu'à cet effet les mésures convenables seront prises immediatement et devront être accomplies au plus tard jusqu'au premier Janvier de l'année prochaine Mil Huit Cent Vingt, pour la Monarchie Danoise en Europe; dans l'espace d'un An, à compter du jour de la signature de la présente Déclaration, pour les Agens et Fonctionnaires de S. M. Danoise en Europe; et de deux Ans, à compter de la même époque, pour les Colonies Danoises; mais qu'il est entendu que l'engagement actuel par rapport au non-usage futur de l'écusson du Royaume de Norvège, comme partie des Armoiries Royales de Danemarc, ne saurait avoir et n'aura aucun effêt rétroactif quelconque, pour actes, documens, timbre, monnaye, edifices, qui existent dans ce moment.

La présente Declaration sera ratifiée par S. M. le Roi de Danemarc et les Ratifications en seront échangées contre celles de S. M. le Roi de Suède et de Norvège de la Contre-Déclaration du Plénipotentiaire de Sa dite Majesté, conjointement avec les Ratifications de la Convention signée aujourd'hui.

En foi de quoi, le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemarc a signé la présente Déclaration, faite de la part et au nom de son Auguste Souverain, et y a apposé le cachet de ses Armes.

Donnée à Stockholm le Premier Septembre Mil Huit Cent Dix Neuf.

(L. S.) KRABBE,

Envoyé Extraordinaire près Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège.

A ces causes Nous avons voulu approuver, ratifier et confirmer la Déclaration ci-dessus insére dans toute sa teneur, ainsi que par les présentes Nous l'approuvons, ratifions et confirmons

firmons de la manière la plus efficace que faire se peut, engageant Notre parole Royale et promettant pour Nous et pour Nos Successeurs de remplir et d'observer fidèlement la dite Déclaration. 1819

En foi de quoi Nous avons signé cette ratification de Notre propre main, et y avons fait apposer Notre Sçeau Royal.

Fait à Notre Château de Frédéricsberg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Dix Neuf, et de Notre Règne le Douzième.

(Étoit signé:)

FREDERIC R. (L. S. R.)

(et contresigné)

N. Rosenkrantz.

Contre-Déclaration Suèdoise.

Nous Charles Jean, par la Grâce de Dieu, Roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vandales, savoir faisons: Que, comme à la suite de la Convention conclue le Premier du Mois de Septembre courant entre Nous et le Royaume de Norvège d'une côté et S. M. Danoise et le Royaume de Danemarc de l'autre; Notre Plénipotentiaire, en acceptant ce qui se trouve stipulé et reglé dans la declaration donnée par le Ministre de S. M. Danoise, a, de Notre part, delivré une Contre-Déclaration, precisement telle, qu'elle se trouve ci-après mot à mot inserée:

Contre-Déclaration.

Le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède et de Norvège déclare par la presente, de la manière la plus formelle, ainsi qu'il y est expressement autorisé.

Que Son Auguste Souverain consent par la présente, à ce que l'engagement pris par S. M. le Roi de Danemarc, de faire effacer des armoiries Royales du Danemarc, l'écusson avec le Lion de Norvège, de manière que, ni Sa dite Majesté, ni Ses Heritiers et Successeurs ne l'employeront ou le feront employer d'aucune manière, ni sur actes, documens, timbre, monnaye, édifices, emblèmes ou autres, de quelque nom et denomination, que ce soit, ne soit mis en accomplissement et exécution definitive que le Premier Janvier de l'année prochaine Mil Huit Cent Vingt pour la Monarchie Danoise en Europe, dans l'espace d'un An, à compter du jour de la signature de la présente Contre-déclaration, pour les Agens et Fonctionnaires Danois en Europe, et dans Deux Ans, à compter de la même époque, pour les Colonies Danoises; et qu'il est entendu que cet engagement actuel par rapport au non-usage futur de l'ecusson du Royaume de Norvège, comme partie des Armoiries Royales du Danemarc, ne pourra avoir

1819 avoir ni aura aucun effet rétroactif quelconque, pour actes, documens, timbre, monnaye, édifices, qui exiftent en ce moment.

La préfente Contre-Déclaration fera ratifiée par S. M. le Roi de Suède et de Norvège et les ratificatiens en feront échangées, contre celles de S. M. le Roi de Danemarc de la Déclaration du Plénipotentiaire de Sa dite Majefté, conjointement avec les ratifications de la Convention fignée aujourd'hui,

En foi de quoi le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède et de Norvège a figné la préfente Contre-Déclaration, faite de la part et au nom de Son Augufte Souverain, et y a appofé Son cachet.

Donnée à Stockholm le premier Septembre Mil Huit Cent Dix Neuf.

(*Signé:*) P. C. Holst. (L. S.)

A ces caufes et dans Notre qualité de Roi de Norvège, Nous avons voulu ratifier, approuver et accepter la dite Contre-déclaration avec tous ces points et claufes, comme auffi par les préfentes, Nous l'acceptons, l'approuvons et la ratifions aveo tous fes points et claufes; promettons et Nous engageons de la manière la plus efficace que faire fe peut, de remplir et d'exécuter la fusdite Contre-déclaration dans toute fa teneur fincèrement, fidèlement et loyalement.

En foi de quoi, Nous l'avons fignée de Notre propre main et l'avons fait munir de Notre Grand Sçeau Royal. Fait en Notre ville de Réfidence de Stockholm le Deuxième jour du Mois de Septembre l'An de grâce Mil Huit Cent Dix Neuf.

(*L. S.*) *CHARLES JEAN.*

G. de *Wetterstedt.*

I. TABLE

Rectifications.

1) Il a été dit p. 626, en renvoyant pour les annexes N. I—VIII. du Recès général de Francfort, à d'autres endroits du présent recueil, que l'annexe III. convenait avec l'annexe II. insérée T. III. du nouveau recueil p. 73. et que les annexes N. V. et VII. convenaient avec les annexes N. IV. et VI. données plus haut T. IV. p. 264. et T III. p. 413.

Cette assertion n'étant pas entièrement exacte, je m'empresse à la rectifier, après avoir été à même de collationner ces diverses pièces entre elles.

I. L'annexe N. III., savoir: *le traité de la Grande-Brétagne avec le Grand-Duc de Hesse* du 30 Juin 1816 n'a que 26 articles. Ceux-ci conviennent de mot à mot (*mutatis mutandis*) avec les articles 1 — incl. 25 et 31 de l'annexe N. II. qui est le *traité entre l'Autriche, la Prusse et le Grand-Duché de Hesse* de la même date, en 31 articles, mais les articles 26 — incl. 30 de ce traité sont omis dans l'annexa N. III.

II. Les traités annexés au Recès général sous N. V. et VII., savoir: *le traité entre la Grande-Brétagne et les Pays-Bas* du 16 Nov. 1816 et celui *entre la Russie et les Pays-Bas* du 5/17 Avril 1817 qui ont chacun 8 articles, conviennent (*mutatis mutandis*) entre eux de mot à mot, et aussi de mot à mot avec l'annexe VI. qui est le traité *entre l'Autriche et les Pays-Bas* du 12 Mars 1817 en 9 articles inséré T. III. pag. 413. mais avec cette différence *a*) que l'art. VII. de ce dernier traité qui concerne la forteresse de Luxembourg, y est omis, et c'est pourquoi le traité du 12 Mars a 9 articles et les deux autres n'en ont que 8. et *b*) qu'à l'art VII. de ces deux traités (qui au reste répond à l'art. VIII. de celui avec l'Autriche) on trouve après l'allégation du traité du 31 Mai 1815, les mots suivans: „*ainsi que tous les articles de l'acte du Congrès de Vienne du* 9 *Juin* 1815 *qui concernent les intérêts de S. M. ou qui ont été stipulés avec Elle, sont confirmés dans tous les points et toutes les dispositions qui n'ont pas été expressement changées par la présente convention, ou par elle conclue entre S. M. le Roi des Pays-Bas Grand-Duc de Luxembourg le* 8. *Nov.* 1816.“ Ces mots manquent dans le traité avec l'Autriche.

Ces deux traités conviennent aussi dans leurs dispositions avec le traité annexé sous N. IV. qui est le traité *entre la Prusse et les Pays-Bas* du 8 Nov. 1816 inséré dans le N. R. T. IV. p. 264; mais ce der-

nier est beaucoup plus ample, et se compose de 21 articles.

Ce qui m'a conduit en erreur, c'est que dans la copie du traité entre l'Autriche et les Pays-Bas du 12 Mars 1817 imprimée à Vienne de l'Imprimerie Impériale et Royale de cour et d'état 4to (que j'ai suivie en donnant ce traité) il a été expressement observé que *ce même traité* a été conclu entre S. M. le Roi des Pays-Bas et les cours de Petersbourg, de Londres et de Berlin, ce qui, à une époque où je n'avais pas les annexes du Recès général en mains, m'a fait considérer comme indubitable que tous ces traités étaient de la même teneur, signés le même jour, et seulement redigés en instrumens séparés, ainsi que cela se pratique si souvent aujourd'hui; et c'est en conséquence qu'aussi aux pages 414 et suivantes du volume III., j'ai inscrit le traité du 12 Mars 1817 comme signé par chacune des 4 cours avec les Pays-Bas, et que je l'ai rangé aussi sous cette date dans la table alphabétique sous Grande Brétagne et Russie, tandis que la traité de la Grande-Brétagne, ainsi que le fait voir l'original du Recès de Francfort, est du 16 Nov. 1816, celui de la Russie est du $^{5}/_{17}$ Avril 1817 et celui avec la Prusse du 8 Nov. 1816.

2) Dans le recès général:
p. 620 art. 38 l. 10 après Bavière ajoutez *quinze.*
p. 621 art. 41 l. 13 au lieu de *Loire* lisez *Doire.*

3) Dans le traité du 10 Juillet 1819:
p. 635 ligne 24 rayez les mots: *la Diète de*
p. 636 art. II. après: *le droit* ajoutez: *de succession.*

4) Par suite de la transposition que les dernières feuilles du présent ouvrage ont éprouvées après que l'impression des tables chronologique et alphabétique était déjà presque achevée, pour y faire entrer encore complettement les actes rélatifs au traité du 10 Juillet avec Bade et celui du 1. Sept. 1819 entre le Danemarc et la Suède, les suivantes corrections sont à faire:

1. Le tr. du 22 Mai 1819 s. tr. non p. 631 mais 637.
2. Le tr. du 10 Juillet 1819 s. tr. non p. 629 mais 634.
3. La conv. d. 25 Août 1819 se tr. non p 639 m. 645.
4. Voyez en outre les *addenda* marqués à la fin de la table alphabétique.

L'échange des ratifications du Recès général du 20 Juillet a eue lieu à Francfort, ainsi qu'il a déjà été dit des annexes N. IX et X p 627 et 636.

Francfort s. M. le 15 Janvier 1820.

Martens.

1. Table

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE

des traités renfermés dans le T. IV. du nouveau Recueil ou Supplément à l'ancien T. VIII.

1808	2 Janv.	Traité de commerce entre le royaume d'Italie et celui de Bavière, à Milan (non ratifié).	Pag. 1
	18 Févr.	Acceſſion du Duc de Mecklenbourg Strelitz à la confédération du Rhin	10
	22 Mars	Acceſſion du Duc de Mecklenbourg-Schwerin à la confédération du Rhin	11
	26 Avr.	Cartel entre l'Autriche et la Ruſſie	282
	10 Mai	Convention de Bayonne entre l'Emp. d. Français et le R. de Saxe ſur la légion de la Viſtule	17
	10 Mai	Convention additionelle à celle du 24 Févr. 1808 entre l'Autriche et Wurzbourg	39
	30 Mai	Subſtance d'un traité de ſubſide entre la Gr. Brétagne et Sicile à Palerme	15
	17 Sept.	Conv. entre l'Autriche et Bade ſur le droit de détraction	41
	17 Sept.	Conv. entre les mèmes ſur l'admiſſion aux fondations reciproques	21
	14 Oct.	Acceſſion du Duc d'Oldenbourg à la confédération du Rhin	14
1809	18 Mars	Convention entre l'Emp. d. Français et le R. de Saxe ſur l'augm. de l'armée de Varſovie	19
	21 Avr.	Traité entre la Gr. Brétagne et le Portugal	22
1810	23 Juin	Lettres patentes du R. de Bavière ſur les ceſſions de la Bavière dans le Tyrol, en execution du traité du 28 Févr. 1810	30
	20 Nov.	Acte de démarcation des frontières entre la Ruſſie et la Suède à Tornéa	33

1811 Jusqu'en 1817. Conventions ſur l'abolition du D. de détraction entre la Pruſſe et divers Etats d'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Suiſſe P. 44-68 et Préf. p. IX.

9 Sept. Conv. entre le G. D. de Heſſe et celui de Mecklenbourg-Schwerin portant ceſſion de la rente ſur l'Octroi du Rhin 70

19 Nov. Conv. entre l'Autriche et la Saxe ſur l'adminiſtration des ſels de Wieliczka 74

20 Nov. Ord. Pruſſienne ſur l'exportation des biens vers les Etats d'Anhalt Cöthen 55

1812 9 Mars Convention pour l'extradition des vagabonds entre Wurzbourg et Bade 287

28 Mars Convention entre la France et la Suiſſe 88

1813 12 Oct. Traité de paix entre la Ruſſie et la Perſe à Guliſtan 89

2 Nov. Convention militaire entre l'Autriche et le G. D. de Heſſe 96

23 Nov. Acceſſion du G. D. de Heſſe à la Grande Alliance 97

23 Nov. Traité d'alliance entre l'Autriche et Naſſau 99

24 Nov. Acceſſion du Duc de Cobourg à la Grande Alliance 109

26 Nov. Traité préliminaire d'union entre la maiſon d Orange et de Naſſau 111

1814 30 Mai Art. ſéparés et ſecréts ajoutés au traité général de Paris; voyés ſubſtance Préf. p. VI. VII. notes.

5 Juil Traité d'amitié et d'alliance entre S. M. le R. de la Gr. Bretagne et S. M. Catholique Ferdinand VII. à Madrit 113

8 Sept. Traité de confédération entre les 19 Cantons de la Suiſſe 161

1815 14 Jan. Pacte de famille entre le Roi Ferdinand VII. d'Eſpagne et ſon pére 125

7 Avril Acte de reception de Canton de Neufchatel à la confédération Suiſſe 168

7 Avril Acte de reception du Canton de Genève d. l. conféd. Suiſſe 170

4 Mai Acte d'acceſſion de l'Autriche au traité du 3 Mai entre la Ruſſie et la Pruſſe 127

1815	28 Mai	Convention fupplémentaire à celle de Kalifch entre la Pruffe et la Ruffie	P. 129
	31 Mai	Article féparé ajouté au traité de Vienne entre le R. de Pruffe et Naffau	133
	2 Juin	Procès verbal entre les commiffaires Autrichiens et Pruffiens à Kreuznach	138
	7 Juin	Traité conclu à Vienne entre L. L. M. M. le Roi de Pruffe et le Roi de Suède	149
	17 Juin	Acte de reception du Canton du Valais dans la confédération Suiffe	171
	7 Août	Traité de confédération entre les 22 Cantons Suiffes	173
	12 Août	Acceffion de la confédération Suiffe aux actes du congrès de Vienne du 29 Mars	184
	15 Oct.	Extrait du procès verbal des 5 puiffances fur les arrangemens pécuniaires avec la France	156
	16 Oct.	Traité entre la Pruffe et le Prince de Heffe Rotembourg	158
	14 Nov.	Acte de réunion de l'ancien évèché de Bâle avec le Canton de Berne	190
	21 Nov.	Déclarations des Puiffances alliées portant réconnoiffance de la neutralité Suiffe	186
	Nov. / Dec.	Acte de réunion du Diftrict de Birfeck avec le Canton de Bâle	201
1816	16 Mars	Traité entre S. M. le Roi de Sardaigne, la confédération Suiffe et le Canton de Genève	214
	26 Mars	Sentence arbitrale de la commiffion établie à Vienne pour régler les créances de rentes fur l'octroi du Rhin	225
	18 Mai	Acte de ratification de la confédération Suiffe au fujet de la réunion de l'ancien évèché de Bâle aux Cantons de Bern et de Bâle	205
	25 Mai	Cartel entre la Pruffe et la Ruffie	293
	15 Juin	Traité entre la Pruffe et Schwarzbourg-Sonderahaufen	229
	19 Juin	Traité entre la Pruffe et Schwarzbourg-Rudolftadt	236
	1 Juillet	Convention entre les commiffaires Autrichiens et Pruffiens fignée à Worms	241

1816	15 Août	Jugement compromiſſaire entre les Cantons de Uri et de Teſſin au ſujet des douanes	P. 207
	20 Août	Acte de remiſe des communes du Diſtrict de Gex au Canton de Genêve	210
	4 Sept.	Traité de commerce entre la Suède et les Etats Unis d'Amérique	251
	18 Sept.	Traité entre la Pruſſe et Mecklenb. Strelitz	259
	16 Oct.	Sentence arbitrale d'une commiſſion entre le France et les Pays-Bas	263
	8 Nov.	Traité ſupplementaire entre S. M. le Roi de Pruſſe et le Roi de Pays-Bas	264
	6 Dec.	Convention d'Etappes entre la Pruſſe et le Hannovre	321
	16 Dec.	Acte de réunion des royaumes de Naples et de Sicile	275
	31 Déc.	Convention d'étappes entre la Pruſſe et Saxe Weimar	334
1817	17 Jan.	Convention d'Etappes entre la Pruſſe et le G. D. de Heſſe	344
	17 Jan.	Convention d'étappes entre la Pruſſe et le Duc de Naſſau	358
	3 Févr.	Convention d'étappes entre la Pruſſe et Saxe-Gotha	369
	12 Mars	Convention entre la Pruſſe et le G. Duc de Heſſe à Munſter avec un ſupplément du 6 Juillet	394
	22 Mars	Convention entre l'Autriche et la Pruſſe en exécution du traité du 3 Mai 1815.	537
	9 Avril	Arrangem. entre le Roi de Pruſſe et le D. d'Oldenbourg pour la ceſſion de Birkenfeld	405
	18 Avril	Cartel entre la Pruſſe et la Saxe R.	306
	9 Mai	Convention d'étappes entre la Pruſſe et la Heſſe electorale	379
	1 Juin	Convention entre la France et le R. des deux Siciles	578
	10 Juin	Traité entre les 4 puiſſances alliées et l'Eſpagne pour règler la reverſibilité de Parme, Plaiſance etc.	416
	17 Juin	Traité de commerce entre la Pruſſe et le Danemarc	527

1817	6 Juil.	Supplément à la convention du 12 Mars entre la Prusse et le G. D. de Hesse	P. 402
	23 Juil.	Conv. entre les commissaires Prussiens et Saxons sur le partage des arrièrés de caisse	421
	28 Juil.	Conv. entre la Gr. Brétagne et le Portugal sur le commerce d'esclaves	438
	10 Août	Convention militaire entre l'Autriche et la Prusse concernant Mayence, signée à Carlsbad	480
	28 Août	Traité entre la France et le Portugal sur la délimitation de la Guyane	490
	22 Sept.	Traité entre la Gr. Brétagne et l'Espagne sur le commerce d'esclaves	492
	31 Oct.	Divers Cartels de la Prusse avec	
1818	3 Mai	Lippe le G. D. de Hesse, Mecklenb. et les villes libres	313-319
	3 Mai	Traité entre la Gr. Brétagne et les Pays-Bas sur le commerce d'esclaves	511
	28 Mai	Capitulation de Pensacola	523
	17 Juin	Traité de commerce entre la Prusse et le Danemarc	527
	1 Août	Cartel entre le Hannovre et la Prusse	319
	17 Août	Convention entre l'Autriche et la Russie en execution du traité du 3 Mai 1815	540
	Août	Convention entre l'Espagne et les E. Unis d'Amérique sur des indemnités	568
	9 Oct.	Convention entre les alliés et la France	549
	20 Oct.	Convention entre la Gr. Brétagne et les Etats-Unis d'Amérique	571
	4 Nov. / 12	Note des alliés au D. de Richelieu et reponse	556
	14 Nov.	Extrait du procès verbal des 4 puissances concernant le péage d'Elsfleth	552
	15 Nov.	Extrait du procès verbal des conferences d'Aix la Chapelle	554
	19 Nov.	Extrait du procès verbal des conferences à Aix la Chapelle, et déclaration	562
	19 Déc.	Traité de commerce entre la Prusse et la Russie	582
1819	2 Févr.	Arrangement pecuniaire entre les alliés et la France	566

1819	Févr.	Subſtance du traité non encore ratifié entre l'Eſpagne et les E. Unis d'Amérique ſur la ceſſion des Florides Préf.	P. X
	21 Mai	Convention entre la Pruſſe et Mecklenbourg - Strelitz ſ. l. indemn.	600
	22 Mai	Convention entre la Pruſſe et la Ruſſie ſur divers objets de liquid.	631
	10 Juil.	Traité entre l'Autriche et le G. D. de Bade à Francfort	626
	10 Juil.	Traité entre les cours d'Autriche d'Angleterre de Pruſſe et de Ruſſie d'une part et celle de Bàde de l'autre à Francfort	629
	20 Juil.	Recès général ſigné à Francfort ſervant de complément à l'acte du congrès etc.	604
	25 Août	Convention entre le D. d'Oldenbourg et la ville libre de Breme ſur le péage de Elsfleth	639

II.

TABLE ALPHABETIQUE.

Allemagne.

1808	18 Févr.	Acceffion du D. de Mecklenbourg-Strelitz à la confédération du Rhin	P. 10
	22 Mars	Acceff. du D. de Mecklenbourg-Schwerin item	11
	14 Oct.	Acceff. du D. d'Oldenbourg à la même	14
1816	26 Mars	Sentence arbitrale de la commiffion établie à Vienne pour les créances de rentes fur l'Octroi du Rhin	225
1819	26 Août	Garantie de la confédération germ. de la convention entre le D. d'Oldénb. et la ville libre de Breme fur le péage d'Elsfleth	639

Amérique, Etats-Unis.

1816	4 Sept.	Traité de commerce avec la Suède	251
1818	28 Mai	Capitulation de Penfacola	523
	Juil.	Conv. avec l'Efpagne fur les indemnités	558
	20 Oct.	Convention avec la Gr. Brétagne	571
1819	Févr.	Subftance du traité non ratifié avec l'Efpag. fur la ceffion des Florides.	Préf. X

Anhalt.

1811	20 Nov.	Décl. Pruff. fur l'exportation recipr. avec Anhalt Cöthen	55
1816	23 Déc.	Décl. Pruff. fur le D. de détraction avec Anhalt-Deffau et Bernburg	54. 61
1817	28 Sept.	Décl. Pruff. fur l'abol. du D. de détraction avec Anhalt Cöthen	57

Autriche.

1808	26 Avr.	Cartel avec la Pruffe	282
	10 Mai	Conv. additionelle avec Wurzbourg	39
	17 Sept.	Conv. avec Bade f. l. D. de détraction	41

1808

1808	17 Sept.	Conv. avec Bade ſur l'adm. aux fondat.	P. 21
1811	19 Nov.	Conv. avec le R. de Saxe ſur l'adminiſtration des ſels de Wieliczka	74
1813	2 Nov.	Conv. militaire avec le G. D de Heſſe	96
	23 Nov.	Acceſſ. du G. D. de Heſſe à la gr. alliance	97
	23 Nov.	Tr. d'alliance avec le D. de Naſſau	99
	24 Nov.	Acceſſion de Saxe-Coburg à la grande alliance	109
1814	30 Mai	Subſtance d'articles ſéparés joints au tr. de Paris.	Préf. p. VI. VII.
1815	4 Mai	Acceſſion au tr. du 3 Mai entre la Ruſſie et la Pruſſe	127
	2 Juin	Procès verbal avec les commiſſ. Pruſſiens à Kreuznach	138
	12 Août	Acceſſion de la conféd. Suiſſe à la décl. de Vienne du 29 Mars	184
	15 Oct.	Procès verbal entre les Puiſſances ſur les arrangemens pécuniaires avec la France	156
1816	1 Juil.	Conv. avec les Commiſſ. Pruſſiens à Worms	241
1817	22 Mars	Conv. avec la Pruſſe en exécut. du tr. de 1815.	537
	10 Juin	Traité des 4 Puiſſ. alliés avec l'Eſpagne ſur la reverſibilité d. Parme, Plaicence etc.	416
	10 Août	Conv. militaire avec la Pruſſe à Carlsbad	480
	17 Août	Conv. avec la Ruſſie en exécution du tr. de 1815.	540
1818	9 Oct.	Conv. des alliés avec la France ſur l'évacuation	549
	4/12 Nov.	Note des alliés au D. de Richelieu et reponſe	556
	14 Nov.	Extrait du procès verbal des 4 Puiſſ. ſur le péage d'Elsflett	552
	15 Nov.	Procès verbal des conférences d'Aix-la-Chapelle	554
	19 Nov.	Procès verbal des conf. d'Aix-la-Chap. et déclarat.	562
1819	2 Févr.	Arrangement pécuniaire des alliés avec la France	566
	10 Juil.	Convention avec le G. D. de Bade	626
	20 Juil.	Recès général de la commiſſion territ. à Francfort	604

Bade.

Bade.

1808	17 Sept.	Conventions avec l'Autr. f. le D. de détract. etc.	P. 21. 41.
1812	9 Mars	Conv. avec Wurzbourg pour l'extr. de vagabonds	287
1819	10 Juil.	Conv. avec l'Autriche et les alliés	626

Bavière.

1808	2 Jan.	Traité de commerce (non ratifié) avec l'Italie	1
1810	23 Juin	Lettres patentes fur les ceffions faites à la France d. le Tyrol	30
1811	11 Juin	Conv. avec la Pruffe f. le D. de détract.	44
1817	12 Févr.	Déclarat. fur le D. de détract. avec la Pruffe	47
	3 Juin	Ord. Pruffienne fur la reftit. des fommes depofees	48

Brême ville anféat.

1819	25 Août	Conv. avec le D. d'Oldenbourg fur le péage d'Elsfleth	639

Danemarc.

1818	17 Juin	Traité de commerce avec la Pruffe	527

Efpagne.

1814	30 Mai	Subftance d'articles féparés joints au tr. de Paris. Préf.	p. VI. VII.
1815	14 Jan.	Pacte de famille entre la Roi Ferd. VII. d'Efpagne et fon père	125
	5 Juil.	Traité d'amitié et d'all. avec la Gr. Brét.	113
	12 Août	Acceffion de la conféd. Suiffe à la décl. de Vienne	184
1817	10 Juin	Traité avec les 4 Puiffances alliées pour régler la reverfibilité de Parme etc.	416
	22 Sept.	Tr. avec la Gr. Brét. f. le commerce d'efclaves	492
1818	Juil.	Conv. avec les E. U. d'Amérique f. l. indemnités	568
1819	Févr.	Subftance du traité non encore ratifié avec les E. Unis d'Amér. p. la ceffion des Florides. Préf.	p. X.

France.

France.

1808	10 Mai	Conv. de Bayonne avec le R. de Saxe ſur la légion de la Viſtule	P. 17
1809	18 Mars	Conv. avec le R. de Saxe ſur l'augment. de armée de Varſovie	19
1810	23 Juin	Lettres patentes ſur les ceſſions de Bav. en Tyrol	30
1812	28 Mars	Conv. avec la Suiſſe	88
1814	30 Mai	Subſt. d. art. ſepp. du tr. de Paris	Pref. VI. VII
1815	12 Août	Acceſſion de la Suiſſe à la déclar. de Vienne	184
	15 Oct.	Procès verbal entre les 5 puiſſances ſur les arrang. pecuniaires avec la France	156
1816	16 Oct.	Sentence arbitrale d'une commiſſion avec les Pays-Bas ſur les dettes	263
1817	1 Juin.	Conv. de commerce avec la Sicile	578
	28 Août	Traité avec le Portugal ſ. l. limites de la Guyane	490
	15 Sept.	Décl. Pruſſ. ſur l'abol. du D. de détract.	67
1818	6 Oct.	Convention avec les alliés pour l'évacuation	549
	4/12 Nov.	Note des alliés au D. de Richelieu et reponſe	556
	14 Nov.	Extrait du procès verbal ſ. l. péage d'Elsfleth	552
	15 Nov.	Procès verbal des conf. d'Aix-la-Chap.	554
	19 Nov.	Extrait du procès verbal de conf. d'Aix et declaration	560
1819	2 Févr.	Arrangemens pecuniaires avec les alliés	566

Genêve voyés Suiſſe.

Grande-Brétagne.

1808	30 Mai	Subſt. d'un tr. de ſubſide avec la Sicile	15
1809	21 Avril	Traité avec le Portugal	22
1813	23 Nov.	Acceſſion du G. D. de Heſſe à l'Alliance	97
	24 Nov.	Acceſſion du D. de Coburg à l'Alliance	109
1814	30 Mai	Subſtance d'articles ſeparés joints au tr. de Paris.	Préf. VI. VII
	5 Juil.	Traité d'amitié et d'all. avec le R. Ferd. VII. d'Eſpagne	113

1815

1815 12 Août Accef. de la Suiffe à la décl. de Vienne P. 184
15 Oct. Procès verbal entre les 5 P. fur les arrangemens pecuniaires avec la Fr. 156
1817 10 Juin Traité de 4 puiff. avec l'Efpagne fur la reverfibilité de Parme, Plaifance etc. 416
28 Juil. Conv. avec le Portugal f. l. commerce d'efclaves 438
22 Sept. Tr. avec l'Efp. fur le comm. d'efclaves 492
1818 4 Mai Tr. avec le R. des Pays-Bas f. l. commerce d'efclaves 511
9 Oct. Convention des alliés avec la France fur l'évacuation 549
20 Oct. Convention avec les E. Unis d'Amérique 571
4/12 Nov. Note des M. d. alliés au D. de Richelieu et reponfe 556
14 Nov. Extr. du procès verbal des conf. f. l. péage d'Elsfleth 552
15 Nov. Procès verbal d. conf. d'Aix-la-Chap. 554
19 Nov. Procès verbal d. conf. d'Aix-la-Chap. et déclaration 560
1819 2 Févr. Arrangemens pécuniaires des alliés avec la France 566
20 Juil. Recès général de la commiffion territor. à Francfort 604

Hambourg.

1818 3 Mai Cartel avec la Pruffe 318

Hannovre.

1816 16 Sept. Décl. fur l'abol. du D. de détr. avec la Pruffe 63
6 Déc. Conv. d'étappes avec la Pruffe 321
1818 1 Août Cartel avec la Pruffe 319

Heffe electorale.

1815 16 Oct. Conv. entre la Pruffe et Heffe-Rotenbourg 158
1817 9 Mai Conv. d'étappes avec la Pruffe 379

Grand-Duc de Heffe.

1811 9 Sept. Conv. avec Mecklenb. Schwerin pour la ceffion de rente fur l'octroi du Rhin 70

1813	2 Nov.	Conv. militaire avec l'Autriche	P. 96
	23 Nov.	Acceſſion à la grande alliance	97
1817	17 Jan.	Conv. d'étappes avec la Pruſſe	344
	12 Mars / 6 Juillet	Convention avec la Pruſſe et ſupplément du 6 Juil	394. 402
1818	11 Févr.	Cartel avec la Pruſſe	314

Hollande.

1816	16 Oct.	Sentence arbitrale d'une commiſſion avec la France	263
	8 Nov.	Traité ſupplémentaire avec la Pruſſe	264
1817	3 Juin	Décl. Pruſſienne ſ. l. D. de détr. avec les Pais-Bas.	68
1818	4 Mai	Traité avec la Gr. Brét. ſ. l. commerce d'eſclaves	511

Italie.

1808	2 Jan.	Traité de commerce (non ratif.) avec la Bavière	1

Lippe.

1817	31 Oct.	Cartel de Lippe-Detmold avec la Pruſſe	313
1818	16 Févr.	Cartel de Schaumb. Lippe avec la Pruſſe	316

Lubec (ville anſéat).

1818	3 Mai	Cartel avec la Pruſſe	319

Mecklenbourg-Schwerin.

1808	22 Mars	Acceſſion à la conféd. du Rhin	11
1811	9 Sept.	Conv. avec le G. D. de Heſſe p. ceſſion de rente ſur l'octroi du Rhin	75
	16 Oct.	Conv. avec la Pruſſe ſ. l. D. de détraction	49
1818	3 Mai	Cartel avec la Pruſſe	316

Mecklenbourg-Strelitz.

1808	18 Févr.	Acceſſion à la conféd. du Rhin	10
1811	6 Août	Conv. avec la Pruſſe ſ. l. D. de détraction	51
1816	18 Sept.	Traité de ceſſion avec la Pruſſe	259
1817	17 Mai	Décl. ſ. l. D. de détraction avec la Pruſſe	53
1819	21 Mai	Conv. avec la Pruſſe ſ. les indemnités	600

Naſſau.

Naſſau.

1813	23 Nov.	Traité d'alliance avec l'Autriche etc.	P. 99
	26 Nov.	Tr. preliminaire d'union entre la Maiſon d'Orange et de Naſſau	111
1815	31 Mai	Article ſéparé ajouté au traité de Vienne de même date avec la Pruſſe	133
1816	31 Oct.	Décl. ſur l'abol. du D. de détraction avec tous les états Pruſſiens	64
1817	17 Jan.	Conv. d'étappes avec la Pruſſe	358

Oldenbourg.

1808	14 Oct.	Acceſſion à la confédération du Rhin	14
1817	9 Avril	Conv. avec la Pruſſe p. la ceſſion de Birkenfeld	405
1819	25 Août	Conv. avec la ville de Bremen ſur le péage d'Elsfleth	639

Parme.

1817	10 Juin	Traité entre les alliés et l'Eſpagne ſur la reverſibilité de Parme	416

Perſe.

1813	12 Oct.	Traité de paix avec la Ruſſie à Guliſtan	89

Portugal.

1809	21 Avril	Traité avec la Gr. Brétagne	22
1814	30 Mai	Subſtance d'art. ſepp. du tr. de Paris.	Pref. VI. VII.
1815	12 Août	Acceſſion de la Suiſſe à la déclaration de Vienne	184
1817	28 Juil.	Conv. avec la Gr. Brétagne ſ. l. comm. d'eſclaves	438
	28 Août	Traité avec la France ſ. l. limites de la Guyane	490

Pruſſe.

1811 - 1817		Diverſes conv. de la Pruſſe ſur le d. de détraction	44 - 68
1813	23 Nov.	Acceſſion du G. D. de Heſſe à la grande alliance	97
	24 Nov.	Acceſſion du D. de Cobourg à la gr. all.	109

1814	30 Mai	Subſtance d'articles ſéparés joints au tr. de Paris.	Préf. P. VI. VII
1815	4 Mai	Acceſſion de l'Autr. autr. du 3 Mai avec la Ruſſie	127
	28 Mai	Convent. ſupplément. à celle de Kaliſch avec la Ruſſie	129
	31 Mai	Article ſéparé ajouté au traité de ce jour avec Naſſau	133
	2 Juin	Procès verbal entre les commiſſ. Autr. et Pruſſiens à Kreuznach	138
	7 Juin	Traité avec la Suède conclu à Vienne	149
	12 Août	Acceſſion de la conféd. Suiſſe à la décl. de Vienne	184
	15 Oct.	Procès verbal des 5 Puiſſances ſur les arrangemens pecuniaires avec la France	156
	16 Oct.	Traité de ceſſion et d'échange avec Heſſe-Rothenburg	158
1816	25 Mai	Cartel avec la Ruſſie	293
	15 Juin	Traité avec le Pr. de Schwarzbourg-Sondershauſen	229
	19 Juin	Traité avec le Pr. de Schwarzbourg-Rudolſtadt	236
	1 Juil.	Conv. entre les commiſſ. Autr. et Pruſſiens à Worms	241
	18 Sept.	Traité avec Mecklenb. Strelitz ſur les ceſſions	259
	8 Nov.	Traité ſupplémentaire avec le Roi des Pays-Bas	264
	6 Déc.	Conv. d'étappes avec le Hannovre	321
	31 Dec.	Conv. d'étappes avec le G. D. de Weimar	334
1817	17 Jan.	Conv. d'étappes avec le G. D. de Heſſe	344
		Item avec le Duc de Naſſau	358
	3 Févr.	Item avec Saxe Gotha	369
	12 Mars	Convention avec le G. D. de Heſſe	394
	22 Mars	Conv. avec l'Autriche ſur le tr. du 3 Mai 1815.	537
	9 Avril	Arrangement avec le D. d'Oldenbourg pour la ceſſion de Birkenfeld	405
	18 Avril	Cartel avec le R. de Saxe	306
	9 Mai	Conv. d'étappes avec l'Elect. de Heſſe	379
	10 Juin	Traité des 4 alliés avec l'Eſpagne ſur la reverſib. de Parme	416
	23 Juil.	Conv. avec les commiſſ. Saxons ſur le partage des arrierés de Caiſſe	421

1817

1817.	10 Août	Conv. militaire avec l'Autr. concernant la forteresse de Mayence à Carlsbad	P. 480
	31 Oct.	1818 3 Mai divers Cartels de la Prusse	313-317
1818	17 Juin	Traité de commerce avec le Danemarc	527
	1 Août	Cartel avec le royaume d'Hannovre	319
	9 Oct.	Conv. des alliés avec la France sur l'évacuation	549
	4/12 Nov.	Note des alliés au D. de Richelieu et reponse	556
	14 Nov.	Extrait du procès verbal concernant le péage d'Elsfleth	552
	15 et 19 Novbr.	Procès verbaux des conférences d'Aix-la-Chapelle et déclaration	554
1819	2 Févr.	Arrangement pécuniaire entre les alliés et la France	566
	22 Mai	Conv. avec la Russie sur les liquidations	631
	20 Juil.	Recès général de la commission territ. à Francfort	604

Russie.

1808	26 Avril	Cartel avec l'Autriche	282
1810	20 Nov.	Acte d. démarc. d. frontières avec l. Suède	33
1813	12 Oct.	Traité de paix avec la Perse à Gulistan	89
	23 Nov.	Access. du G. D. de Hesse à la gr. alliance	97
	24 Non.	Acc. du D. de Saxe-Coburg à la gr. all.	109
1814	30 Mai	Substance d'articles séparés joints au tr. de Paris.	Préf. VI
1815	4 Mai	Acte d'accession de l'Autriche au tr. du 3 Mai	127
	28 Mai	Convention supplem. à celle de Kalisch avec la Prusse	129
	12 Août	Accession de la conféd. Suisse à la décl. de Vienne	184
	15 Oct.	Procès verbal entre les 5 puissances sur les arrangemens pécun. avec la France	156
1816	25 Mai	Cartel avec la Prusse	293
1817	10 Juin	Traité des 4 alliés avec l'Espagne sur la reversibilité de Parme etc.	416
1818	17 Août	Conv. avec l'Autriche en execution du traité du 3 Mai 1815	540
	9 Oct.	Conv. des alliés avec la France sur l'évacuation	549

1818

1818	4/12 Nov.	Note des min. des alliés au D. de Richelieu et reponfe	P. 556
	14 Nov.	Extr. du procès verbal des conf. fur le peage d'Elsfleth	552
	15 et 19 Novbr.	Procès verbaux des conférences d'Aix-la-Chapelle et déclaration	554
1819	2 Févr.	Arrangement pecuniaire entre les alliés et la France	566
	22 Mai	Conv. avec la Pruffe fur les liquidations	631
	20 Juil.	Recès général de la comm. territ. de Francf.	604

Sardaigne.

1816	16 Mars	Traité avec la conféd. Suiffe et le C. de Genève	214

Saxe royale.

1808	10 Mai	Convention avec la France fur la légion de la Viftule	17
1809	18 Mars	Conv. avec la France fur l'augmentatiou de l'armee de Varfovie	19
1811	19 Nov.	Conv. avec l'Autriche fur l'adminiftration des falines de Wieliczka	74
1817	18 Avril	Cartel avec la Pruffe	306
1817	17 Mai	Décl. fur l'abol. du D. de détraction avec la Pruffe	66
	23 Juil.	Conv. avec les Commiffaires Pruffiens fur le partage des arrièrés de caiffe	421

Saxe branche Erneftine.

1. *Saxe Weimar.*

1816	31 Déc.	Conv. d'Etappes avec la Pruffe	334

2. *Saxe Gotha.*

1814	27 Nov.	Décl. fur l'abol. du D. de détr. avec la Pruffe	59
1817	3 Févr.	Conv. d'étappes avec la Pruffe	369

3.

3. *Saxe Coburg.*

1816 6 Oct. Décl. ſur l'abol. du D. de détr. avec la Pruſſe P. 61

4. *Saxe Hildburghauſen.*

1817 3 Mai Décl. ſur l'abol. du D. de détr. avec la Pruſſe 62

Schwarzburg.

1816 15 Juin Traité du P. de Schwarzb. Sondershauſen avec la Pruſſe 229
29 Juin Traité du P. de Schwarzb. Rudolſtadt avec la Pruſſe 236

Sicile.

1808 30 Mai Subſtance d'un tr. de ſubſide avec la Gr. Brétagne 15
1816 16 Déc. Acte de réunion des royaumes de Naples et de Sicile 275
1817 1 Juin Conv. de commerce avec la France 578

Suède.

1810 20 Nov. Acte de démarcation des frontières avec la Ruſſie 35
1814 30 Mai Subſtance d'article 5. ſéparés joints au tr. de Paris. Préf. p. VI.
1815 7 Juin Traité avec la Pruſſe ſigné à Vienne 149
12 Août Acceſſion de la conféd. Suiſſe à la décl. de Vienne 184
1816 4 Sept. Traité de commerce avec les E. Unis d'Amérique 251
1819 1 Sept. Conv. de liquidation avec le Danemarc 648

Suiſſe.

1812 28 Mars Convention avec la France 88
1814 8 Sept. Traité de conféd. entre les 19 cantons Suiſſes 161
1815 7 Avril Acte de reception du C. de Neufchatel 168
7 Avril Item de reception du C. de Genêve 170
17 Juin Acte de reception du C. de Valais 171
7 Août Traité de confédération entre les 22 Cantons 173

1815 12 Août Acceſſion de la conféd. aux actes du C. de Vienne du 29 Mars P. 184
14 Nov. Acte de réunion de l'ancien évêché de Bâle au Canton Bern 190
21 Nov. Décl. des puiſſances alliées portant reconnoiſſance de la neutr. Suiſſe Suppl. VI. 740 et mieux 186
Novbr. Décbr. Acte de réunion du diſtrict de Birſeck avec le Canton de Bâle 201
1816 16 Mars Traité de la conféd. et de Genève avec le Roi de Sardaigne 214
18 Mai Acte de ratification de la conféd. Suiſſe au ſujet de la réunion de Bâle aux C. de Bern et de Bâle 205
15 Août Jugement compromiſſaire entre les C. Uri et Teſſin 207
20 Août Acte de remiſe du Diſtrict de Gex au C. de Genève 210
1817 25 Oct. Abol. du D. de détr. avec la Pruſſe. Préf. IX.

Waldeck.

1816 22 Déc. Conv. avec la Pruſſe ſur le D. de détr. 65

Wurzburg.

1808 10 Mai Conv. additionelle à celle du 24 Févr. 1808 avec l'Autriche 39

ADDENDA

1. à la table chronologique

1818 21 Nov. Procès-verbal des conférences d'Aix-la-Chapelle entre les 5 puiſſances ſur le rang des miniſtres P. 648

1819 1 Sept. Convention de liquidation entre le Roi de Suède et de Norvège et le Roi de Danemarc 648

2. à la table alphabetique ces mêmes actes ſont à ajouter ſavoir le premier ſous *Autriche, Gr. Brétagne, France, Pruſſe* et *Ruſſie* le ſecond ſous *Danemarc.*

ERRATA.

ERRATA.

Préface P. X. ligne 13	au lieu de:	1818	liſés:	1819
P. 2. Art. III. l. 5.	au lieu de:	durport	liſés:	du port
5. Art. XVIII. l. 6	—	en	—	ne
— — XIX. l. 5	—	ou	—	au
6. — XX. l. 3	—	au	—	un
8. — I. l. 2	—	de	—	des
11. — IV. l. 2	—	aſſimilés	—	aſſimilé
35. — VI. l. 6	—	abondonner	—	abandonner
36. — II. l. antepénult	—	prépſoes	—	prépoſés
38. — VII. l. 7	—	nue	—	une
48. l. 9	—	der	—	den
69. Art. I. l. 4	—	au	—	ou
— — II. l. 1	—	exécution	—	exemtion
— — III. l. 1	—	exécution	—	exemtion
88. l. 6. d'embas	—	autre	—	outre
94. l. 6	—	les	—	le
107. l. 3	—	die	—	der
158. Art. VII. l. 4	—	proportions	—	propoſitions
— note l. 4	—	ma	—	la
— — l. 5	—	évocuation	—	évacuation
— l. 13. d'embas	—	in die	—	die in
169. l. 3	—	ſauveraine	—	ſouveraine
178. Art. XIV. l. 1	—	Vorkommiſſe	—	Verkommniſſe
182. l. dern.	—	ind	—	nid
183. l. 19	—	ind	—	nid
— l. 3. d'embas	—	ind	—	nid
187. l. 5. d'embas	—	ivenemens	—	évenemens
205. l. 10. d'embas	—	obſtehen	—	obſtehende
210. l. 16.	—	réuni	—	remis
210. l. 17.	après:	commiſſaires	ajoutés:	de
225. dans l'inſcription après Art.			liſés	XXVIII. des articles ſur la navigation du Rhin annexés à l'acte etc.
228. dans l. ſignatures	au lieu de:	Stademacher	liſés:	Rademacher
229. Inſcript. l. 2	—	Prinze	—	Prince
251. l. 3	—	rations	—	relations
— l. 7	—	ſalide	—	ſolide
252. l. 3	—	dites	—	dits
— Art. II. l. 4	—	au	—	ou
— — — l. 10	—	au	—	ou
253. l. 6	—	s'entendra	—	s'étendra
254. l. 8	—	parts	—	ports
— l. 18	—	apparté	—	apporté
— Art. V. l. 2	—	parts	—	ports

ERRATA.

P. 254.	Art. V. l. 11.	au lieu de: uni	lisés:	mis
255.	l. 6	— s'auroit	—	ſaurait
—	Art. 6. l. 7.	— d'année	—	donnée
—	— — —	— parts	—	ports
—	— l. 16	— d'année	—	dounée
—	Art. VIII. l. 5	— décharges	—	décharger
—	l. 3. d'embas	— au	—	ou
—	l. 8. d'embas	— parts	—	ports
257.	Art. XI. l. 4	— part	—	port
—	l 4. d'embas	— en	—	eu
258.	Art. XII. l. 12	— préciſes	—	précités
—	Art. XIII l. antepén	après: même;	ajoutés:	port
259.	note l. 5.	au lieu de: les	liſés:	ces
261.	Art. II. l. 4.	— die	—	ſie
—	Art. III. l. 8	— bleibe	—	bliebe
263.	note l'antepénult.	— Cicula	—	Cicala
268.	l. 2	— der	—	den
273	l. 12	— Lazarathe	—	Lazarethe
275.	l. 11. d'embas	— unſerer	—	unſere
278.	Art. I. l. 4	— und	—	nur
279.	l. dernière	— correſpondirenden	—	correſpondiren
280.	Art. IX. l. 1	— Fundalismus	—	Feudalismus
409.	la note eſt à effacer,	le procès verb. du 2 Juin 1815		ſe trouv. p. 138
428.	§. 20. l. 23	— einem	—	eigenem
447.	Art. VII. l. 3	— illicites	—	illicite
479.	Art. ſép. l. 4.	— adopter	—	adapter
482.	Art. VI. l. 8	— der	—	des
484.	l. 7. d'embas	— Kamna	—	Kamme
485.	l. 11. d'embas	— Branche	—	Breſche
513.	Art. III. 4. l. 10.	— command	—	commande
515.	Art. VIII. l. 5.	— qu'il	—	qu'ils
517.	Brt. III. l. 13	— eſclavres	—	eſclaves
519.	l. 5	— et	—	en
—	Art. III. l. 10.	— la	—	le
525.	l. 2.	— perſoones	—	perſonnes
526	Art. XV. l. 2.	— transpartés	—	transportés
—	Art. XX. l. 4	— eſpagnols	—	eſpagnole
528.	Art. I. l. 5	— le	—	de
541.	Art. I. l. 2	— deſcendent	—	deſcendant
541.	Art. I. l. 8	— toutes	—	tous
543.	Art. XII. l. 8	— anne	—	année
548.	Art. XXVII. l. 8.	— de	—	des
553.	annexe l. 6	— afferé	—	aſſuré
—	— l. 8	— reclament	—	reclamer
554.	l. 7. d'embas	— établie	—	établi
563.	l. 19. d'embas	— forte	—	forts
571.	la note eſt à effacer.			

Notice

Notice du libraire ſur les ouvrages de Mr. de Martens.

Comme la plupart des ouvrages que Mr. de Martens a publiés en outre du précedent recueil ont paru dans notre librairie nous nous permettons d'en donner ici la liſte par ordre chrónologique à laquelle pour la completter nous joignons la mention de ceux qui ont paru dans d'autres librairies.

1 De foro S. R. I. principum cum ſubditis ſuis litigiantium, diſſertatio inauguralis. Gottingae 1779. 4.

2 Eſſai ſur la legitimation des envoyés des comtes d'Empire à la diète. 1782. 8.

3 Primae lineae juris gentium Europaearum practici. 1785. 8.

4 Principes du droit des gens moderne de l'Europe première edition 1789. 2de edition 1801. 3e 1820. 8.

5 Sammlung der Reichsgrundgeſetze der vornehmſten Europäiſchen Staaten. Th. I. (Dänemark, Schweden, Großbritannien). 1794. 8.

6 Abriß des Staatsrechts der vornehmſten Europäiſchen Staaten. Th. I. (Dänemark, Schweden, Großbrit.) 1794. 8.

7 Eſſai concernant les armateurs, les priſes et les repriſes. 1794. 8. le même ouvrage traduit en allemand par l'Auteur. 1794. 8.

8 Einleitung in das poſitive Europäiſche Völkerrecht auf Verträge und Herkommen gegründet. 1796. 8.

9 Verſuch einer hiſtoriſchen Entwickelung des wahren Urſprungs des Wechſelrechts nebſt einer Sammlung wenig bekannter fremder Wechſel-Geſetze. 1797. 8.

10 Grundriß des Handelsrechts, insbeſondre des Wechſel- und Seerechts. 1er Edition 1797. 2de 1805. 3e 1820. 8.

11 Ueber die Erneuerung voriger Verträge in den Friedensschlüssen der Europäischen Mächte. Programm. 1797. 8.

12 Erzählungen merkwürdiger Fälle des neueren Europäischen Völkerrechts. (Göttingen P. G. Schröder) Th. I. 1800. Th. II. nebst einem Anhang von Gesetzen und Verordnungen über das Vorrecht auswärtiger Gesandte. 1802. 4.

13 Cours diplomatique ou tableau des relations exterieures des Puissances de l'Europe. T. I. II. renfermant le guide diplomatique. T. III. renfermant le tableau (à Berlin chés A. Mylius) 1801. 8.

14 Gesetze und Verordnungen der einzelnen Europäischen Mächte über Handel, Schifffahrt und Assecuranzen. Th. I. (Frankreich). Göttingen bey J. F. Röwer. 1802. 8.

15 Grundriß einer diplomatischen Geschichte der Europäischen Staatshändel und Friedensschlüsse, seit dem Ende des 15ten Jahrhunderts bis zum Frieden von Amiens. (Berlin bey A. Mylius) 1807. 8.





